



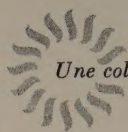
WINSTON



CHURCHILL

8E

WINSTON CHURCHILL



Une collection du Cercle du Bibliophile

WINSTON CHURCHILL

GUERRE MONDIALE

TOME SIXIEME

LA GRANDE ALLANCE
L'ARMÉE DE LA GUERRE
1914-1918

ÉDITION DE LA BIBLIOTHÈQUE

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

TOME SIXIÈME

LA GRANDE ALLIANCE
L'AMÉRIQUE EN GUERRE

1941-1942

CERCLE DU BIBLIOPHILE

*Documentation réunie et présentée par
Roger-Jean Ségalat*

© Librairie Plon
*Tous droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays,
y compris l'U.R.S.S.*

Imprimé en Hollande

Volume 1

L'ORAGE APPROCHE / D'UNE GUERRE À L'AUTRE

Volume 2

LA "DRÔLE DE GUERRE"

Volume 3

L'HEURE TRAGIQUE / LA CHUTE DE LA FRANCE

Volume 4

L'ANGLETERRE SEULE

Volume 5

LA GRANDE ALLIANCE / LA RUSSIE ENVAHIE

Volume 6

L'AMÉRIQUE EN GUERRE

Volume 7

LE TOURNANT DU DESTIN / LA RUÉE JAPONAISE

Volume 8

L'AFRIQUE SAUVÉE

Volume 9

L'ÉTAU SE REFERME / L'ITALIE CAPITULE

Volume 10

DE TÉHÉРАН À ROME

Volume 11

TRIOMPHE ET TRAGÉDIE / LA VICTOIRE

Volume 12

LE RIDEAU DE FER

Dans la guerre: Résolution

Dans la défaite: Intransigeance

Dans la victoire: Magnanimité

Dans la paix: Bonne volonté

Winston S. Churchill

LA GRANDE ALLIANCE

L'AMÉRIQUE EN GUERRE

23 JUIN 1941-17 JANVIER 1942

CHAPITRE PREMIER

NOTRE ALLIÉ SOVIÉTIQUE

Le plan de Hitler pour l'invasion de la Russie. — Les exigences soviétiques envers la Grande-Bretagne. — « Un second front tout de suite. » — Les Russes ignorent tout de la guerre amphibie. — Je m'adresse à Staline. — Une mission militaire part pour Moscou. — Contacts entre nos marines. — Proposition d'une alliance de guerre. — Staline insiste pour la création d'un second front. — Nous lui faisons une réponse mesurée. — Nos efforts pour ravitailler l'armée russe. — Dix mille tonnes de caoutchouc. — Vaines tentatives pour établir des relations amicales avec Staline. — Les progrès de l'attaque allemande. — L'attitude de la Russie envers la Pologne. — Notre point de vue. — La Russie constitue tout d'abord un fardeau pour nous.

L'attaque de la Russie par Hitler transforma l'échelle des valeurs et des rapports de la guerre. Les idées préconçues des Soviets les avaient rendus aveugles et les avaient empêchés de prendre bien des mesures que la compréhension exacte des événements et la prudence auraient dû leur dicter. Mais d'autre part, en restant indifférents au sort des autres, ils avaient gagné du temps et quand l'heure de l'épreuve sonna pour eux, le 22 juin 1941, ils étaient beaucoup plus forts que Hitler l'imaginait. Celui-ci s'était peut-être laissé abuser, et pas seulement lui, mais aussi ses généraux, par la campagne bien peu brillante des Russes contre la Finlande. Cependant les Soviets ne s'en laissèrent pas moins surprendre et ils

subirent, au début, d'effroyables désastres. Dans le présent récit, nous serons obligés de nous borner à présenter au lecteur les faits les plus saillants de la lutte colossale qui s'engagea alors, et mit aux prises non seulement les armées, mais aussi les populations.

Le front de combat des Allemands s'étendait tout au long de la frontière, de la Baltique à la mer Noire. Le groupe d'armées du nord, commandé par von Leeb et comptant 29 divisions dont trois blindées et trois motorisées, devait marcher de la Prusse orientale sur Leningrad. Le groupe d'armées du centre, aux ordres de von Bock, fort de 50 divisions dont neuf blindées et six motorisées, partait du nord de la Pologne pour se diriger sur Smolensk. Le groupe d'armées du sud, commandé par von Rundstedt et comprenant 41 divisions dont cinq blindées et trois motorisées, s'élançait de la Pologne méridionale vers le Dniepr inférieur. De plus 26 divisions étaient déjà formées ou seraient bientôt disponibles, pour constituer la réserve générale. L'attaque était appuyée par plus de 2 700 avions. Dans le nord 12 divisions finlandaises devaient avancer sur Leningrad, pour soutenir l'offensive principale. Dans le sud, 11 divisions de l'armée roumaine allaient prendre une position défensive le long du Pruth, et 6 autres se joindre à l'avance du groupe sud. Au total 164 divisions s'ébranlaient donc en direction de l'est.

Selon les meilleurs renseignements mis à notre disposition, 119 divisions russes et au moins 5 000 avions leur faisaient face. Soixante-sept autres divisions étaient disponibles en Finlande, au Caucase et dans la Russie centrale. Malgré leur nombre sensiblement égal à celui de leurs adversaires, les Russes furent immédiatement refoulés par de profondes avances de blindés, et leur aviation subit de lourdes pertes. D'autres pays avaient déjà été surpris et vaincus. Mais seule l'immense Russie possédait l'avantage suprême de la profondeur de recul qui devait, une fois encore, lui apporter le salut. Au cours du premier mois, les Allemands crevèrent le front et s'enfoncèrent de 450 kilomètres en territoire russe. Smolensk fut pris après de violents combats au cours desquels les Russes contre-attaquèrent très vigoureusement. Mais Leningrad n'était pas atteint et Kiev restait toujours aux mains des Soviets.

Jusqu'au moment de l'agression de Hitler, les gouvernants soviétiques semblaient s'être préoccupés exclusivement d'eux-mêmes. Par la suite cet état d'esprit ne fit naturellement que s'accroître. Ils avaient observé avec une impassibilité glacée l'écroulement du front de France en 1940 et nos vains efforts pour en créer un autre dans les Balkans, en 1941. Ils avaient apporté une aide économique considérable à l'Allemagne et lui avaient rendu toutes sortes d'autres services de moindre importance. Maintenant, déçus dans leurs espérances, pris par surprise, ils se trouvaient à leur tour sous la terrible menace du glaive allemand. Leur premier mouvement, et cela devait devenir leur tactique habituelle, fut de demander tous les secours possibles à la Grande-Bretagne et à son Empire, cet Empire qu'ils rêvaient de partager avec Hitler, si bien qu'ils avaient complètement négligé les progrès de la concentration des forces allemandes face à l'est, depuis huit mois. Ils n'hésitèrent pas à adresser un appel urgent et pathétique à la Grande-Bretagne harassée et harcelée, pour obtenir les armes dont ses troupes avaient tant besoin. Ils insistèrent pour que les États-Unis leur attribuassent la majeure partie des fournitures sur lesquelles nous comptions et surtout, dès l'été de 1941, ils réclamèrent à grands cris des débarquements britanniques en Europe, à n'importe quel prix, pour y constituer un deuxième front. Les communistes britanniques qui avaient déployé tous leurs efforts (qui n'étaient d'ailleurs pas bien puissants) pour désorganiser le travail dans nos usines, et qui avaient dénoncé « la guerre capitaliste et impérialiste », tournèrent casaque du jour au lendemain et se mirent à écrire sur les murs et les palissades : « Un second front tout de suite. »

Nous négligeâmes ces faits, assez déplorable et honteux, pour fixer notre regard sur les héroïques sacrifices consentis par le peuple russe accablé de catastrophes dont son gouvernement portait la responsabilité, et sur ses efforts passionnés pour défendre le sol de sa patrie. Tant que la lutte dura, cela racheta tout le reste.

Les Russes ne comprirent jamais rien au caractère des opérations amphibies qui sont indispensables pour débar-

quer et pour ravitailler une armée importante sur des côtes fortement défendues par l'ennemi. Les Américains eux-mêmes, à cette époque, étaient bien loin d'en voir toutes les difficultés, Il était indispensable de posséder, au point choisi, non seulement la supériorité navale, mais aussi la supériorité aérienne. Il y avait en outre un troisième élément capital. Un débarquement, s'il rencontrait une forte opposition, ne pouvait s'effectuer sans une immense Armada de bâtiments spécialement construits dans ce dessein, comprenant, surtout, des chalands transporteurs de chars de types très variés. Comme on l'a déjà vu et comme on le verra encore, je m'efforçais depuis longtemps de créer cette Armada. Elle ne pouvait pas être constituée, même à une échelle réduite, avant l'été de 1943, et atteindre l'ampleur indispensable avant 1944, ainsi qu'on a fini par le reconnaître. A l'époque où nous sommes parvenus, c'est-à-dire à l'automne de 1941, nous ne possédions pas la maîtrise de l'air au-dessus de l'Europe occupée par l'ennemi, sauf dans le Pas-de-Calais où se trouvaient les plus puissantes fortifications allemandes. La flotte de débarquement était en cours de construction. Nous n'avions même pas, en Grande-Bretagne, une armée aussi nombreuse, aussi bien entraînée et aussi bien armée, que celle que nous aurions eu à affronter sur le sol de France. Cependant des torrents d'idées, folles et erronées, se déversent encore sur cette question du second front. Il ne fallait certainement pas espérer pouvoir convaincre le gouvernement soviétique, pas plus à cette époque qu'à une autre. Par la suite, Staline alla même jusqu'à me dire que si les Britanniques avaient peur d'entreprendre l'opération, il était prêt à envoyer trois ou quatre corps d'armée russes pour faire la besogne. Il ne fut pas en mon pouvoir de le prendre au mot, à cause du manque de navires et d'autres impossibilités matérielles.

Le gouvernement soviétique ne fit aucune réponse au discours que je prononçai à la radio, le jour de l'agression allemande, à l'adresse de la Russie et du monde entier. La *Pravda* ainsi que d'autres organes officiels en publièrent cependant des passages et l'on nous demanda de recevoir une mission militaire russe. Mais le silence des milieux gouvernementaux avait quelque chose d'accablant. Je crus que mon devoir était de rompre la glace. Je comprenais parfaitement

la réserve des dirigeants soviétiques, étant donné tout ce qui s'était passé depuis le début de la guerre entre les Soviets et les alliés occidentaux, et aussi ce qui s'était produit, vingt ans plus tôt, entre le gouvernement révolutionnaire bolchevique et moi. Je m'adressai donc directement à Staline en lui exprimant notre intention de faire tout ce qui serait en notre pouvoir pour aider le peuple russe.

7 juillet 1944.

Premier Ministre à M. Staline.

Nous sommes tous très heureux ici que les armées russes opposent une résistance aussi énergique et aussi vaillante aux nazis qui ont brutalement envahi votre pays sans provocation de votre part. L'admiration pour la bravoure et la ténacité des soldats et de la population est générale. Nous ferons, pour vous aider, tout ce que le temps, la géographie et l'accroissement de nos ressources nous permettront. Plus la guerre durera et mieux nous pourrons vous secourir. Pour le moment nous exécutons de vigoureuses attaques aériennes, diurnes et nocturnes, sur tous les territoires occupés par l'ennemi et sur les parties de l'Allemagne que nous pouvons atteindre. Hier, plus de 400 sorties ont été effectuées dans la journée, de l'autre côté de l'eau. Dans la nuit de samedi, plus de 200 gros bombardiers lourds, dont certains portaient jusqu'à trois tonnes de bombes, ont attaqué des villes allemandes, et la nuit dernière près de 250 autres étaient en action. Nous continuerons. Nous espérons ainsi contraindre Hitler à ramener une partie de son aviation à l'ouest et à alléger graduellement votre fardeau. En outre, l'Amirauté a préparé, sur mon initiative, une opération importante qui doit se dérouler très prochainement dans l'Arctique et qui, je l'espère, permettra d'établir la liaison entre les marines britannique et russe. Entre temps, grâce à des raids offensifs de chasse le long de la côte de Norvège, nous avons intercepté divers navires de ravitaillement qui se déplaçaient vers le nord pour agir contre vous.

Nous sommes heureux d'accueillir une mission militaire russe, afin de coordonner nos plans pour l'avenir.

Il suffit de continuer à lutter pour arriver à écraser ces bandits.

La première chose à faire était évidemment de prendre contact avec le commandement militaire russe dans toute la mesure où le permettraient les autorités soviétiques. En conséquence, après avoir obtenu le consentement de nos nouveaux alliés, une mission militaire nombreuse fut aussitôt

envoyée à Moscou. Il était également urgent de créer des relations entre les deux marines. Le 10 juillet j'envoyai à l'Amirauté la note suivante :

10 juillet 1941.

*Premier Ministre à Premier Lord
et Premier Lord de la Mer.*

Il paraît absolument indispensable d'envoyer dans l'Arctique une petite escadre mixte de navires britanniques pour prendre contact et opérer avec les forces navales russes. Il faut le faire avant le début de l'opération qui est actuellement en préparation. L'effet produit sur la flotte russe et, d'une façon générale, sur la résistance des armées soviétiques par l'arrivée dans l'océan Arctique de ce qu'on appellera une flotte britannique, pourra être considérable et épargner beaucoup de sang anglais.

L'avantage que nous retirerions si les Russes pouvaient tenir en rase campagne et poursuivre la guerre, en tout cas jusqu'à la venue de l'hiver, serait immense. La conclusion d'une paix prématurée par la Russie apporterait une effroyable déception à une multitude de gens de notre pays. Tant que la lutte continue peu importe l'emplacement de la ligne de front. Le peuple russe a démontré qu'il méritait d'être aidé, nous devons faire des sacrifices et accepter des risques, même au prix d'inconvénients que je ne méconnais pas, pour soutenir leur moral... Cette escadre se rendra sans aucun doute à Arkhangelsk.

Prière de me faire connaître votre avis au plus vite.

A l'époque de ces premiers contacts nous espérions également pouvoir jeter les bases générales d'une alliance de guerre entre les deux pays.

10 juillet 1941.

Premier Ministre à sir Stafford Cripps.

Veuillez remettre sans délai le message suivant adressé par le Premier Ministre à M. Staline.

M. l'ambassadeur Cripps ayant rendu compte de sa conversation avec vous et ayant énoncé les termes d'une éventuelle déclaration commune anglo-russe, basée sur les deux points suivants :

a) aide mutuelle sans préciser aucunement ni sa forme ni son ampleur,

b) aucun des deux pays ne conclura de paix séparée,

j'ai immédiatement convoqué le Cabinet de guerre ainsi que M. Fraser, Premier Ministre du Dominion de Nouvelle-Zélande, qui se trouve actuellement parmi nous. Il nous sera nécessaire de consulter les Dominions du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud, mais je puis vous assurer d'ores et déjà que nous sommes tous extrêmement favorables à la déclaration commune que vous proposez. Nous pensons qu'elle pourrait être signée dès que nous aurons la réponse des Dominions, et rendue publique immédiatement après.

2^o Je vous signale, pour votre gouverne, que nous envisageons une déclaration de ce genre :

Le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le gouvernement de l'U. R. S. S. sont d'accord pour déclarer ce qui suit :

a) les deux gouvernements s'engagent mutuellement à s'aider de toutes les manières au cours de la présente guerre contre l'Allemagne,

b) ils s'engagent en outre, au cours de cette guerre, à ne négocier ni d'armistice ni traité de paix sauf par accord mutuel.

3^o Comme les gouvernements des Dominions doivent être consultés, il ne faut pas encore communiquer ce texte à Staline. Mais il vous aidera à comprendre notre pensée et vous mettra en mesure de lui fournir toutes les explications qu'il pourrait réclamer.

Des communications officielles furent échangées par les deux ministères des Affaires étrangères mais je ne reçus le premier message personnel de M. Staline que le 19 juillet. Ce jour-là, M. Maisky, ambassadeur soviétique à Londres, vint m'apporter le télégramme suivant :

18 juillet 1941.

M. Staline à Premier Ministre.

Laissez-moi vous exprimer ma gratitude pour les deux messages personnels que vous m'avez envoyés.

Ils ont constitué le point de départ d'une évolution qui a abouti à un accord entre nos deux gouvernements. Désormais, comme vous l'avez dit si justement, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne sont devenues des alliées combattant côte à côte contre l'Allemagne hitlérienne. Il est pour moi hors de doute qu'en dépit de toutes les difficultés, nos deux États seront assez forts pour écraser notre ennemi commun.

Peut-être n'est-il pas hors de propos de mentionner que la situation des forces soviétiques au front reste sérieuse. Nos armées supportent encore les conséquences de la rupture inattendue du Pacte de non-agression par Hitler et de sa brutale attaque contre

l'Union soviétique, qui, toutes deux, ont donné l'avantage aux troupes allemandes.

Il est facile d'imaginer que la situation de celles-ci aurait été considérablement plus favorable si les troupes soviétiques avaient eu à faire face à leur assaut non pas dans les régions de Kichinev, Lwow, Brest-Litovsk, Kaunas et Viborg, mais dans celles d'Odessa, Kamenets-Podolsk, Minsk et les environs de Leningrad.

Aussi me semble-t-il que la situation militaire de l'Union soviétique comme celle de la Grande-Bretagne, s'améliorerait énormément si un nouveau front contre Hitler pouvait être créé à l'ouest, en France septentrionale et au nord, dans l'Arctique.

Non seulement l'établissement d'un front dans le nord de la France obligerait Hitler à retirer des forces de l'est, mais il l'empêcherait d'envahir la Grande-Bretagne. Il serait très bien accueilli par l'armée britannique et par toute la population de l'Angleterre du sud.

Je me rends parfaitement compte des difficultés que comporte la création d'un tel front. Mais je crois qu'il peut être réalisé en dépit de tous les obstacles, non seulement dans l'intérêt de notre cause commune, mais aussi dans l'intérêt de la Grande-Bretagne elle-même. Le moment ne peut être plus favorable parce que les forces de Hitler ont été lancées vers l'Est et qu'il n'a pas encore eu la possibilité de consolider la position qu'il y occupe.

Il est encore plus facile d'établir un front dans l'Arctique. Là, la Grande-Bretagne n'a qu'à effectuer des opérations navales et aériennes, sans débarquer de troupes ni d'artillerie. Les forces terrestres, navales et aériennes soviétiques participeraient à ces opérations. Nous serions heureux si la Grande Bretagne pouvait transporter sur ce théâtre d'opérations quelque chose comme une division légère ou d'autres volontaires norvégiens, qui pourraient servir à organiser la révolte contre les Allemands dans le nord de la Norvège.

L'insistance russe pour l'établissement d'un second front commença donc dès le début de notre correspondance, et ce thème allait sans cesse être repris, au cours de nos relations ultérieures, sans que jamais nos interlocuteurs tinssent le moindre compte des conditions matérielles sauf pour le secteur de l'Extrême-Nord. Ce premier télégramme de Staline contenait l'unique indice de remords que j'ai jamais décelé dans l'attitude soviétique. Il présentait spontanément une défense de sa volte-face et de son accord avec Hitler avant le début de la guerre. Il invoquait, comme je l'ai fait moi-même dans mon premier volume, la nécessité stratégique pour les Russes, d'obliger les Allemands à effectuer leur déploiement le plus à l'ouest possible de la Pologne, afin de gagner du

temps pour mettre en action toute la puissance militaire soviétique développée en profondeur. Je n'ai jamais sous-estimé cet argument et il me fut facile de répondre en des termes qui témoignaient de ma compréhension.

20 juillet 1941.

Premier Ministre à M. Staline.

Je suis très heureux d'avoir reçu votre message et d'apprendre par diverses sources que les armées russes défendent le sol de leur patrie par de valeureux combats et de nombreuses et vigoureuses contre-attaques. Je comprends très bien l'avantage que vous vous êtes assuré en obligeant l'ennemi à se déployer et à commencer son avance sur un front plus à l'ouest qu'il le prévoyait, de façon à amortir une partie de la puissance de son effort initial.

2^o Tout ce que nous pouvons faire pour vous aider raisonnablement et efficacement, sera fait. Je vous demande cependant de bien vouloir considérer que nos ressources et notre situation géographique nous imposent des limites. Du jour où l'Allemagne a commis son agression contre la Russie, nous avons étudié la possibilité d'attaquer en France occupée ou dans les Pays-Bas. Mais les chefs d'état-major ne voient aucun moyen d'exécuter une opération quelconque, d'envergure suffisante, pour vous apporter actuellement le moindre appui. Rien qu'en France les Allemands ont 40 divisions, toute la côte a été fortifiée avec le soin et la diligence qui leur sont propres, depuis plus d'un an ; elle est toute hérissée de canons, de barbelés, de nids de mitrailleuses et de mines de plage. La seule zone où nous pourrions nous assurer pour un temps la maîtrise aérienne et nous faire protéger par nos chasseurs, s'étend de Dunkerque à Boulogne. Elle n'est qu'un bloc de formidables défenses, comprenant une quantité de canons de gros calibres qui commandent l'approche par mer et peuvent même tirer au delà du détroit. L'obscurité ne dure pas plus de cinq heures et encore, pendant ce temps, tout le secteur est-il illuminé par des projecteurs. Tenter un débarquement en force serait courir à un échec sanglant ; quant à des raids de petite envergure, ils n'aboutiraient qu'à des fiascos qui nous feraient, à vous comme à nous, plus de mal que de bien. Tout serait terminé avant que les Allemands aient senti la nécessité ou aient eu le temps de prélever des forces sur votre front.

3^o Il faut vous rappeler que nous nous battons seuls depuis plus d'un an et que, quoique nos ressources s'accroissent et s'accroîtront désormais de plus en plus rapidement, nous sommes absolument sur les dents aussi bien chez nous que dans le Moyen-Orient, sur terre et dans les airs. De plus la bataille de l'Atlantique,

dont dépend notre vie même, et les mouvements de tous nos convois constamment soumis à la menace des sous-marins et des Focke-Wulf, constituent une charge écrasante pour nos forces navales, quelque puissantes qu'elles soient.

4° C'est donc vers le nord qu'il nous faut regarder si nous voulons vous venir très vite en aide. Premièrement l'état-major naval prépare depuis trois semaines une opération au cours de laquelle des avions embarqués attaqueront la navigation allemande dans le nord de la Norvège et de la Finlande. Nous espérons ainsi empêcher l'ennemi de transporter des troupes par mer pour attaquer votre flanc s'appuyant à l'Arctique. Nous avons demandé à vos états-majors de ne pas envoyer de navires russes dans une certaine zone entre le 28 juillet et le 2 août, moment où nous espérons pouvoir agir. Deuxièmement, nous allons expédier tout de suite quelques croiseurs et destroyers au Spitzberg, d'où ils pourront harceler la navigation ennemie de concert avec vos forces navales. Troisièmement, nous envoyons une escadrille de sous-marins pour intercepter le trafic allemand sur la côte arctique quoique ce soit particulièrement dangereux puisqu'il n'y a pas de nuit en ce moment. Quatrièmement, nous expédions un mouilleur de mines à Arkhangelsk avec diverses fournitures.

Nous ne pouvons faire davantage pour l'instant. Je désirerais que ce fût plus. Je vous demande de faire garder le secret le plus absolu jusqu'à ce que nous vous signalions qu'il n'y a plus de danger à en parler publiquement.

5° Il n'existe pas de division légère norvégienne, et comme il n'y a pas de nuit, il serait impossible de débarquer des troupes, qu'elles soient britanniques ou russes, sur une côte occupée par l'ennemi, sans s'être assuré au préalable une couverture aérienne convenable. Nous avons fait d'amères expériences l'année dernière à Namsos et récemment, en Crète, en tentant de semblables entreprises.

6° Nous étudions également la possibilité d'établir par la suite quelques groupes d'avions de chasse britanniques à Mourmansk. Il faudra au préalable installer des canons de D. C. A. et les appareils viendront après, quelques-uns pourront s'envoler de porte-avions, d'autres arriveront dans des caisses. Quand cette base aura été créée, notre escadre du Spitzberg pourra se rendre à Mourmansk et opérer en liaison avec vos forces navales. Nous avons des raisons de croire que les Allemands ont envoyé un groupe très important de bombardiers en piqué à notre intention pour le cas où nous paraîtrions, il est donc nécessaire d'agir avec prudence. D'ailleurs tout cela prendra des semaines.

7° N'hésitez pas à nous suggérer tout ce qui pourrait encore vous venir à l'esprit et nous allons nous-mêmes essayer très consciencieusement de découvrir d'autres moyens d'atteindre notre ennemi commun.

Dès le début, je fis tout mon possible pour envoyer à la Russie des armements et des approvisionnements en consentant d'importants prélèvements sur les fournitures des États-Unis et des sacrifices directs sur nos propres ressources. Dans les premiers jours de septembre nous expédiâmes l'équivalent de deux groupes de Hurricanes à Mourmansk, à bord de l'*Argus*, pour participer à la défense de la base navale et collaborer avec les forces russes opérant dans cette région. Ils entrèrent en action le 11 septembre et combattirent vaillamment pendant trois mois. Je me rendais parfaitement compte que nous ne pouvions pas faire beaucoup dans les débuts de notre alliance, et j'essayai de combler cette lacune par des amabilités.

25 juillet 1941.

Premier Ministre à M. Staline.

1^o Je suis heureux de vous informer que le Cabinet de guerre a décidé, quoique nos ressources en avions de chasse soient sérieusement diminuées, d'envoyer 200 chasseurs Tomahawk en Russie le plus tôt possible. Cent quarante partiront d'ici pour Arkhangelsk, et 60 seront prélevés sur les fournitures que nous recevons des États-Unis. Il reste à s'entendre avec le gouvernement américain au sujet des pièces de rechange et du personnel de montage.

2^o Nous disposerons bientôt de 2 à 3 millions de paires de brodequins, prêtes à expédier. Nous prenons également des dispositions pour fournir, au cours de la présente année, de grosses quantités de caoutchouc, d'étain, de laine et de draps, de jute, de plomb et de gomme laque. Toutes vos autres demandes de matières premières sont examinées avec la plus soigneuse attention. Quand les articles nous manquent ou que nous ne pouvons pas les prendre entièrement sur nos ressources, nous en discutons avec les États-Unis.

Bien entendu, tous les détails vous seront communiqués par les voies officielles ordinaires.

3^o Nous suivons avec admiration et émotion le magnifique combat que livre la Russie, et tous nos renseignements indiquent que l'ennemi subit de lourdes pertes et s'inquiète. Nos attaques aériennes au-dessus de l'Allemagne vont se poursuivre avec une ampleur accrue.

Le caoutchouc était rare et précieux et la Russie en demandait des quantités considérables. J'allai jusqu'à puiser dans nos modestes réserves.

28 juillet 1941.

Premier Ministre à M. Staline.

1^o Caoutchouc. — Nous vous ferons parvenir les marchandises d'ici, ou des États-Unis, par la voie la meilleure et la plus rapide. Veuillez nous indiquer exactement le genre de caoutchouc que vous désirez et la façon dont vous voulez qu'il vous parvienne. Les ordres préliminaires ont déjà été donnés...

2^o Nous sommes tous unis dans l'admiration de la magnifique résistance de l'armée russe défendant le sol de sa patrie. Un terrible hiver de bombardements attend l'Allemagne. Personne n'a encore jamais subi ce qu'elle va subir. Les opérations navales dont je vous ai parlé dans mon dernier télégramme sont en bonne voie. Merci de comprendre si bien, au milieu de votre gigantesque bataille, que nous éprouvons des difficultés à faire plus pour vous. Nous accomplirons l'impossible.

31 juillet 1941.

Premier Ministre à M. Staline.

Sur mon intervention personnelle, des dispositions ont été prises pour envoyer d'ici 10 000 tonnes de caoutchouc dans un de vos ports du nord.

Devant l'urgence qu'il y a à satisfaire vos demandes, nous prenons le risque de diminuer dangereusement nos stocks métropolitains qui sont loin d'être abondants et qu'il nous faudra bien du temps pour reconstituer. Des navires anglais, transportant ce caoutchouc et d'autres fournitures, seront chargés dans moins d'une semaine, ou dix jours tout au plus. Ils partiront pour l'un de vos ports septentrionaux dès que l'Amirauté aura pu organiser un convoi. Ces 10 000 tonnes de caoutchouc s'ajoutent aux 10 000 qui vous ont déjà été attribuées sur la récolte de Malaisie.

Je fis de mon mieux, par l'envoi de télégrammes personnels fréquents, pour essayer de créer des relations aussi agréables que celles que j'avais avec le président Roosevelt. Mais au cours de cette longue correspondance avec Moscou, je reçus bien des rebuffades et rarement un mot aimable. Dans beau-

coup de cas mes télégrammes restaient sans réponse, ou bien la réponse n'arrivait qu'au bout d'un long délai.

Le gouvernement soviétique avait l'impression qu'il nous accordait une très grande faveur en luttant pour son existence même, sur son propre sol. Plus il se battait et plus nous lui étions redevables. Ce n'était pas une façon bien équitable de voir les choses. A deux ou trois reprises, au cours de cette longue correspondance, il me fallut protester sans mâcher mes mots, particulièrement contre les mauvais traitements dont eurent à souffrir nos marins qui amenaient des cargaisons à Mourmansk et à Arkhangelsk en s'exposant à tant de périls. Mais j'ai supporté, presque toujours, les reproches et les camoufflets avec « résignation, car la souffrance est le lot » (1) de tous ceux qui ont affaire avec le Kremlin. Je tins d'ailleurs toujours compte des conditions extrêmement dures dans lesquelles se trouvaient Staline et l'indomptable nation russe.

Les armées allemandes avaient pénétré très profondément en Union soviétique, mais, à la fin de juillet, un désaccord fondamental se produisit entre Hitler et Brauchitsch, le commandant en chef. Celui-ci estimait que le groupe d'armées de Timochenko, qui se trouvait devant Moscou, constituait la force russe principale et qu'il fallait le battre en premier. C'était la doctrine orthodoxe ; ensuite, affirmait le maréchal, il faudrait prendre Moscou, principal centre nerveux de la puissance militaire, politique et industrielle de toute la Russie. Hitler le contredit violemment. Il désirait conquérir des territoires et détruire des armées russes sur le plus large front possible. Il réclamait la prise de Leningrad dans le nord, et dans le sud la prise du bassin industriel du Donets, de la Crimée et l'accès aux ressources pétrolières du Caucase. Moscou pouvait attendre.

Après des discussions véhémentes, Hitler l'emporta sur ses chefs militaires. Le groupe d'armées du nord, renforcé par celui du centre, reçut l'ordre de pousser ses opérations contre Leningrad. Le groupe d'armées du centre fut placé sur la défensive. Il fut chargé de détacher un groupe de blindés vers le sud afin de prendre de flanc les Russes que Rundstedt poursuivait au delà du Dniepr. La manœuvre fut un brillant

(1) Mesure pour mesure. William Shakespeare (N. du T.)

succès pour les Allemands. Au début de septembre, de nombreuses troupes soviétiques se trouvèrent encerclées dans une vaste poche à l'intérieur du triangle Konotop, Krementchoug, Kiev et plus d'un demi-million d'hommes furent tués ou faits prisonniers au cours d'une bataille désespérée qui dura tout le mois. Mais dans le nord il n'y eut aucun succès comparable. Leningrad fut investi, mais non pas conquis. Hitler s'était trompé. Il tourna de nouveau son attention et sa volonté de vaincre vers le centre. Les assiégeants de Leningrad reçurent l'ordre de détacher des forces mobiles et une partie de leurs unités aériennes de soutien, au profit d'une nouvelle poussée en direction de Moscou. Le groupe de blindés qui avait été envoyé à Runstedt dans le sud revint pour participer à l'assaut. A la fin de septembre tout était remis en place pour effectuer la poussée au centre précédemment abandonnée, tandis que les armées du sud avançaient en direction du Don inférieur, où la route du Caucase s'ouvrirait devant elles.

L'attitude de la Russie envers la Pologne fut, lors de ces premiers contacts, à la base de nos relations avec les Soviets.

L'attaque allemande ne surprit pas les milieux polonais de l'étranger. Dès le mois de mars 1941, leur mouvement clandestin avait signalé au gouvernement polonais de Londres les importantes concentrations de troupes qui s'effectuaient à la frontière occidentale de l'Union soviétique. En cas de guerre, les relations entre la Russie et le gouvernement polonais en exil devaient inévitablement se transformer du tout au tout. Le premier problème consistait à voir jusqu'à quel point les dispositions du Pacte russo-nazi d'août 1939 relatives à la Pologne, pouvaient être annulées sans compromettre l'alliance anglo-russe. Quand le monde eut appris avec stupeur l'agression allemande, il devint important de rétablir les relations entre Russes et Polonais, rompues depuis 1939. Le 5 juillet, des conversations s'engagèrent à Londres entre les deux gouvernements, sous les auspices britanniques. Le général Sikorski, Premier Ministre du gouvernement en exil, représentait la Pologne, l'ambassadeur Maisky, la Russie. Les Polonais poursuivaient deux buts : 1^o faire reconnaître par le gouvernement soviétique que le partage de leur pays effectué par la Russie et par l'Allemagne était maintenant nul et non avenue ; 2^o faire libérer tous les prisonniers de guerre et tous les civils

déportés en Union soviétique après l'occupation de la partie orientale de la Pologne.

Ces négociations se poursuivirent pendant tout le mois de juillet dans une atmosphère glaciale. Les Russes s'obstinaient à refuser de prendre un engagement précis dans le sens désiré par leurs interlocuteurs. La Russie considérait que la question de ses frontières occidentales ne devait pas être discutée. Pouvait-on compter qu'elle agirait équitablement dans ce domaine, lorsque les hostilités prendraient fin en Europe, dans un avenir peut-être lointain? Dès le début, le gouvernement britannique se trouva placé devant un dilemme. Nous étions entrés en guerre contre l'Allemagne à cause de la garantie donnée par nous à la Pologne. Notre devoir le plus strict était de défendre les intérêts de notre premier allié. A cette période de la lutte, nous ne pouvions admettre la légalité de l'occupation du territoire polonais effectuée par les Russes en 1939. D'autre part, en cet été de 1941, moins de deux semaines après que la Russie fût entrée, à nos côtés, dans la bataille contre l'Allemagne, nous ne pouvions contraindre notre nouvel allié, assez mal en point, à abandonner, même sur le papier, des régions frontières qu'il considérait, depuis des générations, comme d'une importance vitale pour sa sécurité. Il n'y avait pas moyen d'en sortir. Il fallait remettre à des temps plus heureux la solution du problème territorial de la Pologne. Nous eûmes la tâche fort ingrate de recommander au général Sikorski de faire confiance à la bonne foi soviétique au sujet du règlement futur des relations russo-polonaises, et de ne pas exiger à cette époque des garanties écrites pour l'avenir. J'espérais sincèrement, pour ma part, que la camaraderie d'armes se développerait assez parmi les principaux pays alliés pour leur permettre de résoudre à l'amiable leurs problèmes territoriaux autour d'une table de conférence. En cette période cruciale de la guerre, au plus fort du combat, tout devait céder à la nécessité d'augmenter la puissance de notre effort militaire commun. Et dans cette lutte, une armée polonaise reconstituée avec les milliers d'hommes détenus alors en Russie pourrait jouer un noble rôle. Les Russes étaient prêts à donner leur accord sur ce point, mais avec réserve.

Le 30 juillet, après bien des discussions pénibles, les deux gouvernements se mirent d'accord. Les relations diplomatiques étaient rétablies, une armée polonaise allait être organisée sur le sol russe et placée sous le commandement suprême

exercé par le gouvernement soviétique. Il ne fut pas parlé des frontières, en dehors d'une déclaration générale stipulant que les traités russo-allemands de 1939, relatifs aux changements territoriaux apportés en Pologne, « avaient perdu leur validité. » Le secrétaire aux Affaires étrangères fit connaître notre point de vue au gouvernement polonais dans une note officielle du 30 juillet :

A l'occasion de la signature de l'accord polono-soviétique d'aujourd'hui, je désire vous faire connaître que, conformément au Pacte d'assistance mutuelle du 25 août 1939 entre le Royaume-Uni et la Pologne, le gouvernement de Sa Majesté n'a fait aucune démarche auprès de l'Union des Républiques socialistes et soviétiques qui puisse affecter les relations entre ce pays et la Pologne. Je désire également vous assurer que le gouvernement de Sa Majesté ne reconnaît aucune des modifications territoriales qui se sont produites en Pologne depuis août 1939.

Le même jour, M. Eden donna connaissance de cette note à la Chambre des communes et ajouta :

Par le paragraphe 1^{er} de l'accord polono-soviétique, le gouvernement soviétique reconnaît que les traités russo-allemands de 1939 relatifs aux modifications territoriales en Pologne, ont perdu leur validité. L'attitude du gouvernement de Sa Majesté en ce qui concerne cette question a été exposée en termes généraux par le Premier Ministre devant la Chambre des communes, le 5 septembre 1940. Il déclara alors que le gouvernement de Sa Majesté comptait ne reconnaître aucune modification de frontière survenue sans le libre consentement de tous les intéressés. Ce principe s'applique aux changements survenus en Pologne depuis août 1939 ; j'en ai donc informé le gouvernement polonais par ma note officielle.

M. Eden déclara finalement pour répondre à une question : « L'échange des notes que je viens de lire à la Chambre n'implique aucune garantie de frontières de la part du gouvernement de Sa Majesté. »

L'affaire en resta là. Et les Polonais se consacrèrent, pendant l'automne, à la tâche ingrate de rassembler ceux de leurs nationaux qui avaient survécu à la captivité dans les camps de concentration de l'Union soviétique.

Nous accueillîmes avec joie l'entrée en guerre de la Russie, mais elle ne nous apporta aucun soulagement immédiat. Les

armées allemandes étaient si puissantes qu'il paraissait possible de les voir maintenir encore pendant des mois la menace d'une invasion des îles Britanniques tout en s'enfonçant profondément en Russie. Presque tous les militaires compétents estimaient que les armées russes ne tarderaient pas à être vaincues et en grande partie détruites. Elles avaient pris un mauvais départ du fait que leur gouvernement avait laissé surprendre son aviation sur ses terrains et que ses préparatifs militaires étaient loin d'être achevés. Elles avaient déjà subi des pertes effroyables. En dépit d'une résistance héroïque, de l'autorité despotique et compétente du haut commandement, d'un mépris total pour la vie humaine, et du déclenchement d'une guérilla impitoyable sur les arrières des troupes allemandes, elles durent battre en retraite sur 6 à 800 kilomètres, tout le long de l'énorme front qui s'étendait sur environ 1 800 kilomètres à partir de Leningrad. Ce furent l'énergie du gouvernement soviétique, le courage du peuple russe, les immenses réserves en hommes, la vaste étendue du pays et les rigueurs de l'hiver russe qui amenèrent finalement la ruine des armées hitlériennes. Mais aucun de ces éléments ne se manifesta clairement en 1941. On trouva le président Roosevelt très audacieux quand il affirma que le front russe résisterait et que Moscou ne serait pas pris. La magnifique énergie et le patriotisme du peuple russe lui donnèrent raison.

Même en août 1942, après ma visite à Moscou et les conférences qui s'y tinrent, le général Brooke, qui m'avait accompagné, estimait que le Caucase serait franchi par les armées allemandes et le bassin de la Caspienne conquis par elles. Nous fîmes en conséquence de vastes préparatifs pour organiser la défense de la Syrie et de la Perse. Mais j'eus toujours une opinion plus optimiste que celle de mes conseillers militaires sur le pouvoir de résistance des Russes. J'acceptai avec confiance l'assurance que me donna Staline à Moscou, selon laquelle il tiendrait la ligne du Caucase et empêcherait les Allemands d'atteindre en force la Caspienne. Mais les renseignements qu'on daignait nous fournir sur les ressources et sur les intentions soviétiques étaient si rares que tous les avis n'étaient guère que des suppositions.

Il est vrai que l'entrée en guerre de la Russie détourna l'aviation allemande de la Grande-Bretagne et diminua la menace d'une invasion. Elle nous apporta un soulagement important dans la Méditerranée. Mais d'un autre côté elle

nous imposa des sacrifices extrêmement lourds et pratiqua une saignée sur nos ressources. Enfin nous commençons à être convenablement équipés. Enfin toutes nos usines d'armement fonctionnaient à plein rendement. En Égypte et en Libye, nos armées livraient de durs combats et réclamaient à cor et à cri les armes les plus neuves, surtout des chars et des avions. Les armées de la métropole attendaient avec impatience l'équipement moderne promis depuis si longtemps et qui, avec ses perfectionnements toujours plus grands, finissait par leur parvenir. Nous fûmes alors contraints de détourner vers la Russie de très grandes quantités de nos armes et de nos approvisionnements vitaux de tous genres, y compris du caoutchouc et du pétrole. C'est sur nous que retomba la lourde tâche d'organiser les convois de navires emportant vers Mourmansk et Arkhangelsk nos propres livraisons et plus encore celles provenant des États-Unis, à travers tous les dangers et toutes les rigueurs des passages dans l'Arctique. Ces fournitures américaines étaient prises sur celles qui avaient été heureusement transportées pour nous à travers l'Atlantique, ou étaient sur le point de l'être. Pour opérer ces immenses prélèvements, et pour pouvoir renoncer à une aide américaine qui devenait de plus en plus importante sans compromettre notre campagne dans le désert de Libye, il fallut restreindre les préparatifs que la prudence nous commandait de faire pour assurer la défense de la péninsule malaise et de notre empire d'Extrême-Orient contre la menace de plus en plus dangereuse du Japon.

Sans vouloir le moins du monde discuter la conclusion à laquelle aboutira l'Histoire, à savoir que c'est la résistance russe qui a brisé la puissance des armées hitlériennes et infligé des blessures mortelles à l'énergie vitale du peuple allemand, il est cependant équitable de souligner que pendant plus d'une année après son entrée dans la guerre, nous considérâmes la Russie comme un fardeau et non pas comme une aide. Nous ne nous en réjouissions pas moins d'avoir cette puissante nation à nos côtés dans la bataille, et nous sentions tous que même si les armées soviétiques étaient refoulées jusqu'à l'Oural, la Russie n'en exercerait pas moins une influence immense et finalement décisive sur l'issue de la guerre, si elle persévérât dans sa lutte.

CHAPITRE II

UN TEMPS D'ARRÊT EN AFRIQUE : LA DÉFENSE DE TOBROUK

Le général Auchinleck prend le commandement le 2 juillet. — Nécessité d'une offensive dans le désert de Libye. — Mon télégramme du 6 juillet. — Demandes exorbitantes d'Auchinleck. — Les divisions « britanniques ». — Un délai de quatre mois et demi. — Inquiétudes injustifiées pour le flanc nord. — Le télégramme des chefs d'état-major en date du 19 juillet. — Mon télégramme de la même date. — Réponse assez sèche d'Auchinleck, le 23 juillet. — Il vient à Londres. — Je ne suis pas convaincu, mais je donne mon accord. — Jugement allemand sur la situation de Rommel et les perspectives en Afrique du Nord. — M. Menzies rentre en Australie. — Nos divergences d'opinion sur la constitution du Cabinet de guerre. — Chute de M. Menzies. — Je lui télégraphie. — Rapports avec le gouvernement de M. Fadden. — Il réclame le retrait des divisions australiennes de Tobrouk — Relève d'une brigade australienne. — Les Australiens insistent pour obtenir une relève totale. — Mon télégramme du 17 septembre au général Auchinleck. — Il menace de démissionner. — Nouveaux appels à M. Fadden. — Refus. — Chute du gouvernement de M. Fadden. — Le parti travailliste de M. Curtin prend le pouvoir. — Nouvel appel au sujet de Tobrouk. — Nouveaux refus. — Nous satisfaisons aux demandes australiennes. — Pertes sensibles au cours de la relève. — L'œuvre de la marine royale dans la défense de Tobrouk.

Le général Auchinleck prit, en fait, le commandement du Moyen-Orient à la date du 2 juillet mais seulement le 5, officiellement. Ce fut avec de grands espoirs que j'amorçai mes relations avec notre nouveau commandant en chef.

1^{er} juillet 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Vous assumez un commandement très important dans une période de crise. Quand vous aurez pris connaissance de l'ensemble des

faits, il vous appartiendra de décider s'il faut reprendre l'offensive dans le désert de Libye, et dans le cas de l'affirmative, à quel moment. Vous aurez plus particulièrement à tenir compte de la situation à Tobrouk, des progrès du renforcement de l'ennemi en Libye et de l'attention que les Allemands apportent provisoirement à leur invasion de la Russie. Vous aurez aussi à examiner les dangers irritants nés du ralentissement des opérations en Syrie, et la nécessité d'une décision sur l'un des fronts ou sur tous les deux. Vous aurez à décider si ces opérations peuvent être reliées entre elles et comment. L'urgence de ces questions s'imposera tout naturellement à vous. Nous serons heureux de recevoir des nouvelles dès que vous pourrez nous en envoyer.

Puis le lendemain :

2 juillet 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Dès que l'affaire de la Syrie sera réglée, nous espérons que vous envisagerez d'utiliser Wilson dans le désert de Libye, mais, bien entendu, c'est à vous de décider.

Il est fort regrettable que cet avis, répété ultérieurement, n'ait pas été suivi.

Le général Auchinleck répondit le 4 juillet à mon premier message. Une fois la Syrie bien en main et notre situation rétablie en Irak, il était d'accord pour envisager une reprise de l'offensive dans le désert de Libye. Des forces blindées suffisantes étaient toutefois essentielles pour obtenir un succès. Il comptait qu'il aurait besoin de deux et probablement de trois divisions blindées, ainsi que d'une division motorisée. L'offensive, dont le but était de chasser l'ennemi de l'Afrique du Nord, ne pouvait être conduite que par étapes en raison des difficultés techniques. Le premier objectif consisterait à reprendre la Cyrénaïque, également par étapes. Pour conclure, le général déclarait qu'en essayant d'agir simultanément dans le désert et en Syrie « ce serait courir à l'échec sur les deux fronts ».

J'estimai opportun d'exposer la situation telle que nous la voyions dans tout son ensemble :

6 juillet 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

1^o Je suis d'accord pour en finir avec la Syrie, et nous avons toujours pensé ici que la possession de ce pays était la condition

nécessaire pour conserver ou reprendre Chypre. Nous espérons que les choses n'y traîneront plus désormais et que vous ne serez pas devancé à Chypre. Après ce qui est arrivé, la priorité de ces deux opérations sur la reprise de l'offensive dans le désert de Libye n'est aucunement discutée.

2^e Néanmoins, c'est le désert qui reste le théâtre d'opérations décisives, cet automne, pour la défense de la vallée du Nil. C'est seulement en reprenant les aérodromes perdus de la Cyrénaïque orientale que la flotte et l'aviation pourront recommencer une action efficace contre le trafic maritime qui amène les approvisionnements de l'ennemi.

3^e Dans son message du 18 avril, le général Wavell déclarait qu'il disposait de six régiments de personnel entraîné au service des chars et qui n'attendaient plus que leur matériel. Ce fut une des raisons principales de l'opération « Tigre ». En outre, le personnel pour trois régiments de chars supplémentaires fait route vers vous par le Cap. Vos besoins en véhicules blindés se trouvent donc pleinement satisfaits, en dépit de l'importance que Wavell et vous-même attachez à un nouvel entraînement de ces unités blindées cependant déjà entraînées. Si vos ateliers sont convenablement organisés, nous prévoyons que vous disposerez, à la fin de juillet, de 500 chars moyens, d'infanterie et moyens américains, en plus d'un nombre considérable de chars légers divers et d'automitrailleuses.

4^e On ne pourra faire mieux au cours des mois de juillet et d'août, sauf en cas de certaines arrivées d'Amérique et de quelques remplacements envoyés d'ici. Rappelez-vous bien qu'il nous faut être fin prêts à repousser une invasion à partir du 1^{er} septembre, et il est naturel que l'état-major général redoute d'envoyer un autre convoi important de chars qui feraient le tour du cap de Bonne-Espérance, actuellement la seule route possible, car ce matériel serait inutilisable et pour nous et pour vous jusqu'au début d'octobre. Passé cette date, les fournitures américaines s'accroîtront et notre situation deviendra plus facile, mais il se passera bien des choses d'ici là.

5^e Pour le moment, notre Service de Renseignements signale l'arrivée de renforts italiens considérables en Libye, mais peu ou pas du tout d'Allemands. Cependant un effondrement des Russes pourrait modifier bientôt cet état de choses à votre détriment, sans diminuer la menace d'une invasion en Grande-Bretagne.

6^e Le programme de notre renforcement aérien vous a été exposé. Il semble probable que vous disposerez d'une nette supériorité dans l'air en juillet, en août et au début de septembre. Mais, ici encore, un effondrement des Russes libérerait d'énormes renforts aériens allemands pour l'Afrique et si l'ennemi ne tente pas l'invasion et se contente de la simuler, il pourra obtenir la supériorité sur votre front occidental en septembre.

7^e Plus importante que tout le reste, se pose la question de

Tobrouk. Nous ne pouvons juger d'ici ce que sera dans deux mois la valeur offensive de cette base, ni ce qui peut survenir entre temps. Il semble que pour penser sérieusement à envahir l'Égypte, l'ennemi devrait nécessairement soit réduire, soit encercler complètement Tobrouk au préalable.

8° Étant données toutes ces considérations il est difficile d'imaginer que votre situation puisse être meilleure après la mi-septembre qu'elle l'est maintenant, et elle pourrait bien empirer. Vous allez examiner l'ensemble du problème à fond mais rapidement, je n'en ai pas le moindre doute...

11° Au sujet de l'Air. J'ai le sentiment que pour toutes les opérations principales, vos plans doivent faire intervenir l'ensemble des forces aériennes du Moyen-Orient, tout en vous rappelant, naturellement, que l'aviation a un rôle stratégique de premier plan à jouer, et qu'elle ne doit pas être gaspillée pour fournir de petits parapluies à l'armée comme cela semble s'être fait à la bataille de Solloum. Votre télégramme parle d'unités aériennes affectées au soutien de l'armée, d'autres affectées au soutien des forces navales, et d'autres encore utilisées pour des missions stratégiques indépendantes. Une question se pose : dans quel rapport sont-elles entre elles ? Ce rapport doit être périodiquement révisé par une conférence des commandants en chef. Mais aucune de ces dispositions ne doit vous empêcher d'employer la totalité de votre aviation dans toutes vos opérations importantes. On ne peut s'empêcher de penser que, dans le combat de Solloum (« Battleaxe »), notre supériorité aérienne a été gâchée et que nos forces de Tobrouk sont restées inactives alors que l'ennemi envoyait tous ses chars disponibles pour briser notre offensive dans le désert.

Le général répondit le 15 juillet qu'il se proposait d'envoyer une division en renfort à Chypre le plus tôt possible, qu'il était pleinement conscient de la nécessité de reprendre la Cyrénaïque, mais qu'il ne pouvait donner l'assurance que Tobrouk tiendrait encore après septembre. Au sujet des six régiments de personnel entraîné pour les chars, il signala que les caractéristiques et l'armement des nouveaux chars américains obligeaient à modifier leur emploi tactique et qu'il fallait accorder un certain délai pour permettre une mise au point. Il posséderait bien, en effet, environ 500 chars moyens, d'infanterie ou américains, à la fin de juillet. Mais il ne pouvait engager dans une action quelle qu'elle fût, plus de la moitié de l'effectif disponible, un quart de la réserve servant à effectuer sur-le-champ les remplacements nécessités par la bataille, et le dernier quart se trouvant dans les ateliers. C'était une condition presque prohibitive. C'est seulement au ciel que les généraux disposent de telles facilités. Et ceux qui

les exigent n'y montent pas toujours. Auchinleck soulignait qu'il importait de consacrer tout le temps nécessaire à l'entraînement tant individuel que collectif et à la création de l'esprit d'équipe si essentiel pour obtenir de bons résultats. Il pensait que la partie décisive pourrait bien se jouer sur le théâtre d'opérations du nord (c'est-à-dire une attaque allemande à travers la Turquie, la Syrie et la Palestine) plutôt que sur le front du désert.

Les télégrammes qui précèdent montrent bien qu'il existait de sérieuses divergences, entre nous, sur les points de vue et l'appréciation des valeurs. J'en éprouvai une vive déception. Les premières décisions du général furent également très déroutantes. Grâce à une longue insistance, j'étais enfin parvenu à faire transporter la 50^e division britannique en Égypte. Je ne restais pas insensible à la propagande ennemie qui prétendait que la politique britannique consistait à faire combattre uniquement les étrangers pour préserver le sang des hommes du Royaume-Uni. En réalité, les pertes britanniques dans le Moyen-Orient, y compris la Grèce et la Crète, avaient été supérieures à celles de toutes les autres troupes réunies, mais la désignation habituelle des unités donnait une impression erronée des faits. Les divisions indiennes, dans lesquelles le tiers de l'infanterie et la totalité de l'artillerie étaient britanniques, ne comptaient pas comme divisions anglo-indiennes. Les divisions blindées qui avaient eu à supporter le choc le plus rude du combat, étaient entièrement britanniques, mais leurs noms ne l'indiquaient pas. On avait eu beau insister à de nombreuses reprises pour faire ajouter le qualificatif « britannique », on n'était pas parvenu à vaincre la force de l'habitude. Beaucoup de bataillons de la 6^e division britannique avaient été très sérieusement engagés, mais il n'avait pas été possible, sous la pression des événements, de constituer cette division en unité indépendante. Ce n'était pas là un détail sans importance. Le fait que les communiqués mentionnent rarement des troupes « britanniques » donnait une apparence de vérité aux sarcasmes de l'ennemi et provoquaient des commentaires malveillants non seulement aux États-Unis, mais en Australie. J'avais compté que l'arrivée de la 50^e division couperait court à tous ces dénigrement. Mais ce fut justement cette division que le général Auchinleck choisit pour envoyer à Chypre, décision qui semblait certainement malheureuse et donnait du poids aux reproches injustes que l'on nous faisait. Dans la métropole, les chefs



LES ALLEMANDS

d'état-major furent également surpris pour des raisons purement militaires qu'on employât d'une manière si étrange ce corps magnifique. De fait, cette décision ne répondait à aucune conception stratégique intelligible pour vous.

Une autre résolution du général Auchinleck fut beaucoup plus grave : celle de ne pas agir dans le désert de Lybie, contre Rommel, pendant trois mois, au début, et, en fin de compte, pendant plus de quatre mois et demi. « Battleaxe », l'action engagée par Wavell le 15 juin, trouvait sa justification dans le fait que si nous avions été quelque peu malmenés et si nous nous étions repliés sur nos positions de départ, les Allemands s'étaient trouvés dans l'incapacité de reprendre leur avance pendant toute cette longue période. Leurs lignes de communication, menacées par Tobrouk, ne suffisaient pas à leur apporter les munitions indispensables pour les chars, voire pour l'artillerie, de sorte que Rommel ne pouvait que s'accrocher à une position défensive, grâce à sa volonté et à son prestige. Alimenter ses forces lui imposait de tels efforts qu'il ne pouvait accroître ses effectifs que graduellement. Étant donnée cette situation, il aurait fallu qu'il fût constamment harcelé par l'armée britannique, dont le ravitaillement s'effectuait facilement par la route, le chemin de fer et la mer, et qui recevait continuellement des renforts en personnel et en matériel à une cadence beaucoup plus rapide.

Les généraux préfèrent souvent, quand ils le peuvent, une bataille bien réglée, déclenchée lorsque tout est prêt et au moment fixé par eux, à des actions de harcèlement qui épuisent l'ennemi, mais n'ont rien de spectaculaire. Ils préfèrent naturellement la certitude au hasard. Ils oublient que la guerre ne s'arrête jamais, qu'elle s'alimente comme une flamme jour après jour, produisant des résultats constamment changeants, non pas seulement sur un théâtre d'opérations, mais sur tous. A cette époque, les armées russes passaient par une crise qui pouvait être une agonie.

Ces inquiétudes exagérées au sujet de notre flanc nord me paraissaient également une erreur. Il réclamait, effectivement, la plus grande vigilance et justifiait d'amples préparatifs de défense ainsi que la construction de puissantes lignes fortifiées en Palestine et en Syrie. Mais la situation dans ce secteur devint très vite bien meilleure qu'en juin. La Syrie fut conquise. La révolte en Irak avait été maîtrisée. Toutes les positions-clef du désert se trouvaient aux mains de nos

soldats. Mais surtout, la lutte entre la Russie et l'Allemagne donnait une confiance nouvelle à la Turquie. Tant que cette lutte restait indécise, ce pays n'avait pas à redouter de voir les Allemands exiger pour leurs troupes le droit de traverser son territoire. La Perse n'allait pas tarder à entrer dans le camp allié grâce à l'action des Britanniques et des Russes. Nous arriverions ainsi au printemps. Entre temps, l'ensemble de la situation était favorable à une opération décisive dans le désert.

Les chefs d'état-major envoyèrent le 19 juillet le télégramme suivant au général Auchinleck :

Vous déclarez ne pouvoir envisager une offensive dans le désert de Libye avant de disposer d'au moins deux, et de préférence trois divisions blindées correctement entraînées. Avant l'attaque de la Russie par l'Allemagne il nous était impossible de faire partir d'ici des renforts considérables en chars moyens parce que nous devions considérer comme fort probable une tentative d'invasion en août ou en septembre. Nous ne pouvons pas affirmer que cette possibilité ait complètement disparu, car la Russie pourrait s'effondrer rapidement ; mais nous sommes disposés à courir des risques, si cela nous permet de reprendre la Cyrénaïque avec tous les avantages que cette conquête entraînera... Dans votre télégramme du 15 juillet, vous avez émis un doute sur la possibilité de conserver Tobrouk après septembre. Nous supposons donc qu'une offensive destinée à s'emparer de la Cyrénaïque ne peut être reculée au delà de cette époque. Dans notre esprit, il y a toutes chances pour que le rapport de nos forces aériennes vis-à-vis de celles de l'ennemi s'améliore jusqu'en septembre, et même peut-être après cette date, mais cela dépend naturellement du résultat des opérations qui se déroulent actuellement en Russie.

Étant données les considérations qui précèdent, il nous paraît, ici, que la meilleure possibilité, sinon la seule, de reconquérir la Cyrénaïque est de lancer une offensive au plus tard à la fin de septembre. Vous sentiriez-vous capable de le faire si nous vous envoyions immédiatement 150 chars moyens supplémentaires ? Nous estimons qu'ils pourraient être à Suez entre le 13 et le 20 septembre. Nous serions également prêts à vous envoyer 40 000 hommes par le (convoi) W. S. 11, en vous laissant libre de décider ce dont vous avez le plus besoin parmi ce que nous pourrions rendre disponible. D'un autre côté, si vous ne vous jugiez pas capable d'entreprendre une offensive dans le désert de Libye à la fin de septembre, il nous semblerait tout à fait injustifié de prélever des navires servant aux transports de vivres, de démembrer la 1^{re} division blindée et de vous envoyer 150 chars moyens,

avant d'être pratiquement certains que l'invasion ne sera pas tentée cette année.

Étant moi-même en plein accord avec les chefs d'état-major j'envoyai le télégramme personnel suivant :

19 juillet 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

1^o Les chefs d'état-major et le Conseil de défense du Cabinet de guerre ont longuement étudié votre télégramme du 15 juillet répondant à celui que je vous avais envoyé le 5. Les chefs d'état-major vous font connaître leur avis que nous partageons entièrement.

2^o Il semble que si nous vous envoyions, vers le milieu de septembre, un nouveau contingent substantiel de chars venant d'ici et des États-Unis, en même temps que d'autres renforts importants le tout pourrait constituer une réserve vous permettant soit de pousser votre offensive si elle réussit, soit de défendre l'Égypte si elle échoue.

3^o Le Conseil de défense est inquiet de voir la 50^e division, votre seule grande unité britannique complète et fraîche, confinée à Chypre dans ce qui paraît être un rôle purement défensif, et il se demande si l'on n'aurait pas pu trouver d'autres troupes.

4^o Le Conseil ne voit pas comment une offensive allemande pourrait se développer à partir du nord, à travers la Syrie, la Palestine et l'Irak, avant la fin de septembre au plus tôt. Le Conseil de défense estimait que la Perse était beaucoup plus exposée au danger des infiltrations et des intrigues allemandes, et que nous pourrions avoir à y agir énergiquement. Mais cela relève toutefois des attributions du général Wavell. Son désir évident de passer à l'action reçoit ici notre attention soutenue et agissante.

5^o Si nous ne profitons pas, pour reconquérir la Cyrénaïque, de la trêve qui nous est accordée du fait que les Allemands sont engagés en Russie, l'occasion pourrait ne jamais se représenter. Un mois s'est écoulé depuis l'échec de Solloum et, probablement, un autre mois est encore nécessaire avant de songer à entreprendre un nouvel effort. Ce délai doit certainement procurer assez de temps pour l'entraînement. Il semblerait judicieux de livrer une bataille vigoureuse et décisive dans le désert de Libye avant que la situation se modifiât à notre désavantage, et d'accepter les risques graves sans lesquels une victoire est rarement possible.

Nous continuons de penser que le commandement de la prochaine offensive, s'il y en a une, devrait être confié à Wilson, à moins, bien entendu, que vous vous proposiez de le prendre personnellement.

Le général Auchinleck répondit le 23 juillet à mon message. La décision d'envoyer la 50^e division à Chypre, disait-il, n'avait été prise par lui qu'après une étude très attentive. « Si vous le désirez, je peux vous faire connaître dans le détail les raisons qui m'y ont conduit et qui me paraissent indiscutables. J'espère que vous me laisserez toute latitude pour des mesures de ce genre. » Il pensait que les Allemands pouvaient lancer une offensive contre la Syrie, à travers l'Anatolie, dans la première moitié de septembre.

Je suis, moi aussi, tout à fait convaincu qu'il est hautement désirable de profiter des difficultés allemandes en Russie pour frapper l'ennemi en Libye. Mais je dois répéter que lancer une offensive avec les moyens insuffisants dont nous disposons actuellement ne se justifierait pas, à mon avis, comme opération de guerre. Il est à peu près certain que nous serions conduits à reculer considérablement la date à laquelle nous pourrions prendre l'offensive avec des chances de succès raisonnables. Pour obtenir des résultats, il faut courir des risques, et je suis prêt à les courir s'ils sont justifiés.

Finalement :

Mes intentions pour l'immédiat sont : Premièrement, consolider nos positions à Chypre et en Syrie aussi rapidement que possible, et les maintenir dans ce dernier pays. Deuxièmement, accélérer le regroupement, la réorganisation et le réarmement des divisions et des brigades qui en ont tant besoin non seulement parce qu'elles ont subi des pertes de personnel et de matériel en Grèce, en Crète, en Libye, en Érythrée et en Syrie, mais parce qu'elles ont dû très souvent être employées non pas en unités constituées, mais par fractions. Troisièmement, réorganiser et moderniser au plus vite, en liaison avec l'intendant général, les services de l'arrière : ravitaillement, mouvements et réparations. Quatrièmement, assurer l'équipement et l'entraînement de nos formations blindées sans lesquelles aucune offensive n'est possible. Cinquièmement, effectuer les reconnaissances nécessaires et préparer activement les plans pour une offensive en Libye telle qu'elle est prévue dans le télégramme des commandants en chef aux chefs d'état-major, en date du 19 juillet. Comme suite à l'établissement de ces plans, je serai conduit, j'en suis sûr, à vous demander très prochainement de nouveaux moyens qui seront nécessaires pour obtenir le succès.

Je ne pus m'empêcher de noter à cette époque une certaine raideur dans l'attitude du général Auchinleck, ce qui ne

pouvait que nuire aux intérêts que nous servions tous. Des livres écrits depuis la guerre ont montré que des fractions subalternes mais influentes, de l'état-major du Caire, avaient déploré la décision qui avait envoyé l'armée en Grèce. Ces officiers ignoraient que le général Wavell avait accepté sans réticence et de plein gré cette décision et la politique dont elle résultait, ils ignoraient plus encore que le Cabinet de guerre et les chefs d'état-major avaient pris l'avis du général avec le plus grand soin, l'invitant presque à répondre négativement. Wavell, disait-on, avait été induit en erreur par les politiciens et tous les malheurs qui avaient suivi venaient de ce qu'il avait cédé à leurs désirs. Et pour le remercier de sa complaisance, on lui avait enlevé son commandement lors de la défaite sans se souvenir de toutes ses victoires. Dans cette fraction de l'état-major, je ne peux en douter, on inclinait très fortement à penser que le nouveau commandant en chef ne devait pas se laisser entraîner dans de dangereuses aventures, mais prendre son temps et n'agir que sur des certitudes. Cette façon de voir pouvait très bien avoir été communiquée au général Auchinleck. Dès ce moment, il était évident qu'on ne ferait aucun progrès si l'on ne recourait pas à d'autres moyens de s'entendre que la correspondance.

23 juillet 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Les télégrammes que vous nous envoyez et ceux que nous vous envoyons montrent qu'il nous faut avoir un entretien. J'espère que vous pourrez venir sans délai, avec un ou deux de vos officiers d'état-major, à moins que la situation militaire réclame absolument votre présence sur place. Pendant votre absence, qui sera tenue secrète, Blamey vous remplacera.

Auchinleck accepta volontiers. Son bref passage à Londres fut très utile à beaucoup de points de vue. Il noua des relations harmonieuses avec les membres du Cabinet de guerre, les chefs d'état-major et le ministère de la Guerre. Il passa un long week-end aux Chequers avec moi. Nous apprîmes à mieux connaître cet officier distingué, des qualités duquel notre sort allait si largement dépendre, tandis que lui-même voyait de près les sphères les plus élevées de la machine de guerre britannique et se rendait compte de la facilité, de l'ai-

sance avec lesquelles elle fonctionnait. La confiance mutuelle s'en accrut, mais d'un autre côté, nous ne pûmes le faire démordre de sa résolution. Il voulait disposer d'un délai assez long pour préparer dans tous ses détails une offensive qui serait lancée le 1^{er} novembre. Elle devait être baptisée « Crusader » et prendrait une ampleur encore jamais atteinte par aucune de nos opérations. Il ébranla certainement mes conseillers militaires par tous ses arguments circonstanciés. Pour ma part je ne fus pas convaincu. Mais la valeur indiscutable du général Auchinleck, sa clarté d'exposition, sa dignité, son autorité, sa forte personnalité, me donnèrent l'impression qu'après tout il pouvait bien avoir raison et que même s'il avait tort, il était encore le chef le plus qualifié. Je finis donc par accepter la date du 1^{er} novembre pour l'offensive et consacrai toute mon énergie à en assurer le succès. Nous regrettâmes tous beaucoup de n'avoir pu le persuader de confier la direction de la bataille, le moment venu, au général Maitland Wilson. Il lui préféra le général Alan Cunningham, qui jouissait d'une grande réputation au lendemain des victoires d'Abyssinie. Il fallut en prendre notre parti, et comme il ne faut jamais le faire à demi, nous partageâmes donc ses responsabilités en approuvant ses décisions.

Nous sommes aujourd'hui très exactement renseignés sur ce que le haut commandement allemand pensait de la situation de Rommel. Il admirait énormément son audace que d'incroyables succès avaient couronnée, mais il ne l'en estimait pas moins en grave danger. Il lui défendit formellement de courir de nouveaux risques avant d'avoir pu être sérieusement renforcé. Peut-être, à cause de son prestige, pourrait-il en imposer malgré la situation précaire où il se trouvait, jusqu'à ce que le commandement eût pu lui apporter toute l'aide en son pouvoir. Ses lignes de communication s'étiraient sur quelque 1 500 kilomètres à partir de Tripoli. Benghazi était précieux parce qu'il permettait de raccourcir le chemin pour une partie au moins de son ravitaillement et de ses renforts, mais les pertes subies en mer pour gagner l'un et l'autre port n'avaient cessé de croître dangereusement. Les forces britanniques, déjà beaucoup plus nombreuses, augmentaient tous les jours. Les chars allemands n'étaient supérieurs que par leur qualité et leur organisation. Les Britanniques avaient la

supériorité dans l'air. Rommel manquait de munitions d'artillerie et redoutait beaucoup d'être obligé d'épuiser celles qu'il possédait. Tobrouk paraissait constituer une menace mortelle sur ses arrières, car il était toujours possible d'en sortir pour couper ses communications. Il ne pouvait pas prévoir comment nous lancerions notre offensive, si elle partirait de Tobrouk, ou de notre front principal. Aussi, chaque jour d'inaction de notre part était-il salué par lui avec gratitude.

Le 2 juin 1941, une conférence avait eu lieu au col du Brenner, les plus éminentes personnalités militaires avaient été le maréchal Keitel et le général Cavallero. Le premier se déclara d'accord sur l'impossibilité de commencer avant l'automne l'offensive contre l'Égypte. Elle serait menée non par de gros effectifs, mais par un petit nombre de troupes spéciales particulièrement bien équipées. L'assaut serait donné par quatre divisions blindées, dont deux allemandes, et par trois divisions motorisées. *Il ne fallait avoir aucune bouche inutile à nourrir en Afrique du Nord, mais seulement autant de combattants qu'on pourrait y amener.* Le général Cavallero fit observer que les divisions italiennes servant dans l'Afrika Korps étaient épuisées, qu'elles avaient perdu entre 40 et 60 % de leur personnel et de leur matériel. La situation du parc automobile était très mauvaise, *la division Pavia ne possédait que 27 camions.*

Keitel considérait qu'il était encore plus urgent de renforcer la flak et l'artillerie des défenses côtières afin de mieux protéger contre les attaques ennemies les ports de ravitaillement et les dépôts d'approvisionnements. Ensuite, il importait d'amener des renforts d'artillerie à l'Afrika Korps car l'une des premières conditions pour l'exécution des opérations ultérieures était la prise de Tobrouk. Pour le moment, les troupes allemandes et italiennes ne pouvaient atteindre le port sans artillerie lourde. En plus de la nécessité de ravitailler les unités combattantes, il était indispensable de constituer des stocks d'approvisionnements de grande ampleur et de préparer des colonnes de transports avant le départ de l'offensive. Rien que pour l'Afrika Korps allemand il fallait transporter 40 à 50 000 tonnes par mois, ce à quoi s'ajoutait le ravitaillement nécessaire aux Italiens. Ceux-ci recevraient toutes les voitures dont les Allemands pourraient se passer. Les avions de transport allemands ne disposaient pas de beaucoup d'espace. La protection des transports maritimes et côtiers ne pouvait être assurée que par les Italiens, puis-

qu'on était en train de retirer les forces aériennes allemandes de la Sicile. De puissantes unités de la Luftwaffe étaient en cours de transfert en Afrique pour protéger les transports par mer et par la route côtière.

Le général Cavallero remercia le maréchal Keitel pour ses déclarations. Le Duce et lui partageaient son opinion. La mission la plus importante pour l'Italie était de tenir sur ses positions du moment. Les forces de défense en Afrique du Nord étaient trop peu nombreuses. Les troupes participant au siège de Tobrouk avaient besoin d'être relevées pour être envoyées au repos. A Solloum la situation était toujours critique.

Au mois d'août, l'état-major de la Luftwaffe fit le rapport suivant :

La précarité du ravitaillement de nos forces en Afrique du Nord est bien connue... Jusqu'ici on n'a pas utilisé pleinement les capacités du port de Benghazi. Depuis la reprise de Derna, rien n'y a été fait pour réparer les destructions opérées par les Britanniques... Il faut aussi remettre le port de Bardia en état. Par conséquent nous demandons instamment de prévenir les Italiens qu'il leur faut commencer dès maintenant les travaux nécessaires. Il est indispensable de pouvoir utiliser Benghazi, Derna et Bardia pour le ravitaillement. On soulagera ainsi le port de Tripoli et l'on réduira le dangereux trafic côtier entre ce port et Benghazi. Tout cela est d'une importance plus essentielle encore lorsque nous considérons la situation extrêmement sérieuse des transports en Afrique, qui rend de plus en plus difficile l'usage de la route terrestre allant de Tripoli à Benghazi.

Il est impossible d'envoyer des renforts de la Luftwaffe dans le secteur méditerranéen tant que les opérations à l'est ne seront pas terminées.

A la fin d'août, au cours d'une conférence qui eut lieu sur le front russe au quartier général de Hitler entre Keitel et le général Cavallero, le premier déclara que la situation en Afrique du Nord ne pourrait pas être considérée comme stabilisée tant que Tobrouk n'aurait pas été pris. Si leur transport en Afrique s'effectuait dans de bonnes conditions, les forces allemandes choisies pour effectuer l'attaque, seraient prêtes à la mi-septembre. Le général Cavallero répliqua que le Duce avait donné l'ordre d'accélérer les préparatifs pour l'assaut de Tobrouk. Il était certain que les Italiens ne seraient pas prêts à attaquer à la mi-septembre et qu'ils ne le seraient probablement pas avant la fin du mois.

En réalité, septembre passa, puis octobre, puis novembre sans que ni les Italiens ni les Allemands fussent prêts. Pourtant ils auraient pu, sans aucun doute, offrir une résistance sérieuse s'ils avaient été attaqués.

Les états-majors allemand et italien se mirent d'accord, le 29 août, pour rédiger la déclaration suivante :

Il n'y a aucun espoir de pouvoir lancer dans un proche avenir une offensive contre le canal de Suez en partant de la Libye. Même si Tobrouk était pris à l'automne, le rapport des forces en présence ne le permettrait pas. Il en est de même pour une attaque à objectif limité, car toute avance vers l'est rendrait plus difficile notre ravitaillement déjà précaire, et faciliterait au contraire celui des Britanniques.

Le 9 septembre 1941, l'état-major allemand de liaison résuma ainsi la situation :

En dépit des attaques aériennes constantes des Allemands et des Italiens, il ne s'est produit aucun changement sensible dans la situation à Tobrouk. Jusqu'ici nous n'avons pas réussi à arrêter vraiment le ravitaillement de la place qui s'effectue chaque nuit par des destroyers et de petits navires à vapeur... Selon les déclarations faites par le commandant de l'Air en Afrique, la défense antiaérienne de Tobrouk est devenue si puissante qu'elle n'est guère inférieure à celle de Malte... Les nombreuses sorties, plus ou moins importantes, exécutées par la garnison britannique, semblent avoir pour but de découvrir les points faibles de la ceinture d'investissement, cela pour préparer une percée à laquelle il faut s'attendre en même temps que se produira l'offensive imminente sur le front sud...

J'ai exposé les discussions militaires qui aboutirent à reculer la date de l'offensive, et je tiens à signaler ici que je suis convaincu que les quatre mois et demi de délai réclamés par le général Auchinleck furent à la fois une erreur et un malheur. Il me faut également rapporter dans ce chapitre les différends que nous eûmes avec le gouvernement australien dont les vaillantes troupes jouaient un rôle vital dans l'ensemble de la défense de l'Égypte.

Le Premier Ministre australien, M. Menzies, nous quitta en mai. Sa longue visite en Angleterre avait été féconde. Il

avait pris part aux travaux du Cabinet de guerre pendant deux mois critiques et avait participé à beaucoup de nos décisions les plus difficiles. L'organisation du Cabinet et l'étendue des pouvoirs dont je disposais pour la conduite de la guerre ne lui avaient pas donné satisfaction. Il discuta les deux points avec moi à plusieurs reprises et je lui exposai les raisons pour lesquelles je n'étais pas d'accord avec lui. Il désirait la création d'un Cabinet de guerre impérial comprenant des représentants des quatre Dominions à gouvernement autonome. En regagnant l'Australie par le Canada, M. Menzies soumit officiellement et par écrit ses propositions à M. Mackenzie King, au général Smuts et à M. Fraser. Mais tous furent hostiles au changement qu'il proposait et M. Mackenzie King, en particulier, présenta des arguments constitutionnels extrêmement puissants s'opposant à ce que le Canada fût lié par son représentant aux décisions prises par un conseil siégeant à Londres.

19 août 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Je n'ai pas besoin de vous dire que si vous pouvez nous rendre encore visite en tant que Premier Ministre, votre présence dans nos conseils pendant toute la durée de votre séjour, sera extrêmement bien accueillie par nous. Nous serons heureux de recevoir tous les Premiers Ministres de Dominions qui accepteront de partager nos responsabilités de cette façon. Il serait impossible d'admettre au Cabinet de guerre un représentant d'un Dominion autre que le Premier Ministre, car cela entraînerait alors la représentation des quatre Dominions, ce qui constituerait un accroissement permanent trop important de notre effectif, et par voie de conséquence, de très vastes modifications de structure qui ne sont pas envisagées. L'enquête à laquelle j'ai procédé m'a conduit à penser qu'il n'y a aucune chance de voir les autres Dominions accepter d'être représentés au Cabinet de guerre par le ministre d'un seul d'entre eux.

J'espère que vous vous souviendrez de ces arguments en préparant vos plans. Meilleures amitiés.

Cependant d'importants changements ne tardèrent pas à se produire dans le gouvernement australien. Comme il était naturel, après tant de malheurs et d'épreuves, des divergences de vues apparurent au sein du Cabinet du Commonwealth à propos de la conduite de la guerre. Le parti travailliste d'Aus-

tralie rejeta une motion approuvant la visite effectuée par M. Menzies à Londres. Celui-ci, devant les manifestations qui eurent lieu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, remit sa démission à ses collègues en offrant de participer à un ministère d'union nationale. Les travaillistes repoussèrent cette proposition le 25 août et réclamèrent la démission du gouvernement. M. Menzies se retira le 28 et M. Fadden, vice-président du Conseil des ministres, lui succéda. Le gouvernement australien, affaibli par le départ de sa personnalité la plus éminente, n'obtint qu'une voix de majorité et se trouva, au cours de cette grave période, devant une opposition avide d'accéder au pouvoir. Ce fut avec beaucoup de regrets que je vis partir M. Menzies en dépit des divergences qui nous séparaient et dont j'ai parlé. Malgré de sérieux désaccords, nos relations avaient été extrêmement cordiales. La connaissance qu'il avait acquise de nos affaires et de la guerre en siégeant pendant deux mois au sein du Cabinet de guerre, les nombreux contacts que nous avions, les uns et les autres, pris avec lui, tout cela se trouvait perdu et c'était grand dommage. Je lui envoyai le télégramme suivant :

28 août 1941.

Premier Ministre à M. Menzies.

Tout en m'abstenant scrupuleusement d'intervenir dans la politique australienne, je ne peux résister au désir de vous dire avec quel regret j'ai appris votre démission. Vous avez tenu la barre pendant ces deux terribles années de tempête, et vous étiez avec nous, ici, pendant la période la plus inquiétante pour l'Australie. Nous vous avons tous une grande reconnaissance pour le courage que vous avez montré et pour l'aide que vous nous avez apportée. Dans notre amitié personnelle, je demeure votre débiteur. J'ai connu une expérience analogue à la vôtre quand il me fallut quitter l'Amirauté à un moment où j'aurais pu donner aux Anzacs une bonne chance de vaincre aux Dardanelles. En de telles circonstances, il est toujours réconfortant de se sentir assuré d'avoir fait tout son devoir et de son mieux. Ma femme et ma famille vous envoient leurs bons souvenirs.

Je me hâtai d'établir des relations personnelles étroites avec M. Fadden, de lui exposer nos arguments sur la compo-

sition du Cabinet de guerre et de lui parler du danger japonais.

29 août 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Maintenant que vous avez assumé vos hautes fonctions, je vous envoie mes souhaits de réussite les plus cordiaux et vous donne l'assurance que mes collègues et moi ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour travailler avec vous dans le même esprit de camaraderie et de bonne volonté qu'avec M. Menzies, que nous sommes heureux de voir dans votre Cabinet comme ministre chargé de la coordination de la Défense nationale.

Je lui fis alors un exposé complet des aspects impérial et constitutionnel de toutes les questions soulevées par M. Menzies tels que nous les voyions, mes collègues et moi. On le trouvera en annexe (1).

Nos rapports avec M. Fadden et, ultérieurement, avec le gouvernement travailliste de M. Curtin, ne furent pas aussi faciles qu'avec leurs prédécesseurs et un conflit aigu se présenta, qui eut des conséquences nuisibles à notre effort de guerre. Le nouveau gouvernement, sous la pression très vive de l'opposition, se montra fort préoccupé de la situation de la division australienne à Tobrouk. Il désirait regrouper toutes ses troupes du Moyen-Orient pour leur donner l'occasion de se reposer, de rétablir la discipline et de se rééquiper, afin de satisfaire l'opinion publique australienne. Il s'inquiétait aussi de la « diminution de résistance physique » de ses soldats enfermés dans la place, craignant une catastrophe si elle diminuait encore et les rendait incapables de soutenir un assaut résolu. Il exigea donc qu'ils fussent immédiatement relevés par d'autres troupes. Auchinleck protesta vigoureusement contre cette mesure, soulignant les difficultés d'exécution et le trouble qui en résulterait dans ses plans pour la prochaine offensive. J'essayai de le rassurer.

6 septembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Je suis à peu près sûr que les Australiens respecteront les règles du jeu si nous leur exposons carrément les faits. Nous ne voulons

(1) Annexe B.

pas que le ravitaillement de Tobrouk ou vos autres projets soient gênés. Si l'on risque d'en arriver là en leur donnant satisfaction, faites-moi connaître la situation pour que je puisse la leur exposer. L'Australie ne tolérera rien qui ne soit parfaitement loyal. Bien entendu, si nous pouvons le faire sans inconvénient grave, il nous faut déférer à leurs désirs.

Je crus bon de fournir les explications les plus complètes à notre gouvernement-frère. On les trouvera également aux annexes.

Sur mon intervention, le général Auchinleck était parvenu à relever l'une des brigades d'infanterie australienne à Tobrouk en la remplaçant par la brigade polonaise. L'opération comportait de très graves risques navals car les bâtiments étaient à peu près tous attaqués par les avions. Le commandant en chef exposa en détail les raisons qu'il avait pour ne pas achever le mouvement, déclarant qu'il pourrait entraîner « un nouveau retard de l'offensive dans le désert de Libye ». « Je propose donc, dit-il, de renoncer définitivement à l'idée d'opérer une nouvelle relève à grande échelle des troupes australiennes de Tobrouk et de renforcer immédiatement la garnison par un bataillon de chars « I. » J'envoyai son télégramme à M. Fadden en l'accompagnant de l'appel suivant :

11 septembre 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

1^o Je vous fais suivre *in extenso* le télégramme privé que m'a envoyé le général Auchinleck au sujet de la relève des troupes australiennes à Tobrouk. Je le fais parce que j'ai la plus entière confiance en votre discrétion. Ce télégramme résulte d'une longue consultation avec les commandants en chef de la flotte et de l'aviation au Moyen-Orient.

2^o Vous y verrez que si vous exigez cette relève, il sera matériellement impossible de l'achever assez tôt pour que vous puissiez faire, au Parlement du Commonwealth, la déclaration que vous envisagiez pour le milieu du présent mois. En fait, on ne pourrait retirer que la moitié des troupes pendant la nouvelle lune de septembre, et il faudrait attendre la seconde quinzaine d'octobre pour ramener le reste, c'est-à-dire le moment où les préparatifs en vue de l'offensive atteindront le plus d'intensité et où les mis-

sions préliminaires de l'aviation réclameront sa concentration sur les arrières, les dépôts et les aérodromes de l'ennemi à l'exclusion de tout autre objectif. En aucune façon, qui plus est, vous ne pourriez faire de déclaration au Parlement du Commonwealth, parce que toute annonce publique que des mouvements de relève sont en cours, pourrait amener de très violentes attaques aériennes sur le port de Tobrouk et le long de la côte à l'époque où vos troupes se replieraient. Si vous insistez cependant pour ce repli, des ordres seront donnés dans ce sens, sans tenir compte du prix que cela coûtera et du tort qui en résultera pour nous dans l'avenir. Je suis sûr que vous étudierez très consciencieusement les immenses responsabilités que vous prendriez devant l'histoire en privant l'Australie de la gloire d'avoir conservé Tobrouk jusqu'à la victoire, gloire qui sans cela, avec l'aide de Dieu, lui appartiendra à jamais.

3^o Je me crois obligé de vous souligner une fois de plus l'importance vitale qu'il y a à conserver le secret le plus absolu sur les futures opérations et sur les mouvements de troupes que la question de la relève de vos forces a contraint le commandant en chef à nous révéler.

Cet appel resta vain et je n'eus d'autre alternative que de répondre :

15 septembre 1941.

Premier Ministre à M. Fadden.

Des ordres vont être donnés sans délais conformément à votre décision. Il est de la plus haute importance, pour tous, que le secret soit gardé en ce moment.

Je télégraphiai à Auchinleck :

17 septembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Je suis désolé de l'attitude australienne mais, du fait que nous semblons livrer toutes nos batailles du Moyen-Orient avec les seules troupes des Dominions, je craignais depuis longtemps les réactions dangereuses de l'opinion australienne et mondiale. C'est pour cette raison, sans parler du désir de vous renforcer, que j'ai constamment insisté pour qu'on vous envoyât quelques divisions d'infanterie britanniques. La décision prise par vous d'affecter à Chypre la 50^e division nous a été, vous le savez, fort pénible. Je sais qu'à ce moment-là vous estimiez que Chypre était particulièrement menacé, mais la situation a été transformée par la guerre en Russie, et je suis sûr que vous reconsidérerez l'emploi de

cette division britannique qui semble avoir un rôle purement défensif et sans danger...

Je veux croire que la relève des Australiens ne retardera pas encore votre offensive. La situation a déjà empiré. L'ennemi est beaucoup mieux approvisionné en essence. Le corps blindé africain s'appelle désormais Afrikan Panzer Gruppe. En attendant votre brigade supplémentaire, c'est en face d'une division supplémentaire que vous pourriez vous trouver. L'ennemi a dû remarquer vos mouvements de transport et la constitution de vos dépôts. Tout l'avenir de la campagne de 1942 dans le Moyen-Orient ainsi que nos rapports avec la Turquie et la Russie sont en jeu.

Le général Auchinleck fut si affecté par les exigences du gouvernement Fadden qu'il voulut offrir de démissionner, sous prétexte qu'il n'avait pas la confiance du gouvernement australien. Son départ à ce moment eût été nuisible à tous les points de vue.

Je recourus aux bons offices de M. Oliver Lyttelton, ministre d'État, alors installé au Caire.

18 septembre 1941.

Premier Ministre à ministre d'État.

1^o Il est impossible qu'Auchinleck puisse penser que nous ne sommes pas en plein accord avec lui (au sujet des Australiens dans Tobrouk). Toute la série de mes télégrammes, surtout celui que j'ai envoyé le 11 septembre à Fadden, qui a été communiqué à Auchinleck et que vous trouverez ci-joint, vous montrera combien fortement nous désapprouvons la décision prise par les Australiens d'abandonner le front dans la conjoncture présente. De plus, j'ai tout spécialement pressé Auchinleck, pendant son séjour parmi nous, de ne pas compromettre la défense de Tobrouk en effectuant une relève inutile.

2^o J'ai été atterré de la décision du gouvernement australien et je suis persuadé qu'il serait désavoué par l'Australie si les faits étaient portés à sa connaissance. Il faut faire la part des difficultés que rencontre un gouvernement qui ne dispose que d'une voix de majorité en face d'une opposition très ardente, et dont une partie au moins des membres est de tendance isolationniste.

3^o Il est absolument indispensable d'éviter tout désaccord public entre la Grande-Bretagne et l'Australie. Tous les sentiments personnels doivent donc s'effacer pour donner au moins l'apparence de l'union. Tous ces ennuis proviennent en grande partie de ce que les divisions britanniques d'infanterie n'ont pas participé

*1 Mitrailage d'une tête de pont
par des soldats allemands.*











6 Attaque de fantassins allemands.
7 Retraite allemande après la bataille
de Moscou, décembre 1941.







aux combats ce qui a conduit le monde, et l'Australie en particulier, à supposer que nous ne livrions nos batailles qu'avec les troupes des Dominions.

4^o Je télégraphie à Auchinleck pour l'assurer que les chefs d'état-major sont en plein accord avec ses vues sur la situation militaire.

Les difficultés personnelles se trouvèrent provisoirement aplanies, mais il nous restait toujours à retirer le reste des Australiens en octobre.

29 septembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Tout dépend maintenant de la bataille. Il se peut très bien que l'ennemi vous accorde le répit dont vous dites avoir besoin. Mais chaque jour de retard se paie chèrement dans un domaine plus étendu. L'enjeu est la Turquie dont l'attitude pourrait bien être déterminée par une victoire en Cyrénaïque.

J'espère parvenir à persuader le gouvernement australien de ne pas vous gêner en retirant ses deux dernières brigades de Tobrouk au cours de la nouvelle lune d'octobre.

J'exposai alors l'ensemble de la situation à M. Fadden en lui adressant un nouvel et pressant appel. Sa réponse resta aussi obstinée, mais à ce moment son gouvernement fut mis en minorité par un scrutin à l'occasion du budget et remplacé par un gouvernement travailliste, présidé par M. Curtin et disposant lui aussi, d'une voix de majorité. Je me hâtai d'entrer en contact amical avec le nouveau Premier Ministre qui m'avait télégraphié.

8 octobre 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Je vous remercie du message que vous m'avez envoyé en prenant la direction des affaires du Commonwealth, et vous retourne bien cordialement les souhaits qu'il contient. Vous pouvez être assuré que nous travaillerons avec vous sur la base de la plus étroite confiance et de la plus intime camaraderie.

Mais le nouveau gouvernement s'opposa également à nos demandes et il convient d'achever le récit de ce malheu-

reux épisode. Je télégraphiai au général Auchinleck le 5 octobre :

5 octobre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Je suis au regret de n'avoir pu obtenir une réponse favorable de l'ancien gouvernement australien pour éviter une nouvelle opération « Supercharge » (relève des Australiens à Tobrouk), et je n'ai pas encore pris contact avec le nouveau. Je veux espérer cependant que « Crusader » ne subira pas de nouveau retard.

Au bout d'un laps de temps convenable, j'aborderai la question de Tobrouk avec M. Curtin.

14 octobre 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Je crois bon de vous demander d'étudier une nouvelle fois la question soulevée par mon télégramme à votre prédécesseur. Le général Auchinleck m'a encore affirmé que ce serait pour lui un grand secours et une grande commodité si les troupes australiennes pouvaient demeurer à Tobrouk jusqu'à ce que le résultat de la prochaine bataille soit acquis. Je ne veux pas répéter les arguments déjà donnés ; j'ajouterai simplement que si vous acceptiez, vos troupes ne se trouveraient exposées à aucun risque injustifié ni regrettable, tandis que votre geste serait très cordialement accueilli comme une manifestation de camaraderie dans la présente lutte.

14 octobre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Étant donné que vous m'avez déclaré que ce serait pour vous un grand secours de voir retarder la relève des Australiens restant encore jusqu'à l'achèvement de « Crusader », j'ai envoyé ce matin le télégramme ci-joint (le précédent) au gouvernement d'Australie. Il se peut que le nouveau Cabinet soit disposé à vous accorder le soulagement que vous désirez. Je serais heureux pour l'Australie et pour l'Histoire qu'il en soit ainsi. Je saurai dans un jour ou deux ce qui aura été décidé et vous en aviserais aussitôt.

2^o Les nouvelles de Russie sont de plus en plus graves. Tout dépend maintenant de vous.

Le gouvernement de M. Curtin maintint la décision du précédent et je fus obligé de prévenir le général Auchinleck qu'il fallait procéder à la relève.

Pendant toute la durée du siège, Tobrouk fut assisté par la marine, en dépit d'attaques aériennes perpétuelles et d'une ampleur croissante. De plus, il était impossible de faire protéger le port par des chasseurs, nos aérodromes étant maintenant trop loin à l'est. La route maritime venant d'Égypte devint vite impraticable pour les navires marchands ordinaires, et il fallut tout faire transporter par des destroyers et de petits bâtiments au cours des nuits sans lune. Le maintien de cette « chaîne » avec Tobrouk fut grandement facilité, à partir de juillet, par l'affectation à ce service des deux mouilleurs de mines très rapides *Abdiel* et *Latona*. En plus de la nécessité d'alimenter les stocks de munitions et d'approvisionnements, il fallut entreprendre des mouvements massifs de troupes dans les deux sens et transporter dans la place assiégée des armes nouvelles très diverses, dont des chars. Au total la marine conduisit à Tobrouk 34 000 hommes, 72 chars, 92 canons et 34 000 tonnes d'approvisionnement. Elle eut en outre à évacuer un nombre de soldats presque égal, plus les blessés et les prisonniers de guerre. Cette besogne très dure, mais indispensable, lui coûta un mouilleur de mines, 2 destroyers, et 22 autres bâtiments de guerre qui furent coulés, tandis que 18 étaient gravement endommagés. Neuf navires marchands et 2 navires-hôpitaux furent également coulés ou avariés. Ces sacrifices permirent à la garnison de survivre à des assauts qui se poursuivirent sans arrêt pendant deux cent quarante-deux jours. Pendant toute cette période, la place joua un rôle actif et éminent dans la stratégie d'ensemble de la campagne, particulièrement dans celle de l'offensive en préparation.

L'opération si grandement désirée par les deux partis australiens fut tentée dans la nuit du 25 octobre dans des conditions

très périlleuses et non sans pertes sensibles. J'annonçai la nouvelle à M. Curtin.

26 octobre 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Notre mouilleur de mines rapide *Latona*, d'un modèle récent, a été coulé et le destroyer *Hero* avarié la nuit dernière par des attaques aériennes, alors qu'ils allaient prendre les 1 200 Australiens restant à Tobrouk. Providentiellement, ils n'avaient pas encore embarqué vos troupes. Je ne connais pas encore le montant de nos pertes. L'amiral Cunningham signale qu'il ne sera pas possible d'emmener ces 1 200 hommes avant la prochaine période obscure, en novembre. Tout ce qui était humainement possible a été tenté pour satisfaire vos désirs.

27 octobre 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Par bonheur, H. M. S. *Latona* ne transportait que 38 personnes de grades divers ; le reste, c'est-à-dire un millier d'hommes environ était à bord des trois destroyers qui l'accompagnaient. Une quinzaine d'attaques à basse altitude ont eu lieu de 19 à 22 h. 30. Pertes : H. M. S. *Latona*, officiers de marine : 4 manquants, 1 blessé ; équipage : 25 manquants, 17 blessés. Officiers de l'armée de terre : 6 blessés ; autres grades : 7 manquants, 1 blessé. H. M. S. *Hero*, pas de pertes. Nous devons nous féliciter de ce que ces attaques ne se soient pas produites au début de la relève.

Il m'a été pénible de relater cet incident. Mais il eût été impossible de le taire indéfiniment. De plus, le peuple australien a le droit de savoir ce qui s'est passé et pourquoi. D'un autre côté, il faut se rappeler que les gouvernements australiens, déjà bridés par la rigidité de leur système des partis, avaient alors peu de motifs d'avoir confiance dans la direction britannique de la guerre et qu'ils restaient sous l'impression pénible causée par les périls auxquels leurs troupes s'étaient trouvées exposées quand le front du désert avait été rompu et au cours de la campagne de Grèce. Nous ne pourrons jamais

oublier le noble élan avec lequel l'Australie nous envoya ses trois seules divisions complètes, la fleur de ses jeunes hommes, pour combattre dans le Moyen-Orient, ni le rôle qu'elles jouèrent avec vaillance dans toutes les batailles sur ce théâtre d'opérations.

CHAPITRE III

MA RENCONTRE AVEC ROOSEVELT

Divergences d'opinions dans notre cercle. — Le problème de l'invasion en 1941. — La note de sir John Dill en date du 6 mai. — Effectifs et état de nos forces blindées dans la métropole. — Nouveaux motifs d'inquiétude. — Ma réponse du 13 mai. — Mon avis prévaut. — Deuxième visite de Harry Hopkins. — Inquiétudes américaines au sujet de l'invasion et doutes sur nos possibilités de conserver le Moyen-Orient. — Notre conférence du 24 juillet. — Opinions des officiers américains. — La solidarité britannique. — Singapour ou Le Caire? — Mission de M. Duff Cooper en Extrême-Orient. — Nous pensons à installer un ministre d'État à Singapour comme au Caire. — Pression sur le Japon. — Projet pour me rencontrer avec le Président à Terre-Neuve. — La mission de Hopkins à Moscou. — Un agréable voyage. — Arrivée du *Prince of Wales* au rendez-vous, — Rencontres avec le Président. — Une matinée dominicale, le 10 août.

Il a été déjà souvent question de l'invasion de la Grande-Bretagne, dans le présent volume et dans les précédents, mais en mai 1941, sir John Dill, chef de l'état-major impérial, la présenta à nouveau avec une autorité considérable. Il me soumit, le 6 mai, l'importante note suivante dont il envoya des copies à ses collègues de la Marine et de l'Air ainsi qu'au général Ismay. Lui donner suite eût constitué un retour complet à la défensive. Nous n'aurions pu envoyer que des détachements comme renforts dans le Moyen et dans l'Extrême-Orient. Nous n'aurions plus rien eu en main pour reprendre l'initiative et même, comme ce plan prévoyait que les forces blindées du Moyen-Orient ne devaient être entretenues que sur la base du remplacement de l'usure normale estimée à 50 chars par mois, le général Auchinleck, bien loin de pouvoir attaquer, aurait très bien pu être écrasé.

RELATION ENTRE LE MOYEN-ORIENT
ET LA SÉCURITÉ DU ROYAUME-UNI

6 mai 1941.

1^o La probabilité d'une invasion peut paraître avoir diminué pour le moment, mais les forces terrestres et aériennes allemandes pourraient se trouver concentrées pour la tenter en moins de six à huit semaines après avoir été dégagées du théâtre des Balkans. Étant donné que l'aide américaine s'accroît, l'ennemi doit être à l'affût d'une occasion favorable pour lancer la campagne qui lui permettrait de gagner la guerre.

2^o Les succès remportés par les Allemands tant dans les Balkans qu'en Libye, régions de nature si complètement différente, prouvent une fois de plus la primauté des forces blindées appuyées par une aviation puissante. Depuis le début de la guerre leur combinaison a dominé tous les champs de bataille. Les points où se produira l'attaque ne pouvant être précisés à l'avance, la défense souffre du désavantage de la dispersion et son succès dépend avant tout de la constitution de vastes réserves en chars pour les contre-attaques, en armes antichars et en avions.

3^o Les chefs d'état-major, après une enquête très complète, ont récemment calculé qu'une attaque de notre pays par blindés atteindrait l'ampleur de six divisions, soit au total quelque 2 400 chars. Selon l'avis du commandant en chef des forces de la métropole, avis que je partage entièrement, il faudrait au total six divisions blindées et quatre brigades de chars (c'est-à-dire quelque 2 600 chars) pour assurer la sécurité de la Grande-Bretagne contre une attaque de cette ampleur. Sur ce total, deux divisions blindées et deux brigades de chars seraient affectées à chacune des régions militaires de l'est et du sud-est, pour contre-attaquer des pénétrations pouvant s'effectuer respectivement à partir des côtes de l'East Anglia, du Kent et du Sussex. Les deux autres divisions resteraient en réserve, l'une étant prévue pour servir dans le nord.

Il exposait alors la situation des formations blindées dans la métropole en juin 1941, montrant que le total des chars disponibles pour la défense des Iles s'élèverait approximativement à 1 250, dont 150 légers, plus 490 dans les écoles, etc., dont 360 pourraient participer à la bataille dans un délai de trois semaines. Il s'étendait sur la nécessité de donner un entraînement spécial aux forces blindées et poursuivait :

6^o Les unités d'infanterie qui gardent notre longue et vulnérable ligne de côtes sont étalées sur de larges fronts — une division

couvrant 70 kilomètres ne peut s'étendre beaucoup en profondeur. Les défenses des plages sont bonnes, mais les divisions ne possèdent même pas la moitié des armes antichars qui leur reviennent et manquent également de mines antichars. Les forces blindées allemandes, transportées par des bâtiments spéciaux, pourront certainement débarquer. La R. A. F. aura bien des missions à remplir et nous ne disposons pas de forces aériennes spécialement désignées et entraînées pour opérer des bombardements en liaison étroite avec l'armée. La Luftwaffe acceptera tous les risques pour s'assurer la maîtrise de l'air au-dessus des couloirs par où s'effectuera l'avance. Notre défense terrestre dépendra donc en premier lieu de la possibilité où nous serons d'effectuer des contre-attaques, puissantes et rapides, avec des chars. Cependant, en tenant compte de l'élément entraînement, je calcule que les forces blindées dont nous disposerons, ici, en juin, équivaldront à trois divisions parfaitement prêtes — or, nous aurons à faire face à six divisions blindées ennemies.

7° Il est dangereux de méconnaître la possibilité d'une puissante attaque de chars sous prétexte que l'Allemagne ne possède pas la maîtrise de la mer, que notre propre aviation détruira les forces expéditionnaires avant leur départ et sur les plages, qu'elle chassera du ciel leur soutien aérien, ou que les difficultés techniques d'un débarquement à une telle échelle seront insurmontables. Il nous faudra cinq à sept jours pour concentrer des forces navales suffisantes dans les eaux métropolitaines. Nos bombardiers ne peuvent pas agir efficacement contre plus de six ports d'embarquement, et seulement si le temps est favorable. On ne peut être assuré que les attaques aériennes écraseront un débarquement, pas plus que notre rembarquement à Dunkerque a été écrasé. Nos chasseurs ne neutraliseront pas complètement les bombardiers de l'ennemi si celui-ci est prêt à affronter les lourdes pertes qu'il subira certainement, et il est hors de doute que le plan allemand prévoit des mesures pour plaquer notre chasse sur ses bases mêmes. Quant aux difficultés techniques du débarquement, les Allemands ont donné de nombreuses preuves de leur ingéniosité et de la conscience avec laquelle ils préparent leurs plans et créent un équipement spécial, et ils ont eu le temps de mettre leurs préparatifs au point. Le ravitaillement ne leur posera pas un problème aussi difficile qu'on pourrait le croire ; les quantités de vivres et de carburant nécessaires aux unités blindées pendant un laps de temps limité sont relativement faibles, et l'ennemi pourra en trouver assez dans notre pays pour couvrir ses besoins.

8° Nous avons sous-estimé les Allemands en Norvège et en Belgique. Les récents événements de Libye et des Balkans nous ont appris une fois de plus qu'ils sont capables de surmonter les difficultés les plus formidables.

9° La perte de l'Égypte constituerait une catastrophe que je ne considère pas comme probable et que nous ne pourrions accepter

qu'après une lutte acharnée, mais elle ne mettrait pas fin à la guerre. Seule une invasion victorieuse signerait notre défaite définitive. C'est la sécurité du Royaume-Uni et non celle de l'Égypte qui est vitale, et sa défense doit, en conséquence, avoir la priorité. L'Égypte ne vient même pas immédiatement après lui dans l'ordre d'importance, car nous avons adopté pour principe de notre stratégie que la sécurité de Singapour passe en définitive avant celle de l'Égypte. Et cependant les défenses de Singapour sont encore très en dessous de ce qu'elles devraient être.

10° Il faut savoir prendre des risques à la guerre, mais ils doivent être calculés. Nous ne devons pas commettre l'erreur de rogner les défenses des points vitaux. Si besoin est, il faut savoir arrêter les frais aux endroits qui ne sont pas vitaux avant qu'il soit trop tard.

11° Je crois que nous sommes arrivés à la limite, si même nous ne l'avons pas dépassée, en ce qui concerne la sécurité de la Grande-Bretagne à laquelle sont indissolublement liées la défense de l'Irlande et la conquête des îles de l'Atlantique. A mon avis, rien ne justifierait le risque que nous pourrions courir en faisant sortir de ce pays, pendant les trois prochains mois, plus de chars qu'il en faut pour constituer une réserve d'entretien suffisante à ceux qui se trouvent déjà dans le Moyen-Orient ou en route pour s'y rendre. Même ainsi, en nous basant sur un déchet mensuel de 10 %, il nous faudra envoyer chaque mois une cinquantaine de chars.

Je fus surpris de recevoir ce document et y répondis une semaine plus tard en élevant un certain nombre d'objections :

13 mai 1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

Il y a beaucoup de choses sur lesquelles je suis d'accord dans votre note du 6 mai. Il y a aussi beaucoup d'arguments qui n'emportent pas ma conviction. Je suis tout à fait de votre avis en ce qui concerne le paragraphe 8, nos conseillers militaires ont sous-estimé la force des Allemands en Norvège, en Belgique et en Libye. L'erreur commise pour la Belgique est la plus notoire. Cependant je ne me rappelle pas avoir entendu un seul soldat britannique signaler la faiblesse du prolongement de la ligne Maginot ou critiquer notre occupation de la Belgique. Je n'en parle ici que pour bien montrer que même l'opinion professionnelle la plus qualifiée peut quelquefois se tromper du fait des nombreuses incertitudes de la guerre.

2° ...Si je comprends bien, vous préféreriez nous voir perdre l'Égypte et la vallée du Nil, et accepter la reddition ou la destruction de l'armée de plus d'un demi-million d'hommes que nous y

avons concentrée, plutôt que de perdre Singapour. Je ne suis pas de cet avis, et je ne pense pas que l'alternative soit susceptible de se présenter. La défense de Singapour est une opération qui ne nécessite qu'une très faible partie des troupes indispensables pour protéger la vallée du Nil contre les Allemands et les Italiens. Je vous ai déjà indiqué les données politiques sur lesquelles doivent s'appuyer les dispositions militaires prises pour défendre notre base malaise, à savoir que si le Japon entrait dans la guerre, les États-Unis se rangeraient à nos côtés selon toute probabilité. En tout cas, il est peu probable que le Japon assiège Singapour dès le début, car ce serait une opération beaucoup plus dangereuse pour lui et bien moins redoutable pour nous que de lancer ses croiseurs et ses croiseurs de bataille sur les routes commerciales de l'Orient.

A cette époque, naturellement, les Japonais n'étaient pas installés en Indochine.

3^o Je me demande si les opérations des Allemands dans les Balkans peuvent être citées comme exemple de leur capacité à « surmonter les difficultés les plus formidables ». Du simple point de vue de la perspective historique, j'aurais plutôt pensé l'inverse. Ils eurent la possibilité de concentrer impunément des forces écrasantes afin d'attaquer la Yougoslavie avant que celle-ci eût mobilisé et alors qu'elle avait été trahie par le gouvernement en exercice avant les hostilités. La Grèce était épuisée et garrottée par l'armée italienne, et nous restâmes pratiquement seuls, avec seulement un cinquième de nos blindés et pour ainsi dire pas d'aviation, pour résister à leur puissante attaque. Le fait qu'en dépit de tous ces avantages, acquis à si bon marché, les Allemands ont été incapables d'interdire notre splendide décrochage et le rembarquement de nos troupes, m'inspire de la confiance et non de l'inquiétude.

4^o Les truismes exposés au paragraphe 10 dépendent uniquement de la façon dont on les applique aux circonstances. Mais j'espère que la dernière phrase de ce paragraphe ne concerne pas la situation actuelle en Égypte.

Bien des gouvernements que je connais auraient pris peur devant un jugement aussi grave prononcé par la plus haute autorité professionnelle, mais je n'eus aucune difficulté à convaincre mes collègues politiques et je fus naturellement soutenu par les chefs d'état-major de la Marine et de l'Air. Mon opinion prévalut donc et le flot des renforts à destination du Moyen-Orient ne se ralentit pas un seul instant. On constatera que je n'estimai même pas nécessaire de revenir sur les arguments contre la probabilité d'une invasion réussie de la Grande-Bretagne. Sir John Dill dut se rendre compte de

l'unanimité qui s'était faite contre lui, car après avoir lancé cet avertissement il n'en parla plus.

La question fut cependant soulevée d'un autre côté, deux mois plus tard. M. Harry Hopkins, envoyé pour la seconde fois par le Président, arriva en Angleterre au milieu de juillet. Le premier sujet qu'il aborda avec moi fut la situation nouvelle créée par l'invasion de la Russie et les effets qu'elle pouvait avoir sur les fournitures du Prêt-Bail que nous comptions recevoir des États-Unis. Deuxièmement, un général américain à qui nous avons donné toutes facilités pour inspecter nos dispositions, avait fait un rapport dans lequel il mettait en doute notre pouvoir de résister à une invasion. Le Président en avait éprouvé une certaine inquiétude. En conséquence, le Président qui, comme je l'ai déjà dit, n'était pas convaincu que nous agissions sagement en essayant de défendre l'Égypte et le Moyen-Orient, avait vu ses craintes s'accroître. Ne risquons-nous pas de tout perdre en essayant de faire trop de choses à la fois ? Il fut enfin question d'arranger une rencontre entre Roosevelt et moi, d'une façon et en un endroit encore à déterminer, mais bientôt.

Cette fois Hopkins n'était pas seul. Il y avait à Londres un certain nombre d'officiers supérieurs de l'armée et de la marine américaines qui étaient censés s'occuper du Prêt-Bail, et en particulier l'amiral Ghormley qui travaillait journellement avec l'Amirauté au problème de l'Atlantique et à la participation américaine à sa solution. J'eus une réunion avec l'entourage de Hopkins et les chefs d'état-major dans la nuit du 24 juillet, au n° 10 de Downing Street. En plus de l'amiral Ghormley, Hopkins amena le général de division Chaney, qualifié d'« observateur particulier », et le général de brigade Lee, attaché militaire américain. Averell Harriman, qui revenait d'Égypte où selon mes instructions il avait pu tout voir, complétait la réunion.

Hopkins déclara que « les hommes d'État américains placés aux postes les plus importants et décidant des questions relatives à la défense nationale » étaient d'avis que le Moyen-Orient ne pouvait être défendu par l'Empire britannique, alors que de très gros sacrifices étaient consentis pour le conserver. Dans leur esprit la bataille de l'Atlantique constituait le combat décisif de la guerre et c'était sur elle que tous les efforts devaient se concentrer. Le Président, dit-il, était plus favorable à la lutte dans le Moyen-Orient, pensant qu'il fallait combattre l'ennemi partout où on le rencontrait.

Le général Chaney énuméra alors dans l'ordre suivant les quatre problèmes qui se posaient à l'Empire britannique : défense du Royaume-Uni et des routes de navigation de l'océan Atlantique ; défense de Singapour et des routes de navigation conduisant en Australie et en Nouvelle-Zélande ; défense des routes océanes d'une manière générale ; quatrième, défense du Moyen-Orient. Tous étaient importants mais il les plaçait dans cet ordre. Le général Lee se rangea à son avis. L'amiral Ghormley émit des inquiétudes sur la route du ravitaillement pour le Moyen-Orient si les armes américaines devaient y être envoyées en grandes quantités. N'affaiblirait-on pas ainsi notre effort dans la bataille de l'Atlantique ?

Je demandai alors aux chefs d'état-major britanniques de faire connaître leur opinion. Le Premier Lord de la Mer expliqua pourquoi il était encore plus sûr que l'année précédente de pouvoir détruire une armée d'invasion. Le chef d'état-major de l'Air montra combien la R. A. F. était plus puissante par rapport à la Luftwaffe qu'en septembre précédent et parla des nouvelles possibilités que nous avions d'écraser les ports d'embarquement de l'ennemi. Le chef de l'état-major impérial s'exprima également dans un sens rassurant et affirma que l'armée était incomparablement plus forte qu'au mois de septembre précédent. J'intervins pour expliquer les mesures spéciales prises pour la défense des aérodromes à la suite des enseignements acquis en Crète. J'invitai nos visiteurs à aller voir n'importe quel aérodrome qui les intéressait. « L'ennemi peut employer les gaz mais, s'il le fait, ce sera à son grand dam, car nous sommes prêts à riposter immédiatement et nous aurons des cibles admirablement concentrées en tous les points où il pourrait parvenir à s'installer sur la côte. La guerre des gaz serait également portée en Allemagne. » Je demandai ensuite à Dill de parler du Moyen-Orient. Sans exprimer d'avis contraire à celui de sa note de mai, il fit un exposé puissant des motifs qui nous obligeaient à y rester.

J'eus l'impression, à la fin de la discussion, que nos amis américains avaient été convaincus par nos explications et frappés par notre solidarité.

Néanmoins la confiance que nous éprouvions en ce qui concernait la défense de la métropole ne s'étendait pas à l'Extrême-Orient si le Japon devait nous déclarer la guerre.

Ces inquiétudes tourmentaient également sir John Dill. J'étais persuadé que Singapour avait la priorité sur Le Caire dans son esprit. Le dilemme était tragique, c'était comme si l'on demandait à quelqu'un de désigner qui, de son fils ou de sa fille, devait être tué. Pour ma part, je pensais que quoi qu'il arrivât en Malaisie, les conséquences n'atteindraient pas au cinquième de celles qu'entraînerait la perte de l'Égypte, du canal de Suez et du Moyen-Orient. Je ne pouvais tolérer l'idée de renoncer à lutter pour l'Égypte et j'étais résigné à payer tous les gages qui nous seraient arrachés en Malaisie. Mes collègues partageaient cette façon de voir.

Je sentis la nécessité d'installer en Extrême-Orient, comme nous l'avions fait au Caire, un ministre d'État qui, demeurant en contact étroit avec le Cabinet de guerre, soulagerait les commandants en chef et les gouverneurs locaux d'une partie de leur fardeau et les aiderait à résoudre les graves problèmes politiques qui s'accumulaient rapidement. J'avais en M. Duff Cooper, alors ministre de l'Information, un ami et un collègue qui connaissait bien l'ensemble de nos problèmes grâce à la situation qu'il occupait au centre de tous les renseignements. La fermeté de son caractère qui l'avait conduit à démissionner de ses fonctions de Premier Lord de l'Amirauté en 1938, après l'accord de Munich, ses talents personnels d'orateur et d'écrivain, ses brillants états de service comme officier des grenadiers de la Garde de 1914 à 1918, tout se trouvait réuni pour en faire l'homme le plus qualifié. Il fut nommé chancelier du duché de Lancastre le 21 juillet et remplacé par M. Brendan Bracken au ministère de l'Information. Il partit pour l'Extrême-Orient, par les États-Unis, au début d'août, accompagné de sa femme, lady Diana. Ce fut seulement à la fin d'octobre qu'il nous envoya son rapport, de Singapour où il était revenu.

Depuis plusieurs mois les gouvernements britannique et américain agissaient en étroit accord à l'égard du Japon. A la fin de juillet les Japonais avaient achevé leur occupation militaire de l'Indochine. Cet acte d'agression impudent mettait leurs forces en mesure de frapper les Britanniques en Malaisie, les Américains aux Philippines et les Hollandais aux Indes néerlandaises. Le 24 juillet, le Président demanda, comme condition préalable à un règlement général, que l'Indo-

chine fût neutralisée et évacuée par les troupes nippones. Pour donner plus de poids à cette proposition, les avoirs japonais aux États-Unis furent « gelés ». Cette mesure mettait fin à toute transaction commerciale. Le gouvernement britannique prit des dispositions analogues, imité par les Hollandais deux jours plus tard. L'adhésion de ces derniers eut pour conséquence de priver brutalement le Japon de tout son ravitaillement en pétrole, d'une importance vitale pour lui.

Par un après-midi de la fin de juillet, Harry Hopkins vint dans le jardin de Downing Street, et nous nous assîmes ensemble au soleil. Au bout d'un moment il me déclara que le Président serait très heureux de me rencontrer dans quelque baie écartée. Je répondis aussitôt que le Cabinet m'y autoriserait certainement. Tout fut rapidement organisé. On choisit la baie de Placentia, à Terre-Neuve, la date fut fixée au 9 août, et notre plus récent cuirassé, le *Prince of Wales* désigné pour me transporter. J'avais un très vif désir de rencontrer M. Roosevelt avec qui je correspondais depuis près de deux ans d'une façon de plus en plus intime. En outre, une conférence entre nous ferait ressortir l'union de plus en plus étroite qui existait entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, ce qui inquiéterait nos ennemis, donnerait à réfléchir au Japon, et réjouirait nos amis. Il y avait également bien des choses à régler au sujet de l'intervention américaine dans l'Atlantique, de l'aide à apporter à la Russie, de nos propres fournitures, et surtout de la menace croissante constituée par le Japon.

25 juillet 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Le Cabinet a approuvé mon départ. Je compte, si cela vous convient, m'embarquer le 4 août, pour vous rencontrer autour des 8, 9 ou 10. On peut attendre pour fixer avec précision le rendez-vous secret. L'Amirauté proposera les détails d'exécution par les voies ordinaires. J'amènerai l'amiral Pound, Premier Lord de la Mer, le chef d'état-major impérial Dill, et le sous-chef d'état-major de l'Air, Freeman. J'attends nos conversations avec une impatience extrême, elles peuvent être d'une grande utilité pour l'avenir.

Je dis à Ismay : « Restez avec Portal pour vous occuper de la boutique. »

J'emmenai également avec moi sir Alexander Cadogan, du Foreign Office, lord Cherwell, les colonels Hollis et Jacob, de la Défense nationale, et mon état-major personnel. Vinrent encore un certain nombre de hauts fonctionnaires des services techniques, des bureaux chargés du personnel et du matériel et de la section des plans d'opérations. Le Président annonça qu'il se ferait accompagner par les chefs des forces armées et par M. Sumner Welles du département d'État. Il était indispensable d'observer le secret le plus absolu à cause du grand nombre de sous-marins qui opéraient alors dans l'Atlantique. Pour l'assurer, le Président qui était censé faire une croisière d'agrément, transborda à la mer sur le croiseur *Augusta*, laissant son yacht derrière lui comme leurre. Entre temps, Harry Hopkins qui était pourtant bien mal portant, obtint de Roosevelt la permission de se rendre en avion à Moscou, en passant par la Norvège, la Suède et la Finlande, voyage long, fatigant et dangereux, afin d'obtenir directement de Staline des renseignements complets sur la situation des Soviets et sur leurs besoins. Il devait rejoindre le *Prince of Wales* à Scapa Flow.

Le long train spécial qui transportait tout notre groupe, y compris un nombre important de chiffreurs, me prit à la gare située près des Chequers. Un destroyer nous conduisit à bord du *Prince of Wales*, à Scapa.

Le *Prince of Wales* et ses destroyers d'escorte appareillèrent avant que tombât la nuit du 4 août et prirent leur route à travers les vastes étendues de l'Atlantique. Je trouvai Harry Hopkins extrêmement fatigué à cause de ses longs voyages en avion et des conférences très absorbantes qu'il avait eues à Moscou. En fait, il était arrivé à Scapa Flow deux jours auparavant dans un tel état que l'amiral l'avait immédiatement envoyé au lit avec ordre d'y rester. Il était néanmoins aussi gai que jamais, il reprit lentement des forces au cours de la traversée et me raconta sa mission en détail.

4-5 août 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Harry est revenu mort de fatigue de Russie, mais il reprend vie maintenant. Nous allons le remettre en excellente condition au cours du voyage. Nous venons de partir. Il y a vingt-sept ans aujourd'hui que les Boches commencèrent leur dernière guerre. Il faut que nous leur réglions leur compte cette fois. Il y en a assez de deux. J'attends notre rencontre avec bien de l'impatience. Meilleurs sentiments.

Les spacieux appartements situés au-dessus des hélices sont extrêmement agréables au mouillage, mais deviennent presque inhabitables à la mer par gros temps, à cause des vibrations. Aussi allai-je travailler et dormir dans la chambre de veille de l'amiral, sur la passerelle. Je me pris d'une vive sympathie pour le capitaine de vaisseau Leach, commandant du cuirassé, qui était un homme aimable et charmant avec toutes les qualités que peut posséder un marin anglais. Hélas ! Moins de quatre mois plus tard, lui, beaucoup de ses compagnons et son magnifique navire disparaissaient à jamais sous les vagues. Le second jour, la mer devint si grosse qu'il nous fallut choisir entre une diminution de vitesse ou le renvoi de notre escorte de destroyers. L'amiral Pound, Premier Lord de la Mer, prit la décision. Nous poursuivîmes notre route seuls, à grande vitesse. Plusieurs sous-marins étant signalés, nous fîmes des zigzags et de larges détournements pour les éviter. On essayait d'imposer un silence complet à la T. S. F. Nous pouvions recevoir des messages, mais pendant un certain temps nous ne pûmes en envoyer que de loin en loin. Mes occupations quotidiennes s'en trouvèrent interrompues et je me sentais étrangement disponible, impression que je n'avais pas éprouvée depuis le début de la guerre. Pour la première fois depuis bien des mois je pus lire un livre pour mon plaisir. Oliver Lyttelton, ministre d'État au Caire, m'avait donné *Captain Hornblower, R. N.* (1), que je trouvais extrêmement captivant. Profitant de la première occasion, je lui envoyai ce message : « Je trouve *Hornblower* admirable. » Il en résulta un certain trouble au quartier général du Moyen-Orient où l'on s'imagina que « Hornblower » était le mot de code ordon-

(1) Un roman de C. S. Forester.

nant quelque opération particulière dont on n'avait pas entendu parler.

La mer était si mauvaise qu'on ne pouvait séjourner sur la plage arrière, mais je pris très suffisamment d'exercice à traverser trois ou quatre fois par jour tous les compartiments et à escalader ou à descendre les échelles pour gagner la passerelle. Le soir, nous avions d'excellentes séances de cinéma où l'on présentait aux passagers et aux officiers qui n'étaient pas de service, les films les plus récents et les meilleurs. Cadogan nota dans son journal : « Vu le film *Lady Hamilton* après dîner. Excellent. Le Premier Ministre le voyait pour la cinquième fois, mais en fut encore profondément ému. A la fin il s'adressa à l'assistance : « Messieurs, je pensais que ce film vous intéresserait puisqu'il représente de grands événements analogues à ceux où vous jouez votre rôle. » Ce voyage constitua un agréable intermède.

En me reposant dans la couchette de la chambre de veille, étroite mais confortable, je pensais sans cesse à la future bataille du désert à la lumière de tous les rapports sur les combats du printemps que j'avais étudiés et j'achevais pour les chefs d'état-major un mémorandum dont la première phrase me plaisait beaucoup : « La gloire attend le chef qui saura rendre à l'artillerie la place qui lui revient sur le champ de bataille, place d'où elle a été chassée par les véhicules de combat lourdement blindés. » On la retrouvera en son lieu dans la suite de ce récit.

M. Attlee qui remplissait mes fonctions en mon absence, s'inquiétait de ma sécurité. Il craignait que le *Tirpitz* fût envoyé à la poursuite du *Prince of Wales* si la moindre indiscretion sur mon voyage était commise.

6 août 1941.

Premier Ministre à Lord du Sceau privé.

Je ne crois pas qu'une indiscretion puisse faire beaucoup de mal. Si quelqu'un pose une question directe (à la Chambre) il faudra lui demander de la retirer, mais s'il insiste il suffira de répondre :

« Je ne peux pas tenir compte d'un simple bruit. » Quant au *Tirpitz* je crains que cette magnifique chance ne se présente pas. Je ne doute pas que Roosevelt fasse un bout de chemin avec nous au retour. Nous avons maintenant retrouvé une autre escorte de destroyers.

Avant de partir, j'avais pensé qu'il serait bon de charger lord Beaverbrook de s'occuper pour nous de l'ensemble de la question des fournitures américaines à la Russie. Je craignais de perdre ce que nous attendions et dont nous avions tant besoin. J'avais laissé les instructions suivantes :

3 août 1941.

*Premier Ministre à sir Edward Bridges,
général Ismay et Cabinet du ministre.*

Vers le 10 un avion nous sera envoyé, emmenant peut-être lord Beaverbrook. Il devra apporter, en plus des lettres et des documents urgents, une collection des télégrammes les plus importants du ministère des Affaires étrangères, qu'il faudra peut-être démarquer. Cette collection devra être constituée par des personnes compétentes et placée dans une boîte lestée de façon qu'elle puisse couler à pic s'il arrivait quelque chose à l'avion.

Veuillez tout préparer à cet effet.

Étant à la mer j'envoyai le câble suivant :

7 août 1941.

Premier Ministre à lord Beaverbrook.

Si cela vous plaît de venir, ce dont je serais excessivement heureux, envisagez le 11 après-midi ou le 12 au matin, mais, je vous en prie, ne courez aucun risque inutile. Il pourrait être indiqué pour vous de prolonger votre séjour de ce côté (américain) de l'Atlantique.

Nous arrivâmes à notre rendez-vous de la baie Placentia, à Terre-Neuve, le samedi 9 août, à 9 heures du matin.

9 août 1941.

Premier Ministre à Sa Majesté le Roi.

Je vous annonce respectueusement que je suis arrivé à bon port et que je verrai le Président ce matin.

Dès que les visites de courtoisie habituelles entre marins eurent été échangées, je me rendis à bord de l'*Augusta* pour saluer le président Roosevelt qui me reçut avec tous les honneurs. Il se tint debout, au bras de son fils Elliott, pendant l'exécution des hymnes nationaux, puis il me souhaita la bienvenue dans les termes les plus chaleureux. Je lui remis une lettre du Roi et lui présentai les personnes qui m'avaient accompagné. Des conversations s'engagèrent alors entre le Président et moi-même, M. Sumner Welles et sir Alexander Cadogan, et les officiers des deux nations. Elles se poursuivirent d'une façon plus ou moins continue pendant tout le temps que dura notre rencontre, quelquefois en tête à tête et quelquefois en groupes plus nombreux.

Le dimanche matin, 10 août, M. Roosevelt vint à bord du *Prince of Wales* et assista au service divin sur la plage arrière avec ses officiers d'état-major et plusieurs centaines de marins et de fusiliers-marins américains de tous grades. Nous eûmes tous le sentiment que ce service constituait une manifestation profondément émouvante de l'unité de foi de nos deux peuples et aucun de ceux qui y participèrent n'oubliera jamais le spectacle offert en ce matin ensoleillé par la plage arrière couverte d'hommes — le symbole représenté par la Bannière Étoilée et l'Union Jack drapés côte à côte sur la chaire, les aumôniers américains et britanniques qui se partageaient la lecture des prières, les officiers supérieurs de terre, de mer et de l'air de la Grande-Bretagne et des États-Unis groupés en un seul corps derrière le Président et moi-même, les rangs serrés des matelots des deux nations, étroitement mêlés, lisant dans les mêmes livres et s'unissant avec ferveur aux prières et aux hymnes qui leur étaient familières aux uns comme aux autres.

Je choisis moi-même ces hymnes : *Pour ceux qui sont au péril de la mer* et *En avant, soldats du Christ*. Nous terminâmes par *O Dieu, notre secours à travers les âges*, que les Côtes-de-fer

chantèrent, comme nous le rappelle Macaulay, en transportant le corps de John Hampden à sa dernière demeure. Chaque mot semblait aller droit au cœur. Ce fut une heure exaltante à vivre. Près de la moitié de ceux qui chantaient avec nous ne devaient pas tarder à mourir.

CHAPITRE IV

LA CHARTE DE L'ATLANTIQUE

Je présente la première rédaction de la Charte de l'Atlantique. — Les modifications proposées par le Président. — Nos discussions du 11. — Nécessité de sauvegarder la clause préférentielle à l'intérieur de l'Empire. — Mes rapports du 11 août au ministère des Affaires étrangères et au Cabinet. — Le Cabinet répond aussitôt. — Les îles de l'Atlantique. — Nous mettons au point une politique commune à l'égard du Japon. — Forme définitive de la Charte de l'Atlantique. — Message anglo-américain à Staline. — Mon mémorandum sur les fournitures américaines. — M. Purvis est tué dans un accident d'aviation. — Rapport du 12 août au Cabinet. — Félicitations du Roi et du Cabinet. — Rapport du Premier Ministre d'Australie. — Voyage en Islande. — Je rentre à Londres le 19 août.

Le président Roosevelt me dit au cours de l'une de nos premières conversations qu'il serait bon, à son avis, de fixer dans une déclaration commune certains principes généraux destinés à orienter nos deux politiques dans la même voie. Désireux de suivre au plus vite cette suggestion extrêmement pertinente, je lui remis dès le lendemain, 10 août, une ébauche, ainsi rédigée :

DÉCLARATION DE PRINCIPE ANGLO-AMÉRICAINE

Le Président des États-Unis d'Amérique et le Premier Ministre, M. Churchill, représentant le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, s'étant rencontrés pour décider et concerter les moyens d'assurer la sécurité de leurs pays respectifs en face de l'agression germano-nazie et des dangers qu'elle fait courir à tous les peuples, estiment devoir faire connaître certains principes qu'ils acceptent tous les deux comme cadre général de leur politique et sur lesquels ils fondent leurs espoirs d'un avenir meilleur pour le monde.

1^o Leurs pays ne recherchent aucun agrandissement territorial ou autre.

2° Ils ne désirent voir aucun changement territorial qui ne soit pas conforme à la volonté, librement exprimée, des peuples intéressés.

3° Ils respectent le droit pour tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ceux-ci entendent vivre. Ils se préoccupent uniquement de défendre la liberté de parole et de pensée sans laquelle ce choix serait nécessairement illusoire.

4° Ils s'efforceront de réaliser une juste et équitable répartition des produits essentiels, non seulement à l'intérieur de leurs propres frontières, mais entre toutes les nations du monde.

5° Ils recherchent une paix qui non seulement jettera bas à tout jamais la tyrannie nazie mais qui, grâce à une organisation internationale efficace, apportera à tous les États et à tous les peuples, les moyens de vivre en sécurité à l'intérieur de leurs frontières, et de traverser les mers et les océans sans avoir à craindre d'attaques illégales ou sans être obligés d'entretenir des armements coûteux.

Étant donné tout ce qu'on a raconté sur mes façons de voir réactionnaires, très « vieux monde, » et sur la prétendue peine qu'elles auraient causée au Président, je suis heureux de voir enregistrer que la substance et l'esprit de ce qui devait être appelé la « Charte de l'Atlantique » furent, dans leur première forme, une œuvre britannique et exprimée dans mes propres termes.

Le 11 août promet d'être une journée d'activité intense.

11 août 1941.

Premier Ministre à Amirauté.

Renforcez au maximum le service de déchiffrage pour les télégrammes qui arriveront d'ici au cours des prochaines vingt-quatre heures.

Lors de notre réunion du lendemain matin, le Président me remit un projet corrigé que nous prîmes comme base de discussion. La seule différence sérieuse avec mon texte portait sur le quatrième point (accès aux matières premières). Le Président désirait inclure les mots « sans discrimination et sur le pied de l'égalité des droits ». Il proposait également deux paragraphes nouveaux.

6° Ils désirent que cette paix assure la sécurité de tous en haute mer et sur les océans.

7° Ils estiment que toutes les nations du monde doivent renoncer

en esprit à l'usage de la force. La paix future ne pouvant être durable si des armements terrestres, navals ou aériens continuent d'être utilisés par des nations qui menacent, ou peuvent menacer, d'employer la force en dehors de leurs frontières, ils croient essentiel d'assurer le désarmement de ces nations. Ils favoriseront l'adoption de toute autre mesure pratique susceptible d'alléger l'écrasant fardeau des armements pour les peuples épris de paix.

Avant de passer à la discussion, le Président expliqua qu'il faudrait, à son avis, publier simultanément à Washington et à Londres, peut-être le 14 août, un bref communiqué annonçant que le Président et le Premier Ministre avaient eu des conversations en mer, qu'ils étaient accompagnés par des membres de leurs états-majors respectifs, que le ministre britannique avait discuté le fonctionnement de l'aide aux démocraties sous le régime de la loi Prêt-Bail, et que ces conversations navales et militaires n'avaient porté sur aucun engagement futur autre que ceux qui sont autorisés par Acte du Congrès. Le communiqué déclarerait ensuite que le Premier Ministre et le Président avaient discuté certains principes relatifs à la civilisation du monde et s'étaient mis d'accord sur une déclaration les énonçant. Je critiquai le soin mis à souligner l'absence de tout engagement dans un document de ce genre. L'Allemagne s'en emparerait aussitôt, tandis que les neutres et les pays vaincus en éprouveraient un découragement profond. Nous-mêmes n'en serions pas très satisfaits. J'espérais donc très vivement que le Président pourrait limiter le communiqué à sa partie positive concernant l'aide à apporter aux démocraties, d'autant plus qu'il s'était couvert en se référant à la loi Prêt-Bail. Il se rendit à ces objections.

Une discussion détaillée s'engagea alors sur le texte corrigé de la déclaration. On s'entendit aisément au sujet de plusieurs petites modifications. Les difficultés principales portèrent sur les points 4 et 7, particulièrement sur le premier d'entre eux. Je signalai aussitôt que les mots « sans discrimination » pouvaient être interprétés comme remettant en question les accords d'Ottawa, et que je n'avais pas qualité pour les accepter. Il faudrait certainement soumettre le texte au gouvernement de Londres et, si l'on désirait maintenir la rédaction proposée, aux gouvernements des Dominions. J'avais peu d'espoir de le voir adopter. M. Sumner Welles observa que c'était le cœur même de la question et que ce paragraphe exprimait l'idéal pour lequel le Département d'État luttait depuis neuf ans. Je ne pus m'empêcher de

signaler l'expérience faite par les Britanniques qui avaient pratiqué le Libre Échange pendant quatre-vingts ans alors que les tarifs douaniers américains ne cessaient de croître. Nous avions permis à toutes nos colonies d'importer librement. Même le cabotage sur les côtes des îles Britanniques était ouvert à la concurrence internationale. Nous n'avions récolté en retour, de la part des Américains, que des tarifs protectionnistes en série. M. Welles parut légèrement déconcerté. Je déclarai alors que si l'on pouvait insérer les mots : « Avec tout le respect dû à leurs obligations existantes, » supprimer « sans discrimination » et substituer « commerce » à « marchés », il me serait possible de soumettre le texte au gouvernement de Sa Majesté avec quelque espoir de le voir accepter. Le Président fut manifestement impressionné. Il ne revint plus jamais sur ce point.

Je signalai, au sujet des généralités de l'article 7, que, personnellement, j'étais prêt à en approuver la rédaction mais que l'opinion publique en Angleterre serait déçue de constater que rien n'indiquait que nous songions à créer après la guerre une organisation internationale chargée de maintenir la paix. Je promis d'essayer de trouver une formule satisfaisante et plus tard, dans la journée, je suggérai au Président d'ajouter à la deuxième phrase, les mots : « en attendant l'établissement d'un système de sécurité générale plus vaste et permanent. »

Les chefs navals et militaires eurent de leur côté des réunions presque continuelles et s'entendirent dans une très large mesure. J'avais indiqué à grands traits au Président les dangers d'une incursion allemande dans la péninsule ibérique et exposé nos plans, baptisés « opération Pilgrim », pour occuper les îles Canaries afin de répondre à cette manœuvre. J'envoyai alors à M. Eden un résumé de cette discussion.

11 août 1941.

Premier Ministre à ministère des Affaires étrangères.

1^o Le Président a reçu de M. Salazar une lettre où celui-ci lui déclare qu'il envisage de se replier aux Açores avec son gouvernement si l'Allemagne attaque le Portugal, et qu'il espère pouvoir compter sur la protection de la Grande-Bretagne pendant son

séjour forcé dans ces îles étant donnée l'alliance séculaire qui existe entre ce pays et le sien.

2^o Toutefois, si les Britanniques étaient trop occupés par ailleurs, il accepterait volontiers l'assistance des États-Unis en échange. Le Président serait tout disposé à répondre à cet appel et aimerait voir les Britanniques, au cas où ces circonstances se produiraient, proposer eux-mêmes à M. Salazar ce transfert de responsabilité. Ce qui précède s'appliquerait également aux îles du Cap Vert.

3^o J'ai dit au Président que nous envisagions l'opération connue sous le nom de « Pilgrim », que nous pourrions être contraints d'agir avant que les Allemands aient violé les frontières de la péninsule, et que cette opération constituerait pour nous une lourde tâche. J'ai signalé que « Pilgrim » provoquerait presque certainement une crise dans la péninsule, et je lui ai demandé si le fait d'avoir nous-mêmes déclenché les événements, en prenant l'initiative, l'empêcherait d'accepter la responsabilité dont il est question au paragraphe 1^{er} ci-dessus. Il m'a répondu que puisque « Pilgrim » n'affectait en aucune manière le Portugal, il n'avait pas à en tenir compte.

4^o Il s'estimerait en droit d'agir si les îles portugaises couraient quelque danger et nous sommes tombés d'accord pour penser que ce serait certainement le cas si « Pilgrim » était exécutée car les Allemands auraient d'autant plus besoin de nous précéder dans ces îles.

5^o Dans ces circonstances, il n'en serait pas moins prêt à venir à l'aide du Portugal dans les îles de l'Atlantique et il garde de puissantes forces disponibles à cet effet.

J'ai montré ce qui précède au Président qui a déclaré que mon exposé est bien exact.

Nous abordâmes le même jour les questions d'Extrême-Orient. Les sanctions économiques mises en vigueur le 26 juillet avaient causé un choc à Tokio. Aucun de nous ne s'était peut-être rendu compte de leur puissance. Le prince Konoye avait aussitôt cherché à reprendre les conversations diplomatiques et l'amiral Nomura, envoyé spécial japonais à Washington, avait présenté le 6 août, au Département d'État, un projet de règlement général. Le Japon s'engageait à renoncer à toute nouvelle avance dans l'Asie du sud-est et offrait d'évacuer l'Indochine dès que serait réglé l'« incident de Chine » (c'est ainsi que les Japonais désignaient la guerre qu'ils faisaient depuis six ans aux Chinois). En retour, les États-Unis reprendraient les relations commerciales et aideraient le Japon à se procurer dans le Pacifique sud-ouest

toutes les matières premières dont il avait besoin. C'étaient évidemment des propositions doucereuses grâce auxquelles le Japon espérait prendre tout ce qu'il pourrait dans le présent sans rien céder dans l'avenir. C'était sans aucun doute tout ce que Konoye pouvait obtenir de son Cabinet. Autour de notre table de conférence, à bord de l'*Augusta*, les lignes générales de notre politique ne furent pas mises en discussion. Le télégramme à M. Eden, que je rédigeai sur-le-champ, donne un compte rendu très complet :

11 août 1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

La position prise envers le Japon est la suivante :

Le Président lui a proposé, il y a quelque temps, de neutraliser l'Indochine et le Siam sous la garantie commune des États-Unis, du Japon, de la Grande-Bretagne, de la Chine et de certains autres pays. La réponse des Japonais, qui vous sera câblée *in extenso* dès qu'on en aura terminé avec des télégrammes plus pressés, admet le principe qu'aucun empiètement ne se produira au Siam et que les troupes seront retirées d'Indochine, mais formule un certain nombre de conditions absolument inacceptables. Ils demandent, par exemple, que le retrait des troupes n'ait lieu qu'après le règlement de l'incident de Chine (lisez : lorsque Chang Kai Chek aura été étranglé), que la situation prépondérante du Japon dans ces régions soit reconnue, que les États-Unis arrêtent tous leurs préparatifs militaires dans cette partie du monde et lèvent les sanctions économiques.

2^o L'intention du Président est de négocier sur ces conditions inacceptables afin d'obtenir par ce moyen un délai d'une trentaine de jours, au cours duquel nous pourrions améliorer notre situation dans le secteur de Singapour tandis que le Japon sera obligé de rester inactif. Mais il posera comme condition qu'aucun nouvel empiètement ne sera commis dans l'intervalle et que l'Indochine ne servira pas de base pour une attaque contre la Chine. Il maintiendra également en vigueur les mesures économiques prises contre le Japon. Ces négociations ont peu de chances d'aboutir, mais le Président considère qu'il est précieux de gagner un mois. J'ai naturellement signalé que les Nippons le duperaient et essaieraient d'attaquer la Chine ou de couper la route de Birmanie. Vous pouvez cependant admettre qu'ils estimeront judicieux d'amorcer des négociations sur ces bases et il sera nécessaire d'accepter ce fait, eu égard à ce qui s'est passé entre les États-Unis et le Japon.

3^o Au cours de ces pourparlers, le Président renouvellera sa proposition de neutraliser le Siam aussi bien que l'Indochine.

4^o A la fin de la note que le Président remettra à l'ambassadeur japonais, à son retour de croisière, dans une semaine environ, il ajoutera le paragraphe suivant qui est de ma rédaction :

« Tout nouvel empiètement du Japon dans le Pacifique sud-ouest créerait une situation telle que le gouvernement des États-Unis se verrait obligé de prendre des contre-mesures, même si celles-ci étaient susceptibles de conduire à la guerre entre les deux pays. »

Il ajoutera également une phrase déclarant que, de toute évidence, l'Union soviétique étant une puissance amie, un conflit similaire dans le Pacifique nord-ouest attirerait pareillement l'attention des États-Unis.

5^o Je pense que tout cela est excellent, que nous devrions nous y associer et essayer d'obtenir le plein accord des Hollandais car, de deux choses l'une, ou les Japonais repousseront les conditions posées par le Président — à savoir le maintien des sanctions économiques et l'engagement de leur part de n'effectuer aucun mouvement et de ne pas envahir le Siam — ou bien ils poursuivront leur action militaire en la niant diplomatiquement.

Dans ce cas, l'avertissement formulé par l'adjonction que je viens de citer (au § 4) prendrait toute sa valeur et des déclarations parallèles pourraient atteindre leur plein effet. Le gouvernement soviétique doit également être tenu au courant. Il pourrait être dangereux de dire aux Chinois ce que nous sommes en train de faire pour eux, quoiqu'on puisse leur donner l'assurance, en termes généraux, que nous avons pris leur sécurité en considération dans tout ce que nous avons fait.

6^o Pour toutes ces raisons je considère que nous devons approuver la façon d'agir proposée et qu'il faut en parler aux Dominions en leur faisant remarquer que cela constitue un grand pas vers la formation d'un front uni contre toute agression de la part du Japon.

J'envoyai à M. Attlee un sommaire détaillé de tous les sujets de discussion principaux.

11 août 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

J'ai obtenu une solution satisfaisante pour le Plan naval n^o 4 (prise en charge par la marine américaine de la partie de l'Atlantique comprise entre l'Amérique et l'Islande).

2^o Le Président est disposé à agir d'une manière qui nous sera très utile à l'occasion de l'opération « Pilgrim », ou de ses conséquences.

3^o Il a l'intention de négocier avec le Japon sur la base d'un moratoire d'un mois par exemple, au cours duquel les Japonais ne devront faire aucun mouvement de troupes en Indochine et ne commettre aucun empiètement au Siam. Il a accepté de terminer sa communication par un avertissement très sévère, rédigé par moi...

4^o Le Président désire faire paraître au moment où la nouvelle de notre entrevue sera rendue publique, probablement le 14 ou le 15, une déclaration commune, signée par lui et par moi, au nom du gouvernement de Sa Majesté sur les principes généraux auxquels obéissent les États-Unis et la Grande-Bretagne en cet instant favorable. Je vous envoie ci-joint le texte de cette déclaration qui, comme vous le constaterez, se ressent des difficultés inhérentes à cette sorte de documents. Le quatrième point, évidemment, nécessitera des corrections pour que restent sauvegardées les obligations contractées à Ottawa et que la clause préférentielle à l'intérieur de l'Empire n'ait pas à en souffrir. Tout cela pourra être mis au point après la guerre dans une entente économique générale, entraînant dans le monde entier un abaissement décisif des tarifs douaniers et des barrières commerciales. Mais nous ne pouvons régler cela pour le moment. Pour aboutir rapidement à un accord le Président acceptera nos corrections, j'en suis à peu près certain.

Le septième paragraphe est extrêmement remarquable par son esprit réaliste. Le Président envisage sans aucun doute le désarmement des nations coupables, en même temps que le maintien pendant une période indéterminée de puissants armements navals et aériens par les Britanniques et les Américains.

Eu égard à nos idées au sujet de la Société des Nations ou toute autre organisation internationale, je proposerai d'ajouter la phrase suivante après le mot « essentiel » :

« En attendant la constitution d'un système de sécurité générale plus vaste et permanent. »

Cela ne plaira pas beaucoup au Président, mais il attache tant d'importance à la déclaration commune, parce qu'il la croit susceptible de réagir sur tout le mouvement d'opinion aux États-Unis, qu'il l'acceptera, je pense.

Il serait très imprudent de notre part de soulever des difficultés sans raison sérieuse. Nous devons y voir une déclaration provisoire et fragmentaire de nos buts de guerre, destinée à convaincre tous les pays de la justice de nos objectifs, et non pas l'énoncé de l'organisation complète qui sera réalisée après la victoire.

Vous devriez convoquer ce soir même le Cabinet de guerre, au complet, avec toutes les autres personnes que vous jugerez nécessaires et, s'il vous plaît, je vous demanderai de me faire connaître votre avis sans le moindre retard. En attendant, des comptes rendus sur tous les autres points vous sont envoyés immédiatement, ainsi que le rapport de Cadogan sur la conversation. Je crains que le Président soit très déçu si l'on ne peut pas faire

Pain. This is the meeting with President Roosevelt - Aug. 7/41
Draft of Joint Declaration

COPY NO: 1M O S T S E C R E T

NOTE: This document should not be left lying about and, if it is unnecessary to retain, should be returned to the Private Office.

P R O P O S E D D E C L A R A T I O N

H ~~ALTERNATIVE VERSION~~ ~~INCORPORATING NEW PARAGRAPH PROPOSED BY~~ ~~VERSION "A"~~
~~CHIEF OF ARMY TELEGRAM NUMBER: - 31~~

The President of the United States of America and the Prime Minister, Mr. Churchill, representing His Majesty's Government in the United Kingdom, being met together, deem it right to make known certain common principles in the national policies of their respective countries on which they base their hopes for a better future for the world.

First, their countries seek no aggrandisement, territorial or other;

Second, they desire to see no territorial changes that do not accord with the freely expressed wishes of the peoples concerned.

Security *replied* Third, they respect the right of all peoples to choose the form of government under which they will live; and they wish to see self-government restored to those whom it has been forcibly ~~removed~~ *removed* from them.

Fourth, they will endeavour, with due respect to their existing obligations, to further the enjoyment by all peoples of access, on equal terms, to the trade and to the raw materials of the world which are needed for their economic prosperity.

Security Fifth, they support fullest collaboration between all Nations in the economic field with object of securing for all peoples ~~freedom from want~~ *freedom from want*, improved labour standards, economic advancement and social security.

Sixth, they hope to see established a peace, after the final destruction of the Nazi tyranny, which will afford to all nations the means of dwelling in security within their own boundaries, and which will afford assurance to all peoples that they may live out their lives in freedom from fear of war.

A. MacArthur Seventh, they desire such a peace to establish for all nations, ~~on the high seas and oceans~~ *should extend to the high seas and oceans*.

Security Eighth, they believe that all of the nations of the world must be guided in spirit to the abandonment of the use of force. ~~Because~~ *Because* no future peace can be maintained if land, sea or air armaments continue to be employed by nations which threaten, or may threaten, aggression outside of their frontiers, they believe that the disarmament of such nations is essential pending the establishment of a wider and more permanent system of general security. They will further the adoption of all other practicable measures which will lighten for peace-loving peoples the crushing burden of armaments.

Private Office.
 August 12, 1941

paraître la déclaration commune et cela compromettrait des intérêts d'une importance capitale.

J'avais l'intention de repartir dans l'après-midi du 12, mais nous avons tous les deux reculé ce départ de vingt-quatre heures.

Je n'achevai de dicter mes télégrammes que vers 14 heures. Moins de douze heures après, j'avais entre les mains une réponse extrêmement pertinente du Cabinet de guerre, ce qui fait le plus grand honneur à tous ceux qui réalisèrent cet exploit. J'appris par la suite que mes messages n'étaient arrivés à Londres qu'après minuit, alors que beaucoup de ministres étaient déjà allés se coucher. Le Cabinet de guerre fut néanmoins convoqué pour 1 h. 45 du matin et tous les membres y vinrent, y compris M. Peter Fraser, Premier Ministre de Nouvelle-Zélande qui se trouvait alors en Angleterre. Une discussion approfondie s'engagea et un télégramme me fut envoyé un peu après 4 heures : la proposition était accueillie avec joie, une nouvelle rédaction était suggérée pour le point 4 (pas de discrimination dans le commerce mondial) ainsi que l'insertion d'un nouveau paragraphe relatif à la sécurité sociale. Entre temps, j'avais entendu dire que le Président avait accepté toutes les corrections que je lui avais proposées le 11 août.

J'allai voir le Président le 12, vers midi, pour me mettre d'accord avec lui sur la forme définitive de la déclaration. Je lui soumis la rédaction proposée par le Cabinet pour le point 4, mais il préféra s'en tenir au texte déjà accepté et je n'insistai pas davantage sur ce sujet. Il accepta très facilement l'insertion du nouveau paragraphe sur la sécurité sociale désiré par le Cabinet. Un certain nombre de corrections de forme furent décidées et la déclaration prit alors son aspect définitif.

DÉCLARATION COMMUNE DU PRÉSIDENT ET DU PREMIER MINISTRE

12 août 1941.

Le Président des États-Unis d'Amérique et le Premier Ministre, M. Churchill, représentant le gouvernement de Sa Majesté dans

le Royaume-Uni s'étant rencontrés, estiment devoir faire connaître certains principes communs de la politique nationale de leurs pays respectifs, principes sur lesquels ils fondent leurs espoirs d'un avenir meilleur pour le monde.

1^o Leurs pays ne recherchent aucun agrandissement territorial ou autre.

2^o Ils ne désirent voir aucun changement territorial qui ne soit pas conforme à la volonté librement exprimée des peuples intéressés.

3^o Ils respectent le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ceux-ci veulent vivre ; ils souhaitent voir rétablir les droits souverains et le gouvernement indépendant des nations qui en ont été dépouillées par la force.

4^o Ils s'efforceront, avec tout le respect dû à leurs obligations existantes, de favoriser l'accès de tous les États, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus et sur le pied de l'égalité des droits, au commerce et aux matières premières du monde nécessaires à leur prospérité économique.

5^o Ils souhaitent établir la collaboration la plus complète entre toutes les nations dans le domaine économique, afin d'assurer à toutes de meilleures conditions de travail, une situation économique plus favorable et la sécurité sociale.

6^o Après la destruction finale de la tyrannie nazie, ils espèrent voir rétablir une paix qui fournira à toutes les nations les moyens de vivre en sécurité à l'intérieur de leurs propres frontières et qui apportera aux habitants de tous les pays l'assurance de pouvoir finir leurs jours à l'abri de la crainte et du besoin.

7^o Une telle paix devra permettre à tous les hommes de franchir les mers et les océans sans aucune entrave.

8^o Ils croient que toutes les nations du monde, pour des raisons purement matérielles aussi bien que spirituelles, doivent en venir à renoncer à l'emploi de la force. Étant donné qu'il ne pourra pas y avoir de paix durable si des armements continuent d'être utilisés sur terre, sur mer et dans les airs, par des nations qui menacent ou peuvent menacer de se livrer à des agressions au delà de leurs frontières, ils sont convaincus que, en attendant l'établissement d'un système plus vaste et permanent de sécurité générale, le désarmement de telles nations est essentiel. Ils aideront et encourageront également toutes les autres mesures pratiques susceptibles d'alléger le fardeau écrasant des armements pour les peuples épris de paix.

Je ne reçus que plus tard le télégramme donnant les résultats d'une nouvelle réunion du Cabinet qui avait eu lieu dans la matinée du 12. Ce télégramme exposait les raisons des craintes éprouvées par les ministres au sujet du paragraphe 4. Mais je pensai que les mots « avec tout le respect dû à leurs

obligations existantes » contenus dans le texte définitif et dominant, en somme, tout le paragraphe, sauvegardaient suffisamment notre point de vue.

L'immense importance et la vaste portée de cette déclaration commune étaient manifestes. Le seul fait que les États-Unis, encore théoriquement neutres, se joignaient à une puissance belligérante pour la publier, était saisissant. L'allusion qu'elle contenait à « la destruction finale de la tyrannie nazie » (tirée d'une phrase de ma rédaction originale) constituait un défi qui, en temps ordinaire, ne fût pas allé sans acte de guerre. Enfin, le trait le plus frappant était le réalisme du dernier paragraphe où il était dit nettement et hardiment que les États-Unis se joindraient à nous après la guerre pour assurer la police dans le monde en attendant l'établissement d'un ordre meilleur.

Le Président et moi-même rédigeâmes aussi un message commun pour Staline :

12 août 1944.

Nous avons saisi l'occasion offerte par l'étude du rapport de M. Harry Hopkins sur son voyage à Moscou, pour nous consulter sur la meilleure façon dont nos deux pays peuvent aider le vôtre dans sa magnifique résistance à l'agression nazie. Nous nous mettons d'accord en ce moment pour vous fournir les quantités maxima d'approvisionnements dont vous avez un besoin urgent. De nombreuses cargaisons ont déjà quitté nos côtes, d'autres suivront dans un avenir immédiat.

Il nous faut maintenant envisager l'étude d'une politique à plus long terme, car le chemin est encore long et ardu qui reste à parcourir avant de pouvoir remporter cette victoire complète sans laquelle tous nos efforts et tous nos sacrifices resteraient vains.

La guerre se déroule sur plusieurs fronts et avant qu'elle se termine, d'autres peuvent encore se créer. Nos ressources, quoique immenses, restent limitées et la question se pose de savoir où et quand il convient de les employer, afin de donner la plus grande extension possible à notre effort commun. Cela s'applique aussi bien aux fabrications de guerre qu'aux matières premières.

Les besoins et les demandes de nos forces armées et des vôtres ne peuvent être déterminés que si nous avons pleine connaissance des nombreux éléments que nous devons considérer avant de prendre nos décisions. Afin que nous puissions tous aboutir rapidement à une répartition de nos ressources communes, nous pro-

posons de préparer une réunion qui aurait lieu à Moscou et où nous enverrions des représentants qualifiés pour discuter directement cette question avec vous. Si cette conférence vous agréée, nous tenons à vous faire savoir qu'en attendant les décisions qu'elle prendra, nous continuerons à vous envoyer des approvisionnements et du matériel aussi rapidement que possible.

Nous nous rendons parfaitement compte de l'importance vitale que la résistance vaillante et indomptable de l'Union soviétique présente pour la défaite de l'hitlérisme, nous comprenons donc que nous avons l'obligation, quelles que soient les circonstances, d'agir rapidement et sans délai pour préparer le programme de la future répartition de nos ressources communes.

Lord Beaverbrook avait accepté d'enthousiasme l'invitation que je lui avais envoyée au cours de la traversée d'aller. J'eus également besoin au même moment de M. Purvis qui, de toute façon, devait retourner à Washington. J'estimai que la réunion de Beaverbrook et de Purvis qui, à beaucoup d'égards, représentait le Canada, nous offrirait une excellente occasion de régler le pénible partage des fournitures entre la Grande-Bretagne et la Russie soviétique, partage qui était désirable et d'ailleurs inévitable. J'espérais également que Beaverbrook serait capable de stimuler et de développer l'ensemble de la production américaine. En prévision de leur arrivée je rédigeai un mémoire que l'on trouvera en annexe (1). Beaverbrook et Purvis partirent de Prestwick dans des avions différents et à quelques heures d'intervalle. Toutes chances égales d'ailleurs, le hasard seul présida à leur embarquement dans un avion plutôt que dans l'autre. Beaverbrook arriva heureusement à l'aérodrome de Terre-Neuve et me rejoignit dans la matinée du 12 après un long voyage en chemin de fer. Victimes d'un sinistre coup du sort, Purvis et tous ses compagnons furent tués, leur appareil s'étant écrasé contre une colline peu élevée, quelques minutes après le décollage. La disparition de Purvis constituait une très lourde perte, car il rassemblait dans ses mains les fils de bien des problèmes britanniques, américains et canadiens, et il avait été jusque-là le cerveau directeur d'une collaboration harmonieuse. J'appris la terrible nouvelle à Max, à son arrivée. Il resta un moment silencieux mais ne fit aucun commentaire. C'était la guerre.

(1) Annexe C.

Le télégramme suivant résume le résultat de notre ultime conférence :

12 août 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Veillez remercier le Cabinet pour l'étonnante rapidité avec laquelle il m'a répondu. J'ai soumis votre rédaction du paragraphe 4 au Président mais il a préféré conserver celle qui avait déjà été acceptée. Je n'ai pas vu, pour ma part, de différence bien sensible. Les mots « avec tout le respect dû à leurs obligations existantes » sauvegardent nos rapports avec les Dominions. Nous n'avons pas compris comment la concurrence de la main-d'œuvre à bon marché pouvait intervenir, étant donné que tous les pays conservent le droit de maintenir ou de créer des tarifs nationaux comme ils l'entendent, en attendant une meilleure solution.

2^o Le Président a cordialement accepté votre nouveau paragraphe 5, mais vous verrez que le mot « besoin » vient là où il désirait le voir dès l'origine — à la fin du paragraphe 6. Quelques fioritures ne modifiant en rien le fond ont été ajoutées.

3^o Nous avons insisté tout spécialement sur l'avertissement au Japon qui donne tout son mordant à la communication du Président. On peut toujours craindre que le Département d'État essaie de l'affaiblir mais le Président a promis catégoriquement de parler haut et ferme.

4^o L'arrivée de la Russie qui se présente en invitée attendue à une table d'affamés et la nécessité de dresser de vastes programmes supplémentaires, à la fois pour nos forces armées et pour celles des États-Unis, rendent impératives une révision et une extension de la production américaine. Le Président se propose de demander sous peu au Congrès cinq nouveaux milliards de dollars au titre du Prêt-Bail. Il se réjouit de l'arrivée de Beaverbrook à Washington et je suis convaincu que c'était une mesure pratique indispensable. Regardez aussi le message Roosevelt - Churchill à ce bon vieil oncle Joë (1). Je pense que les Américains enverront Harriman les représenter, et je proposerais que Beaverbrook aille pour nous à Moscou où en quelque endroit que le gouvernement russe pourra se trouver. Nous ne désirons pas voir cette conférence de Russie commencer avant la fin de septembre, moment où nous espérons connaître la ligne sur laquelle se fixera le front soviétique pour l'hiver.

5^o Les Américains vont nous envoyer immédiatement 150 000 fusils de plus et j'espère obtenir des contingents supérieurs de bombardiers lourds et de chars. J'espère également qu'ils effectueront

(1) Staline (N. du T.)

le transport de bout en bout et que les avions seront livrés tant en Angleterre qu'en Afrique occidentale par des pilotes américains dont beaucoup pourront rester avec nous pour s'entraîner aux missions de guerre.

6^o La promptitude de votre réponse m'a permis de partir pour l'Angleterre aujourd'hui, 12. Le Président nous fait accompagner par des destroyers américains qui ne sont pas considérés comme des escorteurs, mais qui diront leur mot s'il se produit quelque histoire. Franklin junior est embarqué sur l'un d'eux et il a été désigné pour me servir d'officier de liaison au cours de la journée que je dois passer en Islande (S) (1) où des troupes britanniques et américaines seront conjointement passées en revue.

7^o Lord Beaverbrook se dirige actuellement vers les États-Unis avec Harriman, par la voie des airs.

8^o J'aime à croire que mes collègues estimeront que ma mission a été fructueuse. Je suis certain d'avoir établi des relations personnelles chaleureuses et intimes avec notre grand ami.

Avant de faire route vers l'Angleterre je reçus un message de félicitations du Roi. Au cours de la traversée je répondis à ce télégramme et également à d'autres.

13 août 1941.

Premier Ministre à Sa Majesté le Roi.

Je suis infiniment reconnaissant à Votre Majesté de Ses félicitations. Le lord du Sceau privé Vous soumettra le texte intégral de tous les télégrammes rendant compte de ce qui a été fait. J'ai noué avec le Président les relations personnelles les plus cordiales et j'ose croire que Votre Majesté estimera ma mission justifiée par ses résultats. Le Président m'a remis une lettre personnelle que j'espère Vous remettre au déjeuner de mardi 19.

A M. Attlee qui m'avait adressé un message de la part du Cabinet, je télégraphiai :

13 août 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

1^o Mille remerciements pour votre aimable message. Je suis ravi que vous lisiez vous-même à la radio le préambule de présentation et la déclaration. Veuillez, s'il vous plaît, bien séparer ce

(1) Afin d'éviter une confusion avec l'Irlande j'avais ordonné que, dans les services britanniques, le mot Islande serait toujours suivi de (S). C'était une précaution vraiment très nécessaire.

préambule du texte lui-même, en disant : « Je vais maintenant vous lire le texte exact de la Déclaration commune. » J'estime qu'aucun commentaire de ma part n'est nécessaire car la communication suffira par elle-même à remplir les journaux. Je pourrais parler à la radio le dimanche soir qui suivra mon retour, quand on connaîtra bien la réaction des États-Unis au sujet de notre rencontre et de la Déclaration commune.

On pourra donner confidentiellement à la presse toutes les directives nécessaires, mais les journalistes ne peuvent manquer de voir que cette déclaration, qui propose comme but la destruction définitive de la puissance nazie et le désarmement des nations d'agression alors que les États-Unis et la Grande-Bretagne resteront armés, constitue un événement de toute première importance. Le mieux est de laisser tout cela produire de lui-même son effet sur les amis comme sur les ennemis.

2^o Pour votre information et à titre secret, le Président va rester à la mer jusqu'à la fin de la semaine afin de couvrir mon retour. Je lui ai dit que ce n'était pas nécessaire, mais il a insisté.

3^o Nous prendrons un intérêt extrême à savoir comment tout cela a été accueilli.

4^o J'ai lu avec beaucoup de plaisir l'admirable exposé sur la guerre que vous avez fait à la fin de la session.

J'envoyai le message suivant à M. Menzies, Premier Ministre d'Australie :

15 août 1941.

Vous avez sans aucun doute lu les câblogrammes se rapportant à la rencontre dans l'Atlantique. J'aime à croire que vous approuvez ce qui a été fait. Le Président m'a promis de donner l'avertissement au Japon dans les termes convenus. Dès que nous saurons que c'est chose faite, nous pourrons nous ranger derrière lui et déclarer bien nettement que si le Japon se trouve en guerre avec les États-Unis il le sera également avec la Grande-Bretagne et le Commonwealth britannique. J'arrange tout cela avec Eden et vous serez tenu au courant par les voies ordinaires. Vous noterez que l'avertissement du Président s'applique aussi à une attaque contre la Russie, de sorte que Staline fera peut-être front avec nous, ainsi que les Hollandais naturellement. Si ce front combiné peut s'établir, en y comprenant la Chine, j'espère fermement que le Japon se tiendra tranquille pendant un certain temps. Il est toutefois essentiel d'employer un langage extrêmement ferme et de mettre sur pied une coalition puissante.

2^o La marine des États-Unis va prendre effectivement en charge la partie de l'Atlantique comprise entre l'Amérique et l'Islande, nous apportant ainsi un concours équivalent à plus de 50 destroyers

et corvettes qui deviendront disponibles pour les eaux métropolitaines et pour l'Atlantique sud.

Le voyage vers l'Islande s'effectua sans incident quoiqu'il fût nécessaire, à un moment, de changer la route parce que des sous-marins étaient signalés dans le voisinage. Notre escorte comprenait deux destroyers sur l'un desquels était embarqué l'enseigne Franklin D. Roosevelt junior, fils du Président. Le 15, nous rencontrâmes un grand convoi mixte de 73 navires, rangés dans un ordre parfait et tous en bon état, qui se dirigeait vers l'est, après avoir heureusement traversé l'Atlantique. Ce fut un spectacle réconfortant et les bâtiments marchands furent, eux aussi, bien contents d'apercevoir le *Prince of Wales*.

Notre navire atteignit l'île dans la matinée du samedi 16 août et mouilla à Hval Fjord, d'où un destroyer nous transporta à Reykjavik. En arrivant dans ce port, je fus l'objet d'une réception particulièrement chaleureuse et bruyante de la part d'une foule très nombreuse dont les clameurs amicales se répétèrent partout où notre présence fut reconnue au cours de notre séjour. Ces ovations atteignirent leur point culminant lors des scènes de grand enthousiasme qui accompagnèrent notre départ, dans l'après-midi. On m'assura que les rues de Reykjavik avaient rarement entendu de pareilles acclamations et de tels applaudissements.

Après avoir fait une rapide visite à l'Altingishus pour saluer le régent et les membres du cabinet islandais, j'assistai à une revue de troupes britanniques et américaines. Il y eut un long défilé par rangs de trois au cours duquel l'air *United States Marines* se grava si fortement dans ma mémoire qu'il me fallut longtemps pour parvenir à le chasser de ma tête. Je trouvai le temps de voir les nouveaux aérodromes que nous construisions, ainsi que les merveilleuses sources chaudes et les serres où on les utilise. Je pensai aussitôt qu'elles pourraient servir à chauffer également Reykjavik et j'essayai de mettre cette idée en application malgré la guerre. Je suis heureux que ce soit maintenant chose faite. J'assistai au salut aux couleurs avec le fils du Président à mon côté et la parade constitua une nouvelle et remarquable démonstration de la solidarité anglo-américaine.

En revenant à Hval Fjord je me rendis à bord du *Ramillies* et prononçai une allocution devant les délégués des équipages des navires anglais et américains présents au mouillage, parmi

lesquels se trouvaient les destroyers *Hecla* et *Churchill*.

Lorsque la nuit tomba après cette longue et très fatigante épreuve nous appareillâmes pour Scapa Flow. Nous arrivâmes à Scapa Flow sans autre incident, aux premières heures de la matinée du 18. J'étais de retour à Londres le lendemain.

CHAPITRE V

L'AIDE A LA RUSSIE

La bravoure russe et l'approche de l'hiver. — Lord Beaverbrook se fait le champion de l'aide à la Russie. — Nos sacrifices en matériel de guerre vital. — La mission Beaverbrook-Harriman. — Ma lettre du 29 août à Staline. — Sa réponse. — Entretien avec l'ambassadeur Maisky. — Le ton s'élève. — Ma réponse à Staline. — Je fais part de mes inquiétudes à Roosevelt. — Lettre du 5 septembre à sir Stafford Cripps. — Nouveau message de Staline. — Une proposition ahurissante. — Ma réponse. — Lord Beaverbrook part pour Arkhangelsk à bord du *London*. — Ma lettre du 21 septembre à Staline. — La mission Beaverbrook arrive à Moscou. — Une réception glaciale. — Contacts cordiaux avec les Américains. — Protocole pour les livraisons à la Russie. — Une chaîne ininterrompue de convois pour Arkhangelsk. — Moscou exige la création d'un second front. — La crise du front oriental. — Mon télégramme du 28 octobre à sir Stafford Cripps. — Une déclaration nette. — L'hiver place son bouclier devant les armées russes. — Le fonds pour l'« Aide à la Russie » de Mme Churchill.

Deux mois s'étaient écoulés depuis l'ouverture du front russe et les armées allemandes avaient porté des coups terribles. Mais la situation était désormais changée. Les Russes continuaient d'offrir une résistance acharnée et indomptable en dépit des immenses pertes qu'ils avaient subies. Leurs soldats se battaient jusqu'à la mort tandis que leurs armées gagnaient en science et en expérience. Des partisans se soulevaient sur les arrières du front allemand pour harceler les lignes de communication par une guérilla impitoyable. Le réseau ferroviaire capturé par les hitlériens s'avérait insuffisant, une circulation intense défonçait les routes et il était le plus souvent impossible de circuler en dehors d'elles dès qu'il avait plu. Les transports automobiles donnaient de nombreux signes de fatigue. Trois mois à peine nous séparaient du redoutable hiver russe. Était-il possible que Moscou fût pris avant cette échéance? Et s'il l'était, serait-ce suffi-

sant? Telle était la question décisive. Bien que Hitler fût encore dans l'exaltation de sa victoire de Kiev, les généraux allemands pouvaient commencer à sentir que leurs appréhensions du début étaient justifiées. Une pause de quatre semaines s'était produite sur ce qui était devenu désormais le front essentiel. La mission de « détruire les forces de l'ennemi en Russie blanche », confiée au groupe d'armées du centre, n'avait pas encore été remplie.

Mais quand l'automne approcha et que la crise suprême devint imminente, les exigences des Soviets se firent plus pressantes.

Lord Beaverbrook revint des États-Unis après avoir stimulé les forces déjà puissantes mises en œuvre pour réaliser un accroissement prodigieux de la production. Il se fit alors le champion de l'aide à la Russie au sein du Cabinet de guerre, nous rendant ainsi un très précieux service. Il était indispensable, en effet, que les demandes soviétiques fussent vigoureusement défendues dans le plus haut organisme de la conduite de la guerre car, devant les très lourdes charges que nous imposait la préparation de la bataille dans le désert de Libye, devant les graves menaces que l'attitude du Japon faisait planer sur la Malaisie et sur l'Extrême-Orient, nous ne pouvions nous empêcher de penser que tous nos envois à la Russie s'effectuaient au détriment de nos besoins vitaux. J'essayais cependant de conserver le sens des proportions et faisais partager mes inquiétudes à mes collègues. Nous nous trouvions dans la désagréable situation d'avoir à compromettre notre propre sécurité et à risquer de vouer tous nos plans à l'échec, pour aider notre nouvelle alliée — hargneuse, bourrue, avide et que notre sort avait laissé si complètement indifférente jusqu'à ces tout derniers temps.

En revenant d'Islande, j'avais pensé que lorsque Beaverbrook et Harriman rentreraient de Washington et que nous connaîtrions dans leur ensemble les prévisions pour l'envoi du matériel de guerre et des approvisionnements divers, il faudrait les envoyer à Moscou pour offrir tout ce dont nous aurions le courage de nous priver. Des discussions interminables et pénibles s'engagèrent sur les détails de notre offre commune du 12 août. Les divers services de la Défense nationale crièrent comme si on les eût écorchés. Afin de contribuer efficacement à la résistance des Soviets, nous n'en rassem-

blâmes pas moins tout ce qu'il était en notre pouvoir d'épargner et consentîmes de très importants sacrifices sur les livraisons américaines que nous avions pourtant bien envie de garder. Le 28 août, je proposai à mes collègues d'envoyer lord Beaverbrook à Moscou. Le Cabinet accepta très volontiers de le voir partir pour exposer la situation à Staline ; quant au Président, il s'estima bien représenté par Harriman.

Je donnai donc des instructions à lord Beaverbrook.

30 août 1941.

Premier Ministre à lord Beaverbrook.

Je désire que vous vous rendiez à Moscou avec M. Harriman, afin d'arrêter un programme à long terme pour le ravitaillement des armées russes. Ce ravitaillement devra être effectué presque entièrement avec les ressources américaines, quoique nous disposions de caoutchouc, de souliers, etc. Une vaste organisation nouvelle est à créer aux États-Unis. La cadence des livraisons sera naturellement limitée par la capacité des ports de débarquement et par la pénurie de tonnage. Au printemps, lorsque le chemin de fer à écartement d'un mètre, de Bassora à la Caspienne, aura été doublé, nous disposerons d'une voie de ravitaillement importante. Il est de notre devoir et de notre intérêt d'apporter aux Russes toute l'aide en notre pouvoir, même s'il nous faut consentir de lourds sacrifices. Toutefois un large courant ne pourra s'établir avant le milieu ou la fin de 1942 et le gros du programme portera sur 1943. Votre rôle consistera non seulement à participer à l'établissement des programmes d'aide à la Russie, mais également à vous assurer que nous ne sommes pas saignés à blanc par cette opération. Même si vous vous laissez influencer par l'atmosphère russe, je resterai ici, extrêmement strict à cet égard. Mais je suis certain que vous êtes l'homme le plus qualifié pour cette tâche et l'instinct du public ne s'y est pas trompé.

La décision d'envoyer Harriman signifie que Hopkins ne se sent pas assez bien pour y aller lui-même. Il n'y a pas de raison de faire partir Eden en ce moment.

En ce qui concerne la date, nous dépendons complètement des Américains, mais nous devons agir en toute bonne foi et ne rien faire qui puisse donner à penser à quiconque que nous avons berné les Russes ou essayé d'atermoyer. Il sera nécessaire de fixer la date de la conférence dans les quelques jours qui viennent. Je ne pense pas que nous soyons à quinze jours près étant donné que, dans la proportion de 90 %, elle n'aura à s'occuper que de projets à longue échéance.

Pour préparer cette mission je brossai un tableau de la situation à Staline dans une lettre rédigée en termes généraux.

29 août 1941.

1^o J'ai étudié tous les moyens de vous aider dans votre magnifique résistance en attendant les arrangements à long terme que nous discutons avec les États-Unis et qui feront l'objet de la conférence de Moscou. Maisky nous a exposé que vous aviez grand besoin d'avions de chasse à cause des graves pertes subies. Nous vous envoyons les 200 Tomahawks dont je vous ai parlé dans mon dernier télégramme. Nos deux groupes doivent atteindre Mourmansk vers le 6 septembre et compteront 40 Hurricanes. Vous comprendrez, j'en suis sûr, que l'aviation de chasse constitue la base même de notre défense en Angleterre ; que nous essayons, en outre, de nous assurer la supériorité aérienne en Libye, ainsi que d'effectuer des livraisons à la Turquie pour la faire entrer dans notre camp. Je peux néanmoins vous envoyer 200 Hurricanes de plus, ce qui fera 440 chasseurs en tout, si vos pilotes peuvent les utiliser efficacement. Ce seront des appareils à 8 et 12 mitrailleuses dont nous avons constaté la très grande valeur au combat. Nous pourrions en expédier 100 tout de suite à Arkhangelsk, et deux lots de 50 chacun peu après, avec les mécaniciens, les instructeurs, les pièces de rechange et l'armement correspondant. Entre temps, des dispositions pourraient être prises afin de commencer à habituer vos mécaniciens et vos pilotes à ces nouveaux appareils si vous vouliez les envoyer à nos groupes de Mourmansk. Si vous estimez cet entraînement utile, nous donnerons d'ici les ordres nécessaires. Des instructions techniques complètes vous sont télégraphiées par l'intermédiaire des aviateurs de notre mission militaire.

2^o Nous sommes très heureux d'apprendre que les Persans ont décidé de cesser toute résistance. En pénétrant en Perse notre objectif, plus encore que d'assurer la sécurité des puits de pétrole, était de nous procurer une nouvelle route d'accès vers vous, qui ne fût pas susceptible d'être coupée. Il nous faut, à cet effet, accroître le rendement du chemin de fer allant du golfe Persique à la Caspienne, et assurer son bon fonctionnement avec du matériel ferroviaire de renfort venant de l'Inde. Le secrétaire aux Affaires étrangères a communiqué à Maisky, pour qu'il vous le transmette, le genre d'accord que nous voudrions conclure avec le gouvernement persan, de manière à ne pas nous aliéner le pays et à ne pas être obligés de gaspiller un grand nombre de divisions uniquement pour garder le chemin de fer. Des vivres sont envoyés de l'Inde et si les Persans se soumettent, nous reprendrons le paiement des redevances sur le pétrole maintenant dues au Chah. Nous donnons

l'ordre à nos avant-gardes d'aller de l'avant pour faire leur jonction avec vos troupes en un point qui sera fixé par les chefs militaires, quelque part entre Hamadan et Kazvin. Il serait bon d'annoncer au monde que les forces britanniques et russes sont entrées effectivement en contact. A notre avis, il vaudrait mieux qu'aucun de nous n'entrât par force à Téhéran en ce moment, car tout ce que nous voulons, c'est la libre disposition de la route de transit. Nous construisons une vaste base à Bassora et nous comptons en faire un port de réception bien équipé et en mer chaude pour les livraisons américaines qui pourront ainsi atteindre en sécurité la région de la Caspienne et de la Volga.

3^e Il me faut exprimer de nouveau l'admiration qu'éprouve tout le peuple britannique pour le merveilleux combat que les armées et le peuple russes livrent aux criminels nazis. Le général Macfarlane a été infiniment impressionné par tout ce qu'il a vu au front. Nous avons encore à vivre des temps très durs, mais Hitler ne passera pas un hiver bien agréable sous nos bombardements aériens dont la puissance croît sans cesse. J'ai été content de l'avertissement très ferme que Votre Excellence a donné au Japon au sujet du ravitaillement par Vladivostok. Le président Roosevelt paraissait disposé, quand je l'ai rencontré, à prendre une attitude extrêmement stricte contre toute nouvelle agression japonaise dans le Pacifique nord-ouest ou sud, et je me hâte de déclarer que nous nous rangerions à ses côtés si la guerre éclatait. Je suis très désireux de faire pour Chang Kai Chek plus que ce que nous nous sommes sentis assez forts pour faire jusqu'ici. Nous ne désirons pas la guerre avec le Japon, et je suis certain que la meilleure manière de l'empêcher est de mettre ce peuple, qui est divisé et bien loin d'être sûr de lui, devant la perspective d'une très puissante coalition.

M. Maisky vint me voir dans la soirée du 4 septembre pour m'apporter la réponse de M. Staline. C'était le premier message personnel que je recevais depuis le mois de juillet.

4 septembre 1941.

Premier Staline à Premier Ministre.

Message personnel du Premier Staline au Premier Churchill.

Je vous remercie de votre promesse *de vendre* (1) à l'Union soviétique 200 nouveaux avions de chasse en sus des 200 déjà promis. Je ne doute pas que les aviateurs soviétiques réussissent à les bien connaître et à s'en servir efficacement.

(1) Souligné par l'auteur.

Je dois cependant dire que ces avions qui, semble-t-il, ne peuvent entrer en service rapidement et immédiatement, mais à des époques différentes et par groupes séparés, seront incapables de modifier sérieusement la situation sur le front oriental. Ils seront incapables de la modifier sérieusement non seulement à cause de la vaste échelle des opérations qui réclame la fourniture continuelle d'une très grande quantité d'avions, mais surtout parce que la situation des forces soviétiques a considérablement empiré au cours des trois dernières semaines dans des secteurs aussi importants que ceux d'Ukraine et de Leningrad.

En fait, la stabilisation relative du front, que nous étions parvenus à réaliser il y a environ trois semaines, s'est écroulée au cours des huit derniers jours à la suite du transport sur le front oriental de 30 à 34 divisions fraîches d'infanterie allemande ainsi que d'une énorme quantité de chars et d'avions, tandis que s'accroissait l'activité des 20 divisions finlandaises et des 26 divisions roumaines. Les Allemands considèrent toute menace à l'ouest comme un bluff et ils transportent impunément leurs forces vers l'est, étant convaincus qu'il n'existe pas de second front à l'ouest et qu'il n'en existera jamais. Ils estiment tout à fait possible d'écraser leurs ennemis séparément : la Russie en premier lieu, puis l'Angleterre.

Il en résulte que nous avons perdu plus de la moitié de l'Ukraine et, en outre, l'ennemi est aux portes de Leningrad.

Par suite de ces circonstances, nous avons enregistré la perte des mines de fer du bassin de Krivoï Rog et d'un certain nombre d'usines métallurgiques en Ukraine ; nous avons évacué une usine d'aluminium sur le Dniepr et une autre à Tikhvin, une pour la fabrication des moteurs et deux pour la construction des avions en Ukraine, deux usines de moteurs et deux d'avions à Leningrad, et ces établissements ne pourront reprendre leur production sur leurs nouveaux emplacements avant un délai de sept ou huit mois.

Notre capacité de résistance s'en est trouvée affaiblie et l'Union soviétique est en face d'une menace de mort. Il s'agit de savoir comment sortir de cette situation plus que défavorable.

Je pense qu'il n'existe qu'un seul moyen : établir dès cette année un second front quelque part dans les Balkans ou en France, susceptible de faire retirer 30 à 40 divisions du front oriental, en même temps assurer la livraison à l'Union soviétique de 30 000 tonnes d'aluminium au début du mois d'octobre prochain et la fourniture *mensuelle* d'au moins 400 avions et 500 chars (de types petit ou moyen).

Si elle ne reçoit pas de secours sous ces deux formes, l'Union soviétique sera ou vaincue, ou affaiblie à un tel degré qu'elle deviendra pour très longtemps incapable d'aider ses alliés par des opérations efficaces sur le front de la lutte contre l'hitlérisme.

Je sais bien que le présent message consternerait Votre Excel-

lence. Mais que peut-on faire? L'expérience m'a appris à regarder les faits en face, quelque désagréables qu'ils soient, et à ne pas craindre de dire la vérité même si elle est déplaisante à entendre. L'affaire de Perse a, en effet, assez bien tourné. Les opérations combinées des forces britanniques et soviétiques en avaient déterminé l'issue par avance. Il en sera de même à l'avenir aussi longtemps que nos forces agiront en liaison. Mais la Perse ne constitue qu'un épisode. Ce n'est évidemment pas là que la guerre se décidera.

L'Union soviétique ne désire pas plus la guerre avec le Japon que l'Angleterre. Elle estime impossible de violer des accords, en particulier son pacte de non-agression avec le Japon. Mais si celui-ci le violait lui-même et attaquait l'Union soviétique, il se heurterait à la riposte qui convient de la part de nos forces.

Pour finir, laissez-moi vous remercier des sentiments d'admiration que vous avez exprimés au sujet de la conduite des forces soviétiques qui livrent une guerre sanglante aux hordes pillardes des bandits hitlériens pour la cause commune de notre délivrance.

L'ambassadeur russe, que M. Eden avait accompagné, m'entretint pendant une heure et demie. Il souligna, en termes amers, que la Russie avait été laissée pratiquement seule pour soutenir l'assaut des Allemands au cours des onze dernières semaines. Les armées russes avaient à supporter une attaque d'une puissance encore jamais égalée. Il déclara que, sans vouloir dramatiser les choses, nous nous trouvions peut-être à un tournant de l'histoire. Comment pourrions-nous gagner la guerre si la Russie soviétique était vaincue? M. Maisky dépeignit l'extrême gravité de la crise traversée par le front oriental dans des termes émouvants qui forcèrent ma sympathie. Mais lorsqu'au bout d'un moment, je discernai comme un ton de menace voilée dans son appel, je me mis en colère. Je le connaissais depuis bien des années et je lui déclarai : « Rappelez-vous qu'il y a seulement quatre mois nous ne savions pas ici, dans cette île, si vous n'alliez pas vous ranger contre nous aux côtés des Allemands! A dire vrai, nous pensions même que c'était très probable! Même alors, nous avions la conviction qu'en fin de compte nous serions vainqueurs. Nous n'avons jamais pensé que notre salut dépendait d'une intervention quelconque de votre part! Quoi qu'il arrive et quoi que vous fassiez, vous êtes les derniers à avoir le droit de nous adresser des reproches. » Me

voyant ainsi m'échauffer, l'ambassadeur s'exclama : « Calmez-vous, je vous en prie, mon cher monsieur Churchill ! » mais son ton baissa ensuite notablement.

La discussion se poursuivit sur les sujets déjà évoqués dans l'échange de télégrammes. L'ambassadeur plaida en faveur d'un débarquement immédiat sur les côtes de France ou des Pays-Bas. Je lui exposai les raisons militaires qui en faisaient une impossibilité et qui l'empêcheraient de constituer un secours pour la Russie. Je déclarai que j'avais passé cinq heures le jour même à étudier avec nos experts les moyens d'accroître considérablement la capacité de transport du chemin de fer traversant la Perse. Je parlai de la mission Beaverbrook - Harriman et de notre résolution de livrer tout ce que nous pourrions économiser et transporter. Finalement, M. Eden et moi lui annonçâmes que nous étions tout prêts à faire comprendre aux Finlandais que nous leur déclarerions la guerre s'ils avançaient en Russie au delà de leur frontière de 1918. M. Maisky ne pouvait, bien entendu, renoncer à réclamer l'établissement d'un second front, et il devint inutile de discuter plus longuement.

Je consultai immédiatement le Cabinet sur les questions soulevées dans cette conversation et dans le message de Staline. Le soir même, je répondis à celui-ci.

4 septembre 1941.

Premier Ministre à M. Staline.

1^o Je vous réponds tout de suite dans l'esprit de votre message. Bien que nous ne reculions devant aucun effort, il est en fait impossible, à part des bombardements aériens, d'exécuter à l'ouest une opération britannique susceptible de faire retirer des forces allemandes du front oriental avant la venue de l'hiver. Il n'y a absolument aucune possibilité de créer un second front dans les Balkans sans le concours de la Turquie. Si Votre Excellence le désire, je vais vous exposer toutes les raisons qui ont conduit nos chefs d'état-major à ces conclusions. Elles ont déjà été discutées aujourd'hui même avec votre ambassadeur en présence du secrétaire aux Affaires étrangères et des chefs d'état-major. Toute opération, si bien intentionnée fût-elle, qui aboutirait

à un coûteux échec, ne serait utile à personne sauf à Hitler.

2^o Les renseignements dont je dispose me donnent l'impression que l'attaque allemande a déjà dépassé son point culminant et que l'hiver donnera le temps de souffler à vos armées héroïques. Ce n'est là cependant qu'une opinion personnelle.

3^o Passons aux livraisons de matériel. Nous n'ignorons rien des graves pertes subies par l'industrie russe; aussi avons-nous fait et continuerons-nous à faire tous nos efforts pour vous venir en aide. Je câble au président Roosevelt d'accélérer l'arrivée à Londres de la mission de M. Harriman et nous allons essayer, même avant la conférence de Moscou, de vous dire le nombre d'avions et de chars que nous pouvons promettre de vous envoyer conjointement chaque mois, en même temps que du caoutchouc, de l'aluminium, du drap, etc. Pour notre part, nous sommes maintenant disposés à vous fournir, *sur la production britannique*, la moitié des chars et des avions que vous réclamez mensuellement. Nous espérons que les États-Unis seront à même de vous fournir l'autre moitié. Nous mettrons tout en œuvre pour amorcer sans retard le courant des livraisons.

4^o Nous avons déjà donné des ordres pour que du matériel roulant soit livré au chemin de fer de Perse, de manière à porter la capacité, qui est actuellement de deux trains par jour, dans chaque sens, à son maximum qui est de douze trains par jour dans chaque sens. Nous devrions y parvenir au printemps de 1942 et nous réaliserons des progrès continus dans l'intervalle. Les locomotives et le matériel roulant doivent partir d'Angleterre et faire le tour par le cap de Bonne-Espérance. Les premières sont à transformer pour la chauffe au mazout et il sera nécessaire d'améliorer la fourniture d'eau tout le long de la voie ferrée. Un premier lot de 48 locomotives et de 400 wagons en acier est sur le point de partir.

5^o Nous sommes prêts à combiner nos plans avec les vôtres dès maintenant. Les armées britanniques seront-elles assez fortes pour envahir le continent européen en 1942? Cela dépendra d'événements encore imprévisibles. Mais il nous sera peut-être possible de vous aider dans l'Extrême-Nord lorsque les nuits seront plus longues. Nous espérons porter l'effectif de nos armées du Moyen-Orient à 750 000 hommes avant la fin de l'année courante, et à un million dans l'été de 1942. Dès que les forces germano-italiennes de Libye auront été détruites, ces armées deviendront disponibles pour entrer en ligne sur votre front sud ce qui, on l'espère, encouragera la Turquie à conserver au moins une neutralité honnête. Entre temps nous continuerons à écraser l'Allemagne sous nos bombes avec une vigueur croissante tout en maintenant les mers ouvertes à notre navigation, car notre vie en dépend.

6^o Dans votre premier paragraphe vous avez employé le mot « vendre ». Nous n'avions pas considéré la question sous cet angle et n'avons jamais pensé à un paiement. Il vaut mieux placer

toute l'aide que nous pourrions vous apporter sur la même base de camaraderie que la loi du Prêt-Bail, qui ne prévoit pas de règlements réguliers en argent.

7^o Nous sommes disposés à exercer sur la Finlande toute la pression en notre pouvoir et, en particulier, à lui signifier que nous lui déclarerons la guerre si elle avance au delà de ses anciennes frontières. Nous demandons aux États-Unis de prendre toutes les mesures possibles pour agir sur elle.

La question à mon avis avait tant d'importance que j'envoyai, en même temps, le télégramme suivant au Président, pendant que l'impression produite sur moi était encore toute fraîche.

5 septembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

L'ambassadeur soviétique nous a apporté hier soir, à Eden et à moi, le télégramme ci-joint et a parlé en termes vagues de la gravité du moment et de l'importance décisive qu'aurait notre réponse. Quoique rien de ce qu'il a dit ne confirme cette supposition, nous n'avons pu chasser l'impression que les Russes pensent peut-être à conclure une paix séparée. Le Cabinet a cru devoir envoyer la réponse ci-jointe. J'espère que vous ne nous en voudrez pas d'avoir parlé de l'aide américaine éventuelle. Je sens que le moment peut être décisif. Nous ne pouvons faire que de notre mieux.

Avec mon meilleur souvenir...

L'appel soviétique fut naturellement appuyé par notre ambassadeur à Moscou dans les termes les plus vigoureux. Je lui envoyai une réponse qui, dans mon esprit, devait l'armer pour les discussions ultérieures.

5 septembre 1941.

Premier Ministre à sir Stafford Cripps.

1^o S'il était possible d'exécuter quelque diversion réussie sur les côtes de France ou des Pays-Bas, susceptible d'obliger les Allemands à rappeler des troupes de Russie, nous l'ordonnerions immédiatement, même si elle devait nous coûter extrêmement cher. Mais tous nos généraux sont persuadés que nous n'aboutirions qu'à un échec sanglant, et que même si nous parvenions à établir quelques petites têtes de pont nous serions obligés de les évacuer au bout de peu de jours. La côte française est fortifiée jusqu'à l'extrême limite et les Allemands possèdent encore plus

de divisions à l'ouest que nous n'en avons en Grande-Bretagne (1) ainsi qu'un soutien aérien formidable. Le tonnage nécessaire pour transporter une armée nombreuse sur le continent n'existe pas, à moins d'étaler l'opération sur plusieurs mois. L'affectation de nos flottilles à cette opération paralyserait le ravitaillement des armées du Moyen-Orient et amènerait l'effondrement de tout notre trafic de l'Atlantique. Il pourrait en résulter la perte de la bataille de l'Atlantique et par conséquent la famine dans les îles Britanniques et leur ruine. Rien de ce que nous pourrions faire, rien de ce que nous aurions pu faire dans le passé n'aurait de réaction sur les événements du front oriental. Du jour où la Russie a été attaquée, je n'ai cessé de presser les chefs d'état-major de trouver quelque moyen d'agir. Ils sont unanimes dans l'opinion que je viens d'exprimer.

2° Quand Staline parle d'établir un front dans les Balkans, il faut vous rappeler que, même avec le tonnage dont nous disposions alors dans la Méditerranée, il a fallu sept semaines pour transporter une brigade blindée et deux divisions en Grèce, et aussi que, depuis notre départ, tous les aérodromes grecs et beaucoup de ceux de l'archipel ont été occupés par l'aviation italo-allemande, aérodromes qui sont tous hors du rayon d'action de notre chasse. Je suis surpris de constater que les pertes qu'ont éprouvées nos marines de guerre et de commerce, lors de l'évacuation de la Grèce et de la Crète, ont déjà été oubliées. Les circonstances nous sont maintenant encore plus contraires qu'alors et nos forces navales ont été réduites.

3° Quand vous parlez d'« un effort surhumain » vous voulez dire, je présume, un effort capable de vaincre l'espace, le temps et la géographie. Malheureusement, cela dépasse nos possibilités.

4° La situation serait totalement différente à l'ouest si le front français existait encore, car alors l'invasion de la Russie eût été impossible à cause des puissantes contre-attaques qui y eussent été immédiatement déclenchées. Rien ne sert de récriminer, mais ce n'est pas notre faute si Hitler a pu détruire la Pologne avant de retourner ses forces contre la France, et détruire la France avant de les retourner contre la Russie.

5° Les 440 avions de chasse que nous avons prélevés sur nos réserves déjà sérieusement réduites constituent certainement bien peu de chose à côté des pertes subies par l'aviation russe. Mais ils représentent un sacrifice pénible et dangereux pour nous. Nous poursuivons de toute notre énergie les bombardements diurnes et nocturnes par la Royal Air Force, et le caractère des combats au-dessus des côtes françaises où notre aviation et celle de l'ennemi sont à peu près à égalité, montre que les Allemands possèdent encore à l'ouest une force aérienne très puissante.

6° Rien de ce que nous faisons, rien de ce que nous aurions pu

(1) Souligné par l'auteur.

faire, n'influera sur la terrible bataille en cours sur le front oriental. On peut encore prendre toutes les dispositions nécessaires pour alimenter la campagne de 1942. La route ouverte à travers la Perse sera utilisée à plein et nous enverrons aussi rapidement que possible tout ce que nous pourrions prélever et embarquer sur les ressources britanniques ainsi que sur les ressources américaines dont nous aurions dû être les bénéficiaires. Je presse le président Roosevelt d'envoyer M. Harriman ici le plus vite possible pour que les Russes sachent l'ampleur de l'aide sur laquelle ils pourront compter en 1942 pour compenser les pertes de leur industrie de guerre, et établir leurs plans en conséquence. En attendant, j'envoie aujourd'hui même une réponse à Staline et le présent message est uniquement destiné à vous indiquer l'attitude à adopter. Je sympathise de tout cœur avec les sentiments que vous éprouvez en assistant de tout près aux angoisses de la Russie, mais ce n'est ni la sympathie, ni l'émotion qui nous permettront de triompher des faits auxquels nous devons faire face.

Le 9 septembre, en réponse à une des questions posées par Staline j'envoyai le télégramme suivant à notre ambassadeur à Moscou :

Veillez informer M. Staline de la part du Premier Ministre que nous prenons nos dispositions pour livrer 5 000 tonnes d'aluminium en provenance du Canada, dès que les navires nécessaires auront été rassemblés et pour en fournir dorénavant 2 000 tonnes par mois. Les premiers transports s'effectueront sur Vladivostok, à moins que le gouvernement russe préfère la route de Perse.

Je reçus un autre télégramme de Staline le 15 septembre :

Je vous ai exposé dans mon dernier message le point de vue du gouvernement soviétique, selon lequel l'établissement d'un second front est le seul remède susceptible d'améliorer la situation en ce qui concerne notre cause commune. Pour répondre au vôtre, où vous soulignez une fois de plus l'impossibilité de créer un second front en ce moment, je peux seulement vous répéter que l'absence de ce second front favorise purement et simplement les desseins de notre ennemi commun.

Le gouvernement britannique, je n'en ai pas le moindre doute, désire que l'Union soviétique soit victorieuse et recherche les voies et les moyens de l'aider à atteindre ce but. Si, comme il le pense, l'établissement d'un second front dans l'ouest est provisoirement impossible, il peut peut-être trouver une autre façon d'apporter à l'Union soviétique un concours militaire efficace.

Il me semble que la Grande-Bretagne pourrait débarquer sans risque 25 à 30 divisions à Arkhangelsk, ou bien les transporter dans le sud de l'U. R. S. S. à travers l'Iran. De cette façon, il serait possible de créer une collaboration militaire entre les troupes sovié-

tiques et britanniques sur le territoire de l'Union soviétique. Une situation analogue exista en France au cours de la dernière guerre. Ce serait pour nous un grand secours, en même temps qu'un coup très sérieux porté à l'attaque hitlérienne.

Il est presque incroyable que le chef du gouvernement russe, entouré des avis de tous ses conseillers militaires, ait pu se laisser aller à formuler de telles absurdités. Discuter avec un homme, dont les pensées pouvaient s'égarer aussi loin de la réalité, paraissait sans espoir. Il poursuivait :

Je vous remercie infiniment de votre promesse de nous aider par les livraisons mensuelles d'aluminium, de chars et d'avions.

Je ne peux qu'accueillir avec plaisir l'intention du gouvernement britannique de ne pas les effectuer sur la base commerciale habituelle, mais sur celle de la camaraderie et de la collaboration. J'espère qu'il aura amplement l'occasion de se convaincre que le gouvernement soviétique sait apprécier le concours donné par ses alliés.

Une remarque au sujet du mémoire remis à M. Molotov, le 12 septembre, par sir Stafford Cripps, ambassadeur britannique à Moscou. Il y est dit : « Si le gouvernement soviétique était contraint de détruire ses navires de guerre à Leningrad pour les empêcher de tomber aux mains de l'ennemi, après la guerre, le gouvernement de Sa Majesté reconnaîtrait au gouvernement soviétique le droit de recevoir certaines compensations de la part du gouvernement de Sa Majesté pour le remplacement des navires détruits. »

Le gouvernement soviétique comprend et apprécie l'empressement mis par le gouvernement britannique à offrir une compensation partielle pour les dommages que subirait l'Union soviétique si les navires de Leningrad devaient être détruits. Il est certain qu'ils le seront si la nécessité se présente. Toutefois, ce n'est pas la Grande-Bretagne qui porterait la responsabilité de ces pertes mais l'Allemagne. J'espère donc que le dommage pourra être réparé, après la guerre, aux dépens de cette dernière.

Je m'efforçai de répondre le mieux possible à ce message.

17 septembre 1941.

Premier Ministre à M. Staline.

1^o Merci beaucoup pour votre message. La mission Harriman est arrivée au complet et travaille à longueur de journée avec Beaverbrook et ses collègues. Leur but est d'explorer tout le champ des ressources de façon à pouvoir établir avec vous un

programme précis de livraisons mensuelles à vous faire parvenir par toutes les voies praticables et à réparer dans la mesure du possible les pertes subies par votre industrie de guerre. Le président Roosevelt estime que ce plan doit couvrir les besoins jusqu'à la fin de juin mais, bien entendu, nous continuerons à vous assister jusqu'à la victoire. J'espère que la conférence pourra s'ouvrir à Moscou le 25 du mois courant, il ne faut cependant pas en parler publiquement avant que tout le monde soit arrivé sain et sauf. Les routes et les moyens de transports seront signalés ultérieurement.

2^o J'attache beaucoup d'importance au passage à travers la Perse à partir du golfe Persique, non seulement par le chemin de fer, mais par une grande route carrossable pour la construction de laquelle j'espère obtenir le concours de l'énergie et de l'organisation américaines. Lord Beaverbrook pourra vous expliquer tout ce que nous prévoyons comme fournitures et comme voies d'acheminement ; il est extrêmement lié d'amitié avec Harriman.

3^o Les états-majors ont étudié tous les théâtres d'opérations possibles où nous pourrions vous apporter une collaboration militaire effective. C'est certainement sur les deux flancs, au nord et au sud, que s'offrent les meilleures possibilités. Si nous pouvions agir avec succès en Norvège, l'attitude de la Suède en serait profondément influencée, mais pour le moment nous ne possédons ni les forces, ni le tonnage nécessaires pour le faire. De même, dans le sud, le grand objectif est la Turquie ; si nous pouvions la gagner nous disposerions d'une armée nouvelle et puissante. Elle serait désireuse de se ranger à nos côtés, mais elle éprouve des craintes qui ne sont pas sans fondement. Peut-être la promesse de lui envoyer de très importants effectifs britanniques, et du matériel de caractère technique qui fait défaut aux Turcs, pourra-t-elle exercer une influence décisive sur elle. Nous étudierons avec vous toute autre façon de vous aider utilement, notre seul but étant de mettre en ligne le maximum de puissance contre l'ennemi commun.

4^o Je suis entièrement de votre avis, c'est avant tout aux dépens de l'Allemagne que la flotte russe réparera ses pertes. La victoire mettra certainement entre nos mains une quantité importante de navires allemands et italiens et, à notre avis, ils seront tout indiqués pour remplacer les navires russes détruits.

Je répondis à l'ambassadeur le 25 octobre, au sujet de la proposition ahurissante de débarquer 25 à 30 divisions britanniques à Arkhangelsk ou à Bassora.

25 octobre 1941.

Premier Ministre à sir Stafford Cripps, Moscou.

1^o Vous aviez raison, bien entendu, en déclarant que l'idée d'envoyer « 25 à 30 divisions pour combattre sur le front russe » était matériellement absurde. Il a fallu huit mois pour mettre en place 10 divisions en France, de l'autre côté de la Manche, alors que nous avions tous les navires de transport que nous voulions et qu'il y avait peu de sous-marins. Nous avons eu les plus grandes difficultés pour envoyer la 50^e division dans le Moyen-Orient au cours des six derniers mois. Nous envoyons actuellement la 18^e division et il nous a fallu recourir à des mesures extraordinaires. Tout notre tonnage est utilisé à plein et nous ne pourrions opérer des prélèvements qu'aux dépens de nos convois d'entretien vers le Moyen-Orient dont l'importance est vitale, ou bien des navires employés pour le transport des livraisons aux Russes. Nous n'avons pu maintenir que de justesse la marge qui nous permet de vivre et de fabriquer du matériel de guerre. Toutes les troupes que nous pourrions envoyer actuellement à Mourmansk resteraient gelées dans les ténèbres pendant tout l'hiver.

2^o La situation sur le flanc sud est la suivante : les Russes ont 5 divisions en Perse que nous sommes prêts à relever. Ces divisions feraient certainement mieux d'aller défendre leur patrie plutôt que de nous obliger à embouteiller une de nos seules voies de ravitaillement praticables, pour approvisionner des forces que nous irions débarquer dans le nord. Il faudrait au moins trois mois pour envoyer d'ici deux divisions britanniques à pleins effectifs au Caucase ou dans le nord de la Caspienne, et ce ne serait jamais qu'une goutte d'eau dans la mer.

A Londres, les conversations Beaverbrook - Harriman s'étaient achevées entre temps et le 22 septembre, la mission anglo-américaine appareilla de Scapa Flow à bord du croiseur *London*, gagna Arkhangelsk à travers l'Arctique, puis continua sur Moscou par avion. Beaucoup d'espoirs reposaient sur elle. Je remis à lord Beaverbrook des instructions générales approuvées par mes collègues du Conseil de Défense. On trouvera en annexe cet important document (1). Je lui

(1) Annexe D.

donnai en outre, la lettre suivante pour qu'il la remit personnellement à Staline :

21 septembre 1941.

Cher monsieur Staline,

Les missions britannique et américaine sont en route et la présente lettre vous sera apportée par lord Beaverbrook. Celui-ci jouit de toute la confiance du Cabinet et c'est l'un de mes plus anciens et intimes amis. Il a noué des relations extrêmement étroites avec M. Harriman qui est un Américain remarquable, dévoué de tout son cœur à la victoire de notre cause commune. Ils vous exposeront ce que nous avons pu combiner au cours de consultations nombreuses et souvent angoissées entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Le président Roosevelt a décidé que nos propositions ne concerneraient tout d'abord que les contingents mensuels que nous vous enverrons au cours de la période de neuf mois s'étendant d'octobre 1941 à juin 1942 inclus. Vous avez le droit de connaître exactement ce que nous pouvons vous livrer chaque mois, afin d'utiliser au mieux vos réserves.

Les propositions américaines ne vont pas encore au delà de juin 1942 mais, je n'en ai pas le moindre doute, des contingents encore plus importants pourront vous être fournis par les deux pays après cette date et vous pouvez être sûr que nous nous efforcerons de réparer, autant que faire se pourra, les dommages que vos industries de guerre ont eus à souffrir du fait de l'invasion nazie. Je ne veux pas anticiper sur ce que lord Beaverbrook aura à vous dire à ce sujet.

Vous verrez que les contingents livrables jusqu'à la fin de juin 1942 sont prélevés presque entièrement sur la production britannique ou sur les fournitures que les États-Unis nous auraient livrées selon notre programme d'achats ou bien en conformité avec la loi de Prêt-Bail. Ils étaient décidés à nous attribuer virtuellement tout l'excédent de leurs exportations et il ne leur est pas facile, dans ce délai, de créer de nouvelles sources de ravitaillement. J'espère qu'une impulsion nouvelle et importante pourra être donnée à la production des États-Unis et que leur puissante industrie atteindra son plein rendement de guerre en 1943. De notre côté, nous allons non seulement accroître fortement la contribution prélevée sur les programmes de production que nous avons établis, mais encore essayer d'obtenir de notre peuple un effort supplémentaire pour satisfaire nos besoins communs. Vous comprendrez cependant que notre armée et les approvisionnements prévus pour elle, n'atteignent qu'un cinquième ou un sixième des vôtres ou de ceux de l'Allemagne. Notre première tâche et la nécessité la plus urgente pour nous sont, à l'est, de conserver le libre usage des mers ; la seconde est d'acquérir une

supériorité décisive dans l'air. C'est à les remplir que doivent avant tout se consacrer les efforts de notre population de 44 millions d'âmes dans les îles Britanniques. Nous ne pouvons pas espérer posséder une armée ni une industrie de guerre comparables à celles des grandes puissances militaires continentales. Nous ferons néanmoins tout ce qui est en notre pouvoir pour vous aider.

Le général Ismay qui est mon représentant personnel au Conseil des chefs d'état-major et qui est très au courant de tous les aspects de notre politique militaire, est autorisé à étudier avec vos chefs tous les plans de collaboration pratique qui pourraient se présenter.

Si nous pouvions nous débarrasser de l'ennemi sur notre flanc occidental, en Libye, nous disposerions de forces aériennes et terrestres considérables, pour agir en liaison avec vous sur le flanc sud du front de Russie.

Il me semble que si la Turquie pouvait être amenée à refuser aux troupes allemandes le passage sur son territoire, ou mieux encore, si elle entrait en guerre à nos côtés, rien ne pourrait nous être plus immédiatement utile. Vous attacherez j'en suis certain, toute l'importance qu'elles méritent, à ces éventualités.

J'ai toujours éprouvé la même sympathie que vous pour le peuple chinois dans la lutte qu'il soutient pour défendre sa patrie contre l'agression japonaise. Nous ne désirons naturellement pas voir le Japon se joindre à nos ennemis, mais l'attitude des États-Unis, telle qu'elle résulte de ma rencontre avec le président Roosevelt, a déjà contraint le gouvernement nippon à faire montre de plus de sagesse. Je me hâte de déclarer, au nom du gouvernement de Sa Majesté, que si les États-Unis se trouvaient engagés dans une guerre avec le Japon, la Grande-Bretagne se rangerait immédiatement à leur côté. Je pense que nos trois pays doivent continuer à porter assistance à la Chine dans toute la mesure du possible, et que cette aide peut aller extrêmement loin sans provoquer une déclaration de guerre du Japon.

Il est certain qu'une longue période de lutte et de souffrances s'ouvre devant nos peuples, mais j'ai de grands espoirs de voir les États-Unis devenir des belligérants à leur tour et, dans ce cas, je suis convaincu qu'il nous suffit de tenir pour vaincre.

J'espère fermement que la guerre en se prolongeant verra marcher ensemble contre leurs persécuteurs la grande masse des peuples de l'Empire britannique, de l'Union soviétique, des États-Unis et de la Chine, c'est-à-dire les deux tiers de toute l'espèce humaine. Je suis certain que la route qu'elles suivront sera celle de la victoire.

Avec mes souhaits bien sincères pour le succès des armées russes et la défaite des tyrans nazis, veuillez me croire bien amicalement à vous.

Winston S. CHURCHILL.

Notre mission arriva à Moscou le 28 septembre. La réception fut morne et les discussions rien moins qu'amicales. On eût presque dit que nous étions responsables de la situation très grave où se débattaient les Soviets. Les généraux et fonctionnaires soviétiques ne donnèrent aucune information, de quelque genre que ce fût, à leurs confrères américains et britanniques. Ils ne leur exposèrent même pas sur quelles bases ils avaient calculé les besoins russes qui devaient être satisfaits avec notre précieux matériel de guerre. Il n'y eut aucune réception officielle en l'honneur de notre mission presque jusqu'au dernier soir où ses membres furent invités à dîner au Kremlin. Il ne faut pas croire que ces sortes de réunions, même entre gens que préoccupent les plus graves questions, n'aident pas à aplanir les difficultés. Bien au contraire, les contacts personnels qu'elles permettent d'établir, contribuent à créer l'atmosphère dans laquelle les accords peuvent se conclure. Mais nous en étions bien loin cette fois-là. On eût dit que c'était nous qui venions solliciter des faveurs.

On nous permettra d'animer un peu notre récit en rapportant un incident que contait le général Ismay, à son retour, sous une forme peut-être pas très authentique et assez vive. Son ordonnance, un fusilier-marin, fut emmené par un guide de l'Intourist pour visiter les curiosités de Moscou. « Ceci, dit le Russe, c'est l'hôtel Eden, naguère hôtel Ribbentrop. Ceci, c'est la rue Churchill, naguère rue Hitler. Ceci, c'est la gare Beaverbrook, naguère gare Goering. Veux-tu une cigarette, camarade? » Et le soldat de répliquer : « Merci, camarade naguère salopard ! » Cette histoire comique illustre parfaitement l'étrange ambiance de ces réunions.

Par opposition, mes contacts avec les Américains étaient de plus en plus cordiaux.

22 septembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Votre câblogramme encourageant (à M. Harriman) au sujet des chars est arrivé juste comme nous commençons à nous faire

des cheveux à cause de tout ce qu'il faut donner aux Russes. La perspective de voir presque doubler le chiffre de production antérieur nous a tous réconfortés. Les missions sont parties animées de beaucoup de bonne volonté et en parfaite amitié.

Meilleurs sentiments.

25 septembre 1941.

Premier Ministre à M. Harry Hopkins.

1^o Maintenant que nos missions sont en route vers Moscou, il peut être opportun d'examiner de près les questions abordées par les discussions de Londres.

2^o Les offres que nous faisons ensemble à la Russie sont nécessaires et valent la peine d'être faites. Mais il ne faut pas se dissimuler qu'elles pratiquent de terribles brèches dans ce qui nous est nécessaire, à vous pour développer vos forces armées, à nous pour intensifier notre effort de guerre. Vous savez où le bât va nous blesser au cours des neuf prochains mois.

Il faut bander nos énergies pour combler des vides qui sont impossibles à éviter. Il est peu probable que nous puissions élever ici nos programmes à un niveau très supérieur à celui qui est actuellement prévu. J'espère fermement que vous serez en mesure d'accroître les vôtres par un effort immédiat et à court terme.

3^o Vous avez dû apprendre que les discussions au sujet des nécessités d'ensemble de notre effort de guerre victorieux ont fait d'excellents progrès. Un memorandum commun a été rédigé, indiquant les besoins éventuels autant qu'il est possible de les prévoir, et le général Embick l'emporte à Washington. C'est là qu'on doit continuer à l'étudier, et il faudra lui ajouter tout ce qui est nécessaire pour soutenir la résistance russe. Ne serait-il pas possible d'atteindre, dans la seconde moitié de 1942, la production qui est actuellement prévue pour la première moitié de 1943? Si l'on y parvenait ce serait non seulement poser les fondations du programme de la victoire, mais encore satisfaire plus rapidement que par tout autre moyen, les besoins à court terme de nos deux pays. Cela permettrait également d'accroître l'aide aux Russes dans la seconde moitié de 1942.

Le Président me fit connaître le 2 octobre les plans de production américains pour les chars et les avions. De juillet 1942 à janvier 1943, les États-Unis comptaient fournir 1 200 chars par mois à l'Angleterre et à la Russie réunies, et 2 000 par mois au cours du semestre suivant. La mission américaine à Moscou avait reçu pour instructions de promettre aux Russes 400 chars par mois à partir du 1^{er} juillet puis, après

cette date, un nombre plus élevé à décider au cours des discussions avec nos représentants.

Les États-Unis pourraient faire face à ces engagements beaucoup plus considérables, car ils allaient doubler leurs fabrications pour atteindre une production de plus de 2 500 chars par mois.

Le Président m'informa également qu'il avait entrepris de fournir à la Russie 3 600 avions de première ligne entre le 1^{er} juillet 1942 et le 1^{er} juillet 1943, en plus de ceux qu'il lui avait déjà promis.

On aboutit finalement à un accord amical à Moscou. Un protocole fut signé indiquant les livraisons que la Grande-Bretagne et les États-Unis pourraient effectuer à l'Union soviétique entre octobre 1941 et juin 1942 inclus. Cela entraînait un sérieux bouleversement de nos plans militaires dont l'exécution était déjà gênée par l'inquiétante pénurie de matériel de guerre. C'était nous qui en subissions le contre-coup, parce qu'il nous fallait non seulement sacrifier une partie de notre production, mais renoncer aux très importants contingents d'armements que les Américains nous auraient envoyés autrement. Ni les Américains ni nous ne fîmes aucune promesse au sujet du transport de ces fournitures sur les routes difficiles et dangereuses de l'océan et de l'Arctique. Étant donnés les reproches insultants que Staline proféra lorsque nous proposâmes de ne faire partir les convois qu'après le retrait des glaces on voudra bien noter que nous garantîmes seulement que le matériel « serait disponible aux centres de production de la Grande-Bretagne et des États-Unis ». Le préambule du protocole se terminait par ces mots : « La Grande-Bretagne et les États-Unis aideront à transporter ce matériel en Union soviétique, et faciliteront sa livraison. »

Lord Beaverbrook me téléphonia le 4 octobre :

L'accord a eu pour effet de renforcer immensément le moral à Moscou. Ce moral se maintiendra si les livraisons s'effectuent...

Je ne considère pas que la situation militaire ici puisse être considérée comme de tout repos pendant les mois d'hiver. Mais je crois que le moral peut la rendre sûre.

Nous donnions nos trésors, et ceux qui se battaient pour leur existence même, les acceptaient.

3 octobre 1941.

Premier Ministre à lord Beaverbrook, à Moscou.

Mes bien cordiales félicitations pour vous et pour tous les autres. L'annonce publique de l'union réalisée et du succès obtenu est d'une immense valeur. Personne d'autre que vous ne pouvait réussir. Revenez-nous maintenant pour mener à bien la (un groupe indéchiffrable) chose. Impossible de refréner les sentiments d'optimisme qui règnent ici.

6 octobre 1941.

Premier Ministre à lord Beaverbrook, en mer.

Nous n'avons pas perdu une heure pour tenir les engagements que vous avez pris. J'ai envoyé le télégramme suivant à Staline :

6 octobre 1941.

Premier Ministre à Premier Staline.

1^o Je suis heureux d'apprendre par lord Beaverbrook le succès de la conférence tripartite de Moscou. *Bis dat qui cito dat.* Nous comptons mettre en train une chaîne continue de convois partant tous les dix jours. Sont déjà en route et arriveront à Arkhangelsk le 12 octobre :

20 chars lourds,
193 chasseurs (antérieurs au contingent d'octobre).

Partiront le 12 octobre pour arriver le 29 :

140 chars lourds,
100 Hurricanes,
200 chenillettes à fusil mitrailleur,
200 fusils antichars avec munitions,
50 canons antichars de 38 mm. avec munitions.

Partiront encore le 22 octobre :

200 chasseurs,
120 chars lourds.

Ce qui précède montre que le contingent d'avions pour octobre ainsi que 280 chars seront arrivés en Russie le 6 novembre. Le contingent de chenillettes, de fusils antichars et de canons anti-

chars prévu pour octobre arrivera entièrement au cours de ce mois. Vingt chars sont partis pour passer par la Perse et 15 sont sur le point d'être envoyés du Canada à Vladivostok. Le total des chars transportés atteindra donc 315, c'est-à-dire 19 de moins que ce qui était prévu. Ce retard sera rattrapé en novembre. Le programme ci-dessus ne tient pas compte des livraisons faites par les États-Unis.

2° En organisant cette chaîne de convois réguliers nous avons compté que Arkhangelsk serait capable de manipuler la majeure partie des livraisons. Je suppose que l'on prend les dispositions voulues pour obtenir ce résultat. Meilleurs souhaits.

Le général Ismay était pleinement qualifié et avait tout pouvoir pour exposer et discuter la situation militaire sous ses divers aspects avec les chefs militaires soviétiques mais Beaverbrook et Harriman décidèrent de ne pas compliquer leur tâche en abordant des sujets sur lesquels il ne pouvait pas y avoir d'accord. Il n'en fut donc pas question à Moscou. Les Russes continuèrent à réclamer officieusement l'établissement d'un second front, paraissant absolument fermés à tous les arguments qui en démontraient l'impossibilité. La situation angoissante où ils se trouvaient constituait leur excuse. Ce fut notre ambassadeur qui essuya l'orage.

L'automne était déjà avancé. Le groupe d'armées central de von Bock reprit sa marche sur Moscou le 2 octobre ; ses deux armées venant du sud-ouest marchèrent directement sur la capitale tandis qu'un groupe blindé opérait sur chaque flanc. Orel fut pris le 8 octobre, huit jours plus tard ce fut le tour de Kalinine, situé sur la route de Moscou à Leningrad. Devant la menace ainsi exercée à ses ailes et sous la puissante pression de l'avance des Allemands au centre, le maréchal Timochenko replia ses forces sur une ligne établie à 60 kilomètres à l'ouest de Moscou, où il s'arrêta pour reprendre le combat. A ce moment la situation des Russes était extrêmement critique. Le gouvernement soviétique, le corps diplomatique, tous les établissements industriels qui purent être transportés, évacuèrent la ville et se replièrent à Kouibychev (Samara) situé à plus de 750 kilomètres à l'est. Le 19 octobre, Staline proclama l'état de siège dans la capitale et déclara dans un ordre du jour : « Moscou sera défendu jusqu'au bout. » Ses ordres furent fidèlement obéis. Bien que le groupe blindé de Guderian, partant d'Orel, poussât jusqu'à Toula, bien que Moscou fût alors entouré de trois côtés et eût à subir quelques bombardements aériens, la résistance russe

se raidit très sensiblement à la fin d'octobre et arrêta définitivement l'avance allemande.

Je continuai à soutenir de mon mieux notre ambassadeur dans toutes ses traverses et ses épreuves, essayant de lui faciliter la tâche ardue qu'il lui fallait accomplir tout seul.

28 octobre 1941.

Premier Ministre à sir Stafford Cripps, Kouibytchev.

1^o Je suis de tout cœur avec vous dans votre situation difficile et avec la Russie dans les angoisses qu'elle connaît. Les Soviets n'ont certainement pas le moindre droit de nous adresser des reproches. Ils ont forgé leur propre destin par le pacte avec Ribbentrop en permettant à Hitler de se déchaîner sur la Pologne et de déclencher ainsi la guerre. En laissant écraser l'armée française, ils ont détruit eux-mêmes le second front qui existait alors effectivement. S'ils avaient consenti à s'entendre avec nous avant le 22 juin, bien des dispositions eussent pu être prises pour leur fournir plus tôt l'aide importante que nous leur apportons maintenant en leur envoyant du matériel de guerre. Nous avons même ignoré, jusqu'au moment où Hitler les a attaqués, s'ils se battraient et dans quel camp ils entreraient. Nous sommes restés absolument seuls pendant une année entière tandis que tout ce qu'il y a de communistes en Angleterre faisait de son mieux, sur les ordres de Moscou, pour contrarier notre effort de guerre. Si nous avions été envahis et détruits en juillet ou en août 1941, ou si nous étions morts de faim cette année-là par l'effet de la bataille de l'Atlantique, ils seraient restés complètement indifférents à notre sort. Beaucoup de choses auraient pu se produire s'ils avaient bougé quand les Balkans furent attaqués, mais ils laissèrent Hitler choisir librement le moment de son offensive et ses adversaires. Je reste parfaitement froid en entendant un gouvernement chargé d'un tel passé nous accuser d'essayer de faire des conquêtes en Afrique, de nous assurer des avantages en Perse à ses dépens, ou de vouloir nous battre « jusqu'au dernier soldat russe ». S'ils nourrissent des soupçons à notre égard, c'est uniquement à cause de leur culpabilité et des reproches qu'ils s'adressent à eux-mêmes, au fond de leur cœur.

2^o Nous nous sommes conduits avec une parfaite honnêteté. Nous avons fait vraiment tout ce que nous avons pu pour les aider, en bouleversant complètement nos programmes d'armement et en nous exposant à de très graves risques quand le prin-

temps ramènera une période favorable à une tentative d'invasion. Nous ferons encore tout ce qu'il sera raisonnable de faire, mais il serait stupide d'envoyer deux ou trois divisions britanniques ou anglo-indiennes au cœur de la Russie se faire encercler et tailler en pièces, pour un sacrifice symbolique. La Russie n'a jamais manqué d'hommes. Elle dispose aujourd'hui de millions de soldats entraînés auxquels il ne manque qu'un armement moderne. Cet armement, nous le lui envoyons et nous continuerons à le lui envoyer jusqu'à l'extrême limite de la capacité des ports et des lignes de communication.

3^e Pour le moment nous allons nous battre selon les plans que nous avons dressés depuis longtemps et qu'il serait insensé d'abandonner. Nous avons offert de relever les cinq divisions russes du nord de la Perse, ce que nous pouvons faire avec des troupes indiennes capables d'assurer le maintien de l'ordre, mais insuffisamment armées pour affronter les Allemands. Je regrette que Molotov ait rejeté notre idée d'envoyer de modestes forces au Caucase. Nous faisons tout pour que la Turquie conserve une attitude de neutralité bienveillante et ne se laisse pas tenter par les promesses nazies d'accroissements territoriaux à réaliser aux dépens de la Russie. Bien entendu, nous ne nous attendons pas à être payés de reconnaissance par des gens qui reçoivent d'aussi effroyables coups de matraque et qui se battent si courageusement, mais nous n'avons pas non plus besoin de nous tourmenter de leurs reproches. Il n'est évidemment pas nécessaire de laver les blessures russes au sel de ces vérités, mais je compte sur vous pour essayer de convaincre les Soviets que la nation britannique est loyale, intègre et courageuse.

4^e Il n'est pas utile, à mon avis, que Macfarlane (chef de notre mission militaire en Russie) et vous-même veniez actuellement par avion en Angleterre. Je ne pourrais que répéter ce que je dis ici, et j'espère bien ne jamais avoir à discuter la chose en public. Je suis sûr que votre devoir consiste à rester avec ces gens au milieu des épreuves qu'ils subissent et dont il n'est nullement certain qu'ils ne puissent pas sortir victorieux. Hitler pourrait bien, maintenant, d'un jour à l'autre, marquer une pause à l'est et retourner ses forces contre nous.

Nous pouvons abandonner momentanément le déroulement du drame entre Hitler et Staline. L'hiver avait dressé son bouclier devant les armées russes.

Ma femme sentait très profondément combien le fait que nous ne pouvions donner aucune aide militaire à la Russie, déroutait et tourmentait de plus en plus notre peuple, à mesure

que les mois passaient et que les armées allemandes progressaient à travers les steppes. Je lui déclarai qu'il ne pouvait être question d'un second front et que d'ici longtemps nous ne pourrions faire autre chose que d'envoyer du matériel de tous genres sur une vaste échelle. M. Eden et moi l'encourageâmes à voir s'il ne serait pas possible de se procurer des fonds par des souscriptions volontaires, afin d'apporter des secours médicaux à la Russie. L'œuvre avait été déjà commencée par la Croix-Rouge britannique et les hospitaliers de St John. Ma femme fut invitée par ces deux organismes à prendre la tête d'une campagne en faveur de l'« Aide à la Russie ». Elle lança son premier appel à la fin d'octobre, sous leurs auspices :

Il n'existe personne dans ce pays dont le cœur ne soit serré par l'effroyable drame qui se déroule actuellement en Russie. Nous sommes confondus en constatant la puissance de la résistance russe et l'habileté avec laquelle elle est dirigée. Nous avons éprouvé une profonde admiration pour le courage, la ténacité et l'esprit de sacrifice patriotique du peuple soviétique. Mais ce que nous éprouvons par-dessus tout, peut-être, c'est un sentiment d'horreur et de pitié devant un tel degré de souffrance humaine.

Nous avons déjà envoyé en Russie, entre autres, 53 trousses pour opérations urgentes, 30 appareils pour la transfusion du sang, 70 000 aiguilles chirurgicales de tous genres, et un million de comprimés de M. et B. 693. Ce produit est le nouvel et merveilleux antiseptique qui a révolutionné le traitement de beaucoup de maladies microbiennes. En outre, nous avons expédié une demi-tonne de phénacétine et environ 7 tonnes de coton hydrophile. Tout cela n'est, bien entendu, qu'un commencement.

Nous avons déclaré que nous désirions recueillir un million de livres et les premiers résultats sont des plus encourageants. Nous avons déjà reçu 370 000 livres alors que notre appel ne date que de douze jours. Nos gracieux et aimés souverains, le Roi et la Reine, ont envoyé 3 000 livres la semaine dernière à la Croix-Rouge en exprimant le désir qu'un millier soit affecté au fonds pour l'aide à la Russie. Ils ont ainsi donné l'exemple.

Nous attendons beaucoup des employeurs et je voudrais dire ceci : lorsque les employeurs facilitent les souscriptions, les travailleurs apportent volontiers leurs oboles hebdomadaires. Nous pouvons ainsi, depuis le Roi et la Reine jusqu'au plus humble des salariés, jusqu'à l'habitant de la chaumière, participer tous à ce message de bonne volonté et de pitié. De la chaumière au palais, entre ceux qui ne peuvent épargner que quelques sous et un grand

bienfaiteur comme lord Nuffield — qui peut envoyer un chèque de 50 000 livres — il y a des millions de gens qui seront heureux d'apporter leur contribution pour aider le peuple russe.

Le pays répondit aussitôt avec générosité. Au cours des quatre années qui suivirent, ma femme se dévoua à cette tâche avec enthousiasme et sans craindre les responsabilités. Au total, près de 8 millions de livres furent recueillis grâce aux dons des riches comme des pauvres. Beaucoup de personnes riches firent de magnifiques offrandes, mais la majeure partie de l'argent vint des souscriptions hebdomadaires consenties par la masse de la nation. Ainsi, grâce aux puissantes organisations de la Croix-Rouge et de St John, et en dépit des lourdes pertes subies par les convois de l'Arctique, le matériel médical et chirurgical ainsi que toutes sortes d'objets usuels et d'appareils spéciaux, furent acheminés en un flot continu, à travers les eaux glacées et des périls mortels, jusqu'aux vaillantes armées et au courageux peuple russes.





12 Avion allemand au-dessus
de Malte.

13 Les Anglais occupent en Perse
les plus importantes raffineries de pétrole.





CHAPITRE VI

LA PERSE ET LE MOYEN-ORIENT

Été et automne 1941.

Ce que les Britanniques et les Soviets attendent de la Perse. — Nécessité d'une action commune. — Le général Wavell exprime son opinion avec vigueur. — Note de M. Eden en date du 22 juillet. — Je me renseigne avant d'agir. — Rapport du Conseil du lord Président. — Nous décidons d'agir avec la Russie. — Les forces opposées. — Le combat s'engage. — Le chah se soumet. — Les conditions imposées au gouvernement persan. — Le chah abdique et son jeune fils lui succède. — Les accords anglo-soviétiques. — Développement de la nouvelle route de ravitaillement vers la Russie. — Les convois de Malte. — Opinion allemande sur la lutte en Méditerranée. — Des bâtiments de surface à Malte sont indispensables. — Naissance de la « Force K ». — Nous projetons de constituer une réserve mobile. — Je fais appel au Président. — Des transports américains pour deux divisions britanniques. — Prompte réponse du Président. — Son aide dans l'Atlantique. — L'effectif de l'armée du Nil s'accroît. — Inquiétudes des chefs d'état-major. — Ma note du 18 septembre. — La bataille du désert a la priorité. — Mon télégramme du 20 septembre au général Smuts. — Ma note sur la tactique au combat. — Il faut rendre à l'artillerie la place qui lui revient. — Canons contre chars. — Protection des troupes terrestres par la « flak ». — Rapports entre les chefs terrestres et aériens pendant la bataille.

Il était hautement désirable d'établir à travers la Perse une voie de communication à grand rendement avec la Russie, d'une part pour faire parvenir à celle-ci le matériel de guerre et les approvisionnements de toutes sortes qu'il était extrêmement difficile d'acheminer à travers l'océan Arctique et d'autre part en vue de possibilités stratégiques éventuelles. Les puits de pétrole persans constituaient un élément de première importance dans la guerre. Une mission allemande, nombreuse et agissante, s'était installée à Téhéran et le prestige de l'Allemagne était considérable. La répression de la révolte iraquienne et l'occupation de la Syrie par les Anglo-

Français, réalisées de justesse, avaient anéanti les projets de Hitler en Orient. Nous saisismes avec satisfaction l'occasion d'opérer notre jonction avec les Russes et leur proposâmes une action militaire commune. Ce ne fut pourtant pas sans inquiétude que je m'engageai dans cette guerre en Perse mais les raisons étaient impératives. Je fus très heureux d'avoir le général Wavell aux Indes pour diriger les opérations militaires.

Un Conseil de Cabinet demanda aux chefs d'état-major, le 11 juillet 1941, d'étudier s'il était désirable d'agir militairement en Perse, en liaison avec les Russes, au cas où le gouvernement persan refuserait d'expulser la colonie allemande alors installée dans ce pays. Ils conseillèrent, le 18 juillet, d'adopter une attitude de fermeté envers ce gouvernement. C'était également l'avis que soutenait énergiquement le général Wavell. Il avait télégraphié la veille au ministère de la Guerre, dans les termes suivants :

L'attitude bienveillante que l'on se propose d'adopter en Iran me semble incompréhensible. Il est essentiel pour la défense de l'Inde que les Allemands soient chassés dès maintenant de ce pays. En ne le faisant pas, on court à une répétition des événements qui ont été arrêtés juste à temps en Irak. Il est également essentiel d'effectuer notre jonction avec les Russes à travers l'Iran, et si le présent gouvernement n'est pas disposé à nous offrir des facilités à cet égard, il suffit de s'arranger pour le remplacer par un autre qui soit plus complaisant. Il faut, à cet effet, exercer une pression aussi forte que possible immédiatement, pendant que l'issue de la lutte entre Russes et Allemands, reste incertaine...

Je répondis le 21, au général Wavell :

Le Cabinet étudiera demain la situation en Perse. Je suis d'accord avec vous dans l'ensemble et j'aimerais voir les Britanniques et les Russes remettre un ultimatum aux Persans les sommant de chasser les Allemands sans délai ou d'accepter les conséquences de leur refus. La question est de savoir de quelles forces nous disposerons dans ce dernier cas.

Les chefs d'état-major déclarèrent que l'opération resterait localisée dans le sud et que nous aurions besoin d'au moins une division, appuyée par un détachement aérien, pour nous assurer des puits de pétrole. Nous serions obligés de prendre cette unité en Irak où nos troupes étaient déjà insuffisantes pour maintenir la sécurité intérieure. Ils concluaient que s'il fallait envoyer des forces en Perse au cours des trois mois sui-

vants, elles devraient être remplacées par un prélèvement effectué dans le Moyen-Orient.

Le secrétaire aux Affaires étrangères me fit connaître son avis sur la situation par une note en date du 22 juillet :

J'ai examiné de nouveau ce matin la question de la pression à exercer sur l'Irak (Perse). Plus j'en étudie la possibilité et plus il me paraît clair que tout dépend d'un seul élément : pouvons-nous concentrer en Irak des forces suffisantes pour défendre les puits de pétrole iraniens ? Il serait extrêmement dangereux d'amorcer même une pression économique tant que nous ne serons pas, militairement, en mesure de la soutenir, car le chah a pleine conscience de ce que les puits de pétrole représentent pour nous, et s'il prévoit des ennuis de notre côté, il est probable qu'il prendra les devants.

Selon des renseignements paraissant dignes de foi, des concentrations iraniennes s'effectueraient à la frontière russe, à la frontière iraquienne et dans la région des puits de pétrole. J'espère qu'on s'efforcera de renforcer le plus rapidement possible nos troupes d'Irak. Si nous y parvenons avant que les Russes aient subi de graves revers dans le Sud, nous aurons une chance raisonnable d'imposer notre volonté aux Iraniens sans avoir besoin de recourir à la force. Mais il ne faut pas que notre action diplomatique aille au delà de ce que permet notre force militaire sous peine de courir à un désastre.

Un autre élément rend encore plus impératif le renforcement rapide de l'Irak. Si la Russie est vaincue, nous devons être prêts à occuper nous-mêmes les champs pétrolifères de l'Iran ; car dans une telle éventualité les Allemands exerceraient une pression irrésistible sur les Iraniens pour essayer de nous chasser.

Je n'étais pas convaincu que cette opération de Perse eût fait l'objet de l'étude concertée, qui pouvait seule assurer éventuellement son succès. Aussi le 31 juillet, à la veille de partir pour Placentia, donnai-je des instructions en vue de réunir à cet effet une commission spéciale dirigée par le lord Président.

Je n'ai pas l'impression que cette opération, qui conduira à la guerre avec la Perse si celle-ci ne se soumet pas, ait été étudiée avec tout le soin que réclame l'ampleur des conséquences qu'elle peut entraîner. Tout en admettant qu'elle est nécessaire, j'estime que toute cette affaire exige des études, des consultations, des liaisons très étroites, tant entre les ministères des Affaires étrangères et de la Guerre qu'entre le commandement du Moyen-Orient

et le gouvernement de l'Inde. Nous ne devons pas recourir à des mesures aussi graves sans posséder des plans bien définis pour faire face aux diverses éventualités. Qu'arrivera-t-il, par exemple, si les troupes persanes stationnées aux environs des puits de pétrole d'Ahwaz, s'emparent de tous les employés de l'Anglo-Persian Oil Company et les gardent comme otages? A quelle attitude faut-il s'attendre de la part des Bakhtiars (1) et des habitants de l'endroit? Qu'arrivera-t-il aux résidents britanniques de Téhéran? Court-on quelque danger de voir détruire les puits de pétrole pour qu'ils ne tombent pas en notre possession? Il faudra prendre bien garde de ne pas commettre une atrocité en bombardant Téhéran. Nos forces disponibles sont-elles suffisantes pour occuper les champs pétrolifères d'Ahwaz malgré l'opposition locale et officielle des Persans? Quelle limite nous proposons-nous d'atteindre dans le nord? Quels sont les aérodromes utilisables? Comment fera-t-on marcher le chemin de fer si les Persans refusent tout concours?

Ces questions, et beaucoup d'autres, ont besoin d'être étudiées. Il conviendrait que le lord Président revoie l'ensemble de la question avec les secrétaires d'État aux Affaires étrangères, à la Guerre et à l'Inde, et présente un rapport au Cabinet de guerre au début de la semaine prochaine. Entre temps toutes les mesures préparatoires nécessaires seront prises. Je suis partisan de cette politique mais elle présente des risques sérieux et il ne faut pas la mettre en œuvre sans avoir très soigneusement étudié les conséquences possibles et les diverses situations qui peuvent se présenter, ni sans avoir dressé et fait approuver des plans détaillés.

J'étais certain que la similitude des noms, Iran et Irak, amènerait des confusions.

2 août 1941.

*Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères,
sir Edward Bridges et général Ismay.*

Il vaudra mieux employer dans toute la correspondance le mot « Perse » au lieu d'« Iran » car la similitude des mots Iran et Irak pourrait provoquer de dangereuses méprises. Dans les cas où cela paraîtrait nécessaire on pourra faire suivre le mot Perse du mot (Iran) entre parenthèses.

La correspondance officielle avec le gouvernement persan devra, bien entendu, revêtir la forme que préfère celui-ci.

(1) Tribu de montagnards aux confins de la Perse et de l'Irak.

Et plus tard encore :

29 août 1941.

Premier Ministre à ministre de l'Information.

Essayez de substituer le mot Perse au mot Iran sans qu'il en résulte des ennuis.

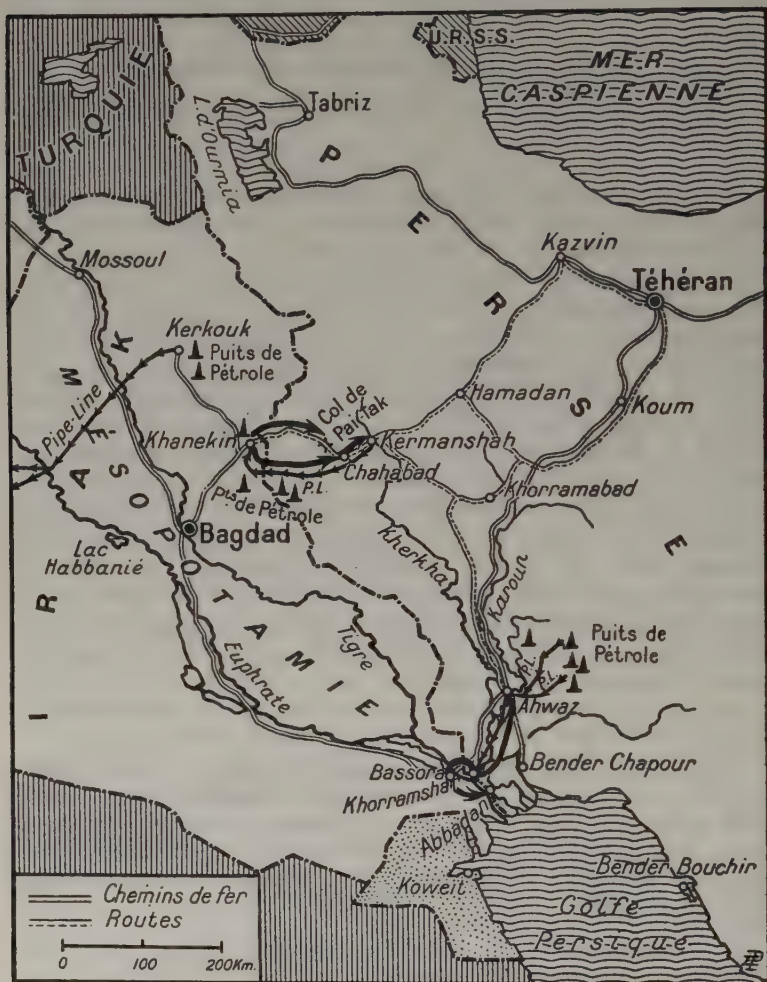
J'ai été heureux d'apprendre que le gouvernement persan venait récemment (1949) d'adopter ce changement de nom.

Cette commission me fit connaître par télégramme, pendant que j'étais en mer, le résultat de ses travaux qui avait été approuvé entre temps par le Cabinet de guerre. Le message envoyé par les Persans, le 6 août, faisait nettement comprendre qu'ils se refuseraient à satisfaire nos désirs en expulsant les agents et résidents allemands de leur pays, et qu'il nous faudrait avoir recours à la force. L'étape suivante consistait à coordonner nos plans, diplomatiques et militaires, avec ceux des Russes. M. Eden reçut M. Maisky le 13 août, au Foreign Office, et l'accord se fit sur les termes de nos notes respectives à Téhéran. Cet acte diplomatique devait être notre dernier mot. M. Maisky déclara au secrétaire aux Affaires étrangères que « le gouvernement soviétique se tiendrait prêt à agir militairement aussitôt après la remise des mémorandums, mais qu'il n'agirait que conjointement avec nous. » En recevant cette information je déclarai dans une note (19 août) : « Je pense que le point de vue des Russes est raisonnable et il nous faut agir avec eux pendant qu'il en est temps. »

Nous étions donc tenus de passer à l'action. La possibilité de faire venir de nouveaux renforts du Moyen-Orient devait être envisagée pour le cas où la résistance persane s'avérerait plus puissante que nous l'avions prévu. Le 24 août, veille du jour fixé pour entrer en Perse, j'envoyai la note suivante aux chefs d'état-major :

Il est essentiel de mettre immédiatement en route vers l'est de nouveaux renforts. Est-il vrai que la 10^e division indienne ne dispose pas d'un bataillon britannique pour chaque brigade? Dans ce cas, trois bataillons de troupes britanniques doivent rejoindre le général Quinan par les voies les plus rapides. Comme le général Auchinleck a l'intention de rester inactif dans le désert de Libye pendant plusieurs semaines, qu'on lui donne l'ordre de diriger vers l'est des effectifs supérieurs à ceux qui avaient été envisagés jusqu'ici. On pourrait mettre tout de suite en mouvement au

moins l'équivalent d'une division supplémentaire, y compris les trois bataillons britanniques dont il vient d'être question. Si tout



OPÉRATIONS EN PERSE

va bien, il sera facile de rappeler ces troupes. Faites-moi savoir de quelles forces on pourrait disposer en Égypte. Où se trouve la dernière brigade de la 50^e division? Je pense que Chypre ne court aucun danger immédiat.

En prévision de l'hostilité du gouvernement persan, le général Quinan, qui commandait en Irak, avait reçu l'ordre, le 22 juillet, de se tenir prêt à occuper la raffinerie d'Abbadan, les puits de pétrole voisins et ceux de Khanekin, 400 kilomètres plus au nord. La note anglo-soviétique du 17 août n'ayant pas reçu de réponse satisfaisante, la date de l'entrée en Perse des troupes britanniques et soviétiques fut fixée au 25. Les forces impériales étaient ainsi réparties : dans le secteur d'Abadan où commandait le général Harvey la 8^e division d'infanterie indienne ; dans le secteur de Khanekin, aux ordres du général Slim, la 9^e brigade blindée, un régiment de chars indiens, quatre bataillons et un régiment d'artillerie britanniques. Le soutien aérien était constitué par un groupe de coopération avec l'armée, un groupe de chasseurs et un de bombardiers. Le premier objectif était de s'emparer des puits de pétrole, le second d'avancer en Perse et, en liaison avec les Russes, de mettre la main sur les communications du pays afin d'établir un passage jusqu'à la mer Caspienne. On pouvait s'attendre à rencontrer de l'opposition de la part de deux divisions persanes, disposant de 16 chars légers, sur le front sud, et de la part de trois divisions dans le nord.

La raffinerie d'Abbadan fut prise par une brigade d'infanterie qui s'embarqua à Bassora sur des bâtiments militaires et débarqua le 25 août à l'aube. Les forces persanes furent en grande partie surprises, mais s'échappèrent sur des camions. Des combats de rues s'engagèrent et quelques navires de guerre persans furent capturés. Au même moment, d'autres troupes de la 8^e division s'emparaient du port de Khorramshar en l'attaquant du côté de la terre, tandis qu'un détachement remontait vers le nord en direction d'Ahwaz. Nos soldats approchaient de cette localité lorsque fut connu l'ordre de cesser le feu donné par le chah. Le général persan fit alors rentrer ses troupes dans leurs casernes. Les puits de pétrole furent aisément enlevés dans le nord et les forces du général Slim avancèrent de 45 kilomètres le long de la route de Kermanschah. Elles arrivèrent alors devant le redoutable col de Paï-Tak où une défense résolue eût pu les arrêter indéfiniment. Une colonne fut lancée pour tourner cette position par le sud. Après avoir brisé quelque résistance, elle atteignit Chahabad le 27 août, sur l'arrière de la ligne de défense persane. Cette manœuvre, combinée avec quelques bombardements, brisa la volonté de résistance des défenseurs qui abandonnèrent leurs positions sur le col en toute hâte.

L'avance en direction de Kermanschah fut reprise. Le 28, on se retrouva face à face avec l'ennemi qui barrait la route. Mais juste au moment où une attaque allait être lancée pour le déloger, un officier persan s'avança avec un drapeau blanc et la campagne se trouva terminée. Nos pertes s'élevèrent à 22 tués et 42 blessés.

Ainsi prit fin cet exercice militaire, bref et fructueux, effectué par des forces écrasantes contre un État faible et vétuste. La Grande-Bretagne et la Russie luttèrent pour leur existence même. *Inter arma silent leges*. Réjouissons-nous de ce que notre victoire ait sauvé l'indépendance de la Perse.

La résistance persane s'était écroulée si rapidement que nos contacts avec le Kremlin redevinrent presque uniquement politiques. En proposant cette campagne commune en Perse notre objectif principal était d'établir une communication entre le golfe Persique et la mer Caspienne. Nous espérions aussi, par une collaboration directe entre les troupes britanniques et soviétiques, créer des relations plus intimes et plus cordiales avec nos nouveaux alliés. Nous étions naturellement d'accord pour expulser de Perse tous les Allemands ou les faire prisonniers, mettant ainsi fin à l'influence et aux intrigues des nazis à Téhéran et ailleurs. Les graves et délicates questions du pétrole, du communisme et de l'avenir de la Perse, après la fin de la guerre, restaient posées à l'arrière-plan mais ne devaient pas, me semblait-il, interdire la camaraderie et la bonne volonté réciproques.

27 août 1941.

Premier Ministre à général Ismay pour Conseil des chefs d'état-major.

La résistance persane ne paraissant plus très sérieuse maintenant, je désire savoir quels plans on a prévu pour continuer notre avance, réaliser notre jonction avec les Russes, et s'assurer du chemin de fer en bon état de marche. Il ne s'agit pas uniquement de s'installer sur les champs pétrolifères, mais d'établir des communications avec la Russie. Nous avons fait certaines propositions au chah, toutefois il peut les repousser ou elles peuvent ne pas convenir aux Russes. Quels sont donc les plans pour opérer notre jonction avec ceux-ci, quels sont les mouvements prévus la semaine prochaine pour nos diverses unités?

30 août 1941.

Premier Ministre à général Wavell.

Je suis bien heureux que l'aventure persane ait réussi. Il n'y a plus maintenant de raison pour retarder votre retour ici comme vous l'avez proposé. Vos projets ferroviaires m'intéressent énormément et on les étudie assidûment ici.

Tout le monde est ravi de ce que vous ayez remporté un nouveau succès.

Mais la visite à Londres du général Wavell fut remise *sine die*, sa présence étant indispensable à Téhéran. J'avais également l'espoir qu'il pourrait devenir un trait d'union précieux entre le haut commandement soviétique et nous, du fait qu'il parlait le russe couramment.

1^{er} septembre 1941.

Premier Ministre à général Wavell.

Je suis d'accord avec les chefs d'état-major pour estimer que votre présence à Téhéran est actuellement utile à Bullard (le ministre britannique) afin de régler les questions militaires et de maintenir l'influence russe dans des limites raisonnables.

3 septembre 1941.

Premier Ministre à sir R. Bullard, Téhéran.

Nous ne pouvons prédire comment évoluera la guerre dans ces régions, mais il faut à tout prix et de toute urgence développer au maximum la meilleure route de transit entre le golfe Persique et la Caspienne afin de ravitailler la Russie. Il est très probable que des forces britanniques importantes agiront en Perse et à partir de ce pays au cours de 1942, et une aviation puissante y sera certainement installée.

Nous espérons qu'une occupation de Téhéran par les Britanniques et les Russes ne sera pas nécessaire, tout au moins au cours de la présente phase, mais il faut que le gouvernement persan nous apporte un concours loyal et fidèle et déploie un zèle suffisant s'il désire éviter cette occupation. Nous n'avons pris aucune mesure contre le chah jusqu'à maintenant, mais si nous n'obtenons pas des résultats satisfaisants, nous ferons entrer en ligne de compte la façon déplorable dont il gouverne son peuple. Nous désirons

recevoir ce dont nous avons besoin par des accords avec le gouvernement persan et n'avons aucune envie de le pousser à l'hostilité ouverte, mais il faut que toutes nos demandes soient satisfaites d'une manière ou de l'autre. Il doit être possible pour vous d'obtenir les facilités que nous réclamons bribe par bribe, en jouant de l'éventualité d'une occupation de Téhéran par les Russes. Il n'y a pas à craindre d'empiétements abusifs de la part de ceux-ci car toute leur ambition se borne à faire passer librement le matériel venant d'Amérique.

16 septembre 1941.

Premier Ministre à Premier Staline.

Je suis très désireux de conclure notre alliance avec la Perse et d'aboutir à une entente étroite et fructueuse avec vos forces dans ce pays. Il y a des indices de désordres graves parmi les tribus et d'un effondrement de l'autorité persane. Si ces désordres s'élevaient, il faudrait gaspiller nos divisions pour les réprimer, les mouvements et le ravitaillement de ces divisions encombreraient les routes et les chemins de fer alors que nous voulons garder libres les voies de communication et les améliorer le plus possible afin d'y faire passer tout ce qui vous est destiné. Notre but doit être d'amener les Persans à maintenir l'ordre chez eux tandis que nous poursuivrons la guerre. Les directives très nettes que Votre Excellence a données dans ce sens accéléreront encore la tournure favorable prise par nos affaires sur ce théâtre d'opérations secondaire.

21 septembre 1941.

Premier Ministre à lord Beaverbrook, en mission en Russie.

Le général Wavell a l'intention de se rendre à Tiflis, via Bagdad, en rentrant aux Indes. Il parle russe et j'envisage de lui confier la direction ou, si les forces sont suffisamment importantes, le commandement des troupes qui donneraient la main aux Russes dans le bassin de la Caspienne au cours de la prochaine campagne. Il importe donc qu'il puisse conférer avec les autorités militaires soviétiques au sujet de l'ensemble de la situation sur leur flanc sud et en Perse.

Vous pouvez en parler au cours de vos discussions et veiller à ce qu'on en tire tout le parti possible.

12 octobre 1941.

Premier Ministre à Premier Staline.

Le seul intérêt qu'offre pour nous la Perse est de nous permettre d'abord de dresser une barrière contre une pénétration allemande en direction de l'est, et ensuite de transporter nos fournitures jusqu'au bassin de la mer Caspienne. Si vous désirez retirer les cinq ou six divisions russes pour les utiliser sur le front de combat, nous prendrons l'entière responsabilité du maintien de l'ordre, de l'entretien et de l'amélioration de la route de ravitaillement. J'engage la parole de la Grande-Bretagne en déclarant que nous ne chercherons à nous assurer aucun avantage aux dépens des intérêts légitimes de la Russie, ni pendant la guerre, ni quand elle se terminera. De toute façon, il est urgent de signer le traité tripartite pour éviter l'aggravation des désordres intérieurs qui risqueraient de couper la route du ravitaillement. Le général Wavell sera à Tiflis le 18 octobre et discutera avec vos généraux toutes les questions que vous pourriez les charger de régler avec lui.

Les mots sont impuissants à exprimer nos sentiments au sujet de la lutte immense et héroïque que vous soutenez. Nous espérons pouvoir vous les prouver par nos actes.

Tous les accords avec les Russes furent conclus facilement et rapidement. Les principales conditions imposées au gouvernement persan étaient la cessation de toute résistance, l'expulsion des Allemands, le maintien de la neutralité pendant la guerre, et la liberté pour les Alliés d'utiliser les voies et moyens de communication persans pour assurer le transit du matériel de guerre destiné à la Russie. L'occupation de la Perse s'acheva pacifiquement. Les troupes britanniques et russes se rencontrèrent amicalement et Téhéran fut occupé par des soldats des deux pays le 17 septembre, le chah ayant abdiqué la veille en faveur de son fils, un garçon bien doué de vingt-deux ans. Se conformant aux avis des Alliés, celui-ci restaura la monarchie constitutionnelle le 20 septembre. Son père partit peu de temps après pour un exil très confortable, et mourut à Johannesburg en juillet 1944. Nous retirâmes la plupart de nos troupes du pays, ne laissant que des détachements pour garder les voies de communication, et Téhéran fut évacué par les Britanniques et par les Russes le 18 octobre.

Par la suite, nos forces, commandées par le général Quinan, préparèrent la défense du pays contre une éventuelle incursion d'armées allemandes descendant de Turquie ou du Caucase et prirent les mesures administratives voulues afin de recevoir les énormes renforts qu'il eût été nécessaire d'envoyer si une telle attaque avait semblé imminente.

Notre but principal fut dès lors d'aménager une voie à grand rendement pour le ravitaillement de la Russie par le golfe Persique. Le gouvernement de Téhéran étant bien disposé à notre égard, il fut possible d'agrandir les ports, de développer les communications fluviales, de bâtir des routes et de reconstruire des chemins de fer. Les travaux entrepris en septembre 1941, commencés et développés par l'armée britannique, repris et complétés ultérieurement par les États-Unis, nous permirent d'envoyer en Russie 5 millions de tonnes de matériel et d'approvisionnements au cours d'une période de quatre ans et demi.

Revenons maintenant à l'important théâtre d'opérations méditerranéen.

On profita de l'été, dans les deux camps, pour renforcer les armées du désert de Libye. Le ravitaillement de Malte était pour nous une question vitale. Nous ne pouvions faire intervenir notre maîtrise navale pour la protéger, la perte de la Crète ayant enlevé à la flotte de l'amiral Cunningham une base de mazoutage suffisamment rapprochée. Un assaut par mer, contre l'île, partant de l'Italie ou de la Sicile, nous paraissait de plus en plus probable quoique, nous le savons aujourd'hui, ce fût seulement en 1942 que Mussolini et Hitler en approuvèrent le projet. Les aérodromes ennemis de la Crète et de la Cyrénaïque menaçaient si gravement la route des convois entre Alexandrie et Malte que nous ne pouvions amener des approvisionnements à cette dernière que par l'ouest. L'amiral Somerville, opérant de Gibraltar, avec la Force H, se distingua tout particulièrement dans cette tâche. La route qui avait été pourtant jugée la plus dangereuse par l'Amirauté resta seule ouverte. Par bonheur, l'attaque de la Russie obligea Hitler, à cette époque, à rappeler ses forces aériennes de Sicile, ce qui permit à Malte de souffler et nous rendit la maîtrise de l'air au-dessus du canal de Malte. Non seulement nos convois venant de l'ouest purent approcher plus facilement, mais nous fûmes en mesure d'assener des coups

plus vigoureux aux transports de troupes et de matériel destinés à Rommel.

Nous frayâmes victorieusement la route à deux convois considérables. Cela nécessita chaque fois une opération navale de grande envergure. En juillet un convoi de six navires chargés atteignit Malte et sept navires vides en repartirent. Deux nuits plus tard les Italiens exécutèrent leur seule attaque importante contre La Valette, avec une vingtaine de vedettes rapides et huit sous-marins mouches. Les défenses du port servies en grande partie par des Maltais, détruisirent à peu près tout le groupe d'assaut en dépit de son audace. Un autre convoi de neuf transports, dont un seul fut perdu, passa en septembre sous une très puissante escorte comprenant les cuirassés *Prince of Wales* et *Rodney*, l'*Ark Royal*, 5 croiseurs et 18 destroyers. D'autres navires de ravitaillement atteignirent l'île en dehors de ces convois principaux. Au total, 32 bâtiments, sur 34, réussirent à gagner l'île sains et saufs après avoir couru bien des périls et s'être très vaillamment comportés. Cet apport de sang nouveau permit à Malte non seulement de vivre, mais encore d'attaquer. Les avions, les sous-marins et les destroyers opérant de ses ports coulèrent sur la route d'Afrique, au cours du trimestre se terminant à la fin de septembre, 43 navires de l'Axe jaugeant 150 000 tonnes, plus 64 bâtiments plus petits. En octobre, plus de 60 % du ravitaillement de Rommel fut coulé pendant son transport. Ces destructions jouèrent peut-être un rôle décisif dans la bataille du désert en 1941.

Nous connaissons aujourd'hui le rapport que l'amiral allemand servant auprès du haut commandement italien, envoya en septembre :

Aujourd'hui, comme toujours, la flotte britannique domine la Méditerranée.

... La flotte italienne s'est montrée incapable d'empêcher les opérations des forces navales ennemies, mais, en collaboration avec son aviation, elle a pu interdire aux Britanniques d'acheminer régulièrement leurs convois à travers la Méditerranée...

Les sous-marins constituent l'arme la plus dangereuse des Anglais particulièrement ceux qui opèrent à partir de Malte. Au cours de la période considérée il y a eu 36 attaques de sous-marins dont 19 ont été couronnées de succès.

... Par suite de la faiblesse de l'aviation italienne basée en Sicile, la menace exercée par Malte sur les routes maritimes germano-italiennes conduisant en Afrique du Nord, s'est accrue au cours de ces dernières semaines... En outre, des attaques partant de Malte ont lieu presque tous les jours sur Tripoli. Les ports de la Sicile ont été plus fréquemment visités par des avions britanniques ces derniers temps... Les formations d'aviation italiennes actuellement stationnées en Sicile et en Afrique du Nord sont insuffisantes pour arrêter les opérations aériennes et navales de l'ennemi... Il ne faut pas sous-estimer les dangers qui naissent de la situation en mer Méditerranée, j'attire de nouveau et très fortement l'attention sur ce point.

Les succès dont il vient d'être question ne diminuèrent pas les inquiétudes que me causaient le retard de l'offensive du désert et l'arrivée de renforts à Rommel, aussi pressai-je l'Amirauté d'accomplir des efforts encore plus grands. Je désirais, en particulier, voir baser à Malte une nouvelle force de surface.

22 août 1941.

*Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.
A communiquer au général Ismay.*

Voulez-vous, s'il vous plaît, étudier l'envoi à Malte, le plus tôt possible, d'une flottille et, si faire se peut, d'un ou deux croiseurs.

2^o Il faut jeter un regard en arrière pour constater que nous sommes bien loin de nos desseins primitifs. Il y a eu le plan, que vous considériez comme capital, visant à bloquer le port de Tripoli en sacrifiant le *Barham*. Il y a eu l'alternative désespérée proposée par le commandant en chef en Méditerranée de bombarder ce port, ce qui fut effectué par la suite sans perdre un homme et sans subir la plus légère avarie. Il y a eu l'arrivée de la flottille Mounbatten à Malte. Tout cela s'est produit il y a plusieurs mois. Il serait bon de rechercher les dates. Comment se fait-il que la question ait perdu de son acuité? Comment se fait-il que nous nous contentions maintenant de regarder faire ce que nous estimions naguère intolérable, alors que cela a encore beaucoup empiré?

3^o Si la flottille de Mounbatten a été retirée de Malte, c'était moins à cause des dangers qu'elle y courait qu'à cause des besoins de l'affaire de Crète au cours de laquelle elle fut pratiquement détruite. Nous avons donc perdu de vue un objectif qui avait réuni l'accord de tous, et que l'Amirauté était pourtant fermement décidée à poursuivre.

4° Trois choses se sont passées dans l'intervalle. Tout d'abord la défense de Malte s'est très sensiblement renforcée en aviation et en artillerie de D. C. A., tandis qu'une partie des forces aériennes allemandes partait pour la Russie. Deuxièmement, la bataille de l'Atlantique a nettement tourné en notre faveur, nous possédons plus de bâtiments contre les sous-marins, et les Américains vont nous apporter, à l'ouest du 26^e degré méridien, une aide qui soulagera nos destroyers et nos corvettes. Troisièmement, le général Auchinleck n'est pas disposé à agir avant novembre.

5° Allons-nous rester oisifs et permettre aux approvisionnements et aux renforts de plus en plus nombreux, composés surtout d'Italiens, de s'accumuler en Libye? Dans ce cas, quand le général Auchinleck s'estimera enfin complètement prêt, sa situation comparée à celle de l'ennemi ne sera pas meilleure que maintenant.

6° Je serais heureux d'avoir votre avis à ce sujet après le week-end et nous pourrions en discuter à la réunion d'état-major de lundi soir.

Cette proposition fut acceptée, mais il fallut du temps pour la mettre à exécution. Une escadre de raid, désignée sous le nom de « Force K » fut constituée à Malte en octobre, elle comprenait les croiseurs *Aurora* et *Penelope*, ainsi que les destroyers *Lance* et *Lively*. Elle rendit des services importants et très opportuns.

J'avais, à cette époque, des ambitions plus vastes. A la guerre, c'est toujours une bonne chose de faire des plans d'avenir quoiqu'on n'y arrive pas forcément. Une occasion s'offrit après qu'Auchinleck eût pris la décision de retarder son offensive et après le succès de la campagne de Perse. Je désirais à tous les points de vue, envoyer des renforts dans l'est jusqu'à l'extrême limite de nos possibilités de transport. Je ne pouvais savoir comment tournerait la prochaine bataille dans le désert, ni si les Russes réussiraient à tenir le front du Caucase. En outre, il y avait toujours la menace japonaise, avec tous les périls éventuels qu'elle comportait pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Je voulais voir partir vers l'est deux nouvelles divisions britanniques. S'il leur était possible de doubler le cap de Bonne-Espérance vers la fin de l'année, nous aurions en main quelque chose de tangible pour faire face aux circonstances imprévisibles. Elles constitueraient, en fait, cette réserve mobile, cette « masse de manœuvre », qui peut seule assurer la supériorité dans les heures décisives.

Je l'avais appris à une rude école où les leçons se donnent rarement plus d'une fois.

Mon ambition fut donc de prendre une double assurance en envoyant à l'armée du désert deux nouvelles divisions qui constitueraient en même temps une réserve mobile en vue des autres besoins ou des autres chances pouvant se présenter dans le Moyen-Orient. Mais nous n'avions pas de navires pour les transporter. Tout ce que nous pouvions économiser sur la bataille de l'Atlantique était utilisé pour les convois doublant le Cap ou venant d'Australie et de l'Inde. Impossible, même à Leathers, de trouver une solution. Mais j'étais certain, étant donné le ton de plus en plus cordial de ma correspondance avec le Président, que celui-ci accepterait de me prêter quelques transports américains rapides. Et je ne me trompais pas, comme on le verra. Cet expédient ne pouvait évidemment se prolonger pendant plusieurs mois, mais j'étais impatient d'avoir quelque chose en route à travers l'océan Indien afin de faire face à une ou plusieurs des désagréables éventualités devant lesquelles nous pouvions nous trouver.

22 août 1941.

*Premier Ministre à chef d'état-major impérial
et ministre de la Marine marchande.*

Préparez un projet que nous examinerons lundi soir, pour l'envoi aussi rapide que possible, dans le Moyen-Orient, de deux divisions d'infanterie supplémentaires, à effectif complet. Faites-moi savoir le tonnage qui sera nécessaire. Une partie des camions pourra certainement partir directement des États-Unis où on en charge actuellement une grande quantité. Une fois en possession de ces chiffres je demanderai au président Roosevelt de nous prêter des navires dans ce dessein particulier et j'ose dire que je les obtiendrai.

A titre de variante, les divisions pourraient aller à Halifax ou à New-York pour transborder sur des bateaux américains. Le ministre de la Marine marchande devra s'atteler lui-même à ce projet et me présenter un rapport examinant la question sous tous ses angles. Je suis convaincu que nous pourrions avoir deux nouvelles divisions sur ce théâtre à la fin de novembre, elles seront employées en Perse, en Irak ou affectées aux armées du Moyen-Orient, selon les circonstances. Faites-moi également parvenir les dates des mouvements de la 1^{re} division blindée vers le Moyen-Orient.

Tous les détails, fort compliqués, furent débattus avec lord Leathers et les chefs d'état-major.

26 août 1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Veillez vous entendre avec lord Leathers et le bureau des mouvements du ministère de la Guerre au sujet de l'envoi de ces renforts, dans les conditions envisagées dans notre discussion d'hier soir. Il faut s'ingénier à réduire le plus possible la demande que j'aurai à adresser au Président. Je lui réclamerai un certain nombre de navires pour effectuer le parcours suivant : Amérique - îles Britanniques - Moyen-Orient et retour aux États-Unis. Il faudrait que les Américains pussent en disposer de nouveau en janvier ou en février. Si la *Normandie* était susceptible d'être utilisée, on pourrait peut-être effectuer un transbordement à la Trinité, ce qui libérerait plus tôt une partie des petits paquebots. Dans ce cas il faudrait également étudier les dispositions à prendre à l'arrivée dans le Moyen-Orient, en particulier le transbordement sur des navires de moindre tonnage.

Dressez-moi le meilleur plan possible et mettez bien en lumière les principales difficultés, afin que je puisse présider moi-même la dernière conférence. On peut réduire les importations.

Je m'adressai alors au Président.

1^{er} septembre 1941.

Ex-personnalité navale à Président.

1^o Les excellents résultats que nous avons obtenus si facilement en Perse nous ont mis en contact avec les Russes, et nous nous proposons de doubler, ou du moins d'améliorer considérablement le chemin de fer du golfe Persique à la Caspienne, pour ouvrir une route sûre par laquelle les approvisionnements et le matériel pourront atteindre les positions de réserve russes dans le bassin de la Volga. En outre, il est important d'encourager la Turquie à opposer une barrière solide à une avance éventuelle des Allemands en direction de la Syrie et de la Palestine. Étant donnée la valeur de ces deux objectifs, je désire renforcer les armées du Moyen-Orient par deux divisions britanniques normales, soit 40 000 hommes, en plus des 150 000, recrutés et unités constituées que nous transporterons nous-mêmes d'ici Noël. Mais il nous est impossible de fournir seuls tout le tonnage nécessaire. Ne pourriez-vous nous prêter douze paquebots et vingt cargos américains, armés par des équipages des États-Unis, depuis le début d'octobre jusqu'en février? Ils apporteraient des cargaisons

au Royaume-Uni sous le pavillon qui paraîtrait le plus convenable. S'ils pouvaient arriver ici au début d'octobre, nous les ferions partir pour le Moyen-Orient en plus de nos convois réguliers d'octobre et de novembre.

2^o Je n'ignore pas, monsieur le Président, après les conversations que nous avons eues, que c'est là quelque chose de difficile mais nous avons grand besoin de nouvelles troupes britanniques dans le Moyen-Orient, et ce serait un énorme avantage que de pouvoir interdire à Hitler toute nouvelle avance vers l'est en tenant la Turquie et en soutenant la Russie. Il est vrai que le prêt de ces paquebots gênerait l'envoi de forces importantes en Europe ou en Afrique par les États-Unis mais, comme vous le savez, c'est une demande que je ne vous ai jamais adressée concernant tout au moins une période assez proche et pour laquelle nous puissions raisonnablement établir des prévisions.

3^o C'est à vous de nous dire comment vous envisagez le remplacement des navires détruits par l'ennemi. Jusqu'ici nous n'avons pour ainsi dire éprouvé aucune perte dans nos convois de troupes bien défendus. Je suis sûr que ce serait une mesure très sage et très pratique dans la conjoncture actuelle, et je vous serais infiniment reconnaissant si vous pouviez l'obtenir.

La réponse fut extrêmement compréhensive et généreuse. « Je suis certain, dit le Président, le 6, que nous pourrons vous aider à effectuer le renforcement projeté dans le Moyen-Orient. Je peux, en tout cas, vous assurer dès maintenant que nous fournirons des transports pour 20 000 hommes. » Il déclara que ces navires seraient des bâtiments de la marine des États-Unis, armés par des équipages militaires, et que l'Acte de neutralité américain permettait aux bâtiments du service général de la flotte de se rendre dans n'importe quel port. La Commission maritime des États-Unis s'arrangerait en outre, pour affecter 10 à 12 navires de plus dans l'Atlantique nord aux traversées entre les ports américains et la Grande-Bretagne, ce qui nous permettrait de libérer autant de nos cargos pour le voyage vers le Moyen-Orient. « Je vous prête, dit-il, nos meilleurs transports. Entre parenthèses, je suis ravi que vous renforciez le Moyen-Orient. »

7 septembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

1^o Je vous suis vraiment très reconnaissant pour la promptitude que vous avez mise à répondre à ma demande de navires pour le

Moyen-Orient, et très content que notre décision vous plaise. Je projette encore d'envoyer 17 groupes de chasse supplémentaires sur le même théâtre.

2^o Je voulais ajouter à mon télégramme relatif à l'aide à la Russie : « S'ils continuent à se battre cela vaut la peine, s'ils ne se battent pas, nous n'avons pas besoin de le leur envoyer. » Nous nous imposons de très lourds sacrifices en chars, mais cet argument a emporté ma décision.

3^o Nous attendons tous avec le plus vif intérêt la déclaration que vous avez promis de faire lundi. Je parlerai mardi à la Chambre.

A la même époque le Président mit en vigueur les accords qu'il avait conclus avec moi à Placentia pour intervenir plus directement dans l'Atlantique.

Je me mis alors en devoir de tirer le meilleur parti possible des transports dont le Président m'avait fait le cadeau inappréciable.

17 septembre 1941.

Premier Ministre à colonel Hollis, pour Conseil des chefs d'état-major.

1^o Il faut faire tout son possible pour accélérer le mouvement et la rotation des transports américains rapides afin de nous assurer le bénéfice d'un second voyage. Leur départ d'Amérique ne doit pas être retardé en vue de leur faire amener les unités blindées canadiennes. Ce serait commode mais ce n'est pas essentiel. On prévoit que ces navires seront rechargés du 23 octobre au 15 novembre dans les ports du Royaume-Uni, ce délai ne peut être accepté. Il faut s'arranger pour que la division supplémentaire n^o 1 soit mise à bord dans le temps le plus bref. Il faudrait gagner au moins une quinzaine si ce mouvement peut se concilier avec le programme des convois.

2^o La situation des effectifs de l'armée du Nil est bonne. Ce n'est pas surprenant puisqu'elle prend un repos complet de cinq mois, loin de tout combat. Les 60 bataillons britanniques ont en moyenne 880 hommes, et les 45 régiments d'artillerie n'ont qu'un déficit de 9%. Il est inconcevable qu'on puisse engager activement plus d'un quart de cette artillerie à effectuer des bombardements continuels au cours des quatre mois qui viennent. On ne peut donc pas accorder la priorité aux détachements de renfort pour l'artillerie. Les 6 compagnies de transporteurs de chars et les 16 compagnies normales de train-auto doivent passer en bon

rang. La même remarque s'applique à la relève navale, aux renforts indigènes et à l'artillerie destinés aux deux nouvelles divisions indiennes de l'Irak. On peut, si on le désire, inclure dans les convois 10 à 20 000 recrues pour l'infanterie et même quelques spécialistes pour le Royal Army Service Corps (Service de l'Intendance et du Train), dont on a un besoin très grand. Rappelons-nous cependant que rien ne peut plus arriver là-bas avant le déclenchement de « Crusader ». La Malaisie peut attendre et l'on verra si l'on s'occupe ou non de l'Afrique occidentale. Le problème que nous avons à résoudre a priorité sur tout le reste.

3^o Notre but essentiel est d'envoyer les divisions britanniques n^o 1 et n^o 2 dans le Moyen-Orient, conformément aux propositions faites au président Roosevelt. En étalant le mouvement sur un autre mois ou deux, surtout si nous obtenons un second voyage des Américains, nous arriverons certainement à satisfaire toutes les demandes. Il n'est pas question de dire que rien ne marche jamais.

4^o Je compte sur le ministère de l'Air pour que le nombre des groupes existant dans le Moyen-Orient soit poussé jusqu'à 62 1/2.

5^o Je serais heureux de voir insérer tous ces points dans un programme révisé de renforcement du Moyen-Orient et je serais très content de discuter ce soir ou demain soir avec le Conseil des chefs d'état-major les difficultés qui pourraient se présenter.

Bien que les chefs d'état-major eussent approuvé l'envoi de deux nouvelles divisions en Orient, des inquiétudes se manifestèrent. On me signala de façon pressante divers dangers. Je continuai néanmoins à donner la priorité à l'offensive d'Auchinleck.

18 septembre 1941.

Premier Ministre à colonel Hollis, pour Conseil des chefs d'état-major.

1^o Nous avons le devoir d'examiner si des combats sérieux sont ou non susceptibles de se produire avant l'arrivée de tous les convois. Il ne faut pas supposer que ce risque soit également réparti sur toute la période, ni que nous devions être prêts à tout moment à faire intervenir l'effectif total de nos forces combattantes. Il semble qu'aucune lutte sérieuse ne soit à prévoir avant le déclenchement de notre offensive dans le désert de Libye, si longtemps retardée, et pour laquelle rien (en sus de ce qui est déjà en route) ne peut plus arriver en temps utile. Toutefois, si cette offensive réussit, les services du R. A. S. C., y compris les unités spéciales, auront à remplir une tâche extrêmement lourde,

qu'il s'agisse de conserver le terrain conquis ou de faire un bond en avant audacieux en direction de l'ouest. Aussi suis-je disposé à satisfaire les demandes du R. A. S. C. que j'avais trouvées excessives au premier abord. La note des chefs d'état-major prévoit l'envoi de 13 500 hommes, on peut en faire partir 4 000 autres en retardant les cinq bataillons d'infanterie promis à l'Inde dans le convoi d'octobre. L'urgence paraît plus grande dans le premier cas. L'Inde n'est pas très bien fournie, c'est certain, mais elle va recevoir 7 900 hommes dans cette nouvelle répartition, à savoir : trois bataillons plus des compléments d'effectifs. Cela fait un sérieux apport de troupes britanniques. Je désire donc que les cinq bataillons, soit 4 000 hommes, soient retardés jusqu'au nouvel an et qu'ils soient remplacés sur les transports par une égale quantité d'hommes destinés à renforcer le R. A. S. C. du Moyen-Orient. Le quartier général expliquera à l'Inde qu'il ne s'agit que d'un léger retard et qu'on peut poursuivre le programme d'accroissement des effectifs.

2° On ne voit pas très bien qui pourrait provoquer d'autres « combats sérieux » ni dans quelle direction, au cours de la période s'étendant jusqu'à l'arrivée de nos convois qui partiront à la fin de 1941, c'est-à-dire jusqu'en février 1942. Il est peu probable qu'au cours de ces cinq mois la Turquie ouvre la porte à une invasion de la Syrie par les Allemands et encore beaucoup moins que l'ennemi, si elle refuse, puisse se frayer un passage de force à travers l'Asie Mineure. A moins que la Russie s'effondre complètement, l'Allemagne hésitera à se jeter dans une guerre importante avec la Turquie, guerre qui pourrait absorber un nouveau million d'hommes. Je considère donc que le risque de voir envahir par le nord la Syrie, la Palestine, etc., reste extrêmement peu probable jusqu'à la fin de l'hiver, c'est-à-dire jusqu'en mars. C'est ce même point de vue que les chefs d'état-major ont adopté dans leurs divers rapports.

3° La seule autre direction d'où nous pourrions avoir à redouter une attaque sérieuse est celle du Caucase et de la Caspienne. Mais cela présuppose une maîtrise allemande de la mer Noire où les Russes ont actuellement une supériorité navale écrasante, ainsi que la prise de Sébastopol et même de Novorossisk, puis la traversée du Caucase de Batoum à Bakou, ou encore une avance par le nord de la mer Noire et un franchissement du Caucase du nord au sud. Ce serait une opération impossible en hiver. Il y aurait une troisième possibilité : les Allemands pourraient faire le tour de la Caspienne, en forçant la ligne de la Volga et en détruisant les dernières armées de réserve de la Russie. Mais une telle opération ne peut manifestement être menée à bonne fin au cours des prochains six mois, à moins de supposer une reddition ou un effondrement de la Russie. En dehors de ce dernier cas, la mer Caspienne, solidement tenue par les forces navales soviétiques, doit former comme un puissant écran vers le nord.

4^o En conséquence, il faudrait, pour amener les « combats sérieux » envisagés, que la Turquie ou la Russie, ou encore les deux ensemble, fussent écrasées au cours de la période en question, ou bien que les Allemands s'ouvrirent un passage depuis l'Anatolie, à travers le Caucase, ou par le nord de la Caspienne. En tenant compte d'une manière raisonnable et judicieuse des surprises toujours possibles à la guerre, on doit exclure toutes ces éventualités avant le printemps de 1942.

5^o Je ne peux donc admettre la théorie selon laquelle les risques que nous courons sont aussi menaçants un jour qu'un autre et j'estime que nous avons le droit de croire qu'il ne se produira pas de « combats sérieux » sur ce théâtre, avant mars 1942, ailleurs que dans le désert de Libye, à moins, naturellement, que nous décidions de prendre l'offensive. Je me sens donc parfaitement autorisé, dans ces conditions, à donner tout le poids qu'elles méritent aux considérations politiques et stratégiques de première importance qui sont liées à notre envoi de deux nouvelles divisions à l'avant-garde des renforts.

6^o Quelles sont ces considérations? Premièrement, la nécessité morale d'engager dans le Moyen-Orient des forces britanniques suffisamment nombreuses et bien reconnaissables, afin de nous affranchir des imputations si injustes soient-elles, qui nous accusent de toujours utiliser les troupes et le sang des autres. Deuxièmement, l'effet produit sur la Turquie, si elle constate que nous avons été capables d'ajouter deux divisions aux forces dont il a déjà été question dans les conversations d'état-major, ce qui augmentera très sensiblement nos chances de pouvoir influencer l'attitude de ce pays. Troisièmement, la base de l'appel adressé par moi au Président, base que je ne désire pas modifier. Quatrièmement, la possibilité de faire arriver ces deux divisions par Bassora, de manière à apporter un concours efficace aux forces de réserve russes dans le nord de la Caspienne.

Nous aurons le choix entre toutes ces possibilités pendant les trois mois que ces divisions mettront à arriver...

Comme à l'ordinaire je tins Smuts au courant.

20 septembre 1941.

Premier Ministre à général Smuts.

D'ici à Noël j'envoie deux divisions et environ 80 000 hommes d'autres renforts dans le Moyen-Orient. Pour y parvenir j'ai dû demander à Roosevelt de me prêter des navires de transport américains, ce qu'il a fait très obligeamment. Si nous pouvons nettoyer la Cyrénaïque, nous disposerons de forces importantes pour

donner la main aux Russes dans la région de la Caspienne et pour exercer une influence sur la Turquie. Ce dernier point constituera notre résultat le plus immédiat. J'espère au moins inciter les Turcs à résister aux demandes que pourraient leur adresser les Allemands en vue de traverser l'Anatolie. En attendant, Beaverbrook et Harriman partent pour Moscou. Nous avons dû consentir de terribles sacrifices en chars, en avions et en matériel de guerre dont nous avons pourtant un si grand besoin. Si les Russes tiennent, cela en vaut la peine. S'ils s'effondrent nous n'aurons plus aucune raison de le leur envoyer. J'espère atteindre un total de 25 divisions entre la Caspienne et le Nil au cours de 1942. Je crois que les Russes auraient tort de nous demander d'encombrer le chemin de fer transpersan, dont nous accroissons rapidement le rendement, avec les quelques divisions que nous pourrions envoyer actuellement en Russie et leur ravitaillement. Toutes ces questions vont être discutées à Moscou et étudiées par nos états-majors. Je vous tiendrai au courant.

Toutes nos pensées continuaient à se tourner vers le désert. Je peux revenir maintenant sur la note que j'avais écrite au cours de la première semaine d'août, en me rendant à Placentia, au sujet des prochaines opérations sur ce théâtre. Je soumis ma minute au chef de l'état-major impérial et au général Brooke, commandant en chef de nos forces métropolitaines. Ils me déclarèrent qu'ils étaient pleinement d'accord avec moi, sauf sur quelques points d'importance secondaire qui ne changeaient rien aux principes exposés.

Je communiquai ce document à divers commandants en chef à partir du 7 octobre 1941. La décision contenue dans le paragraphe 4 au sujet des commandements terrestres et aériens prit effet à la suite des télégrammes adressés au général Auchinleck et au maréchal de l'Air Tedder qui précisaient leur situation respective en établissant l'autorité du commandant terrestre sur l'utilisation de l'aviation tant au cours de la bataille qu'au cours de la phase préparatoire. Ce règlement prévalut dès lors dans les forces armées britanniques, et les États-Unis l'adoptèrent, de leur côté, par la suite.

NOTE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

1^o La gloire attend le chef qui saura le premier au cours de cette guerre, rendre à l'artillerie sa primauté sur le champ de bataille, primauté dont elle a été dépossédée par les chars lourdement

cuirassés. Il est nécessaire à cet effet d'observer trois règles :

a) Chaque pièce de campagne et chaque canon mobile de D. C. A. doit disposer d'un approvisionnement abondant d'obus traceurs perforants. Chaque pièce mobile deviendra ainsi un canon antichar, et chaque batterie pourra se protéger elle-même contre les véhicules blindés.

b) Quand des canons seront attaqués par des chars ils devront saisir l'occasion avec empressement et continuer à combattre à bout portant. Tant que les chars ne seront pas à petite distance, les batteries tireront des obus explosifs à une cadence très rapide. Au cours de cette phase, ce sont les chenilles des chars qui constituent l'objectif le plus vulnérable. A courte portée, il faut tirer des obus perforants aussi longtemps qu'il restera un canonnier. Le dernier coup sera tiré à une distance ne dépassant pas dix mètres. Il serait bon que certaines pièces fissent semblant d'être hors de combat ou s'abstinssent d'ouvrir le feu pour avoir la magnifique occasion de tirer des obus perforants à toute petite portée.

c) Il pourra arriver fréquemment, en conséquence de la tactique exposée ci-dessus, que des canons soient écrasés et perdus, particulièrement quand l'artillerie opérera avec des chars. S'ils ont continué à tirer jusqu'à ce que leur objectif soit à bout portant, le fait ne devra pas être considéré comme un désastre, mais bien au contraire comme un très grand honneur pour la batterie intéressée. La destruction des chars nous dédommagera largement de la perte des pièces de campagne ou des canons de D. C. A. mobiles. Les Allemands n'ont pas besoin d'utiliser les canons qu'ils pourraient nous prendre, car ils ont une quantité pléthorique de leurs propres modèles, et ils les préfèrent. Nos approvisionnements sont suffisants pour remplacer les pertes.

L'artillerie royale doit établir le principe qu'il n'est pas bon pour des chars d'attaquer un groupe de batteries britanniques convenablement placées et que ces batteries attendront toujours l'attaque afin de détruire une grande partie des véhicules assaillants. Nos canons ne doivent pas plus se replier quand des chars approchent que les carrés de Wellington se replièrent à Waterloo à l'approche de la cavalerie ennemie.

2^o Dès le début de l'invasion de la France, les Allemands ont pris l'habitude, qu'ils n'ont cessé de développer depuis, de faire emmener par leurs éléments les plus avancés ce qu'ils appellent de l'artillerie de « flak » (1) et d'en mélanger à leurs colonnes de blindés et de véhicules de ravitaillement. Il faut faire de même. Nous devons prendre pour principe que toute formation, tant en colonne que déployée, doit disposer d'un certain contingent de canons de D. C. A. pour assurer sa protection. Ce principe s'applique aux colonnes de tous genres, qui doivent être abondamment munies de mitrailleuses aussi bien que de Bofors, puisque nous

(1) Artillerie antiaérienne (N. du T.).

disposons maintenant d'une quantité plus importante de ces armes.

3^o 250 Bofors viennent d'être envoyés au général Auchinleck pour qu'il les utilise au mieux en munissant toutes ses colonnes, et en les installant, pendant le déroulement des opérations offensives, aux points de rassemblement des troupes et aux centres de ravitaillement en carburant.

L'armée ne doit plus jamais compter uniquement sur l'aviation pour la protéger contre les attaques aériennes. Il faut avant tout abandonner l'idée de maintenir en permanence des patrouilles d'avions au-dessus des colonnes en marche. C'est un très mauvais système que de « distribuer » les avions de cette façon, aucune supériorité aérienne ne résisterait à l'emploi en grand d'une pratique aussi dangereuse.

4^o Dès que le commandant en chef des troupes du Moyen-Orient fait connaître à l'officier commandant en chef l'aviation qu'une bataille est prévue, ce dernier doit lui fournir toute l'aide en son pouvoir sans tenir compte de ses autres objectifs quelque intérêt qu'ils puissent présenter. Le gain d'une bataille rachète tout et crée de nouvelles situations favorables qui ont un caractère décisif. Le commandant en chef des forces terrestres fixera à l'officier commandant en chef l'aviation les objectifs à atteindre et les missions à remplir, tant pendant l'attaque préliminaire sur les arrières de l'ennemi que pendant le déroulement du combat. L'officier commandant en chef l'aviation devra y employer le maximum de ses forces et de la manière la plus efficace. Cela s'applique non seulement aux groupes affectés en permanence à la collaboration avec l'armée, mais à l'ensemble des forces aériennes présentes sur le théâtre d'opérations.

5^o Si cela est nécessaire, les bombardiers pourront être utilisés pour transporter des renforts ou du ravitaillement à des colonnes de troupes éloignées ou écartées, le seul but devant être d'assurer le succès des opérations militaires. Aucune difficulté ne doit se présenter, les intérêts des deux commandants en chef étant identiques. L'aviation renoncera naturellement à ses programmes habituels pour se consacrer entièrement au bombardement des arrières ennemis au cours de la période préparatoire. Ce bombardement ne s'effectuera pas seulement de nuit mais aussi de jour, sous la protection de l'aviation de chasse. Ce faisant, il se produira une série d'épreuves de force avec les chasseurs ennemis qui fourniront une excellente occasion d'acquérir la maîtrise locale. Ce qui est vrai pour la période préparatoire s'applique encore avec plus de force au déroulement de la bataille. Tous les points de rassemblement de troupes, tous les centres de ravitaillement, toutes les colonnes en marche de l'ennemi doivent être attaqués par les bombardiers pendant la journée avec une puissante escorte de chasseurs, ce qui amènera des combats aériens, non seulement importants par eux-mêmes, mais qui contribueront directement au résultat général.

Le général Montgomery ne fut pas de ceux à qui l'on envoya ce document et je ne pus lui en soumettre un exemplaire qu'à Tripoli lorsque je l'y rencontrai, en 1943, dix-huit mois plus tard, après la victoire remportée par la 8^e armée à El Alamein. « C'est aussi vrai maintenant, observe-t-il, qu'au moment où ce fut écrit. » A ce moment, la gloire l'avait très certainement couronné pour avoir rendu à l'artillerie la place qui lui revenait sur le champ de bataille.

CHAPITRE VII

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PUISSANCE BRITANNIQUE

Automne de 1941.

Coup d'œil sur notre situation militaire. — Ma note du 4 octobre. — Il est indispensable de maintenir la valeur militaire des forces de la métropole. — Restrictions apportées à la défense antiaérienne de la Grande-Bretagne. — Énormes progrès de notre aviation de chasse. — Nous limitons nos bombardements offensifs. — Les effectifs de l'armée : mes instructions du 9 octobre. — Le problème des ressources en hommes : mon mémorandum du 6 novembre. — Je mets en doute la menace d'une invasion. — Nos projets concernant la Home Guard. — Mission et rapport du général Embick. — Mes commentaires. — Notre ligne de communication vitale à travers l'Atlantique. — Le Président donne l'ordre, le 11 septembre, de « tirer les premiers ». — Télégramme au général Smuts. — La sécurité des convois est mieux assurée. — Destruction du *Reuben James*, le 31 octobre. — Notre offensive aérienne dans le golfe de Gascogne. — Un sous-marin se rend à un avion. — Les routes maritimes vers la Russie. — Notre premier convoi pour la Russie, le 12 août. — Les Focke-Wulf domptés. — Nous créons le porte-avions d'escorte. — Des sous-marins en Méditerranée. — Notre meilleur « tueur de sous-marins ». — La guerre contre les corsaires allemands de surface. — Tableau des pertes de navires. — La puissance britannique à l'automne de 1941.

Lorsque l'hiver approcha, il fallut revoir les effectifs et l'organisation de l'armée pour 1942, à la lumière des circonstances nouvelles. Nous ne pouvions avoir la certitude que l'Allemagne n'eût pas alors construit une grande variété de chalands de débarquement pour l'infanterie et pour les chars, en vue de l'invasion. Nous en fabriquions nous-mêmes de plus en plus et les besoins allemands étaient certainement supérieurs aux nôtres. Nous ne pouvions avoir l'assurance, en octobre, que Hitler, après avoir battu et refoulé les armées

russe au cours de la première phase de son attaque, ne s'arrêterait pas brusquement pour prendre ses quartiers d'hiver, comme ses innombrables généraux avaient été les premiers à le lui conseiller. Ne pouvait-il, ayant pris ses dispositions en temps utile, ramener 20 ou 30 divisions pour tenter l'invasion de la Grande-Bretagne au printemps? Nous ne savions même pas s'il ne lui restait pas suffisamment de bonnes troupes sur le théâtre occidental pour le faire. Il paraissait également très possible de voir l'aviation allemande déplacer de nouveau très rapidement son centre d'action, de l'est à l'ouest cette fois. De toute façon, il fallait que nous fussions prêts à affronter cette brusque volte-face. C'était à sir Alan Brooke, commandant en chef des forces de la métropole, que revenait la responsabilité de nous faire connaître les besoins dans ce secteur vital.

Il avait parfaitement raison d'exposer les exigences de la défense des Îles et il le fit, ainsi que son nombreux état-major, d'une façon extrêmement vigoureuse. Ils nous réclamèrent de grandes quantités d'hommes, signalant que de redoutables réductions du nombre des unités combattantes se produiraient, si nous ne les fournissions pas. Il m'appartenait en tant que ministre de la Défense nationale, de déterminer avec les chefs d'état-major, la répartition à donner à nos ressources humaines déjà fortement mises à contribution.

4 octobre 1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre
et à chef d'état-major impérial.*

1^o L'annonce faite par le commandant en chef des forces de la métropole qu'il allait être obligé de réduire au printemps le nombre de ses formations divisionnaires normales à 11 divisions mobiles, plus 3 autres en Irlande, m'a fortement ému. Cette suppression de plus de la moitié de notre armée serait intolérable, et vous auriez dû, de toute évidence, avertir le Cabinet avant qu'une telle situation dût être même envisagée.

2^o Une telle mutilation de l'armée n'est aucunement justifiée ni nécessaire. Les opérations actives mises à part, les pertes à prévoir pour l'hiver par usure normale ne peuvent pas dépasser 60 000 hommes, et des dispositions ont été prises pour incorporer un nombre de recrues supérieur à ce chiffre. Les 26 divisions normales, les 9 divisions de comté et les 7 divisions blindées, y compris la Garde (en formation), ne doivent être réduites à aucun prix. Si

l'on a besoin de nouvelles unités, on doit pouvoir puiser dans les quatre ou cinq brigades indépendantes et dans les douze bataillons non embrigadés.

3^o Veuillez procéder immédiatement à une enquête au sujet de cette déclaration du commandant en chef et me fournir un rapport. Entre temps, on s'en tiendra à la règle suivante : aucune formation divisionnaire ne sera réduite en effectif ou ne recevra une forme différente sans une autorisation expresse de ma part qui devra, chaque fois, être obtenue suffisamment à l'avance. Je dois également être informé de toutes les créations de nouvelles unités en remplacement de celles qui existent, et de tous les changements importants apportés aux effectifs, tant au point de vue du personnel que du matériel. Faites-moi parvenir la liste de tous ceux qui sont actuellement en cours ou en projet.

En même temps, je faisais tout ce qui était en mon pouvoir pour préserver l'efficacité des forces de la métropole, et pour écarter d'elles les nombreuses demandes de personnel, qu'elles fussent précieuses ou raisonnables, formulées par les services civils.

5 octobre 1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Je n'approuve pas l'idée d'utiliser l'armée pour effectuer des travaux de drainage ou d'autres travaux du même genre au cours de l'hiver. Il n'est pas exact que l'aviation ait des projets analogues. Elle se propose de prêter 8 000 spécialistes de la R. A. F., en uniforme, pour travailler pendant environ six mois dans les usines. Son cas est complètement différent de celui de l'armée de terre, et j'estime ce projet excellent.

2^o Les considérations militaires doivent seules guider votre action et il ne faut pas que vous cédiez aux faibles qui, dans le pays, ne comprennent pas que la qualité, la valeur, la correction et une discipline très élevée, constituent les caractères essentiels d'une armée qui peut avoir à affronter les Allemands.

3^o Bien entendu, dans tous les cas d'urgence, tels que de grands bombardements aériens ou la moisson, l'armée doit apporter une aide immédiate et généreuse. Mais nous aurons besoin de tous nos hommes au printemps et chaque unité devra atteindre alors le plus haut degré de préparation. Des opérations peuvent même avoir lieu avant le printemps. Votre devoir est de tenir vos hommes en haleine, comme des coqs de combat, conformément aux directives que je donne en tant que ministre de la Défense nationale. Du haut en bas de l'échelle hiérarchique tout le monde doit prendre part à des parades, des exercices, des manœuvres,

s'occuper du développement continuél de la valeur de chaque escouade, chaque section, chaque compagnie, de l'amélioration incessante et de l'épuration du corps des officiers de grades intermédiaires, des cours et des compétitions de tous genres. Il doit y avoir de nombreux défilés, musique en tête, à travers les villes et les régions industrielles. Des permissions accordées plus libéralement aux officiers et à la troupe, rompront la monotonie. Il faut organiser des facilités de transport vers les villes pour que les soldats puissent aller s'y distraire, un peu de plaisir constituant la contrepartie des efforts qu'on doit exiger pour un entraînement intensif. Nous avons besoin d'unités militaires de la plus haute qualité et non pas d'une milice crottée, supposée capable de venir donner un coup de main au cas où l'invasion se produirait. J'ai dénoncé à la Chambre, la semaine dernière, les dangers qu'il y avait à s'abandonner à la facilité, à l'indulgence, aux mesures populaires, et toutes les situations critiques où cela nous avait déjà conduits.

Les batteries de D. C. A. et autres unités de la défense antiaérienne placées sous le commandement du général Pile constituaient naturellement la source principale où nous pouvions puiser des hommes pour entretenir les troupes combattantes mobiles. La crainte de voir reprendre les bombardements sur une échelle encore plus grande avait conduit à réclamer un nouvel accroissement de nos défenses antiaériennes. Je résistai à cette tendance et, de nouveau, contestai l'existence d'une menace d'invasion qui demeurerait cependant toujours présente à mon esprit.

8 octobre 1941.

*Premier Ministre à colonel Hollis,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Défense antiaérienne de la Grande-Bretagne.
Directive du Premier Ministre.

1^o Nous ne pouvons préciser actuellement l'ampleur qu'atteindront les bombardements aériens cet hiver, ni ce que sera la menace d'une invasion au printemps. Ces deux dangers resteront suspendus au-dessus de nos têtes jusqu'à la fin de la guerre. Mais il faut éviter que les précautions prises contre eux affaiblissent indûment notre armée mobile de campagne et les autres formes de notre effort offensif.

2^o Il semble raisonnable de fixer l'effectif total des services de la défense antiaérienne de la Grande-Bretagne (D. A. A. G. B.)

au chiffre actuel de 280 000, qui pourra s'accroître de toutes les recrues féminines susceptibles de s'enrôler. Nous avons au bas mot 30 000 personnes de moins lors des bombardements de l'an dernier et nous nous en sommes tirés. Il est impossible de réaliser l'augmentation de 50 000 hommes qui a été proposée et qui eût porté l'effectif total à 330 000. Nous disposons maintenant de nombreux canons tirant à haute ou à basse altitude. Certains d'entre eux peuvent servir à constituer des batteries supplémentaires, mais ils devront être conservés en réserve à moins que la D. A. A. G. B. puisse, par un effort d'organisation méritoire et par son ingéniosité, les armer dans les limites de l'effectif mentionné ci-dessus.

3^o Étant donnés d'une part le fait que les aviations britannique et allemande sont actuellement à égalité et d'autre part, le facteur russe, il est peu probable que l'ennemi se livrera à des bombardements sévères et continus sur la Grande-Bretagne en liaison avec une invasion ou comme prélude à celle-ci. Il aurait besoin de rassembler des forces pour cela...

4^o Il faut donc donner le plus de souplesse possible à la défense antiaérienne et réduire au minimum les défenses statiques. A cet effet, il conviendrait que la plus grande partie possible de la D. A. A. G. B. prit une forme mobile. Le général Pile devra préparer des projets en vue de fournir à l'armée du général Brooke le maximum des renforts en flak mobile. Il lui faudra quelquefois prendre des pièces déjà en batterie; dans d'autres cas, on pourra mettre à sa disposition un second jeu de pièces mobiles. Nous serons dès lors en mesure de transporter le centre de gravité de notre effort selon les besoins...

6^o Avant tout, nous ne pouvons continuer à ajouter les canons aux canons et les batteries aux batteries, au fur et à mesure que les usines en livrent et à enchaîner une proportion de plus en plus grande de nos effectifs entraînés à des défenses statiques et passives.

7^o Le général Pile devra être aidé de toutes les façons possibles à préparer cet accroissement de la flak mobile de l'armée et à renforcer les batteries de côte, tout en maintenant avec son effectif (280 000 hommes) qui ne sera pas augmenté (sauf par des femmes), les défenses minima indispensables qui nous ont rendu de si précieux services l'année dernière.

8^o Je demande au Conseil des chefs d'état-major de me donner son avis et d'étudier les propositions à présenter pour mettre en application les principes qui précèdent.

Notre aviation de chasse avait alors accompli des progrès considérables, nous procurant non seulement plus de sécurité

dans le cas d'une invasion, mais ouvrant de nouvelles perspectives dans le domaine stratégique.

1^{er} septembre 1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

J'ai été ravi de voir dans le dernier état que l'aviation métropolitaine dispose pratiquement de 100 groupes de chasse (99 1/2). Les profonds changements survenus dans la situation de guerre du fait de l'entrée en ligne de la Russie et de l'amélioration de notre position dans le Moyen-Orient, en y comprenant la Perse, me font désirer de renforcer de nouveau très sensiblement notre aviation sur ce dernier théâtre. Nous pourrions alors exercer une influence sur la Turquie ou aider la Russie sur son flanc méridional ou peut-être faire les deux. J'envisage d'envoyer jusqu'à 20 groupes de chasse complets dans le secteur Irak - Perse et Syrie. Ces groupes pourraient avoir l'occasion d'entrer en action contre les bombardiers allemands en altitude ou en piqué, tout en défendant les territoires placés sous notre contrôle ou sous celui de nos alliés, et nous retrouverions alors les conditions favorables qui nous ont permis d'infliger de si graves pertes à l'ennemi au cours de la bataille d'Angleterre, quand il nous a attaqués l'an dernier. Ces opérations seraient sans doute autrement fructueuses que les durs combats de France qu'il nous faut bien entendu poursuivre, chaque fois que l'occasion se présente. Ces groupes seraient obligés de prendre la longue route du cap de Bonne-Espérance et ne pourraient entrer en action qu'à la fin de l'année. Ces unités se feraient accompagner des organisations complètes d'un ou deux centres de contrôle (analogues à celui du groupe n° 11) qui permettent de donner toute sa valeur à la défense par la chasse. Elles attendraient pour quitter la métropole que la période où l'invasion est possible soit passée, et s'ajouteraient, naturellement, à tout ce dont vous disposez déjà pour l'Orient.

Je vous serais très obligé de vouloir bien étudier cette question sous tous ses aspects et de me faire connaître combien de personnel il faudra, quel tonnage sera nécessaire pour le transport, et ce que vous pensez de cet important transfert de forces combattantes. De telles unités agissant dans le nord et dans le sud de la Caspienne apporteraient une contribution gigantesque à l'effort de guerre de la Russie et, opérant en liaison avec des bombardiers, seraient capables de tenir longtemps en échec une avance des Allemands en direction de l'est. L'aviation indoue entrerait en action dans les mêmes secteurs.

Je ne cessai jamais de faire tout mon possible pour accroître et activer la fabrication des bombardiers qui restait très en

dessous des demandes même les plus modestes des partisans de ce genre d'appareils.

7 septembre 1941.

Premier Ministre à lord Président du Conseil privé.

Je suis très contrarié de la lenteur avec laquelle s'accroît la production des avions de bombardement lourds et moyens. Pour avoir en ligne 4 000 de ces appareils, la Royal Air Force en réclame 22 000 entre juillet 1941 et juillet 1943, sur lesquels 5 500 peuvent nous être fournis par les Américains. Selon les dernières prévisions nos usines ne pourront fournir que 11 000 des 16 500 autres. Nous ne pouvons accepter cela si nous voulons gagner la guerre. Après en avoir discuté avec le ministre de la Production aéronautique et sir Charles Craven, j'ai donné des directives afin de préparer un plan qui nous permettra de produire 14 500 appareils au lieu de 11 000 au cours de la période envisagée. On ne peut y parvenir qu'en concentrant fortement nos efforts et en réduisant d'autres demandes. On ne doit pas rencontrer de difficultés insurmontables en ce qui concerne les matériaux et les machines-outils, et nous aurons assez d'hommes pour piloter les avions. Le point crucial c'est le recrutement de la main-d'œuvre spécialisée nécessaire pour monter les appareils ainsi que la formation d'un grand nombre de nouveaux ouvriers, hommes et femmes. On ne pourra se procurer cette main-d'œuvre spécialisée qu'aux dépens d'autres projets.

J'ai demandé au ministre de la Production aéronautique de dresser un plan en vue de la réalisation de ce nouveau programme et d'établir la liste des demandes qu'il devra formuler. Je l'ai également prié de faire des suggestions sur les moyens de les satisfaire. Je me suis enfin adressé au secrétaire d'État à l'Air pour qu'il fasse coïncider le programme d'extension de la R. A. F. avec ce nouveau plan de constructions. Cela donnera un peu plus de temps pour la préparation des aérodromes, la fabrication et le remplissage des bombes, etc., car l'effectif de première ligne complet sera sans doute atteint un peu plus tard qu'on le prévoit actuellement.

Je désirerais vous voir prendre en main le plan que va établir le ministre de la Production aéronautique, afin de convoquer les ministres intéressés et de soumettre à mon examen des propositions pour la mise à exécution de ce plan. Il sera nécessaire de bien montrer ses répercussions éventuelles sur nos autres activités. Nous serons peut-être conduits à ralentir le programme de l'Amirauté ou à réduire le flot des armements destinés à l'armée. Mais surtout, nous serons certainement contraints de réduire dans des proportions massives la construction des très nombreuses usines nouvelles qui viennent d'être commencées ou sont sur le point

de l'être, et qui absorbent beaucoup de main-d'œuvre, non seulement pour la construction proprement dite, mais pour la fabrication des matériaux qu'elles réclament. Il vous faudra demander un rapport sur chacune de ces usines indiquant à quoi elle est destinée, quand elle a été commencée, son état actuel, et la date exacte à laquelle elle commencera à produire. Tous les autres projets à long terme doivent céder le pas, car c'est pour nous une nécessité primordiale que de construire plus de bombardiers.

Je considère cette question comme l'un des éléments capitaux de la guerre à l'heure actuelle et j'aimerais recevoir vos propositions préliminaires dans une quinzaine. Il vous faudra par la suite surveiller la réalisation du plan, et je réunirai des conférences périodiques pour l'activer.

Je fus contraint, dans le même temps, de modérer les exigences que certains de nos meilleurs officiers, formulaient avec leur fougue naturelle. Les réductions que nous fûmes obligés de faire frappèrent surtout le programme d'extension de l'aviation côtière. Mon rôle, à l'époque, fut de me battre sur le front de tous les services administratifs et de conseiller la bonne solution au Cabinet dans le conflit entre ces diverses nécessités.

7 octobre 1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Nous espérons tous que l'offensive aérienne contre l'Allemagne répondra à ce qu'en attend l'état-major de l'Air. Rien n'est négligé pour donner toute l'ampleur possible à l'aviation de bombardement que vous désirez et nous n'avons pas l'intention de changer cette politique. Mais j'estime qu'il ne faut pas placer une confiance illimitée dans cette forme d'attaque et encore moins exprimer cette confiance en termes d'arithmétique. C'est le moyen le plus puissant dont nous disposons actuellement pour atteindre le moral de l'ennemi. Si les États-Unis entrent en guerre, il faudra le compléter, en 1943, par des attaques simultanées de blindés dans beaucoup des pays conquis par les Allemands et mûrs pour la révolte. C'est la seule façon certaine d'obtenir une décision. Même si toutes les villes d'Allemagne étaient rendues à peu près inhabitables, il n'en résulterait pas forcément un affaiblissement de la puissance militaire ennemie, ni même un arrêt des fabrications de guerre.

2° L'état-major de l'Air commettrait une faute en élevant trop ses prétentions. Nous fûmes gravement induits en erreur, avant la guerre, par la peinture des destructions que, d'après lui, les bombardements aériens devaient opérer. Au point que nous préparâmes 250 000 lits pour recevoir les blessés et que nous n'en eûmes jamais besoin de plus de 6 000. Cette surestimation des résultats à attendre de l'aviation exerça un effet déprimant sur les hommes d'État responsables de la politique d'avant les hostilités et joua un rôle très net lors de l'abandon de la Tchécoslovaquie en août 1938. De même, après le déclenchement de la guerre, l'état-major de l'Air s'est efforcé de nous faire croire que si l'ennemi s'emparait des Pays-Bas, sans parler de la France, notre situation deviendrait intenable du fait des attaques aériennes. Cependant, grâce à ce que nous n'avons pas attaché trop d'importance à ces dires, nous avons trouvé le moyen de nous en tirer fort convenablement.

3° Il est possible que le moral allemand s'effondre et que nos bombardements contribuent beaucoup à obtenir ce résultat. Mais les conditions de la lutte se modifient constamment et il peut se faire que les installations dont les nazis disposent pour poursuivre la guerre soient si largement disséminées dans toute l'Europe en 1943 qu'ils ne dépendent plus guère de leurs établissements actuels en Allemagne.

4° Le tableau serait très différent si l'aviation ennemie était suffisamment réduite pour que nous puissions effectuer des bombardements de jour très précis sur les usines. Mais cela ne peut se faire en dehors du rayon de protection de notre chasse, d'après ce qu'on me dit actuellement. Chacun doit faire du mieux qu'il peut, mais il serait insensé de penser qu'il existe une manière *certaine* de gagner cette guerre, ou toute autre guerre, lorsque les adversaires sont égaux en force. Il n'y a qu'une seule chose à faire : persévérer.

Je serais ravi de parler avec vous de toutes ces questions générales quand il vous conviendra.

J'arrivai alors à des conclusions d'ensemble au sujet des effectifs et de la constitution que nous devons essayer de donner à l'armée en 1942, et sur les ressources en hommes qui seraient nécessaires. J'obtins l'accord des autorités compétentes sur le programme suivant et les dispositions qu'il comportait furent rendues exécutoires.

EFFECTIFS DE L'ARMÉE

DIRECTIVE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

9 octobre 1941.

Nous possédons actuellement dans le Royaume-Uni (Irlande du Nord comprise) 26 divisions d'infanterie motorisées normales plus la division polonaise, soit 27 au total, bien équipées en artillerie et en moyens de transport, avec un effectif moyen de 15 500 hommes environ, ainsi que 10 corps d'armée avec les organismes correspondants (61 000 hommes). Il existe 8 divisions de comté pour opérer sur les plages, avec un effectif moyen de 10 000 hommes, ne possédant d'autre artillerie que celle des batteries de côte et peu de moyens de transport. Nous disposons de 5 divisions blindées et de 4 brigades de chars, soit au total 14 brigades blindées (avec 5 éléments divisionnaires), 4 groupes tactiques avec leur artillerie et leurs moyens de transport, 7 brigades d'infanterie, et 12 bataillons non embrigadés, plus 8 bataillons pour la défense des aérodromes et les 100 000 hommes de la Défense du territoire et des bataillons de Jeunes.

2° Il est proposé de transformer cette organisation pour avoir 27 divisions normales (qui seront appelées par la suite divisions de campagne) plus la division polonaise (qui recevra un élément de chars), soit 28 au total, et de porter les forces blindées à 7 divisions avec 8 brigades de chars d'armée, donnant ensemble 22 brigades blindées (avec 7 éléments divisionnaires). Les 4 groupes tactiques subsisteront. Les 8 divisions de comté et les autres unités mentionnées plus haut, seront remplacées par 13 brigades, plus l'équivalent de 2 brigades de troupes alliées et 8 « bataillons détachés ». Ce qui précède constituera l'armée de campagne métropolitaine dont l'effectif équivaldra par conséquent à 45 divisions. Il restera en outre les 8 bataillons pour la défense des aérodromes, les troupes de la Défense du territoire et les bataillons de Jeunes.

3° Le but de ces modifications est d'accroître la puissance de combat de l'armée, particulièrement en unités blindées, et de lui fournir un supplément d'artillerie de campagne, antichar, et de flak, y compris celle qui est nécessaire pour les cinq divisions indiennes additionnelles qui doivent être constituées en 1942. Dans ce dessein il sera également nécessaire de se procurer 17 bataillons britanniques pour l'armée des Indes.

4° Aucune réduction des forces énumérées au § 2 n'est compatible avec nos besoins de guerre. Pour les entretenir au cours des neuf mois prochains c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juillet 1942, pour fournir les recrues nécessaires aux armées du Moyen-Orient et

de l'Inde, en même temps qu'à nos garnisons d'Islande, de Gibraltar, de Malte, de Hong-Kong, etc., il faut incorporer 278 000 hommes, en comptant sur une usure normale de 50 000 hommes par trimestre. Des mesures sont prises pour atteindre ce chiffre. L'armée a en outre besoin d'au moins 142 000 femmes en sus des 63 000 déjà recrutées.

J'exposais alors le détail de nos forces dans la métropole et à l'extérieur. La conclusion montre quelles étaient nos ressources militaires et leur répartition à la veille des événements capitaux qui causèrent l'entrée en guerre des États-Unis. Ma directive se poursuivait ainsi :

10° En évaluant notre armée en divisions ou en unités équivalentes on obtient la répartition générale suivante pour 1942 :

Royaume-Uni	45
Divisions antiaériennes	12
Armée du Nil	16
Armée indienne en Irak et en Perse	9
Armée indienne dans l'Inde	8
Garnisons des points fortifiés	7
Divisions indigènes d'Afrique	2
TOTAL	99

11° Nous avons pour devoir de développer, d'équiper et d'entretenir toutes ces unités au cours de 1942.

Il ne suffisait pas de fournir des hommes aux forces armées ; des demandes toujours plus pressantes nous étaient présentées, par suite de l'accroissement des usines et des ateliers travaillant pour les armements. Pour maintenir le moral du pays, il fallait également bien nourrir la population civile. M. Bevin, à la tête du ministère du Travail et du Service national, mit en œuvre tout son savoir et toute son influence de chef syndicaliste expérimenté pour se procurer les effectifs réclamés. Il était déjà évident que la main-d'œuvre conditionnait à la fois nos ressources militaires et économiques. M. Bevin, qui en avait plus spécialement la responsabilité, et sir John Anderson, lord Président du Conseil privé, mirent sur pied une organisation qui nous rendit les plus grands services jusqu'à la fin du conflit. Grâce à elle, nous pûmes mobiliser pour les besognes de guerre, dans notre pays ou en campagne, une proportion plus importante de nos hommes

et de nos femmes que celle d'aucun autre pays, soit au cours de cette guerre, soit au cours des précédentes. Au début, la tâche consista à récupérer le personnel occupé aux besognes les moins essentielles. Quand le niveau du réservoir humain commença à baisser, il fallut réduire toutes les demandes. Le lord Président et son Comité de la main-d'œuvre eurent à arbitrer, non sans difficulté, les conflits entre les diverses exigences. Les résultats m'étaient soumis ainsi qu'au Cabinet de guerre.

La première de ces études sur nos ressources humaines fut remise au Cabinet en novembre. J'écrivis les réflexions que m'inspirèrent les principales questions soulevées par le rapport du lord Président, et les présentai à mes collègues. De toute évidence, c'était maintenant aux femmes qu'il fallait demander une lourde contribution.

MAIN-D'ŒUVRE ET EFFECTIFS

MÉMORANDUM DU PREMIER MINISTRE

6 novembre 1941.

Mes collègues trouveront peut-être plus commode que j'expose les opinions auxquelles je me suis provisoirement arrêté sur certaines des principales questions que nous avons à régler.

1^o La limite d'âge du service obligatoire pour les hommes devrait être augmentée de dix ans, de manière à inclure tous ceux qui ont moins de cinquante et un ans. Cela ne fournira sans doute pas beaucoup de recrues pour les unités combattantes, mais aidera le ministre du Travail à se procurer des hommes pour les services auxiliaires des forces armées.

Il ne faut pas exclure la possibilité d'avoir à accroître encore cette limite d'âge, mais il semble qu'une augmentation de dix ans sera suffisante pour le moment.

2^o Le plaidoyer en faveur de l'appel des jeunes gens à dix-huit ans et demi au lieu de dix-neuf, paraît probant. En fait, j'irais même plus loin et je les appellerais à dix-huit ans si cela pouvait nous procurer un apport substantiel.

3^o Je ne suis pas encore convaincu qu'il faille prendre en considération le projet visant à recruter des femmes pour les services auxiliaires par la conscription, étant donnée l'opposition manifeste des hommes de ces services. Mais il faut encourager très vivement les engagements volontaires.

4^o Si le Cabinet décidait l'enrôlement obligatoire de femmes

dans les services auxiliaires, il faudrait voir si l'appel ne devrait pas se faire par sélection individuelle plutôt que par classes suivant l'âge. Cette dernière méthode inciterait inévitablement les femmes à ne pas s'engager avant l'appel de leur classe.

5° Il faut accentuer la campagne en vue d'orienter les femmes vers les industries d'armement. Les moyens dont on dispose devraient être utilisés avec plus de vigueur...

6° Les employeurs pourraient être encouragés, le cas échéant, à faire un plus grand usage dans l'industrie de la main-d'œuvre des femmes mariées. Elles ne pourront travailler le plus souvent que pendant une partie de la journée et il faudra trouver le moyen d'alléger la tâche des femmes qui sont disposées à accepter ce double rôle.

Il était inévitable que la question d'une menace d'invasion fût à nouveau l'objet d'une discussion d'ensemble et je me consacrai à cette besogne avec la conviction de plus en plus forte que cette éventualité ne se réaliserait jamais. Cette discussion était d'ailleurs salutaire et conduisit à une importante et judicieuse redistribution de nos effectifs disponibles. Le commandement des forces métropolitaines réclamait une énorme quantité de blindages et les bruits selon lesquels les Allemands construisaient de nombreux chalands de débarquement recevaient quelque créance. On ne peut se rendre compte sans lire les documents écrits à l'époque, combien la tension était forte et combien il était facile de prendre des décisions susceptibles d'être démenties tragiquement par les faits. Je ressemblais à un gardien du Zoo obligé de distribuer des demi-rations à des bêtes magnifiques. Elles savaient heureusement que j'étais un vieux gardien bienveillant.

3 novembre 1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

La pratique montre que les commandants en chef réclament invariablement tout ce qui peut leur passer par la tête, et minimisent toujours leurs forces... J'avais vu avec plaisir, il y a quelques mois seulement, que nous pourrions disposer d'un millier de chars pour faire face à une invasion à l'automne. Or nous en avons maintenant 2 000 et plus, et au moins 1 500 autres seront à notre disposition d'ici le printemps, portant le total à 3 500.

Le général Brooke les organisera de la façon qu'il estimera la meilleure, en se rappelant que pour se défendre contre une invasion, il faut en pousser le plus possible sur la ligne de front et que les réserves n'ont pas besoin d'être du même ordre que dans le Moyen-Orient.

2^o Tout en réclamant les mesures les plus énergiques pour résister à une invasion au printemps, je demeure naturellement très sceptique sur tout ce qu'on raconte au sujet de son ampleur possible. Le renseignement qui a donné naissance à l'histoire des 800 bâtiments à fond plat, transportant chacun 10 chars à huit nœuds, ne repose sur rien de solide : un agent a vu quelques-uns de ces bâtiments qu'on construisait en un certain endroit et a pensé qu'on en construisait d'autres ailleurs au nombre de 800. S'il existe quelque autre information à la base de cette histoire, qu'on me la fasse savoir.

3^o Nous devons pouvoir réagir d'une manière vraiment redoutable contre des concentrations importantes de navires dans les estuaires des Pays-Bas, grâce aux grands progrès réalisés dans la photographie aérienne et à l'accroissement de notre aviation. Maintenant que nous possédons la maîtrise de l'air au-dessus du Pas de Calais, on ne voit pas comment Dunkerque, Calais et Boulogne, pourraient être utilisés lors d'une tentative d'invasion. Tous les bateaux qui s'y rassembleraient, ainsi que dans les ports plus petits de la même région, pourraient être bombardés de jour sous la protection de la chasse. Nous n'étions pas en mesure de le faire l'an dernier.

4^o Il ne peut pas être question de revenir sur les promesses faites à la Russie. Bien entendu, si les glaces interdisent l'accès d'Arkhangelsk, il faudra tirer le meilleur parti possible des autres routes. Mais il est beaucoup trop tôt pour aborder de pareils sujets alors que l'encre de nos promesses est à peine sèche et que nous avons été incapables d'accomplir quoi que ce soit d'autre pour aider les Russes...

J'estimai nécessaire de dresser un plan nous permettant d'utiliser une fraction choisie de la Home Guard comme une formation militaire en cas d'invasion.

23 novembre 1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

1^o On estime que la menace d'une invasion se manifestera graduellement par le rassemblement d'un nombre important de navires et de chalands de débarquement dans les ports et dans les estuaires, ainsi que par des mouvements de troupe de grande envergure. Nous aurons à proclamer l'« alerte » à un certain stade de ce pro-

cessus qui pourrait fort bien durer plusieurs mois et n'être, après tout, qu'un leurre. Si ce moment est bien choisi, il devrait se situer environ deux semaines avant le jour J. Nous n'envisageons pas de faire quitter alors leurs occupations civiles à tous les hommes de la Home Guard, mais simplement d'en convoquer et d'en incorporer une fraction spéciale comme on le faisait pour la milice.

2° Le reste de la Home Guard ne sera appelé que quelques jours avant l'heure H, autant qu'on puisse la prévoir, et peut-être même seulement lorsque les envahisseurs auront commencé à s'embarquer. Mais les hommes redoubleront de vigilance entre l'« alerte » et l'alarme.

3° La fraction spéciale à laquelle je pense ne comprendrait, bien entendu, personne de moins de dix-huit ans ni de plus de soixante, mais se composerait de la grande masse des hommes valides occupant actuellement des emplois réservés, qui ne sont pas autorisés à s'engager dans l'armée, mais se sont déclarés volontaires pour la Home Guard. Cette catégorie suivrait un entraînement supplémentaire et recevrait une solde pour son assistance aux exercices. Ils ne seraient pris en permanence qu'à partir de la proclamation de l'« alerte ». Point n'est besoin de compliquer la chose en formant des brigades dotées de l'armement exigé par le ministère de la Guerre. Ces hommes seront armés de fusils, de mitrailleuses, de chenillettes à fusil mitrailleur. On pourra les organiser en bataillons. Jusqu'à l'« alerte » ils conserveront leur statut de civils et de volontaires.

Veuillez me faire parvenir des propositions précises sur la base de quatre bataillons dans chaque zone de corps d'armée.

Je vis avec plaisir les chefs militaires des États-Unis prendre un vif intérêt à la défense de notre île qu'ils considéraient déjà comme le bastion avancé de la sécurité américaine. Comme nous l'avons vu, ils craignaient beaucoup que nos efforts pour conserver le Moyen-Orient missent en danger la métropole. Le général Marshall nous envoya en septembre et en octobre le général Embick que j'invitai cordialement à faire le tour de toutes nos défenses des côtes et de l'intérieur et à signaler en toute franchise ses conclusions, à moi-même et à son propre gouvernement. Le général Embick était un critique très compétent en même temps qu'un ami de la Grande-Bretagne. Je sentis cependant dès le début qu'il était d'un pessimisme injustifié. Il présenta son rapport à la fin de novembre et je reproduis ici le commentaire que j'en fis à l'époque.

23 novembre 1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

1^o Ce rapport du général Embick au sujet du dispositif de défense britannique procède des hypothèses sur la force de l'assailant que nous avons adoptées pour servir de base à nos préparatifs. Elles lui ont été évidemment communiquées par nous, mais je veux établir nettement que si nous avons pu accepter ces données pour maintenir notre défense à la hauteur de toutes les éventualités, elles ne reposent cependant sur rien d'autre qu'une évaluation plus que prudente...

Le grave défaut de ce document, défaut qui est celui de bien des études sur l'invasion, est d'ignorer la succession des événements dans le temps. Une opération de si vaste envergure ne peut se préparer sans être décelée. Il faudra rassembler dans les ports et les estuaires non seulement les prétendus 800 navires de débarquement, mais bien d'autres bâtiments grands et petits. La photographie aérienne découvrira ces rassemblements et l'aviation les soumettra à des bombardements intensifs pendant une période qui peut atteindre une quinzaine de jours ou même plus. Notre puissance aérienne est aujourd'hui suffisante pour nous permettre d'effectuer des attaques de jour de Dunkerque à Dieppe, sous la protection de la chasse. Quand les difficultés de l'embarquement des troupes auront été surmontées, il faudra encore ranger les navires en bon ordre et leur faire traverser la mer. Il est raisonnable de penser que nous pourrions alors opposer une résistance navale de grande ampleur. Le général Embick suppose qu'il n'y aura pas d'avertissement et que tous nos petits bâtiments seront engagés dans la bataille de l'Atlantique. Cela ne sera plus vrai à partir du moment où l'ampleur de l'invasion deviendra supérieure à celle d'un raid important. Dressez-moi (sur une seule feuille de papier) le programme de ce que fera la marine pendant chacun des vingt jours qui suivront l'« alerte » et un tableau des forces dont nous disposerons.

Toute cette phase préliminaire et indispensable ne tient aucune place dans les considérations du général Embick, c'est pourtant celle où joueront les moyens de défense les plus puissants et les plus sûrs. Comme nous désirons bien entraîner notre armée et lui garder tout son mordant, nous avons naturellement mis l'accent sur ce qui se passerait après le débarquement de l'ennemi, mais il incombe à la marine et à l'aviation de pilonner l'armada pendant son rassemblement et de lui porter des coups décisifs pendant sa traversée. Il doit être bien entendu que la responsabilité de ces opérations ne saurait être assumée que par ces deux armes.

A cette époque où l'année 1941 approchait de sa fin — et d'un point culminant que nul ne pouvait prévoir — nous nous sentions aussi très rassurés par la tournure que prenait la mortelle guerre sous-marine. L'évolution favorable que j'avais annoncée au Parlement, en séance secrète, à la fin de juin, s'était précisée de semaine en semaine. Nos ressources s'accroissaient. En juillet, nous avons pu escorter nos convois de l'Atlantique nord et ceux de Freetown tout le long de leur parcours, encore que faiblement. Alors que l'Allemagne concentrait toute son énergie à multiplier le nombre de ses sous-marins, la collaboration active des États-Unis devenait une réalité. Nos nouvelles armes, bien qu'encore dans l'enfance, et la coopération tactique de nos forces navales et aériennes dans la destruction des sous-marins ne cessaient de faire des progrès. La fabrication en série des appareils radar, si essentiels pour les bateaux, avait été lancée sans aucune expérience préparatoire, au risque de courir à un échec. Les dérobements restaient toujours notre principal moyen de défense à la mer. Le jour où nous pourrions rechercher l'attaque directe était encore fort éloigné.

Le destroyer américain *Greer* fut attaqué sans succès par un sous-marin, le 4 septembre, comme il se dirigeait seul vers l'Islande. Une semaine plus tard, le 11 septembre, le Président lançait son ordre de « tirer les premiers ». Il déclara dans un discours radiodiffusé : « A partir de maintenant, si des bâtiments de guerre allemands ou italiens pénètrent dans les eaux dont la défense est nécessaire à la sécurité américaine, ce sera à leurs risques et périls. J'ai donné l'ordre aux commandants en chef de l'Armée et de la Marine des États-Unis d'appliquer immédiatement ces instructions. » Le 16 septembre, pour la première fois, des escorteurs américains assurèrent la protection directe de nos convois de Halifax. Nos flottilles, si durement mises à l'épreuve, en éprouvèrent un soulagement immédiat. Mais il fallut encore deux mois au Président pour se libérer des lois de neutralité qui interdisaient aux navires américains de transporter des marchandises en Grande-Bretagne et même de s'armer pour assurer leur propre défense.

Je tins le général Smuts au courant.

14 septembre 1941.

Premier Ministre à général Smuts.

Je suis pleinement satisfait de l'initiative du Président, initiative qui ne peut être interprétée qu'en fonction des mouvements de navires mis au point lors de notre rencontre. La limite de la zone définie par le Président suit le 10^e degré méridien depuis le pôle jusqu'à la hauteur des Færøer, puis coupe vers le sud-ouest jusqu'au 26^e degré méridien qu'elle descend jusqu'à l'équateur. Il attaquera tout navire de l'Axe découvert à l'intérieur de cette vaste zone. Seize sous-marins ont taillé en pièces un de nos convois, il y a quelques jours, au large de la pointe sud du Groenland, c'est-à-dire à près d'un millier de milles à l'intérieur de la zone interdite. J'ai demandé que des destroyers américains soient envoyés d'Islande pour prêter main-forte à nos escorteurs, ils sont partis hier, sur-le-champ, et si les sous-marins n'avaient pas disparu dans l'intervalle, ces destroyers seraient entrés en action contre eux. La prise en charge par les États-Unis de tous les convois britanniques rapides, autres que les transports de troupes, entre l'Amérique et l'Islande, doit permettre à l'Amirauté de rappeler une quarantaine des 52 destroyers et corvettes jusqu'alors basés sur Halifax, et de les concentrer dans les eaux métropolitaines. Cet inappréciable renfort va nous permettre, pour la première fois, de constituer des groupes spéciaux différents des escortes, pour détruire les sous-marins. Hitler va se trouver dans l'alternative de perdre la bataille de l'Atlantique ou d'entrer en conflits fréquents avec des navires de guerre et de commerce américains. Nous savons qu'il juge plus important de nous affamer que de nous envahir. Le public américain a accepté la déclaration sur l'ordre de « tirer à première vue » sans se douter que celui-ci s'appliquait à une zone aussi vaste. Je suis convaincu qu'il soutiendra le Président dans l'application de plus en plus rigoureuse et large de ce principe dont la guerre peut sortir à tout moment. Tout ce qui précède est extrêmement secret et n'est que pour votre information strictement personnelle.

Bien qu'il y eût cinq fois plus de sous-marins en action qu'en 1940, nos pertes diminuèrent très sensiblement. Aucun navire de commerce des convois rapides de Halifax ne fut coulé entre juillet et novembre. De même, les convois lents partant de Sydney, de l'île du Cap Breton, dont la protection

n'était toujours assurée au cours de la traversée que par des escorteurs britanniques et canadiens, ne furent pas attaqués en juillet et en août. Mais en septembre il y eut le combat dont parle mon télégramme au général Smuts ; il dura sept jours, entre le Groenland et l'Islande, et fut mené par une meute de plus de 12 sous-marins. Seize navires furent coulés sur les 64 du convoi, ainsi que 2 de leurs agresseurs. L'immunité dont jouissaient les convois de Halifax cessa enfin le 31 octobre, le destroyer américain *Reuben James* fut coulé à la torpille et une grande partie de son équipage perdit la vie. Ce fut la première perte de la marine américaine dans cette guerre encore non déclarée. La limite du nombre de navires à inclure dans un même convoi fut modifiée en août. Les convois rapides et lents furent fréquemment combinés sur une partie de leur parcours et l'un de ces convois combinés, comprenant une centaine de bâtiments, arriva sain et sauf le 9 août. Au cours du trimestre se terminant en septembre, la moyenne hebdomadaire des importations atteignit près d'un million de tonnes, ce qui représentait une augmentation d'environ 80 000 tonnes.

Nos patrouilles aériennes qui surveillaient les croiseurs allemands de Brest, remarquèrent que les sous-marins basés sur les ports du golfe de Gascogne quittaient ces ports et y rentraient habituellement en surface, et suivaient des routes assez bien définies à travers le golfe. C'était une occasion qui s'offrait à notre aviation côtière, mais pour bien en profiter, deux conditions devaient être remplies. La première était le problème du repérage. Quoique nos radars d'avions donnassent déjà de modestes résultats, nous n'eûmes le moyen de repérer un but pendant la nuit qu'un peu plus tard, quand l'installation d'un projecteur sur les avions eut résolu ce problème. La seconde condition était de disposer d'une arme aérienne capable de couler un sous-marin. Les bombes et les grenades sous-marines dont nos avions étaient munis n'étaient ni suffisamment précises, ni assez efficaces pour les fugitives occasions d'attaquer qui se présentaient. Néanmoins 28 attaques furent effectuées au cours des trois mois de septembre, octobre et novembre. En décembre, l'ennemi se trouva contraint de franchir la zone dangereuse du golfe soit pendant la nuit, soit en plongée. La période active d'une croisière de sous-marin se trouva ainsi réduite d'environ cinq jours.

Au mois d'août, un Hudson de l'aviation côtière attaqu

un sous-marin à la grenade aux atterrages occidentaux. Ce sous-marin reçut des avaries qui l'empêchèrent de plonger. L'équipage essaya de se défendre au canon, mais l'Hudson l'obligea à se mettre à l'abri, en tirant avec ses mitrailleuses, et pour la première fois depuis le début de la guerre on vit un sous-marin hisser un drapeau blanc et se rendre à un avion. La mer était grosse et il n'y avait aucun navire de surface aux environs, mais l'avion ne relâcha pas sa surveillance et garda sa capture. Il demanda de l'aide, et le lendemain un chalutier prit le submersible allemand à la remorque pour le conduire en Islande. Il entra ultérieurement en service dans les rangs de la marine royale. L'incident est unique.

La marine britannique eut alors à assumer une nouvelle et lourde charge. La nécessité d'aider la Russie concentra l'attention sur les routes maritimes conduisant à Arkhangelsk et à Mourmansk. Vian qui avait été promu amiral, fut envoyé en reconnaissance au Spitzberg vers la fin de juillet. Il mit à terre un détachement pour détruire les dépôts de charbon et délivrer les quelques Norvégiens qui avaient été obligés d'entrer au service des Allemands. Trois charbonniers nazis, chargés, furent également capturés au cours de cette opération fort bien menée. Vers la même époque, 56 appareils des porte-avions *Furious* et *Victorious* attaquèrent avec beaucoup d'audace les navires ennemis mouillés dans les ports de Petsamo et de Kirkenes, à l'extrémité du cap Nord. Ils causèrent quelque dommage, mais 16 d'entre eux furent perdus et l'opération ne fut pas recommencée.

Le 12 août, le premier convoi « P. Q. », composé de six navires, appareilla de Liverpool pour gagner Arkhangelsk via l'Islande. A partir de ce moment d'autres suivirent régulièrement à la cadence d'un ou deux par mois à destination de la Russie du nord. Ils furent fortement escortés et l'ennemi les laissa tout d'abord passer sans les inquiéter. Lorsque Arkhangelsk fut bloqué par les glaces, les navires utilisèrent Mourmansk. Le succès obtenu dans ces transports de matériel pour l'armée rouge souleva trop d'allégresse et reçut une trop grande publicité, nous allions avoir à les payer cher un an plus tard.

A partir du début de la campagne de Russie, les attaques aériennes des Allemands contre la navigation le long de nos côtes diminuèrent quelque peu d'intensité. Les Focke-Wulf poussaient très au large, mais les navires pouvant catapulte des chasseurs, que nous avions imaginés justement pour parer à cette menace, commençaient à entrer en service et ne tardèrent pas à obtenir des succès. Les routes convergeant de Gibraltar et de Sierra Leone vers la métropole furent prises pour objectif par les avions et les sous-marins ennemis, et nous y perdîmes 31 navires et 3 escorteurs en août et en septembre. Parmi ces derniers se trouvait le destroyer *Cossack* rendu célèbre par les affaires de l'*Altmark* et du *Bismarck*. Le premier porte-avions d'escorte proprement dit fut H. M. S. *Audacity*, avec pont d'envol et 6 avions. Il entra en service en septembre et démontra immédiatement la valeur de ce genre de bâtiments. Il était non seulement capable de détruire ou de repousser les Focke-Wulf, mais par ses reconnaissances aériennes au cours de la journée, il pouvait obliger les sous-marins à rester en plongée et avertir à temps de leur présence. L'*Audacity* servit de modèle au nombre considérable de porte-avions d'escorte que construisirent les chantiers américains au cours des années suivantes et qui jouèrent un rôle capital dans la guerre sous-marine puis dans les opérations amphibies.

La carrière de l'*Audacity* lui-même fut très courte. Il fut coulé le 21 décembre par un sous-marin allemand après un très vaillant combat alors qu'il escortait un convoi montant de Gibraltar. Le capitaine de frégate F.-J. Walker qui commandait l'escorte de ce convoi se distingua en cette occasion, au cours d'une lutte qui se prolongea pendant des jours et des nuits et au cours de laquelle 4 sous-marins sur 9, furent probablement coulés et 2 Focke-Wulf détruits. Une nuit, son navire, le *Stork*, poursuivit et aborda un sous-marin. Les deux bâtiments se trouvèrent côte à côte et si rapprochés que les canons de 105 mm. du *Stork* ne purent être pointés assez bas pour tirer et que leurs servants en furent « réduits à brandir les poings et à lancer des injures », jusqu'au moment où les grenades firent leur œuvre. Le capitaine Walker reçut de l'avancement et devint par la suite un de nos meilleurs « tueur de sous-marins ». Il mourut prématurément de maladie en 1944. A ce moment il avait coulé, à la tête des diffé-

rents groupes qu'il avait eu à commander, 20 U-Boote dont 6 en une seule fois.

La décision prise par les Allemands d'envoyer des sous-marins dans la Méditerranée nous apporta un nouveau soulagement dans l'Atlantique. Cinq d'entre eux furent détruits dans le détroit de Gibraltar, et 6 autres reçurent des avaries qui les obligèrent à faire demi-tour. Vingt-quatre parvinrent cependant à forcer le passage et, comme nous le verrons par la suite, devinrent un élément très dangereux sur le théâtre méditerranéen.

Les corsaires camouflés en navires marchands poursuivirent également l'attaque de notre commerce sur les océans. Le croiseur australien *Sydney* rencontra le « Corsaire G » au large de la côte occidentale d'Australie. L'Allemand, grâce à son camouflage, réussit à attirer son adversaire à toute petite distance avant d'ouvrir le feu. Les deux bâtiments furent coulés. Vingt-cinq Allemands furent recueillis par la suite et d'autres finirent par atteindre l'Australie occidentale. Aucun des 700 hommes d'équipage du *Sydney* ne survécut. Ce fut un lugubre sacrifice dans des eaux désertes.

Quelques jours plus tard, le « Corsaire C » qui avait détruit 20 navires jaugeant au total 140 000 tonnes environ, fut surpris et coulé dans l'Atlantique sud par le croiseur *Dorsetshire*. Les pertes que nous infligèrent ces bâtiments camouflés qui, du début à la fin, furent au nombre de 9, atteignirent les chiffres suivants :

	<i>Nombre de navires coulés.</i>	<i>Tonnage.</i>
1940	54	366 644
1941	44	226 527
1942	30	194 625
1943	6	49 482

Nous avons donc de sérieuses raisons d'être satisfaits, même en 1941, de la tournure que prenait la guerre contre notre commerce. En novembre de cette année les pertes causées par les sous-marins tombèrent au chiffre le plus bas enregistré depuis mai 1940. En dépit des rodomontades de Hitler, de la multiplication de ses U-Boote et de ses avions, du nombre croissant de nos convois, les destructions de navires britanniques et alliés en 1941 ne furent pas sensiblement

supérieures à celles de 1940. Bien entendu, le nombre des cibles s'était accru des deux côtés, mais le chiffre de sous-marins (y compris les italiens) détruits par nous passa de 42 en 1940 à 53 en 1941. Le tableau donné à la fin de ce chapitre mérite d'être étudié soigneusement.

Ainsi, à la veille d'un changement décisif du cours de la guerre, nous étions arrivés à accroître considérablement notre puissance militaire et nous progressions constamment tant dans nos effectifs que dans la solution de nos problèmes divers. Nous nous sentions assez forts pour défendre notre île et capables d'envoyer des troupes à l'extérieur jusqu'à l'extrême limite permise par nos moyens de transport. Nous nous demandions ce qu'apporterait l'avenir, mais après avoir surmonté tant d'épreuves, nous ne le redoutions pas. La menace de l'invasion ne soulevait plus de terreur et, en même temps, nos communications vitales à travers l'Océan devenaient plus sûres, plus amples, plus nombreuses et plus fructueuses. Notre maîtrise sur les atterrages de notre île s'affirmait de mois en mois. La menace d'un étranglement par les sous-marins et les avions allemands, avait été vaincue, et l'ennemi se trouvait refoulé loin de nos côtes. Les vivres, les armements, les approvisionnements arrivaient à un rythme toujours croissant. La production de nos propres usines s'accroissait chaque mois. La Méditerranée, le désert et le Moyen-Orient restaient menacés, mais en ces derniers jours de novembre nous nous trouvions satisfaits du tour que la guerre avait pris jusque-là sur terre, sur mer et dans l'air.

TOTAL DES PERTES, EN TONNES DE JAUGE BRUTE
subies par les navires marchands et bâtiments de pêche, britanniques,
alliés et neutres, du fait de l'ennemi⁽¹⁾
(Les chiffres entre parenthèses donnent le nombre de bâtiments)

<i>Époque</i>	<i>Sous-marins</i>	<i>Mines</i>	<i>Bâtiments de surface</i>	<i>Avions</i>	<i>Causes diverses ou inconnues</i>	<i>TOTAL</i>
3 sept. au 31 déc. 1939	423 769 (116)	262 697 (79)	61 337 (15)	2 949 (10)	7 253 (4)	758 005 (224)
1940	2 186 158 (471)	509 889 (201)	511 615 (94)	580 074 (192)	202 806 (100)	3 990 542 (1 058)
1941	2 162 168 (429)	229 838 (108)	495 077 (113)	970 481 (324)	332 717 (167)	4 190 281 (1 141)

(1) Chiffres revus au 1^{er} mai 1949.

CHAPITRE VIII

CONTACTS PLUS ÉTROITS AVEC LA RUSSIE

Automne et hiver de 1941.

Les relations anglo-soviétiques. — Difficultés d'une entente militaire. — Nous nous efforçons d'apporter notre aide dans le Caucase. — L'Angleterre déclarera-t-elle la guerre à la Finlande, à la Roumanie et à la Hongrie? — Mon télégramme du 4 novembre à Staline. — Sa réponse du 8. — Conversation du 20 novembre entre M. Eden et l'ambassadeur soviétique. — Je propose d'envoyer M. Eden à Moscou. — Staline accepte. — Je ne suis pas partisan d'une rupture avec la Finlande, la Roumanie et la Hongrie. — Mon appel au maréchal Mannerheim. — La mission de M. Eden à Moscou. — Mes instructions du 5 décembre. — Le premier échec de la guerre-éclair.

Deux questions dominaient à cette époque nos relations avec l'Union soviétique : d'abord l'état des conversations engagées au sujet des problèmes militaires, conversations qui demeuraient vagues et fort peu satisfaisantes ; ensuite la demande des Russes visant la rupture de nos relations avec les satellites de l'Axe : Finlande, Hongrie et Roumanie. Ainsi que nous l'avons vu, les dernières réunions de Moscou ne firent réaliser que peu de progrès à la première question et je fis parvenir le 1^{er} novembre la note suivante au secrétaire aux Affaires étrangères :

1^{er} novembre 1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

J'ignorais que nous eussions décidé qu'il n'y aurait aucune conversation avec les Russes au sujet des problèmes militaires. Tout au contraire, ne leur avons-nous pas dit expressément que nous les consulterions sur ces problèmes? Dans les instructions

que j'ai rédigées pour lord Beaverbrook (1), la question militaire était pourtant traitée d'une manière complète, en dehors de celle des envois de matériel. Le général Ismay a été envoyé en Russie justement pour amorcer des discussions militaires. Il est vrai que cela n'aurait rien changé aux faits car on ne peut prendre aucune mesure pratique vraiment importante pour le moment. Mais il aurait pu expliquer par des exemples concrets et par des chiffres combien la suggestion d'envoyer « 25 ou 30 divisions » sur le front russe était stupide et matériellement irréalisable. Il aurait pu démontrer que deux ou trois divisions seulement, envoyées à une extrémité ou à l'autre du front russe embouteilleraient les lignes de communication dont dépend le ravitaillement de l'Union soviétique. D'un autre côté je ne comprends pas que ces conversations n'aient pas été engagées au moment de la conférence. Lord Beaverbrook et Staline ont dû de toute évidence aborder les questions militaires.

Le général Wavell est déjà passé par Tiflis sans avoir pu rencontrer quelqu'un de qualifié pour s'entretenir avec lui. Il parle très bien le russe, et il serait peut-être bon de lui faire faire le voyage de Moscou. Pendant bien des mois encore c'est seulement sur le flanc sud que nous pourrions intervenir.

En tout cas, il faut mettre la chose au point.

P.-S. — Je voudrais que vous voyiez le télégramme que vient d'envoyer Wavell. Il démontre que le transport de deux divisions à Tabriz ou plus au nord, suffirait à embouteiller complètement le chemin de fer transpersan.

J'estimais que si nous parvenions à mettre sur pied un système de consultations militaires, le problème des opérations combinées pourrait être discuté d'une manière raisonnable excluant tout malentendu. Ma note suivante montre combien la situation était alors peu satisfaisante :

5 novembre 1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Nous ne savons pas quand les Allemands arriveront devant le Caucase et combien de temps ils mettront avant d'atteindre la barrière montagneuse. Nous ne savons pas ce que les Russes comptent faire, quels effectifs ils mettront en ligne, le temps pendant lequel ils sont susceptibles de résister. Ce qui est certain

(1) Voir Annexe D.

c'est que si les Allemands poussent vigoureusement de l'avant, ni la 50^e ni la 18^e division britanniques n'arriveront en temps utile sur les lieux. Nous sommes paralysés par le retard de « Crusader » et il est impossible de prévoir au delà de cette opération pour le moment. Je n'arrive pas à me convaincre que les Allemands seront arrêtés avant d'avoir occupé les puits de pétrole de Bakou ou que les Russes y opéreront des destructions efficaces. Les Soviétiques ne nous disent rien et regardent avec la plus grande suspicion toutes les tentatives que nous faisons pour nous renseigner à cet égard.

2^o Tout ce que nous pouvons faire c'est de baser quatre ou cinq groupes de bombardiers lourds dans le nord de la Perse pour aider les Russes à défendre le Caucase si possible, et, au cas où le pire se produirait, pour bombarder énergiquement les puits de Bakou et essayer d'y mettre le feu. Il faudra bien entendu faire protéger ces groupes par des chasseurs. Mais bombardiers et chasseurs ne pourront être disponibles qu'après « Crusader », lorsqu'on aura pu juger des résultats de l'opération et de ses conséquences. Il faut cependant établir un plan qui prévoie le transfert de Libye en Perse de forces aériennes importantes, pour interdire aussi longtemps que possible l'usage des puits de pétrole à l'ennemi. Veuillez le mettre sur pied au cours de la semaine prochaine pour que nous puissions voir ce qu'il entraîne. Nul ne sait si les Russes conserveront longtemps encore la maîtrise de la mer Noire, quoique avec les forces qu'ils y possèdent ils seraient inexcusables de la perdre.

La question de la rupture des relations diplomatiques avec la Finlande avait été soulevée pour la première fois lors de l'entretien que j'avais eu avec M. Maisky, le 4 septembre, ainsi que nous l'avons vu. Je savais que les Russes l'avaient prise très à cœur. Les Finlandais avaient profité de l'attaque allemande contre la Russie pour reprendre les hostilités sur le front de Carélie en juillet 1941. Ils espéraient récupérer les territoires que le traité de Moscou leur avait enlevés l'année précédente. Leurs opérations constituaient, à l'automne de 1941, une grave menace non seulement pour Leningrad, mais aussi pour les lignes de communication entre Mourmansk ou Arkhangelsk et le front germano-russe. Dès le mois d'août le gouvernement américain et nous-mêmes n'avions cessé de mettre les Finlandais en garde contre les conséquences éventuelles de leur attitude et ce en termes très énergiques. Ils déclaraient que la province contestée de Carélie orientale leur était indispensable pour assurer leur

sécurité du côté de la Russie et les événements des deux années précédentes leur donnaient raison, dans une certaine mesure. Mais l'Union soviétique se trouvant désormais engagée dans une lutte à mort contre l'Allemagne, les Alliés ne pouvaient évidemment permettre à la Finlande, agissant en tant que puissance satellite de l'Axe, de couper les principales lignes reliant la Russie à l'Occident par le nord.

La Roumanie se trouvait dans une situation analogue. Les Russes avaient occupé la Bessarabie en juin 1940, s'assurant ainsi le contrôle de l'embouchure du Danube. Les armées roumaines, sous la direction du maréchal Antonescu et avec l'aide des Allemands, avaient non seulement récupéré cette province, mais avancé profondément dans les territoires russes du nord de la mer Noire, comme les Finlandais en Carélie orientale. Les Hongrois, occupant une position-clef sur les communications entre l'Europe centrale et l'Europe du sud-est, appuyaient directement l'effort de guerre allemand.

Je n'étais nullement certain que la meilleure façon de régler cette situation fût de déclarer la guerre. On pouvait encore espérer que la Finlande accepterait des conditions de paix justes et raisonnables grâce à notre pression et à celle des États-Unis. Dans le cas de la Roumanie au moins, il y avait toutes raisons de croire que le régime dictatorial d'Antonescu ne durerait pas indéfiniment. Je décidai donc d'écrire encore une fois au maréchal Staline au sujet des consultations et de la collaboration militaires et de la nécessité d'éviter une déclaration de guerre aux puissances satellites de l'Axe.

4 novembre 1941.

Premier Ministre à Premier Staline.

1^o Je suis prêt à vous envoyer le général Wavell, commandant en chef dans l'Inde, en Perse et en Irak, pour vous rencontrer à Moscou, Kouibychev, Tiflis, ou autre lieu qui vous conviendra, afin de dissiper les malentendus et de dresser des plans pour l'avenir. Le général Paget, qui vient d'être secrètement désigné comme commandant en chef en Extrême-Orient, accompagnera le général Wavell. Il s'est trouvé, ici, au centre de tout et vous pourrez apprendre par lui les opinions les plus récentes et les plus autorisées de notre haut commandement. Ces deux officiers seront en mesure de vous dire exactement où nous en sommes, ce qui est

possible, et ce que nous estimons raisonnable. Ils pourraient être auprès de vous dans une quinzaine. Les voulez-vous?

2^o Je vous ai dit, dans mon message du 6 septembre, que nous étions disposés à déclarer la guerre à la Finlande. Je vous demande cependant de bien vouloir examiner s'il serait vraiment opportun que la Grande-Bretagne déclarât la guerre en ce moment à la Finlande, à la Hongrie et à la Roumanie? Ce ne serait qu'une simple formalité puisque ces pays sont déjà soumis à toute la rigueur de notre blocus. Pour ma part, je n'en suis pas partisan parce que, premièrement, la Finlande a beaucoup d'amis aux États-Unis, c'est un fait dont il convient de tenir compte; deuxièmement, nous avons d'innombrables amis en Roumanie et en Hongrie; ces pays ont été subjugués par Hitler qui s'en sert pour tirer les marrons du feu, mais si la chance abandonnait ce bandit, ils pourraient revenir facilement dans notre camp. Une déclaration de guerre par la Grande-Bretagne n'aboutirait qu'à les raidir dans leur attitude et donnerait à Hitler l'apparence d'être le chef d'une grande coalition européenne, fortement unie contre nous. N'allez pas, je vous prie, supposer que c'est un manque de zèle ou de camaraderie qui nous fait mettre en doute l'opportunité d'un tel geste. Nos Dominions, l'Australie exceptée, y répugnent. Néanmoins, si vous estimiez que cela en vaut la peine et que nous vous apporterions ainsi une aide appréciable, je poserai de nouveau la question au Cabinet.

3^o J'espère que les fournitures que nous amenons à Arkhangelsk sont immédiatement enlevées. Un premier filet commence à passer en ce moment à travers la Perse. Nous utiliserons les deux voies à plein rendement. Veuillez vous assurer, s'il vous plaît, que nos techniciens accompagnant les chars et les avions ont bien toutes facilités pour remettre ce matériel à vos hommes dans les meilleures conditions possibles. Notre mission, à Kouibychev, n'a plus, pour le moment, aucun contact avec ces opérations. Elle ne demande qu'à prêter son concours. Nous vous envoyons ces armes à nos risques et périls et nous désirerions en voir tirer le meilleur parti possible. Un ordre de vous est nécessaire.

4^o Je ne peux rien vous dire au sujet de nos projets militaires pour un avenir immédiat, pas plus que vous ne pouvez me parler des vôtres, mais soyez assuré que nous n'allons pas rester inactifs.

5^o Pour inciter le Japon à se tenir tranquille nous envoyons dans l'océan Indien notre cuirassé le plus récent, le *Prince of Wales*, qui est capable de rattraper et de détruire n'importe quel navire nippon, et nous allons y constituer une puissante escadre de ligne. J'agis sur le président Roosevelt pour qu'il augmente sa pression sur les Japonais et qu'il les intimide assez pour qu'ils ne bloquent pas la route de Vladivostok.

6^o Je ne perdrai pas mon temps à vous faire des compliments, car vous savez déjà par Beaverbrook et Harriman ce que nous

pensons de la façon magnifique dont vous vous battez. Vous pouvez compter sur notre indéfectible soutien.

7^e Je serais heureux d'apprendre directement de vous que vous avez bien reçu le présent télégramme.

M. Maisky m'apporta le 11 novembre, la réponse évasive et froide de Staline.

8 novembre 1941.

M. Staline à Premier Ministre.

J'ai reçu votre télégramme le 7 novembre.

1^o Je pense comme vous qu'il faut apporter de la clarté dans les relations entre l'U. R. S. S. et la Grande-Bretagne, clarté qui n'existe pas actuellement, et cela est dû à deux circonstances :

a) Il n'existe aucune entente précise entre nos deux pays sur les buts de guerre et sur la future organisation de la paix.

b) Il n'existe aucun accord militaire entre l'U. R. S. S. et la Grande-Bretagne au sujet d'une assistance militaire mutuelle contre Hitler en Europe.

Tant que ces deux accords n'auront pas été réalisés, il ne pourra pas y avoir de clarté dans les relations anglo-soviétiques. Plus encore : à parler franchement, il sera difficile de créer la confiance mutuelle tant que cette situation se prolongera. Les accords conclus au sujet de la fourniture de matériel de guerre à l'U. R. S. S. sont, bien entendu, d'une grande valeur positive, mais ils ne règlent pas, et n'épuisent pas, dans sa totalité, le problème des rapports entre nos deux pays. Si les généraux Wavell et Paget dont vous me parlez dans votre télégramme, viennent à Moscou en vue de conclure un accord sur les deux questions fondamentales exposées ci-dessus, je serai naturellement heureux de les voir et d'en discuter avec eux. Mais si leur mission n'a qu'un but d'information et s'ils doivent se borner à l'examen de sujets secondaires, j'estime que ce n'est pas la peine de les déranger. Il me serait très difficile de trouver le temps de m'entretenir avec eux.

2^o Il me semble qu'une situation intolérable a été créée dans cette question de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à la Finlande, à la Hongrie et à la Roumanie. Le gouvernement soviétique en a parlé au gouvernement britannique en employant les voies diplomatiques et secrètes. A la grande surprise de l'U. R. S. S. l'ensemble du problème, depuis la requête du gouvernement soviétique jusqu'à l'examen de l'affaire par le gouvernement des États-Unis, a reçu une large publicité. La presse, aussi bien amie qu'ennemie, en parle à tort et à travers. Et pour finir, le gouvernement britannique nous informe qu'il est opposé à notre proposition. Dans quel dessein, tout cela ? Pour démontrer le manque d'union entre l'U. R. S. S. et la Grande-Bretagne ?

3^e Soyez assuré que nous prenons toutes les mesures nécessaires pour que les armes arrivant à Arkhangelsk soient rapidement acheminées vers leurs points de destination. Il en sera de même pour ce qui viendra à travers la Perse. Puis-je, à ce propos, signaler à votre attention (quoiqu'il ne s'agisse que d'une question très secondaire) que les emballages des chars, des avions, des canons laisse à désirer, que des pièces d'un même véhicule sont quelquefois embarquées sur des navires différents et que des avions nous arrivent brisés parce qu'ils étaient insuffisamment protégés?

Staline dut se rendre compte lui-même au bout d'un certain temps, qu'il était allé trop loin dans le ton de ce message auquel je me gardai bien de répondre. Mon silence était éloquent. L'ambassadeur soviétique à Londres alla voir M. Eden au ministère des Affaires étrangères, le 20 novembre. M. Eden télégraphia à sir Stafford Cripps, alors à Kouibychev, un compte rendu de cette conversation :

L'ambassadeur soviétique a demandé à me voir cet après-midi. Il m'a déclaré avoir reçu des instructions de M. Staline qui l'a prié de me faire savoir, qu'en envoyant son dernier message au Premier Ministre il s'agissait uniquement, dans son esprit, de questions d'affaires, d'ordre pratique. Il n'avait absolument aucune intention de blesser quelque membre du Cabinet que ce fût, et le Premier Ministre moins que tout autre.

M. Staline, m'a dit l'ambassadeur, est extrêmement pris par les événements du front et n'a pas eu un instant à consacrer à d'autres considérations. Il a soulevé d'importantes questions au sujet de l'assistance mutuelle en Europe contre Hitler et de l'organisation de la paix future. Ces questions sont capitales et il serait très regrettable de les compliquer par des malentendus ou des animosités personnelles. M. Staline a eu lui-même à vaincre certains ressentiments pour suivre la ligne qu'il s'est fixée, car l'affaire de Finlande l'a profondément blessé, ainsi que toute l'Union soviétique. « Ma patrie, a-t-il dit, se trouve dans une situation humiliante. Notre demande a été faite secrètement. Puis toute l'affaire a été rendue publique, même le fait que le gouvernement de Sa Majesté n'a pas cru devoir accéder à la requête soviétique. Ce geste a placé mon pays dans une situation humiliée et a exercé un effet déprimant sur l'esprit de mon peuple. » M. Staline lui-même en a été blessé, mais il ne poursuit néanmoins qu'un but : réaliser un accord au sujet de l'assistance mutuelle militaire contre Hitler en Europe et de l'organisation qui suivra la guerre.

La réponse de Staline faisait bien comprendre que des conversations purement militaires n'avaient aucune chance d'aboutir à des résultats concrets, étant donné l'état d'esprit des dirigeants russes. La nervosité presque morbide dont témoignait le passage de sa lettre relatif à la Finlande, montrait combien l'entente était loin d'être réalisée entre les deux pays. Je projetai une nouvelle tentative pour améliorer nos relations, en proposant d'envoyer M. Eden lui-même en mission en Russie. Je télégraphiai dans ce sens à Staline le 21 novembre :

Merci beaucoup pour votre message que je viens de recevoir. Dès le début de la guerre, j'ai engagé une correspondance personnelle avec le président Roosevelt, correspondance qui a fait naître une entente très sûre entre nous et nous a fréquemment aidés à obtenir des réalisations rapides. Je n'ai d'autre désir que de travailler avec vous dans la même atmosphère de camaraderie et de confiance.

2^o Affaire finlandaise. J'étais tout à fait disposé à proposer au Cabinet de déclarer la guerre à la Finlande au moment où je vous ai envoyé mon télégramme du 4 septembre. Des informations ultérieures m'ont conduit à penser qu'il serait plus utile à la Russie et à la cause commune d'amener les Finlandais à cesser de combattre, à s'arrêter sur place ou à rentrer chez eux plutôt que de les traîner au banc d'infamie avec les grands coupables, les puissances de l'Axe, en leur déclarant officiellement la guerre et en les incitant ainsi à se battre jusqu'au bout. Toutefois, s'ils ne s'arrêtent pas au cours de la quinzaine prochaine et si vous le désirez toujours, nous n'hésiterons pas à leur déclarer la guerre. Je suis d'accord avec vous pour estimer que la publicité donnée à cette affaire est regrettable. Nous n'en sommes certainement pas responsables.

3^o Si notre offensive en Libye aboutit, comme nous l'espérons, à la destruction de l'armée germano-italienne, il sera possible de procéder à un examen général de la situation de guerre, en toute liberté d'esprit, ce que le gouvernement de Sa Majesté n'avait pas encore pu faire.

4^o Nous serions disposés, dans ce dessein, à envoyer prochainement le secrétaire aux Affaires étrangères, M. Eden, que vous connaissez, par la route méditerranéenne, afin de vous rencontrer à Moscou ou ailleurs. Il serait accompagné par de hautes personnalités militaires et d'autres experts, et pourrait discuter n'importe quelle question militaire, y compris l'envoi de troupes britanniques non seulement au Caucase mais sur la ligne de front même de vos armées méridionales. Nos ressources en tonnage et le rendement des lignes de communication ne nous permettraient pas d'envoyer des effectifs très nombreux et, même dans ce cas,

vous auriez à choisir entre le passage des troupes et le transit du ravitaillement à travers la Perse.

5^o Je note votre désir de discuter également l'organisation de la paix future. Notre intention est de nous battre de toutes nos forces, en alliance avec vous et en nous maintenant constamment en contact avec vous, aussi longtemps que la guerre durera. Quand elle aura été gagnée, comme je suis sûr qu'elle le sera, nous espérons que la Russie soviétique, la Grande-Bretagne et les États-Unis se réuniront autour de la table de conférence des vainqueurs, comme les trois principaux partenaires et agents grâce auxquels le nazisme aura été anéanti. Bien entendu, le premier but à atteindre sera de mettre l'Allemagne, et plus particulièrement la Prusse, dans l'impossibilité de nous attaquer une troisième fois. Le fait que la Russie est un État communiste alors que la Grande-Bretagne et les États-Unis ne le sont pas et n'ont nulle intention de le devenir, ne doit pas nous gêner pour mettre sur pied un arrangement susceptible d'assurer notre sécurité mutuelle et de sauvegarder nos justes intérêts. Le secrétaire aux Affaires étrangères pourra discuter avec vous tout l'ensemble de ce problème.

6^o Il se pourrait bien que votre défense de Moscou et de Leningrad ainsi que l'admirable résistance opposée à l'envahisseur tout le long du front russe, infligeassent des coups mortels à la structure intérieure du régime nazi. Mais nous ne pouvons pas compter sur une pareille chance et il nous faut continuer à frapper avec toute la force dont nous sommes capables.

Staline répondit deux jours plus tard, sur un ton beaucoup plus calme :

23 novembre 1941.

1^o Merci infiniment pour votre message. J'accueille avec une joie très sincère le désir que vous y exprimez de collaborer avec moi au moyen d'une correspondance personnelle, basée sur l'amitié et la confiance. J'espère qu'elle contribuera fortement au succès de notre cause commune.

2^o Au sujet de la Finlande, l'U. R. S. S. n'a jamais proposé autre chose — tout au moins, au début — que l'arrêt des hostilités par ce pays et son retrait *de facto* de la guerre. Si les Finlandais refusaient cependant de donner satisfaction même sur ce point au cours de la brève période que vous indiquez, je crois qu'une déclaration de guerre par la Grande-Bretagne deviendra raisonnable et nécessaire. Nous pourrions autrement donner l'impression de ne pas être complètement unis sur la question de la guerre contre Hitler et ses complices les plus zélés, et de laisser ces complices poursuivre leur œuvre honteuse en toute impunité. En ce qui concerne la Hongrie et la Roumanie, nous pouvons peut-être attendre un peu.

3^o J'approuve tout à fait votre proposition d'envoyer très prochainement en U. R. S. S. le secrétaire aux Affaires étrangères, M. Eden. Je suis convaincu qu'en étudiant et en concluant un accord au sujet d'opérations communes des forces soviétiques et britanniques sur notre front, et en le mettant en vigueur le plus rapidement possible, nous accomplirions une œuvre d'une grande valeur positive. Il est exact que l'élaboration et la conclusion d'un accord relatif à l'organisation de la paix future doivent prendre pour base l'idée générale que l'Allemagne et avant tout la Prusse, doivent être mises hors d'état de troubler une fois de plus la paix, et de plonger une fois de plus les peuples dans un terrible carnage.

4^o Je suis absolument persuadé, comme vous, que la différence de régime entre l'U. R. S. S. d'une part, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'autre part, ne doit pas et ne peut pas nous empêcher d'aboutir à une solution heureuse de tous les problèmes fondamentaux concernant notre sécurité mutuelle et nos intérêts légitimes. S'il subsistait encore quelque doute, et quelque obscurité, je pense que les négociations avec M. Eden permettront de les dissiper.

5^o Je vous prie d'accepter mes félicitations pour les débuts victorieux de l'offensive britannique en Libye.

6^o La lutte des armées soviétiques contre les troupes de Hitler reste très dure. En dépit de toutes les difficultés, cependant, la résistance de nos forces s'accroît et s'accroîtra encore. Nous avons l'inflexible volonté de vaincre l'ennemi.

En raison des demandes instantes de Staline, il fut décidé de préparer la remise d'un ultimatum comportant un délai précis, aux Finlandais ainsi qu'aux Roumains et aux Hongrois. Je répugnais beaucoup à me laisser forcer la main comme le montrent les notes suivantes :

28 novembre 1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

Vous paraissez considérer comme un fait certain que la guerre sera déclarée aux trois puissances (Finlande, Roumanie, Hongrie) le 3 décembre. Je désire que cette décision soit retardée jusqu'à ce que nous sachions ce que la Finlande va faire. D'autre part, cette date du 3 décembre est trop rapprochée. La quinzaine dont j'ai parlé dans mon télégramme à Staline expire le 5. Mon télé-

gramme à Mannerheim ne partira que ce soir. Il faut tout de même laisser un délai raisonnable pour la réponse.

Je suis toujours aussi persuadé que ce geste est inopportun et j'espère encore que les Finlandais céderont. Je ne soupçonnais pas que cette décision serait prise dans les circonstances actuelles.

29 novembre 1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

Finlande et compagnie. Je ne veux pas me laisser coincer par une date, s'il y a une possibilité de voir la Finlande se retirer de la grande guerre. Voyez aussi mon télégramme adressé à Staline (le 21 novembre) qui dit : « S'ils ne s'arrêtent pas au cours de la quinzaine prochaine et si vous le désirez toujours, nous leur déclarerons la guerre... » La procédure devrait donc être la suivante : si nous n'avons pas appris, le 5, que les Finlandais se retirent ou si nous avons appris, au contraire, qu'ils s'obstinent, nous télégraphierons à Staline que nous allons déclarer la guerre sans plus de délai *s'il le désire encore*. Les déclarations de guerre à la Roumanie et à la Hongrie suivront, également selon les désirs qu'il exprimera.

Je crus utile, en attendant, d'adresser un dernier appel personnel au maréchal Mannerheim, chef des Finlandais, après avoir prévenu le gouvernement soviétique et obtenu son accord.

29 novembre 1941.

Premier Ministre à maréchal Mannerheim.

Je suis profondément navré de ce qui va se produire, à savoir que nous allons être forcés de déclarer la guerre à la Finlande dans quelques jours, par loyauté envers notre alliée, la Russie. Si nous en arrivons là, nous ferons la guerre chaque fois que l'occasion s'en présentera. Vos troupes ont certainement réalisé une avance suffisante pour assurer votre sécurité au cours de cette guerre, elles pourraient maintenant s'arrêter et ne plus combattre. Il n'est pas nécessaire de faire une déclaration publique mais simplement de cesser le feu, de mettre fin aux opérations militaires, la rigueur de l'hiver offrant un prétexte bien suffisant, et de vous retirer *de facto* de la guerre. Je voudrais pouvoir convaincre Votre Excellence que nous battons les nazis. J'ai beaucoup plus de confiance qu'en 1917 ou en 1918. Il serait extrêmement pénible

aux nombreux amis que compte votre pays en Angleterre, de voir la Finlande traînée au même banc d'infamie que les nazis, criminels et vaincus. Le souvenir de nos conversations et de notre correspondance si agréables au sujet de la précédente guerre me conduit à soumettre à votre attention ce message purement personnel et privé, avant qu'il soit trop tard.

Le maréchal Mannerheim me répondit le 2 décembre.

2 décembre 1941.

Maréchal Mannerheim à Premier Ministre Churchill.

J'ai eu l'honneur de recevoir hier votre lettre du 29 novembre 1941 par l'intermédiaire du ministre américain à Helsinki, et je vous remercie de l'amabilité que vous avez eue de m'adresser ce message privé. Vous comprendrez, j'en suis convaincu, qu'il m'est impossible d'arrêter les opérations militaires actuelles avant d'avoir atteint des positions susceptibles, à mon avis, de nous donner la sécurité recherchée. Je serais au regret si ces opérations qui n'ont d'autre but que de protéger la Finlande, font entrer mon pays en conflit avec l'Angleterre et je serais profondément navré si vous vous estimez dans l'obligation de nous déclarer la guerre. Vous avez été vraiment très aimable de m'envoyer un message personnel en ces jours d'épreuve et j'y suis extrêmement sensible.

Cette réponse donnait nettement à entendre que les Finlandais n'étaient pas disposés à retirer leurs troupes sur leurs frontières de 1939, et le gouvernement britannique, en conséquence, continua de prendre des mesures en vue d'une déclaration de guerre. Il agit de même à l'égard des Roumains et des Hongrois.

C'est dans cette atmosphère que la mission de M. Eden à Moscou fut préparée. Le général Nye, sous-chef de l'état-major impérial, fut chargé de l'accompagner. Un tour d'horizon complet de tous les problèmes de la guerre, à la fois sous un aspect militaire et sous des aspects plus généraux, devait être tenté lors de ces conversations à Moscou. Si possible, l'alliance devait être scellée par un traité libellé en bonne et due forme.

Le 5 décembre, je rédigeai des instructions générales pour le secrétaire aux Affaires étrangères, où je passais en revue

certain aspects de la situation militaire, tels que nous les voyions de notre camp. La bataille dans le désert, dont il va bientôt être question, atteignait déjà son point culminant.

5 décembre 1941.

1^o La prolongation de la bataille en Libye, qui oblige l'Axe à mettre en jeu tant de ses ressources, nous contraindra probablement à employer les 50^e et 18^e divisions britanniques que nous avions espéré pouvoir conserver pour défendre le Caucase ou agir sur le front russe. Ces deux divisions ne pourront donc être considérées comme disponibles dans le proche avenir. La meilleure forme que pourrait revêtir notre aide (à part l'envoi de matériel) serait un fort détachement d'aviation, dix groupes par exemple, basé à l'aile sud des armées russes où, entre autres, ils pourraient contribuer à la défense des bases navales de la mer Noire. Ces groupes seront retirés de la bataille de Libye aussitôt que possible, dès que le succès sera assuré. Le transport de leur personnel au sol et de leurs approvisionnements n'embouteillera pas exagérément les communications à travers la Perse, comme ce serait le cas si on envoyait des divisions d'infanterie. Le haut commandement dans le Moyen-Orient a reçu l'ordre de préparer ce mouvement dont l'exécution dépendra naturellement des facilités accordées pour effectuer des reconnaissances approfondies.

2^o L'attitude de la Turquie devient de plus en plus importante tant pour la Russie que pour la Grande-Bretagne. Les 50 divisions de son armée ont besoin d'un soutien aérien. Nous lui avons promis quatre groupes de chasse au minimum et douze au maximum dans le cas où elle serait attaquée. Si cette éventualité se produisait, nous pourrions être conduits à retirer un certain nombre de groupes destinés à être engagés sur le front russe méridional. La meilleure façon d'utiliser notre aviation sur les deux rives de la mer Noire et les types d'avions à employer seront à déterminer, en fonction des circonstances, par des conversations entre les gouvernements et les états-majors russe et britannique.

Entre temps, la crise militaire du front russe avait perdu de son acuité. Hitler avait résolu de faire encore un grand effort et donné l'ordre, le 13 novembre, de s'emparer de Moscou avant la fin de l'année par une « campagne d'automne ». Bock et Guderian s'y étaient opposés, proposant au contraire de faire abriter les armées dans des tranchées pendant l'hiver. Ils ne furent pas écoutés. Quelques progrès

furent réalisés aux ailes à la fin de novembre, mais l'attaque principale, lancée au centre le 4 décembre, échoua complètement non seulement à cause de la résistance obstinée de la garnison et des habitants, mais aussi à cause du froid rigoureux qui sévissait alors. Les armes automatiques cessèrent de fonctionner, il devint impossible de mettre en marche les moteurs de chars et d'avions. Les soldats allemands, ne disposant pas de vêtements d'hiver suffisants, étaient à moitié gelés.

Comme l'inégalable génie militaire qui avait parcouru la même route un siècle auparavant, Hitler découvrit l'hiver russe. Il dut s'incliner devant l'inéluctable. Les troupes reçurent l'ordre de se replier sur des positions meilleures en résistant à toutes les attaques russes dans l'intervalle. Ces attaques ne manquèrent point. Elles se poursuivirent sans trêve jusqu'à la fin de l'année, les blindés allemands au nord et au sud de Moscou furent refoulés et le front se stabilisa, le 31 décembre, sur une ligne orientée du nord au sud, passant à 90 kilomètres de la ville dont il s'était, un moment, approché à moins de 30. Les Allemands ne connurent pas un meilleur sort dans le nord. Leningrad s'était bien trouvé complètement coupé du reste de la Russie, investi de près par les hitlériens dans le sud et par les Finlandais dans le nord. Mais il repoussa tous les assauts. Les résultats étaient meilleurs plus au sud. Rundstedt avait atteint Rostov et commencé à descendre en direction du Caucase. Mais il avait trop présumé de ses forces et fut refoulé de 60 kilomètres. Il n'en avait pas moins avancé de 750. Il avait dépassé toute la région industrielle du midi de la Russie et les riches terres à blé de l'Ukraine. Il n'y avait plus de Russes à débusquer ou à détruire qu'en Crimée.

Les Allemands avaient donc obtenu des résultats énormes au cours de leur campagne de six mois et infligé à leur ennemi des pertes auxquelles aucune autre nation n'aurait pu survivre. Mais les trois principaux objectifs qu'ils s'étaient efforcés d'atteindre : Leningrad, Moscou et le Don inférieur étaient toujours solidement tenus par les Russes. Le Caucase, la Volga et Arkhangelsk étaient encore très loin. L'armée soviétique, bien loin d'être défaite, se battait mieux que jamais et allait certainement accroître ses forces au cours de l'année suivante. L'hiver s'était abattu sur le pays. La guerre serait certainement longue.

Tous les pays antinazis, grands et petits, se réjouirent de ce

*15 Explosion d'une bombe
près d'un char anglais.*





16 *Avance des fantassins anglais.
A l'horizon explosent les mines sur lesquelles
est venu s'échouer un autre groupe.*













premier échec de la guerre-éclair allemande. Tant que les troupes hitlériennes se trouvaient engagées dans une lutte mortelle à l'est, nous n'avions pas à craindre de voir envahir notre île. Nul ne pouvait dire combien de temps cette lutte se prolongerait. Hitler, quant à lui, avait toujours confiance dans l'avenir. Les nombreuses contestations qu'il avait eues avec ses généraux au cours de l'automne et l'impuissance où ceux-ci s'étaient trouvés de réaliser ses vastes ambitions, l'amenèrent à retirer ses fonctions à Brauchitsch, le commandant en chef. Rundstedt s'en alla également. A partir de ce moment, Hitler prit personnellement le commandement des armées du front oriental, ayant confiance en ses qualités de grand capitaine, et espérant bien provoquer l'écroulement des Russes au début de 1942.

En rapportant nos discussions avec les Soviets, discussions qui parurent progresser favorablement au cours de leur dernière phase, nous avons anticipé sur le déclenchement de l'offensive du général Auchinleck dont nous allons maintenant parler. Mais aussi bien ces discussions que cette offensive se trouvèrent reléguées au second plan par l'agression japonaise commise contre les Américains à Pearl Harbor le 7 décembre. Nous y reviendrons le moment venu et nous verrons alors que la répartition des forces mondiales avait subi de profonds changements.

CHAPITRE IX

LA ROUTE A PRENDRE

Les plans britanniques pour l'automne de 1941. — Nous espérons remporter une victoire décisive dans le désert de Libye. — Le seul « second front » possible. — Lord Louis Mountbatten succède à sir Roger Keyes. — Auchinleck réclame un nouveau délai. — La visite de M. Attlee à Washington. — Ma lettre du 20 octobre au Président. — L'exposé de mes intentions militaires. — Je suggère d'envoyer des troupes américaines en Irlande du Nord. — Les profondes répercussions d'une éventuelle victoire dans le désert. — Des navires spéciaux pour le débarquement des chars sont indispensables, en vue d'une invasion de l'Europe. — Mon télégramme du 25 octobre au ministre d'État dans le Moyen-Orient. — Réaction des commandants en chef du Moyen-Orient. — Nous abandonnons le projet de Sicile. — Ma note du 28 octobre. — Projets allemands pour le cas d'une défaite russe. — Période de faiblesse pour les Allemands en Méditerranée. — Les sous-marins allemands entrent en scène. — Un message au sujet de la bataille du désert.

J'entretins avec le Président une correspondance extrêmement suivie, à la fois par politique et par goût. Chaque semaine, souvent presque chaque jour, je lui faisais un compte rendu complet de tout ce que je savais des opinions, des projets britanniques et de la guerre en général. Il est hors de doute qu'il examinait ces communications avec la plus grande attention et qu'elles éveillaient chez lui autant d'intérêt que de sympathie. Ses réponses étaient naturellement plus réservées, mais j'avais fini par connaître très bien sa position et ses désirs. J'étais à la tête d'un pays en guerre qu'assaillaient des ennemis mortels. Il trônait, majestueux, à la tête d'un puissant pays neutre qu'il désirait par-dessus tout lancer dans le combat pour la cause de la liberté. Mais il ne pouvait encore apercevoir le moyen d'y arriver. En attendant, la Grande-Bretagne devait élaborer son plan de guerre :

il fallait combattre Hitler en engageant nos forces partout où cela était matériellement possible, aider les Russes en leur fournissant du matériel militaire et en créant des diversions, nécessairement bien faibles, enfin et surtout, nous maintenir en vie !

Cependant, un plan pour les derniers mois de 1941 et pour 1942 s'était formé dans mon esprit et avait, pour une grande partie, recueilli l'approbation de principe des chefs d'état-major. Bien entendu, à cette date, ce plan considérait toujours les États-Unis comme neutres mais nous apportant toute l'aide autorisée par le Congrès. Ma correspondance avec le Président m'avait montré qu'il était particulièrement attentif à toutes les questions navales et qu'il regardait l'Afrique du Nord française, y compris Dakar, et les îles espagnoles et portugaises de l'Atlantique avec un intérêt très spécial qui lui était inspiré non seulement par le point de vue américain, mais par le sien propre. Ces vues s'accordaient avec les miennes et aussi, comme on le jugera certainement, avec une stratégie qui était bien la meilleure que nous pussions élaborer seuls, ou avec les États-Unis, si ceux-ci devenaient à leur tour des belligérants.

J'espérais que nous pourrions remporter une victoire décisive dans le désert et refouler Rommel à travers la Libye et la Tripolitaine. Si tout se passait bien, cette victoire était susceptible de faire passer la Tunisie, l'Algérie et le Maroc dans notre camp et peut-être même de déterminer le ralliement de Vichy. Ce n'était là qu'un espoir échafaudé, sur un autre espoir. Mais nous gardions disponibles, dans le Royaume-Uni, une division blindée et trois divisions de campagne avec des forces navales suffisantes pour les transporter en n'importe quel point de la Méditerranée occidentale pendant que l'aviation allemande était occupée en Russie. Si nous prenions Tripoli et que la France ne bougeât pas, Malte nous permettrait de débarquer en Sicile et d'ouvrir ainsi le seul « second front » qu'il nous était possible de créer en Europe tant que nous restions seuls à l'ouest. Je ne voyais aucun autre endroit, sauf la Norvège, où nous pussions agir isolément en 1942, quel que fût le succès remporté par nos armes. Un plan d'invasion de la Sicile avait été mis au point par les chefs d'état-major et par le Conseil des plans d'opérations. Nous l'avions baptisé « Whipcord ».

Une fois Rommel vaincu, sa petite armée audacieuse détruite et Tripoli entre nos mains, nous estimions que quatre

divisions de nos meilleures troupes, soit 80 000 hommes environ, pouvaient fort bien débarquer et s'emparer de la Sicile. L'aviation allemande qui nous avait fait tant de mal en opérant à partir des aérodromes siciliens, avait été envoyée en Russie et il n'y avait plus de troupes allemandes dans l'île à ce moment. Les navires transportant le corps expéditionnaire seraient naturellement aperçus dès leur entrée en Méditerranée, mais l'ennemi ne pourrait deviner s'ils se dirigeaient vers l'Afrique du Nord française : Bizerte, Alger, Oran, vers la Sicile ou vers la Sardaigne. C'est là un des avantages de la puissance maritime. Quelle autre action offensive la Grande-Bretagne et l'Empire auraient-ils pu tenter en 1942, avec leurs seules forces ? Comment pouvions-nous nous battre contre les Allemands sur un vaste front ? Quel autre plan aurait pu mettre à notre disposition autant de ces possibilités d'action qu'il est si désirable de posséder au milieu des incertitudes de la guerre ? L'opération était peut-être au-dessus de nos seules forces. Elle pouvait tourner mal. Mais, en tout cas, elle ne faisait courir aucun danger ni à nos lignes de ravitaillement vitales de l'Atlantique ni à notre capacité de résistance à une invasion de notre île.

Savoir la route qu'il faut prendre n'est pas forcément pouvoir la prendre. Mais il vaut mieux avoir un plan ambitieux que de ne pas en avoir du tout. Tout dépendait, en premier lieu, du succès que remporterait l'offensive que le général Auchinleck préparait dans le désert depuis si longtemps. Il avait fallu tout revoir pour tenir compte des dangers inconnus que pouvaient faire surgir une pénétration des Allemands jusqu'à la Caspienne ou leur avance éventuelle à travers la Turquie, soit vers cette mer, soit vers le Moyen-Orient : Syrie, Palestine, Perse et Irak. Mais je n'avais jamais considéré toutes ces éventualités comme très probables. Les événements montrèrent que j'avais raison. Dans l'élaboration de ces plans je pus, à tous les stades, emporter la conviction et m'assurer l'appui des chefs d'état-major ainsi que de mes collègues du Conseil de Défense et du Cabinet de guerre. Finalement tous nos projets furent exécutés exactement dans l'ordre qui avait été prévu, mais pas avant 1942 et 1943, et dans des conditions bien différentes et beaucoup plus favorables que celles que nous pouvions prévoir en octobre 1941.

Tandis que toutes ces considérations retenaient l'attention de nos conseils secrets, j'étais bien décidé à ne pas laisser se ralentir la préparation du matériel et des plans pour une invasion du continent. Sir Roger Keyes venait d'atteindre soixante-dix ans. Il avait rendu d'inappréciables services en créant les commandos, ainsi qu'en poussant la mise au point et la construction des divers types de navires de débarquement. Son grade très élevé d'amiral de la flotte et sa puissante personnalité avaient été cause d'assez nombreuses frictions parmi les divers services militaires, si bien que, tout en le regrettant pour des raisons personnelles, j'en étais arrivé à conclure que l'intérêt général commandait de mettre un homme nouveau et plus jeune à la tête de l'organisation d'outre-mer. Lord Louis Mountbatten n'était alors que capitaine de vaisseau, mais ses brillants états de service et ses capacités me paraissaient le désigner tout particulièrement pour ce poste, devenu vacant. Il était alors en mission spéciale aux États-Unis où on l'avait reçu avec beaucoup d'égards. Il avait exécuté une croisière avec la flotte du Pacifique et, à son retour à Washington, avait eu de longues discussions avec le Président auquel il avait été autorisé à révéler les préparatifs que nous faisons pour débarquer sur le continent et les plans que j'élaborais. Le Président lui témoigna la plus grande confiance et l'invita à séjourner à la Maison-Blanche. Mais je dus le rappeler en Angleterre avant qu'il ait pu répondre à cette invitation.

10 octobre 1941.

Premier Ministre à lord Louis Mountbatten.

Nous avons besoin de vous ici immédiatement pour quelque chose qui vous intéressera énormément.

10 octobre 1941.

Premier Ministre à M. Harry Hopkins.

Nous avons besoin ici de Mountbatten pour un poste très actif et qui demande à être pourvu de toute urgence. Veuillez expliquer au Président combien il est navré de ne pouvoir se rendre

à la Maison-Blanche comme il avait eu l'honneur d'y être invité. Il sollicitera une audience avant de partir.

J'avais été très contrarié quand le général Auchinleck nous avait encore demandé presque quinze jours pour mettre la dernière main à ses préparatifs.

18 octobre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Votre télégramme confirme mes craintes. Vous aviez donné une date au Conseil de Défense et, quoique nous considérions ce retard comme très dangereux, nous l'avions acceptée et réglé nos plans d'ensemble en conséquence. Il est impossible d'expliquer au Parlement et au pays pourquoi nos armées du Moyen-Orient sont restées l'arme au pied pendant quatre mois et demi alors que la Russie se fait tailler en pièces dans le même temps. J'ai réussi jusqu'ici à éviter un débat public, mais il peut éclater d'un instant à l'autre. De plus, les quelques précieuses semaines qui nous restent pour exploiter un succès éventuel, s'écoulent inutilement. On ne m'a donné aucun avis préalable ni aucune raison du nouveau délai que vous réclamez. Il faut que je puisse informer le Cabinet de guerre, lundi prochain, du nombre de jours de retard que vous jugez maintenant nécessaires.

En outre, le lord du Sceau privé part lundi pour les États-Unis, emportant une lettre personnelle adressée au Président. Dans cette lettre qui sera remise à M. Roosevelt, ne sera lue que par lui et devra être brûlée ou rendue aussitôt après, je me proposais de lui annoncer que vous comptiez attaquer au cours de la période de pleine lune du début de novembre. Je juge nécessaire de confier nos secrets au Président, de manière à nous assurer son appui amical. Étant donnés les plans que nous préparons pour « Whiplash » (débarquement en Sicile) je lui demande dans cette lettre d'envoyer deux ou trois divisions américaines relever nos troupes qui sont en Irlande du Nord, afin d'obtenir une garantie supplémentaire contre une tentative d'invasion au printemps. J'avais fixé la date de la mission du lord du Sceau privé en fonction de celle que vous nous aviez indiquée. Naturellement, s'il ne s'agit que de deux ou trois jours, la chose n'a pas grande importance. Il m'est cependant impossible de coordonner le déroulement général de la guerre si les plans sur lesquels nous sommes d'accord subissent des modifications sensibles, sans préavis et sans motif. Veuillez donc dorénavant télégraphier en temps utile.

La date fut finalement fixée au 18 novembre comme le désirait le général Auchinleck.

Pressentant l'évolution probable de la pensée du Président, je décidai de lui dire toute ma pensée, à la veille de la grande aventure où Auchinleck allait se lancer dans le désert. M. Attlee, que l'on considérait maintenant comme le délégué du Premier Ministre, devait se rendre à Washington pour assister à la conférence internationale du Travail et je lui confiai la lettre suivante. On se rendra compte qu'elle suivait de très près l'évolution de la pensée de M. Roosevelt.

20 octobre 1941.

Premier Ministre à Président.

PREMIÈRE PARTIE

Mon cher Président,

1^o A une certaine date, cet automne, le général Auchinleck va attaquer les armées allemandes et italiennes de la Cyrénaïque avec tous ses effectifs disponibles (1). Nous pensons qu'il sera plus puissant que l'ennemi en infanterie, en artillerie, en avions et particulièrement en chars. Son objectif sera de détruire les forces armées et surtout blindées de l'adversaire, et de s'emparer de Benghazi aussi rapidement que possible.

2^o Si cette opération réussit, les plans préparés pour une avance rapide en direction de Tripoli pourront être mis à exécution. Si ce nouvel effort était encore couronné de succès, il faudrait s'attendre à d'importantes réactions qu'il est bon de prévoir.

3^o Le général Weygand pourrait être incité à entrer dans la guerre ou bien contraint de le faire si les Allemands réclamaient des facilités en Afrique du Nord, soit à lui ou à Vichy.

4^o Afin de pouvoir profiter de cette éventualité, nous gardons toutes prêtes des forces équivalant à une division blindée et à trois divisions de campagne, susceptibles de s'embarquer vers le milieu de novembre. Elles pourraient pénétrer au Maroc par

(1) La date exacte et le nom de code « Crusader » lui étaient indiqués dans une note séparée.

Casablanca sur invitation des Français ou encore servir à exploiter en Méditerranée la victoire de Libye.

5° En vue de camoufler efficacement ces préparatifs nous avons élaboré des plans à grande échelle pour un débarquement sur la côte de Norvège, et pour un renforcement des Russes à Mourmansk. Ces plans ne constituent pas entièrement un leurre, ils présentent également une certaine consistance.

6° Il paraît donc probable que nous aurons à faire partir de Grande-Bretagne quatre, voire cinq divisions, en plus de la 18^e qui doit arriver à Halifax le 7 novembre en se rendant à Suez par le Cap. Il nous faut prévoir que Hitler, dès qu'il aura stabilisé le front russe, peut commencer à rassembler 50 ou 60 divisions dans l'ouest afin d'essayer de nous envahir. Nous sommes en possession de renseignements, peut-être exagérés, annonçant la construction d'environ 800 bâtiments capables de transporter chacun 8 à 10 chars à travers la mer du Nord et de les débarquer sur n'importe quelle plage. Il faut également compter, bien entendu, sur un emploi de parachutistes et de troupes aéroportées à une échelle encore inconnue jusqu'ici. Il est permis de supposer que le programme de Hitler était le suivant : En 1939 : la Pologne ; en 1940 : la France ; en 1941 : la Russie ; en 1942 : l'Angleterre ; en 1943 : ? En tout cas j'ai le sentiment que nous devons être prêts à affronter un suprême assaut à partir de mars.

7° Nous courons évidemment des risques en faisant partir du Royaume-Uni dans ces conditions, quatre ou cinq divisions, dont une blindée. Au cas où les événements prendraient le tour heureux prévu dans les précédents paragraphes et où nous serions conduits à réduire nos forces métropolitaines dans la proportion envisagée, ce serait pour nous une assurance et un avantage militaire de tout premier ordre si vous étiez en état d'envoyer un corps d'armée et une division blindée, avec toute l'aviation possible, dans le nord de l'Irlande (à la demande, bien entendu, du gouvernement irlandais aussi bien qu'à celle du gouvernement de Sa Majesté). Cela nous permettrait d'en retirer les trois divisions que nous y avons actuellement et de les affecter à la défense de la Grande-Bretagne, en plus des troupes d'Islande que nous sommes en train de rapatrier d'Islande.

8° Nous nous sentirions beaucoup plus libres d'agir vigoureusement dans le sens que je vous ai indiqué si nous savions qu'un tel geste de notre part est possible. En outre, l'arrivée de troupes américaines dans le nord de l'Irlande exercerait un puissant effet sur l'Eire tout entier et aurait des conséquences heureuses d'une portée incalculable. Cela freinerait aussi les plans d'invasion allemands. J'ose espérer que vous voudrez bien étudier cette proposition avec bienveillance. Je ne veux pas du tout dire qu'il faille prendre une décision avant que nous ayons vu les résultats de la bataille prochaine.

Après quelques paragraphes traitant des questions de commandement et des rapports entre la marine, l'aviation et l'armée, je poursuivais comme suit :

DEUXIÈME PARTIE

13° Tous les renseignements dont je dispose montrent qu'une victoire des Britanniques sur les Allemands en Cyrénaïque, transformerait du tout au tout la guerre en Méditerranée. L'Espagne s'en trouverait peut-être encouragée à défendre sa neutralité. Des répercussions profondes pourraient se produire dans une Italie déjà démoralisée. Peut-être, ce qui serait plus important que tout, la Turquie se trouverait-elle affermie dans sa volonté de résister à Hitler. Nous ne désirons pas la voir intervenir offensivement pour le moment, mais seulement présenter un front solide et inflexible aux menaces et aux intimidations allemandes. Tant que ce pays ne sera pas violé ou séduit, cette grande étendue oblongue de territoires à peine mis en valeur constitue un bouclier impénétrable pour l'aile orientale de notre armée du Nil. Si la Turquie se voyait contrainte d'entrer en guerre, nous serions naturellement obligés de lui fournir comme appui des forces qui pourraient être beaucoup plus utiles ailleurs, soit en Afrique du Nord française, soit au Caucase. Les promesses que nous lui faisons (subordonnées à la situation militaire) s'élèvent à quatre ou six divisions, plus 20 ou 30 groupes d'avions, et nous préparons activement avec les Turcs les aérodromes nécessaires en Anatolie. Mais ce dont la Turquie a besoin pour rester ferme, c'est d'une victoire britannique sur les Allemands, qui donnerait toute leur force et toute leur valeur à nos promesses.

14° Ces dispositions, telles que je les ai organisées, ne nous permettent pas, *au cours des six mois qui viennent*, d'apporter une contribution sérieuse à la défense du Caucase et du bassin de la Caspienne par les Russes. La meilleure façon d'aider ceux-ci consisterait à relever les cinq divisions soviétiques actuellement entassées dans la Perse septentrionale. Si ces divisions sont rapatriées et jetées dans la bataille, j'ai engagé la parole de la Grande-Bretagne à Staline qu'aucun intérêt légitime russe ne serait lésé et que nous ne nous assurerions aucun avantage en Perse à son détriment. Mais je ne vois pas comment nous pourrions, au cours de la période envisagée, envoyer plus qu'une force symbolique dans le Caucase tandis que les Russes maintiendraient une représentation du même ordre en Perse. Les Soviets troublent beaucoup ce pays par leur présence, leurs théories et leur conduite, et si des désordres éclataient, il nous faudrait consacrer trois ou quatre divisions anglo-indiennes à maintenir la liberté du transit entre le golfe Persique et la Caspienne. Ce transit qui constitue un élé-

ment capital dans notre politique commune d'aide à la Russie, se trouverait presque complètement arrêté à cause de la nécessité de ravitailler ces nouvelles forces. J'ai essayé d'amener les Russes à comprendre cela.

15° Dans le télégramme du 25 juillet 1941 que je vous ai envoyé avant notre rencontre dans l'Atlantique, j'ai parlé de notre projet à long terme pour 1943, consistant à débarquer simultanément disons 15 000 chars, au moyen de centaines de navires de haute mer spécialement aménagés à cet usage, sur les côtes de trois ou quatre pays mûrs pour une révolte. Je vous avais suggéré qu'il serait facile, à ce stade, d'apporter les modifications nécessaires à un certain nombre des navires marchands que vous construisez sur une si vaste échelle. Je vous envoie aujourd'hui les plans préparés par l'Amirauté, ils vous indiqueront les changements à apporter à ces navires. Vous verrez que leur prix ne s'en trouvera augmenté que de 50 000 livres et le retard apporté à leur construction sera également assez peu important, je le présume. Il me semble qu'il faudrait adapter ainsi au moins 200 bâtiments. Nous avons suffisamment de temps devant nous, car nous ne pouvons penser à mettre un tel plan à exécution avant 1943. Mais le programme de chars que vous avez entrepris entraîne un corollaire essentiel : la possibilité de les transporter à travers les océans pour les débarquer sur des plages non fortifiées le long de l'immense ligne de côtes que Hitler est obligé de défendre. Je suis donc persuadé, monsieur le Président, que la chose se recommandera d'elle-même à votre attention.

16° Je vous envoie une courte note que j'ai rédigée au sujet de l'emploi de l'artillerie de campagne et de flak. Cet emploi aura des répercussions sur l'offensive prochaine dont il a été question dans la première partie de mon message, et sur l'organisation de l'armée métropolitaine, que nous avons mise sur pied pour repousser une tentative d'invasion (2). Tous les gens compétents ont donné leur accord aux principes qu'elle expose, et je serais très heureux que vous la montriez à vos officiers, si vous l'en tugez digne.

17° Je vous envoie également, pour votre information personnelle, une autre note que j'ai faite sur la constitution présente et future des armées britanniques et impériales que nous essayons d'organiser pour 1942 (2). Le chiffre d'une centaine de divisions ne signifie pas, naturellement, comme je l'explique clairement, que nous aurons cent divisions normales de campagne. Certaines sont des troupes de garnisons, d'autres des unités de D. C. A., et d'autres encore sont représentées par leur équivalent en groupes tactiques. D'une façon générale, cependant, cet effectif représente un déploiement de forces très supérieur à celui que nous envisa-

(1) Voir chap. VII, p. 134.

(2) Voir chap. VII, p. 140.

gions au début de la guerre. Nous pouvons y parvenir du fait que nous n'avons pas été sérieusement engagés depuis les pertes subies à Dunkerque, et que les armements comme les réserves se sont accumulés au lieu d'être dépensés sur une vaste échelle.

18° Je n'ai pas parlé de la menace japonaise qui paraît s'être faite beaucoup plus aiguë ces jours derniers, ni du concours magnifique que vous nous apportez dans l'Atlantique, parce que nous avons abondamment discuté ces grandes questions lors de notre rencontre, et que les événements sont en train de confirmer pleinement nos prévisions. Je continue cependant à penser que plus les États-Unis agiront énergiquement envers le Japon et plus la paix a des chances d'être préservée. Si toutefois elle ne pouvait être maintenue et si les États-Unis se trouvaient en guerre avec le Japon, vous pouvez être assuré que notre propre déclaration de guerre suivrait instantanément. Nous espérons pouvoir constituer avant Noël une très importante escadre de ligne dans l'océan Indien et dans le Pacifique.

19° Laissez-moi vous dire pour terminer, monsieur le Président, combien j'envie le lord du Sceau privé qui peut gagner les États-Unis en avion et parler en toute confiance avec vous. Ma place est ici, j'ai donc saisi cette occasion pour vous écrire une aussi longue lettre. Puis-je me permettre de vous demander de garder absolument secret et pour vous seul, toutes les informations relatives aux prochaines opérations? C'est pour cela, que j'ai séparé du reste la première partie de la lettre (contenant la date exacte de notre offensive) dans l'espoir qu'après l'avoir lue vous la brûlerez immédiatement.

Je vous envoie mes meilleurs souvenirs et vous présente tous mes souhaits. Veuillez me croire, monsieur le Président, votre ami sincère.

Winston S. CHURCHILL.

Je fis également exposer toutes ces intentions aux commandants en chef du Moyen-Orient par l'intermédiaire du ministre d'État, afin qu'ils comprissent que « Crusader », la bataille qu'ils allaient livrer, pouvait nous ouvrir une très longue route, et pour souligner une fois de plus combien leur offensive était urgente. Ce document, adressé à d'autres destinataires, exposait un nouvel aspect des conceptions identiques contenues dans la lettre que M. Attlee, en plein accord avec moi, devait remettre au Président.

25 octobre 1941.

Premier Ministre à ministre d'État.

1^o Personne ne peut supposer que l'Allemagne restera inextricablement engagée en Russie pendant l'hiver. Il est beaucoup plus probable que dans un mois ou deux, le front oriental se stabilisera, sauf dans le sud. La Russie, à cause des pertes subies par son industrie de guerre, sera réduite (temporairement) à l'état de puissance militaire de deuxième ordre, même si elle conserve Leningrad et Moscou. A n'importe quel moment, Hitler peut laisser, par exemple, un tiers de ses forces en face des Russes et le reste lui suffira largement pour menacer la Grande-Bretagne, exercer une pression sur l'Espagne, envoyer des renforts en Italie pour tenir ce pays en main, aussi bien que pour pousser de l'avant en Orient.

2^o Personne ne peut donc supposer que la situation sera meilleure pour nous l'année prochaine ou au printemps. Bien au contraire, en ce qui concerne « Whipcord » (la Sicile) c'est probablement « maintenant ou jamais ». A mon avis ces perspectives d'action se fermeront définitivement vers la fin de décembre.

3^o Le point faible de Hitler est dans l'air. L'aviation britannique est déjà plus forte que la sienne et, grâce à l'aide américaine, se développe plus rapidement. L'aviation russe atteint peut-être les deux tiers de l'aviation allemande, elle est excellente et bien organisée en profondeur. Même en comptant l'aviation italienne pour ce qu'elle vaut, Hitler ne dispose pas de forces aériennes suffisantes pour soutenir simultanément toutes les opérations que pourraient tenter ses armées. Toutefois, il faut maintenir dans la métropole la plus grande partie de notre aviation pour s'opposer à une tentative d'invasion, ce qui la met pratiquement hors d'état d'agir.

4^o Il est donc important pour nous de rechercher les situations nous permettant d'engager simultanément les forces aériennes de l'ennemi sur les divers théâtres dans des conditions favorables. « Whipcord » nous offrirait à cet égard, des occasions de premier ordre.

5^o Si nous pouvons nous assurer avant janvier la combinaison d'aérodromes voulue — Tripoli, Malte, Sicile, Sardaigne — et nous y établir, une attaque puissante et probablement décisive pourrait être effectuée contre l'Italie, élément le plus faible de l'Axe, grâce à des bombardiers envoyés de la métropole et basés sur cet ensemble d'aérodromes. Le manque de terrains d'aviation italiens, en face de la Sicile, devrait rendre cette attaque possible. Tous les combats aériens qui se livreraient sur ce nouveau théâtre, affaibliraient directement l'effort normal de l'ennemi contre la

Grande-Bretagne et la vallée du Nil, ainsi que le soutien de son avance en direction du sud-est.

6° Une supériorité aérienne britannique en Méditerranée centrale nous assurerait d'autres avantages. Compte tenu de ce qui est dit au § 9 ci-dessous, la route maritime de la Méditerranée serait ouverte aux convois fortement escortés, ce qui nous permettrait de réaliser d'importantes économies de tonnage et de soutenir beaucoup plus vigoureusement nos opérations en Orient.

7° La réaction qui se produirait en France et en Afrique du Nord à la suite de ces succès, et l'arrivée de troupes britanniques à la frontière tunisienne, pourraient décider Weygand à agir, avec toutes les conséquences favorables qui en résulteraient.

8° La condition fondamentale de ce qui précède est, naturellement, que « Crusader » soit une victoire. Vous apprécierez hautement la puissante diversion, portant principalement sur des forces aériennes, que réaliserait « Whipcord », pourvu qu'elle s'exécutât parallèlement à « Acrobat » (conquête de la Tripolitaine par les Britanniques). Rien ne peut nous procurer une sécurité plus grande et mieux dérouter l'ennemi que l'apparition brusque et simultanée d'un grand nombre d'objectifs. Cela vaudra tout particulièrement au cours des quelques semaines qui s'écouleront pendant que l'ennemi ramènera ses forces aériennes en excédent du théâtre russe et les regroupera pour les faire intervenir ailleurs. Si vous vous contentez d'une avance lente en Libye, en procédant par étapes progressives et minutieusement préparées sans accepter aucun risque, alors que rien ne se produit ailleurs, vous êtes sûr de rencontrer une opposition maximum et qui aura le temps de porter tous ses fruits. Je suis certain que vous le comprenez. Une telle façon de faire donnerait certainement aux Allemands tout le temps voulu pour renforcer puissamment la Sicile et établir leur domination en Italie par l'envoi de nouvelles troupes. J'espère que vous saisirez, comme moi, le caractère extrêmement fuitif de l'occasion qui s'offre et combien est court le répit dont nous disposons avant que l'Allemagne, ayant stabilisé son front en Russie, redistribue ses forces entre les autres théâtres. C'est, comme vous l'avez dit fort justement « une question d'horaire ».

9° Comment l'ennemi réagira-t-il devant notre tentative pour nous assurer la prépondérance dans la Méditerranée centrale et nous ouvrir ainsi le passage à travers cette mer? Il lui faudra un certain délai pour rassembler des forces aériennes supérieures aux nôtres, étant donnée la répartition des aérodromes qui lui resteront en Italie. Il aura donc besoin de faire pression sur l'Espagne pour fermer le détroit de Gibraltar. Nous avons des raisons de croire que les Espagnols se révolteront contre une invasion de leur pays par les Allemands que ces gens chagrins et affamés haïssent, et qu'ils leur résisteront. Une victoire britannique à l'occasion de « Crusader » influencera puissamment l'attitude de leur gouvernement. Hitler peut, sans aucun doute, se frayer un

chemin à travers l'Espagne, comme il peut dominer l'Italie. Mais il en sera empêché par des raisons politiques. Son but est de créer l'Ordre Nouveau et les États-Unis d'Europe sous l'hégémonie allemande. Ce résultat dépend non seulement de ses conquêtes mais bien plus encore de la collaboration des autres peuples. Rien ne détruira plus efficacement ses espoirs que le maintien de la politique de meurtres de représailles, d'assassinat des otages, etc., actuellement en vigueur dans de si nombreux pays. Ce sera pour lui une décision très grave que d'ajouter l'Espagne et l'Italie aux vastes régions que ses troupes occupent pour le moment, régions asservies, mais où la révolte gronde.

10° Pour toutes ces raisons, une étroite synchronisation de « Crusader » et de « Whipcord » et leur combinaison très intime semblent hautement désirables. D'un autre côté, il faut bien comprendre que nous ne pourrons pas nous dispenser d'agir ailleurs qu'en Libye. Je suis saisi de demandes russes pour que des forces britanniques interviennent le plus tôt possible sur le front oriental, à l'aile gauche des Soviets. Il ne sera pas possible de repousser indéfiniment ces demandes à cause du mécontentement croissant de notre peuple devant ce qu'il considère comme notre inaction. Si nous décidions donc de renoncer à « Whipcord » ou à la variante consistant à intervenir en Afrique du Nord sur l'invitation des Français, ainsi qu'il est indiqué dans le document des chefs d'état-major, il deviendra nécessaire de nous préparer à envoyer sous peu des forces importantes en Russie.

11° Envoyez-nous vos prochains commentaires pour lundi soir, jour où se réunit le Conseil de Défense.

Les commandants en chef du Caire furent d'une opinion différente. Ils considéraient que la défense du delta et du canal, celle de Bassora et du Caucase, et enfin celle du « bastion de la chaîne du Taurus » étaient essentielles et venaient en premier lieu. Ils estimaient que la conquête de la Sicile n'était ni faisable ni nécessaire. Toutes leurs pensées s'orientaient vers leur droite et vers l'Orient. Si nous décidions d'avancer vers l'ouest et si nos efforts étaient couronnés de succès, ils préféreraient occuper Bizerte plutôt que de débarquer en Sicile. Je compris très bien leurs raisons que le général Wavell dans l'Inde soutenait fortement. Ils exprimèrent leurs conclusions dans un télégramme daté du 27 octobre où ils développèrent les arguments que je viens de citer.

J'abandonnai, en conséquence, l'idée d'attaquer la Sicile (« Whipcord »).

28 octobre 1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

1^o Étant donné le dernier télégramme du Moyen-Orient et votre abandon définitif du projet « Whipcord », abandon que vous avez préconisé et auquel j'ai consenti, je considère ce plan comme abandonné.

2^o Il faut cependant garder sous la main une force de trois divisions, dont une blindée, toute prête à exploiter « Crusader » et « Acrobat » si ces opérations réussissent. Il n'y a aucune raison de penser, à moins que l'espoir soit une raison, que le général Weygand nous invitera à débarquer à Bizerte ou à Casablanca par suite de ces opérations. S'il le faisait, il faut que nous puissions profiter aussitôt de cet extraordinaire coup de chance. Les chefs d'état-major étudieront immédiatement cette éventualité et ils devront s'entendre avec le Q. G. du Moyen-Orient, particulièrement avec l'amiral Cunningham.

3^o Cette conjoncture peut naître, soit de l'effet qu'une éventuelle victoire britannique exercera sur le moral français, soit, hypothèse qui n'est pas à exclure, d'une démarche impérative des Allemands qui demanderont à Pétain la possibilité d'utiliser ce théâtre par suite de la perte réelle ou probable de Tripoli.

4^o Cette opération sera baptisée « Gymnast ».

5^o Il est important de savoir tout de suite, d'abord quels ordres sont nécessaires pour transformer « Whipcord » en « Gymnast », de manière à réduire le plus possible les besoins en navires, et ensuite quel est le tonnage nécessaire et quelles sont les conséquences qui découleront de son utilisation.

6^o J'ai reçu des informations d'Amérique annonçant que nos amis là-bas sont très séduits par l'idée d'un débarquement américain au Maroc, le colonel Knox a parlé à lord Halifax d'y faire passer environ 150 000 hommes. Nous devons être prêts, si possible, à faire une offre simultanée, en tout cas à faire une offre britannique au général Weygand, à tout moment qui semblerait opportun après le succès de « Crusader ». La situation pourrait se retourner totalement à notre avantage. L'offre devrait donc être rédigée en termes susceptibles de produire le plus grand effet possible. J'attendrai pour parler moi-même de cette question au Président que les résultats de « Crusader » soient manifestes.

7^o Lord Louis Mountbatten m'a apporté une lettre du Président, lettre dans laquelle il s'intéresse très vivement à Tanger. C'est un point à examiner mais il soulèvera de très grosses complications avec les Espagnols et les Français, et ce serait une

erreur que de sacrifier pour Tanger l'espoir de voir ces derniers collaborer avec nous.

A part l'abandon du projet de Sicile, nous conservâmes les uns et les autres, les mêmes opinions sur l'échelle des valeurs à adopter et sur nos chances, de sorte que je n'eus aucune difficulté à obtenir une décision unanime.

2 novembre 1941.

*Premier Ministre à général Ismay
pour Conseil des chefs d'état-major et chef d'état-major impérial.*

Tout en comprenant parfaitement le point de vue du général Wavell nous avons définitivement décidé de jouer la séquence « Crusader », « Acrobat », « Gymnast ». Il ne peut plus être question de revenir sur ce point.

Si tout se déroulait selon nos espérances, notre plan était donc le suivant : dégager la Cyrénaïque en battant l'armée de Rommel, avancer sur Tripoli, puis pénétrer dans l'Afrique française du Nord-Ouest, sur l'invitation et avec le concours des Français, si nous les obtenions. Le projet de Sicile dépendait du succès des deux premiers points et pourrait remplacer le troisième, le cas échéant. Mais tout cela conservait un caractère si conjectural que je me refusai à poursuivre la discussion stratégique avec le commandement du Moyen-Orient.

11 novembre 1941.

Premier Ministre à ministre d'État.

Je ne peux répondre autrement que par le silence à votre télégramme et à celui d'Auchinleck au sujet de « Crusader ». Il est impossible de faire des projets tant que nous ignorerons comment s'est déroulée l'opération. Une bataille est un voile au travers duquel il vaut mieux ne pas essayer de regarder.

Il n'est sans doute pas inutile de voir après coup ce que pensait l'ennemi.

En juillet 1941, la section des opérations de l'état-major allemand avait préparé une étude d'actions futures, appelée

Plan « Orient », destinée à chasser les Britanniques de leurs positions du Moyen-Orient. L'hypothèse fondamentale était que la guerre en Russie se terminerait victorieusement à l'automne. S'il en était ainsi — un « si » capital, il est vrai — un corps blindé partant du Caucase descendrait vers le sud, à travers la Perse, au cours de l'hiver de 1941-1942. Si la Turquie était consentante, une armée de dix divisions dont la moitié serait blindée et motorisée, partirait de la Bulgarie pour traverser l'Anatolie et pénétrer en Syrie et en Irak. En cas de refus de la Turquie cet effectif devrait être doublé et l'opération reculée jusqu'en 1942. Les armées italo-allemandes d'Afrique ne venaient qu'en troisième place. A part la prise de Tobrouk, elles ne devaient avoir qu'un rôle purement défensif au cours de l'été et de l'automne de 1941. D'ici l'hiver, leurs pertes en hommes et en matériel seraient remplacées, puis, lorsque l'assaut général aurait été lancé contre la Perse et l'Irak, fixant notre attention et nos forces, les armées de l'Axe en Libye marcheraient sur Le Caire.

L'aventure africaine n'avait jamais été en faveur auprès du haut commandement allemand et il n'avait envoyé des troupes que pour arrêter la déroute des Italiens. Quand ce résultat eut été obtenu et que nous eûmes été refoulés, le succès ne changea rien à ses dispositions. La traversée de la Méditerranée, avec tous les périls dus aux sous-marins et aux attaques aériennes partant de Malte, n'était pas de son goût. L'Afrique du Nord était destinée à demeurer un théâtre d'opérations secondaire parce que « l'Axe éprouverait plus de difficultés que les Alliés à y faire parvenir des renforts ». La collaboration avec les Italiens, sur terre, sur mer et dans l'air, n'exerçait pas non plus une attirance particulière sur les esprits allemands. Les vides de l'armée Rommel ne furent jamais comblés qu'avec répugnance. Si l'ennemi l'avait voulu, il aurait pu en payant le prix, fournir et transporter toutes les forces nécessaires pour rendre notre situation intenable. Nous verrons bientôt pourquoi il ne donna jamais l'assaut à Malte, principal obstacle sur sa route. Il n'est pas douteux que les lourdes pertes subies en Crète l'incitèrent à la réserve.

Une lettre envoyée au début d'août 1941 par l'état-major allemand aux généraux commandant les groupes d'armées de

l'ouest, du nord et du sud, esquissa les objectifs à poursuivre au lendemain d'une défaite russe.

a) Renforcer les armées de l'Afrique du Nord en vue de rendre possible la prise de Tobrouk. Les attaques de l'aviation allemande contre Malte seront reprises afin de permettre le passage des transports nécessaires.

En supposant qu'il ne survienne pas de retard du fait des conditions atmosphériques et que le programme des transports s'effectue comme prévu, on peut supposer que l'attaque de Tobrouk pourra commencer au milieu de septembre.

b) Le Plan « Felix » (c'est-à-dire la prise de Gibraltar avec la participation active des Espagnols) doit être exécuté en 1941.

c) Si la campagne de l'est est terminée et si la Turquie se range à nos côtés, une attaque de la Syrie et de la Palestine, en direction de l'Égypte, est envisagée après un délai minimum de quatre-vingt-cinq jours, nécessaire pour effectuer les préparatifs...

Nous avons donc notre chance au cours des mois d'automne et d'hiver. L'aviation allemande avait quitté la Sicile. Le front russe consommait le carburant nécessaire à la flotte italienne. En août, 33 % du matériel et des renforts envoyés à Rommel furent détruits. En octobre, ce chiffre déjà si important s'éleva encore pour atteindre 63 %. Les Allemands demandèrent avec insistance aux Italiens d'organiser une ligne de ravitaillement supplémentaire par la voie aérienne. Mussolini entreprit, à la fin de septembre, de transporter des renforts à Tripoli, par avions, à la cadence de 15 000 hommes par mois, mais 9 000 seulement étaient arrivés à la fin d'octobre. A ce même moment, les transports maritimes vers Tripoli furent arrêtés, quelques convois seulement forcèrent notre blocus et parvinrent à Benghazi. Les pertes d'octobre contraignirent cependant le haut commandement allemand à fournir enfin du carburant à la flotte italienne. Une autre mesure, beaucoup plus importante, fut également prise. L'amiral Dönitz accepta, à contre-cœur, de retirer 25 sous-marins de la bataille de l'Atlantique pour les envoyer en Méditerranée. C'était là une décision capitale dont les effets ne tardèrent pas à se manifester.

Dans l'intervalle, le contrôle que nous exerçons à partir de Malte joua un rôle décisif et la « Force K » que l'Amirauté avait, sur mon désir, créée et basée dans cette île, fit d'excel-

lente besogne. Lors de la reprise du trafic dans la nuit du 8 novembre, elle fonça, grâce à un renseignement d'avion, sur le premier convoi italien qui comptait 10 navires marchands escortés par 4 destroyers et soutenus par des croiseurs. Tous les transports furent rapidement anéantis. Un destroyer fut coulé et un autre endommagé par nos croiseurs. Les croiseurs italiens ne jouèrent aucun rôle. J'envoyai cette bonne nouvelle au Président.

9 novembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

La destruction entre l'Italie et la Grèce du convoi de l'Axe destiné à Benghasi, a une très haute importance par sa valeur en elle-même et par ses conséquences. Il est également à noter que les deux croiseurs italiens n'ont pas osé affronter nos deux croiseurs légers armés de 155 mm., pas plus que les six destroyers (en fait il n'y en avait que quatre) n'ont tenté de s'opposer aux deux nôtres.

Mon impression sur le front de Moscou s'améliore également de plus en plus.

Une fois de plus les transports furent arrêtés et Rommel se plaignit au haut commandement allemand, non sans raisons.

9 novembre 1941.

Général Rommel à O. K. W. (1).

1^o La cadence des transports de troupes et de matériel vers l'Afrique du Nord a encore été réduite. Sur les 60 000 tonnes d'approvisionnements promis par les Italiens pour la fin d'octobre 1941, il n'en est parvenu que 8 093 à Benghasi. Sur les troupes prévues à l'origine pour l'attaque de Tobrouk, environ un tiers de l'artillerie et diverses unités importantes des services de transmissions, ne seront pas encore arrivés d'Europe au 20 novembre. En outre, on ignore à quelle date nous toucherons les 20 pièces de 155 mm. achetées à la France en Tunisie... Sur les trois divisions italiennes réclamées pour attaquer en novembre, une seule sera disponible et elle n'est pas à effectif complet.

(1) *Oberkommando der Wehrmacht* : commandement suprême de l'armée allemande.

Mais la période où nous jouissions d'une sorte d'immunité et où nous possédions l'avantage connu une fin. Les sous-marins allemands entrèrent en scène. Le 12 novembre, comme il retournait à Gibraltar après avoir conduit de nouveaux avions pour Malte jusqu'à distance de vol, l'*Ark Royal* fut atteint par la torpille d'un submersible ennemi. Tous les efforts faits pour le conserver à flot échouèrent et le célèbre vétéran qui avait si magnifiquement participé à tant de nos opérations, coula alors qu'il était arrivé à 25 milles seulement de Gibraltar. Ce fut le début d'une série de graves pertes pour notre flotte de la Méditerranée et d'une période de faiblesse telle que nous n'en avions pas encore connue dans ce secteur-là. Cependant tout était prêt pour notre offensive si longtemps retardée et il faut maintenant que nous nous tournions vers les événements du désert de Libye.

Le 15 novembre je transmis au général Auchinleck un message du Roi pour qu'il en fit éventuellement usage quand et comme il lui conviendrait.

15 novembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

J'ai reçu du Roi l'ordre de dire aux officiers et soldats de tous grades de l'armée et de la Royal Air Force dans le désert de Libye, ainsi qu'à la flotte de Méditerranée, que Sa Majesté compte les voir remplir leur devoir d'une manière exemplaire au cours de la bataille d'une suprême importance qu'ils vont avoir à livrer. Pour la première fois, les troupes britanniques et impériales vont aborder les Allemands en disposant d'une grande quantité d'armes modernes de tout genre. La bataille elle-même aura des répercussions sur tout le déroulement de la guerre. Le moment est venu d'assener le coup le plus rude qui ait encore été donné pour la victoire finale, la patrie et la liberté. L'armée du désert peut écrire dans l'histoire une page comparable à celles de Blenheim et de Waterloo. Les yeux de tous les pays sont fixés sur vous. Nous sommes avec vous de tout cœur. Que Dieu soutienne le Droit !

CHAPITRE X

L'OPÉRATION « CRUSADER »

Sur terre, sur mer et dans l'air.

Les batailles modernes ont perdu leur caractère dramatique. — Les armées et les plans en présence. — La 8^e armée attaque. — L'effet de surprise est obtenu. — Les trois premiers jours. — Le 13^e corps perce la ligne frontrière. — Compte rendu du général Auchinleck sur la bataille. — Coup d'audace de Rommel. — La lutte est indécise. — Auchinleck se rend en avion au quartier général du désert. — Ses ordres au général Cunningham sauvent la situation. — Il décide de remplacer ce général. — Ma lettre du 20 novembre au Président. — Le danger vichyssois. — Attaques navales contre les convois ennemis. — Attaque résolue de Sidi Rezeg par la division néo-zélandaise. — Rommel bat en retraite, en abandonnant ses garnisons de la frontière. — Tobrouk dégagé. — Les pertes. — Pessimisme à Rome. — Désastres sur mer. — L'*Ark Royal* et le *Barham* sont coulés. — Des « torpilles humaines » attaquent le port d'Alexandrie. — La *Queen Elizabeth* et le *Valiant* sont gravement endommagés. — La « Force K » est brisée. — Perte du *Neptune*. — Notre flotte de la Méditerranée orientale est pratiquement éliminée. — Hitler ramène des forces aériennes de Russie en Sicile. — Nous touchons au point le plus bas dans la Méditerranée.

Le récit des batailles modernes prend rarement un caractère dramatique parce que ces batailles se livrent sur de très vastes espaces et ne se décident souvent qu'après des semaines, alors que sur les champs de bataille célèbres de l'histoire le sort des nations et des empires se décidait en quelques heures et sur un espace restreint. Ce contraste avec le passé est plus marqué que partout ailleurs dans les combats que les unités blindées et motorisées rapides se livrèrent dans le désert.

Les chars ont pris la place tenue par la cavalerie dans les guerres anciennes, lui substituant une arme autrement puissante et d'une portée infiniment plus grande, tandis que par beaucoup d'aspects leurs manœuvres ressemblent à des évolutions navales, la mer de sable remplaçant les étendues

marines. L'élément décisif au cours de ces combats, ce sont les qualités guerrières d'une colonne blindée, tout à fait comme dans le cas d'une escadre de croiseurs, bien plutôt que les conditions dans lesquelles elle rencontre l'ennemi ou que le secteur de l'horizon où celui-ci apparaît. Les divisions ou les brigades de chars, et plus encore les unités moins importantes peuvent faire front dans n'importe quelle direction si rapidement que le danger d'être tournées, prises à revers ou coupées complètement, n'a plus pour elles la même gravité. D'un autre côté, leur action dépend à tout instant de l'état de leurs approvisionnements en carburant et en munitions et leur ravitaillement pose un problème beaucoup plus difficile que celui des navires et des escadres qui se suffisent à eux-mêmes. Les principes fondamentaux de l'art militaire se posent donc dans des termes nouveaux. Chaque combat nous apporta, à cet égard, sa leçon particulière.

Il ne faudrait pas sous-estimer l'ampleur de l'effort militaire réclamé par ces luttes dans le désert. Chaque armée ne mit en ligne que 90 à 100 000 combattants, mais pour les soutenir dans ces épreuves de force il fallait, à l'arrière, des effectifs deux ou trois fois plus nombreux et une masse de matériel. En la considérant dans son ensemble on retrouve dans la farouche rencontre de Sidi Rezeg, qui marqua le début de l'offensive du général Auchinleck, quelques-uns des caractères les plus marquants de la guerre. Les interventions personnelles des deux chefs furent aussi capitales et aussi décisives que dans les batailles du passé et l'enjeu de la lutte n'était pas moins considérable.

Le premier objectif du général Auchinleck était de reconquérir la Cyrénaïque, en détruisant, ce faisant, les forces blindées de l'ennemi, le second, si tout allait bien, de s'emparer de la Tripolitaine. Pour les atteindre, il avait confié au général Cunningham, commandant ce qui venait d'être baptisé la 8^e armée, les 13^e et 30^e corps d'armée, comprenant environ 6 divisions avec la garnison de Tobrouk, et 3 brigades qui restaient en réserve (1). Au total l'armée britannique

(1) Voici quelle était la composition de la 8^e armée :
13^e corps (Godwin-Austen) : 4^e division indienne — division néo-zélandaise — 1^{re} brigade de chars.
30^e corps (Norrie) : 7^e division blindée (7^e et 22^e brigades blindées) —

comptait 724 chars, dont 367 chars moyens, et 200 en réserve. La Royal Air Force devait intensifier ses bombardements un mois avant le début de la bataille, de manière à harceler les communications ennemies et à conquérir la maîtrise de l'air pendant les opérations. L'aviation du désert de Libye, aux ordres du général de division aérienne Cunningham, consistait en 16 groupes de chasse, 12 de bombardiers moyens, 5 de bombardiers lourds et 3 de coopération avec l'armée. Sur un effectif de 1 311 appareils de combat récents, 1 072 étaient



LA CYRÉNAÏQUE

en état de service, en plus des 10 groupes opérant de Malte.

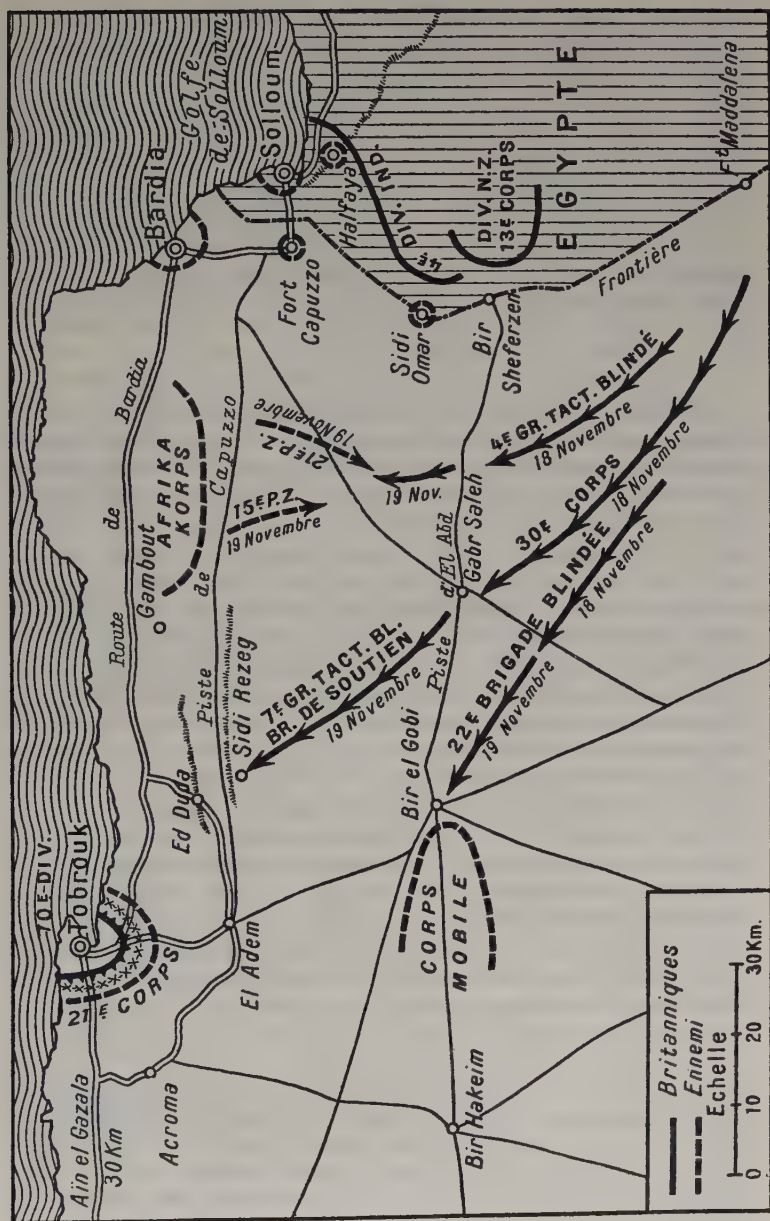
A une centaine de kilomètres en arrière du front de Rommel se trouvaient les cinq groupes tactiques et la brigade blindée composant la garnison de Tobrouk. Cette place était un continuel sujet de préoccupation pour le chef allemand et la menace stratégique qu'elle constituait avait empêché jusqu'alors toute avance vers l'Égypte. Le haut commandement allemand s'était fixé pour première tâche l'élimination de Tobrouk et tous les préparatifs possibles avaient été faits pour en commencer l'assaut le 23 novembre. L'armée de

4^e groupe tactique blindé — 1^{re} division sud-africaine (2 brigades) —
22^e groupe tactique de la Garde.

Rommel comprenait le redoutable Afrika Korps, formé par les 15^e et 21^e divisions blindées, la 90^e division légère et 7 divisions italiennes dont une blindée. Nous estimions que l'adversaire disposait de 388 chars mais des documents ennemis nous ont appris depuis que le chiffre réel était de 558. Les deux tiers des chars moyens et lourds étaient allemands et portaient des canons plus puissants que les 38 mm. des nôtres. L'adversaire possédait en outre, une supériorité marquée dans le domaine des armes antichar. L'aviation de l'Axe comptait 190 avions allemands dont 120 seulement étaient en état de voler au moment de l'attaque, et plus de 300 avions italiens dont peut-être 200 étaient en service.

La 8^e armée, aux ordres du général Cunningham, devait attaquer avec ses deux corps, pousser vers l'ouest puis vers le nord en direction de Tobrouk dont la garnison exécuterait simultanément une très vigoureuse sortie pour marcher au-devant d'elle. A cet effet, le 13^e corps d'armée devait attaquer et tenir les défenses ennemies de la frontière, entre Halfaya et Sidi Omar, les déborder, les encercler en isolant ainsi toutes les forces qui les occupaient, et marcher ensuite sur Tobrouk. Pendant ce temps, le 30^e corps qui réunissait la presque totalité de nos chars, devait s'engager largement du côté du désert, pour essayer de découvrir et de combattre la masse des blindés de Rommel, ou tout au moins de les fixer pour en protéger le 13^e corps.

En dépit de l'énorme importance qu'il avait fallu donner aux préparatifs, l'effet de surprise tactique fut obtenu. L'armée de l'Axe était en train d'occuper de nouvelles positions en vue de lancer l'attaque contre Tobrouk prévue pour le 23 novembre. Rommel se trouvait à Rome quand l'offensive se déclencha. Pour essayer de frapper au cerveau et au centre moteur de l'armée ennemie dans le moment critique, 50 hommes du commando écossais, aux ordres du colonel Laycock, furent transportés par sous-marin en un point de la côte situé à 300 kilomètres derrière le front. Les



DISPOSITIF ENNEMI LE 18 NOVEMBRE
Phase initiale 18-19 novembre.

30 d'entre eux qui purent débarquer en dépit de la grosse mer furent constitués en deux détachements dont l'un fut chargé de couper les communications téléphoniques et télégraphiques, tandis que l'autre commandé par le lieutenant-colonel Keyes, fils de l'amiral, reçut pour mission d'attaquer la maison de Rommel. Le 17, à minuit, l'un des bâtiments du quartier général fut envahi et un certain nombre des membres de l'état-major du chef allemand furent tués. Keyes tomba au cours d'un corps à corps dans une chambre obscure. Sa conduite lui valut l'attribution d'une Victoria Cross posthume (1).

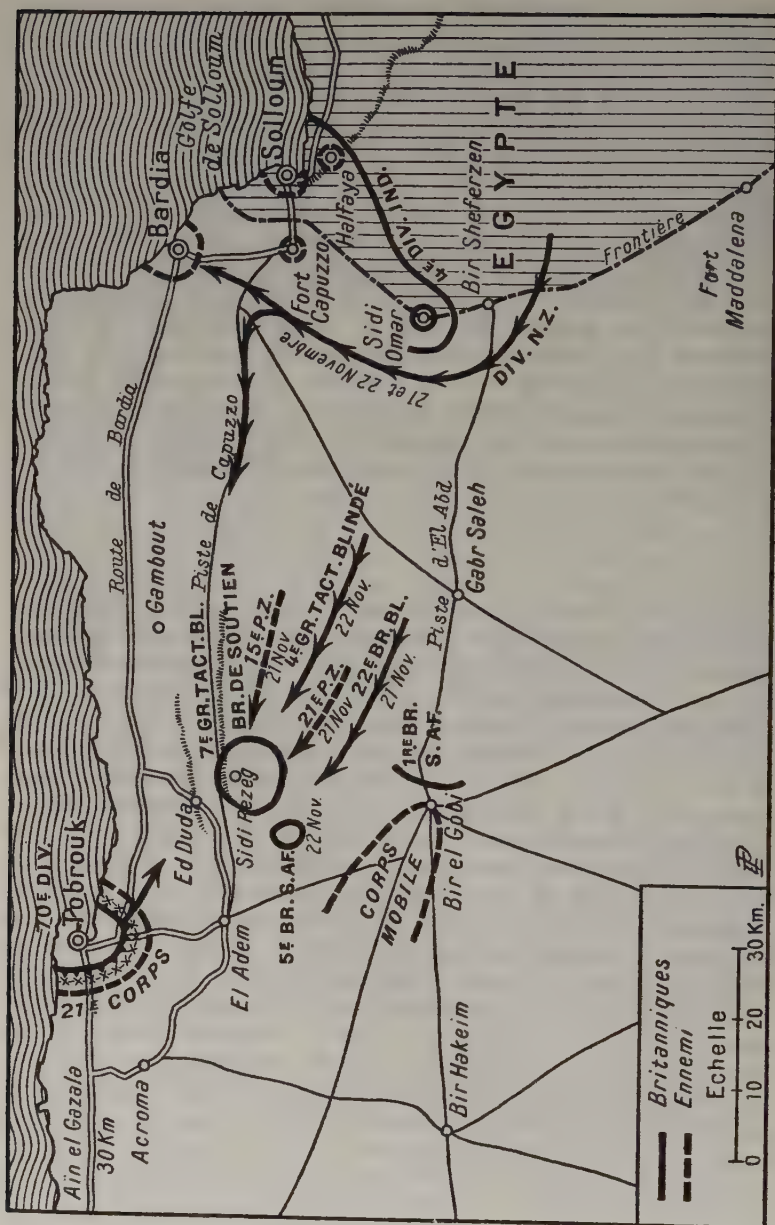
Le 18 novembre à l'aube, sous une pluie battante, la 8^e armée se lança en avant et, conformément au plan, le 13^e corps encercla les positions de l'ennemi le long de la frontière, tandis que le 30^e corps qui ne rencontra aucune résistance au début, remontait rapidement du sud vers Sidi Rezeg. Cette crête, haute de quelque 35 mètres, tombe presque à pic sur sa face nord, qui domine la piste de Capuzzo, principale ligne de communication pour Rommel entre l'ouest et l'est. Un très grand aérodrome se trouve non loin. Du côté du sud, sans constituer un accident de terrain très marqué, elle permet d'avoir une bonne vue sur les ondulations du désert. Dans les deux camps on la considérait comme la position-clef de toute la région où se livrait la bataille et comme l'étape essentielle pour la délivrance de Tobrouk.

Tout alla bien pendant les trois premiers jours. Le 19, ce que l'on croyait être le gros des forces blindées allemandes quitta la zone côtière où il se trouvait pour se diriger vers le sud. Il rencontra dès le lendemain nos 4^e et 22^e brigades blindées à 22 kilomètres à l'ouest de Sidi Omar. En recherchant l'adversaire la 7^e division blindée britannique se dispersa. L'une de ses brigades (la 7^e) et le groupe de soutien enlevèrent Sidi Rezeg. Ces unités et d'autres encore furent

(1) La mer était trop grosse pour permettre le rembarquement des survivants de l'un et l'autre groupe. Le colonel Laycock ordonna aux hommes, farouchement poursuivis, de se disperser et de se cacher dans ce pays qui était accidenté. Seuls le colonel Laycock et le sergent Terry qui s'était particulièrement distingué lors de l'attaque du Q. G. allemand, purent regagner nos lignes après avoir vécu cinq semaines de privations et d'effarantes aventures.

attaquées successivement par l'Afrika Korps dont les chars étaient restés mieux groupés. Une lutte acharnée fit rage pendant toutes les journées des 21 et 22, surtout autour de l'aérodrome et sur le terrain lui-même. Pratiquement toutes les forces blindées des deux camps furent engagées dans cette arène et se livrèrent de très violents combats dont les fluctuations étaient soumises au feu des batteries adverses. L'armement des chars allemands était supérieur au nôtre et Rommel put en amener un plus grand nombre que nous aux points de contact, ce qui lui donna l'avantage. Les Allemands l'emportèrent en dépit de la conduite héroïque et brillante du général de brigade Jock Campbell, et nous subîmes des pertes de chars supérieures aux leurs. Ils réoccupèrent Sidi Rezeg dans la nuit du 22. Le général Norrie, commandant le 30^e corps, ayant perdu les deux tiers de ses blindés, ordonna un repli général de 30 kilomètres pour réorganiser ses forces au nord de la piste d'El Abd. Ce fut un grave échec.

Auchinleck me télégraphia dans la nuit du 19 : « Il semble maintenant certain que l'ennemi a été surpris et qu'il ne soupçonnait ni l'imminence ni la puissance de notre attaque. Des informations, qui ont cependant besoin d'être confirmées, indiquent qu'il essaye actuellement de se retirer de la région Bardia - Solloum. Tant que nous ne connaissons pas le secteur atteint aujourd'hui par nos forces blindées, il sera impossible de se rendre bien compte de l'évolution de la bataille. Pour ma part je suis satisfait de la situation... » Tedder fit également un rapport : « Pour le moment la bataille aérienne paraît se dérouler favorablement. Les tempêtes exceptionnelles des 17 et 18 ont bouleversé les plans que nous avions prévus pour neutraliser la chasse allemande, mais ont aussi contribué à limiter l'activité aérienne de l'ennemi au cours des deux premiers jours. Quatorze nouveaux Junker 87 ont été brûlés au sol hier. Il y a eu 56 sorties de bombardiers lourds pendant la nuit. Malte a inscrit Benghasi au nombre de ses objectifs. Dix tonnes de munitions ont été transportées par avions à la 4^e brigade blindée. »



Entre temps, le 21 novembre, le général Cunningham avait donné l'ordre d'avancer au 13^e corps, les blindés ennemis ayant été engagés dans la bataille. La 4^e division indienne avait déjà doublé Sidi Omar. La division néo-zélandaise, à sa gauche, marcha vers le nord, sous le commandement du général Freyberg, et atteignit les abords de Bardia, coupant ainsi les communications de toutes les garnisons de la frontière. Elle captura le Q. G. de l'Afrika Korps et, le 23, faillit reprendre Sidi Rezeg, d'où ses camarades de la 7^e D.B. venaient d'être rejetés. Le 24 novembre, Freyberg concentra le gros des Néo-Zélandais à 7 kilomètres à l'est de l'aérodrome. Ce même jour, nos forces blindées effectuaient leur regroupement après leur repli de Sidi Rezeg. La garnison de Tobrouk avait déclenché sa sortie et se battait avec acharnement contre l'infanterie allemande, sans pouvoir cependant réussir à percer. La division néo-zélandaise était arrivée devant Sidi Rezeg après une avance triomphante. Les garnisons de la frontière étaient coupées de leurs arrières et les blindés ennemis, après l'avoir emporté sur le 30^e corps, se trouvaient dans le nord d'El Gobi. Des deux côtés on avait frappé des coups très violents, subi de graves pertes, et le sort de la bataille restait en suspens.

Le meilleur compte rendu de cette opération est celui que donne le général Auchinleck dans son rapport définitif. *La Gazette* l'a publié en 1948.

Comme les divisions de panzer paraissaient alors toutes engagées et qu'on signalait qu'elles perdaient une quantité considérable de chars, le général Cunningham lança le signal prévu pour déclencher la sortie de Tobrouk et les opérations du 13^e corps. Mais nos difficultés commencèrent le 21 novembre. L'ennemi, comme il fallait s'y attendre, réagit aussitôt à la menace dirigée contre Sidi Rezeg et ses divisions cuirassées échappèrent aux 4^e et 22^e brigades blindées. Tous les chars allemands combinèrent alors leurs efforts pour nous refouler de ce secteur essentiel et pour empêcher le groupe de soutien et la 7^e brigade blindée, qui se trouvaient isolés en ce point, d'être secourus. Ces unités n'étaient pas en mesure d'offrir une résistance prolongée et si elles purent le faire sans aucun soutien pendant toute la journée du 21 c'est

tout à leur honneur. La 5^e brigade d'infanterie sud-africaine, qu'on s'attendait à voir arriver sur les lieux avant le départ de l'attaque ennemie, ne put y parvenir, en partie à cause de l'opposition offerte par la division blindée Ariete, mais aussi à cause de son inexpérience dans le maniement du très grand nombre de véhicules avec lesquels elle s'était mise en campagne.

Les trois brigades blindées participèrent le lendemain à la défense du secteur. Mais nos chars et nos canons antichars ne valaient pas ceux des Allemands, en dépit de la bravoure avec laquelle ils furent mis en œuvre. Dans la soirée du 22 novembre, le 30^e corps, ayant perdu les deux tiers de ses chars, dut se replier, laissant la garnison de Tobrouk avec un énorme saillant à défendre.

L'ennemi paracheva son succès d'une manière sensationnelle. Par une attaque de nuit il surprit et désorganisa totalement la 4^e brigade blindée dont les 100 chars constituaient les deux tiers de ceux qui nous restaient. Le 23, il anéantit pratiquement la 5^e division sud-africaine, l'une des deux seules brigades d'infanterie que le général Norrie avait à sa disposition (faute de moyens de transport), puis, le 24, ses divisions blindées lancèrent une puissante contre-attaque à la frontière. Avant cet événement, il était devenu évident que les premiers rapports avaient grossièrement exagéré les pertes en chars de l'ennemi, que celui-ci en possédait au moins autant que nous et de qualité supérieure, et qu'il pouvait en récupérer beaucoup plus puisqu'il restait maître du champ de bataille.

Ce renversement de la balance des forces entre les formations blindées en présence créait une situation extrêmement critique...

Il se produisit alors un épisode dramatique qui rappelle la chevauchée de « Jeb » Stuart autour de l'armée de Mac Clellan dans la presqu'île de York Town, en 1862, au cours de la guerre de Sécession américaine. Mais il fut exécuté par une force blindée qui constituait une armée par elle-même et dont la destruction eût voué au désastre le reste de l'armée de l'Axe. Rommel résolut de reprendre l'initiative tactique et de se frayer un chemin vers l'est jusqu'à la frontière avec ses chars, dans l'espoir de créer un tel chaos et de causer tant d'inquiétude que notre commandement en viendrait à renoncer à la lutte et à se replier. Peut-être se souvenait-il du succès qu'avait remporté une manœuvre analogue au cours de la précédente bataille le 15 juin, lorsqu'il avait amené le général Messervy à battre en retraite au moment crucial. On verra tout à l'heure combien, cette fois encore, il fut près de réussir.

Il rassembla la plus grande partie de l'Afrika Korps, qui constituait encore l'unité la plus redoutable sur les lieux, et se lança le long de la route ou piste d'El Abd à Sheferzen, manquant de peu le P. C. du 30^e corps et deux importants dépôts d'approvisionnements sans lesquels nous n'aurions pas pu continuer la lutte. En atteignant la frontière, il partagea ses forces en plusieurs colonnes dont certaines se dirigèrent vers le nord, d'autres vers le sud, et d'autres enfin avancèrent de 30 kilomètres en territoire égyptien. Il fit de sérieux ravages sur nos arrières et captura un grand nombre de prisonniers. Ses colonnes n'impressionnèrent cependant point la 4^e division indienne. Elles furent poursuivies par des détachements hâtivement constitués avec des éléments pris sur la 7^e D. B., le groupe de soutien et la brigade de la Garde. Notre aviation qui s'était alors assuré une quasi-maîtrise de l'air au-dessus des deux armées au contact, ne cessa de les harceler. Les colonnes de Rommel, virtuellement abandonnées par leurs avions, connurent toutes les affres qui avaient été le lot de nos troupes quand c'était l'aviation allemande qui dominait le ciel. Le 26, tous les blindés ennemis se dirigèrent vers le nord et allèrent s'abriter au voisinage de Bardia ou dans cette localité. Le lendemain, ils se précipitèrent vers l'ouest, revenant à Sidi Rezeg où on les appelait d'urgence. Le coup d'audace de Rommel avait échoué mais, comme nous allons le voir maintenant, ce fut un homme, un seul, le commandant en chef britannique, qui l'arrêta.

Il peut être intéressant de citer quelques passages des télégrammes que Tedder et Auchinleck m'envoyaient chaque jour au cours de cette période. Le premier donna des nouvelles favorables le 21. « Avec un peu de chance, le terrier est bouché et la meute en pleine chasse. » Puis un peu plus tard, le même jour : « Les engagements qui ont eu lieu entre la 22^e D. B. et les chars ennemis, le 18 novembre à El Gobi, ont été plus sérieux que les premiers rapports l'avaient signalé. Il semble que nous ayons perdu environ 40 chars moyens, dont beaucoup ont pu être réparés depuis, tandis que les pertes de l'ennemi sont évaluées à 55 chars. Le groupe de soutien de la 7^e D. B. et la 5^e brigade d'infanterie sud-africaine tiennent Sidi Rezeg. La garnison de Tobrouk a effectué sa sortie ce matin... Il est très difficile de se faire une idée précise des

pertes de l'ennemi en chars car la bataille s'est déplacée et se déplace encore à une vitesse considérable... Un des traits marquants des opérations à ce jour c'est notre complète maîtrise de l'air et la collaboration parfaite entre les troupes terrestres et les avions. » Le 22, il résuma son rapport : « Les chances d'atteindre notre premier objectif, à savoir la destruction des forces blindées allemandes, paraissent bonnes. » Plus tard : « Les chefs et la troupe ont fait preuve d'une vigueur et d'un allant remarquables. A mon avis, Cunningham a jusqu'ici conduit avec beaucoup d'habileté et d'audace cette bataille extrêmement complexe... Bien des choses dépendent, à mon sens, du point suivant : ou bien une partie notable de la 15^e D. B. allemande a participé avec la 21^e aux combats de chars des quatre derniers jours, ou bien cette division reste plus ou moins intacte. J'espère que la première hypothèse est la bonne, mais je n'en suis pas encore certain. » Le 23, l'impression était un peu moins favorable. « On dirait que la bataille va atteindre son point culminant. En tout cas certains chars allemands ont réussi à percer au nord d'El Gobi. Nos troupes ont été durement attaquées hier, à Sidi Rezeg, par l'est et par l'ouest, on signale que l'ennemi aurait mis en œuvre une centaine de chars... »

Ces citations fragmentaires indiquent les impressions éprouvées presque heure par heure au G. Q. G. et ne constituent, naturellement, qu'une très faible partie des rapports envoyés par lui.

Les rudes coups qui nous avaient été assenés et le sentiment de désordre créé par le raid de Rommel sur nos arrières, conduisirent le général Cunningham à déclarer au commandant en chef que la poursuite de notre offensive pouvait amener la destruction de nos forces blindées et compromettre ainsi la sécurité de l'Égypte. C'eût été admettre la défaite et l'échec de toute l'opération. En cet instant décisif, le général Auchinleck intervint alors personnellement. A la demande de Cunningham il gagna le Q. G. de celui-ci en avion, avec le maréchal de l'Air Tedder, le 23 novembre, puis, en pleine connaissance des dangers auxquels il s'exposait, lui ordonna « de poursuivre l'offensive contre l'ennemi ». Cette initiative personnelle d'Auchinleck sauva la situation et démontra les remarquables qualités de ce chef sur le champ de bataille.

Il me télégraphia le 24, du Q. G. avancé :

A mon arrivée j'ai trouvé Cunningham très inquiet du nombre extrêmement faible de chars qui, d'après les rapports sont encore en état de marche. Il semble que ces cinq jours de combats et de manœuvres continuels aient gravement désorganisé notre division blindée qui a subi de lourdes pertes du fait de l'ennemi et des avaries mécaniques. Il y a évidemment des raisons à cela, mais elles importent peu pour le moment... Dans son attaque d'hier soir l'ennemi a fait donner des chars italiens, j'interprète le fait comme un indice montrant qu'il commence à manquer des siens. Je suis convaincu qu'il s'est trop avancé, qu'il est dans une situation désespérée, et qu'il nous faut continuer à le harceler, sans ralentir notre effort. Nous pouvons, ce faisant, immobiliser pour un temps presque tous nos chars, qu'importe si nous détruisons tous les siens. Le fait qu'il ait abandonné les garnisons de Sidi Omar et de Solloum à leur sort et que nous ayons déjà fait plus de 3 000 prisonniers dont un millier d'Allemands... est significatif. J'ai donc ordonné au général Cunningham d'attaquer avec tous les moyens dont il dispose, de reprendre Sidi Rezeg et de faire sa jonction avec la garnison de Tobrouk qui collaborera à l'opération en attaquant l'ennemi de front. Les chefs et les soldats sont pleins de courage, et la division néo-zélandaise se concentre devant Sidi Rezeg avec des chars d'infanterie. L'ennemi se bat désespérément mais nous nous y attendions.

Je répondis aussitôt :

25 novembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

1^o Votre télégramme du 24. J'approuve de tout cœur vos opinions et vos intentions et le gouvernement de Sa Majesté désire partager avec vous la responsabilité de mener le combat jusqu'à la dernière extrémité, quel qu'en puisse être le résultat. Ce sera tout ou rien, mais je suis certain que vous êtes le plus fort et que vous l'emporterez.

2^o Vous avez certainement reçu mon message annonçant que le reste de la 1^{re} division blindée débarque à Suez aujourd'hui. Lancez-la dans la bagarre le plus tôt possible, si cela est nécessaire, sans vous inquiéter de l'avenir. En étreignant l'ennemi au corps avec tout ce dont nous disposons nous finirons bien par l'étouffer.

3^o Votre moral et votre volonté magnifique m'encouragent énormément. Dites « Bravo » à Tedder et à la R. A. F. pour la maîtrise de l'air.

Après son retour au Caire, le 25, Auchinleck me télégraphia : « J'ai décidé de remplacer provisoirement le général Cunningham par le général Richtie, mon sous-chef d'état-major. Ce n'est pas que j'aie des appréhensions quelconques au sujet de la situation actuelle, mais j'en suis arrivé, avec beaucoup de regret, à la conclusion que Cunningham, admirable jusqu'ici, s'est mis à penser en termes de défensive, surtout à cause de nos lourdes pertes en chars. Avant de prendre cette mesure draconienne j'ai très longuement et très consciencieusement réfléchi à la question et j'ai consulté le ministre d'État à mon retour, cet après-midi. Je suis convaincu d'avoir raison bien que je comprenne combien une telle mesure est peu désirable en ce moment pour des raisons d'ordre général. J'essaierai de réduire la publicité au strict minimum. »

Dans son rapport de 1948, déjà cité, le général Auchinleck écrit : « C'est avec beaucoup de répugnance que je me décidai à relever le général Cunningham de son commandement parce que j'en étais venu à conclure qu'il se laissait indûment influencer par la menace d'une contre-attaque de l'ennemi sur ses communications. »

Le ministre d'État, Oliver Lyttelton, expliqua et appuya fortement la décision prise par le commandant en chef. Je lui télégraphiai aussitôt :

25 novembre 1941.

Premier Ministre à ministre d'État.

L'autorité du général Auchinleck sur tous les chefs d'unités est absolue et toutes les décisions qu'il prendra durant la bataille seront confirmées par nous. Nous approuvons hautement votre action et votre attitude. Communiquez ce qui précède au général Auchinleck.

Je n'en dirai pas plus sur cet incident si pénible pour le vaillant officier qu'il frappa, pour son frère, le commandant en chef de la flotte de la Méditerranée, et pour le général Auchinleck qui était leur ami personnel à tous deux. J'admirai particulièrement la conduite de ce dernier qui sut s'élever au-dessus de toutes les considérations de personne et repousser toutes les tentations de compromis ou d'attermoiement.

Arrivé à ce moment de la bataille, il faut m'en détourner un peu pour parler d'autres événements qui étaient en relation étroite avec elle. Le 20 novembre, alors que les nouvelles étaient encore bonnes, j'envoyai un compte rendu au Président en le pressant d'user de toute son influence pour que Vichy se tint tranquille au cours de ces journées capitales.

20 novembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Les approches et le déploiement de nos forces de Libye se sont effectués le mieux du monde et l'ennemi a été surpris. C'est seulement maintenant qu'il se rend compte de l'ampleur de l'opération montée contre lui. De sévères combats entre les éléments blindés paraissent probables aujourd'hui. L'ordre a été donné de pousser coûte que coûte l'opération entreprise jusqu'à ce qu'une décision fût obtenue. Les chances ne paraissent pas nous être contraires.

2^e Il serait désastreux de voir remplacer Weygand par quelque officier pro-boche juste au moment où nous allons peut-être pouvoir influencer le cours des événements en Afrique du Nord en agissant à la fois de Grande-Bretagne et de l'est. J'ose espérer que vous ferez l'impossible pour persuader Vichy qu'il doit maintenir Weygand à son poste. Si l'on ne pouvait y arriver, on pourrait accepter quelque personnage ami, actuellement en retraite, comme le général Georges. Je n'ai pas revu celui-ci depuis l'effondrement mais j'ai des raisons de croire que son cœur est resté bon. Je le connais très bien. En tout cas, monsieur le Président, la Tunisie et toute l'Afrique du Nord peuvent s'ouvrir à nous si nous remportons une belle victoire en Libye et nous devons être prêts à exploiter notre succès. Je crains, d'un autre côté, que Hitler demande à occuper Bizerte si Tripoli est menacé. En ce qui concerne les Français de Vichy ce sera maintenant ou jamais, c'est leur dernière chance de se racheter.

Il était également capital, à ce moment, de couper le ravitaillement de Rommel en carburant. Je télégraphiai donc au général Auchinleck et au commandant en chef naval pour les presser d'attaquer les communications ennemies.

23 novembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Quand on voit les inestimables cargaisons de carburant dirigées actuellement sur Benghazi et les concentrations aériennes de l'ennemi à Benina, il semble qu'on devrait courir des risques même exceptionnels pour essayer de neutraliser ces points, ne serait-ce que pendant trois ou quatre jours. La crainte qu'à l'adversaire, de cette opération, est évidemment bien fondée. Cette aventure ne peut être tentée qu'en ce moment alors qu'il est aux prises avec les difficultés d'une dure bataille. Les chances de succès diminueront dès qu'il aura pu renforcer la défense locale par des troupes ramenées ou échappées de la zone de combat. On pourrait rafler actuellement à bon compte, tant à Benghazi qu'à l'ouest d'El Agheila, bien des choses qui augmenteraient considérablement de prix une fois la bataille principale terminée. Je suis sûr que vous y réfléchirez. Rappelez-vous tout ce qu'ils ont ramassé en se payant d'audace et en bluffant à l'époque de l'effondrement de la France. Quelle est la mission du détachement des oasis ?

23 novembre 1941.

*Premier Ministre à amiral Cunningham,
commandant en chef en Méditerranée.*

J'ai demandé au Premier Lord de la Mer de vous envoyer un télégramme aujourd'hui afin de vous signaler l'importance vitale que revêt pour nous l'interception des navires apportant des renforts, des approvisionnements et surtout du carburant à Benghazi. Les renseignements dont nous disposons ici montrent qu'un grand nombre de bâtiments y arrivent ou en partent actuellement. L'ennemi a réclamé une protection aérienne, mais il est impossible de satisfaire cette demande parce que la bataille absorbe entièrement l'aviation africaine. Tous ces renseignements vous ont été communiqués. Je serais heureux d'apprendre par l'Amirauté ce que vous vous proposez de faire. La destruction de ces navires peut, non seulement aider à remporter une victoire dont l'importance est capitale, mais encore sauver des milliers de vies humaines.

L'amiral me répondit aussitôt personnellement :

Votre télégramme du 23. Je me rends, bien entendu, parfaitement compte de l'importance vitale du ravitaillement arrivant à

Benghasi et le Premier Lord de la Mer doit maintenant vous avoir prévenu des dispositions qui étaient déjà en cours d'exécution à ce sujet. Nous avons commencé par arrêter les convois ennemis grâce à la menace de nos forces disposées à chaque extrémité de la Méditerranée et le succès a été considérable. Maintenant qu'ils ont recommencé à circuler, nous allons les attaquer avec des navires de surface, des sous-marins et des avions. Malheureusement toute l'aviation allemande n'a pas été absorbée par la bataille terrestre comme vous le pensez, et l'ennemi prend beaucoup d'intérêt à nos mouvements. Réciproquement, notre principale faiblesse, c'est-à-dire notre manque de forces de reconnaissance, rend très hasardeuse l'action de nos bâtiments légers qui doivent nécessairement opérer sans soutien rapproché pour pouvoir faire plein usage de leur vitesse.

L'amiral fit de son mieux mais c'est de Malte que le coup le plus efficace fut frappé. Les croiseurs et les destroyers de la Force K appareillèrent dans la nuit du 24 et surprirent deux pétroliers sur lesquels l'ennemi comptait beaucoup. Je pus envoyer cette bonne nouvelle à Auchinleck :

25 novembre 1941.

Nous avons fait sortir *Aurora* et *Penelope* hier soir de Malte et elles ont coulé au bon moment les deux pétroliers *Procida* et *Maritza* dont l'importance était capitale. L'amiral poursuit les autres.

Tandis que Rommel exécutait avec l'Afrika Korps son incursion audacieuse mais coûteuse sur les lignes de communication et les arrières de la 8^e armée, Freyberg et ses Néo-Zélandais, appuyés par la 1^{re} brigade de chars, attaquaient vigoureusement Sidi Rezeg. Ils s'en emparèrent au bout de deux jours de combats très durs. Au même moment la garnison de Tobrouk renouvela sa sortie et prit Ed Duda. Elle entra en contact au cours de la nuit du 26 avec les forces envoyées à son secours. Quelques unités de la division néo-zélandaise et le Q. G. du 13^e corps pénétrèrent dans Tobrouk assiégé. Cette situation fit revenir Rommel de Bardia. Attaqué de flanc par la 7^e D. B. alors réorganisée et comptant 120 chars, il se fraya un chemin jusqu'à Sidi Rezeg. Il reprit Sidi Rezeg, rejetant la 6^e brigade néo-zélandaise avec de terribles pertes. Cette brigade et la 4^e, sauf deux bataillons qui avaient rallié

la garnison de Tobrouk, furent retirées vers le sud-est, jusqu'à la frontière, où l'héroïque division se reconstitua après avoir perdu plus de 3 000 hommes. La garnison de Tobrouk, de nouveau isolée, conserva avec un grand courage tout le terrain qu'elle avait gagné.

Le général Richtie regroupa alors son armée, faisant passer la garnison de Tobrouk sous les ordres du 13^e corps et la division néo-zélandaise en réserve. El Adem qui se trouve dans une vallée à 22 kilomètres à l'ouest de Sidi Rezeg et sur la ligne de communication principale de l'ennemi, fut alors pris pour objectif. Nos deux corps donnèrent. Le 13^e partit d'Ed Duda et le 30^e remonta du sud. Pendant que se préparait ce mouvement, Rommel exécuta un dernier effort pour essayer de sauver ses garnisons de la frontière. Il fut repoussé. L'armée de l'Axe amorça alors une retraite générale vers la ligne d'Aïn el Gazala.

Le flot de nos télégrammes ne s'interrompait pas. Auchinleck déclara le 26 : « Aujourd'hui les nouvelles sont assez peu abondantes mais bonnes. La garnison de Tobrouk était en vue des Néo-Zélandais ce matin, et je viens d'apprendre que ceux-ci ont repris Sidi Rezeg. De farouches combats se poursuivent. Les unités blindées et motorisées de l'ennemi continuent à tourner en rond sur nos arrières entre Bardia, Sheferzen et Halfaya mais sans grand résultat. Il est désormais certain que cette pointe des chars était destinée à détourner notre attention de Tobrouk. Elle a échoué de façon notoire. »

Il ajouta, au sujet du remplacement du général Cunningham : « Je vous suis infiniment reconnaissant du soutien que vous nous avez apporté. Dans ce domaine comme dans tous les autres, je ne peux vous dire l'importance qu'il a pour nous, cela ne se mesure pas en termes de divisions blindées ni en quoi que ce soit de comparable. Rommel n'est pas encore battu, mais nous avons repris l'initiative, je le sens, et j'espère fermement que nous ne la perdrons plus. »

26 novembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Vous ne perdez certainement jamais de vue l'avance de vos réserves en direction de la zone de combat. Je sais bien que ce

mouvement est conditionné par vos moyens de transport et qu'il est très important pour vous d'accomplir votre besogne avec le minimum de bouches à nourrir. Je serais cependant heureux de savoir ce que vous avez en réserve ; à supposer que vous ayez besoin d'une autre division, ou de deux ou trois brigades, où les prendriez-vous ? Vous pourriez, ce me semble, ramener de Bagdad une brigade de la 50^e division en cas de nécessité.

Faites-moi connaître, s'il vous plaît, quelles sont vos ressources et vos intentions.

Auchinleck répondit que, étant données les difficultés de ravitaillement dans le désert, il s'agissait beaucoup plus de pouvoir remplacer des troupes fatiguées par des troupes fraîches, que de mettre en ligne de nouvelles formations, quoiqu'il eût été naturellement ravi d'avoir des effectifs plus nombreux à l'avant afin de donner plus de puissance à son action. Il faisait venir un groupe tactique (infanterie) de la 50^e division dans la réserve du G. Q. G. mais n'estimait pas nécessaire de rappeler les deux autres qui étaient en route pour l'Irak.

Bien que j'approuvasse de tout cœur ce qui avait été fait dans le haut commandement, j'estimai regrettable que Auchinleck n'eût pas pris personnellement la direction au lieu de la confier à l'un de ses officiers d'état-major qui n'avait pas encore fait ses preuves en campagne.

27 novembre 1941.

Premier Ministre à général Auchinleck.

Le chef d'état-major impérial et moi-même nous demandons si, ayant déjà sauvé une fois la bataille, vous ne devriez pas la reprendre directement en main pour la mener à bonne fin. Votre présence sur place serait un stimulant pour tout le monde. Bien entendu, c'est entièrement à vous de juger.

Il répondit :

Je me suis longuement demandé si je ne devais pas remplacer moi-même Cunningham à la tête de la 8^e armée. Je sais très bien tout ce qui dépend de cette bataille mais j'ai fini par conclure que j'étais plus utile au G. Q. G. d'où je peux surveiller le déroulement général de la bataille et conserver un juste sens des proportions... J'irai voir Ritchie, bien entendu, selon les nécessités.

Ni le chef d'état-major impérial, ni moi-même ne fûmes convaincus, mais nous n'insistâmes pas.

Le message envoyé par Auchinleck le 30 se terminait ainsi : « Notre colonne de ravitaillement est parvenue à Tobrouk dans la matinée du 29. Le message d'anniversaire que vous adresse le chef du 13^e corps (général Godwin-Austen) est le suivant : « Le couloir conduisant à Tobrouk est dégagé et « solidement entre nos mains. Tobrouk est aussi soulagé que « je le suis moi-même ! »

Auchinleck se rendit lui-même, le 1^{er} décembre, au quartier général avancé et demeura pendant dix jours auprès du général Ritchie. Il ne prit pas directement le commandement mais dirigea de près son subordonné. Cela ne me paraissait pas être la meilleure solution, ni pour l'un, ni pour l'autre. La 8^e armée avait cependant acquis la prépondérance et le commandant en chef put m'annoncer le 10 décembre : « L'ennemi paraît en pleine retraite vers l'ouest. El Adem est pris. Les troupes sud-africaines et indiennes ont fait leur jonction avec les Britanniques de Tobrouk et je crois que nous pouvons proclamer maintenant que le siège de la place a été levé. Nous poursuivons vigoureusement, en étroite liaison avec la Royal Air Force. »

Nous savons aujourd'hui, d'après les rapports allemands, que l'ennemi perdit au cours de l'opération « Crusader », en y comprenant les garnisons encerclées de Bardia, Solloum et Halfaya qui se rendirent par la suite, environ 13 000 Allemands et 20 000 Italiens, soit 33 000 hommes au total, ainsi que 300 chars. Les pertes de l'armée britannique et impériale au cours de la même période (18 novembre à la mi-janvier) furent : 2 908 officiers et soldats tués, 7 339 blessés et 7 457 portés manquants, soit au total 17 704 ; ainsi que 278 chars. Les 9/10^e de ces pertes se produisirent au cours du premier mois de l'offensive.

Nous connûmes alors un moment de soulagement et même de satisfaction dans cette guerre du désert. Les archives allemandes montrent le pessimisme qui s'empara des milieux militaires à Rome.

2 décembre 1941.

La situation en Afrique du Nord réclame les plus vigoureux efforts pour ravitailler les forces allemandes, réparer les pertes

considérables et amener des renforts de première qualité. Étant donnée la condition actuelle des transports maritimes, c'est principalement sur l'aviation qu'il faut compter pour effectuer les principaux envois au delà de la Méditerranée.

Et le 4 décembre encore :

Le Duce déclare que l'occupation de Bizerte est le seul moyen de vaincre les difficultés de transport. Il est impossible d'occuper Malte. Il ne croit pas que la Libye puisse être conservée bien longtemps si on ne la ravitaille pas par la Tunisie. La situation de l'Axe est devenue critique en Méditerranée et en Afrique du Nord, parce qu'on n'a pas su garder ouvertes les lignes de communication au moment voulu. Les décisions qui ont conduit à ce résultat ont été fortement influencées par la campagne de Russie.

La flotte fut à tout moment un élément capital de la guerre dans le désert. En détruisant le ravitaillement de l'armée de l'Axe et en aidant la 8^e armée dans sa progression, la marine et l'aviation contribuèrent à conduire les troupes de Rommel au bord de la défaite. Mais, en cet instant crucial, notre puissance maritime en Méditerranée orientale fut pratiquement anéantie par une série de désastres.

Les coups portés par les sous-marins allemands en Méditerranée furent terribles. L'*Ark Royal* n'était plus. Quinze jours plus tard le *Barham* reçut trois torpilles et chavira en autant de minutes, perdant plus de 500 hommes. Ce n'était pas tout. Dans la nuit du 18 décembre un sous-marin italien approcha d'Alexandrie et fit partir trois « torpilles humaines » dirigées chacune par deux hommes. Elles pénétrèrent dans le port en profitant de ce que la porte du barrage avait été ouverte pour laisser entrer des navires. Les équipages fixèrent sous la coque des cuirassés *Queen Elizabeth* et *Valiant* des mines munies d'un détonateur à temps qui explosèrent au début de la matinée du 19. Les deux bâtiments reçurent de très graves avaries et ne constituèrent plus qu'une gêne pendant de longs mois. Ainsi, en quelques semaines, toute notre flotte de ligne de l'Orient se trouva anéantie en tant que force combattante. Il me faudra encore parler de la destruction, sur un autre théâtre, du *Prince of Wales* et du *Repulse*. Nous réussîmes à tenir secrets pendant un certain temps les dommages causés à notre flotte de ligne. Assez longtemps après

je déclarai à la Chambre des communes, en séance secrète : « En quelques semaines nous avons vu détruire ou mettre hors de combat pour fort longtemps, sept grands bâtiments, c'est-à-dire plus d'un tiers de l'effectif de nos cuirassés et croiseurs de bataille. »

La « Force K » fut également touchée. Le jour même où se produisit le désastre d'Alexandrie, on apprit à Malte qu'un important convoi ennemi appareillait pour Tripoli. Les croiseurs *Neptune*, *Aurora* et *Penelope*, accompagnés par quatre destroyers, sortirent immédiatement pour l'intercepter. En approchant de Tripoli ils tombèrent dans un champ de mines récemment mouillé. Le *Neptune* fut gravement endommagé, les deux autres croiseurs reçurent également des avaries mais purent se dégager. Le destroyer *Kandahar* entra dans le champ de mines pour recueillir l'équipage du *Neptune* mais heurta également un engin sous-marin et se trouva désarmé. Le *Neptune*, continuant à dériver, rencontra deux nouvelles mines et coula. Sur ses 700 hommes il n'y eut qu'un seul survivant qui fut fait prisonnier au bout de quatre jours sur un radeau où avaient péri le commandant du croiseur, R. C. O'Connor, et treize autres personnes. Le *Kandahar* resta à flot et finit par dériver hors du champ de mines. Le destroyer *Jaguar* le retrouva au cours de la nuit suivante et put sauver la plus grande partie de son équipage.

Le commentaire de l'état-major allemand au sujet de cet incident est instructif. « La destruction du *Neptune* peut avoir une importance décisive pour la conservation de la Tripolitaine. Sans elle, l'escadre britannique eût probablement anéanti le convoi italien. Il est hors de doute que la perte des approvisionnements que celui-ci apportait, se produisant au moment le plus aigu de la crise, eût pu avoir les plus graves conséquences. »

Ainsi s'éteignit le flambeau allumé par la « Force K ». Le croiseur *Galatea* avait été également coulé par un sous-marin allemand. Il ne restait plus de la flotte de Méditerranée orientale que quelques destroyers et les trois croiseurs de l'escadre commandée par l'amiral Vian. Jusqu'à la fin de novembre nos efforts combinés sur terre, sur mer et dans l'air l'avaient emporté en Méditerranée. Nous subimes alors d'effroyables pertes. Le 5 décembre, Hitler, comprenant enfin le péril mortel auquel était exposé Rommel, ordonna de transférer de Russie en Sicile et en Afrique du Nord, tout un corps d'aviation. Une nouvelle offensive aérienne contre Malte fut

déclenchée sous la direction du général Kesselring. Les attaques sur l'île reprirent une nouvelle intensité et Malte en fut réduite à se battre uniquement pour essayer de survivre. A la fin de l'année c'était la Luftwaffe qui exerçait la maîtrise au-dessus des routes maritimes conduisant à Tripoli, permettant ainsi de rééquiper les armées de Rommel après la défaite qu'elles avaient subie. Rarement l'étroite interdépendance des opérations terrestres, navales et aériennes a été plus clairement démontrée que par les événements de ces quelques mois.

Mais tout allait pâlir devant des événements mondiaux d'une importance extraordinaire.

CHAPITRE XI

LE JAPON

Le Japon et le xix^e siècle. — Un prodige d'adaptation. — Le vieux Japon sous le masque. — Impénétrable. — Hiérarchie de l'armée nipponne. — Celle de la marine. — Les instructeurs britanniques et allemands. — Les classes commerçantes. — La constitution de 1889. — Les « nouveaux Genro ». — Le Pacte antikomintern de 1936. — Le pacte de non-agression Hitler-Staline (août 1939). — Tension au Japon après la chute de la France. — Le prince Konoye prend le gouvernement. — Le Pacte tripartite. — La résistance britannique incite à la réflexion pendant l'hiver. — La fermentation des esprits augmente. — L'empereur et les princes impériaux. — Effet des sanctions économiques décrétées le 26 juillet 1941. — Inquiétudes constantes des Britanniques. — Nous courons le danger d'avoir à nous battre seuls contre le Japon. — Mes notes des 23 et 29 août. — Stratégie navale. — Mon rapport du 30 août à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande et à l'Afrique du Sud. — Le prince Konoye démissionne en octobre 1941. — Le général Tojo prend le gouvernement. — Un appel de Chang Kai Chek. — Mon télégramme du 5 novembre au président Roosevelt. — Sa réponse. — Mon télégramme du 9 novembre au général Smuts. — Discours du 10 novembre au Guildhall. — Ma note du 23 novembre au secrétaire aux Affaires étrangères. — Le Président rend compte de ses négociations. — Le *modus vivendi* et la Note des dix points. — La décision de M. Hull. — Les Britanniques ne sont pas complètement renseignés. — *Magics*. — Mon télégramme du 30 novembre 1941. — Les dés sont jetés (1^{er} décembre). — Ma note du 2 décembre. — Menace contre l'isthme de Kra. — Une page extraordinairement importante de l'histoire américaine. — L'unanimité des dirigeants américains. — « Le Seigneur les a livrés entre nos mains. » — Culpabilité du Japon. — Un avantage de la folie.

Le moment était venu où le Japon allait prendre la décision la plus terrible de sa longue et romanesque histoire. Rien d'aussi grave n'avait été fait depuis que le chef suprême de l'armée, Hideyoshi, avait décidé, en 1592, d'engager une lutte à mort contre la Chine et avait mis à profit la puissance maritime pour envahir la Corée. Des traditions et des cou-

tumes dont rien n'était venu rompre la continuité avaient gouverné l'attitude des redoutables habitants de l'archipel nippon à travers les siècles. La bravoure, la discipline, le sens national, toujours unis au mysticisme, avaient préservé la vigueur de cette race asiatique, dure et audacieuse. L'Europe n'avait appris son existence que par Marco Polo, vers l'an 1300. La religion du peuple japonais était une sorte de bouddhisme. Des missionnaires chrétiens s'y étaient rendus, ils avaient fait d'ardents convertis et avaient été férocelement massacrés, mais cet épisode était resté à peu près ignoré en Europe. Il fallut vingt-quatre ans pour anéantir impitoyablement la population chrétienne, atteignant plus de 250 000 personnes, et son extermination fut achevée vers 1638. Après cela, le Japon se retrancha rigoureusement du monde et il était quasi inconnu depuis de nombreuses générations lorsque le *xix^e* siècle se leva, et lança d'éclatants défis à son tour. Le Japon avait connu une période d'isolement complet. Les arts, la civilisation et la foi de ses habitants avaient contribué à maintenir une structure sociale très rigide. La science, le machinisme, la philosophie de l'Occident n'existaient pas pour eux.

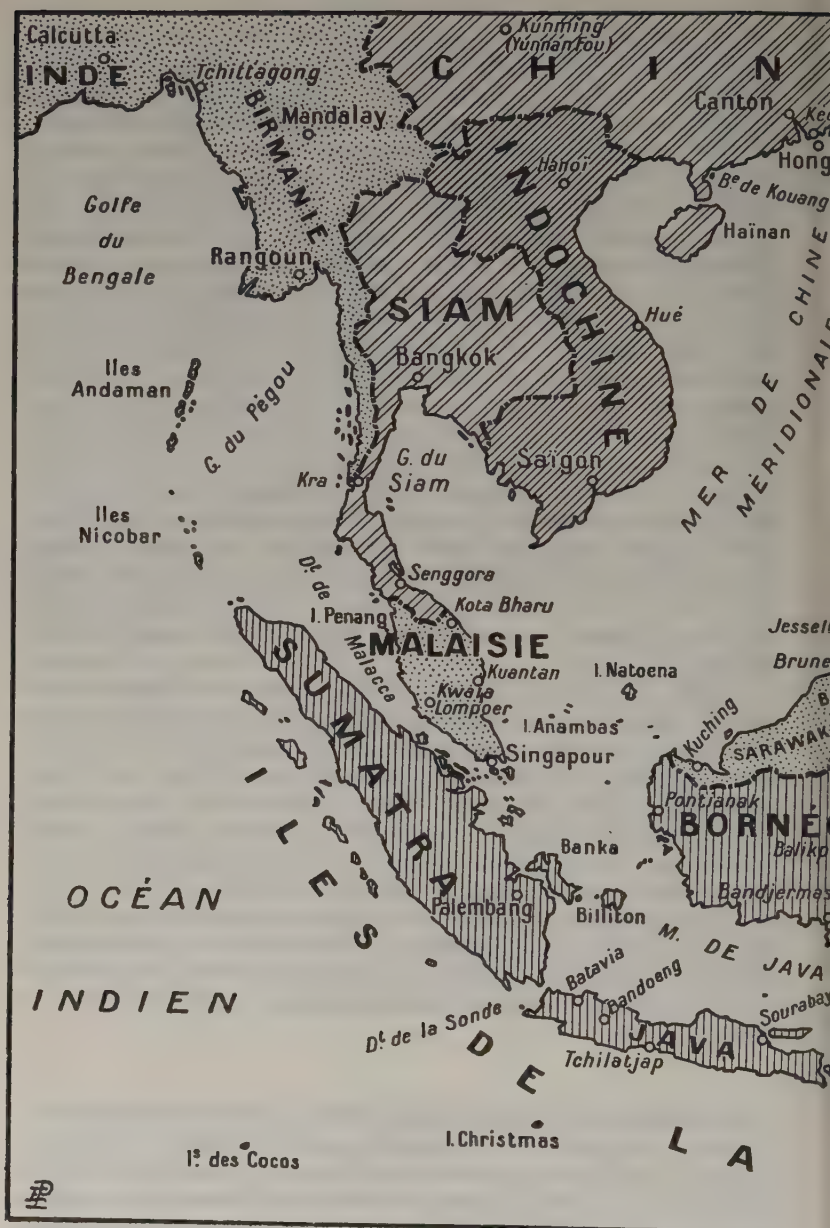
Mais l'apparition de la machine à vapeur changea les proportions du globe. Aussi, il y a environ un siècle, des navires traversèrent-ils les océans pour venir frapper avec des armes et des idées aux portes bien barricadées du Japon féodal. Après que l'escadre américaine du commodore Perry fût venue faire une visite bien mal accueillie en 1853, il suffit pendant quelque temps d'une canonnière britannique ou américaine pour imposer la volonté de l'un ou l'autre gouvernement et diriger l'attitude de l'État japonais vis-à-vis de l'extérieur. Les navires de guerre étrangers apportèrent la révélation des merveilles découvertes par l'homme blanc et qu'il était prêt à enseigner ou à vendre. La farouche et austère civilisation du *xiii^e* siècle se trouvait mise en présence de celle du *xix^e*, souriante, florissante et solidement armée.

L'oncle Sam et Britannia furent les parrains du nouveau Japon. En moins de deux générations, sans autre base que celle d'un lointain passé, le peuple nippon passa des deux sabres du samouraï au navire cuirassé, au canon rayé, à la torpille, à la mitrailleuse Maxim, et l'industrie subit une révo-

lution comparable. Le saut qu'il fit du Moyen Age à l'époque moderne sous la direction de l'Amérique et de la Grande-Bretagne, fut à la fois rapide et violent. La Chine fut dépassée et battue. Le monde stupéfait assista en 1905 à la défaite de la Russie tsariste, non pas seulement sur mer, mais aussi au cours de batailles énormes livrées en Mandchourie par de grandes armées transportées sur le continent. Le Japon prit place alors parmi les grandes puissances. Les Japonais furent eux-mêmes surpris du respect qu'on leur témoigna. « Quand nous vous envoyions les splendides produits de nos arts et de notre civilisation millénaire, vous vous moquiez de nous et nous méprisiez. Mais depuis que nous possédons une marine et une armée de premier ordre, excellemment équipées, vous nous considérez comme une nation hautement civilisée. » Cependant ils n'avaient ajouté que le harnachement et les fastes extérieurs des sciences appliquées. Tout était en surface. Derrière, le Vieux Japon demeurait. Je me rappelle que dans ma jeunesse les caricaturistes anglais avaient l'habitude de représenter le Japon sous les traits d'un petit groom en uniforme, net et pimpant. Mais je vis un jour un dessin américain d'une tout autre facture. Un vieux guerrier-prêtre se dressait, majestueux et redoutable, la main sur son sabre.

Je ne prétends pas avoir étudié le Japon, ancien ou moderne, ailleurs que dans les journaux, quelques livres et les documents qui me sont passés sous les yeux dans les nombreux postes officiels que j'ai occupés. Je pris son parti lors de la guerre russo-japonaise. J'avais salué avec plaisir l'alliance anglo-nippone qui l'avait précédée. A l'Amirauté, au cours de la première guerre mondiale, je me réjouis de le voir entrer dans le camp des Alliés et faire disparaître l'Allemagne de l'Extrême-Orient. Ce fut avec tristesse que je participai, en 1921, à la rupture d'une alliance qui avait été fructueuse pour les deux pays. Mais comme nous avions alors à choisir entre l'amitié de l'Amérique et celle du Japon, je n'hésitai pas.

En guerre et en politique il faut toujours essayer de se mettre à la place de ce que Bismarck appelait « l'Autre ». Plus un ministre y parvient facilement et complètement, et plus il a de chances d'être dans le vrai. Mieux il connaît le point de vue de l'adversaire et moins il est embarrassé pour



MER DE C

savoir ce qu'il doit faire. Mais l'imagination, sans une connaissance profonde et complète, n'est qu'un piège et très peu de nos spécialistes étaient capables de se faire une idée juste des façons de penser japonaises. Elles étaient, à dire vrai, indéchiffrables. La société ancienne et la société moderne, séparées par l'abîme des âges, étaient inextricablement mêlées et réagissaient l'une sur l'autre d'une manière incompréhensible pour les étrangers. En fait, on peut se demander si le Japon se connaissait bien lui-même à cet égard et s'il savait quels traits de son caractère l'emporteraient à l'heure des décisions.

La hiérarchie de l'armée nippone se présentait comme une série de cercles concentriques unis par la tradition des Samourais, qui inspirait aux chefs et aux subordonnés le désir de mourir pour l'honneur militaire du Japon, et leur permettait de se présenter avec confiance devant le tribunal des ancêtres. Mais lorsque le Japon sortit de sa longue réclusion pour prendre place dans le vaste monde qui s'était ouvert autour de lui, quand il eut allégrement mis des armes mortelles, d'une puissance jusque-là insoupçonnée, entre les mains de ses guerriers, il conçut lentement et froidement le dessein de dominer l'Asie et peut-être de conduire ensuite ce continent à la conquête du globe. On parla même d'un « Plan de cent ans » quoiqu'il ne s'agît que d'une sorte de ligne directrice à travers des situations et des événements qui se modifiaient constamment.

Le plus cuisant échec qu'eurent à subir le pouvoir et les ambitions de l'armée dans la période qui s'ouvrit lors du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, vint de la marine. Au cours du *xix^e* siècle, l'armée japonaise avait été entraînée par des instructeurs allemands, la marine par des instructeurs britanniques. Il en résulta des différences dans la mentalité des deux armes, différences qu'amplifièrent encore les conditions du service. Les officiers de l'armée n'allaient jamais à l'étranger, sauf pour y faire la guerre, et ils étaient pleins d'un orgueil et d'un nationalisme beaucoup plus étroit que les officiers de marine qui se rendaient fréquemment dans les ports étrangers et connaissaient un peu le monde extérieur au Japon. Tandis que l'armée avait conscience de pouvoir vaincre ou tenir en échec n'importe quelle force militaire existant en Extrême-Orient ou susceptible de s'y transporter, la marine était bien obligée de constater son infériorité devant les marines britannique et américaine,

particulièrement dans le cas d'une action en dehors de ses eaux métropolitaines. La marine inclinait donc à des vues plus prudentes et plus modérées que l'armée.

Les classes commerçantes ne possédaient pas de statut ni d'organisation officielle comme celle des forces armées, et n'avaient même pas de politique commune à tous les intérêts financiers, industriels, commerciaux, dont elles vivaient. Elles exerçaient leur influence par l'intermédiaire des partis politiques de la Diète d'une part, de leurs relations avec les milieux de la cour, d'autre part. D'une façon générale, le monde des affaires était opposé à des aventures guerrières mais certaines de ses fractions, notamment celles qui avaient fait des investissements en Chine, appuyaient l'armée dans sa politique d'expansion. En temps de crise, la grande masse du peuple japonais avait tendance à se ranger derrière les militaires plutôt que derrière les dirigeants bourgeois d'esprit libéral, à cause du prestige traditionnel de l'armée et de la croyance populaire selon laquelle elle était la gardienne de l'intérêt national en face des ambitions du capitalisme privé.

Selon la constitution de 1889, la signature des traités, la déclaration d'une guerre et la conclusion de la paix faisaient partie des prérogatives de l'empereur et n'étaient pas soumises au contrôle de la Diète. L'empereur assumait en outre, le commandement suprême des forces armées. Toutefois il était censé exercer son autorité d'après les conseils des chefs d'état-major de l'armée et de la marine, et diriger la politique étrangère en conformité avec les avis du Conseil des ministres. D'après la constitution japonaise ce ministère n'était pas responsable devant la Diète, quoiqu'il fallût une majorité dans les deux Chambres pour adopter les lois. L'empereur choisissait et nommait le Premier Ministre. La coutume voulait qu'il ne le fit que sur l'avis d'un conseil de « vénérables hommes d'État » ou Genro. Il existait encore plusieurs Genro au début de ce siècle mais ils moururent sans être remplacés et il ne resta plus, en 1940, que le prince Saionji. Celui-ci mourut à son tour à la fin de cette année et les désignations furent dès lors faites par une conférence des anciens Premiers Ministres, dénommés les « nouveaux Genro », qui étaient au nombre de huit en 1941.

Les ministres de l'Armée et de la Marine devaient être obli-

gatoirement un général et un amiral en activité de service. Si le Premier Ministre n'arrivait pas à en trouver, il ne pouvait former ou maintenir son gouvernement. L'esprit de corps était si puissant qu'aucun général ou amiral n'eût accepté de devenir ministre dans un gouvernement dont la politique était fortement désapprouvée par son arme. Ainsi les états-majors de l'armée et de la marine purent donc exercer sur la politique une influence constante, parfois même décisive, en retirant ou en menaçant de retirer leurs ministres d'un gouvernement.

Le Japon avait conclu le Pacte antikomintern avec l'Allemagne, en 1936. Ce traité fut, à l'origine, négocié par le ministre japonais de la Guerre avec Ribbentrop représentant le parti nazi, par-dessus la tête des deux ministres des Affaires étrangères. Ce n'était pas encore une alliance, mais cela pouvait en fournir la base. Au printemps de 1939, le ministère de la Guerre du gouvernement présidé par le baron Hiranuma essaya de conclure une alliance militaire totale avec l'Allemagne. Il échoua à cause de l'opposition du ministre de la Marine, l'amiral Yonai. Au mois d'août de la même année, le Japon était engagé, non seulement dans la guerre avec la Chine qui avait commencé en juillet 1937, mais encore dans des hostilités locales avec la Russie, au sujet de la frontière entre le Mandchoukouo, qui venait d'être créé, et la Mongolie extérieure. De puissantes armées attendaient le long et en arrière de ce front où le feu couvait. Lorsque l'Allemagne conclut, à la veille du conflit européen, son pacte de non-agression avec la Russie, sans consulter ni informer le Japon, partie comme elle au Pacte antikomintern, les Japonais estimèrent à bon droit avoir été victimes d'un mauvais procédé. Leur querelle avec la Russie passa à l'arrière-plan et leur mécontentement contre l'Allemagne fut grand. La sympathie manifestée par nous à la Chine et le soutien que nous lui avions apporté, nous avaient éloignés de notre ancien allié et, au cours des premiers mois de la guerre européenne, nos rapports avec lui étaient déjà rien moins qu'amicaux. Par contre, il n'existait au Japon que peu ou pas d'enthousiasme pour l'Allemagne.

Le gouvernement Hiranuma « perdit la face » lors de la signature du pacte germano-russe et dut se retirer. Il fut remplacé par un ministère que présidait le général Abe,

considéré comme modéré quoique militaire (en retraite). Il fut remplacé lui-même en janvier 1940 par l'amiral Yonai, qui s'était opposé à l'alliance avec l'Allemagne dans le gouvernement Hiranuma. Ces deux ministères adoptèrent une politique de neutralité en Europe, combinée avec la poursuite de la guerre en Chine. Mais bientôt le monde fut secoué par de terribles convulsions. La France et les Pays-Bas succombèrent sous l'assaut de Hitler, la Grande-Bretagne parut sur le point d'être envahie et détruite à l'automne de 1940 et des idées grisantes, depuis longtemps caressées, quittèrent alors le domaine du rêve pour entrer dans celui de la réalité. Le Japon n'allait-il tirer aucun avantage de l'écroulement de la France, des Pays-Bas, et qui sait, de la Grande-Bretagne, pays qui possédaient de vastes territoires en Extrême-Orient ? L'heure du destin n'avait-elle pas sonné ? Les passions agitèrent profondément les milieux politiques militaires et nationalistes. On exigea que le Japon amorçât immédiatement un mouvement vers le sud et s'emparât de l'Indochine, de la Malaisie, et des Indes néerlandaises, particulièrement convoitées. Afin d'imposer cette politique le général Hata, ministre de la Guerre, démissionna, obligeant le ministère Yonai à céder la place.

Les éléments prudents et modérés dont le Japon n'avait jamais manqué, eurent beaucoup de peine à rester maîtres de la situation. Pour remplacer Yonai, les Genro désignèrent le prince Konoye, un aristocrate dans la fleur de l'âge, qui tenait de près à la cour impériale mais qui était également en excellents termes avec les chefs de l'armée. Il resta en place de juillet 1940 à octobre 1941. C'était un homme politique hautement respecté et extrêmement subtil, qui eut pour principe d'accorder des satisfactions symboliques à l'armée sans jamais lui permettre d'entraîner son pays dans une grande guerre. Le prince Konoye réussit, au cours de l'été de 1940 à empêcher l'armée de déclencher une attaque contre les possessions britanniques et hollandaises. Par contre, il accepta de faire pression sur la France de Vichy pour obtenir des bases aériennes dans l'Indochine septentrionale, et conclut en septembre le Pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie. Cet instrument diplomatique obligeait le Japon à participer à la guerre européenne dans le camp de l'Axe si l'Amérique entraînait dans le conflit aux côtés de la Grande-Bretagne.

D'autres grands événements s'étaient produits entre temps. On enregistra au Japon comme des faits de première impor-

tance, à la fin de novembre 1940, le résultat de la bataille de Grande-Bretagne et la reculade de Hitler qui cessa ses rodomontades au sujet de l'invasion. Le succès remporté par la R. A. F., sur la flotte italienne, à Tarente, où des cuirassés très modernes furent mis hors de combat pour de longs mois, fit une profonde impression sur la marine nippone, qui découvrit la puissance et les possibilités de la nouvelle arme aérienne, surtout quand elle se combinait avec la surprise. Le Japon acquit la conviction que la Grande-Bretagne était bien loin d'être à bout. Il s'avérait qu'elle était toujours debout et même qu'elle devenait plus forte. Le sentiment que la signature du pacte tripartite avait été une erreur se répandit largement. En outre, planait toujours la crainte de voir s'allier l'Empire britannique et les États-Unis, alliance qui réunirait les deux plus fortes marines du monde et des ressources qui, pleinement exploitées, étaient incomparables et sans limites. Or, ce danger semblait se rapprocher de plus en plus. Au printemps de 1941, le prince Konoye fut autorisé par son gouvernement à entamer des conversations avec les États-Unis afin de régler les diverses questions pendantes entre les deux pays. Il est à noter que le général Tojo, ministre de la Guerre, soutint alors la politique de Konoye contre le ministre des Affaires étrangères, Matsuoka, qui protesta vainement, en affirmant que ces conversations seraient contraires à l'alliance allemande.

Néanmoins la fermentation des esprits devenait de plus en plus forte au Japon. Au delà des formes normales et modernes de la vie politique, des milliers d'officiers et de personnes occupant des postes qui pour être subalternes n'en comportaient pas moins des responsabilités, semblaient entendre

Des voix ancestrales prophétisant la guerre (1).

Se montreraient-ils indignes de leurs pères qui avaient payé et au delà leur dette de vengeance envers les Mongols du XIII^e siècle, identifiés par eux avec les habitants de la Russie des tsars? Ce prodigieux exploit accompli par la génération précédente incitait les fils à agir avec la plus extrême audace. Le monde entier était secoué d'orages et en proie à des bou-

(1) *Kubla Khan*, Coleridge.

leversements incessants. De nouvelles forces, de nouveaux Titans avaient fait leur apparition. Un « Ordre Nouveau » allait être créé en Europe. Le moment n'était-il pas venu de créer aussi un « Ordre Nouveau » en Asie ? A l'intérieur de ce cadre existaient des plans élaborés avec un soin patient, minutieux et constamment mis à jour à mesure qu'évoluait la catastrophe mondiale. Les chefs de l'armée prétendaient que c'était à eux de choisir l'instant où le signal devrait être donné. Ils pouvaient certainement affirmer que si le Japon devait frapper, il avait déjà laissé passer la meilleure occasion de le faire — la chute de la France — à cause de politiciens timorés ou lâches.

L'empereur et les princes impériaux, autour desquels se groupait toute la haute aristocratie, étaient opposés à une guerre d'agression. Ils avaient trop à perdre dans une ère de violence. Beaucoup d'entre eux avaient voyagé et rencontré leurs pairs dans les cours étrangères. Ils admiraient le genre de vie de l'Europe, craignaient sa puissance et celle des États-Unis. Ils admiraient la majesté sereine et inébranlable de la monarchie anglaise. Ils s'appuyaient constamment sur leur parlementarisme à fleur de peau, espérant continuer à régner ou à gouverner en paix. Mais qui pouvait savoir ce qu'allait faire l'armée ? Il n'y a pas de patriarcat, pas d'empire, pas de dynastie qui puissent se séparer de l'armée ; l'empereur et les princes étaient en faveur de la paix et de la prudence, mais ils n'avaient nullement le désir de périr pour une telle cause.

L'application draconienne des sanctions économiques en juillet 1941 eut une action décisive sur la crise interne de la politique japonaise. Les éléments conservateurs furent indignés, les chefs modérés prirent peur. Le prestige intérieur de l'armée en tant que facteur constitutionnel de la politique nipponne était déjà engagé. La marine avait exercé jusque-là une action modératrice. Mais les embargos mis par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Hollande empêchaient l'arrivée du mazout dont la marine, et en vérité toute la puissance de guerre du Japon, étaient tributaires. La flotte fut aussitôt contrainte de vivre sur ses réserves et quand la guerre du Pacifique se déclencha elle avait, en fait, consommé quatre de ses dix-huit mois d'approvisionnements. Le Japon, ainsi tenu à

la gorge, se trouvait placé devant l'alternative de s'entendre avec les États-Unis ou de faire la guerre. Les Américains réclamaient le retrait des troupes nippones non seulement de l'Indochine où elles avaient pénétré depuis peu, mais aussi de la Chine où elles se battaient depuis si longtemps et à si grands frais. La demande était juste mais sévère. Dans ces circonstances, la marine décida qu'elle s'associerait à la politique de guerre de l'armée si un accord diplomatique acceptable ne pouvait pas être obtenu. Elle avait alors créé une aéronavale possédant une très haute valeur offensive, ce qui l'encouragea encore à adopter cette ligne de conduite.

Les milieux dirigeants poursuivirent leur ardent débat tout au long de l'été et de l'automne. Nous savons aujourd'hui que le problème capital, l'éventualité d'une guerre avec les États-Unis, fut discuté le 31 juillet, au lendemain du jour où les embargos furent prononcés. Tous les dirigeants comprenaient qu'ils avaient peu de temps pour se décider. L'Allemagne pouvait gagner la guerre en Europe avant que le Japon eût le temps de réaliser aucune de ses ambitions. Les conversations avec le gouvernement américain se poursuivaient. Les conservateurs et la cour impériale espéraient obtenir des conditions qui leur permettraient de tenir la bride au parti de la guerre. Le Département d'État de Washington pensa, comme moi-même, que le Japon reculerait probablement devant la puissance écrasante des États-Unis.

Le lecteur a pu constater que les inquiétudes éprouvées au sujet du Japon pesèrent sans cesse sur nous depuis le premier jour de la guerre. Ses appétits étaient évidents et l'occasion bien favorable. Nous nous étonnâmes de ne pas le voir entrer en lice lors de l'effondrement de la France. Nous respirâmes plus librement par la suite mais pendant tout ce temps-là nous étions au plus fort de nos angoisses et de notre lutte pour empêcher la destruction des îles Britanniques et poursuivre la guerre dans le désert. J'avoue que la menace japonaise m'apparaissait un peu lointaine, dans une pénombre sinistre. à côté de toutes nos autres difficultés. Je pensais que si le Japon nous attaquait, les États-Unis déclareraient aussitôt la guerre. S'ils ne le faisaient pas nous n'avions aucun moyen de défendre les Indes néerlandaises, ni même notre propre Empire en Orient. Si, d'autre part, l'agression japonaise

devait déclencher l'entrée en guerre des Américains, elle était la bienvenue. Je m'en tins à cette position. Notre ordre d'urgence, en 1941, était le suivant : premièrement : défendre notre île à la fois contre une invasion et contre la guerre sous-marine ; deuxièmement : combattre dans le Moyen-Orient et en Méditerranée ; troisièmement : après juin, fournir du matériel à la Russie soviétique, et, tout à fait en dernier lieu, résister à une attaque japonaise. Il était cependant bien entendu que si le Japon envahissait l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, il faudrait sacrifier la défense du Moyen-Orient pour nous porter au secours des nôtres. Mais nous considérons cette éventualité comme extrêmement lointaine et improbable étant donné que la Malaisie, le Siam, et surtout les Indes néerlandaises offraient aux Japonais des quantités d'objectifs beaucoup plus tentants et plus faciles à atteindre. Je suis certain qu'aucun des sacrifices que nous aurions pu faire, à cette époque, même en courant le risque de compromettre irrémédiablement notre position dans le Moyen-Orient ou d'arrêter le ravitaillement de la Russie, n'aurait pu modifier la marche du destin en Malaisie. D'un autre côté, l'entrée en guerre des États-Unis compenserait très largement tous les autres maux mis ensemble.

Il ne faudrait pas croire que des décisions d'une portée aussi considérable furent prises inconsciemment ou sans de profondes et constantes méditations par le Cabinet de guerre et ses conseillers militaires.

A mesure que le temps passa et que j'eus compris l'extraordinaire effet des embargos prononcés par le Président le 26 juillet, puis par nous-mêmes et par les Hollandais, je devins extrêmement désireux de placer le Japon devant le plus grand déploiement de forces navales possible, britanniques et américaines, dans le Pacifique et dans l'océan Indien. C'était le seul domaine où nous pouvions opérer des prélèvements. Nous examinâmes nos ressources de très près.

Le 25 août j'envoyai une note au Premier Lord de la Mer au sujet de la constitution d'une flotte d'Extrême-Orient, et je lui exposai mes vues sur sa composition. J'avais le sentiment très net qu'il nous était possible, à titre préventif, de mettre rapidement en place dans l'océan Indien une escadre qu'il fallait former avec des bâtiments aussi peu nombreux mais aussi puissants que possible. Le Premier Lord me

répondit que l'Amirauté avait l'intention de réunir une escadre à Ceylan au début de 1942, comprenant les cuirassés *Nelson* et *Rodney*, le croiseur de bataille *Renown* et le petit porte-avions *Hermes*. L'*Ark Royal* suivrait plus tard mais pas avant avril. Entre temps, les quatre cuirassés du type « R » partiraient pour l'océan Indien afin d'escorter nos convois de troupes. Dans sa réponse, le Premier Lord de la Mer soulignait l'importance capitale du théâtre de l'Atlantique, où il estimait indispensable de conserver les trois plus récents cuirassés, du type *King George V* pour parer à une sortie éventuelle du *Tirpitz*.

Ces dispositions ne me plaisaient pas. Les trois vieux « R » étaient excellents pour protéger un convoi contre des croiseurs armés de 203 mm., mais si l'ennemi acceptait de détacher un cuirassé rapide moderne comme corsaire, ces bâtiments et leurs convois fussent devenus une proie facile. Dans l'état où ils étaient, ces vieux cuirassés n'eussent été que des cercueils flottants. Il était donc nécessaire d'avoir un ou deux navires de ligne rapides pour empêcher les Japonais de détacher eux-mêmes des corsaires puissants.

Je terminai comme suit ma correspondance avec l'Amirauté :

29 août 1941.

... Je n'ai pas le sentiment, dois-je ajouter, que le Japon osera affronter la coalition qui se constitue en ce moment contre lui avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, alors qu'il est déjà occupé en Chine. Il est très probable qu'il négociera avec l'Amérique pendant au moins trois mois sans accomplir aucun acte agressif et sans se rallier directement à l'Axe. Rien ne le fera plus hésiter que l'apparition de la force dont je viens de parler, et surtout d'un *King George V*. En fait, comme préventif, cette apparition pourrait être décisive (1).

Il fut décidé d'envoyer comme premier échelon de notre flotte d'Extrême-Orient, le *Prince of Wales* et le *Repulse* avec

(1) Pour ceux qui désireraient étudier ce point plus en détail, la correspondance échangée entre le Premier Lord de la Mer et moi à cette époque a été donnée à l'Annexe G. Ce fut le *Prince of Wales* et non le *Nelson* ou le *Rodney* qui fut choisi, pour des raisons imprévisibles à ce moment-là.

quatre destroyers et, élément essentiel, le porte-avions cuirassé moderne *Indomitable*. Ce dernier fut malheureusement immobilisé pour un temps par un accident. On résolut cependant de laisser partir les deux navires de ligne rapides, dans l'espoir d'assagir la politique japonaise et pour entrer en contact avec la flotte américaine du Pacifique. Notre stratégie navale consistait, dans ses grandes lignes, à réunir sous la protection lointaine du gros de la flotte américaine dans le Pacifique, une flotte britannique d'Orient, basée sur Singapour, qui aurait compris, au printemps de 1942, 7 navires de ligne de valeur variable, 1 porte-avions de première classe, 10 croiseurs et 24 destroyers. L'amiral sir Tom Phillips, que nous avions vivement apprécié jusqu'alors comme sous-chef d'état-major naval, fut désigné pour en prendre le commandement et hissa sa marque à Greenock, le 24 octobre.

Je télégraphiai à la fin du mois d'octobre aux premiers ministres d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud, pour leur donner des détails sur nos projets navals en Extrême-Orient.

1^o J'incline toujours à croire que le Japon ne se lancera pas dans une guerre avec les puissances A. B. C. D. (Amérique, Grande-Bretagne, Chine, Hollande (Dutch) à moins que la Russie subisse une défaite décisive et pas avant ce moment. Peut-être même alors attendra-t-il encore le débarquement en Grande-Bretagne promis pour le printemps. La résistance russe est encore très forte, particulièrement en avant de Moscou, et maintenant l'hiver est proche.

2^o L'Amirauté avait l'intention de constituer, vers la fin de l'année, une escadre composée du *Rodney*, du *Nelson* et de quatre « R », basée en grande partie sur Singapour. Mais ce projet a été contrarié par les récentes avaries du *Nelson* qu'il faudra trois ou quatre mois pour réparer.

3^o En attendant, pour faire hésiter encore davantage le Japon, nous envoyons immédiatement notre plus récent cuirassé, le *Prince of Wales*, rejoindre le *Repulse* dans l'océan Indien. Nous le faisons malgré les protestations du commandant en chef de la Home Fleet, et c'est un risque très sérieux que nous acceptons. Le *Prince of Wales* s'annoncera bientôt à Capetown. En outre, les quatre « R » partiront pour les mers orientales à mesure qu'ils seront disponibles. Le *Repulse* sera ultérieurement relevé par le *Renown* qui possède un plus grand rayon d'action.

4^o A mon avis c'est le *Prince of Wales* qui produira le meilleur

effet préventif et nous allons faire tous nos efforts pour nous en passer ici d'une manière permanente. Je dois cependant signaler que les mouvements de ce cuirassé sont sujets à révision à partir de son arrivée à Capetown, car nous sommes toujours sous la menace d'une sortie du *Tirpitz* et d'autres opérations peuvent être envisagées avant que le *Duke of York* soit disponible, en décembre.

Le prince Konoye déposa son fardeau en octobre. Il avait demandé à rencontrer personnellement Roosevelt à Honolulu, espérant emmener avec lui ses chefs militaires et navals pour que ceux-ci fussent liés par les accords qui pourraient être conclus. Mais le Président ne répondit pas à sa proposition et l'opinion de l'armée devint de plus en plus hostile à cet homme d'État avisé. Il fut remplacé par le général Tojo qui devint à la fois président du Conseil, ministre de la Guerre et ministre de l'Intérieur. Ce général, qui fut pendu par les vainqueurs après la guerre, selon la nouvelle procédure, a déclaré à son procès qu'il avait pris lui-même ce dernier ministère parce qu'il « avait à faire face à une opinion publique surexcitée à un point qui faisait redouter des troubles intérieurs si la paix était choisie au lieu de la guerre ». Sur l'ordre de l'empereur, il reprit les négociations diplomatiques avec les États-Unis mais après avoir conclu un accord secret avec certains membres de son gouvernement, selon lequel le Japon déclarerait la guerre si ses propositions étaient rejetées. Lorsque Tojo et les chefs d'état-major généraux informèrent l'empereur, en novembre, que la guerre pouvait devenir nécessaire, le souverain exprima l'espoir que de nouveaux efforts seraient tentés pour éviter cette calamité, mais déclara à Tojo : « Si l'état des affaires est tel que vous l'avez décrit, il n'y aura pas d'autre alternative que de continuer les préparatifs en vue des opérations. »

Au début de novembre, le général Chang Kai Chek, très agité, me prévint que les Japonais se préparaient à une nouvelle action en Chine. Il les croyait décidés à lancer une offensive à partir de l'Indochine pour prendre Kunming (Yunnanfou), et couper la route de Birmanie. Il nous suppliait de

lui envoyer une aide aérienne de Malaisie et concluait en ces termes :

Vous pourriez penser au premier abord que cela risque de vous entraîner dans une guerre avec le Japon alors que vous vous battez déjà avec tant de courage en Europe et dans le Moyen-Orient. Je vois les choses autrement. Je ne pense pas que le Japon se sente assez fort pour vous attaquer tant que la Chine lui résistera, mais dès qu'il en sera débarrassé, il se lancera contre vous quand et comme il lui plaira... La Chine est arrivée à la phase la plus critique de sa guerre de résistance. Elle ne sera en mesure de défendre les abords terrestres de Singapour et de la Birmanie que si les Américains et les Britanniques sont disposés à collaborer à la défense du Yunnan. Si les Japonais peuvent percer ici notre front, nous serons coupés de vous et de nouvelles menaces graves pèseront sur toute l'organisation de vos liaisons aériennes et navales avec l'Amérique et les Indes néerlandaises. Je voudrais exprimer, avec toute la force dont je suis capable, ma conviction que la sagesse et la prévoyance commandent d'accorder à la Chine le secours que je viens de solliciter. Rien ne peut mieux assurer et la défaite du Japon et la victoire des pays qui résistent actuellement à l'agression. J'attends impatiemment votre réponse.

Je ne pouvais guère faire plus que de transmettre ce message au Président.

5 novembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

1^o J'ai reçu l'appel que Chang Kai Chek nous adresse à tous les deux en vue de recevoir une aide aérienne. Vous connaissez notre situation à Singapour en ce qui concerne l'aviation. Néanmoins, je serais disposé à envoyer des pilotes et même quelques appareils s'ils pouvaient arriver à temps.

2^o Ce qu'il nous faut maintenant c'est exercer une action préventive aussi ample et aussi puissante que possible. Les Japonais n'ont encore pris aucune décision irrévocable et l'empereur semble freiner. Quand nous en avons parlé à Placentia, vous avez dit qu'il fallait gagner du temps et cette façon de faire a obtenu un succès éclatant jusqu'ici. Mais notre embargo sur les exportations conduit infailliblement les Japonais à choisir entre la paix ou la guerre.

3^o Il semblerait qu'ils veuillent maintenant pénétrer au Yunnan et couper la route de Birmanie, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour Chang Kai Chek. S'il devait cesser la résistance, ce serait non seulement une tragédie mondiale, mais les Japonais

se retrouveraient avec d'immenses forces disponibles pour attaquer vers le nord ou vers le sud.

4° Les Chinois ont fait appel à nous, et aussi à vous, je crois, pour empêcher les Japonais de lancer une offensive dans le Yunnan. J'espère que vous jugerez bon de rappeler à ceux-ci qu'une telle offensive, partant d'une région où nous ne leur avons jamais reconnu le droit d'avoir des troupes, constituerait un acte de mépris délibéré envers l'attitude clairement manifestée par les États-Unis. Nous serions naturellement prêts à faire une communication analogue.

5° Aucune action entreprise isolément par nous ne peut arrêter le Japon car nous sommes trop engagés par ailleurs. Mais nous serons, bien entendu, à vos côtés et nous ferons de notre mieux pour vous soutenir quelle que soit la voie que vous choisirez. Je pense, quant à moi, que le Japon se laissera glisser dans la guerre plutôt qu'il s'y précipitera. Je vous serais reconnaissant de me dire ce que vous en pensez.

Le Président répondit le 9 novembre que, tout en étant bien persuadé que ce serait une sérieuse erreur de sous-estimer la gravité de la menace, il ne pensait pas que des préparatifs japonais pour une campagne terrestre contre Kunming, signifieraient qu'ils étaient disposés à se lancer immédiatement dans cette direction. Il ferait tout ce qu'il pourrait pour aider la Chine dans le cadre du Prêt-Bail et y constituait un corps d'aviateurs américains volontaires. Il estimait que, dans l'état d'esprit où se trouvaient les Japonais, « un nouvel avertissement officiel ou une protestation » avaient au moins une chance sur deux de produire l'effet inverse. « L'ensemble du problème fera l'objet à la fois de notre attention la plus sérieuse et la plus soutenue, de nos études et de nos efforts. »

Je fis de mon mieux pour reconforter le généralissime chinois en lui répétant l'essentiel de cette réponse prudente.

Nous ne pouvions, naturellement, rien faire d'autre que de poursuivre l'exécution de nos projets navals en Extrême-Orient laissant aux États-Unis le soin d'empêcher une action japonaise dans le Pacifique aussi longtemps que possible par des moyens diplomatiques.

J'écrivis au général Smuts qui avait soulevé de plus vastes problèmes.

9 novembre 1944.

Je crois qu'il est tout à fait inutile que j'adresse un appel personnel à Roosevelt pour lui demander d'entrer en guerre en ce moment. Lors de notre rencontre dans l'Atlantique, j'ai déclaré à son entourage que je préférerais une déclaration de guerre par l'Amérique tout de suite et pas de matériel pendant six mois, plutôt que le double de matériel et pas de déclaration de guerre. Quand ce propos lui a été répété, il l'a trouvé bien dur. Il ne faut pas sous-estimer les difficultés qu'il rencontre du fait de la Constitution. Il peut agir en tant que chef du Pouvoir exécutif mais seul le Congrès peut déclarer la guerre. Il était allé jusqu'à me dire : « Il est possible que je ne déclare jamais la guerre, mais que je la fasse. S'il me fallait demander au Congrès de la déclarer, il serait capable d'en discuter pendant trois mois. » La loi sur la conscription sans laquelle l'armée américaine serait tombée à rien, ne passa qu'à une voix de majorité. Il vient d'obtenir du Sénat, à une petite majorité encore, ce qui est pratiquement une annulation de l'Acte de Neutralité. Si l'autre Chambre donne son approbation, il en sortira des conflits perpétuels entre bâtiments américains et allemands dans l'Atlantique. L'opinion publique des États-Unis a évolué récemment mais avec le Congrès, c'est uniquement une question de pointage. Bien entendu si j'apercevais un moyen de porter le problème sur un plan plus élevé, je n'y manquerais pas. En attendant il faut prendre patience, compter sur les événements et nous laisser porter par le grand courant qui nous est favorable.

Le 10 novembre, au banquet annuel du Guildhall auquel il est de tradition que le Premier Ministre prenne place, je déclarais :

J'ai voté pour l'alliance avec le Japon il y a près de quarante ans, en 1902, j'ai toujours fait de mon mieux pour entretenir de bonnes relations avec l'Empire nippon, j'ai toujours été, par sentiment, un ami des Japonais dont j'admire les nombreuses qualités, aussi dois-je avouer que je verrais l'ouverture d'un conflit entre le Japon et le monde anglo-saxon avec beaucoup de chagrin.

Chacun sait que les États-Unis ont des intérêts séculaires en Extrême-Orient. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour trouver les moyens de sauvegarder la paix dans le Pacifique. Nous ne savons pas si leurs efforts seront couronnés de succès, mais dans le cas contraire, si les États-Unis se trouvaient entraînés dans une guerre avec le Japon, j'ai le devoir de dire que la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne suivrait dans l'heure même.

En considérant l'immense drame avec le plus d'impartialité possible, il semble que ce serait une aventure bien hasardeuse pour le peuple japonais que de se précipiter, sans aucune nécessité, dans un conflit mondial où il pourrait se trouver opposé dans le Pacifique à des États dont l'ensemble des populations atteint près du tiers de l'espèce humaine. Si l'acier est l'élément fondamental de la guerre moderne, il serait fort imprudent pour un pays comme le Japon qui n'en produit que 7 millions de tonnes par an, de provoquer, tout à fait gratuitement, les États-Unis qui en produisent actuellement 90 millions, et je ne tiens pas compte de la puissante contribution que l'Empire britannique peut apporter. J'espère donc que la paix du Pacifique sera préservée conformément aux désirs bien connus des hommes d'État les plus sages du Japon. Mais nous avons déjà pris et continuerons de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les intérêts britanniques en Extrême-Orient et pour défendre la cause commune qui est en jeu actuellement.

Les Japonais envoyèrent à Washington, le 20 novembre, leur « dernier mot ». Bien qu'il fût évident, d'après ces propositions, qu'ils essayaient simplement de s'assurer les fruits de la victoire sans avoir à faire la guerre, le gouvernement des États-Unis se crut obligé de faire une ultime offre diplomatique. Nous fûmes mis au courant de la note nipponne et notre avis fut sollicité. J'écrivis le 23 novembre au secrétaire aux Affaires étrangères :

23 novembre 1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

Notre intérêt essentiel est clair : aucun nouvel empiètement et pas de nouvelle guerre, car celle que nous faisons nous suffit largement. Les États-Unis n'abandonneront pas la cause chinoise et nous pouvons, en toute sécurité, les suivre sur ce point. Nous ne pourrions naturellement souscrire un accord qui laisserait le Japon libre d'attaquer la Russie en Sibérie. Pour ma part, je ne crois pas qu'une telle proposition soit faite actuellement. Je me rappelle que le président Roosevelt avait écrit lui-même, lors de la Conférence de l'Atlantique : « Aucun nouvel empiètement ne doit se produire dans le nord. » Je pense que nous pouvons donner notre accord sur ce point (aux Américains). A mon avis, il n'est pas nécessaire de réclamer au Japon une dénonciation officielle du pacte avec l'Axe. Le seul fait qu'il reste en dehors de la guerre, décevra l'Allemagne et lui causera un préjudice sérieux.

- 27 *Attaque d'un convoi anglais: un cargo brûle.*
28 *Naufrage d'un cargo torpillé.*

27



28





29 *Panorama d'une bataille aéronavale:
attaque de navires par bombardiers et attaque
des bombardiers par des chasseurs ennemis.*



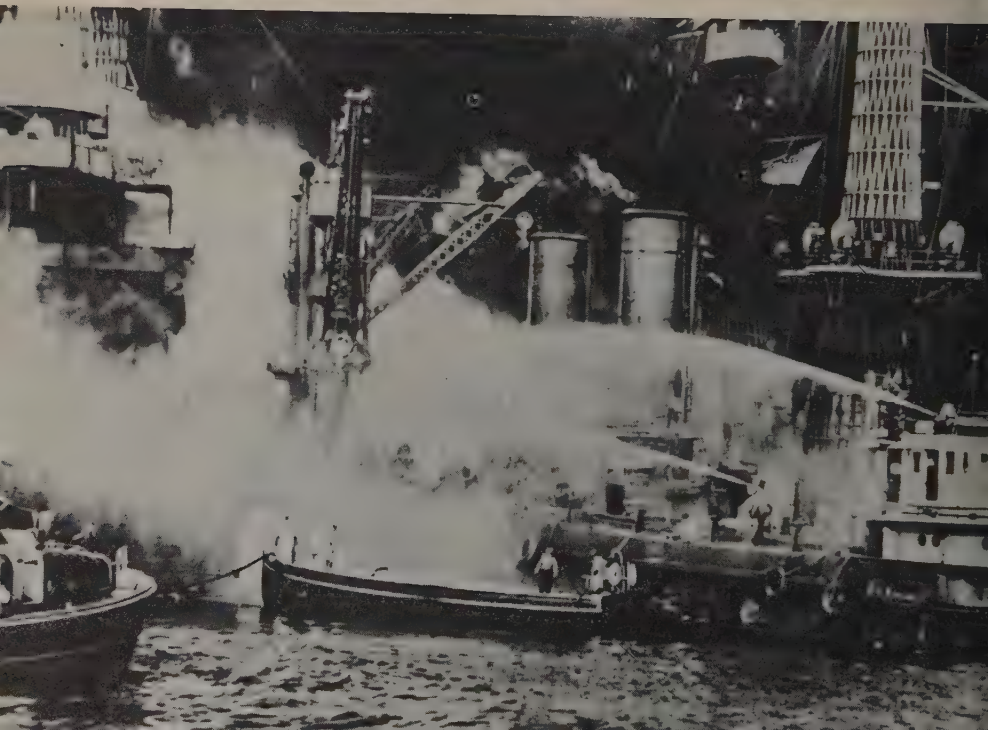
30 Un avion allemand s'écrase au sol
dans le désert de Libye.
31 Naufrage du porte-avions "Ark Royal".
Un destroyer recueille des survivants.



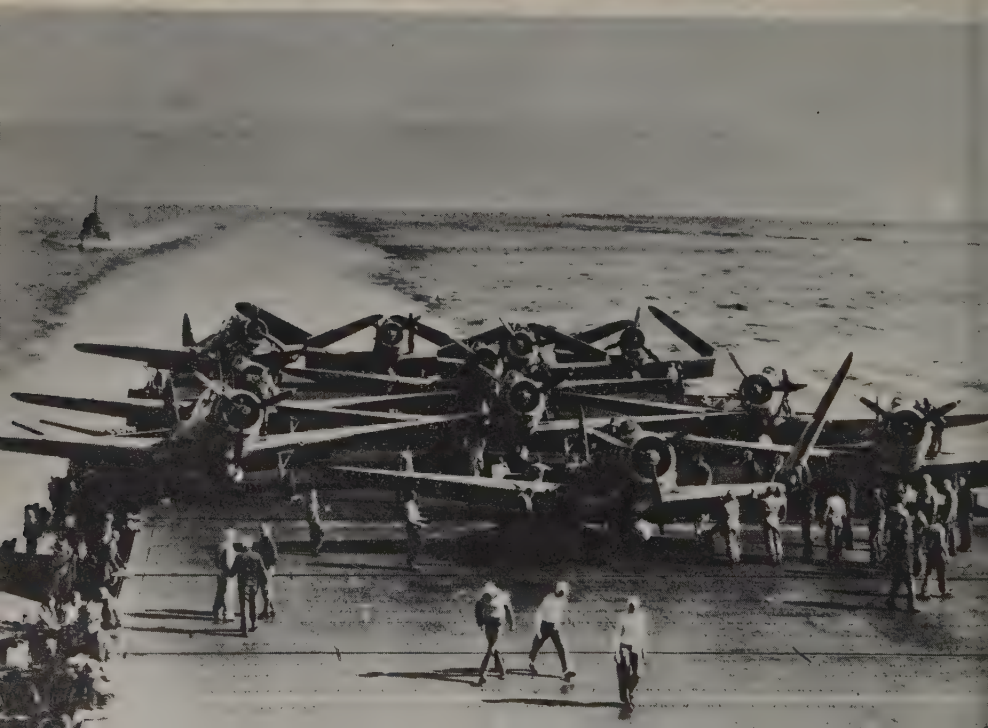
32 Pearl Harbor: naufrage du cuirassé "Arizona".

33 Le port au soir, 7 décembre 1941.









Nous ne devons accepter aucune interdiction au sujet de l'aide apportée à la Chine par nous et par les Américains. Mais les États-Unis ne nous le demanderont pas.

Sous réserve de ce qui précède, il pourrait être intéressant de lever les sanctions économiques, juste assez pour permettre au Japon de vivoter au jour le jour, même si nous ne gagnions que trois mois par ce procédé. Toutefois ce ne sont là que mes premières impressions.

J'avoue que je serais heureux d'apprendre la conclusion d'un accord nippon-américain nous apportant l'assurance que les choses n'empireront pas pour nous, d'ici trois mois, en Extrême-Orient.

Le Président me télégraphia un compte rendu des négociations, le 25 novembre. Le gouvernement japonais avait proposé d'évacuer le sud de l'Indochine en attendant un règlement d'ensemble avec la Chine, ou le rétablissement général de la paix dans le Pacifique, moment où il serait disposé à se retirer complètement de l'Indochine. En échange, les États-Unis devaient fournir du pétrole, ne pas gêner les efforts faits par le Japon pour ramener la paix en Chine, aider les Japonais à obtenir des produits des Indes néerlandaises et placer les relations commerciales entre le Japon et les États-Unis sur une base normale. Des deux côtés on conviendrait de ne faire aucune « progression armée » dans l'Asie du nord-est et dans le Pacifique sud.

Le gouvernement américain, quant à lui, avait l'intention de faire une contre-proposition, acceptant en gros les termes de la note japonaise, tout en indiquant les conditions bien déterminées qui devaient être liées à l'évacuation de l'Indochine du sud, et en ne parlant pas de la situation en Chine. Les États-Unis étaient disposés à conclure un accord économique limité modifiant leurs interdictions antérieures. Par exemple, ils autoriseraient l'exportation d'une quantité de pétrole juste suffisante pour couvrir les besoins de la population civile. Cette proposition serait valable pour trois mois, étant entendu qu'un accord général au sujet du Pacifique serait discuté au cours de cette période.

En lisant le projet de réponse qui était, et est encore, appelé le *modus vivendi*, je le trouvai insuffisant. Cette impression fut partagée par les gouvernements australien et hollandais et surtout par Chang Kai Chek qui envoya une protestation frénétique à Washington. Mais j'avais le sentiment profond

de la réserve à laquelle nous étions tenus dans nos commentaires sur un problème à propos duquel les États-Unis devaient être seuls à prendre les décisions définitives. Je comprenais très bien les dangers qui en résulteraient si l'on pouvait penser : « Les Anglais essayent de nous entraîner dans la guerre. » Je m'en remis donc au Président, pour la décision, comme je devais le faire et, n'évoquant que le sujet chinois, lui envoyai le câblogramme suivant :

26 novembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Ai reçu cette nuit votre message au sujet du Japon, ainsi que des comptes rendus complets de lord Halifax sur les discussions et vos contre-propositions... Ils vous appartiennent naturellement de diriger cette affaire, et nous ne désirons certainement pas une nouvelle guerre. Un seul point nous inquiète. Que devient Chang Kaï Chek? N'est-il pas mis à la portion congrue? C'est la Chine qui nous préoccupe. Si elle s'effondre, les dangers qui nous menacent tous les deux s'accroîtront considérablement. Nous sommes certains que vous vous laisserez guider par l'intérêt que la cause chinoise inspire aux États-Unis. Nous avons l'impression que les Japonais sont extrêmement peu sûrs d'eux-mêmes.

Ce message arriva bien entendu à Washington dans la soirée du jour dont il porte la date. M. Hull dit dans ses Mémoires :

' Au cours de la nuit il arriva un câblogramme de M. Churchill pour le Président au sujet de notre *modus vivendi*. Visiblement influencé par le message que Chang Kaï Chek lui avait adressé, le Premier Ministre se demandait si le généralissime n'était pas mis « à la portion congrue ». La Chine, disait-il, lui causait des inquiétudes, et son effondrement eût considérablement accru nos dangers communs. Après en avoir discuté avec les spécialistes de l'Extrême-Orient du Département d'État, j'en vins à la conclusion qu'il nous fallait annuler le *modus vivendi*. Nous présenterions uniquement aux Japonais une proposition en dix points pour un règlement général dont, à l'origine, le *modus vivendi* devait constituer une sorte de préface. Quoique ce *modus vivendi* ne contint qu'un peu de « nanan » sous la forme de coton, de pétrole et autres articles en quantités très réduites par comparaison avec les demandes illimitées des Japonais, il était manifeste qu'une grande partie de l'opinion publique américaine se cabrerait si nous fournissions, fût-ce de faibles quantités, de pétrole au Japon. Les Chinois y

étaient violemment opposés, les autres gouvernements intéressés, défavorables ou assez tièdes... Le peu de chances qu'il y avait de voir le Japon accepter le *modus vivendi* ne justifiait pas les risques qu'il y avait à le présenter, en particulier le risque de voir le moral et la résistance des Chinois s'effondrer, ou même de voir la Chine se désintégrer complètement.

Nous n'avions pas encore entendu parler de la « Note des dix points » qui comblait non seulement nos désirs et ceux des gouvernements associés, mais qui allait bien au delà de tout ce que nous aurions osé demander. A cette même date du 26, M. Hull reçut les envoyés japonais au Département d'État. Il ne leur parla même pas du *modus vivendi* au sujet duquel le Président m'avait télégraphié le 23. Bien au contraire, il leur remit la « Note des dix points ». Deux d'entre eux spécifiaient :

Le gouvernement du Japon retirera toutes ses forces terrestres, navales, aériennes et de police de la Chine et de l'Indochine.

Le gouvernement des États-Unis et celui du Japon ne soutiendront — militairement, politiquement, économiquement — d'autre gouvernement ou régime en Chine que le gouvernement national de la République chinoise, dont la capitale se trouve provisoirement à Tchoungking.

Les envoyés furent « atterrés » et se retirèrent absolument désolés. Sans doute étaient-ils sincères. Ils avaient été choisis surtout à cause de leur réputation d'hommes modérés et d'amis de la paix, pour inspirer aux États-Unis un faux sentiment de sécurité jusqu'à ce que tout eût été décidé et mis au point. Ils étaient peu renseignés sur le véritable état d'esprit de leur gouvernement et ne soupçonnaient pas que M. Hull l'était beaucoup plus qu'eux. Depuis la fin de 1940 les Américains avaient découvert le chiffre des communications japonaises les plus importantes et décryptaient une grande quantité de leurs télégrammes militaires et diplomatiques. Dans les milieux américains des services secrets, on les désignait sous le nom de *Magics*. Les *Magics* nous étaient retransmis, mais nous les recevions inévitablement avec un certain retard, atteignant parfois deux ou trois jours. Par conséquent nous ne savions jamais, à un moment précis, tout ce que le Président ou M. Hull avaient déjà appris. Je ne formule aucun reproche à cet égard.

Au cours de ce même après-midi, le Président envoya le télégramme suivant au haut commissaire des Philippines :

Il devient évident que des préparatifs sont poussés... en vue d'un mouvement offensif dans un avenir rapproché, quoique nous ne possédions encore aucune indication précise sur son ampleur ni sur sa direction : route de Birmanie, Thaïlande, presque l'île malaise, l'Indes néerlandaises ou Philippines. C'est une action contre la Thaïlande qui paraît la plus probable. Je considère que cette nouvelle agression pourrait amener l'ouverture des hostilités entre les États-Unis et le Japon...

Lorsque notre ambassadeur, lord Halifax, se rendit au Département d'État, le 29 novembre, M. Hull lui déclara que la menace japonaise « était juste au-dessus de notre tête ». « La période diplomatique de nos rapports avec le Japon se trouve désormais virtuellement terminée. L'affaire passe maintenant entre les mains de nos militaires et de nos marins avec qui j'ai eu des entretiens... Le Japon peut agir très brusquement en se réservant tous les éléments de la surprise... Je pense pour ma part que les Japonais voient bien que leur politique de conquête illimitée, reprise maintenant sur toute la ligne, n'est probablement qu'une sorte de jeu de hasard désespéré, nécessitant une audace extrême et l'acceptation de risques immenses. » Il ajouta : « Lorsque Churchill a reçu la violente protestation de Chang au sujet du *modus vivendi*, il aurait mieux fait de lui envoyer un message très ferme pour l'engager à se conduire plus énergiquement et à combattre avec la même ardeur que celle des Japonais et des Américains. Au lieu de le faire, il s'est contenté de nous transmettre cette protestation sans formuler d'objection... »

J'ignorais évidemment que les dés étaient déjà jetés par le Japon et que le Président était allé si loin dans ses résolutions.

30 novembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Il me semble qu'on a laissé de côté jusqu'ici un moyen important pour éviter une guerre entre le Japon et nos deux pays, à savoir une déclaration catégorique, secrète ou publique comme on le jugera préférable, selon laquelle tout nouvel acte d'agression du

Japon conduirait aussitôt aux plus graves conséquences. Je connais vos difficultés constitutionnelles, mais il serait tragique que les Japonais soient poussés dans une guerre par un nouvel empiétement de leur part, sans avoir été loyalement et carrément avertis des répercussions néfastes d'un tel geste. Je vous demande d'examiner si vous ne pourriez pas, au moment que vous jugeriez opportun, moment qui peut être très proche, déclarer que « toute nouvelle agression nipponne vous obligerait à proposer au Congrès les plus graves décisions » ou quelque chose dans ce sens. Nous lancerions, bien entendu, une déclaration semblable ou nous nous joindrions à vous pour la faire en commun ; en tout cas nos dispositions sont prises pour synchroniser notre action avec la vôtre. Excusez-moi, mon cher ami, d'oser insister à ce sujet auprès de vous, mais je suis convaincu que c'est sans doute la seule façon d'éviter une regrettable extension de la guerre.

Le Président et Tojo avaient déjà de beaucoup dépassé ce stade. Les événements aussi.

Le 30, un peu après midi (heure américaine), M. Hull se rendit auprès du Président qui avait sur son bureau mon câblogramme de la même date, envoyé la veille (1). Ils estimèrent que ma proposition d'adresser un avertissement commun au Japon ne pouvait être d'aucune utilité. Il n'y a pas lieu d'en être surpris car ils avaient déjà sous les yeux un télégramme intercepté, envoyé de Tokio à Berlin, également daté du 30 novembre, et priant l'ambassadeur du Japon en Allemagne de faire la communication suivante à Hitler et à Ribbentrop :

Dites-leur très confidentiellement que le danger est extrême de voir la guerre éclater brusquement entre les pays anglo-saxons et le Japon à la suite de quelque incident militaire. Ajoutez que le moment de la rupture peut être beaucoup plus proche qu'on l'imagine.

(1) Le lecteur n'a pas à s'inquiéter de la date des télégrammes tant qu'ils sont dans leur ordre chronologique. Je travaillais jusqu'à 2 ou 3 heures du matin (heure britannique) et tous les messages que j'envoyais nécessitaient deux ou trois heures de chiffrement et de déchiffrement. Néanmoins tous ceux que je rédigeais avant d'aller me coucher arrivaient au Président pratiquement aussitôt, ou presque, c'est-à-dire quand il s'éveillait ou, le cas échéant, quand on le réveillait.

Je reçus les télégrammes décryptés le 2 décembre. Ils ne nécessitaient aucune action particulière de la part de la Grande-Bretagne. Nous ne pouvions qu'attendre.

La flotte des porte-avions japonais avait, en fait, appareillé le 25, avec toutes les forces aériennes qui devaient attaquer Pearl Harbor. Bien entendu, l'opération restait soumise à un contre-ordre éventuel de Tokio.

La décision de faire la guerre aux États-Unis fut prise lors d'une conférence présidée par l'empereur, à Tokio, le 1^{er} décembre. Selon les déclarations faites par Tojo lors de son procès, le souverain ne prononça pas un seul mot. Au cours de la semaine suivante, un calme sinistre régna sur le Pacifique. Toutes les possibilités d'aboutir à un règlement diplomatique étaient épuisées. Aucun acte d'agression militaire n'avait encore été commis. Ce que je craignais le plus c'était que les Japonais nous attaquassent, nous ou les Hollandais, et que des difficultés constitutionnelles empêchassent les États-Unis de déclarer la guerre. Le 2 décembre, après un long conseil de Cabinet, j'envoyai une note au secrétaire aux Affaires étrangères, pour lui faire connaître nos conclusions :

2 décembre 1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

La politique que nous avons arrêtée consiste à ne rien faire pour devancer l'action des États-Unis. A moins que les Japonais essayent de s'emparer de l'isthme de Kra, nous aurons le temps d'attendre leur réaction devant un nouvel acte d'agression. S'ils bougent, nous les suivrons immédiatement. S'ils ne bougent pas, il nous faudra examiner de nouveau notre position...

Les Nippons peuvent attaquer les Indes néerlandaises à n'importe quel moment. Ce serait un affront direct pour les États-Unis, au lendemain de leurs négociations avec les Japonais. Il faut dire aux Hollandais que nous ne ferons rien pour empêcher les Américains de considérer cette agression japonaise comme une affaire qui les concerne directement, eux et le Japon. Si les États-Unis déclarent la guerre à celui-ci, nous les imiterons instantanément. Si, au bout d'un délai raisonnable, nous constatons qu'ils sont incapables de prendre une résolution décisive, même avec notre

soutien, nous n'en ferons pas moins, quoique seuls, cause commune avec les Hollandais.

Toute attaque dirigée contre une possession britannique entraînera la guerre, avec la Grande-Bretagne, cela va de soi.

Les services de renseignements britanniques et les reconnaissances aériennes, alors très vigilants, décelèrent bien vite des mouvements et des préparatifs montrant que « le Japon est sur le point d'attaquer le Siam et que cette attaque comprendra une opération maritime pour s'emparer de points stratégiques dans l'isthme de Kra ». Nous en informâmes Washington. Nous échangeâmes une série de longs télégrammes avec notre commandant en chef en Extrême-Orient, ainsi qu'avec les gouvernements australien et américain pour savoir si nous ne devons pas agir préventivement afin de protéger l'isthme de Kra. Il fut à bon droit décidé, pour des raisons politiques et militaires, que nous ne devons pas compliquer la marche des événements en frappant les premiers sur un théâtre secondaire. On apprit le 6 décembre, tant à Londres qu'à Washington, qu'une flotte partie d'Indochine et comprenant environ 35 transports, 8 croiseurs et 20 destroyers, traversait le golfe du Siam. D'autres flottes japonaises étaient également à la mer, se dirigeant vers d'autres objectifs.

Le Congrès américain publia en 1946 les résultats d'une prodigieuse enquête où furent exposés dans tous leurs détails les événements qui amenèrent la guerre entre les États-Unis et le Japon et les raisons pour lesquelles les ministères militaires n'envoyèrent pas d'ordre positif de « mise en alerte » à leurs escadres et à leurs garnisons se trouvant dans des positions exposées. Tout, même le déchiffrement des télégrammes japonais et leur texte, a été placé sous les yeux du monde, en quarante volumes. Les États-Unis étaient assez forts pour supporter cette épreuve sévère, que réclamait d'ailleurs l'esprit de leur Constitution.

Je n'ai pas la prétention de porter, dans les présentes pages, un jugement sur cet épisode extraordinairement important de l'histoire américaine. Nous savons que tous les hauts personnages entourant le Président et mis au courant par lui,

pensaient, exactement comme moi, que le plus grave danger était de voir le Japon attaquer les possessions britanniques ou hollandaises d'Extrême-Orient, en évitant soigneusement toute action directe contre les États-Unis, auquel cas le Congrès se fût refusé à sanctionner une déclaration de guerre. Les dirigeants américains comprenaient qu'il pouvait en résulter d'immenses conquêtes japonaises qui, combinées éventuellement avec une victoire allemande sur la Russie et un débarquement ultérieur en Grande-Bretagne, laisseraient l'Amérique seule devant ce qui pouvait être une écrasante coalition d'agresseurs triomphants. C'eût été non seulement la ruine de la grande cause morale alors en jeu, mais une menace directe contre l'existence même des États-Unis et de leur peuple qui commençait à peine à percevoir le péril. Le Président, et ceux qui partageaient sa confiance, avaient compris depuis longtemps les risques très graves que comportait la neutralité de leur pays en face de Hitler et de tout ce qu'il représentait. Ils avaient terriblement souffert des restrictions apportées par un Congrès dont la Chambre des Représentants n'avait adopté, quelques mois auparavant, que par une seule voix de majorité, la remise en vigueur du service obligatoire militaire sans lequel leur armée se fût trouvée presque désorganisée au milieu du bouleversement mondial. Roosevelt, Hull, Stimson, Knox, le général Marshall, l'amiral Stark et, servant de lien entre eux tous, Harry Hopkins, étaient unanimes. Les générations futures d'Américains et d'hommes libres de tous les pays, remercieront le ciel de leur perspicacité.

Une attaque du Japon contre les États-Unis simplifiait considérablement, et les problèmes qui se posaient à eux, et leur tâche. Comment nous étonner qu'ils aient considéré la forme prise par cette attaque et même l'ampleur de ses résultats, comme incomparablement moins importantes que sa conséquence directe : la nation américaine se trouvait plus unie qu'elle l'avait jamais été pour défendre sa sécurité et son bon droit ! Il leur avait semblé, comme à moi, qu'en attaquant et en faisant la guerre aux États-Unis, le Japon commettait un véritable suicide. Ils connaissaient en outre, bien avant nous en Grande-Bretagne, toute l'étendue des buts immédiats de leur ennemi. Cela nous rappelle l'exclamation poussée par Cromwell quand il vit l'armée écossaise descendre des hauteurs de Dunbar : « Le Seigneur les a livrés entre nos mains ! »

Il ne faudrait pas non plus se laisser leurrer par les détails

des négociations diplomatiques, et considérer le Japon comme un pays innocent, uniquement désireux de s'assurer dans une mesure raisonnable quelque territoire pour son expansion, quelque butin à la faveur de la guerre européenne, et placé par les États-Unis devant des propositions qu'on ne pouvait s'attendre à voir accepter par son peuple, dont l'esprit de fanatisme se trouvait attisé et qui était parfaitement prêt pour l'action. Depuis quatre longues années, le Japon torturait la Chine par une invasion et un asservissement iniques. En mettant la main sur l'Indochine, il avait en fait, comme en droit par la signature du Pacte tripartite, choisi de se ranger dans le camp des puissances de l'Axe. Qu'il fit à son gré et en acceptât les conséquences !

Il paraissait impossible que le Japon pût courir à la destruction en faisant la guerre à la Grande-Bretagne, aux États-Unis et probablement aussi à la Russie, finalement. Une déclaration de guerre venant de lui ne se conciliait pas avec la raison. J'étais certain qu'un tel geste causerait sa ruine pendant toute une génération, et les événements m'ont donné raison. Mais les gouvernements et les peuples ne prennent pas toujours des décisions rationnelles. Ils en prennent quelquefois d'insensées, ou bien encore une minorité s'empare du pouvoir et oblige les autres à lui obéir, à participer à sa folie. Je n'ai pas hésité à rapporter bien des fois que je ne croyais pas, quant à moi, que le Japon deviendrait fou. Si complètement que l'on essaye de se mettre à la place de quelqu'un d'autre, on ne peut suivre l'esprit et l'imagination des hommes dans des développements qui échappent à la raison.

Cependant la folie est une maladie qui présente un avantage à la guerre : celui de réaliser *la surprise*.

CHAPITRE XII

PEARL HARBOR!

Le dimanche 7 décembre, aux Chequers. — Mes hôtes américains. — Le bulletin d'information de 21 heures à la radio. — Le Japon attaque les États-Unis. — Je téléphone au Président. — Mon message à M. de Valera. — Je me réjouis. — La victoire est certaine. — Je décide de me rendre à Washington. — Ma lettre au Roi. — Le Président est inquiet au sujet de la traversée de retour. — Déclaration de guerre de la Grande-Bretagne au Japon. — Ma lettre à l'ambassadeur japonais. — Le Parlement approuve la déclaration de guerre à l'unanimité. — Désignation de M. Duff Cooper. — L'ampleur du désastre américain. — L'attaque des Philippines. — La surprise de Hitler. — Nous discutons l'emploi du *Prince of Wales* et du *Repulse*. — Projet aventureux de l'amiral Phillips. — Absence de protection aérienne. — L'amiral fait demi-tour. — Nouvelle tentative. — La meurtrière attaque japonaise. — « Tout a disparu sous les vagues. » — De terribles nouvelles arrivent à l'aube. — Mes préparatifs de départ. — Mon exposé du 11 décembre à la chambre des Communes. — M. Eden part pour Moscou. — Je lui annonce un certain nombre de nouvelles.

C'était le dimanche 7 décembre 1941, au soir. Winant et Averell Harriman étaient seuls à table avec moi, aux Chequers. Je tournai le contact de mon petit appareil de radio, un peu après le début du bulletin d'information de 21 heures, qui donna d'assez nombreux détails sur les combats du front russe et sur le front britannique en Libye; ils furent suivis par quelques phrases où il était question d'une attaque exécutée par les Japonais sur des navires américains aux Hawaï et d'autres encore sur des navires britanniques aux Indes néerlandaises. Il fut ensuite annoncé qu'un monsieur quelconque ferait un commentaire après les nouvelles et que le programme du « Brains Trust » commencerait aussitôt après, ou quelque chose d'analogue. Personnellement, rien ne me frappa, mais Averell fit observer qu'on avait parlé d'une

attaque nipponne contre les Américains et bien que nous fussions fatigués, et en train de nous détendre, nous nous redressâmes tous. A ce moment le maître d'hôtel, Sawyers, qui nous avait entendus, entra dans la pièce et dit : « C'est exact. Nous venons de l'entendre nous-mêmes au dehors. Les Japonais ont attaqué les Américains. » Un silence se fit. Au banquet du lord-maire, le 11 novembre, j'avais déclaré que si le Japon attaquait les États-Unis, la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne suivrait « dans l'heure même ». Je quittai la table, traversai le hall et gagnai le bureau où l'on travaillait en permanence. Je demandai la communication avec le Président. L'ambassadeur me suivit et, s'imaginant que j'allais prendre quelque décision irrévocable, me dit : « Ne croyez-vous pas qu'il vaudrait mieux attendre une confirmation ? »

Deux ou trois minutes après, M. Roosevelt était à l'autre bout du fil. « Monsieur le Président, que se passe-t-il avec les Japonais ? — C'est tout à fait exact, me répondit-il. Ils viennent de nous attaquer à Pearl Harbor. Nous voilà tous embarqués sur la même galère désormais. » Je tendis l'appareil à Winant et quelques phrases furent échangées, l'ambassadeur s'exclama au début : « Très bien, très bien ! » puis, sur un ton plus grave : « Ah ! » Je repris l'appareil et déclarai : « Cela simplifie certainement les choses. Que Dieu soit avec vous ! » ou quelques mots dans cet esprit. Nous revînmes alors dans le hall et essayâmes de rassembler nos idées pour réfléchir à cet immense événement mondial, si surprenant qu'il coupait le souffle même à ceux qui se trouvaient au cœur des affaires. Mes deux amis américains supportèrent le choc avec une force d'âme admirable. Nous ne nous doutions pas que des pertes sérieuses avaient été infligées à la flotte des États-Unis. Ils ne se lamentèrent pas parce que leur pays était désormais en guerre. Ils n'eurent pas un mot de reproche ou de regret. En réalité ils donnaient plutôt l'impression d'avoir été délivrés d'une longue souffrance.

Le Parlement ne devait pas se réunir avant le mardi, ses membres étaient dispersés dans tout le pays et il n'allait pas être facile de les rassembler, étant donnée la difficulté des communications. Je donnai aussitôt pour tâche à mon bureau de téléphoner au Speaker, aux secrétaires parlementaires des

partis (*whips*) et à tous les intéressés, afin de convoquer les deux Chambres le lendemain. J'appelai le ministère des Affaires étrangères pour lui dire de préparer sans délai la déclaration de guerre au Japon, que devaient entourer certaines formalités, afin de pouvoir la soumettre au Parlement dès sa réunion, et de s'assurer que tous les membres du Cabinet de guerre étaient bien informés ainsi que les chefs d'état-major et les ministres des services armés qui, comme je le supposais à juste titre, avaient déjà dû apprendre la nouvelle.

Cela fait, ma pensée se tourna aussitôt vers ce qui me tenait à cœur depuis si longtemps. J'envoyai le message suivant à M. de Valera :

8 décembre 1941.

Voici l'occasion pour nous. C'est maintenant ou jamais. Une nation à nouveau unie. Je suis prêt à vous rencontrer partout où vous voudrez.

Je pensai aussi à la Chine qui luttait désespérément et télégraphiai à Chang Kai Chek :

8 décembre 1941.

L'Empire britannique et les États-Unis ont été attaqués par le Japon. Nous avons toujours été amis, nous allons maintenant combattre un ennemi commun.

Nous envoyâmes également ce message :

8 décembre 1941.

Premier Ministre à M. Harry Hopkins.

Nous pensons beaucoup à vous en ce moment historique. — WINSTON, AVERELL.

Aucun Américain ne m'en voudra de proclamer que j'éprouvai la plus grande joie à voir les États-Unis à nos côtés. Je ne pouvais prévoir le déroulement des événements. Je ne prétends pas avoir mesuré avec précision la puissance guerrière du Japon mais je compris, que dès cet instant, la grande Répu-

blique américaine était en guerre, jusqu'au cou et à mort. Nous avions donc vaincu, enfin ! Oui, après Dunkerque, après la chute de la France, après l'horrible épisode de Mers-el-Kébir, après la menace de l'invasion, alors que, la marine et l'aviation mises à part, nous étions un peuple presque désarmé, après la terrible guerre sous-marine, la première bataille de l'Atlantique que nous n'avions gagnée que de justesse, après dix-sept mois d'une lutte solitaire et dix-neuf mois d'effroyables responsabilités pour moi, nous avions gagné la guerre. L'Angleterre survivrait, la Grande-Bretagne survivrait, le Commonwealth des nations et l'Empire survivraient. Personne ne pouvait dire combien de temps dureraient encore les hostilités ni la manière précise dont elles se termineraient, et peu m'importait à ce moment. Une fois de plus dans la longue histoire de notre île, quoique meurtris et mutilés, nous allions ressurgir, sauvés et victorieux. Nous ne disparaîtrions pas. Notre histoire ne s'achèverait pas. Nous n'aurions peut-être pas même à mourir en tant qu'individus. Le destin de Hitler était scellé. Le destin de Mussolini était scellé. Quant aux Japonais, ils allaient être réduits en poussière. Il ne restait plus qu'à utiliser convenablement nos forces écrasantes. L'Empire britannique, l'Union soviétique et désormais les États-Unis, unissant jusqu'à leur dernière parcelle de vie et de puissance, étaient, selon mes lumières, deux, voire trois fois supérieurs à leurs adversaires. Il faudrait évidemment longtemps. Je m'attendais à payer de terribles gages en Orient, mais ce ne serait qu'un moment à passer. Si nous savions nous unir, nous pouvions vaincre n'importe qui dans le monde. Nous avions encore à connaître bien des désastres, à subir bien des pertes et des tribulations, mais désormais, l'issue du combat ne faisait plus de doute.

Les imbéciles, et il y en avait beaucoup, pas seulement dans les pays ennemis, pouvaient ne pas faire grand cas de la puissance militaire des États-Unis. Certains disaient qu'ils étaient mous, d'autres qu'ils ne seraient jamais unis entre eux. Ils perdraient leur temps loin du champ de bataille. Ils n'en viendraient jamais aux mains. Ils ne supporteraient jamais une saignée. Leur régime démocratique et leurs élections périodiques paralyseraient leur effort de guerre. Ils ne constitueraient qu'une vague silhouette à l'horizon, pour leurs amis comme pour leurs ennemis. Nous allions voir toutes les faiblesses de ce peuple nombreux mais lointain, riche et bavard. Cependant j'avais, quant à moi, étudié la guerre de

Sécession où les Américains s'étaient battus désespérément, pied à pied. Du sang américain coulait dans mes veines. Je me rappelais une observation que m'avait faite Edward Grey, plus de trente années auparavant, déclarant que les États-Unis étaient comme « une gigantesque chaudière. Une fois le foyer allumé, elle pouvait produire une puissance illimitée ». Saturé, rassasié d'émotions et de sensations, j'allai me coucher et dormis du sommeil de l'homme dont le salut vient d'être assuré et dont le cœur est plein de reconnaissance.

Dès mon réveil je décidai de me mettre en route pour rencontrer Roosevelt. J'en parlai à mes collègues du Cabinet quand nous nous réunîmes à midi. Ayant obtenu leur approbation, j'écrivis au Roi.

8 décembre 1941.

Sire,

J'ai acquis la conviction que mon devoir est de me rendre à Washington sans délai, à condition que cette visite soit agréable au président Roosevelt, ce dont je ne doute pas. Il est nécessaire de concerter l'ensemble des plans offensifs et défensifs anglo-américains à la lumière des faits. Nous devons aussi veiller à ce que notre part de matériel militaire et les autres secours que nous recevons des États-Unis, ne soient pas réduits au delà de ce qui, je le crains, sera inévitable. Le fait que M. Eden se trouvera à Moscou pendant que je serai à Washington rendra encore plus facile le règlement des vastes problèmes qui se posent entre les trois grands Alliés.

Mes collègues du Cabinet ont été unanimes pour approuver ces raisons aujourd'hui et je demande en conséquence, à Votre Majesté de m'autoriser à quitter le pays. Je me propose de partir bientôt, à bord d'un navire de guerre et de rester absent environ trois semaines. J'emmènerai une équipe de collaborateurs de la même importance que celle que j'avais lors de la rencontre dans l'Atlantique.

Au cours de mon absence je serai remplacé par le lord du Sceau privé, assisté du lord Président du Conseil privé, du chancelier de l'Échiquier, et des autres membres du Cabinet de guerre. Je propose qu'au cours de cette période les ministres des trois services armés siègent provisoirement au Cabinet de guerre. Tant que je serai absent, le Foreign Office rendra compte au lord Président, et le Conseil de Défense au lord du Sceau privé. Je resterai bien entendu en contact avec la marche des affaires par T. S. F. et

pourrai prendre des décisions chaque fois que ce sera nécessaire. Je me propose d'emmener le Premier Lord de la Mer et le chef d'état-major de l'Air, car il est extrêmement important de concerter tous nos arguments avec les Américains en nous plaçant au sommet de la hiérarchie.

J'espère que Votre Majesté voudra bien donner son approbation à ces propositions. J'observe le secret sur mes intentions, bien entendu.

En vous présentant humblement mes devoirs, je suis le plus fidèle et dévoué serviteur et sujet de Votre Majesté.

Winston CHURCHILL.

P.-S. — Je m'attends à ce que l'Allemagne et l'Italie déclarent toutes deux la guerre aux États-Unis comme elles s'y sont engagées par traité. J'attendrai pour proposer ma visite au Président que cette situation soit éclaircie.

Le Roi donna son assentiment.

9 décembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

1^o Je vous suis reconnaissant de votre télégramme du 8 décembre. Maintenant que nous sommes « dans la même galère », comme vous dites, ne serait-il pas opportun d'avoir une nouvelle conférence? Nous pourrions passer en revue toute la conduite de la guerre à la lumière de la réalité et des faits nouveaux, ainsi que les problèmes de la production et de la répartition. Je pense que toutes ces questions, dont certaines me préoccupent, sont plus faciles à régler à l'échelon supérieur du pouvoir exécutif. Ce serait également un très grand plaisir pour moi que de vous rencontrer, et le plus tôt sera le mieux.

2^o Je pourrais, si vous le désirez, partir d'ici dans un jour ou deux, et me rendre à Baltimore ou Annapolis sur un bâtiment de guerre. La traversée prendra à peu près une semaine et je m'arrangerai pour rester une huitaine de jours, afin que nous puissions régler toutes les questions importantes. J'amènerai Pound, Portal, Dill et Beaverbrook, avec les aides nécessaires.

3^o Veuillez me faire savoir au plus vite ce que vous en pensez.

Le Président craignait que le voyage de retour fût dangereux. Je le rassurai.

10 décembre 1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Nous ne pensons pas ici que la traversée de retour présente un danger sérieux. Mais par contre, ce qui serait très dangereux, c'est que nous n'ayons pas une discussion à fond, à l'échelon le plus élevé, sur l'extrême gravité de la situation navale, aussi bien qu'au sujet de toutes les questions de production et de répartition. Je suis disposé à vous rencontrer aux Bermudes, ou à me rendre par avion des Bermudes à Washington. Je pense qu'il serait désastreux d'attendre un mois avant d'arrêter une ligne d'action commune en face d'une nouvelle situation fort inquiétante, particulièrement dans le Pacifique. J'avais espéré partir demain soir mais je vais retarder mon départ jusqu'à ce que vous m'ayez donné un rendez-vous. Je n'ai jamais été aussi assuré de la victoire finale, mais nous n'y aboutirons que par une action concertée. Meilleurs sentiments.

J'eus le lendemain un nouveau message du Président. Il se déclarait enchanté que je vienne faire un séjour à la Maison-Blanche. Il estimait, quant à lui, qu'il ne pouvait pas quitter son pays. La mobilisation était en cours et la situation navale dans le Pacifique, incertaine. Il était sûr que nous pourrions résoudre toutes les difficultés relatives à la production et à la répartition. Il soulignait encore les risques que ce voyage comportait pour moi, et il estimait qu'il fallait y réfléchir sérieusement.

Le Cabinet de guerre autorisa la déclaration de guerre immédiate au Japon, toutes les formalités requises ayant été remplies. Comme Eden était déjà en route pour Moscou et que j'avais la charge intérimaire du ministère des Affaires étrangères, j'envoyai la lettre suivante à l'ambassadeur japonais :

Ministère des Affaires étrangères.
8 décembre.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a appris, dans la soirée du 7 décembre, que des forces japonaises ont tenté de débarquer sur la côte de Malaisie et bombardé Singapour et

Hong-Kong sans avertissement préalable, ni sous la forme d'une déclaration de guerre, ni sous la forme d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle.

Devant ces injustifiables actes d'agression non provoquée, commis en violation flagrante du Droit international et en particulier de l'article 1^{er} de la Troisième Convention de La Haye relative à l'ouverture des hostilités, convention à laquelle le Japon et le Royaume-Uni sont tous deux parties, l'ambassadeur de Sa Majesté à Tokio a reçu pour instructions d'informer le gouvernement impérial japonais, au nom du gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, que l'état de guerre existe entre nos deux pays.

J'ai l'honneur d'être, en vous exprimant mes sentiments de haute considération, monsieur l'Ambassadeur, votre obéissant serviteur.

Winston S. CHURCHILL.

Certaines gens n'ont pas aimé ce style cérémonieux. Mais après tout, quand vous avez à tuer quelqu'un, il ne coûte rien d'être poli.

Le Parlement se réunit à 15 heures et la Chambre était pleine bien que le préavis eût été fort court. D'après la Constitution britannique c'est la Couronne qui déclare la guerre sur l'avis des ministres, et connaissance en est donnée au Parlement. Nous pûmes donc faire mieux que tenir notre promesse envers les États-Unis et déclarer la guerre au Japon avant le Congrès lui-même. Le gouvernement royal hollandais avait également lancé sa proclamation. Je déclarai dans mon discours :

Il importe au plus haut point que personne ni dans ce pays, ni aux États-Unis ne se fasse d'illusions sur la gravité des nouveaux dangers que nous avons à affronter. L'ennemi a attaqué avec une audace qui provient peut-être de sa témérité, mais peut-être aussi de la conviction qu'il a de sa force. Le monde anglo-saxon et nos héroïques alliés russes sont soumis à une épreuve qui sera certainement sévère, surtout au début, et probablement longue, mais en regardant autour de nous le lugubre tableau qu'offre le monde, nous n'avons aucune raison de douter de la justice de notre cause, ni de penser que notre force et notre volonté ne seront pas suffisantes pour la surmonter.

Nous avons au moins les quatre cinquièmes de la population du globe dans notre camp. Nous sommes responsables de leur sécurité et de leur avenir. Il y a peu de temps encore, nous

n'avions qu'une lumière à la clarté tremblotante, maintenant nous avons une lumière qui flamboie, et bientôt nous aurons une lumière qui illuminera les terres et les mers.

Les deux Chambres approuvèrent la déclaration de guerre à l'unanimité.

J'estimai nécessaire, en cette conjoncture, de faire immédiatement nommer aux fonctions de ministre résident pour les Affaires d'Extrême-Orient, M. Duff Cooper qui était retourné à Singapour.

9 décembre 1941.

Premier Ministre à M. Duff Cooper.

1^o Vous êtes nommé ministre résident à Singapour pour les affaires d'Extrême-Orient. Vous relèverez directement du Cabinet de guerre auquel vous rendrez compte par l'intermédiaire de son secrétaire. Vous êtes autorisé à constituer un Conseil de guerre, après en avoir signalé la composition et indiqué la zone géographique relevant de sa compétence. Celle-ci coïncidera probablement avec la zone géographique où s'exerce l'autorité du commandant en chef militaire. Votre mission principale sera de contribuer au succès des opérations en Extrême-Orient : a) en débarrassant les commandants en chef dans toute la mesure du possible des responsabilités extra-militaires dont ils ont porté le faix jusqu'ici ; b) en les guidant au sujet de la ligne politique générale à suivre.

2^o Vos fonctions comprendront également le règlement sur place des questions urgentes qui ne pourraient être soumises à Londres, faute de temps. Vous organiserez une sorte de Chambre de liquidation chargée de traiter rapidement les affaires courantes sans grande importance qui devraient, autrement, être transmises ici à des départements divers. Sur tous les sujets où vous aurez besoin de directives particulières, vous nous en référerez, si le temps vous le permet. En tout cas, vous adresserez des comptes rendus réguliers au gouvernement de Sa Majesté.

3^o Lorsque le capitaine de vaisseau Olivier Lyttelton a été nommé ministre d'État au Caire, il a été spécifié que rien ne serait changé aux responsabilités des représentants de Sa Majesté dans le Moyen-Orient, ni à leurs relations officielles avec leurs départements respectifs. Il en sera de même en Extrême-Orient. Le succès qu'obtiendra cette organisation dépend beaucoup de la manière dont vous manœuvrerez au cours de ces premiers jours si critiques.

4^o Étant donnée la connaissance que vous avez des divers services publics et de la procédure ministérielle, il vous sera possible

d'exercer une influence immédiate et puissante en vue d'harmoniser les affaires d'Extrême-Orient. Télégraphiez-moi sans délai vos propositions concrètes et la façon dont vous désirez voir formuler et annoncer votre nomination et le champ de votre compétence. Bonne chance et meilleurs souvenirs. Il faut que nous nous battons de manière à mener partout cette affaire à bonne fin.

Duff Cooper se consacra aussitôt à ses nouveaux devoirs avec énergie et lucidité, mais les accords que nous conclûmes à Washington au sujet de la création d'un commandement unique en Extrême-Orient rendirent ses fonctions superflues, à mon grand regret. Une quinzaine de jours plus tard je lui télégraphiai de rentrer en Angleterre. Il n'eut pas la chance de pouvoir tomber en combattant.

Pendant un certain temps, nous ignorâmes le détail des événements de Pearl Harbor, mais l'histoire est maintenant complètement connue.

Jusqu'au début de 1941, le plan d'opérations navales du Japon, en cas de guerre contre les États-Unis, consistait à envoyer sa flotte principale livrer bataille dans les eaux des Philippines lorsque les Américains, comme c'était à prévoir, essaieraient de se frayer un passage pour se porter au secours de leur garnison dans cette position avancée. L'idée d'attaquer Pearl Harbor par surprise naquit dans le cerveau de l'amiral Yamamoto, le commandant en chef japonais. Les préparatifs pour exécuter cet acte de trahison avant toute déclaration de guerre, furent poussés dans le plus grand secret. Le 22 novembre, le groupe d'attaque de six porte-avions, appuyé par une escadre de cuirassés et de croiseurs, fut concentré dans un mouillage écarté des îles Kouriles, au nord du Japon proprement dit. Dès ce moment la date fut fixée au dimanche 7 décembre, et le 26 novembre (date de longitude est) l'ensemble appareilla sous le commandement de l'amiral Nagumo. Celui-ci, gouvernant très au nord des Hawaï, au milieu des brouillards et des tempêtes de ces latitudes élevées, approcha de son objectif sans avoir été aperçu. L'attaque fut lancée avant le lever du soleil en cette funeste date du 7 décembre, à environ 275 milles dans le nord de Pearl Harbor. Elle fut exécutée par 360 avions, comprenant des bombardiers de tous genres, escortés par des chasseurs. La première bombe tomba à 7 h. 55. Il y avait dans le port 94 navires de guerre

américains. Les 8 cuirassés de la flotte du Pacifique furent pris comme premières cibles. Par bonheur, les porte-avions étaient en mer, pour exécuter diverses missions sous une forte protection de croiseurs.

Le récit de l'attaque a été fait maintes fois et d'une manière très dramatique. Il suffira de rapporter ici les faits principaux et de noter l'impitoyable précision des aviateurs nippons. A 8 h. 25, la première vague d'avions torpilleurs et de bombardiers en piqué avait porté ses coups. A 10 heures, la bataille était terminée et l'ennemi prit le chemin du retour. Il laissait derrière lui une flotte ravagée, encore enveloppée de flammes et de fumée, mais aussi un ardent désir de vengeance au cœur des Américains. Le cuirassé *Arizona* avait sauté, l'*Oklahoma* chaviré, le *West Virginia* et le *California* coulé sur place et tous les autres cuirassés, sauf le *Pennsylvania* qui était en cale sèche, avaient reçu de très graves avaries. Plus de 2 000 Américains étaient tués, près de 2 000 autres blessés. La maîtrise du Pacifique était passée entre les mains des Japonais, l'équilibre stratégique du monde se trouvait pour le moment, radicalement transformé.

Nos alliés américains connurent encore une autre série de malheurs.

Aux Philippines, où le général Mac Arthur commandait, un avertissement, annonçant que les relations diplomatiques prenaient une tournure très grave, avait été reçu le 20 novembre. L'amiral Hart, chef de la petite escadre américaine d'Extrême-Orient, avait déjà pris contact avec les autorités navales britanniques et hollandaises de la région et, conformément à son plan d'opérations, avait commencé à disperser ses forces dans le sud, comptant constituer un groupe offensif dans les eaux néerlandaises en liaison avec ses futurs alliés. Il ne disposait que de trois croiseurs, un lourd et deux légers, plus une douzaine de vieux destroyers et divers bâtiments auxiliaires. Le gros de ses moyens était constitué presque exclusivement par 28 sous-marins. L'amiral Hart intercepta le 8 décembre, à 3 heures du matin, un message annonçant l'aterrante nouvelle de l'agression de Pearl Harbor. Il signala immédiatement à tous les intéressés que les hostilités avaient commencé, sans attendre une confirmation de Washington. Les bombardiers en piqué japonais attaquèrent à l'aube et

les bombardements se poursuivirent pendant tous les jours qui suivirent en prenant une intensité de plus en plus grande. L'arsenal de Cavite fut complètement détruit par le feu le 10, jour où les Japonais effectuèrent leur premier débarquement dans le nord de Luçon. Les désastres se succédèrent rapidement. La plus grande partie de l'aviation américaine fut détruite en combat ou au sol, ce qu'il en restait fut replié le 20 décembre sur Port-Darwin, en Australie. Les navires de l'amiral Hart avaient commencé leur dispersion quelques jours auparavant et les sous-marins demeurèrent seuls pour disputer la mer à l'ennemi. Le gros des troupes d'invasion nippones débarqua le 21 décembre dans le golfe de Lingayen, menaçant directement Manille, et le déroulement des événements fut dès lors assez semblable à ce qu'il était au même moment en Malaisie, mais la défense se prolongea davantage.

Ainsi les plans du Japon, si longuement mûris, étaient couronnés par un triomphe éclatant. Mais ce n'était que le commencement.

L'ambassadeur japonais à Berlin rendit compte de sa visite à Ribbentrop.

Le lendemain de Pearl Harbor, à 1 heure, je suis allé voir le ministre des Affaires étrangères Ribbentrop pour lui faire connaître notre désir de voir l'Allemagne et l'Italie déclarer aussitôt la guerre à l'Amérique. Ribbentrop m'a répondu que Hitler présidait alors une conférence au quartier général (en Prusse orientale) où l'on discutait de la forme à donner à la déclaration de guerre, pour qu'elle produisît la meilleure impression possible sur le peuple allemand, mais qu'il allait lui communiquer notre requête sur-le-champ et faire tout ce qu'il pourrait pour nous donner satisfaction.

Hitler et son état-major furent stupéfaits. Jodl, à son procès, raconta : « Hitler vint au milieu de la nuit dans ma chambre des cartes pour communiquer la nouvelle au maréchal Keitel et à moi-même. Il était extrêmement surpris. » Cependant il donna l'ordre à la marine allemande d'attaquer les navires américains partout où ils seraient rencontrés, dès le 8 décembre, au matin, c'est-à-dire trois jours avant la déclaration de guerre officielle de l'Allemagne aux États-Unis.

Je convoquai une réunion comprenant surtout des membres de l'Amirauté, le 9, à 22 heures, dans la Chambre de guerre du Cabinet, afin d'examiner la situation navale. Nous étions une douzaine en tout, et essayâmes de mesurer les conséquences du changement radical qui venait de se produire dans notre position vis-à-vis du Japon. Nous avions perdu la maîtrise de tous les océans, sauf de l'Atlantique. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et toutes les îles d'importance capitale situées dans la même région, se trouvaient exposées aux attaques. Nous ne disposions que d'une seule arme efficace. Le *Prince of Wales* et le *Repulse* étaient arrivés à Singapour. Ils avaient été envoyés là-bas pour exercer cette menace imprécise que les navires de guerre de très grande classe, dont la position n'est pas exactement connue, font toujours peser sur les projets navals de l'ennemi. Comment allions-nous les utiliser? Il leur fallait évidemment prendre la mer et se dissimuler parmi les îles innombrables. Tout le monde fut d'accord sur ce point.

Je pensai, pour ma part, qu'ils devraient traverser le Pacifique pour se joindre à ce qui restait de la flotte américaine. C'eût été, à ce moment, un beau geste et qui eût étroitement uni le monde anglo-saxon. Nous avions déjà approuvé de tout cœur que le ministère de la Marine des États-Unis retirât ses cuirassés américains de l'Atlantique. En quelques mois allait ainsi se constituer, sur la côte occidentale d'Amérique, une flotte capable de livrer une bataille décisive si la nécessité se présentait. L'existence de cette flotte et de cette possibilité constitueraient le meilleur bouclier que nous puissions fournir à nos frères d'Australasie. Cette perspective nous séduisait tous beaucoup. Mais comme il était déjà tard nous décidâmes d'attendre le lendemain matin pour décider ce qu'on ferait du *Prince of Wales* et du *Repulse*.

Deux heures plus tard ils étaient au fond de la mer.

Il me faut maintenant raconter cette tragédie où la fatalité joua un rôle si important.

Le *Prince of Wales* et le *Repulse* arrivèrent à Singapour le 2 décembre. Le 5, l'amiral Tom Phillips se rendit à Manille

par la voie des airs pour envisager une action combinée avec le général Mac Arthur et l'amiral Hart. Celui-ci accepta de faire rallier le pavillon de Phillips par quatre de ses destroyers. Les deux amiraux furent d'accord pour estimer que ni Singapour, ni Manille ne constituaient à ce moment-là une base acceptable pour la flotte alliée. Des renseignements arrivèrent le lendemain annonçant qu'une grande flotte de débarquement japonaise était entrée dans le golfe du Siam. Évidemment, des événements décisifs se préparaient. Phillips rentra à Singapour dans la matinée du 7. Un peu après minuit, le 8, on apprit qu'un débarquement était en cours à Kota Bharu, et, un peu plus tard, que d'autres s'effectuaient près de Senggora ainsi qu'à Patani (voir la carte). Une invasion de grand style de la Malaisie était commencée (1).

L'amiral Phillips estima que son devoir était d'attaquer l'ennemi pendant qu'il était en train de débarquer. Il réunit ses officiers supérieurs et tous furent unanimes pour déclarer que la flotte ne pouvait rester hors de l'action en cette période critique. L'amiral signala son intention à l'Amirauté. Il demanda à l'aviation de Singapour d'envoyer des chasseurs sur nos aérodromes du nord et de lui apporter tout le concours que permettait l'effectif réduit de nos forces aériennes, à savoir : reconnaissance à cent milles en avant de son escadre le 9 décembre, exploration au large de Senggora le 10 à partir de l'aube, et protection par la chasse au-dessus de Senggora dans la matinée du 10. Cette dernière demande dont l'importance était capitale, ne put être satisfaite, premièrement parce qu'on s'attendait à voir attaquer Singapour, deuxièmement parce que les aérodromes du nord étaient déjà devenus impraticables. L'amiral avait déjà appareillé

(1) Les attaques japonaises en Malaisie et en Extrême-Orient se produisirent presque en même temps que celle contre Pearl Harbor. Cela ne saute pas aux yeux à cause des différences d'heure. Le tableau suivant montre la suite des événements, les heures étant ramenées à celle de Greenwich :

	HEURE LOCALE		HEURE DE GREENWICH	
Premier débarquement en Malaisie	12 h. 25	8 déc.	16 h. 55	7 déc.
Attaque contre Pearl Harbor	8 h.	7 déc.	18 h. 30	7 déc.
Première attaque aérienne contre les Philippines	à l'aube	8 déc.	21 h.	7 déc.
Première attaque aérienne contre Hong-Kong	8 h.	8 déc.	23 h. 30	7 déc.



LA MALAISIE

le 8, à 17 h. 35, avec le *Prince of Wales*, le *Repulse*, les destroyers *Electra*, *Express*, *Vampire* et *Tenedos*, quand il reçut la nouvelle du débarquement. Le message indiquait également que de puissantes forces de bombardiers japonais étaient basées sur l'Indochine méridionale. Phillips décida de poursuivre sa route, les fréquents grains de pluie et les nuages bas n'étant pas favorables aux opérations aériennes. Le temps s'éclaircit dans la soirée du 9, et il eut bientôt motif de penser qu'il était repéré et suivi par des avions ennemis. Il fallait donc abandonner tout espoir de surprendre les Japonais et s'attendre à de violentes attaques de la part de l'aviation le lendemain matin, au large de Senggora. Dans ces conditions l'amiral Phillips, renonça, bien à contre-cœur, à son audacieuse manœuvre et fit demi-tour, la nuit venue. Il avait certainement fait de son mieux et tout aurait encore pu très bien se passer. Mais, par un fatal coup du sort, on signala vers minuit un nouveau débarquement ennemi à Kuantan, à plus de 200 kilomètres au sud de Kota Bharu. L'amiral pensa que l'ennemi, à qui son escadre avait été signalée pour la dernière fois comme se dirigeant vers le nord, ne s'attendrait pas à la voir paraître à une telle distance dans le sud à l'aube du 10. Peut-être pouvait-il réaliser la surprise après tout. Il accepta les risques et mit le cap sur Kuantan.

Les rapports japonais ne disent pas que l'escadre britannique ait été aperçue par des avions dans la journée du 9, mais un sous-marin signala à 14 heures, qu'elle faisait route au nord. La 22^e flottille aérienne nipponne, basée près de Saïgon, était en train de charger des bombes pour aller attaquer Singapour. Elle remplaça immédiatement ces bombes par des torpilles et décida d'exécuter une attaque de nuit sur les navires anglais. Elle ne les découvrit pas et rentra à sa base vers minuit. Le 10, avant le jour, un autre sous-marin nippon signala que les Britanniques gouvernaient au sud. A 6 heures du matin, 9 avions partirent à la découverte, suivis, une heure plus tard, par un puissant groupe de 84 bombardiers et torpilleurs, organisé en vagues d'environ 9 appareils chacune.

Le renseignement au sujet du débarquement de Kuantan s'avéra faux, mais comme aucune rectification ne fut envoyée de Singapour, l'amiral resta dans l'expectative jusqu'au petit jour, lorsque le destroyer *Express* arriva devant le port sans apercevoir d'ennemi. Avant de reprendre sa route vers le sud-est, l'escadre perdit un peu de temps à rechercher un

remorqueur et quelques petits bâtiments qui avaient été aperçus auparavant. Ce fut alors que se déroula le drame et le sort nous fut cruel. Les avions japonais étaient descendus jusqu'à la hauteur de Singapour sans rien apercevoir. Ils rentraient à leur base, cap au nord, quand le hasard les conduisit droit sur leur proie.

Le *Prince of Wales* aperçut un avion au contact à 10 h. 20 et la première vague de bombardiers fit son apparition à 11 heures. L'ennemi attaqua par vagues successives. Lors de la première, le *Repulse* reçut une bombe qui alluma un incendie, mais celui-ci fut rapidement maîtrisé et le navire n'eut pas à diminuer de vitesse. Lors de la seconde, le *Prince of Wales* fut atteint au même moment par ce qui parut être deux torpilles très rapprochées, elles causèrent de graves dommages et de très grosses voies d'eau. Les deux arbres porte-hélice de bâbord se trouvèrent immobilisés et dès lors on se trouva dans l'impossibilité de reprendre le navire complètement en main. Le *Repulse* ne fut pas touché au cours de cette attaque. Quelques minutes plus tard une nouvelle vague se concentra sur lui, mais il échappa de nouveau aux avaries. A ce moment les deux navires s'étaient quelque peu séparés et le capitaine de vaisseau Tennant, ayant fait un signal d'urgence à Singapour : « Des avions ennemis nous bombardent, » remit le cap sur l'amiral avec le *Repulse*.

Une autre attaque fut effectuée à 12 h. 22 et elle fut fatale aux deux cuirassés. Le *Repulse*, après avoir évité avec succès plusieurs torpilles, fut touché au centre. Peu de temps après, lors d'une autre vague, son gouvernail fut désemparé puis, en succession rapide, trois nouvelles torpilles l'atteignirent. Le commandant Tennant comprit que son navire était perdu. Il donna aussitôt l'ordre à tous ses hommes de monter sur le pont et cette mesure opportune sauva incontestablement bien des vies humaines. A 12 h. 33, le *Repulse* chavira et coula. Le *Prince of Wales* avait reçu deux nouvelles torpilles vers 12 h. 23 et une troisième un peu après. Sa vitesse fut alors réduite à 8 nœuds, et il ne tarda pas à s'enfoncer à son tour. A la suite d'une nouvelle attaque où il fut touché par une bombe, il chavira et coula à 13 h. 30. Les destroyers recueillirent 2 000 officiers et marins sur un effectif de près de 3 000. L'amiral sir Tom Phillips et son capitaine de pavillon, John Leach, se noyèrent.

Les chefs d'état-major ayant posé certaines questions afin de savoir pourquoi aucun appareil de chasse n'avait été envoyé de Singapour à l'aide de l'escadre, il leur fut confirmé que l'amiral Phillips n'avait pas signalé son changement de route le 9, puisqu'il observait le silence à la T. S. F. Singapour ignora donc sa position dans la matinée du 10, jusqu'à midi, moment où fut reçu le signal du commandant Tennant. Des chasseurs partirent aussitôt. Ils n'arrivèrent que pour voir couler le *Prince of Wales*.

Pour juger les actes de l'amiral Phillips au cours de ces jours désastreux, il faut bien se rappeler qu'il avait de très bonnes raisons de penser que l'attaque envisagée contre Kuantan s'effectuerait hors de la portée efficace des avions torpilleurs basés à terre, sa principale cause d'inquiétude, et qu'il aurait à faire face uniquement à des bombardiers à grand rayon d'action, hâtivement lancés à sa poursuite sur la route du retour. Il y avait 600 kilomètres entre les aérodromes de Saigon et Kuantan et, à cette époque, aucune attaque d'avions torpilleurs n'avait jamais été tentée à une distance qui approchât de celle-là. Les Américains et nous-mêmes sous-estimions grandement, alors, le degré d'efficacité atteint par l'aviation japonaise.

J'ouvrais mon courrier le 10, quand la sonnerie du téléphone retentit à côté de mon lit. C'était le Premier Lord de la Mer qui m'appelait. Sa voix avait un son étrange. Il eut une sorte de toux sèche et je ne parvins pas immédiatement à comprendre ses paroles. « Monsieur le Premier Ministre, j'ai à vous apprendre que le *Prince of Wales* et le *Repulse* ont été coulés tous les deux par les Japonais, par des avions, à ce que nous croyons. Tom Phillips est noyé. — Vous en êtes bien sûr? — Il n'y a pas le moindre doute. » Je raccrochai le téléphone et me trouvai heureux d'être seul. De toute la guerre, je n'ai jamais reçu choc plus brutal. Le lecteur de ces pages comprendra combien d'efforts, d'espoirs et de projets avaient sombré avec ces deux navires. En me tournant et me retournant dans mon lit, toute l'horreur de la nouvelle m'apparut en pleine clarté. Il n'existait plus de navires de ligne

britanniques ou américains dans l'océan Indien et le Pacifique, sauf les survivants de Pearl Harbor qui se hâtaient de rentrer en Californie. Le Japon régnait en maître absolu sur cette immense étendue marine et nous, nous y étions faibles ou nus partout.

Je me rendis à la chambre des Communes dès 11 heures, moment où elle se réunit ce matin-là, pour leur dire moi-même ce qui s'était passé.

J'apporte à la Chambre de mauvaises nouvelles que j'ai estimé devoir lui communiquer le plus tôt possible. Un télégramme est arrivé de Singapour annonçant que H. M. S. *Prince of Wales* et H. M. S. *Repulse* ont été coulés en exécutant une opération contre les Japonais qui attaquent la Malaisie. Nous n'avons encore aucun détail sauf ceux que donne le communiqué officiel nippon, déclarant que les deux navires ont été détruits par des avions.

J'ajoute que je profiterai de la prochaine séance de la Chambre pour faire un bref exposé de la situation générale qui a subi d'importants changements, en bien et en mal, au cours de ces derniers jours.

Tous les préparatifs se poursuivaient en secret pour que je pusse partir le 14 pour les États-Unis. Les quatre-vingt-seize heures qui précédèrent ce départ furent extrêmement chargées. J'eus à faire un exposé complet de la nouvelle situation devant la Chambre des communes, le 11. La bataille de Libye qui tirait en longueur et dont l'issue restait très évidemment en suspens, causait de l'inquiétude et un certain mécontentement. Je ne dissimulai aucunement qu'il fallait nous attendre à être très sévèrement ébrillés par le Japon. D'un autre côté, les victoires russes avaient démontré l'erreur fatale commise par Hitler en attaquant à l'est, et l'hiver n'avait pas encore produit tout son effet. Nous étions, pour le moment, maîtres de la guerre sous-marine et nos pertes avaient considérablement diminué. Enfin, les quatre cinquièmes de la population du globe combattaient dans notre camp. La victoire finale était certaine. Ce fut dans ce sens que je parlai.

Je conservai le ton parfaitement calme de la narration objective, évitant toute promesse d'un succès rapide. Je terminai ainsi :

Je ne suis naturellement pas en mesure de discuter la situation créée en Extrême-Orient et dans le Pacifique, ni les mesures susceptibles de la rétablir. Il se pourrait fort bien que nous eussions

à subir des pertes considérables, mais nous nous défendrons partout avec la plus grande énergie, en étroite collaboration avec les États-Unis et les Pays-Bas. La puissance navale de la Grande-Bretagne et des États-Unis était très supérieure — et l'est encore largement — aux forces combinées des trois puissances de l'Axe. Mais personne ne doit méconnaître la gravité des pertes qui nous ont été infligées en Malaisie et aux Hawaï, ni la puissance du nouvel adversaire qui nous a attaqués, ni la longueur du temps qu'il nous faudra pour créer, organiser et mettre en action en Extrême-Orient les forces considérables qui nous seront nécessaires pour obtenir la victoire totale.

Nous avons une période très pénible à vivre qui réclamera, de chacun, un nouvel effort et nous le donnerons. Nous devons, comme je l'ai dit, tenir fidèlement nos engagements relatifs au ravitaillement de la Russie, tout en prévoyant, au moins pendant les prochains mois, que le volume des livraisons américaines arrivant en Grande-Bretagne et l'étendue du concours apporté par la marine des États-Unis, subiront des réductions. Il nous faudra combler le déficit en ne comptant que sur nous-mêmes. Mais, maintenant que les 130 millions d'habitants des États-Unis vont se consacrer à la guerre, je suis convaincu que dès qu'ils se seront attelés à la tâche, en s'y consacrant comme au but essentiel de leur existence, ce qu'ils feront assurément, le flot des armements et des secours de tous genres dépassera infiniment tout ce que nous pouvions attendre d'eux en temps de paix. L'Empire britannique n'est plus seul à défendre son existence, les États-Unis, la Russie, la Chine défendent aussi la leur. Derrière ces quatre grands peuples qui se battent, se rangent toutes les pensées, tous les espoirs des pays d'Europe vaincus, qui gémissent actuellement sous la cruelle domination de l'ennemi. Je disais l'autre jour que les quatre cinquièmes de la race humaine étaient dans notre camp. J'étais bien probablement en dessous de la vérité. Ce sont seulement un ramassis et une clique d'hommes pervers, s'appuyant sur des organisations militaires ou de partis, qui ont déclenché ces épouvantables malheurs sur l'humanité. Ce serait vraiment une honte pour notre génération si nous ne réussissions pas à leur infliger une leçon dont le souvenir ne s'oubliera pas durant tout un millénaire.

La Chambre garda un profond silence, et parut réserver son jugement. Je ne cherchais ni n'attendais rien de plus.

M. Eden avait quitté Scapa Flow dans la nuit du 7 au 8 décembre pour se rendre à Moscou, c'est-à-dire au moment où les nouvelles de Pearl Harbor s'abattirent sur nous. Nous

aurions eu le temps de lui faire rebrousser chemin mais j'estimai que le nouveau cataclysme donnait encore plus d'importance à sa mission. Les relations entre la Russie et le Japon et la réduction inévitable des fournitures américaines tant à la Grande-Bretagne qu'à l'Union soviétique, soulevaient des questions à la fois vastes et délicates. Le Cabinet se rangea fortement à cette opinion. Eden poursuivit son voyage et je le tins soigneusement au courant. Il y avait beaucoup de choses à lui dire.

10 décembre 1941.

Premier Ministre à M. Eden, à la mer.

1^o Bien des événements se sont produits depuis que vous nous avez quittés. Les États-Unis ont essuyé un grand désastre aux Hawaï et n'ont plus maintenant que deux destroyers dans le Pacifique contre dix aux Japonais. Ils rappellent tous ceux qu'ils avaient dans l'Atlantique. Deuxièmement, selon des sources de renseignements américaines, nous allons être violemment attaqués en Malaisie et dans tout l'Extrême-Orient par des forces nippones disposant de la maîtrise de la mer. Troisièmement, il me paraît certain que l'Italie et l'Allemagne vont déclarer la guerre aux États-Unis. Quatrièmement, les Russes ont remporté de magnifiques succès devant Leningrad, sur tout le front de Moscou, à Koursk et plus au sud ; les armées allemandes sont en grande majorité sur la défensive ou en retraite, par un hiver terrible et en butte à des contre-attaques de plus en plus fortes. Cinquièmement, Auchinleck signale que la fortune a commencé à tourner en Libye, mais nous avons encore de rudes combats à livrer sur ce second front. Sixièmement, il est urgent d'envoyer en Malaisie des renforts aériens prélevés sur le Moyen-Orient.

2^o Étant donné ce qui précède vous ne pouvez plus offrir dix groupes pour le moment. Tout devient imprécis en ce qui concerne les fournitures à recevoir des États-Unis et je ne saurai où nous en sommes qu'après m'y être rendu.

3^o J'espère que vous allez mieux. Nous avons vraiment ici du bon temps (*sic*).

Je lui télégraphiai encore, au moment d'embarquer :

12 décembre 1941.

Premier Ministre à M. Eden, à la mer.

La perte du *Prince of Wales* et du *Repulse*, jointe à celles que les États-Unis ont éprouvées à Pearl Harbor, donne à la flotte

de ligne japonaise la maîtrise absolue du Pacifique. L'ennemi peut attaquer en n'importe quel point avec les forces qui lui plairont. Heureusement l'Océan est si vaste, qu'il ne pourra faire qu'un usage partiel et limité de sa puissance. Nous pensons qu'il va s'en prendre aux Philippines, à Singapour et à la route de Birmanie. Il faudra de nombreux mois avant de retrouver une supériorité efficace grâce à l'entrée en service des nouveaux cuirassés britanniques et américains. Les États-Unis, sous le coup du désastre du Pacifique et des déclarations de guerre, ont mis l'embargo sur toutes les exportations. J'espère bien les faire revenir sur cette décision mais dans les circonstances actuelles, avec une victoire russe et les nouveaux dangers qui nous menacent, nous ne pouvons plus rien promettre au delà des quantités que nous avons déjà accepté de fournir. Il vous faudra souligner quel grand sacrifice constitue pour nous l'envoi d'avions, alors que nous avons tant besoin d'appareils de chasse en Orient. D'un autre côté, l'entrée en guerre des États-Unis compense tout, et nous apportera, avec du temps et de la patience, une victoire certaine...

Je pars.

CHAPITRE XIII

VOYAGE DANS UN MONDE EN GUERRE

Notre voyage à bord du *Duke of York*. — Ma suite. — Nos messages et nos contacts avec Londres. — Faut-il insister auprès des Soviets pour qu'ils déclarent la guerre au Japon? — Les conversations de M. Eden avec Staline et Molotov (16-18 décembre). — Projets de Staline pour le règlement d'après la guerre. — Les Soviets réclament les États baltes. — Ma protestation est appuyée par le Cabinet. — Nouvelles conversations à Moscou. — La Russie et le Japon. — Un départ cordial. — Nos relations avec Vichy : bénédiction ou anathème. — L'attaque de Hong-Kong par les Japonais. — Vaillante résistance de la garnison. — Capitulation. — Les débarquements nippons en Malaisie. — Mon télégramme du 12 décembre à Wavell. — Une grave question stratégique. — L'avis de Duff Cooper et ma conviction personnelle. — Progrès de l'offensive dans le désert. — Rommel bat en retraite sur El Agheila. — L'aviation allemande revient en Méditerranée. — Inquiétudes au sujet de l'attitude américaine. — L'optimisme de lord Beaverbrook. — Craintes sans fondement.

Bien des raisons sérieuses réclamaient ma présence à Londres, en ce moment où la situation était si fluide. Mais il n'y eut jamais le moindre doute dans mon esprit : la réalisation d'une entente totale entre les États-Unis et la Grande-Bretagne était d'une importance qui l'emportait sur tout le reste, il me fallait partir sur-le-champ pour Washington avec la plus forte équipe de conseillers spécialistes que je pourrais soustraire à leurs tâches dans la métropole. On estima qu'il était trop risqué, à cette époque de l'année, de partir en avion dans une direction aussi dangereuse. En conséquence, nous nous mîmes en route, le 12, pour la Clyde. Le *Prince of Wales* n'était plus. Le *King George V* surveillait le *Tirpitz*. Le *Duke of York*, flambant neuf, allait nous transporter tout en parachute, sa mise au point. Les membres les plus marquants de notre groupe étaient : lord Beaverbrook, membre du Cabinet de guerre, l'amiral Pound, Premier Lord de la Mer, le maré-

chal de l'Air Portal, chef de l'état-major général de l'Air, et le maréchal Dill qui avait été remplacé par le général Brooke à la tête de l'état-major impérial. J'étais très désireux de voir Brooke demeurer à Londres où il avait d'énormes problèmes à résoudre. A sa place, j'invitai donc Dill à me suivre à Washington ; il était toujours au centre des affaires, il avait la confiance de tous et tous l'estimaient. Là, un nouveau champ d'action allait s'ouvrir devant lui.

J'emmenai également sir Charles Wilson qui était devenu en 1941, mon médecin personnel. Ce fut le premier voyage qu'il accomplit avec moi, mais par la suite il participa à tous les autres. C'est à ses soins si dévoués que je dois probablement d'être encore en vie. Je ne pouvais pas toujours arriver à le persuader de suivre mes conseils quand il était malade, et lui ne pouvait pas toujours compter sur une docilité exemplaire de ma part, mais cependant nous sommes devenus d'excellents amis et nous avons survécu tous les deux.

Nous espérions faire la traversée en sept jours, à 20 nœuds de moyenne, en tenant compte des zigzags et des dérobements nécessaires pour éviter les sous-marins aux aguets. L'Amirauté nous fit descendre la mer d'Irlande pour déboucher dans le golfe de Gascogne. Le temps était mauvais. Il soufflait une assez forte tempête et la mer était grosse. Des nuages déchirés par le vent emplissaient le ciel. Nous avions à traverser la route suivie à l'aller et au retour par les *U-Boote*, entre les ports français de la côte ouest et leurs zones de chasse dans l'Atlantique. Ils étaient si nombreux dans les parages que l'Amirauté ordonna au commandant du cuirassé de ne pas se séparer de sa flottille d'escorte, mais les destroyers ne pouvaient marcher à plus de 6 nœuds tant la mer était creuse, et nous nous trainâmes à cette allure pendant quarante-huit heures pour doubler l'Irlande par le sud. Nous passâmes à moins de 400 milles de Brest, et je ne pus m'empêcher de me rappeler que le *Prince of Wales* et le *Repulse* avaient été coulés, la semaine précédente, par des avions torpilleurs basés à terre. A cause des nuages, nos avions d'escorte n'avaient pu nous joindre, sauf, de temps à autre, un appareil isolé, mais quand je montai sur la passerelle je vis sans aucun plaisir paraître de larges étendues de ciel bleu. Cependant, rien ne se produisait, tout allait donc bien. Le grand navire avançait lentement, avec ses destroyers et nous nous impatientâmes de plus en plus de sa faible vitesse. Le second soir, nous approchâmes de la route des *U-Boote*. L'amiral Pound, qui prit la

décision, déclara que nous risquions beaucoup plus d'éperonner un sous-marin que d'être nous-mêmes torpillés par l'un d'eux. La nuit était très obscure. Nous renvoyâmes donc les destroyers et poursuivîmes seuls notre route, aussi vite que nous le permettait l'état de la mer. Nous étions mangés par celle-ci et d'immenses paquets de mer couvraient les ponts. Lord Beaverbrook déclara qu'il eût préféré voyager en sous-marin.

Le très nombreux personnel chargé de déchiffrer nos télégrammes pouvait, naturellement, en recevoir une grande quantité, mais nous ne pouvions répondre que dans une mesure assez limitée. Quand de nouveaux escorteurs, venant des Açores, nous eurent rejoints, il devint possible de leur envoyer de jour, des signaux morse en code qu'ils retransmettaient, après s'être éloignés d'une centaine de milles pour ne pas révéler notre position. Cependant le manque de radio nous faisait éprouver une espèce de claustrophobie — alors que nous étions au centre d'un monde en guerre.

Nos soucis ne nous avaient pas quittés et ma pensée suivait le secrétaire aux Affaires étrangères qui était également en mer et faisait route en toute hâte dans la direction opposée à la mienne. La question la plus urgente était de décider s'il fallait ou non demander au gouvernement soviétique de déclarer la guerre au Japon. J'avais déjà envoyé le télégramme suivant à M. Eden :

12 décembre 1941.

1^o Avant de partir vous avez demandé à connaître l'avis des chefs d'état-major sur la question de savoir s'il était avantageux pour nous que la Russie déclarât la guerre au Japon. Voici cet avis mûrement réfléchi :

Une déclaration de guerre de la Russie au Japon serait très avantageuse pour nous à condition que les Russes soient assurés qu'elle n'entravera pas leurs opérations sur le front occidental, ni maintenant ni au printemps prochain, et à cette condition seulement.

Suivait un exposé très détaillé des arguments pour et contre. En conclusion, ils soulignaient qu'il fallait avant tout éviter un effondrement de la Russie en Europe.

Mon télégramme continuait ainsi :

2^o Si, au cours de vos discussions, vous étiez conduit à penser que les Russes sont disposés à déclarer la guerre au Japon, il resterait à examiner, dans le cas où une pression serait nécessaire, si elle devrait venir des Américains plutôt que de nous-mêmes.

J'ajoutai, en guise de *post-scriptum*, après son arrivée à Moscou :

Étant donné que les États-Unis, la Chine et, je le présume, l'Australie, ont évidemment un très vif désir de voir la Russie déclarer la guerre au Japon, vous ne devrez rien faire pour contrarier une action dans ce sens, si Staline se sent assez fort pour l'accomplir. Nous n'avons pas le droit d'exercer une pression marquée sur lui, puisque nous avons été si peu capables de l'aider.

Et le lendemain :

Il se pourrait que les récents succès obtenus sur le front russe amenassent Staline à envisager plus favorablement une guerre avec le Japon. La situation évolue de jour en jour à notre avantage, il vous appartient de juger sur place jusqu'à quel point et dans quelle mesure, il serait sage d'exercer une pression sur lui.

Au cours de notre voyage, je reçus de M. Eden une série de messages exposant les idées des Soviets sur d'autres problèmes devant lesquels il se trouva placé dès son arrivée à Moscou.

Il résuma lui-même l'essentiel de ces messages dans le rapport complet en date du 5 janvier 1942, qu'il rédigea à son retour :

... Dès ma première conversation avec M. Staline et M. Molotov, qui eut lieu le 16 décembre, le premier m'exposa avec quelque détail ce que devraient être après la guerre, les frontières territoriales en Europe et, en particulier, ses idées sur le traitement à infliger à l'Allemagne. Il proposa le rétablissement de l'indépendance de l'Autriche, la séparation de la Rhénanie d'avec la Prusse sous la forme d'un État indépendant ou d'un protectorat, et peut-être la constitution d'un État indépendant de Bavière. Selon lui, la Prusse orientale devait être donnée à la Pologne, tandis que le territoire des Sudètes reviendrait à la Tchécoslovaquie. Il suggéra de reconstituer la Yougoslavie, et même de lui annexer certains territoires enlevés à l'Italie, de rétablir l'indépendance de l'Albanie et d'attribuer la Dodécanèse à la Turquie, en procédant peut-être à des ajustements en faveur de la Grèce, concernant certaines îles de l'Égée particulièrement importantes pour ce pays. La

Turquie pourrait également recevoir certaines parties de la Bulgarie et peut-être une fraction de la Syrie septentrionale. D'une façon générale, les pays actuellement occupés, y compris la Tchécoslovaquie et la Grèce, retrouveraient leurs frontières d'avant la guerre et M. Staline serait disposé à appuyer tout arrangement particulier visant à procurer des bases, etc., au Royaume-Uni, dans les pays de l'ouest de l'Europe : France, Belgique, Pays-Bas, Norvège et Danemark. En ce qui concerne les intérêts propres de l'Union soviétique, M. Staline désire voir rétablir la situation de 1941, antérieure à l'attaque allemande, dans les États baltes, la Finlande et la Bessarabie. La « ligne Curzon » servirait de base à la future frontière russo-polonaise, la Roumanie devrait accorder certaines facilités à l'Union soviétique, pour l'installation de bases, etc., et recevrait, en compensation, des territoires actuellement occupés par la Hongrie.

Au cours de cette première conversation, M. Staline se déclara d'accord sur le principe de réparations en nature à réclamer à l'Allemagne par les pays occupés, plus particulièrement en ce qui concerne les machines-outils, etc., éliminant la possibilité de réparations en argent, considérées inopportunes. Il se montra intéressé par la perspective d'une alliance militaire entre les « pays démocratiques » après la guerre et annonça que l'Union soviétique ne s'opposerait pas à la constitution d'une union fédérale par certains États européens, s'ils le désiraient.

Au cours de la seconde conversation, qui eut lieu le 17 décembre, M. Staline insista pour que le gouvernement de Sa Majesté reconnût immédiatement les futures frontières de l'U. R. S. S., plus spécialement l'annexion des États baltes et le rétablissement de la frontière russo-finlandaise de 1941. Il en fit la condition préjudicielle de tout accord anglo-soviétique. J'expliquai, quant à moi, que le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait absolument pas, pour le moment, prendre des engagements au sujet des frontières européennes d'après la guerre, à cause de nos engagements antérieurs envers le gouvernement des États-Unis, mais que j'allais cependant consulter à ce sujet le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, le gouvernement américain et les gouvernements de Sa Majesté dans les Dominions, dès mon retour. Cette question, à laquelle M. Staline attache une importance fondamentale, fut encore discutée à la troisième réunion, le 18 décembre.

La Russie faisait passer avant toutes ses autres exigences l'incorporation définitive, à l'Union soviétique, des États baltes qu'elle avait soumis au début de la guerre. Il y avait plusieurs autres conditions relatives à l'expansion impérialiste de la Russie, jointes à d'après demandes en vue de livraisons de matériel en quantités illimitées et d'actions mili-

taires inexécutables. A la lecture des télégrammes, je réagis très violemment contre l'absorption des États baltes.

20 décembre 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Les demandes de Staline concernant la Finlande, les États baltes et la Roumanie sont en contradiction formelle avec les trois premiers articles de la Charte de l'Atlantique à laquelle il a souscrit. Il ne peut être question pour nous de donner notre accord, secret ou public, explicite ou tacite, sans nous être entendus au préalable avec les États-Unis. Le moment n'est pas encore venu de régler les questions de frontière qui ne pourront être résolues qu'à la Conférence de la Paix, quand nous aurons gagné la guerre.

2^o Notre désir d'aboutir à un accord qui puisse être publié, ne doit, en aucun cas, nous conduire à faire des promesses qui ne pourraient être tenues. Le secrétaire aux Affaires étrangères s'est acquitté admirablement de sa mission et ne doit pas se décourager s'il lui faut quitter Moscou sans accompagnement de trompettes. Les Russes devront, de toute façon, continuer à se battre pour leur existence même et ils dépendent de nous pour les quantités considérables d'approvisionnements que nous avons eu infiniment de peine à rassembler et que nous livrerons fidèlement.

3^o J'espère que le Cabinet sera d'accord pour communiquer ce qui précède au secrétaire aux Affaires étrangères. Celui-ci agira sans aucun doute avec tout le tact et la discrétion nécessaires mais il lui faut connaître nettement notre position.

Le Cabinet fut de mon avis et envoya un télégramme dans ce sens. Je répondis comme suit à M. Eden :

20 décembre 1941.

*Premier Ministre, à la mer,
à secrétaire aux Affaires étrangères, à Moscou.*

Vous ne brusquerez naturellement pas Staline. Nous nous sommes engagés vis-à-vis des États-Unis à ne participer à aucun accord particulier ni secret. Présenter ces propositions au président Roosevelt serait courir à un refus catégorique et pourrait faire naître des difficultés durables des deux côtés.

2^o La sécurité stratégique de la Russie, sur sa frontière occidentale, constituera l'un des sujets de la Conférence de la Paix.

Les événements ont démontré que Leningrad se trouvait dans une situation particulièrement dangereuse. Le premier objectif consistera à mettre l'Allemagne hors d'état de recommencer une agression. Une des plus importantes questions à résoudre sera la séparation de la Prusse d'avec l'Allemagne du sud et la délimitation de la Prusse elle-même. Mais tout cela appartient à un avenir encore incertain et probablement lointain. Pour le moment, il s'agit de gagner la guerre par une lutte acharnée et longue. Soulever publiquement de pareilles questions n'aboutirait qu'à rallier plus fermement tous les Allemands autour de Hitler.

3^o Il serait même, à mon avis, inopportun de les soulever officiellement auprès du président Roosevelt pour le moment. Telle est la ligne de conduite que j'adopterais, en évitant ainsi toute rupture brutale ou définitive des conversations. Ne vous découragez pas si vous n'êtes pas en mesure de ramener une déclaration commune et publique sur les points que vous ont fixés les directives du Cabinet. Je suis certain que votre visite aura produit le meilleur résultat et que votre attitude sera approuvée par tous.

Cette traversée me paraît bien longue.

Le rapport de M. Eden rend compte de ses derniers entretiens avec Staline à Moscou.

Nous nous sommes séparés dans une atmosphère très cordiale. M. Staline paraît avoir pleinement compris, après mes explications, qu'il nous était impossible de créer actuellement un second front en Europe. Il a témoigné un intérêt considérable aux progrès de notre offensive en Libye et considère qu'il est extrêmement désirable d'abattre l'Italie, partant du principe que l'Axe s'effondrerait si l'on anéantissait son élément le plus faible.

Il ne s'estime pas assez fort pour poursuivre la guerre contre l'Allemagne tout en entamant des hostilités avec le Japon. Il espère, au printemps prochain, rendre à son armée d'Extrême-Orient la force qu'elle possédait avant qu'il ait été obligé d'y opérer des prélèvements pour le front ouest. Il ne s'engage pas à déclarer la guerre au Japon au printemps mais seulement à reconsidérer la question à cette époque, quoique il préférerait voir les Japonais ouvrir les hostilités eux-mêmes, éventualité à laquelle il semble s'attendre.

Cependant, dans le domaine des relations étrangères, c'était la France qui constituait à ce moment le sujet principal de nos préoccupations. Quel effet la déclaration de guerre entre l'Allemagne et les États-Unis allait-elle produire à Vichy? En Grande-Bretagne, c'est avec de Gaulle que nous étions en

relation. Le gouvernement américain, et surtout le Département d'État, restait en contact étroit et fort utile avec le gouvernement de Vichy. Pétain, entre les griffes des Allemands, était souffrant. On disait qu'il allait falloir l'opérer de la prostate. Weygand avait été rappelé d'Afrique du Nord et démis de son commandement. L'amiral Darlan avait le vent en poupe, semblait-il. Par ailleurs, les succès remportés par Auchinleck en Libye et au delà, posaient avec acuité tous les problèmes relatifs à l'Afrique du Nord française. Hitler, repoussé dans le désert et contenu en Russie, n'allait-il pas exiger d'envoyer des troupes non plus à travers l'Espagne, mais par mer et par air en Tunisie, en Algérie, au Maroc et à Dakar? L'occupation de tout ou partie de ces régions ne constituerait-elle pas sa riposte à l'entrée en guerre de l'Amérique?

Certains indices donnaient à penser que l'amiral Darlan pouvait succéder à Pétain ou le supplanter, et le Foreign Office avait été sondé secrètement sur l'attitude que notre grande alliée et nous-mêmes adopterions à son égard. Ces éventualités déconcertantes pouvaient affecter tous les éléments de notre situation navale : la flotte de Toulon, les deux cuirassés non achevés à Casablanca et à Dakar, le blocus, et bien d'autres choses encore. Tandis que le train nous conduisait des Chequers à la Clyde, je rédigeai une note à ce sujet pour le Premier Lord de la Mer qui était dans le compartiment à côté du mien.

13 décembre 1941.

J'espère que nous pourrions adresser une note commune à Vichy, ou à son défaut, à l'Afrique du Nord française, lui offrant notre bénédiction ou notre anathème.

Il est encore impossible de dire l'effet que l'entrée en guerre de l'Amérique aura produit sur la France. On peut également espérer qu'une victoire en Libye exercera une influence favorable. Mais surtout, c'est le désastre de plus en plus net éprouvé par les armées allemandes en Russie qui agira sur les esprits. Il se pourrait bien, si les Américains offraient de débarquer un corps expéditionnaire à Casablanca, s'ajoutant à l'aide que nous pourrions donner par « Gymnast », que l'Afrique du Nord (et accessoirement Madagascar) se décidât à passer à l'action. En tout cas cela vaut la peine d'essayer. Je désire qu'aucun changement ne soit apporté à nos dispositions concernant « Gymnast » et « Truncheon » tant que nous ne connaissons pas la réponse de Vichy.

Il faut se rappeler que les États-Unis seraient dans leur ensemble

favorables à la création d'un théâtre d'opérations important pour leurs troupes et pour les nôtres en Afrique du Nord et en Afrique occidentale.

Je déclarai au général Smuts :

20 décembre 1941.

J'ai cru de mon devoir de traverser à nouveau l'Atlantique, et j'espère pouvoir m'entretenir dans quelques jours avec le président Roosevelt sur toutes les questions relatives à la conduite de la guerre. Je compte, naturellement, obtenir son appui pour une politique agissante dans les possessions françaises de l'Afrique du Nord et de l'Afrique occidentale. Cela s'accorde bien avec les idées des Américains, mais ils se trouvent peut-être trop absorbés par la guerre avec le Japon. Je vous tiendrai au courant.

Entre temps, la lutte se poursuivait partout, sur les fronts anciens et nouveaux. Je ne me faisais aucune illusion au sujet du sort de Hong-Kong, étant donnée l'écrasante supériorité japonaise. Mais plus la résistance britannique se montrerait héroïque et mieux cela vaudrait pour tous. Hong-Kong avait été attaqué presque au même moment que Pearl Harbor. La garnison, commandée par le général Malby, eut à faire face à une tâche qui, dès le début, s'avéra au-dessus de ses forces. Les Japonais mirent en ligne trois divisions auxquelles nous ne pûmes opposer que six bataillons, dont deux étaient canadiens. Il y avait en outre, une poignée d'artillerie mobile, le corps des volontaires civils comptant 2 000 hommes, et les canons de côte et de D. C. A. qui défendaient le port. Tout au long du siège, les Nippons jouirent d'une maîtrise de l'air incontestée. L'ennemi trouva en plus une aide fort appréciable dans une 5^e colonne très active parmi la population indigène.

Trois bataillons de la garnison, disposant de 16 canons, furent déployés sur le continent, pour retarder les assaillants jusqu'à ce que les démolitions eussent été effectuées dans le port de Kéou-Loung. Ils ne tardèrent pas à être très durement attaqués et reçurent l'ordre, le 11 décembre, de se replier dans l'île. Cette retraite s'effectua très habilement au cours des deux nuits suivantes en dépit de conditions extrêmement difficiles.

12 décembre 1941.

Premier Ministre à gouverneur et défenseurs de Hong-Kong.

Nous suivons jour par jour, heure par heure, la lutte obstinée que vous livrez pour défendre le port et la forteresse de Hong-Kong. Vous avez la garde d'un chaînon entre l'Extrême-Orient et l'Europe, depuis longtemps célèbre dans l'histoire de la civilisation mondiale. Nous sommes sûrs que votre résistance à cette attaque barbare et non provoquée ajoutera une page glorieuse aux annales britanniques.

Nous sommes de tout cœur avec vous dans l'épreuve que vous subissez. Chaque journée que vous gagnez nous rapproche de la victoire finale et inéluctable.

Il fallut plusieurs jours à l'ennemi pour se préparer à franchir le détroit large d'un mille qui sépare l'île du continent. Au cours de cette période, il arrosa systématiquement nos positions d'obus, de bombes et de projectiles de mortiers. Il effectua son premier débarquement dans la nuit du 18 décembre et poussa rapidement des renforts successifs dans l'île. Les défenseurs furent refoulés pied à pied par des attaques de plus en plus puissantes, et de lourdes pertes diminuèrent leurs propres effectifs. Ils n'avaient aucun espoir d'être renforcés ou secourus, mais ils n'en continuèrent pas moins à se battre.

21 décembre 1941.

Premier Ministre à gouverneur, Hong-Kong.

Nous avons été navrés d'apprendre que les Japonais avaient effectué des débarquements dans l'île de Hong-Kong. Nous ne pouvons juger d'ici des conditions qui leur ont permis de le faire et ont empêché des contre-attaques efficaces contre les envahisseurs. Il ne saurait cependant être question d'une reddition. Il faut se battre pour chaque pouce de l'île et résister à l'ennemi avec la plus grande opiniâtreté.

Les Japonais doivent payer le plus cher possible, en vies humaines et en matériel. Une résistance acharnée doit être opposée dans les défenses intérieures et, en cas de besoin, maison par maison. Chaque jour gagné par vous sert la cause alliée dans le monde entier. En prolongeant la résistance, vos hommes et vous-

mêmes ne manquerez pas, j'en suis certain, de vous couvrir d'une gloire éternelle.

Ces ordres furent obéis dans leur esprit et à la lettre. Un acte d'héroïsme peut être cité entre bien d'autres. Le 19 décembre, le général de brigade canadien, Lawson, signala que son quartier général était assailli, qu'on se battait au corps à corps et qu'il sortait pour participer au combat. Il le fit et fut tué avec tous ceux qui se trouvaient autour de lui. La garnison tint pendant une semaine. Tout homme en état de porter les armes, y compris des marins et des aviateurs, participa à cette résistance désespérée. La ténacité des soldats n'eut d'égale que la grandeur d'âme de la population civile britannique. La limite de l'endurance fut atteinte le jour de Noël et la capitulation devint inévitable. Sous la direction énergique de son gouverneur, sir Mark Young, la colonie s'était bien battue. Elle s'était acquis la « gloire éternelle » qui lui revient.

Une nouvelle série de désastres s'annonçait pour nous en Malaisie. Les débarquements japonais effectués dans la presqu'île, le 8 décembre, furent accompagnés par des attaques dévastatrices sur nos aérodromes, attaques qui causèrent de graves pertes à nos forces aériennes déjà réduites et rendirent bien vite inutilisables les aérodromes du Nord. A Kota Bharu, où la défense des plages était assurée par une brigade d'infanterie dont le front s'étendait sur 45 kilomètres, les Japonais parvinrent à mettre à terre la plus grande partie d'une division, non sans subir de lourdes pertes par l'action de nos troupes terrestres et de nos avions. Après trois jours d'une lutte très dure l'ennemi consolida sa tête de pont, et, comme les aérodromes voisins étaient en sa possession, la brigade qui avait énormément souffert, reçut l'ordre de battre en retraite vers le sud.

Plus au nord, ce même 8 décembre, les Japonais avaient pu débarquer à Patani et à Senggora sans rencontrer de résistance. Des sous-marins hollandais, audacieusement commandés, coulèrent plusieurs de leurs navires. Il n'y eut pas de combat important avant le 12 décembre, jour où l'ennemi, employant l'une de ses meilleures divisions, attaqua victorieusement la 11^e division indienne au nord d'Alor Star et lui infligea des pertes sévères.

Avant de partir j'avais télégraphié au général Wavell, commandant en chef aux Indes :

12 décembre 1941.

1^o Il vous faut maintenant diriger vos regards vers l'est. La Birmanie est placée sous votre commandement. Vous devez résister à l'avance des Japonais en direction de la Birmanie et de l'Inde et essayer de couper leurs communications le long de la péninsule malaise. Nous déroutons sur Bombay la 18^e division qui double le Cap en ce moment, ainsi que quatre groupes de chasse de la R. A. F. en route vers les théâtres d'opérations du Caucase et de la Caspienne. Nous vous destinons également un envoi spécial de canons antiaériens et antichars dont certains sont déjà partis. Vous devriez conserver la 17^e division indienne pour assurer la défense contre les Japonais. Combinez ces forces de votre mieux et utilisez-les sur le front de combat de l'est de la manière la plus efficace.

2^o Au moment opportun, dans un proche avenir, nous nous proposons de transférer l'Irak et la Perse au commandement du Caire grâce à un arrangement entre vous et Auchinleck. Les victoires russes et l'avance d'Auchinleck en Libye ont momentanément écarté le danger d'une irruption allemande sur le théâtre constitué par la Syrie, l'Irak et la Perse. Ce danger peut se représenter, mais nous en avons d'autres, plus urgents, à affronter.

3^o J'espère que ces nouvelles dispositions commandées par les vastes changements qui se sont produits dans la situation mondiale au cours de ces quatre derniers jours, seront bien accueillies par vous. J'essaierai de vous envoyer tous les blindés, tous les avions et tout le personnel britannique que je pourrai, en tenant compte des énormes difficultés auxquelles nous sommes en butte. Signalez-moi en détail, s'il vous plaît, vos intentions et vos besoins.

Et encore :

13 décembre 1941.

*Premier Ministre à lord du Sceau privé
et à général Ismay, pour Conseil des chefs d'état-major.*

Veuillez faire tout ce qui sera en votre pouvoir pour envoyer des hommes et du matériel aux Indes et pour y faire parvenir des renforts à prélever sur le Moyen-Orient, dès que la bataille de Libye sera réglée à notre avantage. Il faudra faire un effort pour envoyer des véhicules blindés aussitôt que la décision aura été obtenue dans le désert.

13 décembre 1941.

Premier Ministre à gouverneur de Birmanie.

Wavell a été chargé de la défense militaire et aérienne de la Birmanie. Nous avons dérouté sur Bombay la 18^e division, quatre groupes de chasse, des canons antiaériens et antichars qui doubleraient le Cap, pour qu'il les emploie de son mieux. La bataille de Libye progresse favorablement, mais je ne puis y prélever des forces aériennes tant que la décision de la bataille ne sera pas définitivement obtenue. Toutes les dispositions sont prises pour envoyer sur votre théâtre d'opérations quatre à six groupes de bombardiers, dès que cette bataille sera gagnée.

Tous mes bons vœux.

La défense tactique de la péninsule malaise obligeait à faire un choix très grave dans le domaine de la stratégie. J'avais à ce sujet des idées précises que je regrette de n'avoir pu imposer du fait que je me trouvais alors au milieu de l'Océan.

15 décembre 1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Prenez bien garde de ne pas laisser dépenser ou couper dans la péninsule malaise les troupes nécessaires pour l'ultime défense de l'île et de la place de Singapour. Rien ne peut se comparer en importance à cette forteresse. Êtes-vous certains que nous avons assez de troupes pour une résistance prolongée? Étudiez avec Auchinleck et le gouvernement du Commonwealth si la 1^{re} division australienne actuellement en Palestine ne pourrait pas être envoyée à Singapour. Rendez compte.

Je fus heureux de découvrir que M. Duff Cooper, notre ministre d'État, était arrivé de son côté à la même conclusion.

19 décembre 1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Duff Cooper exprime les mêmes inquiétudes que celles que je vous ai fait connaître dans mon message commençant par « prenez bien garde ». Il propose de concentrer nos efforts pour la défense de Johore, en vue de conserver Singapour, et c'est également tout à fait l'avis de Dill.

2^o Après les désastres subis par les flottes britannique et américaine dans le Pacifique et l'océan Indien, nous n'avons plus les moyens d'interdire aux Japonais de débarquer de grandes forces au Siam et dans la péninsule malaise. Il est donc impossible de défendre, autrement que par des destructions et des actions retardatrices, tout ce qui se situe au nord des positions défensives de Johore, et celles-ci ne peuvent être défendues qu'en s'intégrant dans la défense finale de la forteresse et de la base navale de Singapour.

3^o Il faudrait dire dès maintenant au commandant en chef de s'en tenir uniquement à cette défense de Johore et de Singapour et lui indiquer que rien n'est plus important que la défense de Singapour par tous les moyens possibles. Cela ne doit pas l'empêcher de recourir à des destructions et à des opérations retardatrices dans sa descente vers le sud, ni de se replier en bon ordre.

4^o Vous ne dites pas qui commande actuellement en chef en Extrême-Orient. Pownall y est-il arrivé? Sinon, où est-il? Il faudrait qu'il s'y rendît par avion le plus tôt possible.

5^o Il a toujours été entendu que tous les renforts déroutés du Cap sur l'Inde pourraient, soit être utilisés par Wavell pour défendre la Birmanie, soit être affectés au théâtre d'Extrême-Orient, selon les circonstances. J'approuve complètement le déroutement des canons antiaériens et des groupes de chasse.

6^o Wavell peut de même utiliser la 18^e division pour ses propres besoins ou la mettre à la disposition du commandant en chef en Extrême-Orient. Mais pourquoi s'arrêter là? Si la 18^e division est envoyée dans l'est, il semblerait opportun d'envoyer au moins une division australienne aux Indes pour la remplacer.

7^o Faites-moi savoir, s'il vous plaît, ce que vous faites et comment vous vous proposez de surmonter les difficultés de plus en plus grandes que présente l'envoi de renforts à Singapour. Qu'a-t-on fait, également, pour réduire le nombre des bouches inutiles dans cette île? Quelle a été la réponse au sujet des approvisionnements?

Il n'est pas possible de conduire le récit jusqu'à sa conclusion dans le présent volume. La tragédie de Singapour ne se déroulera que plus tard devant le lecteur. Il suffira de dire ici que pendant tout le reste du mois, la division indienne livra une série d'actions retardatrices sur l'axe de poussée principal de l'ennemi, le long de la côte ouest de la péninsule. Les Japonais entrèrent à Penang le 17 décembre, et y trouvèrent, en dépit des destructions, un nombre considérable de petits bâtiments et d'embarcations indemnes. Ils les utilisèrent par la suite pour effectuer une série d'attaques de flanc avec des détachements amphibies. A la fin du mois, nos troupes qui avaient eu plusieurs combats très durs à livrer, se battaient près de Ipoh, à plus de 250 kilomètres de leur position initiale. A ce même moment, l'ennemi avait débarqué dans la péninsule au moins trois divisions à pleins effectifs, dont leur Garde impériale. Il avait également accru considérablement sa supériorité aérienne. La qualité de son aviation, très rapidement déployée sur les aérodromes capturés, avait dépassé tout ce qu'on attendait. Nous avons été contraints à la défensive et nos pertes étaient sévères. La partie septentrionale de Bornéo fut aussi envahie, le 16 décembre, et vite conquise, mais nous eûmes le temps de détruire les immenses et précieuses installations pétrolières. Les sous-marins hollandais prélevèrent leur tribut sur la navigation ennemie tout au long de ces opérations.

Tandis que nous traversions l'Océan, la bataille livrée par le général Auchinleck dans le désert se déroulait favorablement. Les armées de l'Axe, après avoir habilement échappé à diverses tentatives d'encerclement, réussirent à battre en retraite jusqu'à une ligne de défense organisée au sud d'Ain el Gazala, que la 8^e armée attaqua le 13 décembre. Elle comprenait à ce moment la 7^e division blindée, la 4^e brigade blindée et son groupe de soutien, la 4^e division anglo-indienne, la brigade de la Garde (motorisée), la 5^e brigade néo-zélandaise, le groupe tactique polonais et la 32^e brigade de chars. Toutes ces troupes passèrent sous le commandement du 13^e corps. Le 30^e corps eut à s'occuper des garnisons de Solloum, Hal-

faya et Bardia qui, coupées et abandonnées, se battaient obstinément. L'ennemi résista énergiquement à Ain el Gazala, mais nos blindés tournèrent son aile du côté du désert et Rommel se mit en retraite par Derna sur Adjedabia et El Agheila. Il fut poursuivi tout le long du chemin par celles de nos troupes que nous pûmes lancer en avant et ravitailler sur ces distances énormes.

La première semaine de décembre vit s'accroître fort sensiblement l'activité de l'aviation adverse. Le 1^{er} corps aérien allemand fut ramené de Russie et arriva en Méditerranée. Les archives allemandes montrent que son effectif passa de 400 appareils (206 en service) à la date du 15 novembre, à 637 (339 en service) un mois plus tard. Le gros s'installa en Sicile pour protéger la route maritime conduisant en Afrique du Nord, mais des bombardiers en piqué, escortés par des chasseurs Messerschmitt 109, de très haute qualité, commencèrent à se manifester en nombre croissant au-dessus du désert. La maîtrise que la Royal Air Force avait conquise au cours de la première semaine de la bataille, ne fut plus qu'un souvenir. Nous verrons par la suite que cette renaissance de la puissance aérienne de l'ennemi en Méditerranée, au cours des mois de décembre et de janvier, jointe à la disparition virtuelle de notre maîtrise navale pendant plusieurs mois, devait ravir à Auchinleck les fruits de la victoire pour laquelle il s'était si durement battu et avait trop attendu.

Tout le monde, dans notre groupe, travaillait sans relâche tandis que *Duke of York* se frayait péniblement sa route en direction de l'ouest, et toutes nos pensées se concentraient sur les nouveaux et vastes problèmes que nous avions à résoudre. Nous attendions avec impatience, mais aussi avec un peu d'inquiétude, le premier contact que nous allions prendre, en tant qu'alliés, avec le Président et ses conseillers politiques et militaires. Nous savions, dès avant de partir, combien l'outrage de Pearl Harbor avait touché au cœur le peuple des États-Unis. Les déclarations officielles et les résumés de presse que nous avons eus sous les yeux donnaient à penser que toute la rage de la nation se tournerait contre le Japon. Nous craignions que les véritables proportions de la guerre, considérée dans son ensemble, fussent mal appréciées. Nous avions conscience qu'un très grave danger

nous menaçait, celui de voir les États-Unis poursuivre la guerre contre le Japon, dans le Pacifique, et nous laisser seuls pour combattre l'Allemagne et l'Italie en Europe, en Afrique et dans le Moyen-Orient.

J'ai consacré un des chapitres précédents à exposer comment la puissance de la Grande-Bretagne s'était maintenue puis mise à croître jusqu'à ce moment. La première bataille de l'Atlantique, livrée aux sous-marins allemands, avait nettement tourné en notre faveur. Nous ne doutions pas d'être capables de maintenir libres nos grandes routes maritimes. Nous étions certains de vaincre Hitler s'il essayait d'envahir notre île. La résistance russe nous encourageait. Nous attendions beaucoup, à tort, de la campagne de Libye. Mais il fallait que l'Amérique continuât à nous livrer une masse de matériel et d'approvisionnements de tous genres, comparable à celle qui traversait alors l'Atlantique ; tous nos plans futurs en dépendaient. Nous comptions plus particulièrement sur les avions et les chars, aussi bien que sur le prodigieux rythme de production des navires marchands américains. Jusque-là, pendant la période de non-belligérance, le Président avait bien voulu et pu prélever une importante quantité d'armements destinés normalement aux forces armées américaines parce que celles-ci n'étaient pas engagées. Il ne pouvait plus en être de même maintenant que les États-Unis étaient en guerre avec l'Allemagne, l'Italie et surtout avec le Japon. Les besoins nationaux passeraient-ils avant tous les autres ? Quand la Russie avait été attaquée, nous avions sacrifié une grande partie des armements et du matériel qui sortaient enfin de nos usines et nous avions eu raison de le faire. Les États-Unis avaient dérouter vers la Russie des quantités de matériel encore plus grandes qui, sans cela, nous fussent parvenues. Nous n'en avions aucun regret à cause de la résistance splendide que les Russes avaient opposée aux envahisseurs nazis.

Il avait cependant été pénible de retarder l'armement de nos propres unités et, plus particulièrement, de refuser des armes dont elle avait un besoin capital à notre armée si farouchement engagée en Libye. Il était naturel de supposer que le principe « l'Amérique d'abord » dominerait désormais l'attitude de nos alliés. Nous craignions de voir un long délai s'écouler avant que des forces américaines pussent entrer en action sur une vaste échelle, et que, au cours de cette période préparatoire, nous fussions nécessairement mis à

la portion congrue. Et cela se produirait juste au moment où nous avions nous-mêmes à faire face à un adversaire nouveau et terrible en Malaisie, dans l'océan Indien, en Birmanie et aux Indes. Évidemment la répartition des fournitures allait nécessiter un examen très approfondi, elle se heurterait à bien des difficultés, présenterait des aspects très délicats. On nous avait déjà annoncé que tous les programmes de livraisons au titre du Prêt-Bail étaient suspendus en attendant un rajustement. Par bonheur, la production des usines de munitions et d'aéronautique britanniques avait atteint une grande ampleur et un rythme satisfaisant ; bientôt elle serait considérable. Mais, tandis que le *Duke of York* avançait au travers des tempêtes qui se succédaient sans interruption, nous envisagions, non sans inquiétude, une longue suite de goulots d'étranglement et peut-être même le refus de certaines fournitures vitales. Beaverbrook était optimiste, comme toujours en temps de crise. Il déclarait que les États-Unis avaient à peine effleuré jusque-là leurs immenses ressources, qu'elles étaient presque infinies et que, lorsque le peuple américain aurait concentré toute son énergie à faire la guerre, il obtiendrait des résultats dépassant de beaucoup tout ce qui avait pu être envisagé ou imaginé. Il pensait, en outre, que les Américains n'avaient pas encore compris eux-mêmes leur puissance dans le domaine de la production. Leur effort balayerait toutes les statistiques actuelles. Il y aurait de quoi fournir tout le monde. En cela, il voyait juste.

Mais toutes ces considérations s'effaçaient devant le problème stratégique fondamental. Serions-nous capables de persuader le Président et les chefs militaires américains que la défaite du Japon n'entraînerait pas celle de Hitler, mais que, une fois la défaite de Hitler acquise, ce ne serait plus qu'une question de temps pour porter le coup de grâce au Japon ? Nous passâmes de longues heures à tourner et retourner ce grave problème dans nos esprits. Les deux chefs d'état-major, le général Dill avec Hollis et ses officiers, préparèrent plusieurs notes traitant le sujet à fond et faisant bien ressortir que la guerre constituait un tout. Comme on le verra, toutes ces craintes et tous ces soins s'avérèrent inutiles.

CHAPITRE XIV

LE PLAN PROPOSÉ POUR LE DÉROULEMENT DE LA GUERRE

Mes trois notes pour le Président. — Première partie : le théâtre d'opérations de l'Atlantique. — L'échec et les pertes de Hitler en Russie. — Je fonde des espoirs injustifiés sur une victoire du général Auchinleck en Cyrénaïque. — Possibilité d'une poussée allemande à travers le Caucase. — Pressante nécessité de nous gagner l'Afrique du Nord française. — Les renforts britanniques et américains pour l'Afrique du Nord. — Demande d'envoi de troupes américaines en Irlande du Nord. — Demande de groupes américains de bombardement pour participer à l'offensive sur l'Allemagne à partir de la Grande-Bretagne. — Vichy refusera peut-être de coopérer avec nous en Afrique du Nord. — Campagne anglo-américaine de 1942 provoquée par cette éventualité. — Nos relations avec le général de Gaulle. — Le problème espagnol. — Les objectifs principaux de 1942.⁶ — Deuxième partie : le théâtre d'opérations du Pacifique. — Supériorité navale des Japonais. — Le ravitaillement leur pose un problème crucial. — Nous avons besoin de reconquérir la supériorité sur mer. — La Grande-Bretagne offre le *Nelson* et le *Rodney* à l'Amérique. — La guerre des porte-avions. — L'improvisation est une nécessité vitale. — Les dangers d'une armée américaine trop nombreuse. — J'affirme la nécessité d'engager de vastes opérations sur le continent. — Troisième partie : la campagne de 1943. — Situation probable au début de 1943. — L'Afrique septentrionale et occidentale sous le contrôle anglo-américain. — La Turquie effectivement dans le camp allié. — Têtes de pont en Italie et en Sicile. — Nécessité de préparer des débarquements dans l'Europe de l'ouest et du sud. — L'assaut principal prévu pour 1943. — C'est avant tout une opération amphibie. — Poursuite de la préparation par le bombardement de l'Allemagne et de l'Italie. — Espoir de terminer la guerre en 1943 ou 1944. — Les opinions des chefs d'état-major concordent avec les miennes. — Tous les objectifs finalement atteints. — Un ajournement heureux de l'assaut final.

Les huit jours de traversée pendant lesquels ma tâche quotidienne se trouva forcément réduite, où je n'eus aucun Conseil de Cabinet à présider ni aucun visiteur à recevoir, me per-

mirent de passer en revue tous les aspects de la guerre, telle qu'elle m'apparaissait après sa soudaine et vaste extension. Je me souvins de l'observation de Napoléon sur le grand avantage qu'il y a de pouvoir concentrer longuement son esprit sur un sujet sans qu'il se lasse, de pouvoir « fixer les objets longtemps sans être fatigué » (1). Comme à l'ordinaire, j'essayai d'y parvenir en consignait mes pensées par écrit. Je dictai aux sténotypistes trois notes sur le déroulement de la guerre telle que j'estimais qu'elle devait être conduite, afin de me préparer aux entrevues que je devais avoir avec le Président, aux discussions avec les Américains, pour m'assurer d'être bien suivi par les deux chefs d'état-major Pound et Portal ainsi que par le général Dill, et pour donner tout le temps au général Hollis et au secrétariat de vérifier les faits. Chacune de ces notes me demanda quatre ou cinq heures, réparties sur deux ou trois jours. Comme j'avais tout l'ensemble de mon sujet présent à l'esprit, je pus exprimer ma pensée assez aisément mais fort lentement. En réalité on aurait eu le temps de les écrire deux ou trois fois en écriture non abrégée. Chacun de ces documents achevé, après avoir été vérifié, était envoyé à mes collègues militaires pour qu'ils connussent bien mes idées personnelles. De leur côté, ils préparaient des notes pour les conférences de l'état-major mixte. Je fus heureux de constater que si les miennes étaient d'ordre plus général et les leurs de caractère plus technique, nous étions comme à l'ordinaire d'accord sur les principes et les valeurs. Il n'y avait entre nous aucune divergence appelant la discussion et très peu des faits allégués eurent besoin d'être corrigés. Nous arrivâmes ainsi en Amérique, sans que personne se fût engagé d'une manière trop précise ou trop rigide, avec un ensemble de doctrines de caractère constructif qui, dans une très large mesure, avait reçu l'assentiment de tous.

La première note groupait toutes les raisons pour lesquelles notre principal objectif pour la campagne de 1942 sur le théâtre européen devait être l'occupation par des forces anglo-américaines de toute la côte d'Afrique et du Levant depuis Dakar jusqu'à la frontière turque. La seconde envisageait les mesures à prendre pour retrouver la maîtrise du Pacifique et spécifiait que ce but pourrait être atteint en mai 1942. J'insistai particulièrement sur la nécessité d'improviser de très

(1) En français dans le texte (N. du T.)

grandes quantités de porte-avions. La troisième déclarait que l'objectif ultime serait la libération de l'Europe par le débarquement de vastes armées anglo-américaines, aux endroits qui paraîtraient les plus favorables dans les régions occupées par les Allemands et fixait à 1943, l'exécution de cette opération suprême.

Ces notes furent remises par moi au Président avant Noël. J'expliquai qu'elles représentaient mes vues personnelles et ne remplaçaient pas les discussions officielles entre les états-majors. Je les avais rédigées sous forme de memorandum pour le Conseil des chefs d'état-major britanniques. Je déclarai en outre au Président qu'elles n'avaient pas été conçues expressément pour lui, mais que j'avais estimé important de lui faire connaître ce que je pensais, ce que je désirais voir faire et ce que la Grande-Bretagne, en ce qui la concernait, essaierait d'accomplir. Le Président les lut aussitôt après les avoir reçues et me demanda, le lendemain, s'il pouvait en conserver des exemplaires, ce à quoi je consentis bien volontiers.

Je n'avais pas reçu de réponse formelle à ma lettre du 20 octobre apportée par M. Attlee et qui traitait des mêmes sujets (1) ; d'ailleurs je n'en attendais aucune, mais je sentais cependant que le Président avait sensiblement les mêmes idées que moi au sujet d'une opération dans l'Afrique du nord-ouest française. Je n'avais pu, à cette époque, lui indiquer que les vues et les projets de la Grande-Bretagne alors qu'elle se trouvait seule en guerre. Nous étions alliés désormais, il nous fallait agir en commun et sur une échelle beaucoup plus grande. J'étais convaincu que nous nous entendrions dans une très large mesure tous les deux et que le terrain avait été bien préparé. J'étais donc rempli d'espérance.

PREMIÈRE PARTIE

THÉÂTRE D'OPÉRATIONS DE L'ATLANTIQUE

16 décembre 1941.

1^o Pour le moment, le fait capital de la guerre est l'échec et les pertes que Hitler vient de subir en Russie. Nous ne pouvons prédire l'ampleur que prendra le désastre pour les armées alle-

(1) Voir chap. ix, p. 175.

mandes et le régime nazi. Ce régime a vécu jusqu'ici sur des succès faciles et remportés à peu de frais. Au lieu de la victoire rapide et aisée qu'il imaginait, il se trouve brusquement contraint d'affronter un hiver de massacres et d'énormes dépenses en carburant et en matériel de toute sorte.

Le rôle de la Grande-Bretagne et des États-Unis dans cet événement se borne à expédier, exactement et ponctuellement, toutes les fournitures que nous avons promises. C'est la seule façon de maintenir notre influence sur Staline et de faire entrer le puissant effort russe dans le cadre général de la guerre.

2^o La victoire prochaine du général Auchinleck en Cyrénaïque constitue, à un moindre degré, une autre atteinte à la puissance allemande. Nous pouvons espérer que les forces ennemies de Libye seront totalement détruites avant la fin de l'année. Ce sera non seulement un coup très dur pour les Allemands et pour les Italiens, mais nos armées de la vallée du Nil se trouveront désormais affranchies de la grave menace d'une invasion venant de l'ouest, menace qui a longtemps pesé sur elles. Bien entendu, le général Auchinleck va pousser le plus rapidement possible l'opération « Acrobat » qui devrait le mettre en possession de Tripoli et amener ses avant-gardes blindées à la frontière française de la Tunisie. Peut-être pourra-t-il nous annoncer ses prévisions avant que nous nous séparions à Washington (1).

3^o La défaite et les pertes subies par les Allemands en Russie et leur expulsion de Libye peuvent naturellement les obliger à faire un suprême effort pour rompre la tenaille qui se referme sur eux, en exécutant au printemps une poussée vers le sud-est, par le Caucase ou par l'Anatolie, ou encore par les deux à la fois. Cependant nous ne devons pas supposer à priori qu'ils posséderont nécessairement les moyens militaires pour le faire. Les armées russes, auxquelles l'hiver aura permis de se reprendre, exerceront sur eux une puissante pression de Leningrad à la Crimée. Il se pourrait fort bien qu'elles fussent obligées d'évacuer cette dernière région. Il n'y a aucune raison de penser actuellement que la marine soviétique ne gardera pas la maîtrise de la mer Noire. Il n'y a pas lieu non plus de supposer que la vitalité actuelle de l'Allemagne soit telle qu'elle permette au régime nazi, dans les circonstances présentes, d'attaquer la Turquie et d'avancer à travers l'Anatolie. Les Turcs possèdent 50 divisions, leur valeur au combat et les obstacles naturels de leur pays sont suffisamment connus. Bien que la Turquie n'ait considéré jusqu'ici que sa sécurité, la maîtrise de la mer Noire par les Russes, les succès britanniques dans le Levant et sur la côte d'Afrique ainsi que la faiblesse avérée de la flotte italienne, justifieraient tous nos efforts pour faire entrer

(1) Les défaites ultérieures du général Auchinleck réduisirent à néant les considérations de ce paragraphe, mais à l'époque où il fut rédigé, il y avait de bonnes raisons d'espérer.

ce pays dans notre camp, et suffisent certainement pour l'encourager à résister à toute incursion allemande. *Il serait imprudent de penser que le danger d'une poussée allemande en direction du sud-ouest contre le front Perse - Irak - Syrie, ait complètement disparu, mais il paraît cependant beaucoup moins probable que jusqu'ici.*

4° Nous devons donc faire les plus grands efforts pour nous gagner l'Afrique du Nord française, et le moment est venu de mettre en œuvre tous les moyens de persuasion et de pression dont nous disposons envers le gouvernement de Vichy et les autorités françaises en Afrique du Nord. L'échec des Allemands en Russie, les succès britanniques en Libye, l'effondrement moral et militaire de l'Italie, et surtout la déclaration de guerre entre l'Allemagne et les États-Unis, ont dû fortement réagir sur les esprits, en France et dans son Empire. C'est le moment de donner le choix à Vichy et à l'Afrique du Nord entre la bénédiction ou l'anathème. La bénédiction ce sera l'engagement pris par les États-Unis et la Grande-Bretagne de rétablir la France dans son statut de grande puissance et dans l'intégralité de ses territoires. Cet engagement comporterait l'offre de l'aide active de forces expéditionnaires britanniques et américaines, à la fois sur la côte atlantique du Maroc et en des points convenables de l'Algérie et de la Tunisie, sans oublier l'aide de l'armée Auchinleck venant de l'est. Il faudrait rassembler un matériel important à délivrer aux Français et aux indigènes de l'Afrique du Nord restés fidèles. En contrepartie il serait demandé à Vichy d'envoyer sa flotte de Toulon à Oran et Bizerte, et de faire rentrer la France dans la guerre.

Cela amènerait les Allemands à occuper la totalité du pays et à le gouverner comme un territoire conquis. Mais il ne semble pas que les conditions soient bien différentes dans les zones occupées et encore non occupées. Quoi qu'il arrive, la France continentale sera inévitablement soumise à un blocus absolu. Il est toujours possible, bien entendu, que les Allemands, immobilisés en Russie, ne tiennent pas à occuper la totalité de la France même si l'Afrique du Nord est en guerre contre eux.

5° Si nous pouvons obtenir ne fût-ce qu'un accord tacite de Vichy pour l'entrée de l'Afrique du Nord dans notre camp, nous devons nous tenir prêts à y envoyer sans retard des forces considérables. *En plus de ce que le général Auchinleck serait en mesure d'amener de l'est s'il était victorieux en Tripolitaine, nous tenons prêts en Grande-Bretagne environ 55 000 hommes (opération « Gymnast »), soit deux divisions et une unité blindée, ainsi que les navires nécessaires pour les transporter. Ces forces pourraient arriver en Afrique du Nord française, si elles y étaient appelées, vingt-trois jours après avoir reçu l'ordre d'embarquer. Des éléments d'avant-garde et de l'aviation seraient susceptibles de gagner Bizerte dans un délai très court, en partant de Malte. Il est souhaitable que les États-Unis promettent simultanément d'envoyer au moins 150 000 hommes au cours des six mois suivants, par Casablanca et les*

autres ports de l'Atlantique. Il est essentiel que des éléments américains, 25 000 hommes par exemple, puissent être envoyés le plus tôt possible après que l'accord de Vichy ou de l'Afrique du Nord aura été obtenu.

6° Nous demandons également que les États-Unis envoient l'équivalent de quatre divisions dont une blindée dans l'Irlande septentrionale, où elles pourraient parfaire leur entraînement si cela était nécessaire. La présence des forces américaines dans ce secteur ne manquerait pas d'être connue de l'ennemi qui pourrait être conduit à s'exagérer leur importance. L'arrivée de soldats américains dans les îles Britanniques constituerait un nouvel et puissant moyen de prévenir une tentative d'invasion de la part de l'Allemagne. Elle nous permettrait de renforcer les troupes destinées à la campagne d'Afrique du Nord française avec trois autres divisions, dont une blindée et à plein effectif. Si des forces de cet ordre pouvaient s'ajouter à l'armée française qui existe déjà dans cette région, avec une couverture aérienne suffisante, les Allemands ne pourraient réduire l'Afrique du Nord que par des opérations très difficiles et très coûteuses, en franchissant des eaux dont ils ne possèdent pas la maîtrise. Le théâtre de l'Afrique du nord-ouest est un des plus favorables à des opérations anglo-américaines, car nous pouvons nous y rendre directement et facilement à travers l'Atlantique, tandis que le passage de l'ennemi à travers la Méditerranée sera considérablement gêné comme il l'est déjà pour leurs opérations de Libye.

7° On peut mentionner ici que nous avons le vif désir de voir des groupes de bombardement américains s'installer aux îles Britanniques, pour opérer au-dessus de l'Allemagne. Notre programme de constructions de bombardiers n'a pas répondu pleinement à nos espérances. Il est considérable et ne cesse de s'accroître, mais sa complète réalisation s'est trouvée retardée. Nous plaçons de grands espoirs, nous le rappelons, dans le ralentissement de la production allemande et dans l'affaiblissement du moral allemand grâce à des bombardements toujours plus puissants et plus précis de leurs villes et de leurs ports. Ces bombardements, s'ajoutant aux défaites subies en Russie, peuvent avoir d'importants effets sur la volonté de combattre du peuple, ce qui entraînerait des réactions intérieures contre le gouvernement hitlérien. L'arrivée dans le Royaume-Uni de vingt groupes de bombardement américains, par exemple, accroîtrait ces effets et les accélérerait, elle constituerait la riposte la plus directe et la plus efficace à la déclaration de guerre de l'Allemagne aux États-Unis. Des dispositions seront prises en Grande-Bretagne pour accroître l'intensité de ces opérations anglo-américaines sur l'Allemagne et les poursuivre, sans fixer de limite à leur violence, jusqu'à la fin de la guerre.

8° Il faut cependant prévoir que le gouvernement de Vichy peut refuser d'agir comme nous le désirons et, au contraire, ordonner

à l'Afrique du Nord de résister énergiquement. Il peut faciliter l'entrée des troupes allemandes dans cette région, l'ennemi peut se frayer un chemin ou se voir accorder le passage à travers l'Espagne, la flotte de Toulon peut tomber sous le contrôle de l'ennemi, Vichy peut enfin amener la France et son Empire à collaborer activement avec l'Allemagne contre nous, quoiqu'il soit peu probable qu'il y parvienne effectivement. L'immense majorité des Français est de cœur avec la Grande-Bretagne et plus encore, maintenant, avec les États-Unis. Il n'est pas du tout certain que l'amiral Darlan soit capable de livrer la flotte de Toulon, intacte, aux Allemands. Il est extrêmement improbable que des soldats et des marins français acceptent de se battre véritablement contre les Américains et les Britanniques. Néanmoins, nous ne devons pas exclure la possibilité de voir les éléments défaitistes de France et d'Afrique du Nord collaborer sans enthousiasme avec les Allemands. Dans ce cas notre tâche en Afrique du Nord deviendra beaucoup plus difficile.

En 1942, il nous faudra faire campagne pour prendre possession de toute la côte nord-africaine, y compris les ports marocains de l'Atlantique, ou la conquérir. Il faut s'emparer, avant la fin de l'année, de Dakar et d'autres ports de l'Afrique occidentale française. Mais s'il est urgent de débarquer en Afrique du Nord pour prévenir l'arrivée des Allemands, on peut parfaitement s'accorder un délai de huit ou neuf mois pour préparer la prise de Dakar et des établissements de l'Afrique occidentale. Des plans doivent être élaborés sans retard. Si l'on dispose de suffisamment de temps pour faire tous les préparatifs nécessaires, ces dernières opérations ne présenteront aucune difficulté insurmontable.

9° Nos relations avec le général de Gaulle et le mouvement des Français Libres auront besoin d'être revisées. Les États-Unis n'ont pris jusqu'ici aucun engagement analogue à ceux que contient ma correspondance avec le général. Sans qu'il y ait particulièrement de sa faute, son mouvement a créé en France de nouveaux antagonismes entre les esprits. Toute initiative que les États-Unis s'estimeraient en mesure de prendre à son égard aurait pour effet, *inter alia*, de nous amener à redéfinir nos obligations envers lui et envers la France, de façon à faire dépendre plus étroitement ces obligations de l'effort éventuel qui pourrait être fait, par lui et par la nation française, pour se réhabiliter. Si Vichy était disposé à agir comme nous le désirons au sujet de l'Afrique du Nord, les États-Unis et la Grande-Bretagne devraient travailler à réconcilier les Français Libres (gaullistes) et les autres Français qui auraient pris de nouveau les armes contre l'Allemagne. Si, inversement, Vichy persistait dans sa collaboration avec les Allemands et que nous fussions obligés de nous ouvrir par la force l'accès à l'Afrique française septentrionale et occidentale, il faudrait alors soutenir et utiliser à fond le mouvement gaulliste.

10° Nous ne pouvons prédire ce qui se passera en Espagne. Il

semble probable que les Espagnols ne permettront pas aux Allemands de traverser librement leur pays pour attaquer Gibraltar et envahir l'Afrique du Nord. Des infiltrations peuvent se produire, mais toute demande officielle en vue d'autoriser le passage d'une armée sera vraisemblablement repoussée. Dans ce cas, l'hiver serait la plus mauvaise période pour une tentative de pénétration en force. En outre, Hitler, qui est contraint de dominer par les armes la presque totalité de l'Europe à demi morte de faim, alors que la défaite le menace, pourrait fort bien hésiter à s'emparer de la France non occupée et à se lancer dans une guérilla très dure avec le peuple de la péninsule ibérique, farouche, vaillant et affamé. La Grande-Bretagne et les États-Unis doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour renforcer sa volonté de résistance. La politique actuelle de livraisons réduites est à poursuivre.

Le port et la base de Gibraltar ont pour nous une telle valeur qu'aucune tentative contre les îles de l'Atlantique ne doit être faite, tant que la péninsule ne sera pas envahie ou que les Espagnols n'aient pas accordé le droit de passage aux Allemands.

11° En résumé, le principal effort offensif des opérations à l'ouest, en 1942, portera sur l'occupation et la prise sous contrôle par la Grande-Bretagne et les États-Unis, de toutes les possessions françaises de l'Afrique septentrionale et occidentale, puis sur l'établissement d'un contrôle britannique sur toute la côte d'Afrique entre la Tunisie et l'Égypte, ce qui procurera, si la situation navale le permet, la liberté du passage à travers la Méditerranée vers le Levant et le canal de Suez. Pour que ces grands objectifs soient atteints il est indispensable que les Britanniques et les Américains maintiennent leur supériorité navale et aérienne dans l'Atlantique, que les lignes vitales de communication ne subissent pas d'interruption, et que les îles Britanniques soient efficacement protégées contre une invasion.

Ma seconde note au sujet de la guerre du Pacifique ne fut achevée qu'après notre débarquement.

DEUXIÈME PARTIE

THÉÂTRE D'OPÉRATIONS DU PACIFIQUE

20 décembre 1941.

1° Les Japonais possèdent la supériorité navale, ce qui leur permet de transporter à leur gré des troupes à peu près en n'importe quel point, de s'en emparer et d'y établir une base de ravi-

taillement pour les navires et pour les avions. Pendant encore un certain temps, les Alliés ne seront pas en mesure de livrer une bataille engageant toute leur flotte. Ils ne pourront faire passer des convois de troupes que grâce aux dimensions de l'Océan, qui réduisent considérablement la possibilité de les voir intercepter. Nous pouvons effectuer des débarquements par surprise en tel ou tel lieu sans posséder la maîtrise de la mer, mais nous ne pouvons exécuter une opération de longue haleine outre-mer. Il faut donc nous attendre à voir enlever une par une toutes nos possessions et toutes nos positions fortifiées du Pacifique, et l'ennemi s'y installer assez aisément après avoir fait place nette des garnisons.

2^o Au cours de cette période intermédiaire, nous avons le devoir de résister énergiquement en chaque point attaqué et d'y faire passer des renforts et du ravitaillement chaque fois que l'occasion se présentera, en acceptant tous les risques nécessaires. Si nos garnisons résistent avec obstination et si nous les renforçons autant qu'il nous sera possible, l'ennemi se verra contraint d'envoyer des contingents de plus en plus importants à de grandes distances de sa métropole, ses ressources en tonnage seront mises à rude épreuve, ses lignes de communication offriront des objectifs très vulnérables aux unités aériennes et navales américaines, britanniques et hollandaises, particulièrement aux sous-marins qui devront concentrer leurs efforts contre elles. Il importe au plus haut point que l'ennemi ne puisse effectuer de vastes conquêtes sans être obligé de les payer très cher, qu'il soit contraint de les alimenter constamment, en dispersant ainsi ses forces et en usant ses ressources.

3^o Pour le Japon, le problème du ravitaillement s'avère critique. Il se saigne depuis longtemps aux quatre veines pour poursuivre sa coûteuse guerre de Chine. Ses ressources étaient à leur maximum le jour de l'attaque contre Pearl Harbor. S'il est exact, comme l'affirme Staline que les Japonais disposent de 1 500 avions allemands en plus de leur propre aviation (et il doit être bien renseigné sur la façon dont ils sont parvenus là-bas), ils n'ont d'autre moyen de remplacer leurs pertes que par leur faible production de 300 à 500 appareils par mois. Notre politique doit consister à leur faire entretenir des effectifs aussi élevés que possible dans leurs conquêtes au delà des mers, et de les y harceler pour qu'ils soient obligés d'avoir des lignes de communication très chargées et que le taux d'usure de leur aviation soit élevé. Si nous lambinons et si nous les laissons opérer tranquillement, ils pourront étendre leurs conquêtes facilement et à bon marché, se contenter de maintenir des effectifs peu nombreux hors de leur pays, obtenir les avantages les plus considérables aux moindres frais, et nous infliger ainsi des dommages immenses. Il est donc opportun et nécessaire de les combattre partout où nous pourrons le faire dans des conditions acceptables, pour qu'ils continuent à s'user et à se disperser.

4° Mais nous devons constamment nous efforcer de retrouver le plus tôt possible notre supériorité navale. Nous pouvons y arriver de deux façons : premièrement, en accroissant le nombre de nos navires de ligne. Les deux cuirassés nippons qui ont été construits sans tenir compte des limitations imposées par les traités antérieurs, constituent des éléments redoutables dont l'influence s'étend à l'ensemble de ce théâtre d'opérations. Nous pensons que deux cuirassés américains seront prêts à passer à l'action en mai. Toute opération de guerre est évidemment sujette à la réaction de l'ennemi, aux incidents, et à la malchance, mais si le nombre de nos cuirassés de ligne ne se trouve pas de nouveau réduit, s'il ne se présente aucune difficulté imprévisible, nous pouvons espérer ajouter le *Nelson* et le *Rodney* à ces deux cuirassés, ce qui constituera une escadre de quatre grands bâtiments modernes armés de pièces de 406 mm. Sous la protection de cette escadre, d'anciens cuirassés des États-Unis, modernisés, devraient être disponibles en nombre suffisant pour permettre, dans des circonstances favorables, une action navale qui pourrait être envisagée à partir du mois de mai. Le rétablissement de notre supériorité navale dans le Pacifique, même s'il ne conduit pas à une épreuve de force, ramènera le sentiment de la sécurité sur toute la côte occidentale du continent américain et empêchera ainsi de disperser en un gigantesque effort défensif, des forces qui ont un rôle offensif à jouer. *Nous devons donc nous fixer comme objectif stratégique principal, la constitution d'une flotte de ligne possédant une nette supériorité dans le Pacifique, et nous efforcer d'y parvenir dès le mois de mai.*

5° Sans attendre cette date, il faudra dès maintenant développer au maximum l'emploi des porte-avions. Nous constituons nous-mêmes une escadre comprenant trois de ces bâtiments, convenablement appuyés, pour agir dans les eaux comprises entre l'Afrique du Sud, l'Inde et l'Australie. Les États-Unis possèdent déjà sept porte-avions normaux en face des dix japonais, mais ceux des États-Unis sont plus grands. *A cette flotte de porte-avions normaux nous devons ajouter un nombre considérable de porte-avions improvisés, petits et grands. C'est la seule façon d'accroître rapidement notre puissance navale. Même si ces nouveaux bâtiments ne peuvent mettre en l'air qu'une douzaine d'appareils, ils seront capables de jouer leur rôle si on les combine avec d'autres. Il nous faut créer une aviation embarquée susceptible de conquérir et de conserver, pendant des périodes de temps considérables, la maîtrise locale de l'air sur des avions basés à terre, et pour couvrir des débarquements de troupes destinées à attaquer l'ennemi dans ses nouvelles conquêtes. Tant que nous ne nous serons pas assuré cette maîtrise locale de l'air, nos escadres, même légèrement supérieures en force, combattront avec un sérieux désavantage. Nous ne pouvons nous procurer plus de cuirassés que ceux qui sont actuellement prévus pour 1942, mais nous pouvons et nous devons nous procurer plus de porte-avions. Il*

faut cinq ans pour construire les premiers, les seconds peuvent être improvisés en six mois. Les esprits inventifs et ingénieux y trouveront le même champ d'activité qu'à l'époque où l'on vit naître les flottes et flottilles extraordinaires du Mississipi, lors de la guerre de Sécession. Il faut accepter que la priorité donnée à la construction d'appareils appropriés aux porte-avions retarde un peu le moment où l'offensive de bombardement contre l'Allemagne, offensive que nous avons considérée comme une de nos principales façons de poursuivre la guerre, atteindra toute son ampleur. Mais ce n'est qu'une question de temps et d'intensité. Nous ne pouvons espérer déverser sur l'Allemagne, en 1942, les tonnages de bombes que nous avions envisagés, mais nous les dépasserons en 1943. Notre programme commun peut se trouver retardé, il ne s'en exécutera pas moins. Les villes allemandes et les autres objectifs ne disparaîtront pas dans l'intervalle. Nous ferons tous nos efforts pour accroître la quantité d'explosifs lancée sur l'Allemagne jusqu'à ce que nous ayons atteint les chiffres fixés pour 1943 et 1944, mais cependant d'autres nécessités peuvent nous contraindre à envisager un certain retard sur nos prévisions. Il est d'autant plus important que, dans cet intervalle, un détachement de groupes de bombardement américains, ne fût-il que symbolique, opère à partir des îles Britanniques contre les villes et les ports d'Allemagne.

Les paragraphes suivants traitaient de l'acquisition de bases aériennes, de l'intervention des Russes, de la protection à donner aux convois dans le Pacifique et de l'utilisation de Singapour ; il est inutile de les reproduire ici. La note se terminait ainsi :

12° Point n'est besoin de craindre que cette guerre du Pacifique, le premier choc passé, absorbe une proportion exagérée des forces des États-Unis. Les effectifs que nous désirerions les voir employer en Europe, en 1942, ne seront pas assez considérables pour que les opérations dans cet Océan, limitées comme elles le seront forcément, empêchent de les envoyer. *Ce qui nous causerait le tort le plus grave, ce serait la création par les États-Unis d'une immense armée de 10 millions d'hommes qui, au cours des deux ans que durerait au minimum son entraînement, absorberait toute la production du matériel de guerre et resterait hors de l'action pour assurer la défense du continent américain.* La meilleure façon d'empêcher cette situation de naître et d'obtenir une utilisation judicieuse des immenses forces et des énormes quantités d'armements qui vont devenir disponibles, c'est de permettre aux Américains de reconquérir leur supériorité navale dans le Pacifique, et de ne pas les décourager d'entreprendre certaines opérations secondaires à caractère limité qu'ils pourraient avoir envie d'exécuter.

On a répandu tant de fables sur ma prétendue aversion pour des opérations de grande envergure sur le continent, qu'il est nécessaire de bien rétablir la vérité. J'ai toujours considéré que la seule façon de gagner la guerre était d'entreprendre une attaque décisive de la plus vaste ampleur possible contre les pays occupés par l'Allemagne, et qu'il fallait choisir l'été de 1943 pour l'exécuter. On verra que, dès la fin de 1941, j'estimais que la phase initiale de l'opération telle que je l'envisageais, exigerait 40 divisions blindées et un million d'hommes d'autres troupes. Quand je vois le nombre de livres qui ont été écrits en s'inspirant de suppositions gratuites et erronées sur mon attitude au sujet de cette question, je me sens obligé d'attirer l'attention du lecteur sur les documents authentiques et seuls valables qui furent rédigés à cette époque ; on trouvera encore de nouveaux exemples à mesure que ce récit se poursuivra.

TROISIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE DE 1943

18 décembre 1941.

1^o Si les opérations qui ont été décrites dans les deux premières parties sont menées à bien, la situation pourra se présenter de la façon suivante au début de 1943 :

a) Les États-Unis et la Grande-Bretagne auront retrouvé la supériorité navale dans le Pacifique. Tous les détachements japonais d'outre-mer seront menacés à la fois par l'attaque de leurs lignes de communication et par les corps expéditionnaires américains et britanniques, envoyés pour reconquérir les positions perdues.

b) Les îles Britanniques seront indemnes et plus fortement préparées à repousser une invasion qu'elles l'ont jamais été.

c) Toutes les côtes occidentales et septentrionales de l'Afrique, de Dakar au canal de Suez et du Levant à la frontière turque, seront entre les mains des Anglo-Américains.

La Turquie, quoique pas nécessairement en guerre, sera nettement embrigadée dans le camp anglo-russo-américain. La situation soviétique sera très solidement établie, les fournitures de maté-

riel promises par la Grande-Bretagne et les États-Unis auront compensé en partie les pertes subies par l'industrie de guerre russe. Il se pourrait que des têtes de pont aient déjà été créées en Sicile et en Italie, entraînant dans ce pays des réactions extrêmement favorables.

2^o Mais rien de tout cela ne terminera la guerre. Ce n'est pas en refoulant les Japonais sur leurs positions de départ et en battant leurs détachements hors de chez eux qu'on la mènera à bonne fin. La guerre ne peut être terminée que par la défaite des armées allemandes en Europe, ou par des convulsions intérieures en Allemagne amenées par le déroulement défavorable de la guerre, les privations d'ordre économique et les bombardements offensifs alliés. Comme les Allemands commencent à comprendre que la puissance des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Russie ne cesse de se développer, un effondrement intérieur est toujours possible mais nous ne devons pas faire fond sur lui. Nos plans doivent prendre pour base l'hypothèse que la résistance de l'armée et de l'aviation allemande se maintiendra au niveau actuel, et que la guerre sous-marine se poursuivra avec des flottilles de plus en plus nombreuses.

3^o Il nous faut donc préparer la libération des pays captifs de l'Europe de l'ouest et du sud, en débarquant en des points convenablement choisis, successivement ou simultanément, des armées britanniques et américaines assez puissantes pour permettre aux populations soumises de se révolter. Seules, elles seraient incapables de le faire à cause des représailles brutales qu'il leur faudrait subir, mais si des forces suffisamment nombreuses et bien armées étaient mises à terre dans plusieurs des pays suivants : Norvège, Danemark, Hollande, Belgique, les côtes françaises de la Manche, celles de l'Atlantique, aussi bien qu'en Italie et si possible dans les Balkans, les garnisons allemandes s'avèreraient insuffisantes pour faire face à la fois aux forces libératrices et à la furie des peuples révoltés. Tant que nous disposerons de la maîtrise de la mer qui nous permet de choisir notre, ou nos points d'attaque, il est impossible à l'adversaire de conserver dans chacun de ces pays, des effectifs capables d'offrir une résistance efficace. En particulier, il ne peut déplacer ses blindés latéralement du nord au sud ou de l'ouest à l'est, il lui faut soit les répartir entre les divers pays occupés, ce qui créera une dispersion le frappant d'impuissance, soit les conserver dans une position centrale, en Allemagne, auquel cas ils ne pourront pas intervenir avant que nous ayons établi de vastes et solides têtes de pont.

4^o Nous en arrivons ici au heurt habituel entre les projets à court terme et les projets à long terme. La guerre est une lutte perpétuelle et doit être conduite au jour le jour. Ce n'est qu'avec difficulté et dans une mesure assez restreinte, que l'on peut se hasarder à prendre des dispositions pour l'avenir. L'expérience montre que les prévisions sont ordinairement déjouées et que les

dispositions prises sont toujours insuffisantes. Il n'en faut pas moins une idée directrice et une ligne générale pour conduire la guerre à sa fin victorieuse dans un temps raisonnable. C'est encore beaucoup plus indispensable à notre époque, où il est impossible de déclencher une vaste opération offensive sans créer au préalable une immense organisation technique très compliquée.

5° Le problème que nous avons à envisager n'est donc pas seulement celui du refoulement du Japon sur ses positions de départ et de la reprise d'une maîtrise incontestée dans le Pacifique, mais aussi celui de la libération des pays occupés d'Europe, par le débarquement d'armées britanniques et américaines sur leurs rivages, dans l'été de 1943. Il faut préparer des plans pour débarquer dans tous les pays énumérés plus haut. On s'abstiendra aussi longtemps que possible de choisir définitivement parmi eux les trois ou quatre où l'on débarquera, de manière à profiter au maximum de l'évolution des événements et d'assurer le secret.

6° Les débarquements devront être faits, en principe, par des forces blindées et motorisées capables de prendre terre non pas dans des ports mais sur des plages, au moyen d'embarcations ou de grands navires spécialement aménagés à cet effet. De cette manière, le front d'attaque éventuel devient si vaste que les forces allemandes qui gardent ces divers pays ne peuvent être suffisamment fortes en tous les points. Il faut préparer un matériel amphibie pour permettre d'effectuer rapidement et sûrement ces débarquements de vaste envergure. Les avant-gardes des divers corps expéditionnaires britanniques et américains devront être mis en place au printemps de 1943 en Islande, dans les îles Britanniques et, si possible, au Maroc et en Égypte. Le gros viendra directement à travers l'Océan.

7° Il ne faut pas s'imaginer qu'une grande quantité d'hommes sera nécessaire. Si les formations blindées réussissent à percer, le soulèvement de la population, à qui il faudra apporter des armes, fournira la base de l'offensive libératrice. Quarante divisions blindées, à 15 000 hommes chacune, ou leur équivalent en brigades de chars, dont la Grande-Bretagne s'efforcera de fournir la moitié, feront 600 000 hommes. Derrière ces blindés, un autre million de soldats de toutes armes suffira pour arracher d'immenses territoires à la domination de Hitler. Mais ces campagnes, une fois lancées, seront très onéreuses à entretenir. Notre industrie et nos écoles d'entraînement devront avoir atteint une production suffisante dès la fin de 1942.

8° La maîtrise de la mer mise à part, sans laquelle rien n'est possible, le facteur essentiel de toutes ces opérations sera la supériorité aérienne, et, pour les débarquements, il faudra donner un développement considérable à l'aviation embarquée. D'ailleurs cette dernière condition est, de toute façon, nécessaire pour les campagnes de 1942. Pour user la résistance de l'ennemi et gêner ses contre-mesures, il faudra donner le maximum d'intensité à

l'offensive de bombardement contre l'Allemagne en partant d'Angleterre, ainsi que contre l'Italie en partant de Malte et, si possible, de Tripoli et de Tunisie. Étant donné que l'aviation de première ligne britannique est déjà légèrement supérieure à celle de l'Allemagne, que l'aviation soviétique a établi sa supériorité sur une grande partie du front oriental et peut être considérée comme équivalente aux 3/5 de l'aviation hitlérienne de première ligne, que les ressources et le développement futur de l'aviation américaine viendront s'ajouter aux nôtres, il n'y a aucune raison de penser qu'une maîtrise décisive de l'air ne pourra pas être obtenue même avant l'été de 1943, tandis que l'Allemagne continuerait sans relâche à être écrasée sous les bombes. Étant donné que l'offensive de bombardement est essentiellement une question d'intensité et que ses objectifs ne peuvent disparaître, il serait bon de donner la priorité aux chasseurs et aux avions-torpilleurs destinés aux porte-avions normaux et improvisés, actuellement disponibles ou susceptibles d'entrer en service.

9^o En nous attelant dès maintenant à ces diverses tâches, tout en prenant garde de ne pas trop sacrifier nos besoins courants, nous pouvons espérer gagner la guerre à la fin de 1943 ou en 1944, même s'il ne se produit pas auparavant d'effondrement allemand. Il pourrait être avantageux de déclarer dès maintenant notre intention d'envoyer les armées de la libération en Europe en 1943. Cela donnerait de l'espoir aux peuples soumis et les empêcherait de se lier aux envahisseurs allemands. Ébranler les esprits de tant de millions d'hommes et les amener à épouser nos vues peut modifier profondément l'ambiance.

Je lus cette note aux chefs d'état-major au cours de notre traversée, le jour même où elle fut rédigée. J'extrais le passage suivant du procès-verbal de notre conférence :

Le Premier Ministre exprima le désir de voir les chefs d'état-major étudier l'ensemble de cette note qu'il comptait prendre pour base de ses conversations avec le Président. Il estimait très important de déclarer dès maintenant aux peuples des États-Unis et de Grande-Bretagne, que l'invasion en masse du continent européen constituerait l'objectif de 1943. Les trois phases successives de la guerre pouvaient s'énoncer comme suit :

1^o Encerclement complet.

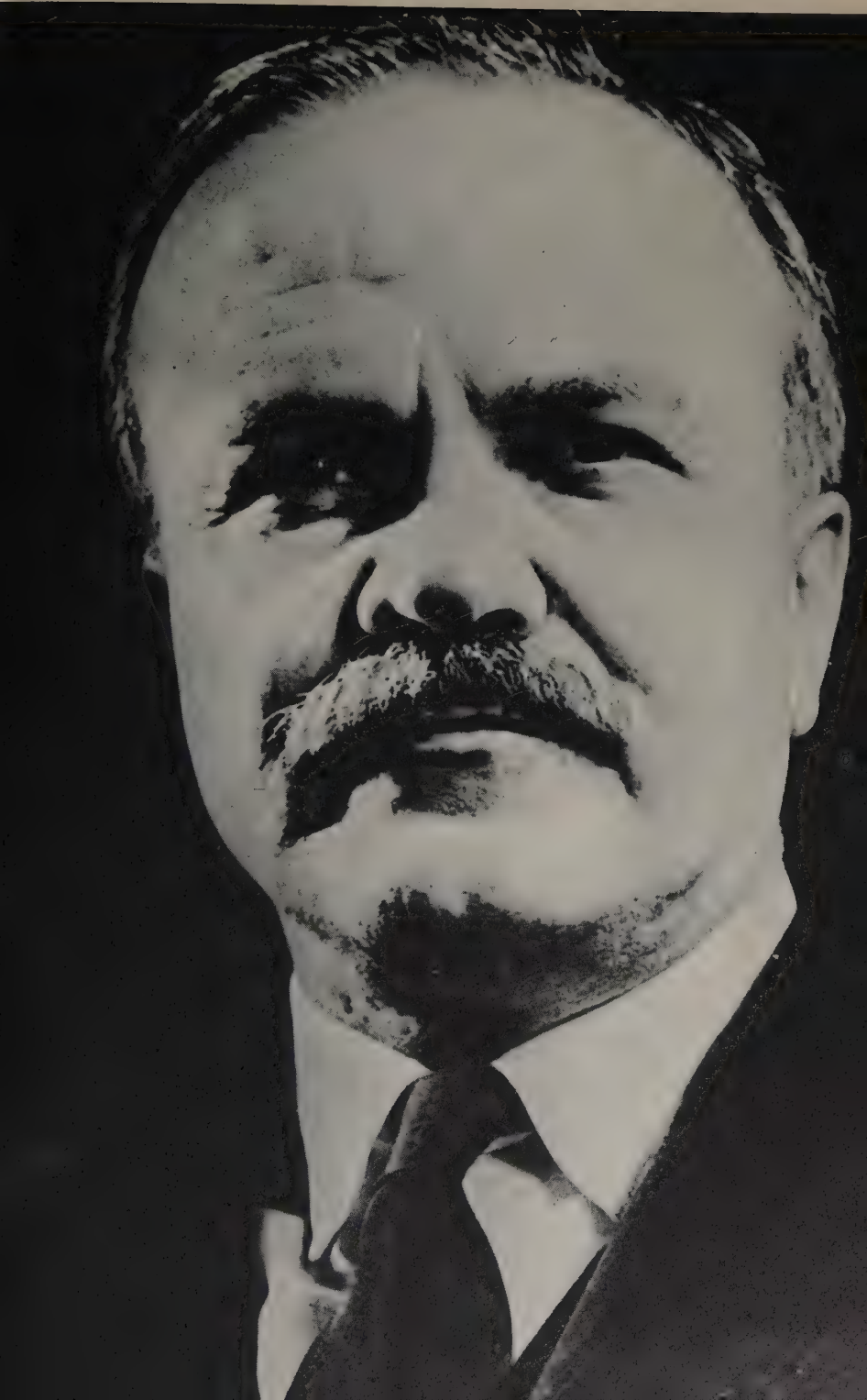
2^o Libération des populations.

3^o Assaut final de la citadelle allemande.

Mes collègues militaires furent pleinement d'accord sur ces conceptions et, d'une façon générale, sur celles des autres notes qui d'ailleurs, résumaient les conclusions de nos études









et de nos discussions en commun sur le problème de la guerre, telle qu'il venait de se dessiner.

En examinant ces trois documents dont je suis encore satisfait dans l'ensemble et à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis, on constatera qu'ils se rapprochent beaucoup de ce que la Grande-Bretagne et les États-Unis entreprirent effectivement au cours des campagnes de 1942 et de 1943. J'obtins, par la suite, l'accord du Président au sujet de l'opération en Afrique septentrionale et occidentale (opération « Torch ») qui constitua notre première grande offensive amphibie montée en commun. Mon plus vif désir était de voir exécuter, à l'été de 1943, la traversée de la Manche et la libération de la France (opération appelée alors « Round up » puis ensuite « Overlord »).

Mais s'il est d'une importance vitale d'élaborer des plans pour l'avenir et quelquefois possible de prévoir celui-ci, jusqu'à un certain point, on ne peut empêcher que la réaction et les ripostes de l'ennemi modifient les dates assignées à de si vastes événements. Tous les objectifs énumérés dans les notes précédentes, furent atteints par les forces britanniques et américaines dans l'ordre exposé. Mon espoir de voir le général Auchinleck dégager complètement la Libye en février 1942, fut déçu. Il subit une série de graves revers qui seront bientôt rapportés. Hitler, que ces succès avaient peut-être encouragé, décida de faire un gros effort pour défendre Tunis et y fit passer 200 000 hommes de troupes fraîches à travers l'Italie et la Méditerranée. Les armées britanniques et américaines se trouvèrent engagées en Afrique du Nord dans une campagne plus longue que je l'avais prévue. Notre programme se trouva ainsi retardé de quatre mois. Les Alliés anglo-américains n'établirent pas leur contrôle sur « toutes les possessions françaises de l'Afrique septentrionale et occidentale, ni les Britanniques sur toutes les côtes d'Afrique de la Tunisie à l'Égypte » à la fin de 1942 (I^{re} partie, § 2). Ce résultat ne fut atteint qu'en mai 1943. Le projet essentiel consistant à traverser la Manche pour libérer la France, projet que j'avais tant désiré et pour lequel j'avais tant œuvré, ne put donc être mis à exécution pendant l'été de cette année-là, il fallut obligatoirement le retarder d'un an entier, c'est-à-dire jusqu'à l'été de 1944.

Mes réflexions ultérieures et la pleine connaissance des événements, que nous possédons actuellement, m'ont convaincu que ce retard décevant nous fut favorable. Ce délai d'un an dans l'exécution du débarquement nous épargna ce qui, à cette date, eût été, dans l'hypothèse la plus avantageuse, une entreprise extrêmement risquée et probablement un désastre dont le retentissement eût été mondial. Si Hitler avait été sage, il aurait arrêté les frais en Afrique du Nord et nous aurait affrontés en France avec des forces doubles de celles qu'il possédait en 1944, avant que les armées et les états-majors américains, nouvellement formés, eussent atteint leur pleine valeur militaire et leur efficacité, et bien longtemps avant que les énormes armadas de bâtiments spéciaux et les ports flottants (Mulberries) eussent été construits spécialement à cet effet. Je suis persuadé aujourd'hui, que si l'opération « Torch » s'était terminée en 1942 comme je l'espérais, ou même si elle n'avait jamais été entreprise, une tentative pour traverser la Manche en 1943 se serait soldée par une sanglante défaite de toute première importance, dont les réactions sur l'issue de la guerre eussent été immenses. J'en pris de plus en plus conscience tout au long de 1943, aussi acceptai-je comme inévitable l'ajournement d' « Overlord », tout en comprenant parfaitement la colère et la déception de notre allié soviétique.

Dès qu'il fut certain que nous ne pourrions traverser la Manche avant 1944, il devint évident qu'il fallait donner plus d'extension à la campagne en Méditerranée. Seuls, des débarquements en Sicile et en Italie pouvaient nous permettre d'engager l'ennemi sur un vaste front et d'abattre au moins le plus faible des partenaires de l'Axe. Ce fut dans le dessein précis d'obtenir cette décision que je demandai au Président de laisser le général Marshall venir avec moi de Washington à Alger en mai 1943. Tout cela sera raconté en détail lorsque j'en arriverai aux événements de cette époque.

CHAPITRE XV

WASHINGTON ET OTTAWA

Arrivée à la Maison-Blanche. — Un accueil chaleureux. — Un tourbillon d'affaires. — L'intervention anglo-américaine en Afrique du Nord française. — Je rends compte au Cabinet de guerre de la première conversation. — Naissance du projet de la Grande Alliance. — M. Hull et les Français Libres. — M. Knox et l'île de Wake. — Les inquiétudes australiennes. — Mon rapport du 25 décembre à M. Curtin. — Noël à la Maison-Blanche. — Je parle devant le Congrès. — Un moment émouvant le lendemain de Noël. — Le commandement du Pacifique sud-ouest. — Nomination du général Wavell. — Une tâche ingrate. — Je prolonge mon séjour. — Voyage à Ottawa. — Mon discours du 30 décembre au Parlement canadien. — Sir Harry Lauder. — Prévisions sur le déroulement de la guerre. — Je passe le dernier jour de l'année dans le train.

Il avait été prévu que nous remonterions le Potomac et gagnerions la Maison-Blanche en automobile, mais nous avons tous hâte de voir notre voyage se terminer après être restés près de dix jours en mer. Nous nous arrangeâmes donc pour prendre un avion à Hampton Roads et atterrîmes le 22 décembre, tard dans la soirée, à l'aéroport de Washington. Le Président nous attendait dans sa voiture. Ce fut avec soulagement et plaisir que je serrai sa main robuste. Nous atteignîmes bientôt la Maison-Blanche qui devait être notre foyer, dans tous les sens du terme, pendant les trois semaines suivantes. Nous fûmes accueillis par Mme Roosevelt qui ne cessa de s'ingénier à rendre notre séjour agréable.

Je dois avouer que mon esprit était tellement absorbé par le tourbillon des événements et par toutes les tâches que j'avais à remplir, que ma mémoire avant d'être rafraîchie n'avait conservé qu'un souvenir assez vague de ces journées. Mes contacts avec le Président constituaient naturellement le fait saillant. Nous nous voyions pendant plusieurs heures chaque

jour et déjeunions toujours ensemble, avec Harry Hopkins en tiers. Nous ne parlions que de nos affaires et nous mîmes d'accord sur de nombreux points, essentiels ou plus secondaires. Le dîner était un peu plus mondain tout en restant aussi intime et cordial. Le Président ne manquait jamais de faire lui-même les cocktails préliminaires et je le roulais dans sa chaise, du salon jusqu'à l'ascenseur, pour lui témoigner mon respect, tout en pensant à sir Walter Raleigh qui avait étendu son manteau devant la reine Elizabeth. Je conçus une affection très profonde, et qui ne fit que croître au cours de nos années de collaboration, pour cet homme d'État extraordinaire qui sut imposer sa volonté pendant près de dix ans à la politique américaine et dont le cœur paraissait vibrer à beaucoup des sentiments qui agitaient le mien. Comme nous étions forcés tous les deux, par nécessité ou par habitude, de travailler souvent dans notre lit, il venait me voir dans ma chambre chaque fois qu'il en avait la fantaisie et m'invitait à faire de même à son égard. Hopkins était logé de l'autre côté du couloir, juste en face de moi, et ma chambre des cartes fut bien vite installée dans la pièce à côté de la sienne. Le Président s'intéressa vivement à cette organisation que le capitaine Pim avait perfectionnée. Il aimait venir étudier attentivement les grandes cartes, représentant tous les théâtres d'opérations, qui bientôt couvrirent les murs et où les déplacements des flottes et des armées étaient portés si rapidement et avec tant de précision. Il ne tarda pas à se faire installer une chambre analogue, extrêmement bien organisée.

Les jours passèrent, aussi rapides que des heures. Je compris bien vite qu'il me faudrait parler devant le Congrès américain aussitôt après Noël et quelques jours plus tard, devant le Parlement canadien d'Ottawa. Ces cérémonies importantes m'imposèrent des efforts considérables qui vinrent s'ajouter à mes entretiens de chaque jour et à ma besogne courante, déjà écrasante. Je ne sais pas, au fond, comment je parvins à m'acquitter de tout.

Le procès-verbal de notre première conversation, dans la nuit du 22, a été conservé. J'abordai immédiatement avec le Président et ceux qu'il avait invités à notre réunion, le thème de l'intervention anglo-américaine en Afrique du Nord. Naturellement, le président Roosevelt n'avait pas encore lu les notes rédigées par moi pendant la traversée, car je ne pus les

lui remettre que le lendemain. Mais il était visible qu'il avait beaucoup réfléchi à ma lettre du 20 octobre. Nous nous rencontrâmes donc tous bien vite sur le même terrain. Le compte rendu que j'adressai à Londres démontre que nous entrâmes dans le vif du sujet dès cette première réunion.

23 décembre 1941.

*Premier Ministre à Cabinet de guerre
et Conseil des chefs d'état-major.*

1^o Le Président et moi-même avons parlé de la situation en Afrique du Nord, hier soir (22 décembre). M. Hull, M. Welles, M. Hopkins, lord Beaverbrook et lord Halifax participèrent à la discussion.

2^o Tout le monde s'est trouvé d'accord pour penser que, si Hitler était contenu en Russie, il essaierait certainement autre chose et que ses objectifs les plus probables seraient l'Espagne et le Portugal pour, de là, atteindre l'Afrique du Nord. Notre succès de Libye et la perspective de nous voir donner la main aux Français dans les territoires de l'Afrique du Nord devaient l'inciter encore davantage à désirer s'emparer du Maroc le plus rapidement possible, si toutefois il le pouvait. Nos renseignements ne semblaient cependant pas indiquer que la menace fût imminente, peut-être parce que Hitler en avait assez sur les bras pour le moment.

3^o Tout le monde s'est également trouvé d'accord pour estimer qu'il y avait un intérêt vital à devancer l'arrivée des Allemands dans l'Afrique septentrionale et orientale et dans les îles de l'Atlantique. En plus de toutes les autres raisons, les deux cuirassés français *Jean-Bart* et *Richelieu* constitueraient une prise de très grande valeur pour quiconque les aurait. En conséquence, nous n'avons pas discuté pour savoir si l'opération devait être faite, mais comment il convenait de la faire.

4^o Diverses suggestions ont été présentées :

a) Le gouvernement des États-Unis pourrait parler sur un ton très grave et ferme à Vichy, pour lui dire que c'est sa dernière chance de reconsidérer sa position et de revenir dans le camp de ceux qui se sont engagés à rétablir la grandeur de la France. Pour symboliser cette résolution, Pétain pourrait être invité à envoyer Weygand le représenter à une conférence alliée qui se tiendrait à Washington.

b) On pourrait faire des ouvertures à Weygand, à la lumière d'une situation radicalement transformée en Afrique du Nord par l'avance britannique dans le désert et l'entrée en guerre des États-Unis, qui sont disposés à y envoyer un corps expéditionnaire.

5° D'un autre côté, il a été objecté qu'en agissant ainsi nous pourrions n'obtenir de Pétain et de Weygand que des promesses n'engageant à rien tandis que les Allemands seraient, par ailleurs, mis au courant de nos intentions. Dans ces conditions, si l'on décidait de procéder à ces ouvertures, il serait désirable d'avoir des plans tout prêts pour entrer en Afrique du Nord, *que nous y soyons invités ou non* (1). J'ai souligné l'importance de l'effet psychologique que la participation des États-Unis à l'opération exercerait, tant en France que parmi les troupes d'Afrique du Nord. M. Hull a suggéré que le déroulement des événements pourrait bien faire surgir un chef nouveau en Afrique du Nord.

Quant au Président, il a exprimé son vif désir de voir l'armée de terre américaine apporter son concours le plus tôt possible, partout où elle pourrait être le plus utile, et s'est prononcé en faveur d'un plan de débarquement en Afrique du Nord tenant compte de toutes les éventualités, c'est-à-dire, que nous y soyons invités ou non.

6° Il a été accepté de confier l'étude de ce projet aux états-majors, étant admis qu'il était capital de prévenir l'arrivée des Allemands dans cette région et que la campagne de Libye aurait remporté comme nous l'escomptions, un succès complet. Chacun a reconnu que la question des navires de transport constituait un élément extrêmement important.

7° J'ai fait un exposé du déroulement des combats de Libye. Le Président et les autres Américains en ont été grandement impressionnés et réjouis.

8° Au cours de la conversation, le Président a signalé qu'il proposerait, dans une prochaine conférence, de faire relever nos troupes en Irlande du Nord par des unités américaines, et a parlé d'y envoyer trois ou quatre divisions. Je l'ai chaudement remercié et j'ai exprimé l'espoir qu'une de ces divisions serait blindée. Cette relève ne gênera en rien, pense-t-on, la mise sur pied d'un corps expéditionnaire américain pour l'Afrique du Nord.

Le premier projet important me fut soumis, un jour ou deux plus tard, par le Président. Il s'agissait de rédiger une déclaration solennelle que signeraient toutes les nations en guerre contre l'Allemagne et l'Italie ou contre le Japon. Reprenant la procédure déjà employée pour la Charte de l'Atlantique, nous rédigeâmes séparément des avant-projets que nous fondîmes. Nous nous trouvâmes en parfait accord sur les principes, sur le fond et même sur les formules. Le Cabinet

(1) Souligné par l'auteur.

de guerre, en Grande-Bretagne fut à la fois surpris et enthousiasmé par l'ampleur que nous pensions donner à la Grande Alliance. Une correspondance fournie s'échangea très rapidement et quelques difficultés se présentèrent au sujet des gouvernements et des autorités qui devraient signer cette déclaration et sur leur ordre de préséance. Nous laissâmes bien volontiers la première place aux États-Unis. Le Cabinet de guerre, à juste titre, ne désirait pas y voir inclure l'Inde en tant que puissance souveraine indépendante. M. Hull s'opposa à l'insertion du terme « autorités » dans lequel je pensais comprendre les Français Libres, alors très mal vus par le Département d'État.

Ce fut la première fois que j'eus l'occasion de rencontrer M. Cordell Hull, avec qui j'eus plusieurs conversations. Il ne me parut pas avoir complètement l'oreille du Président à cette époque. Je fus frappé de voir que, parmi tant d'événements gigantesques, il semblait obsédé par un incident minime. Le général de Gaulle nous avait informés, avant mon départ d'Angleterre, qu'il désirait libérer les îles Saint-Pierre et Miquelon, alors placées sous l'autorité de l'amiral Robert, gouverneur nommé par Vichy. Les forces navales de la France Libre étaient parfaitement capables de mener cette opération à bien et le Foreign Office n'y vit aucun inconvénient. Mais, comme on s'en aperçut par la suite, le Département d'État désirait que l'occupation fût effectuée par des troupes canadiennes. Nous demandâmes en conséquence à de Gaulle de s'abstenir et il déclara sans aucun doute qu'il le ferait. Il n'en ordonna pas moins à l'amiral Muselier de s'emparer des îles. Les marins de la France Libre furent accueillis avec enthousiasme par la population, et un plébiscite donna une majorité de 90 % contre Vichy.

Mais cela ne produisit aucune impression sur M. Hull. Il estima qu'un défi avait été lancé à la politique du Département d'État. Il fit paraître un communiqué, le jour de Noël, où il était dit : « Nos premiers renseignements montrent que l'action entreprise à Saint-Pierre et Miquelon par les *soi-disant* (1) Français Libres constitue un acte arbitraire qui va à l'encontre de l'accord de toutes les parties intéressées et qui a été, de toute évidence, exécuté sans que le gouvernement américain en ait été averti et y ait consenti en aucune manière. » Il voulait chasser les Français Libres des îles qu'ils avaient

(1) Souligné par l'auteur.

libérées de Vichy. Mais l'opinion publique américaine réagit vigoureusement contre cette attitude. Elle fut enchantée, en cette heure grave, d'apprendre que ces îles avaient été libérées, en particulier, qu'on avait fait disparaître une station de radio odieuse qui répandait les mensonges et les poisons de Vichy dans le monde entier, et pouvait aussi bien envoyer des signaux secrets aux sous-marins allemands qui traquaient alors les navires américains. L'expression « soi-disant Français Libres » choqua presque tout le monde.

M. Hull, dont je reconnaissais les éminentes qualités et pour qui j'éprouvais le plus profond respect, exagéra, à mon avis, les proportions de cet incident qui ne dépassait guère le cadre des questions ministérielles. Le Président, au cours de nos conversations journalières, ne me sembla pas attacher une très grosse importance à cette affaire. Après tout, bien d'autres préoccupations nous assaillaient déjà, ou nous guettaient. Vigoureusement sollicité par notre Foreign Office, je soutins le général de Gaulle et la « soi-disant » France Libre. Divers livres français et américains ont consacré des chapitres à cet incident, mais il n'affecta en rien nos discussions essentielles.

Un après-midi, M. Knox, secrétaire à la Marine, entra dans ma chambre, extrêmement ému. Il me dit : « Vous avez déjà connu bon nombre de désastres. J'aimerais savoir ce que vous pensez de celui-ci : nous avons donné l'ordre à notre flotte de livrer bataille aux Japonais pour porter secours à l'île Wake et l'amiral a décidé de faire demi-tour au bout de quelques heures de marche. Que feriez-vous en pareil cas avec l'un de vos amiraux ? » Je répondis : « Il est dangereux d'intervenir auprès des amiraux quand ils déclarent ne pas pouvoir faire ce qu'on leur commande. Ils ont toujours une bonne raison, le temps, le combustible, ou quelque chose de ce genre. » L'île de Wake tomba ce jour-là après avoir été désespérément défendue par une poignée de fusiliers-marins qui infligea aux Japonais des pertes supérieures à son propre effectif. Tous les soldats américains furent tués ou faits prisonniers.

Il faut se montrer extrêmement compréhensif pour l'inquiétude dans laquelle le gouvernement australien avait été

plongé en constatant l'affreuse efficacité de la machine de guerre japonaise. La maîtrise du Pacifique était perdue, les trois meilleures divisions de l'Australie étaient en Égypte, la quatrième à Singapour. Il se rendait parfaitement compte que cette dernière place courait un danger mortel et craignait que l'Australie elle-même fût envahie. Toutes les grandes villes, groupant plus de la moitié de la population totale, se trouvaient sur la côte. Il voyait s'approcher le spectre d'un exode en masse vers l'intérieur du continent et l'organisation d'une guérilla, sans arsenaux et sans matériel. La métropole était bien loin et la puissance des États-Unis ne pouvait s'établir que lentement dans les eaux d'Australasie. Je ne croyais pas, pour ma part, que les Japonais envahiraient l'Australie, située à plus de 3 000 milles de leurs îles, alors que les Indes néerlandaises et la Malaisie constituaient pour eux des proies autrement tentantes. Mais les ministres australiens voyaient la question sous un jour très différent et de sinistres pressentiments les agitaient. Malgré ces graves conjonctures, la division de leurs partis subsistait toujours aussi rigide. Le gouvernement travailliste ne disposait que d'une majorité de deux voix. Il était opposé au service militaire obligatoire, même pour assurer la défense du pays. Bien que l'opposition fût admise au Conseil de guerre, aucun ministère d'union nationale ne fut jamais constitué.

Je câblai ce qui suit à M. Curtin :

25 décembre 1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Dès l'entrée en guerre du Japon nous avons, avec l'accord du président Roosevelt dérouté sur Bombay et Ceylan la 18^e division qui doublait le cap de Bonne-Espérance, à bord de transports américains. Celui-ci vient encore d'accepter que le *Mount Vernon* qui transporte la brigade (britannique) de tête, soit dirigé directement sur Singapour. Nous avons annulé le mouvement prévu pour la 17^e division indienne qui devait se rendre des Indes en Perse, et elle est actuellement en route pour la Malaisie. J'ai télégraphié à Londres, il y a une semaine, pour suggérer que vous rappeliez une division australienne de Palestine pour l'envoyer soit dans l'Inde afin d'y remplacer d'autres troupes dirigées sur le front, soit encore, si c'est possible, directement à Singapour. J'ai souligné aux autorités militaires combien il était important de ne pas dépenser les troupes nécessaires à la défense de cette place et de ses abords dans l'État de Johore, en essayant d'arrêter l'ennemi

dans le nord de la péninsule malaise. Elles se replieront lentement en livrant des actions retardatrices et en détruisant les voies de communication.

2^o Les lourdes pertes navales subies par nous et par les Américains donnent aux Japonais la possibilité de débarquer de vastes effectifs, mais je ne partage pas l'opinion exprimée par vous dans votre télégramme du 24 décembre à M. Casey, selon laquelle la forteresse de Singapour pourrait être rapidement réduite. Nous sommes bien décidés à la défendre avec la ténacité la plus extrême.

3^o Vous avez été informé du soutien aérien qui est déjà en route. Il serait absolument inopportun de relâcher notre emprise sur Rommel et sur la Libye en enlevant des forces au général Auchinleck qui y est tout à fait opposé, juste au moment où la victoire est à notre portée. Nous avons donné des instructions aux commandants en chef dans le Moyen-Orient pour préparer un plan d'envoi d'avions de chasse et de chars à Singapour, dès que la situation en Libye le permettra.

4^o Les chefs d'état-major et moi-même avons des entretiens très poussés avec le Président et ses conseillers et nous avons fait des progrès encourageants. Les Américains sont non seulement convaincus de l'importance qui s'attache à la conservation de Singapour, mais ils sont très désireux d'organiser un flot continu de troupes et d'avions en passant par l'Australie, pour se porter au secours des Philippines, si c'est possible. Si les Philippines succombaient, le Président accepterait de voir ces troupes et ces avions se diriger sur Singapour. Il est également tout disposé à envoyer des effectifs américains importants en Australie où les États-Unis ont l'intention d'établir d'importantes bases pour poursuivre la guerre contre le Japon. Le général Wavell a été investi du commandement de la Birmanie en plus de celui de l'Inde, et chargé de répartir sur les fronts malais et birman tous les renforts qui arriveraient dans l'Inde. Comme tout le monde, il reconnaît l'importance suprême de Singapour. Le général Pownall est maintenant arrivé sur les lieux. C'est un officier de haute valeur.

5^o Vous pouvez compter sur moi pour renforcer, dans toute la mesure du possible, le front s'étendant de Rangoun à Port-Darwin. Nos alliés américains sont tout prêts à nous aider. Je vous télégraphierai d'une manière plus précise dans un jour ou deux.

Noël fut marqué par quelques festivités sans apprêt. L'arbre traditionnel fut dressé dans les jardins de la Maison-Blanche. Le Président et moi-même prononçâmes, du balcon, de courtes allocutions, devant une foule énorme qui s'était rassemblée dans l'obscurité. Je me hasarde à reproduire ici

les paroles que j'avais dites alors parce qu'il me semble qu'elles se présentèrent tout naturellement à mon esprit dans ces circonstances et dans ce cadre.

Je passe ce Noël, ces fêtes, loin de mon pays, loin de ma famille, et je ne peux cependant pas dire que j'ai l'impression d'être loin de chez moi. Que ce soit à cause des liens du sang hérités de ma mère, des amitiés que j'ai nouées ici pendant les nombreuses années d'une vie très active, du sentiment si fort de la camaraderie, unissant dans la même cause ces deux grands peuples qui parlent la même langue, s'agenouillent devant les mêmes autels et, dans une très large mesure, poursuivent les mêmes idéals, il m'est impossible de me sentir étranger ici, en ce haut lieu des États-Unis. J'éprouve le sentiment d'une union et d'une collaboration fraternelle qui, s'ajoutant à la chaleur de votre accueil, me persuade que j'ai le droit de m'asseoir à votre foyer et de partager vos réjouissances de Noël.

Nous vivons une étrange nuit de Noël. Le monde presque tout entier est engagé dans une lutte à mort, les peuples se ruent les uns contre les autres, armés des moyens de destruction les plus terribles que la science ait pu imaginer. Cette fête de la Nativité nous serait bien amère si nous n'étions pas certains que nous ne combattons pas pour arracher leurs territoires ou leurs richesses à d'autres peuples, que nous ne sommes poussés par aucune ambition sordide, par aucun désir morbide d'obtenir des avantages matériels aux dépens d'autrui. Ici, tandis que la guerre fait rage et gronde sur toutes les terres et les mers, se rapprochant de plus en plus de nos foyers, de nos maisons, ici, au milieu de l'immense tumulte, sous chaque toit familial, dans tous les cœurs généreux règne la paix de l'esprit. Nous pouvons donc, pour un soir, chasser les soucis et les inquiétudes qui nous assiègent, et accorder à nos enfants quelques heures de bonheur, dans un monde en proie à la tourmente. Ici, donc, pour une nuit, une seule, que chaque foyer dans tout le monde anglo-saxon soit un îlot brillamment illuminé de tendresse et de paix.

Que les enfants aient une nuit pleine de joie et de rires. Que les cadeaux du Père Noël viennent les ravir. Et nous, les adultes, partageons pleinement leur allégresse sans mélange avant de revenir aux besognes redoutables et aux terribles années qui nous attendent. Prenons la résolution de faire en sorte, par nos sacrifices et notre vaillance, que ces mêmes enfants ne soient pas frustrés de leur héritage, qu'ils ne se voient pas refuser le droit de vivre dans un monde de liberté et de justice.

Et c'est dans cet espoir que je vous souhaite à tous, avec la grâce de Dieu, un joyeux Noël.

Le Président et moi assistâmes ensemble au service divin du jour de la Nativité. Il fut célébré très simplement et fit

naître en moi un profond sentiment de paix. Je pris beaucoup de plaisir à chanter les hymnes bien connus, et un nouveau que je n'avais pas encore entendu : *O, petite ville de Bethléem*. Il y avait là certainement de quoi fortifier la foi de ceux qui croient que l'univers est gouverné par les lois morales.

Ce ne fut pas sans émotion que j'obéis à l'invitation qui m'avait été faite de prononcer un discours devant le Congrès des États-Unis. La conjoncture revêtait une importance extrême, pour ce qui devait être, j'en avais la certitude, l'alliance invincible des peuples anglo-saxons. Jamais encore je n'avais pris la parole devant un Parlement étranger. Cependant moi, dont la mère descendait, par cinq générations, en ligne masculine directe, d'un lieutenant qui servit dans l'armée de George Washington, je me sentais le droit, de par le sang, de m'adresser aux représentants de la grande République dont la cause était la nôtre. Toutefois, l'enchaînement des circonstances était étrange et j'eus de nouveau le sentiment, qu'on me pardonnera d'exprimer ici, d'être l'instrument prédestiné, quoique indigne, à quelque dessein providentiel.

Je passai une bonne partie de la journée de Noël à préparer mon discours. Le Président me souhaita bonne chance lorsque je quittai la Maison-Blanche pour le Capitole, le 26 décembre, accompagné par les leaders du Sénat et de la Chambre des Représentants. Une grande foule me parut s'être rassemblée dans les larges avenues conduisant au monument, mais les mesures de sécurité qui sont poussées beaucoup plus loin aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, la tinrent à distance, et deux ou trois voitures remplies de policiers en civil et armés nous entouraient pour nous servir d'escorte. En descendant de l'automobile, j'aurais voulu adresser quelques mots de chaude sympathie aux masses qui m'acclamaient, mais ce ne me fut pas permis. A l'intérieur, le spectacle était vraiment impressionnant et grandiose et l'immense salle semi-circulaire que j'apercevais à travers une batterie de microphones, était pleine à craquer.

Je dois avouer que je me sentis parfaitement à l'aise et beaucoup plus sûr de moi que je l'avais été quelques fois à la Chambre des communes. Mes paroles furent accueillies avec une extrême bienveillance et écoutées avec la plus grande

attention. J'obtins des rires et des applaudissements exactement aux endroits que j'avais prévus. Mon effet le plus puissant se produisit lorsque, parlant de l'insulte japonaise, je m'écriai : « Pour qui nous prennent-ils donc ? » L'auguste assemblée, par son élan, me fit comprendre la puissance et l'ardente volonté de la nation américaine. Qui eût pu douter du succès final ?

J'achevai en ces termes :

Messieurs les Sénateurs, messieurs les Députés, je quitte, un moment encore, le tumulte et les convulsions de l'heure présente pour me tourner vers les larges perspectives de l'avenir. Nous voici réunis en face d'un groupe d'ennemis puissants qui désirent notre ruine, nous voici au coude à coude, luttant pour tout ce qui est cher au cœur des hommes libres. Deux fois au cours d'une seule génération, la catastrophe d'une guerre mondiale s'est abattue sur nos têtes, deux fois dans notre vie, le Destin a tendu son bras au-dessus de l'Océan pour amener les États-Unis à l'avant-garde du combat. Si nous étions restés unis après la dernière guerre, si nous avions pris en commun les mesures nécessaires pour assurer notre sécurité, jamais nous n'aurions connu cette nouvelle calamité.

Ne devons-nous pas pas à nous-mêmes, à nos enfants, à l'humanité torturée, de nous assurer que la catastrophe ne se renouvellera pas une troisième fois ? L'expérience a démontré que des fléaux peuvent prendre naissance dans l'Ancien Monde, apporter leurs ravages jusque dans le Nouveau et que celui-ci ne peut leur échapper une fois qu'ils ont été déchaînés. Le devoir aussi bien que la prudence nous commandent d'abord de surveiller constamment, avec vigilance, les points où germent la haine et l'esprit de revanche et de réagir en temps utile, ensuite, de créer une organisation convenable, nous permettant d'être sûrs que le fléau pourra être maîtrisé dès l'origine, avant de se déchaîner dans toute sa fureur sur la terre entière.

Il eût été facile aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, il y a cinq ou six ans, sans verser une seule goutte de sang, d'exiger la stricte exécution des clauses de désarmement contenues dans les traités que l'Allemagne avait signés au lendemain de la Grande Guerre ; c'eût été également l'occasion d'assurer à l'Allemagne l'accès à ces matières premières qui, selon la Charte de l'Atlantique, ne doivent être refusées à aucun peuple, vainqueur ou vaincu. Nous avons laissé passer cette chance. Elle n'est plus. Il a fallu le choc de prodigieux événements pour nous réunir de nouveau et, si vous voulez me permettre d'employer un autre langage, je dirai qu'il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre qu'il se poursuit ici-bas quelque immense dessein dont nous avons le grand honneur d'être les fidèles exécutants. Il ne nous est pas

permis de sonder les mystères de l'avenir. Cependant je proclame mon espoir et ma foi, fermes et indestructibles que, dans les jours qui viennent, le peuple américain et le peuple britannique, pour assurer leur propre sécurité et le bien de l'humanité tout entière, avanceront côte à côte dans la majesté, la justice et la paix.

Les leaders m'accompagnèrent ensuite jusqu'auprès des foules qui entouraient le Capitole pour que je puisse les saluer amicalement. Les agents des services secrets et leurs voitures m'entourèrent de nouveau et me ramenèrent à la Maison-Blanche où le Président, qui avait écouté mon discours, me déclara que je m'en étais fort bien tiré.

Une activité intense régnait à Washington. Au cours de ces journées de prises de contact et de discussions continuelles, je compris que le Président, avec son entourage et ses conseillers, se préparait à me faire une importante proposition. Dans le domaine militaire comme dans le domaine commercial ou dans celui de la production, l'esprit américain va tout naturellement à des conclusions simples, absolues et logiques, à l'échelle la plus vaste. C'est sur ces conclusions que les Américains fondent leurs conceptions et leurs réalisations pratiques. Ils estiment qu'à partir du moment où une action est engagée sur des bases saines et intelligentes, tous ses développements ultérieurs suivent naturellement et presque inéluctablement. L'esprit britannique ne fonctionne pas tout à fait de cette façon. Nous ne croyons pas que, seuls, les principes logiques et nettement tranchés donnent nécessairement la clef des décisions à prendre, dans des situations indécises et fluides. Nous attachons, en particulier, une plus grande importance qu'eux à l'opportunisme et à l'improvisation, essayant d'agir et de vaincre en fonction de l'événement qui est en train de se dérouler plutôt que d'aspirer à le dominer par des résolutions de principe. On peut abondamment discuter sur ces deux façons d'agir. La différence entre elles consiste uniquement en un déplacement d'accent, elle n'en est pas moins profonde.

Harry Hopkins me déclara : « Ne vous dépêchez pas de refuser la proposition que le Président va vous faire, avant de connaître l'homme à qui nous pensons. » Je compris aussitôt qu'il allait être question de la constitution d'un commande-

ment unique dans l'Asie du sud-est et des lignes de démarcation à y tracer.

On me déclara le lendemain que les Américains proposaient de nommer Wavell. Je fus flatté par le choix d'un chef britannique, mais il me semblait que le théâtre d'opérations où il allait avoir à agir ne tarderait pas à être submergé par l'ennemi et que les forces qui pourraient être placées à sa disposition seraient détruites par l'assaut japonais. Je constatai par la suite que nos chefs d'état-major, quand ils furent informés, eurent la même réaction que moi.

D'après les procès-verbaux je leur déclarai, au cours d'une réunion qui eut lieu le 26 décembre, que je n'étais pas du tout convaincu qu'une telle solution fût réalisable, voire désirable. « Sur ce théâtre, il s'agit avant tout de tenir certains points stratégiques et le commandant de chaque secteur sait parfaitement ce qu'il a à faire. Le difficile est de répartir les approvisionnements qui arrivent. C'est une question que seuls les gouvernements intéressés peuvent résoudre. » Néanmoins, de toute évidence, il nous fallait accepter le point de vue américain.

M. Attlee m'envoya ses félicitations personnelles et celles du Cabinet au sujet de mon discours devant le Congrès. En lui répondant, je lui soumis le problème du commandement dans le sud-ouest du Pacifique.

28 décembre 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

1^o Je suis ravi que mon discours vous ait plu. Il a reçu un accueil extraordinaire. La besogne, ici, est terriblement fatigante. Aujourd'hui, pendant cinq heures, le Président et moi avons reçu les représentants de tous les pays alliés ou amis et des Dominions britanniques et leur avons fait des déclarations encourageantes. Mes conversations avec le Président deviennent de plus en plus intimes et confiantes. Beaverbrook réussit également très bien auprès de lui dans ses demandes de matériel.

2^o La question du commandement unique dans le sud-ouest du Pacifique est devenue brûlante. Hier soir, le Président m'a demandé avec insistance de désigner un chef unique pour commander les forces de terre, de mer et de l'air britanniques, américaines et hollandaises. Ce matin, le général Marshall est venu me voir sur ma demande, et a plaidé cette cause avec beaucoup de conviction.

Les autorités navales américaines sont d'une opinion opposée, mais il est certain qu'il va falloir aboutir à un nouvel accord de vaste portée. C'est au général Wavell que pense le Président. Marshall est évidemment allé très loin dans les détails et a déjà un projet de directive. Jusqu'ici j'ai critiqué le projet et, tout en admirant la générosité de l'offre, j'ai exprimé des inquiétudes sur la réaction de l'opinion publique américaine. Les chefs d'état-major ont étudié la question toute la journée, et je vous enverrai ce soir mon avis motivé, après les avoir entendus.

3^o Je pars demain après-midi pour Ottawa, j'y resterai deux jours francs et parlerai mardi devant le Parlement canadien. Je reviendrai ensuite ici trois ou quatre jours car il y a encore beaucoup de choses à régler. Nous faisons de grands efforts pour trouver les navires nécessaires aux divers mouvements de troupes envisagés. Mes meilleurs souvenirs à tous nos collègues. C'est un grand réconfort que d'agir sur des bases aussi solides.

Il me fallut répondre aux désirs pressants du Président et du général Marshall avant d'avoir pu recevoir un avis motivé de Londres. Les événements se précipitaient trop pour qu'on puisse se permettre de longues conversations à travers l'Atlantique. Je passai la journée du 28 à conférer avec le Président et à rédiger avec mon groupe la série de télégrammes qui suit, en pesant soigneusement chacun des mots.

29 décembre 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

J'ai déclaré au Président que, sous réserve de l'approbation du Cabinet, nous accepterions ses propositions, très fortement appuyées par le général Marshall.

a) Un commandement unique sera créé dans le Pacifique sud-ouest. Ses limites n'ont pas été définitivement arrêtées, mais je pense que la zone s'étendra de la presqu'île malaise, y compris le front birman, jusqu'aux Philippines et, vers le sud, jusqu'aux bases de ravitaillement indispensables, surtout Port-Darwin, et à la route du ravitaillement dans le nord de l'Australie.

b) Le général Wavell serait nommé commandant en chef, ou, si l'on préfère, commandant suprême de toutes les forces terrestres, navales et aériennes des États-Unis, de Grande-Bretagne, de l'Empire britannique et des Pays-Bas que les gouvernements intéressés pourraient affecter à ce théâtre.

c) Le général Wavell établirait tout d'abord son quartier général à Sourabaya, et aurait un général américain pour adjoint. Ce serait probablement le général Brett.

d) Les forces navales américaines, britanniques, australiennes et hollandaises présentes sur ce théâtre seraient placées sous le commandement d'un amiral américain, conformément au principe général posé aux § a et b.

e) Le général Wavell aurait dans la partie sud du Pacifique un état-major qui jouerait le même rôle que l'état-major de contrôle de Foch, par rapport aux grands états-majors des armées britanniques et françaises en France. Il recevrait ses ordres d'un Conseil mixte approprié, responsable devant moi, en ma qualité de ministre de la Défense nationale, et devant le Président des États-Unis, qui est également commandant en chef de toutes les forces armées de son pays.

f) Les principaux commandants en chef sous l'autorité du général Wavell, seront : le commandant en chef en Birmanie, le commandant en chef à Singapour et en Malaisie, le commandant en chef aux Indes néerlandaises, le commandant en chef aux Philippines, et le commandant en chef des lignes de communication méridionales par le Pacifique sud et l'Australie du nord.

g) L'Inde pour laquelle il faudra désigner un officier faisant fonction de commandant en chef et l'Australie qui aura le sien propre, resteront en dehors de la zone de commandement du général Wavell, sauf exceptions précisées ci-dessus, et constitueront deux grandes bases, par l'intermédiaire desquelles les renforts et le matériel venant de Grande-Bretagne et du Moyen-Orient d'une part, des États-Unis de l'autre, pourront être acheminés vers la zone de combat.

h) La flotte américaine restera responsable de toute l'étendue du Pacifique à l'est des Philippines et de l'Australasie, y compris les routes d'approche des États-Unis vers cette dernière.

i) Des instructions sont rédigées pour le commandant suprême. Elles préservent, comme il convient, les intérêts résiduels des divers gouvernements en jeu et tracent à grands traits les missions que le général Wavell aura à remplir. Leur texte vous sera envoyé très prochainement.

2^o Je n'ai pas essayé de discuter le pour et le contre de cette proposition américaine généreuse et désintéressée car je suis convaincu de sa valeur militaire pratique pour gagner la guerre. Il est urgent de prendre une décision et il faudra peut-être le faire avant le 1^{er} janvier, date de mon retour du Canada. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Hollande devront naturellement être consultées, mais pas avant que j'aie eu connaissance de l'avis du Cabinet de guerre. En attendant, l'état-major travaillera, ici, à mettre les détails au point, en admettant que tous les consentements seront obtenus.

29 décembre 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Les choses sont allées très vite. Le Président a obtenu l'accord des ministères de la Guerre et de la Marine sur les dispositions proposées dans mon dernier télégramme et le Conseil des chefs d'état-major les a approuvées. J'attends donc votre consentement avec impatience. Le Président s'adressera aux Hollandais dès que je lui aurai dit que vous êtes d'accord. Le Foreign Office devra faire de même.

Vous pouvez également envoyer au général Wavell le télégramme qui suit. Les états-majors, ici, mettent les détails au point, à la fois entre eux et avec les Américains. Il faudra revoir la position prise au sujet de la mission de Duff Cooper qui ne doit, en aucun cas, entraver la mise en œuvre de ces solutions plus vastes. Faites-moi connaître vos vues, s'il vous plaît.

Je compte sur vous pour tenir le Roi au courant de tout et obtenir son approbation.

L'offre que j'avais à présenter au général Wavell était certainement de celles que, seul, un sentiment très élevé du devoir incite à accepter. Il était à peu près certain qu'il allait avoir à supporter la responsabilité de la défaite que ferait naître la confusion générale.

29 décembre 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Veillez envoyer le télégramme suivant au général Wavell dès que le Cabinet aura donné son accord à la ligne de conduite générale :

Le Président, ainsi que ses conseillers militaires et navals, ont énergiquement insisté auprès de moi sur la nécessité de créer un commandement unique dans le sud-ouest du Pacifique. Il est unanimement désiré, et plus particulièrement par le Président et par le général Marshall, que vous deveniez le chef suprême des forces alliées de terre, de mer et de l'air affectées à ce théâtre d'opérations. On rédige actuellement les instructions auxquelles j'ai fait allusion, le texte en paraîtra très prochainement. J'espère que ce texte vous mettra l'esprit à l'aise au sujet des diverses dispositions sans précédent qui sont en cause, mais je recevrais naturellement très volontiers les observations que vous pourriez être amené à formuler.

2^o Je suis certain que vous apprécierez la confiance qui vous est manifestée et je vous demande de commencer immédiatement votre besogne. La question est si urgente que la mise au point des détails, actuellement entreprise par les chefs d'état-major, ne doit pas retarder l'annonce publique qui doit être faite au plus tard mardi, 1^{er} janvier.

3^o Vous êtes le seul à posséder l'expérience du maniement simultané de théâtres si divers et vous savez que nous vous soutiendrons, que nous veillerons à ce qu'on vous donne toutes vos chances. Personne n'ignore combien la situation est sombre et difficile. Le Président annoncera que votre nomination a été faite sur sa demande.

4^o Veuillez me faire connaître vos intentions au sujet de votre état-major qui devra être essentiellement un état-major de campagne, plutôt qu'un organe de commandement habituel. Si vous teniez à prendre Pownall comme chef d'état-major, Percival pourrait prendre le commandement à Singapour et en Malaisie.

J'avais envoyé le télégramme suivant à M. Attlee le 27 décembre :

27 décembre 1941.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Merci infiniment d'avoir accepté de me voir prolonger mon séjour.

Le mardi 30 décembre, je parlerai devant la Chambre des communes canadienne. Absolument impossible de pondre un nouveau discours (devant la Chambre des communes à Londres) à une date aussi rapprochée que le nouvel an.

Je partis par le train de nuit, le 28 décembre, pour Ottawa où je devais descendre chez lord Athlone, le gouverneur général. J'assistai, le 29, à une séance du Cabinet de guerre canadien. Aussitôt après, M. Mackenzie King, Premier Ministre, me présenta aux chefs conservateurs de l'opposition et me laissa avec eux. Ces messieurs étaient d'un loyalisme et d'une fermeté incomparables mais ils regrettaient amèrement de ne pas avoir l'honneur de diriger eux-mêmes la guerre et d'entendre exprimer par les libéraux, leurs adversaires, des sentiments pour lesquels ils avaient combattu toute leur vie.

Je parlai, le 30, au Parlement canadien. La préparation de

mes deux discours prononcés outre-Atlantique, et qui furent retransmis dans le monde entier, me coûta un extraordinaire effort car le flot de mes autres occupations ne s'arrêtait pas un instant. Parler n'est pas bien difficile pour un homme politique blanchi sous le harnais, mais choisir, dans une ambiance aussi électrique, ce qu'il faut dire et ce qu'il ne faut pas dire est une besogne délicate et épuisante. Je fis de mon mieux. Le passage qui eut le plus de succès, dans mon discours canadien, fut celui où je parlai du gouvernement de Vichy avec lequel le Canada entretenait toujours des relations.

C'était son devoir (en 1940) et aussi son intérêt de passer en Afrique du Nord où il se serait trouvé à la tête de l'Empire français. En Afrique, avec notre aide, il aurait disposé d'une écrasante maîtrise de la mer. Il aurait été reconnu par les États-Unis et aurait pu disposer de tout l'or qui avait été envoyé au delà des océans. S'il avait agi ainsi, l'Italie eût peut-être été mise hors de combat avant la fin de 1940, la France eût conservé sa place dans les conseils des Alliés et eût été au nombre des vainqueurs à la Conférence de la Paix. Mais ses généraux le trompèrent. Quand je les prévins que la Grande-Bretagne se battrait seule, quoi qu'ils fissent, ses généraux déclarèrent au Premier Ministre et à son gouvernement divisé : « Dans trois semaines l'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet. » Fameux poulet ! Fameux cou !

Cela passa très bien. Je citai, pour amener une rétrospective, le chant composé par sir Harry Lauder lors de la dernière guerre et qui commence ainsi :

En jetant un regard sur le long passé de l'histoire
Nous pouvons dire exactement où nous en sommes.

J'avais sur mes notes les mots « ce grand acteur comique ». Mais en chemin, le mot « barde » me vint à l'esprit. Quelle amélioration ! Je fus ravi d'apprendre qu'il était à l'écoute et avait été enchanté de ma citation. Je suis très heureux d'avoir su trouver le mot juste pour qualifier celui qui, par ses chants enthousiasmants et par sa vie héroïque, a rendu de si immenses services à la race écossaise et à l'Empire britannique (1).

(1) Sir Harry Lauder, né en 1870, ne fut pas seulement un des acteurs comiques les plus fêtés de son temps. Il composa de très nombreuses chansons devenues populaires. Durant la guerre de 1914-1918, il organisa des concerts de bienfaisance en Angleterre et des représentations pour les troupes sur le front français. En raison des services rendus à la cause des Alliés, il fut fait chevalier en 1919.

A la fin de mon discours, je me hasardai à faire une prédiction au sujet du déroulement de la guerre.

Nous pouvons diviser en trois périodes ou phases principales la guerre que nous avons à mener. Tout d'abord il y aura la période de consolidation, d'amalgame, et d'achèvement des préparatifs. Elle sera certainement marquée par de nombreux et durs combats, nous en serons encore à rassembler nos forces, à résister aux assauts de l'ennemi, à nous procurer l'écrasante supériorité aérienne et les navires nécessaires pour donner à nos armées le pouvoir de franchir, en n'importe quel nombre, les océans et les mers qui, sauf dans le cas de la Russie, nous séparent de nos ennemis. C'est seulement lorsque l'immense programme de constructions navales que les États-Unis ont déjà tant avancé et auquel vous contribuez puissamment sera en plein rendement que nous pourrons faire sentir à nos adversaires tout le poids de nos effectifs et de notre armement scientifique moderne. La durée de cette période dépendra de l'énergie que nos usines et nos chantiers apporteront à produire.

C'est alors que la seconde phase commencera et l'on pourrait l'appeler la phase de la libération. Pendant cette période, il nous faudra reprendre les territoires que nous avons déjà perdus ou que nous sommes encore susceptibles de perdre, tout en préparant les pays vaincus à se révolter dès que les armées et les escadres aériennes libératrices paraîtront. Il est impératif, à cet effet, qu'aucune nation, qu'aucune région conquise par l'ennemi, qu'aucun gouvernement ou État vaincu, ne laisse faiblir sa résistance morale et physique et ne cesse de se préparer matériellement pour le jour de la délivrance. Partout, les envahisseurs, qu'ils soient Allemands ou Japonais, doivent être considérés comme des pestiférés qu'il faut éviter, mettre à l'écart dans toute la mesure du possible. Partout où l'on ne peut résister activement, il faut résister passivement. Il faut faire sentir aux envahisseurs et aux tyrans que leurs triomphes éphémères auront de terribles lendemains, qu'ils sont des hommes traqués et que leur cause est perdue. Un châtiment tout particulier sera réservé aux Quisling et aux traîtres qui se sont faits les instruments de l'ennemi. Ils seront livrés à la justice de leurs compatriotes.

Il faut aussi envisager une troisième phase qui sera l'assaut des forteresses et des territoires nationaux des pays agresseurs, tant en Europe qu'en Asie.

Je viens d'essayer, par ces quelques mots, de jeter une faible lumière sur les ténèbres mystérieuses et insondables de l'avenir. Mais en essayant de prévoir ainsi la route que nous devons nous efforcer de suivre, il ne nous faudra jamais oublier que la puissance et l'action de l'ennemi peuvent à tout moment influencer sur le sort de nos armes. Vous remarquerez en particulier que je n'ai pas tenté de fixer des limites de temps à chacune des phases. Ces

limites dépendent de nos efforts, de nos succès et aussi de la fortune hasardeuse et incertaine de la guerre.

Ces discours de Washington et d'Ottawa furent prononcés à une époque favorable, alors que nous pouvions tous nous réjouir de la création de la Grande Alliance avec ses ressources écrasantes, et avant la série de catastrophes qui devaient s'abattre sur nous du fait de l'attaque du Japon, si longuement et si merveilleusement préparée. Alors même que je prononçais des paroles pleines de confiance, je pressentais les effroyables coups qui allaient déchirer notre chair. La Grande-Bretagne, la Hollande et aussi les États-Unis allaient avoir à payer d'effroyables gages dans le Pacifique, dans l'océan Indien et dans tous les pays et îles asiatiques que baignent leurs flots. Nous devions indiscutablement nous attendre à une période de désastres militaires dont la durée ne pouvait être prévue. Nous aurions à supporter de longs et sombres mois de défaite avant de voir le soleil de la victoire briller de nouveau. Tandis que le train me ramenait à Washington, en ce dernier jour de l'année 1941, on me demanda de me rendre dans le wagon où se trouvaient de nombreux journalistes, parmi les plus éminents des États-Unis. Ce fut sans illusions que je leur souhaitai à tous une excellente nouvelle année. « Je salue 1942. Je salue une année de dur labeur, une année de luttes et de dangers, mais aussi un grand pas vers la victoire. Pussions-nous tous nous en tirer saufs et avec honneur ! »

CHAPITRE XVI

ACCORDS ANGLO-AMÉRICAINS

Signature du Pacte des Nations Unies. — Les terreurs de Litvinov. — Des troupes américaines pour l'Irlande du Nord. — Rapport du 3 janvier au Cabinet de guerre. — Le Conseil mixte des chefs d'état-major. — Sa parfaite efficacité. — Les Russes n'y sont pas représentés. — Situation particulière de sir John Dill. — Le « ferment » de lord Beaverbrook. — L'« Histoire du Comité des Fabrications de guerre » américaine. — Vaste accroissement de la production américaine. — Et de la construction des navires marchands. — Repos à Palm Beach. — Le secret est bien gardé. — Mauvaises nouvelles d'Alexandrie. — Les « torpilles humaines » italiennes. — Notre flotte de ligne en Méditerranée est mise hors de combat. — Renforts aériens pour l'Égypte. — Propositions inopportunes au sujet d'un gouvernement autonome de l'Inde. — La Russie et les États baltes. — Mon télégramme du 8 janvier à M. Eden. — Wendell Willkie, un incident amusant. — Retour à la Maison-Blanche.

Quand je rentrai à la Maison-Blanche, tout était prêt pour la signature du Pacte des Nations Unies. Beaucoup de télégrammes avaient été échangés entre Washington, Londres et Moscou, mais tout était désormais réglé. Le Président avait déployé les efforts les plus ardents pour persuader Litvinov, l'ambassadeur soviétique, que le tour pris par les événements avait remis en faveur, d'accepter les mots « liberté religieuse ». Dans ce dessein, il fut invité à déjeuner avec nous dans la chambre du Président. Mais après les rudes expériences qu'il avait connues dans son pays, l'ambassadeur se devait d'être prudent. Par la suite, le Président eut avec lui une longue conversation en tête à tête où il lui parla de son âme et des feux de l'enfer. Les comptes rendus que M. Roosevelt nous fit en plusieurs occasions de ses entretiens avec le Russe étaient vraiment édifiants. Je lui promis même, une fois, ma recommandation pour le faire nommer archevêque de Canterbury s'il était battu aux prochaines élections présidentielles. Je

n'en parlai cependant pas officiellement au Cabinet ni à la Couronne et, le Président ayant été réélu aux élections de 1944, la question ne se présenta pas. Litvinov, tremblant manifestement de peur, signala le problème posé par les mots « liberté religieuse » à Staline qui les accepta sans sourciller. Le Cabinet de guerre gagna également sa cause au sujet de la « sécurité sociale » je l'appuyai d'ailleurs bien cordialement, en tant ; qu'auteur de la première loi d'assurance contre le chômage. Après qu'un véritable torrent de télégrammes eût roulé à travers le monde pendant une semaine, un accord complet se trouva réalisé au sujet de la Grande Alliance.

Le Président remplaça le titre de « Puissances Associées » par celui de « Nations Unies ». J'estimai que c'était beaucoup mieux. Je montrai à mon ami les vers du *Childe Harold* de Byron :

Ici, où fut tiré le glaive des Nations unies,
Nos compatriotes se battaient en ce jour ! [jamais.
C'est là une chose, la plus essentielle de toutes, qui demeurera à

On roula le Président dans sa chaise jusqu'à ma chambre, dans la matinée du 1^{er} janvier. Je sortis du bain et acceptai la rédaction qu'il me présenta. La Déclaration ne pouvait pas par elle-même remporter des victoires, mais elle montrait bien ce que nous étions et ce pour quoi nous nous battions. Roosevelt, moi-même, Litvinov et Soong, représentant la Chine, signâmes cet auguste document dans le bureau du Président, le jour du nouvel an. Le Département d'État fut chargé de recueillir les signatures des vingt-deux autres nations. Le texte définitif a sa place ici.

Déclaration commune des États - Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Chine, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de Costa Rica, de Cuba, de la Tchécoslovaquie, de la République dominicaine, du Salvador, de la Grèce, du Guatemala, de Haïti, du Honduras, de l'Inde, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, du Nicaragua, de la Norvège, du Panama, de la Pologne, de l'Afrique du Sud et de la Yougoslavie.

Les gouvernements soussignés,

Ayant souscrit au programme commun de buts et de principes énoncé par la Déclaration conjuguée du Président des États-Unis d'Amérique et du Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en date du

14 août 1941, connue sous le nom de Charte de l'Atlantique,

Étant convaincus qu'il est essentiel de remporter une victoire complète sur leurs ennemis pour défendre leur existence, leur liberté, leur indépendance et leur liberté religieuse, ainsi que pour sauvegarder les droits de l'homme et la justice dans leurs propres pays aussi bien que dans les autres, et qu'ils sont désormais engagés dans une lutte commune contre des forces sauvages et brutales visant à asservir le monde, déclarent :

1^o Chaque gouvernement s'engage à mettre en œuvre toutes ses ressources, militaires ou économiques, contre les membres du Pacte tripartite ou ses adhérents avec lesquels ce gouvernement est en guerre.

2^o Chaque gouvernement s'engage à coopérer avec les gouvernements soussignés, et à ne pas conclure d'armistice ou de paix séparée avec les ennemis.

Les autres nations qui collaborent ou pourront collaborer par une assistance et une contribution matérielles à la lutte pour vaincre l'hitlérisme, pourront adhérer à la présente déclaration.

Parmi toutes les demandes que j'avais adressées au Président, une de celles qui me tenaient le plus à cœur était l'envoi de trois ou quatre divisions américaines en Irlande du Nord. Je considérais que l'arrivée de 60 ou 70 000 soldats des États-Unis en Ulster affirmerait la volonté qu'avait l'Amérique d'intervenir directement en Europe. Ces troupes, nouvellement levées, pouvaient aussi bien parfaire leur entraînement en Irlande que dans leur pays, et deviendraient en même temps un élément stratégique. Les Allemands y verraient certainement une raison supplémentaire pour ne pas entreprendre de débarquement dans les îles Britanniques. J'espérais même qu'ils s'exagéreraient l'importance des effectifs ainsi détachés et que leur attention resterait fixée à l'ouest. En outre, chaque division américaine franchissant ainsi l'Océan, libérerait l'une des nôtres, plus aguerrie, que nous pourrions envoyer dans le Moyen-Orient ou, but que je ne perdais jamais de vue, en Afrique du Nord. Personne ou peu de gens virent cette mesure sous cet angle, mais c'était, en fait, le premier pas vers le débarquement des Alliés au Maroc, en Algérie ou en Tunisie, idée qui m'était particulièrement chère. Le Pré-

sident en eut pleinement conscience. Nous ne donnâmes pas une forme précise à nos pensées, mais je sentis qu'elles suivraient la même pente, bien que le moment ne fût pas encore venu, ni pour lui, ni pour moi, de discuter la méthode à employer.

M. Stimson, secrétaire à la Guerre, et ses conseillers militaires, estimèrent également que ce mouvement vers l'Irlande correspondait à leur désir de débarquer en Europe le plus tôt possible. Tout alla donc pour le mieux. Nous tenions beaucoup à ce que l'ennemi connût cette manœuvre stratégique, aussi l'annonçâmes-nous publiquement, sans préciser, naturellement les effectifs en cause. Nous espérions que les Allemands seraient conduits à maintenir des troupes à l'ouest, ce qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions favorables sur le front oriental. Nous ne pûmes mettre le public et la presse britanniques au courant des motifs secrets de l'opération, et beaucoup de critiques injustes s'élevèrent. « Pourquoi, demanda-t-on, par exemple, envoyer des troupes américaines en Ulster? Ne seraient-elles pas beaucoup mieux employées à Singapour? » Cette façon de voir, quand j'en eus connaissance un peu plus tard, me remit en mémoire les vers de Pope :

O Dieux, anéantissez seulement l'espace et le temps,
Et rendez heureux deux amants.

Il était, bien entendu, matériellement impossible d'envoyer en temps utile, une armée à une telle distance.

Je rendis compte de toutes ces décisions au Cabinet de guerre.

3 janvier 1942.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

1^o Vous devez avoir reçu mes deux télégrammes relatifs à ce que nous avons fait hier. Le Président a choisi le titre de « Nations Unies » pour les puissances qui collaborent actuellement. Ce titre est bien meilleur que le mot « Alliance » qui lui susciterait des difficultés constitutionnelles, ou que « Puissances Associées » qui est plat.

2^o Nous n'avons pu faire introduire les mots « ou autorités »

dans le dernier paragraphe de la Déclaration, car Litvinof est un simple automate, manifestement transi de peur après tout ce qu'il a subi. On pourra y obvier par un échange de lettres expliquant que le mot « nations » englobe des autorités telles que celles des Français Libres, ou les organisations d'insurgés qui pourraient se former en Espagne, en Afrique du Nord, voire en Allemagne. Il était impératif de signer parce qu'une trentaine de pays ayant déjà été informés, des fuites étaient inévitables. Le Président tenait aussi beaucoup à la date du 1^{er} janvier.

3^o Il était également essentiel de faire vite pour rédiger les instructions de Wavell. Là encore, il a fallu céder aux vues des Américains en se rappelant que nous n'étions plus seuls, mais mariés. Je suis personnellement partisan d'inclure la Birmanie dans le théâtre d'opérations de Wavell, mais, naturellement, le commandant en chef en Birmanie aura sa base dans l'Inde et sa propre mission à remplir. Il lui faudra prendre des contacts amicaux avec Chang Kai Chek, sur lequel il semble que Wavell et Brett n'aient pas fait une excellente impression.

4^o Les importants mouvements de troupes et d'aviation américaines vers l'Irlande du Nord vont commencer sans délai et pour le moment nous sommes en train de nous débattre pour trouver le tonnage nécessaire à l'exécution de « Super-Gymnast », si possible pendant qu'ils se dérouleront.

5^o Nous constituons ici comme une grande famille, vivant dans la plus grande intimité, sans aucune cérémonie, et j'ai conçu pour le Président la plus vive admiration et le plus profond respect. La largeur de ses vues, sa résolution, son dévouement à la cause commune sont au-dessus de tout éloge. On ne constate pas ici le moindre signe d'énervement ou de souci au sujet des malheurs qui ont marqué l'ouverture des hostilités. On les considère avec le plus grand sang-froid et l'on compte les réparer en rassemblant des forces écrasantes de tous genres. Bien entendu, d'ici quelque temps, le public fera un beau chahut.

6^o Veuillez remercier le Cabinet pour le message extrêmement aimable qu'il m'a envoyé à l'occasion du nouvel an. Je suis enchanté que ce que j'ai dit au Canada vous ait plu. J'y ai été reçu d'une façon émouvante.

Les historiens penseront peut-être plus tard que le résultat le plus précieux et le plus durable de notre première conférence à Washington, baptisée « Arcadia », fut la création du « Conseil mixte des chefs d'état-major ». Il fut installé à Washington, mais comme les chefs d'état-major britanniques étaient obligés de rester auprès de leur gouvernement, ils se firent représenter par des officiers supérieurs, à demeure en

Amérique. Ces officiers se tenaient en contact jour par jour, même heure par heure, avec Londres, et se trouvaient donc en mesure d'exposer et d'expliquer les vues des chefs d'état-major britanniques à leurs collègues américains sur tout nouveau problème, à n'importe quel moment du jour ou de la nuit. Les fréquentes conférences qui se réunirent en divers points du globe, Casablanca, Washington, Québec, Téhéran, Le Caire, Malte et la Crimée, mettaient les dirigeants eux-mêmes en contact pendant des périodes qui atteignirent deux semaines. Sur les 200 séances officielles du Conseil mixte des chefs d'état-major pendant la guerre, 89 eurent lieu à l'occasion de ces conférences, et ce fut au cours de ces séances plénières que la majorité des grandes décisions furent prises.

La procédure habituelle était la suivante : au début de la matinée chaque Conseil des chefs d'état-major se réunissait à part. Un peu plus tard les deux groupes fusionnaient, et ils tenaient souvent une autre réunion commune dans la soirée. Ils étudiaient la conduite de la guerre dans son ensemble et nous soumettaient, au Président et à moi, les recommandations sur lesquelles ils s'étaient mis d'accord. Naturellement, nous continuions à discuter directement entre nous par des conversations ou des échanges de télégrammes et nous nous tenions en contact étroit avec notre propre état-major. Les propositions des conseillers militaires étaient examinées au cours de réunions plénières et, d'après ces avis, des ordres partaient vers les chefs en campagne. Dans ces séances du Conseil mixte des chefs d'état-major le choc des idées pouvait être rude, la discussion vive, voire ardente, le dévouement à la cause commune ne l'emportait pas moins constamment sur les intérêts nationaux ou personnels. Une fois les décisions arrêtées et approuvées par les chefs de gouvernement, elles étaient mises à exécution avec la loyauté la plus complète, particulièrement par ceux dont les avis n'avaient pas été retenus. Nous parvînmes toujours à un accord sur l'action à entreprendre et sur les instructions précises à envoyer aux chefs des divers théâtres d'opérations. Tous les exécutants savaient que les ordres reçus représentaient la conception commune et l'autorité compétente des deux gouvernements. Jamais organisme de guerre plus fécond ne fut créé entre des alliés, et je me réjouis de savoir qu'il continue à fonctionner sinon dans la même forme, du moins en fait.

Les Russes n'étaient pas représentés à ce Conseil mixte des chefs d'état-major. Leur front était lointain, unique, indé-

pendant, il n'y avait aucune nécessité ni d'ailleurs aucun moyen de fusionner les états-majors. Il nous suffisait de savoir les grandes lignes de leurs projets et les dates qu'ils leur assignaient, et de les tenir au courant des nôtres. Dans ce domaine, nous gardâmes un contact aussi étroit qu'ils le permirent avec eux. Je raconterai en temps voulu mes visites personnelles à Moscou et les chefs d'état-major des trois nations se réunirent à Téhéran, à Yalta et à Potsdam.

Le fait de parler la même langue constituait évidemment un avantage capital dans toutes les discussions anglo-américaines. Les retards et même les malentendus partiels qui se produisent souvent quand il faut utiliser des interprètes, furent ainsi évités. Il existait cependant des différences d'expression qui, au début, donnèrent lieu à un incident amusant : l'état-major britannique prépara un document sur un sujet qu'il considérait comme urgent et prévint l'état-major américain qu'il désirait le soumettre aussitôt (*to table it*) au Conseil. Mais aux États-Unis le verbe « *to table* » signifie mettre un document dans le tiroir et l'y laisser dormir. Une longue discussion s'engagea et des arguments acrimonieux furent échangés, avant qu'on se rendît compte des deux côtés qu'on était d'accord et qu'on désirait exactement la même chose.

J'ai signalé dans quelles conditions le maréchal Dill, qui n'était plus chef d'état-major impérial, s'était embarqué avec nous sur le *Duke of York*. Il joua un rôle important dans toutes les discussions non seulement à bord, mais surtout lorsque nous rencontrâmes les chefs américains. Je m'aperçus aussitôt qu'il jouissait aux yeux de ceux-ci d'un très grand prestige et pouvait exercer sur eux une influence considérable. Aucun des officiers britanniques que nous envoyâmes de l'autre côté de l'Océan au cours de cette guerre ne parvint à obtenir l'estime et la confiance des Américains à un pareil degré. La puissance de sa personnalité, sa discrétion, son tact lui gagnèrent presque immédiatement l'oreille du Président. Parallèlement, il noua des liens d'excellente camaraderie et d'amitié personnelle avec le général Marshall.

D'énormes accroissements de la production furent décidés. A cet égard, Beaverbrook joua un rôle capital. L'histoire officielle de la mobilisation industrielle américaine (1) en porte généreusement témoignage. Donald Nelson, directeur des productions de guerre en Amérique, avait déjà échafaudé de gigantesques plans. « Mais, dit le compte rendu américain, lord Beaverbrook exposa sous une forme dramatique à Nelson, le 29 décembre, la nécessité d'être audacieux. » M. Nelson lui-même rapporte excellemment ce qui se passa :

Lord Beaverbrook souligna avec force que nous devons fixer à notre production des buts beaucoup plus élevés que ceux prévus pour 1942, si nous voulions tenir tête à un ennemi résolu et plein de ressources. Il fit remarquer que nous ne possédions pas encore l'expérience des pertes de matériel inévitables dans une guerre du genre de celle que nous livrions... Il ne cessa d'insister pour que nous accroissions nos prévisions concernant notre programme de production du matériel de guerre. Il estime entre autres, que nous devrions fixer à 45 000 la production des chars en 1942, alors que M. Knudsen s'était arrêté à 30 000.

Le compte rendu américain continue en ces termes :

Ce ferment que lord Beaverbrook avait semé dans l'esprit de Nelson, il le communiqua aussi au Président. Dans une note qu'il adressa à celui-ci, il compara la production des États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada, prévue pour 1942, aux besoins réels américains, anglais et russes. Cette comparaison fit apparaître des déficits énormes dans les fabrications envisagées, s'élevant à 10 500 pour les chars, à 26 730 pour les avions, à 22 600 pour les canons, à 1 600 000 pour les fusils. Il faut accroître les buts à atteindre dans la production, écrivait lord Beaverbrook, et il fondait sa confiance dans leur réalisation sur « les immenses possibilités de l'industrie américaine ». Ces buts devaient être, en 1942, de 45 000 chars, 17 700 canons de D. C. A., 24 000 avions de chasse, le double des canons antichars alors prévus, y compris tous les accroissements envisagés.

Il en résultait pour notre production un programme très supérieur même à celui que Nelson avait proposé. Le Président fut convaincu qu'il était nécessaire de revoir complètement la question de notre puissance industrielle... Il fixa lui-même un programme d'armements prévoyant 45 000 avions de combat, 45 000 chars,

(1) *History of the War Production Board, 1940-1945.*

20 000 canons de D. C. A., 14 900 canons antichars, et 500 000 mitrailleuses pour 1942.

Je télégraphiai toutes ces bonnes nouvelles en Grande-Bretagne.

4 janvier 1942.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Il y a eu une série de conférences au sujet des fabrications de matériel. Elles ont été dirigées par le Président lui-même et par le vice-président. Les négociations et la discussion des détails se sont poursuivies tous les jours. Vendredi, j'ai présidé une réunion avec le Président. Deux autres ont été tenues samedi. Nos ultimes conclusions sont les suivantes :

Il a été décidé de porter la construction américaine des navires marchands à 8 millions de tonnes de jauge brute en 1942, à 10 millions en 1943. Le nouveau programme pour 1942 représente une augmentation d'un tiers sur l'ancien.

Le programme des armements a été arrêté comme suit pour 1942-1943 :

<i>Armements.</i>	1942	1943
Avions de combat	45 000	100 000
Chars	45 000	75 000
Canons de D. C. A.	20 000	35 000
Canons antichars	14 900	Non fixé.
Mitrailleuses pour la troupe et pour les chars.	500 000	Non fixé.

Les accroissements que représente ce nouveau programme sur celui déjà prévu pour 1942 et qui avait été fixé *après* l'entrée en guerre des États-Unis, sont les suivants :

Avions de combat	31 250
Chars	29 550
Canons de D. C. A.	8 900
Canons antichars	11 700
Mitrailleuses	238 000

Des instructions ont été données à tous les ministères intéressés. Le message (présidentiel) au Congrès de cette semaine contiendra un résumé de ce programme. Le budget prévoira les crédits nécessaires.

Max a été merveilleux et Hopkins est une bénédiction. J'espère que vous serez satisfait de cet immense accroissement des programmes.

Ces chiffres remarquables furent atteints, voire dépassés à la fin de 1943. En ce qui concerne les navires marchands, par exemple, les nouvelles constructions américaines furent de :

5 339 000 tonnes en 1942.
12 384 000 tonnes en 1943.

Ma continuelle concentration d'esprit sur la conduite générale de la guerre, mes discussions constantes avec le Président, avec ses principaux conseillers et avec les miens, mes deux discours et mon voyage au Canada, joints au flot continu d'affaires urgentes réclamant des décisions, l'échange de très nombreux télégrammes avec mes collègues de Londres, firent que mon séjour à Washington fut non seulement une période de tension et de labeur, mais aussi une épreuve exténuante. Mes amis américains me trouvèrent l'air fatigué et pensèrent que j'avais besoin de repos. M. Stettinius mit très aimablement à ma disposition la petite villa qu'il possédait près de Palm Beach, vers une plage isolée, et un avion m'y conduisit le 4 janvier. La veille de mon départ, l'appareil de conditionnement d'air dans ma chambre, à la Maison-Blanche, eut un arrêt momentané, la chaleur devint étouffante et en essayant d'ouvrir la fenêtre, je me forçai un peu le cœur, ce qui me donna des malaises pendant plusieurs jours. Sir Charles Wilson, mon médecin personnel, décida cependant de ne pas contremander mon départ pour le midi. Le général Marshall nous accompagna jusqu'au bout dans l'avion et j'eus avec lui quelques bonnes conversations. Je passai cinq jours chez Stettinius, m'étendant au soleil ou à l'ombre, me baignant dans une mer fort agréable, en dépit de l'apparition, une fois, d'un requin fort gros. On me dit que c'était seulement un « requin de fond », mais cela ne me rassura pas complètement. Il est aussi fâcheux d'être mangé par un requin de fond que par un autre. A partir de ce moment je restai en eau peu profonde.

Mes déplacements furent gardés rigoureusement secrets et la presse fut informée par la Maison-Blanche qu'ils devaient être considérés, de même que ceux du Président, comme des mouvements de navires de guerre. Ils ne furent donc mentionnés nulle part. Toutefois, je fus salué par un grand nombre de gens en Floride, beaucoup de journalistes et de photographes avec qui j'échangeai des propos fort agréables,

m'attendirent à l'entrée de ma retraite, mais jamais il n'en transpira un seul mot dans la presse.

5 janvier 1942.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

1^o Je pars vers le sud pour quelques jours, espérant conserver l'incognito absolu, et le Président va se rendre à Hyde Park. En attendant, les états-majors travaillent dur et nous étudierons les résultats à notre retour. Beaucoup de difficultés se présentent pour l'élaboration des plans offensifs, mais il nous faut persévérer. Le grand mouvement de troupes américaines vers l'Irlande est bien mis au point ici. Assurez-vous que nous nous préparons de notre côté. Veillez, je vous prie, à ce que toute cette affaire soit une réussite, qu'on étudie la nourriture spéciale à donner aux soldats, etc.

2^o Vous comprenez, je suppose, que nous ne cherchons pas seulement à satisfaire aux nécessités du moment mais à élaborer un plan permettant de faire intervenir efficacement les armées américaines sur les fronts de combat le plus tôt possible. Nous sommes limités par le tonnage.

3^o Je serais heureux qu'on continuât à m'envoyer tous les documents nécessaires, car la communication télégraphique avec moi ne sera interrompue à aucun moment. On essaye ici de garder secrets mes déplacements. Il serait bon d'éviter que nos journaux échafaudent des suppositions sur la date de mon retour et sur mes mouvements.

7 janvier 1942.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Je prends quelques jours de repos dans le midi, sur le conseil de Charles Wilson (1), après une période exténuante. Le Président interdit la publication de toute nouvelle à ce sujet dans la presse américaine. Assurez-vous que rien ne paraîtra dans la presse britannique, car les journalistes d'ici seraient vexés et je n'arriverais plus à me débarrasser ni d'eux ni des touristes.

Ce fut pendant que je me reposais sous le soleil doré de Palm Beach et que je dictais tous ces télégrammes et ces mémorandums, que j'appris la nouvelle de la mise hors de

(1) Sir Charles Wilson, actuellement lord Moran,

combat du *Queen Elizabeth* et du *Valiant* à Alexandrie par des « torpilles humaines » italiennes. J'en ai parlé dans un précédent chapitre. Ce malheur, venant s'ajouter à toutes les autres pertes navales que nous subîmes à cette époque, était fort malencontreux et très préoccupant. J'en compris immédiatement la gravité. La flotte de ligne de la Méditerranée cessait momentanément d'exister, de même que la possibilité de protéger l'Égypte contre une attaque venant directement de la mer. La conjoncture parut nécessiter l'envoi de tous les avions torpilleurs qu'on put retirer de la côte sud d'Angleterre. Les conséquences devaient en être assez désagréables comme on le verra.

7 janvier 1942.

*Premier Ministre à général Ismay pour Conseil des chefs
d'état-major et secrétaire d'État à l'Air.*

Devant la situation navale en Méditerranée il est évidemment urgent et important d'y envoyer de puissants renforts aériens, particulièrement des avions-torpilleurs, prélevés sur l'aviation côtière ou l'aviation de bombardement. Il faut accepter une réduction proportionnée de nos opérations offensives de bombardement sur l'Allemagne, etc., et les restrictions de tonnage. Le général Arnold (1) me dit qu'il va envoyer en Irlande dès que possible deux groupes de bombardiers, c'est-à-dire 80 appareils, ainsi que quelques groupes de chasseurs. Dites-moi, s'il vous plaît, ce que vous allez faire et si l'amiral Cunningham est consolé.

Je craignais également de voir répéter à Scapa Flow l'exploit des Italiens.

9 janvier 1942.

Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.

Le très fâcheux incident d'Alexandrie, m'a conduit à me demander si Scapa Flow était à l'abri de pareilles attaques. Est-ce que nous patrouillons bien les passes en jetant des grenades sous-marines toutes les vingt minutes? Il est hors de doute que les forts courants qui y règnent constituent une protection bien meilleure que le calme qu'on trouve devant Alexandrie.

Où en est-on?

(1) Chef des forces aériennes des États-Unis.

Il importait par-dessus tout que l'ennemi n'apprît pas la véritable situation de nos deux grands cuirassés, qui reposaient droit sur leur quille au fond du port d'Alexandrie.

Je trouvais alors le temps de m'occuper de plusieurs questions difficiles qui me hantaient. Il y avait naturellement l'idée, à laquelle revenaient le vice-roi et le Cabinet, de donner une nouvelle constitution à l'Inde, susceptible d'amener le parti du Congrès à se rallier à la cause commune et à s'occuper de la sécurité de son pays. Nous verrons dans un des volumes suivants que ce n'était là qu'une illusion.

7 janvier 1942.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

J'espère que mes collègues comprendront le danger qu'il y aurait à soulever une question constitutionnelle et plus encore à apporter des changements à la constitution de l'Inde, à un moment où l'ennemi est aux frontières de ce pays. L'idée que nous pouvions « obtenir plus de l'Inde » en donnant le pouvoir au Congrès dans les présentes circonstances, me paraît mal fondée. Il ne peut en être autrement si l'on prend pour base des considérations électorales ou parlementaires. En faisant entrer des éléments politiques hostiles dans l'appareil de défense on en paralysera le fonctionnement. Si l'on choisit simplement quelques Indiens bien disposés à notre égard, on ne court pas de risque sérieux. Mais cela ne satisfera aucunement les revendications politiques. Les libéraux indiens, en dépit de leurs belles paroles, n'ont jamais été capables de tenir leurs engagements. Les troupes indiennes se battent magnifiquement mais il faut se rappeler qu'elles relèvent du Roi Empereur et qu'une race guerrière ne supportera jamais la domination du Congrès et de l'organisation des prêtres hindous.

2° Je ne crois pas que vous aurez le moindre ennui avec l'opinion publique américaine. Tous les commentaires de presse que j'ai lus au sujet de l'Inde, ont été singulièrement plus mesurés, surtout depuis l'entrée en guerre des États-Unis. Toutes les pensées ici se concentrent sur les moyens de gagner la guerre le plus vite possible. Le premier devoir des élus du Congrès qui assurent le contrôle du gouvernement provincial est de reprendre leurs fonctions de ministres responsables et de montrer qu'ils sont capables de mener à bien l'énorme tâche qui leur a été confiée en cette période de crise. Veuillez communiquer cette opinion au

Cabinet. Je compte que nous ne nous départirons pas de la position que nous avons prise après mûre réflexion.

Je fus très ému par les renseignements que M. Eden rapporta de Moscou au sujet des ambitions territoriales de la Russie, particulièrement dans les États baltes. Ceux-ci avaient été conquis par Pierre le Grand et étaient restés soumis aux tzars pendant deux siècles. Depuis la révolution russe ils constituaient les avant-postes de l'Europe contre le bolchévisme. Ils formaient ce qu'on appelle actuellement des « démocraties sociales », mais fort actives et brutales. Hitler les avait abandonnés comme des pions sur un échiquier, lors de ses tractations avec les Soviets avant le déclenchement des hostilités, en 1939. Les Russes et les communistes y avaient procédé à une épuration très sévère. Toutes les personnalités et les éléments marquants avaient été éliminés d'une façon ou de l'autre. La vie de ces peuples vigoureux était dès lors devenue clandestine. Comme nous le verrons, Hitler avait reparu et exécuté une contre-épuration nazie. Finalement, les Soviets revinrent à leur tour lors de la victoire générale. Le rateau mortel passa donc plusieurs fois, dans un sens et dans l'autre, sur l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie. Mais il était possible de dire sans hésitation de quel côté se trouvait le bon droit. Les États baltes devaient être indépendants et souverains.

8 janvier 1942.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

Nous n'avons jamais reconnu les frontières de 1941 de la Russie autrement que *de facto*. Elles furent acquises par des actes d'agression dans une collusion criminelle avec Hitler. Le transfert des habitants des États baltes à la Russie soviétique contre leur volonté serait contraire à tous les principes pour lesquels nous nous battons actuellement et déshonorerait notre cause. Il en va de même pour la Bessarabie et la Bukovine septentrionale, et, à un moindre degré, pour la Finlande, qui, d'après ce que je crois comprendre, ne doit pas être entièrement asservie et absorbée.

2^e La Russie pourrait, pour des raisons stratégiques, réclamer les approches de Leningrad, que les Finlandais ont utilisées pour l'attaquer. Il y a, dans la Baltique, des îles qui peuvent être essentielles à la sécurité de l'Union soviétique. Ces mêmes raisons de sécurité stratégique peuvent être invoquées au sujet de certains

points des frontières de la Bessarabie ou de la Bukovine. Dans ce cas, il faudra offrir aux habitants d'évacuer le pays et de les dédommager s'ils le désirent. Dans tous les autres cas, les transferts de territoires devront être régularisés après la guerre par des plébiscites honnêtes et libres, bien différents de ce qu'on nous propose. De toute façon, il ne peut être question d'établir des lignes de frontières avant la Conférence de la paix. Je sais que le président Roosevelt est aussi catégorique que moi à ce sujet et il m'a plusieurs fois exprimé sa satisfaction de l'attitude énergique que nous avons prise à Moscou. Je ne pourrais me faire l'avocat d'un Cabinet britannique qui serait disposé à s'engager dans cette voie.

3^o Je considère que notre bonne foi est engagée dans le maintien de principes de la Charte de l'Atlantique, à laquelle Staline a également souscrit. Notre union avec les États-Unis en dépend aussi...

5^o En ce qui concerne l'effet que produira sur la Russie notre refus de préjuger des négociations de paix à ce stade de la lutte et de nous écarter des principes de la Charte de l'Atlantique. Il faut observer que les Russes ne sont entrés en guerre que lorsqu'ils ont été attaqués par les Allemands, après s'être montrés totalement indifférents à notre sort, et, en réalité, ils n'ont fait qu'ajouter à notre fardeau à l'heure de nos pires difficultés. Leurs armées se sont battues très vaillamment et ont fait preuve d'une puissance immense et insoupçonnée dans la défense de leur sol natal. Mais ils combattent pour sauver leur existence et n'ont jamais eu la moindre pensée pour nous. Par contre, nous, nous leur apportons toute l'aide qui est en notre pouvoir parce que nous admirons la façon dont ils défendent leur pays et parce qu'ils se battent contre Hitler.

6^o Personne ne peut prévoir quel sera l'équilibre des forces à la fin de la guerre, ni le point qu'auront atteint les armées victorieuses. Il paraît cependant probable que les États-Unis et l'Empire britannique, bien loin d'être épuisés, constitueront le *bloc* (1) économique et militaire le plus puissant qu'ait jamais vu le monde, et que l'Union soviétique aura beaucoup plus besoin de notre aide pour sa reconstruction que nous n'aurons besoin de la sienne.

7^o Vous avez promis que nous examinerions ces demandes de la Russie conjointement avec les États-Unis et les Dominions. Nous devons tenir cette promesse. Mais il ne peut exister la moindre hésitation sur l'opinion d'un gouvernement britannique que je préside, elle ne peut être qu'une adhésion aux principes de liberté et de démocratie exposés dans la Charte de l'Atlantique, et une affirmation que ces principes doivent être plus particulièrement respectés chaque fois qu'il est question d'un transfert de territoires. Il me paraît donc que nous devons répondre en déclarant

(1) En français dans le texte. (N. du T.)

que tout ce qui concerne la fixation des frontières territoriales doit être laissé aux décisions de la Conférence de la paix.

Juridiquement, la question ne se pose pas autrement aujourd'hui.

Pendant mon séjour à Palm Beach, je fus naturellement en contact permanent, par téléphone, avec le Président et les chefs d'état-major britanniques restés à Washington, et je pouvais parler avec Londres en cas de besoin. Il se produisit un incident amusant quoique assez déconcertant, sur le moment. M. Wendell Willkie avait demandé à me voir. Il existait à ce moment-là une certaine tension entre lui et le Président. Roosevelt n'avait pas paru tenir du tout à ce que je rencontraisse les membres éminents de l'opposition et je m'en étais, en conséquence, abstenu jusqu'alors. Mais en ce qui concernait Wendell Willkie qui était venu en Angleterre en janvier 1941 et avec qui j'avais noué alors d'excellentes relations, je sentais que je ne pouvais quitter les rives américaines sans le revoir. C'était également l'avis de notre ambassadeur. Je le fis donc demander au téléphone dans la soirée du 5 janvier. On m'annonça au bout d'un certain temps : « Vous avez la communication. » Je dis alors à peu près ceci : « Je suis très heureux de pouvoir vous parler. J'espère que nous pourrions nous rencontrer. Je rentre par le train demain soir. Ne pourriez-vous monter dans mon wagon en quelque point du parcours et passer quelques heures avec moi ? Où serez-vous samedi prochain ? » Une voix me répondit : « Mais, précisément où je me trouve en ce moment, à mon bureau. — Je ne comprends pas, » répliquai-je. — « A qui croyez-vous parler ? — A M. Wendell Willkie, n'est-ce pas lui ? — Non, me fut-il répondu, vous parlez au Président. » Je n'entendis pas très bien la phrase et redemandai : « A qui ? — Vous me parlez à moi, Franklin Roosevelt. » Je lui dis : « Je n'avais pas l'intention de vous déranger en ce moment. J'essayais de parler à Wendell Willkie, mais votre central téléphonique me paraît avoir commis une erreur. — J'espère que tout se passe bien pour vous là-bas et que vous passiez un séjour agréable, » dit le Président. Nous échangeâmes ensuite quelques propos aimables sur nos déplacements et nos projets personnels, et je demandai, à la fin : « Je suppose que vous ne voyez aucun inconvénient à ce que je désire parler à Wendell Willkie ? — Non, » répondit Roosevelt, et ce fut la fin de notre conversation.

Il faut se rappeler que cela se passait alors que notre amitié était encore récente et, en rentrant à Washington, je crus bon de m'informer auprès de Harry Hopkins pour savoir si j'avais froissé le Président. Je lui écrivis donc :

Je compte sur vous pour me faire savoir si cette tentative faite par moi pour parler à ladite personne est considérée en quoi que ce soit comme déplacée. J'estimais que c'était un devoir pour moi de me montrer courtois envers un personnage officiel important et, à moins que vous ne me le déconseilliez, je me propose toujours de le faire.

Hopkins me déclara qu'il n'y avait eu aucun froissement.

Le moment était venu de rentrer.

9 janvier 1942.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

3^o Vous aurez vu par mes télégrammes que je n'ai pas chômé ici. En fait, la retraite dans laquelle j'ai vécu m'a permis de faire des mises au point plus nettes que dans le remueménage de Washington. Je suis en train de préparer un mémorandum considérable sur la coopération anglo-américaine, mémorandum que je discuterai dès mon retour avec les chefs d'état-major, puis avec le Président.

4^o Je suis enchanté que le débat du 8 se soit passé calmement et que la Chambre ait accepté d'ajourner la discussion sur la question principale. Bien entendu, les criailleries et les grognements ont tous été signalés ici et on serait conduit à penser qu'ils représentent l'opinion de la Chambre. On a publié ici plusieurs observations qui ne font pas très bon effet sur l'opinion publique américaine, et je fais remarquer au Président que nous ne pouvons pas plus empêcher les membres de la Chambre d'exprimer ce qui leur passe par la tête qu'il ne peut le faire pour les « hommes des bois » (1) du Congrès. Essayez de me faire savoir l'essentiel de ce que Anthony et vous-même avez dit.

5^o Il serait peut-être bon que je fisse mon exposé mardi et que quelqu'un proposât immédiatement de voter l'ajournement. Cela permettrait aux critiques habituelles de s'exprimer avant que j'aie épuisé mon droit de réponse. Mais vous estimerez peut-être

(1) Les Anglais appellent ainsi les membres de la Chambre des lords qui n'apparaissent que si l'on discute une question qui les intéresse (N. du T.)

que ce n'est pas nécessaire. Je ne peux m'empêcher de penser que nous aurons un fameux récit à faire, même si nous ne pouvons pas raconter le plus beau.

Je pris le train pour rentrer à Washington dans la soirée du 9 et j'arrivai à la Maison-Blanche le 11. Le travail me tint compagnie pendant le voyage.

CHAPITRE XVII

RETOUR VERS LA TEMPÊTE

Nouvelles notes sur la guerre consécutives aux discussions anglo-américaines. — Extension de l'armée des États-Unis. — Et de l'aviation. — Accroissement des fabrications d'armements et des constructions navales. — Importance de l'envoi d'une armée américaine en Irlande du Nord. — La résistance acharnée de Rommel retarde nos projets concernant l'Afrique du Nord. — Nécessité d'user la puissance aérienne allemande en l'engageant continuellement. — La résistance victorieuse des Russes dans le sud nous délivre d'un grave souci. — Menaces sur le Caucase. — La guerre contre le Japon. — Il nous faut reprendre l'initiative. — Une force mobile pour attaquer les conquêtes japonaises. — Dernière conférence à la Maison-Blanche (12 janvier). — Accord complet entre Américains et Britanniques. — La question du général Marshall. — Nous partons pour l'Angleterre. — Les inquiétudes du Président. — L'hydravion Boeing. — Mon désir de l'utiliser. — Avis compétents de Portal et de Pound. — Je parle devant l'Assemblée des Bermudes. — Il est décidé de rentrer par avion et non par le *Duke of York*. — Un vol très long. — Moment critique à l'aube. — Arrivée à Plymouth (17 janvier).

Au cours de mon séjour en Floride je rédigeai un quatrième mémorandum en deux parties, destiné au Conseil des chefs d'état-major et au Conseil de Défense du Cabinet de guerre. Je comptais aussi le soumettre aux Américains. Il différait des trois précédents documents en ce qu'il avait été écrit après les premières conversations que j'avais eues à Washington avec le Président et ses conseillers et les discussions au sein du Conseil mixte des chefs d'état-major. Lors de mon retour à Londres je communiquai tous ces documents au Cabinet de guerre pour information. L'accord était déjà réalisé dans une très large mesure entre nos deux pays et le Cabinet approuva fort, dans son ensemble, la façon dont nos affaires avaient été conduites. Je ne reproduis ici que les paragraphes traitant des questions les plus générales (1).

(1) Les paragraphes 9, 10, 14, 15 et 16 ont été supprimés faute de place.

10 janvier 1942.

*Général Ismay pour Conseil des chefs d'état-major
et Conseil de Défense.*

J'ai profité de quelques jours de calme et de retraite pour passer en revue les points les plus saillants de la guerre, tels qu'ils m'apparaissent après les discussions que nous avons eues ici.

1^o Les États-Unis ont été attaqués et se trouvent en guerre avec les trois puissances de l'Axe, ils désirent engager le plus rapidement et le plus efficacement possible sur les fronts de combat celles de leurs troupes qui sont entraînées. Par suite de la pénurie de navires il ne sera pas possible de le faire sur une très vaste échelle en 1942. En attendant, l'armée des États-Unis va être portée d'un effectif légèrement supérieur à 30 divisions et 5 divisions blindées, à un effectif total d'environ 70 divisions dont 10 blindées. Environ 3 750 000 recrues ont été appelées ou sont sur le point de l'être pour l'armée et l'aviation (plus d'un million). Les réserves d'hommes sont pratiquement illimitées, mais il serait nuisible à l'effort de guerre de convoquer sous les drapeaux des contingents plus importants au cours de la présente phase.

2^o Il paraît improbable qu'on puisse transporter sur les fronts de combat au cours de 1942 plus du quart ou du tiers des forces américaines ci-dessus. En 1943, par contre, le vaste accroissement du tonnage qui résultera de l'exécution de l'ancien et du nouveau programme, permettra de faire franchir l'Océan à des effectifs beaucoup plus importants, de sorte que l'été de 1943 pourrait être marqué par de grandes opérations offensives qu'il importe d'étudier soigneusement dès maintenant.

3^o L'armée de l'Air des États-Unis, déjà puissante et qui s'accroît rapidement, peut être engagée dans des combats importants en 1942. Il a déjà été proposé que de grosses forces de bombardement, basées sur les îles Britanniques, attaquent l'Allemagne et les ports d'où peut partir l'invasion. Des groupes de chasse américains peuvent participer à la défense de la Grande-Bretagne et aider à acquérir la maîtrise de l'air au-dessus des secteurs des côtes françaises situés dans le rayon d'action de l'aviation de chasse.

4^o Étant donné que le Président a annoncé au Congrès les énormes accroissements qu'allaient subir les fabrications d'armement et les constructions de navires en 1942, avant d'atteindre leur plein rendement en 1943, Hitler a plus besoin que jamais d'obtenir la victoire en 1942, c'est-à-dire avant que la puissance des États-Unis ait pu se faire sentir pleinement.

5^o Il a eu le temps de préparer, peut-être en grandes quantités, des navires capables de transporter des chars et de les débarquer sur n'importe quelle plage. Il a, sans aucun doute, développé dans

une mesure qu'il est difficile d'évaluer, ses possibilités d'attaques par parachutistes et surtout par troupes aéroportées. Le Président, exprimant une opinion partagée par les plus éminents stratèges américains, a déclaré que la Grande-Bretagne constituait un bastion essentiel des Nations Unies. C'est, en fait, le seul endroit où la guerre peut être perdue au cours de la campagne critique de 1942 qui va s'ouvrir. Il serait extrêmement imprudent de permettre que la défense victorieuse des îles Britanniques fût compromise...

6° L'envoi de quatre divisions américaines (dont une blindée) en Irlande du Nord est donc une mesure absolument nécessaire qu'aucun obstacle ne doit empêcher. La relève de la garnison britannique d'Islande (s) libérera encore une de nos divisions. Il a en outre été suggéré que l'on demande aux autorités américaines si elles ne pourraient pas entraîner en Islande des troupes aussi nombreuses que possible aux opérations en montagne et dans la neige, car la libération de la Scandinavie ne peut être préparée que si nous disposons d'un grand nombre d'unités de montagne et de skieurs...

7° La résistance acharnée de l'ennemi en Cyrénaïque, la possibilité de voir Rommel se replier ou échapper avec une partie de ses troupes, les renforts qui ont probablement déjà atteint Tripoli et les autres qui arriveront dans l'intervalle, surtout les difficultés que rencontre le ravitaillement de nos unités à mesure qu'elles avancent, tout cela retardera ou même empêchera la complète exécution d'« Acrobat » (dégagement de Tripoli). Nous pouvons donc étudier plus complètement « Super-Gymnast » (occupation de l'Afrique du Nord française par les Anglo-Américains) et exécuter « Magnet » (envoi de troupes américaines en Irlande du Nord) avec toute la célérité possible.

8° ... L'aviation allemande de première ligne est déjà numériquement inférieure à l'aviation britannique. Une énorme partie de ses appareils doit obligatoirement rester en Russie. Mais le gros de l'aviation britannique ne peut quitter la métropole, où elle ne fait face, pour le moment, qu'à une faible concentration de bombardiers et de chasseurs ennemis. Elle ne peut être transportée ailleurs parce que les Allemands disposent d'excellentes lignes intérieures et sont susceptibles de déplacer très rapidement le centre de gravité de leurs forces. En outre, il faut tenir compte de l'aviation italienne.

11° L'objectif que nous devons nous proposer, c'est d'user la puissance aérienne allemande en l'engageant continuellement. C'est ce qui se fait sur le front russe. Cela ne peut cependant s'accomplir sur notre front, que dans une mesure réduite à moins que l'ennemi reprenne ses bombardements ou ses attaques de jour. Cependant, comme l'ennemi semble enclin à créer un nouveau front en Méditerranée, nous devons l'y affronter avec la supériorité que seule l'arrivée des forces aériennes américaines pourra

nous donner. Il est de la plus extrême importance que l'aviation allemande soit contrainte de se battre dans toutes les occasions possibles et sur tous les points d'attaque. Nous pouvons mieux supporter l'usure qu'elle. En fait, comme le général Grant au cours de sa dernière campagne, nous pouvons presque nous permettre de subir des pertes doubles des siennes, étant données les immenses ressources dont nous allons disposer. Tout avion ou pilote allemand abattu en 1942, en vaut deux abattus en 1943. C'est seulement en imposant à l'ennemi une lutte aérienne incessante que nous porterons ses pertes à un niveau tel qu'il deviendra incapable de les combler par la production de ses usines et le débit de ses écoles de pilotage. De cette façon il nous sera possible de reprendre l'initiative car l'adversaire en sera réduit, comme nous l'avons été jusqu'ici, à satisfaire au jour le jour à ses besoins en essayant de garder la tête hors de l'eau.

12° Il faut applaudir à la victorieuse résistance des Russes le long du Don et en Crimée ; en conservant aux Soviets la maîtrise de la mer Noire, elle nous a délivrés d'un très grand souci. Il y a trois mois encore nous étions obligés de prévoir une poussée allemande à travers le Caucase jusqu'à la Caspienne et aux puits de pétrole de Bakou. Ce danger est à peu près certainement écarté pour quatre ou cinq mois, jusqu'à la fin de l'hiver et, bien entendu, si la résistance russe continue à être victorieuse dans le sud cela pourra nous donner une complète immunité.

13° Mais le danger peut se représenter à la fin du printemps. La pénurie de pétrole qui est déjà très aiguë en Allemagne et dans les pays conquis par elle, fait de la prise de Bakou et des régions pétrolifères en Perse des objectifs d'importance vitale pour elle en fait, la nécessité d'une telle opération vient tout de suite après celle d'opérer un débarquement victorieux dans les îles Britanniques... L'énorme puissance de l'armée hitlérienne peut se réaffirmer dès que le temps deviendra plus favorable. Dans ce cas, le commandement ennemi pourrait se contenter de rester sur la défensive dans les secteurs septentrionaux et centraux du front germano-russe, et tenter une poussée offensive en direction du sud-est, à travers le Caucase, pour atteindre les champs pétrolifères qui se trouvent au delà.

LA GUERRE CONTRE LE JAPON

17° On admet généralement que la défaite de l'Allemagne, entraînant son effondrement, laisserait le Japon en face de forces écrasantes, alors que la défaite du Japon ne mettrait nullement fin à la guerre mondiale. En outre, les énormes distances du Pacifique et les précieuses positions-clefs avancées déjà saisies ou qui vont probablement l'être par les Japonais, feront de l'attaque du Japon proprement dit une opération de très longue haleine. Il ne faudra pas moins de temps pour reprendre, les uns après les autres,

avec des armées basées principalement sur l'Australie et sur l'Inde, les îles, les aérodromes et les bases navales de la zone du Pacifique sud-ouest, actuellement confiée au général Wavell. En fait il paraît beaucoup plus probable de voir la décision contre l'Allemagne obtenue avant celle contre le Japon. De toute façon il nous faudra encore longtemps attendre avant de pouvoir acquérir la supériorité terrestre, navale et aérienne nécessaire dans cette zone, étant donnés tous nos autres besoins et les limites qui nous sont imposées par le tonnage.

18° S'il est donc juste d'accorder la priorité à la guerre contre l'Allemagne, il serait erroné de parler de « nous tenir sur la défensive » en face du Japon ; bien au contraire, la seule façon de survivre en Extrême-Orient jusqu'à ce que l'Allemagne soit vaincue, c'est de reprendre l'initiative ne serait-ce que sur une échelle réduite.

19° Sur un théâtre qui compte un millier d'îles dont beaucoup peuvent fournir des bases navales et aériennes de fortune, une résistance purement passive poserait des problèmes insolubles. Les Japonais s'étant assurés la maîtrise temporaire de la mer et la prépondérance aérienne sur des étendues considérables, ils peuvent s'emparer peu à peu de tous les points qu'ils désireront sauf, nous l'espérons, de la forteresse de Singapour. Ils pourront, avec des détachements minimes, faire disparaître successivement toutes les garnisons que les Hollandais et nous-mêmes avons réussi à maintenir jusqu'ici. Ils essayeront de conserver leurs conquêtes par un réseau bien conçu de bases aériennes et ils espèrent sans aucun doute, entrer dans un certain nombre de mois, en possession de Singapour. Quand ils auront réalisé cet espoir et qu'ils disposeront aussi de Manille, ils établiront leurs bases aériennes en des points focaux et construiront ainsi un système de défense aérien et naval susceptible d'offrir une résistance prolongée... Il faut que la supériorité navale soit reconquise par les Américains à l'été de 1942 et la Grande-Bretagne fera tout son possible pour les y aider.

20° A ce moment, ou tout au moins dès qu'il sera possible, des raids devraient être lancés sur les îles et les ports dont les Japonais se seront emparés. Le Président a donné l'ordre de constituer sur la côte ouest des États-Unis, une force apparentée à nos commandos. Grâce à la valeur individuelle de ses soldats, cette troupe sera extrêmement précieuse pour conquérir des positions-clefs et établir des têtes de pont au cours d'opérations amphibies. Il faudra la faire soutenir par un petit nombre de groupes tactiques dont la mobilité et l'équipement seront très exactement adaptés à la mission envisagée, chacune de ces missions étant étudiée isolément. Il ne sera pas nécessaire, sauf pour des raisons stratégiques, de séjourner dans les îles conquises ou reconquises. Il suffira de détruire ou de faire prisonnière la garnison, de démolir toutes les installations existantes et de repartir. La composition précise de chaque détachement sera étudiée séparément pour chaque opération.

D'après l'expérience que nous avons acquise il serait essentiel que la couverture fût assurée par de l'aviation embarquée et des détachements de chars mis à terre par des bâtiments spéciaux. L'ennemi ne pourra être partout sur ses gardes et sera sans doute très vulnérable en bien des points. Dès que quelques opérations de ce genre auront été réussies, et elles donneront aux troupes d'assaut et à leurs chefs une expérience extrêmement précieuse au point de vue de leur entraînement, l'adversaire n'osera plus défendre ses positions avec de faibles garnisons et sera forcé de se concentrer en un certain nombre de points mieux défendus. Il nous sera alors possible d'acquérir des îles qui nous seront très commodes (à condition de ne pas essayer d'en occuper trop), pour établir des bases aériennes et de mazoutage, temporaires ou permanentes. Il semble qu'en répandant la terreur parmi les garnisons isolées de l'ennemi, on préluderait d'une manière extrêmement efficace aux opérations plus vastes de la reconquête et de l'aménagement de bases puissantes qui serviront de pierres de gué sur la route qui part de l'Australie en direction du nord.

Je remis ce document au Président.

En rentrant à la Maison-Blanche je constatai que le Conseil mixte des chefs d'état-major avait bien avancé sa besogne et que ses vues étaient en grande partie conformes aux miennes. Le Président convoqua une réunion à la date du 12 janvier où l'on se mit complètement d'accord sur les principes généraux et les objectifs de guerre. Les divergences portèrent uniquement sur les ordres d'urgence et d'importance et tous les problèmes furent dominés par un souci constant et tyrannique : le tonnage. « Le Président, dit le procès-verbal britannique, attacha beaucoup de prix à la mise sur pied de « Super-Gymnast », c'est-à-dire d'une opération combinée anglo-américaine en Afrique du Nord. On a essayé de fixer les délais nécessaires au débarquement dans cette région de 90 000 Américains et 90 000 Britanniques, appuyés par une aviation considérable. » Il fut décidé d'envoyer deux divisions américaines en Irlande du Nord pour obtenir les résultats dont il a déjà été question. Le Président m'avait dit, en privé, qu'il comptait établir très rapidement si cela était nécessaire, 50 000 hommes en Australie et dans les îles couvrant les routes par lesquelles les Japonais pouvaient en approcher. Vingt-cinq mille partiraient bientôt pour occuper la Nouvelle-Calédonie et d'autres îles constituant des pierres

de gué entre l'Amérique et l'Australie. Dans le domaine de la « grande stratégie », les chefs d'état-major furent d'accord pour déclarer qu'« on ne distrairait des opérations contre l'Allemagne que le minimum de forces nécessaires pour sauvegarder les intérêts vitaux sur les autres théâtres ». Le grand artisan de cette décision capitale fut le général Marshall.

Il vint me voir un soir et me posa une question difficile. Il avait accepté d'envoyer près de 30 000 soldats américains en Irlande du Nord. Nous avions naturellement mis à sa disposition, à cet effet, les deux *Queen*, seuls paquebots de 80 000 tonnes existant alors dans le monde. Le général me demanda combien d'hommes il fallait mettre à leur bord, étant donné qu'on ne pourrait les munir d'embarcations, radeaux et autres moyens de sauvetage que pour environ 8 000 hommes. En ne tenant pas compte de ce fait on pouvait en embarquer 16 000. Je lui fis la réponse suivante : « Je ne peux vous indiquer que ce que nous ferions, nous. Vous jugerez vous-même des risques que vous voulez accepter. S'il s'agissait d'un transport de troupes devant participer directement à une opération de guerre, nous mettrions à bord des bateaux tout ce qu'ils pourraient porter. S'il ne s'agissait que de faire un mouvement de troupes pour lequel le temps ne presse pas, nous ne dépasserions pas l'effectif correspondant aux moyens de sauvetage. C'est à vous de décider. » Il m'écouta en silence et d'autres sujets furent abordés. Au cours de leurs premières traversées, les navires ne transportèrent que l'effectif minimum, mais par la suite, ils embarquèrent leur pleine capacité. Il s'avéra que la chance fut de notre côté.

Le moment était venu pour moi de quitter l'atmosphère accueillante et vivifiante de la Maison-Blanche et du peuple américain, unanimement dressé dans la haine des tyrans et des agresseurs. Ce n'était pas vers des perspectives ensoleillées que j'allais me tourner. Quoique je fusse impatient de retrouver Londres et certain de la victoire finale, je sentais approcher une période d'immenses désastres qui devait durer plusieurs mois. Mes espoirs de voir remporter dans le désert de Libye une victoire qui eût assuré la destruction de Rommel, s'étaient évanouis. Rommel s'était échappé. Les succès obtenus par Auchinleck à Sidi Rezeg et à Aïn el Gazala n'avaient pas été décisifs. Le prestige que ces victoires nous

avaient donné et qui entraît en ligne de compte dans l'élaboration de nos plans pour un débarquement anglo-américain en Afrique du Nord française, avait bien diminué et cette opération se trouvait évidemment mise de côté pour des mois.

12 janvier 1942.

Premier Ministre à lord du Sceau privé.

Comme je vais être silencieux pendant quelque temps, quoique je veuille croire que ce n'est pas pour toujours, télégraphiez-moi ce soir pour m'indiquer toutes les questions importantes nécessitant une décision avant mon départ d'ici.

Je pris congé du Président le 14. Il me parut préoccupé par les dangers qui pouvaient m'attendre au cours de la traversée de retour. Le monde entier connaissait depuis bien des jours notre présence à Washington et les cartes montraient qu'il y avait plus de 20 sous-marins allemands sur les routes conduisant en Angleterre. Nous partîmes de Norfolk en avion par un temps magnifique, pour gagner les Bermudes où le *Duke of York* et ses destroyers d'escorte nous attendaient, à l'abri de la barrière de coraux. Je fis la traversée dans un énorme hydravion Boeing, qui m'impressionna très favorablement. Au cours des trois heures du voyage je me liai d'amitié avec le chef pilote, le capitaine Kelly Rogers, qui me parut un homme de grande valeur et de haute expérience. Je pris les commandes pendant un moment pour sentir comment cette lourde machine, d'au moins trente tonnes, se comportait en vol. Je m'intéressai de plus en plus à l'hydravion et demandai tout à coup au commandant : « Si nous volions des Bermudes jusqu'en Angleterre ? L'appareil peut-il emporter assez d'essence ? » Cette question l'émut visiblement malgré son air impassible. « Bien entendu, c'est possible. Les prévisions météorologiques actuelles nous donneraient un vent en poupe de 60 kilomètres-heure. Nous pourrions faire la traversée en vingt heures. » Je demandai quelle était la distance. « Environ 3 500 milles, » me répondit-il. Je devins alors pensif.

Je soumis cependant la question à Portal et à Pound à notre arrivée. Des événements immenses se déroulaient en Malaisie et réclamaient notre retour d'urgence. Le chef

d'état-major de l'Air déclara aussitôt qu'il n'estimait pas le risque justifié et qu'il ne pouvait prendre cette responsabilité. Le Premier Lord de la Mer fut d'un avis semblable. Le *Duke of York* était là, avec ses destroyers, prêt à partir, nous offrant le confort et la certitude. Je demandai : « Et les sous-marins dont vous m'avez indiqué la présence ? » L'amiral eut un geste de dédain qui montrait bien son sentiment au sujet d'une telle menace pour un cuirassé rapide et bien escorté. J'eus soudainement l'idée que ces deux officiers pensaient que mon intention était de partir seul par avion, en les laissant rentrer par le *Duke of York*. Je me hâtai donc d'ajouter : « Bien entendu, il y aurait de la place pour nous tous. » Leur attitude changea alors visiblement. Au bout d'un long moment, Portal déclara que la question valait la peine d'être étudiée, qu'il allait en parler sérieusement avec le commandant de l'hydravion et voir les prévisions météorologiques avec le service compétent. Je les quittai là-dessus.

Ils revinrent me trouver deux heures plus tard et Portal dit que la chose était faisable. L'appareil pouvait certainement accomplir la traversée dans des conditions raisonnables, les prévisions météorologiques étaient exceptionnellement favorables, à cause du fort vent arrière. Indiscutablement, il importait de rentrer le plus vite possible. Pound me déclara qu'il avait une très haute opinion du chef de bord, dont l'expérience était certainement incomparable. Bien entendu il y avait des risques, mais d'autre part, il y avait à tenir compte des sous-marins. Nous décidâmes donc de partir par avion si le temps ne se gâtait pas, fixant le moment du départ au lendemain, 14 heures. On estima nécessaire de réduire nos bagages à quelques boîtes contenant des documents capitaux. Dill resterait à Washington pour être mon représentant militaire personnel auprès du Président. Partiraient avec moi les deux chefs d'état-major, Max Beaverbrook, Charles Wilson et Hollis. Tous les autres prendraient le *Duke of York*.

Dans l'après-midi je pris la parole devant l'Assemblée des Bermudes, la plus ancienne institution parlementaire de l'hémisphère occidental. J'engageai chaleureusement ses membres à donner leur accord et à apporter tout leur concours à l'établissement de bases navales et aériennes américaines dans leurs îles, projet au sujet duquel ils avaient quelques appréhensions. Le sort de l'Empire tout entier était en jeu. Le fonctionnement parfait de l'alliance avec les États-Unis rendait la victoire finale certaine, quoiqu'elle pût se

faire attendre encore longtemps. Ils ne soulevèrent aucune objection. Lord Knollys, le gouverneur, donna ce soir-là un banquet qui réunit les notabilités de l'île et leurs hôtes de passage. Tout le monde avait un moral excellent. Seul Tommy (1) que j'appelais mon capitaine de pavillon, était mort de peur qu'il n'y eût pas de place pour lui à bord de l'avion. Il m'expliqua qu'il était affreusement blessé d'être obligé de rentrer par mer en Grande-Bretagne. Je lui rappelai son attachement à son métier de marin, les plaisirs qu'éprouve le hardi navigateur à vivre sur les flots de l'Océan. J'insistai sur les risques indéniables que faisaient courir les sous-marins. Il resta tout à fait inconsolable, mais il avait son idée. Il avait persuadé l'un des serveurs du clipper de lui céder sa place, il laverait lui-même la vaisselle. Je lui demandai ce qu'allait dire le commandant. Tommy déclara que s'il n'en était averti qu'au dernier moment il ne ferait aucune objection. Il avait vérifié qu'il pesait moins que le serveur. Je haussai les épaules et nous allâmes nous coucher au petit matin.

Je me réveillai de bien meilleure heure que d'habitude, persuadé que je ne pourrais plus me rendormir. Je dois avouer que j'étais assez effrayé. Je pensai à l'immensité de l'Océan, je réfléchis que nous resterions constamment à plus de 1500 kilomètres de toute terre, tant que nous n'approcherions pas des îles Britanniques. Je me demandai si je n'avais pas agi avec beaucoup de témérité, si je n'avais pas mis trop d'œufs dans le même panier. J'avais toujours éprouvé une certaine crainte à la pensée d'un vol transatlantique. Mais les dés étaient jetés. Je dois cependant admettre que si on était venu m'annoncer au petit déjeuner, ou même avant le lunch, que le temps avait changé et qu'il nous fallait partir par mer, je me serais facilement fait une raison et j'aurais aisément accepté de rentrer à bord du magnifique navire, venu de si loin pour nous embarquer.

L'île était baignée par un merveilleux soleil et les prévisions météorologiques favorables furent confirmées. Une embarcation nous conduisit à l'hydravion à midi. Nous dûmes attendre sur le quai pendant une heure parce qu'une vedette envoyée au *Duke of York* prendre des bagages, mit beaucoup plus de temps qu'on le prévoyait. Tommy était désolé. Le commandant avait balayé ses projets, avec la manière assez brutale qui est celle des commandants. Le serveur était un

(1) Capitaine de frégate Thompson, de la marine royale.

membre qualifié de l'équipage, aucun passager supplémentaire ne pouvait être embarqué, tous les réservoirs étaient remplis d'essence à refus. Il serait déjà bien difficile de décoller. Nous partîmes donc vers l'autre extrémité du port, laissant Tommy se lamenter aussi amèrement que le lord Ullin du poème (1), mais pour des raisons bien différentes. Nous ne nous étions encore jamais séparés et nous ne nous séparâmes plus jamais au cours de ces sortes de voyages.

Comme le commandant l'avait déclaré, le décollage fut toute une affaire. En fait, je crus que nous n'arriverions pas à parer les hauteurs qui ferment le port. Mais il n'y avait aucun danger, nous étions entre des mains très sûres. L'hydravion s'éleva lourdement à 400 mètres des récifs et nous avions ainsi une marge de plusieurs centaines de pieds. Ces grands hydravions offrent indiscutablement un très grand confort. Je disposai d'un lit excellent et large dans l'appartement d'honneur, à l'arrière, avec de larges fenêtres de chaque côté. Il y avait une assez longue distance à parcourir, dix ou douze mètres, pour gagner, à travers les divers compartiments superposés le salon et la salle à manger où rien ne manquait comme nourriture et comme boisson. Le mouvement de l'appareil était doux, la vibration n'était pas désagréable, nous passâmes un excellent après-midi et le dîner fut très gai. Ces hydravions sont à deux étages et il faut monter un véritable escalier pour se rendre dans la cabine de pilotage. La nuit était venue et toutes les prévisions étaient bonnes. Nous volions alors à travers une brume épaisse à environ 2 000 mètres d'altitude. On apercevait le bord d'attaque des ailes avec les grandes flammes des pots d'échappement qui couvraient la surface portante. Ces appareils utilisaient à cette époque un grand tube de caoutchouc qui se contractait et se détendait régulièrement pour empêcher le givrage. Le commandant m'en expliqua le fonctionnement et nous vîmes de temps en temps la glace se détacher sous son action. J'allai me coucher et dormis paisiblement pendant plusieurs heures.

Je m'éveillai juste avant l'aube et gagnai la cabine de pilotage. Le jour pointait. En dessous de nous, c'était une mer de nuages presque sans déchirure.

(1) *Lord Ullin's daughter*, de Thomas CAMPBELL.

Après être resté assis pendant environ une heure dans le siège du second pilote, je sentis une atmosphère d'inquiétude autour de moi. Nous étions supposés approcher l'Angleterre par le sud-ouest et nous aurions déjà dû dépasser les îles Scilly, mais elles n'étaient pas apparues dans les interstices de la mer de nuages. Comme nous avions volé pendant plus de dix heures dans la brume et n'avions aperçu qu'une seule étoile pendant tout ce temps, nous pouvions fort bien nous trouver hors de notre route après une traversée aussi longue. Les communications par radio étaient naturellement restreintes, comme il est normal en temps de guerre. D'après les discussions engagées il était évident que nous ne savions pas exactement où nous nous trouvions. Portal, qui avait étudié la situation, eut une conversation avec le commandant et vint me dire : « Nous allons venir au nord immédiatement. » Ce qui fut fait. Au bout d'une demi-heure de vol entre les nuages nous aperçûmes l'Angleterre, arrivâmes rapidement au-dessus de Plymouth et y fîmes un magnifique amerrissage en évitant les ballons de la défense qui étincelaient.

Au moment où je quittai l'appareil, le commandant me déclara : « Je n'ai, de ma vie, été aussi soulagé qu'au moment où je vous ai posé sain et sauf dans le port. » Je ne compris pas toute la signification de cette observation sur le moment. J'appris par la suite que si nous avions encore attendu cinq ou six minutes pour mettre le cap au nord, nous fussions arrivés au-dessus des batteries allemandes de Brest. Nous avions été dépalés vers le sud au cours de la nuit. En outre, le changement de route décisif que nous avions fait, nous amena sur l'Angleterre non pas par le sud-ouest mais un peu à l'est du sud, c'est-à-dire dans la direction de l'ennemi et non dans celle où on nous attendait. Le résultat fut, comme on me le dit seulement quelques semaines plus tard, qu'on nous signala comme un bombardier allemand venant de Brest et que 6 Hurricanes de l'aviation de chasse reçurent l'ordre de nous abattre. Heureusement, ils échouèrent dans leur mission.

Je télégraphiai au président Roosevelt : « Nous avons fait un excellent petit bond des Bermudes ici, avec un vent en poupe de 30 milles. »

ANNEXE A

NOTES DE SERVICE ET TÉLÉGRAMMES PERSONNELS DU PREMIER MINISTRE

de juillet à décembre 1941.

JUILLET

1-7-1941.

Premier Ministre à roi de Grèce.

J'ai beaucoup pensé à Votre Majesté durant ces mois d'efforts, de périls et d'affliction, et je tiens à vous dire combien vos nombreux amis d'Angleterre, aussi bien que l'ensemble de la nation, ont admiré votre attitude dans cette conjoncture. L'accueil le plus cordial vous attend ici, où chacun est résolu à vaincre ou à mourir. J'ai le ferme espoir qu'avec le retour des jours heureux, la gloire que la Grèce a acquise contribuera à chasser de sa mémoire ses présentes souffrances.

1-7-1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Les Allemands font grand usage de lance-flammes. Où en est cette affaire?

(Pour exécution ce jour même.)

1-7-1941.

*Premier Ministre à Premier Lord de l'Amirauté
et Premier Lord de la Mer.*

Je suppose que des mesures efficaces ont été prises en vue d'empêcher que les forces de Vichy en Syrie reçoivent des renforts par mer. Où en est cette affaire?

1-7-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air.

Je note que les 2 920 tonnes de bombes que vous avez effectivement utilisées en mai, représentent moins de la moitié du tonnage mensuel que vous comptiez utiliser durant le second trimestre de cette année, et qu'à ce rythme votre stock peut durer trente mois.

Bien sûr, ce que nous souhaitons avant tout, c'est de ne pas nous trouver à court de bombes le jour où vous seriez en mesure d'en déverser de grandes quantités. Mais à la lumière de ces chiffres, vous voudrez peut-être réexaminer vos demandes qui semblent, pour une large part, imputables à votre désir d'avoir une réserve de six mois.

A moins que vous soyez réellement sûr de pouvoir, dans l'avenir, utiliser intégralement d'aussi grandes quantités de bombes, il nous faudra examiner s'il ne conviendrait pas d'employer à d'autres fins une certaine partie du potentiel de production.

2-7-1941.

Premier Ministre à ministre du Ravitaillement.

Je suis heureux d'apprendre que le projet sur les œufs, qui vous a été attribué n'était pas, en réalité, celui que vous aviez en tête. Il est toujours difficile de maintenir la balance égale entre la nécessité d'une augmentation de l'ensemble de nos ressources en denrées alimentaires et celle de maintenir une juste répartition. Nous ne devons pas être trop durs à l'égard du simple particulier qui augmente sa ration par ses propres moyens (de production).

Il est satisfaisant de voir que les perspectives pour la viande s'améliorent et j'espère que notre insistance auprès des États-Unis pour qu'ils développent chez eux l'élevage du porc nous permettra bientôt d'augmenter la ration, sans avoir à craindre d'être obligés de la diminuer à nouveau par la suite.

Nous ne voulons pas créer de mécontentement parmi les paysans en les forçant à abattre des bêtes qu'ils peuvent engraisser sans l'appoint d'aliments importés ; d'un autre côté, naturellement, le pays ne doit pas être affamé parce que les paysans ne se décident pas à amener leurs bêtes au marché. Il sera, sans aucun doute, possible de mettre sur pied, de concert avec le ministre de l'Agriculture et grâce peut-être à une politique des prix bien conçue, un plan qui permette de maintenir un approvisionnement en

viande aussi régulier que possible eu égard aux variations saisonnières.

Quant au blé, ce qui me préoccupait n'était pas tellement notre stock que le danger où nous nous trouvions d'être entraînés dans un cercle vicieux : étant donnée la pénurie de viande, les gens mangent plus de pain et, par suite, vous contraignent à importer plus de blé, réduisant ainsi le tonnage disponible pour l'importation d'autres produits alimentaires. Je ne crois pas que la moisson coure cette année-ci grand danger d'être détruite par l'ennemi. Nous nous sommes aperçus qu'il était très difficile de brûler des récoltes et, si vous vous adressez au ministère de l'Air, on vous expliquera que les rosées abondantes rendent la tâche encore plus malaisée dans ce pays que sur le continent.

3-7-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre
et à chef d'état-major impérial.*

1^o Pour constituer des forces blindées très importantes, ainsi que nous en avons l'intention, tout en poursuivant la guerre, nous devons nécessairement laisser une large place à l'improvisation, et cela vaut spécialement pour les formations qui sont stationnées le plus à l'arrière. On peut vraiment se demander si l'organisation en divisions est bien indiquée pour les troupes blindées. Un système de groupes tactiques autonomes appartenant au Corps blindé royal serait préférable, tant sur le plan stratégique que sur le plan administratif. On se rend compte combien le système des divisions est contre-indiqué, lorsque la 7^e division blindée, une de nos unités les mieux entraînées et les plus solidement blindées est engagée « à l'exclusion d'une brigade » alors qu'en fait elle n'en a que deux, plus certains éléments complémentaires. Néanmoins, partout où les formations divisionnaires ont atteint leur plein développement et ont reçu leurs dotations d'armement, les conditions de la guerre ne permettent pas de changements intempestifs. Pour les formations stationnées plus à l'arrière le cas est différent. Il conviendrait de les constituer en tous cohérents, sous la forme de groupes tactiques, que l'on doterait des armes les meilleures dont on pourrait alors disposer, et que l'on développerait graduellement en augmentant la proportion des véhicules blindés les plus récents. On devrait veiller à ce que ces groupes tactiques aient une valeur combattante bien définie à chaque phase de leur développement. Il se peut fort bien qu'il soit impossible de doter simultanément tous les groupes tactiques blindés du même équipement. Ils devront se contenter de ce qu'il y aura et en tirer le meilleur parti possible. Par exemple, tout groupe tactique blindé, nouveau ou de l'arrière, en cours de formation dans ce pays, devrait recevoir en premier lieu sa dotation complète de voitures blindées ou

de chenillettes à fusils-mitrailleurs et « prendre immédiatement conscience de son autonomie ». Il devrait recevoir une instruction dans le cadre du régiment et du groupe tactique tout comme une formation blindée complètement équipée. Cela est particulièrement vrai pour tous les services de radio. En cas de besoin, ils rempliraient l'office d'unités d'automitrailleuses. Au fur et à mesure que des chars convenables seront disponibles, il faudrait les introduire dans les régiments en nombre croissant, jusqu'à ce que les hommes finissent par être bien habitués aux véhicules motorisés et bien entraînés aux manœuvres d'un groupe tactique blindé. Alors ils recevraient enfin leur dotation complète en chars du modèle disponible, ces chars eux-mêmes devant être remplacés par des modèles plus récents au fur et à mesure que ceux-ci sortiraient des usines ou leur seraient cédés par les formations plus complètement équipées. Ainsi à chaque étape le personnel ne possédant pas l'esprit « char » serait éliminé, l'instruction de la tactique des chars se développerait et les unités conserveraient leur efficacité en cas de besoin.

2^o La situation est différente en ce qui concerne la division de cavalerie qui est depuis si longtemps en Palestine sans aucune utilité militaire. Cette division devrait être réorganisée aussi rapidement que les nécessités de la guerre le permettent et scindée en deux groupes tactiques, dont chacun se composerait de trois régiments de chars, de douze canons de campagne automoteurs, d'un régiment d'automitrailleuses et de services auxiliaires. Il conviendrait d'accorder une sérieuse priorité à la formation de ces deux groupes tactiques blindés et, en tout cas, de la faire passer avant la constitution de toute unité blindée britannique se trouvant plus à l'arrière. Il serait très avantageux que ces deux groupes tactiques pussent se transformer de simples unités automitrailleuses en unités de chars grâce à des dotations en chars mi-moyens en provenance des États-Unis et qui ont déjà commencé à affluer. Le président Roosevelt m'a fait savoir qu'il avait donné des instructions pour qu'on embarque au cours des tout prochains mois, sur des navires américains à destination de Suez, 200 chars mi-moyens (indépendamment des 60 déjà en route et des autres commandes passées). Certainement ces 200 chars supplémentaires devraient constituer l'équipement essentiel des deux groupes tactiques blindés provenant de l'ancienne division de cavalerie. Le restant des divers régiments continuerait à utiliser temporairement les automitrailleuses et les chenillettes à fusils-mitrailleurs dont ils avaient commencé à se servir. Le mariage de ces bonnes troupes avec ce rabiote inattendu de 200 chars mi-moyens américains donnerait naissance à deux vigoureux groupes tactiques blindés extrêmement bien adaptés à des opérations en Palestine, en Syrie et en Irak et possédant une valeur au combat qu'on ne saurait espérer obtenir, autrement, qu'à une date beaucoup plus éloignée.

6-7-1941.

Premier Ministre à commandant Morton.

Veillez vous assurer qu'on tient une liste des jeunes Français condamnés, en France ou au Maroc, à des peines d'emprisonnement par les tribunaux de Vichy pour leurs sympathies gaullistes, de manière qu'on puisse s'en occuper par la suite.

(Pour exécution ce jour même.)

6-7-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

1^o Il y a près de six mois que vous-même et M. Eden êtes allés au Caire, avec mission, entre autres choses, de faire un rapport sur l'organisation interne de l'armée du Moyen-Orient. Pourtant, aujourd'hui, la situation est déplorable, et nous ne disposons, pour le détail, que de renseignements très insuffisants. Le ministère de la Guerre devrait posséder un tableau complet de l'évolution des formations combattantes et, quant à moi, je ne puis certainement pas remplir sans cela les devoirs de ma charge.

2^o Ce n'est pas demander beaucoup à une division ou à un groupe tactique que de l'inviter à envoyer un état mensuel de ses principales pièces d'équipement. Je ne peux pas concevoir un général de division digne de ce nom qui ne saurait pas, chaque semaine et même presque chaque jour, où en est sa situation dans ce domaine.

3^o Nous devrions avoir un rapport mensuel, étant donnés l'énorme afflux quotidien et les arrivages courants de matériel d'aviation.

Les services du général Haining devraient connaître l'ensemble de la situation et rien ne devrait s'opposer à ce qu'ils nous mettent au courant.

Vous êtes dans l'erreur quand vous supposez que nous désirons ces rapports uniquement en vue d'établir des statistiques. S'il ne possède pas un tableau clair et à jour de l'état des formations du Moyen-Orient, le Comité de Défense du Cabinet de guerre ne peut se faire aucune opinion, ni prendre de décisions d'importance. Et dans ce cas, nous demeurerions dans l'ignorance et la confusion qui nous mènent au désastre.

Tout en étant prêt à consentir à de légères simplifications de détail, que vous pourriez avoir à me proposer, je dois insister pour connaître tous les faits essentiels.

Référence : Note du chef d'état-major impérial en date du 5-7-1941, relative au désir exprimé par le Premier Ministre de posséder une liste

détaillée du matériel distribué à chacune des formations stationnées au Moyen-Orient.

(Pour exécution ce jour même.)

6-7-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Pourquoi ne nous avait-on pas encore dit que les « Blues », les « Life Guards » et l'« Essex Yeomanry » avaient participé à la prise de Palmyre? Il y a longtemps que l'ennemi a identifié ces unités par contact et il ne peut y avoir aucune raison militaire qui interdise de révéler cette intéressante information au public britannique.

C'est en abusant ainsi de la censure, sous prétexte de sauvegarder le secret des opérations, que l'on irrite, à juste titre, la Chambre et la Presse, et que l'on compromet la défense de positions plus importantes.

7-7-1941.

Premier Ministre à ministre du Ravitaillement.

Je suis heureux que vous prépariez, à l'intention des autorités américaines une liste de tous nos besoins en viande de porc et en produits laitiers, et que vous leur ayez demandé de développer considérablement leur programme de production d'œufs. Le chiffre total des importations de produits alimentaires que l'Amérique pourra nous fournir sera, j'espère, bien supérieur à celui de 1,33 millions de tonnes qui est envisagé pour le moment. Je suis persuadé qu'à condition d'être prévenus en temps opportun les Américains pourraient, sans se rationner eux-mêmes, augmenter leur production de denrées alimentaires pour en exporter chez nous. (La production des porcs aux États-Unis subit fréquemment, d'une année à l'autre, des fluctuations atteignant presque un demi-million de tonnes.)

J'espère que nous mettons tout en œuvre pour nous approvisionner en viande aux sources les plus proches. Si nous l'avertissions en temps voulu et lui offrions des garanties, l'Argentine pourrait peut-être également intensifier sa production de viande.

L'huile et les graines oléagineuses sont sans doute achetées autant que possible en Afrique et nous parviennent sur des bateaux revenant du Moyen-Orient. Nous pouvons difficilement nous permettre actuellement d'envoyer, à cet effet, des bateaux dans l'Inde ou le Pacifique.

9-7-1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

Il faudrait envoyer au ministre d'État pour son information, quelque chose de ce genre :

Ce qui suit émane du Premier Ministre. Personnel et secret.

Début. Un agent, que nous croyons sûr, est venu il y a quinze jours pour établir une liaison entre Vichy et nous. Nos conversations avec lui étaient restées au point mort. Il nous envoie maintenant ce qui suit, daté du 5 juillet :

« 1^o Le gouvernement français a donné les directives générales suivantes au général Dentz :

« Lorsque la Syrie sera occupée par les Anglais, les fonctionnaires français devront demeurer à leur poste et poursuivre leur tâche en collaboration avec les Forces Françaises Libres.

« 2^o On me demande de vous prier très instamment de prendre ces directives en considération. La bonne volonté dont vous ferez preuve en cette circonstance produira la meilleure impression.

« 3^o Si vous ne répondiez pas à ce vœu, le premier qu'exprime mon gouvernement si peu de temps après mon retour, vous compromettriez mes démarches ultérieures. »

Cela doit être examiné en relation avec la demande formelle d'armistice dont vous avez déjà connaissance. Nous nous proposons de remettre à cet agent, à l'intention de Pétain et d'Huntziger une réponse disant en substance :

1^o L'Angleterre n'a aucun intérêt en Syrie, à part celui de gagner la guerre.

2^o L'indépendance arabe est notre préoccupation essentielle et rien ne doit y faire obstacle.

3^o En attendant, c'est de Gaulle qui doit naturellement dans ces circonstances représenter les intérêts français en Syrie. Sa présence fera ressortir que, sans porter atteinte à l'indépendance arabe, la France sera en Syrie la plus privilégiée de toutes les nations européennes.

4^o Tout doit être fait pour « adoucir » (1) dans l'intervalle les relations entre les partisans de de Gaulle et ceux du gouvernement français. Nous sommes tous acquis à la cause de l'indépendance arabe, mais nous pensons que la France pourrait prétendre à occuper en Syrie après la guerre une situation analogue à celle que nous nous étions assurée en Irak entre les deux guerres.

5^o N'oubliez pas qu'au jour de la victoire — car nous vaincrons — nous ne tolérerons pas que la France soit amputée de l'Alsace-

(1) Figure entre parenthèses en français, dans le texte, à côté du mot anglais *soften*. (N. du T.)

Lorraine ou d'une colonie française quelconque. Dans ces conditions, faites de votre mieux pour vous tirer des pénibles difficultés qui nous accablent actuellement les uns et les autres.

10-7-1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Désormais l'expression « débarquement » (*landing*) s'appliquera exclusivement aux débarquements par mer. Toutes les arrivées par la voie des airs seront désignées par le mot « descente » (*descent*) et cette terminologie prévaudra dans toute la correspondance officielle.

10-7-1941.

Premier Ministre à commandant en chef des Forces métropolitaines et à général Ismay pour Conseil des chefs d'état-major.

EXERCICE DE PARACHUTAGE

1^o On dit que l'attaque aura lieu à l'aube. Néanmoins, cela ne peut pas signifier que toutes les troupes parachutées et transportées par planeurs arriveront en même temps à l'aube. Pour amener 1 000 appareils de transport de troupes, ou leur équivalent, de bases en France, en Belgique et en Hollande, il faudrait plusieurs heures — au moins quatre ou cinq, c'est-à-dire presque toutes les heures de nuit, en cette saison. En conséquence, comme le trajet est court, ou bien les arrivées s'échelonnaient pendant la nuit (auquel cas l'heure H serait probablement 1 heure du matin), ou bien, si les premiers arrivaient à l'aube, les autres arriveraient par derrière pendant les heures de jour suivantes. Dans ce dernier cas, nos chasseurs les mettraient en pièces. Il ne peut pas être question de parachutistes arrivant par petits groupes en plein jour. Il est à remarquer que les Allemands n'ont encore jamais tenté ces descentes la nuit. Il est très difficile de trouver dans l'obscurité les endroits précis où il faut effectuer des parachutages à basse altitude.

Il faut consulter l'état-major de l'Air sur tous ces problèmes vitaux. Il est mauvais d'entreprendre des exercices ou des études d'état-major de ce genre, qui entraînent tant de branle-bas, si l'on part de données qui ne sauraient se rencontrer dans la réalité. Il est très facile de dire : « Douze mille parachutistes débarquent à l'aube. Qu'allez-vous faire ? » mais cette phrase n'a aucune signification si elle ne s'accompagne pas d'une analyse détaillée des opérations que j'ai indiquées.

2^o Une attaque de moindre envergure pourrait très bien être plus dangereuse. Cinq cents risque-tout, surgissant à l'improviste, sans que rien ait pu le laisser prévoir, pourraient s'abattre en plein jour ou, en tout cas, dans le demi-jour de l'aurore, sur le siège du gouvernement, ou dans ses parages. Il est vrai qu'ils se feraient repérer tout d'abord par les stations radiogonométriques et, la nuit, ils courraient grand risque d'être interceptés tandis que, le jour, ils seraient voués à une destruction presque certaine. Néanmoins, la surprise joue un rôle tellement capital à la guerre que cette éventualité devra être soigneusement envisagée.

Les organes centraux du gouvernement et les postes de commande devraient, en tout cas, être convenablement protégés contre une incursion subite de ce genre, s'il apparaît, à l'examen, que la chose ait un caractère de probabilité. La première heure est la seule qui compte, et les dix premières minutes sont les plus décisives.

3^o Je serai heureux que les Forces métropolitaines se mettent en rapport avec l'état-major de l'Air et me formulent, à grands traits, des réponses claires et nettes aux questions et aux suggestions ci-dessus. Deux ou trois jours devraient suffire pour cette étude.

10-7-1941.

*Premier Ministre à commandant en chef des Forces métropolitaines
et à général Ismay pour Conseil des chefs d'état-major.*

Où en est actuellement le camouflage stratégique et tactique des défenses de nos aérodromes contre des attaques ennemies? Quel service est chargé d'étudier les enseignements de Malème et des batteries de ses environs.

On peut manifestement procéder de deux façons :

a) La dissimulation des canons réels et la mise en évidence de canons factices destinés à tromper l'ennemi. Il pourrait très bien y avoir deux ou trois canons factices, ou même plus, pour un canon réel.

b) Le meilleur des camouflages consiste à dérouter l'ennemi en installant plusieurs positions, parmi lesquelles personne ne peut distinguer les vraies des fausses.

La tactique consistant à empêcher certaines batteries de tirer pendant les premières phases d'une attaque, est sans aucun doute, également à l'étude.

Je vous prie de me faire parvenir pour samedi prochain un rapport à ce sujet.

11-7-1941.

Premier Ministre à sir Edward Bridges.

Prenez les *Hansards* (1) relatifs aux débats sur la production qui se sont poursuivis pendant deux jours, relevez tous les passages concernant spécialement des ministères et envoyez ces extraits aux ministères intéressés avec prière de faire parvenir leurs réponses d'ici le 19 juillet.

Relevez également tous passages concernant la direction générale de la guerre et faites-les-moi parvenir.

Il me semble que de très bonnes choses ont été dites.

11-7-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air.

Bien que les bombardements radioguidés aient été neutralisés, l'hiver dernier, par notre brouillage, il semble que l'ennemi soit en train de rééquiper tous ses bombardiers avec des récepteurs de radio perfectionnés, et qu'il espère annihiler l'hiver prochain nos contre-mesures en multipliant le nombre de ses stations de guidage.

Aucun procédé de radio ne peut naturellement l'empêcher de repérer et de bombarder des objectifs tels que Coventry et Birmingham, par les nuits de clair de lune. Mais c'est par ces nuits-là que notre défense nocturne normale devrait obtenir les meilleurs résultats. Ce sont les nuits noires, avec temps couvert, qui constituent pour nous le principal danger et nous devrions tout mettre en œuvre pour régler leur compte aux émetteurs ennemis, dont nous connaissons maintenant les positions et les longueurs d'ondes.

On m'informe que le matériel nécessaire n'est pas très différent de celui qui est habituellement utilisé dans le commerce, de sorte qu'il devrait être possible d'en faire venir d'Amérique, si nous ne pouvons pas en fabriquer ici. Tout devrait être prêt pour l'automne. Faites-moi savoir, je vous prie, où nous en sommes et quelles mesures ont été prises en vue de contrecarrer les entreprises ennemies.

12-7-1941.

Premier Ministre à ministre du Ravitaillement.

J'ai la satisfaction d'apprendre que le tonnage de produits alimentaires « réquisitionné » aux États-Unis est actuellement très

(1) Compte rendu officiel des débats parlementaires (N. du T.)

supérieur au chiffre figurant dans votre rapport de mai. Je crois savoir que le programme correspondant à la totalité de nos besoins est très supérieur au volume « réquisitionné » jusqu'à présent. Je suis sûr que, si nous la prévenons à temps, l'Amérique pourra et voudra bien produire, ou nous fournir d'une manière ou d'une autre, de très grosses quantités des denrées alimentaires dont nous avons si cruellement besoin. Si nous pouvons les importer par la voie la plus courte, nous devrions pouvoir disposer des transports nécessaires pour à peu près tout ce dont nous avons besoin.

Le seul point douteux est celui-ci : avez-vous demandé assez de porc ? L'Amérique aurait quelque difficulté à nous approvisionner en bœuf et en mouton, mais la production de la viande de porc peut être facilement développée, et importée, si besoin est, dans des cales non réfrigérées.

(Pour exécution ce jour même.)

Premier Ministre à ministre de la Production aéronautique, sir Charles Craven, secrétaire d'État à l'Air, chef d'état-major de l'Air (à général Ismay pour attribution et établissement d'ici une semaine d'un rapport sur l'avancement des travaux) et lord Cherwell.

1^o Je suis très inquiet des nouveaux programmes du ministère de la Production aéronautique, qui font apparaître pour les douze ou dix-huit mois à venir, une stagnation dans le nombre des avions. Sans doute s'attacherait-on tout particulièrement, dans la dernière période, à la production des nouveaux modèles. J'ai demandé que ces chiffres soient comparés avec ceux des heures de travail correspondant à chaque type d'appareil. Ce test montre certainement une amélioration de 50 % environ dans le secteur britannique pour les douze mois qui viennent. Quant aux Américains, ils améliorent leur production à la fois quant au nombre d'avions produits et quant aux heures de travail exigées et l'on peut légitimement prévoir que, pour juillet 1942, leur production aura augmenté de près de 75 %.

2^o Je ne parviens pas à me convaincre que cela suffise. Notre évaluation de la production mensuelle allemande est de 2 100 unités, ce qui équivaut à ce que sera notre propre production jusqu'en juillet 1942, et même par la suite, mis à part les nouveaux projets. Nous devons supposer que les Allemands aussi tireraient une certaine satisfaction de la comparaison du nombre des avions produits à celui des heures de travail fournies. Il se peut qu'ils progressent comme nous en ce qui concerne les dimensions et la qualité des produits. En gros, d'après les chiffres que j'ai sous les yeux, j'ai l'impression que nous serons à égalité avec les Allemands pendant les douze mois à venir, pour ce qui est des construc-

tions, tout excédent en notre faveur devant être fourni par la portion qui nous revient de la production américaine. En outre, ce raisonnement ne tient aucun compte de l'avertissement donné par le ministère de la Production aéronautique, d'une réduction possible de 15 % dans ses prévisions.

3° Nous ne pouvons nous satisfaire de cette situation, qui exclut toute possibilité de suprématie décisive, indispensable à la victoire. Je désire en conséquence que ces programmes soient reconsidérés et que les trois méthodes suivantes de développement, ainsi que toutes autres qui pourront être suggérées, soient étudiées par les plus hautes autorités intéressées :

a) Amélioration des chiffres actuels par accélération de la cadence et prolongation du temps de fonctionnement des machines-outils, ou par toutes autres mesures prises dans le domaine de la production du M. P. A.

b) Par la construction de nouvelles usines et de nouvelles aires d'assemblage, ou par la réoccupation ou l'occupation complète d'usines évacuées dans un souci de dispersion. Cette mesure peut très bien être justifiée, en raison de nos propres progrès dans la maîtrise diurne du ciel britannique et grâce à l'amélioration des méthodes de combat nocturne.

c) Par une révision du programme de bombardiers, de manière à obtenir, pendant la période visée, des livraisons plus massives de modèles ayant fait leurs preuves.

L'aviation de chasse doit continuellement s'efforcer d'obtenir la maîtrise de l'air et il peut être impératif de renouveler fréquemment les modèles. Mais une forte proportion des formations de bombardement sera, pendant les douze mois à venir, employée dans des conditions qui demeureront sensiblement identiques et sur des distances modérées. Alors que tous les bombardiers destinés à opérer à grande distance ou à haute altitude, ou de jour, doivent faire l'objet d'études intensives en vue de leur amélioration, une forte proportion des unités de bombardement continuera, nuit après nuit, à arroser — mettons la Ruhr ou d'autres objectifs proches. Il semble que l'état-major de l'Air pourrait partager ses activités en deux catégories correspondant respectivement aux objectifs rapprochés et éloignés et que, sur cette base, on pourrait laisser quelques bonnes séries qui n'ont pas encore atteint leur maximum, tourner un peu plus longtemps que prévu à plein régime, pour le plus grand bien de la production. Ce serait par exemple, semble-t-il, le cas du Blackpool Wellington, une production nouvelle qui atteindra son plein régime en novembre, mais qui ne doit, en principe, tourner que six mois à ce rythme. Si on lui accordait un an de régime de pointe, il serait peut-être possible de compter sur des livraisons plus copieuses à partir de novembre.

4° Le critérium de notre potentiel de bombardement est le tonnage de bombes susceptible d'être déversé chaque mois sur les

objectifs normalement prévisibles d'Allemagne et d'Italie. Les plans de l'état-major de l'Air ont-ils été comparés à cette fin avec les chiffres de la production? Il se pourrait qu'un poids de bombes plus élevé, transporté par un modèle nouveau, donnât de meilleurs résultats. Mais un modèle qui permet de porter 2 tonnes jusqu'à la Ruhr devrait bénéficier d'une longue période de production en série avant d'être réformé. Il y a certainement d'autres cas que celui que j'ai cité. J'ai demandé au ministère de la Production aéronautique de réviser ses programmes en conséquence, en tenant compte de la lourde perte qui résulte de changements de fabrication trop hâtifs.

5^o Le nouveau programme est notablement inférieur aux chiffres de mars, et très au-dessous de ceux d'octobre (1940). Néanmoins bien des éléments ont continué à être produits à la cadence d'octobre et se sont accumulés. Il devrait donc être possible d'augmenter substantiellement la production d'ensemble si tous les facteurs sont équilibrés au mieux. Le ministère de l'Air devra montrer comment ce dernier programme, en dehors de toute augmentation éventuelle, cadre avec sa propre production de pilotes pour les douze prochains mois, compte tenu, d'une part, des pertes qui, l'expérience nous le prouve, ont diminué, et d'autre part de l'effectif beaucoup plus important de pilotes qu'on prétend actuellement nécessaire par rapport aux appareils. Les bombes, explosifs, canons et tous accessoires doivent être calculés en fonction à la fois du programme existant et des augmentations indispensables. *En principe toutefois, nous ne devons viser à rien de moins qu'à avoir une force aérienne double de celle des Allemands à la fin de 1942. Cela ne devrait pas être impossible si nous redoublons dès maintenant d'efforts. C'est le minimum qui puisse être envisagé, étant donné qu'aucun autre moyen de gagner la guerre n'a été proposé jusqu'à présent.*

16-7-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air.

Les études du ministère de la Sécurité intérieure sur les effets des bombes explosives allemandes à grande puissance, ont montré que le souffle, qui détruit les immeubles, etc., cause des dégâts bien plus considérables que les éclats, qui rencontrent très peu de cibles utiles, surtout la nuit, où la plupart des gens sont à l'abri.

Plus forte est la proportion d'explosif puissant par rapport au corps de bombe, plus violent est l'effet de souffle. Par contre, le nombre d'éclats croît avec le poids du corps métallique.

Nos bombes à tous usages ont un rapport de charge à poids mort de 30/70 environ. Les Allemands opèrent avec un rapport plus élevé, de l'ordre de 50/50. Leurs bombes sont non seulement

plus efficaces pour détruire les villes, elles sont également plus économiques.

Cela étant, le rapport charge-poids de nos bombes devrait être reconsidéré, surtout maintenant que le ministère de l'Air a demandé un si grand développement de la production.

16-7-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air.

J'aimerais bien que vous m'adressiez un rapport succinct sur l'état de la question des atterrissages sans visibilité, faisant apparaître dans quelle mesure la R. A. F. est équipée des instruments *ad hoc*.

17-7-1941.

Premier Ministre à sir Edward Bridges.

J'ai le sentiment que le Parlement ne comprend pas du tout le très grand progrès accompli dans la mise au point des questions de priorité, grâce au développement du principe de l'allocation. Faites-moi parvenir à ce sujet une note n'excédant pas une page. En fait, je trouve que nous entendons bien peu parler de priorités à l'heure actuelle. Ça et là, il peut y avoir un point de friction, mais d'une manière générale, n'ai-je pas raison de supposer que tout marche sans à-coups? Voyez, par exemple, comme l'attribution de la priorité n° 1 à la production de chars pour des motifs psychologiques s'est bien arrangée. Les priorités se résolvent actuellement en élargissant des goulots d'étranglement. Nul n'a une priorité absolue à l'exclusion de tous les autres. Il n'y a pas eu de heurts récemment. Faites-moi là-dessus, en toute liberté, un commentaire abondant pour vendre.

17-7-1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
à l'intention des services intéressés.*

Quelle est la cause de la défaillance dans la production de bouteilles à gaz en juin? Une chute de 1 500 tonnes à 500 est insensée et absolument contraire aux instructions données expressément par le Cabinet depuis plusieurs mois. Qui est responsable? Il y a lieu de faire l'effort maximum absolu, avec superpriorité, pour fabriquer, stocker et mettre en bouteilles les plus grandes quantités possibles de gaz.

Faites-moi connaître qui exactement est responsable de cette défaillance.

A tout moment ce péril peut s'abattre sur nous. Les documents devront être préparés pour être discutés par le Cabinet la semaine prochaine.

19-7-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Intérieur.

J'aimerais qu'il restât trace de mon opinion, à savoir que cette condamnation (à cinq ans de travaux forcés à miss Elsie Orrin pour avoir dit à deux soldats que Hitler était un bon chef, et valait mieux que Churchill) est bien trop lourde pour la simple expression d'une opinion, si pernicieuse soit-elle, non accompagnée de conspiration. Rien dans l'état d'esprit de la nation ne justifie une sévérité aussi peu raisonnable et aussi anormale. J'estime que des mesures aussi excessives vont à l'encontre de leur propre but.

(Pour exécution ce jour même.)

20-7-1941.

*Premier Ministre à Premier Lord de la Mer
et général Ismay pour Conseil des chefs d'état-major.*

Je désapprouve fortement l'idée de ramener ce navire (Glen) en Grande-Bretagne. Nous avons envoyé ces trois navires faire tout le tour par le Cap, avec beaucoup de dépit, dans l'espoir qu'ils participeraient à l'opération « Mandibles » et à d'autres attaques contre des îles. On n'a su tirer aucun parti des commandos et ils sont maintenant dispersés. L'organisation qui présidait dernièrement aux destinées du Moyen-Orient n'a montré aucune aptitude aux opérations combinées. Il n'y avait pas de directeur des opérations combinées, mais seulement un comité mou et sans influence. Néanmoins, nous ne pouvons exclure pour l'avenir la nécessité d'opérations de débarquement. Les deux autres navires Glen sont en cours de réparation, et ce serait, tout compte fait, une erreur que de retirer celui-là. J'espère en conséquence que les chefs d'état-major étudieront cette question sous tous les aspects.

(Pour exécution ce jour même.)

21-7-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Conformément aux instructions données en mars, lorsque la bataille de l'Atlantique a été déclenchée, l'aviation côtière a reçu

un contingent spécial de renforts. Je crois savoir que, dans ce dessein, toutes les forteresses volantes B. 24 récemment arrivées des États-Unis ont été envoyées à l'aviation côtière. Aux États-Unis, ces appareils sont considérés comme les bombardiers idéaux pour Berlin, etc... M. Hopkins m'a demandé ce que nous en faisons, et semblait se faire l'écho d'une opinion américaine selon laquelle ces bombardiers chômaient parce que nous n'avions pas d'équipages à mettre dessus. Je tâche de corriger cette impression, mais je crois que ce serait une excellente chose à tous points de vue, que ces bombardiers soient utilisés dans des raids de bombardement contre l'Allemagne. En outre, l'aviation côtière a reçu en renfort 65 Catalinas, un bon nombre de Sunderlands et la bataille de l'Atlantique a pris bien meilleure tournure, grâce aux résultats récemment obtenus et grâce aussi aux effets, qui ne vont pas tarder à se faire sentir, de l'occupation de l'Islande par les Américains. Le Premier Lord de la Mer vous parlera de ce dernier point.

Je vous serais obligé de me donner votre avis.

Le commandant en chef de l'aviation de bombardement déclare qu'il est très à court et ne peut étendre ses activités.

23-7-1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Je désire que les commandos soient reconstitués au Moyen-Orient le plus tôt possible. Au lieu de les faire diriger par un comité d'officiers sans grande autorité, on devrait désigner le général Laycock comme directeur des opérations combinées (D. O. C.). Les trois navires Glen et le D. O. C. avec ses forces, relèveraient directement de l'amiral Cunningham, qui aurait la responsabilité de toutes les opérations combinées nécessitant des transports par mer et dont l'effectif n'excéderait pas une brigade. En vérité, le commandement au Moyen-Orient a maltraité et gâché cette force inestimable.

25-7-1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Faites-moi parvenir, sur une seule feuille, l'effectif exact des renforts et le détail des approvisionnements qui sont parvenus à Malte, ainsi que l'effectif antérieur de la garnison de Malte.

25-7-1941.

Premier Ministre à colonel Jacob.

Faites-moi parvenir un rapport succinct sur ce qui est arrivé à notre production de fusils. Quelles étaient les prévisions en septembre 1939? Quels ont été les résultats? Quels déficits de production impute-t-on aux bombardements? Quelles sont les nouvelles prévisions pour la fin de l'année 1941?

25-7-1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Je vous suis extrêmement reconnaissant de votre message au sujet du programme de chars. Ce supplément à nos ressources en chars dans les mois critiques qui vont venir est splendide. Quant à la politique à plus longue échéance, toute notre expérience tend à montrer que la bataille moderne exige des véhicules plus fortement armés et blindés, et, en conséquence, nous devons envisager d'accroître la production de chars moyens aux dépens des chars légers — mais non pas, bien entendu, aux dépens de votre programme aérien.

2° Je suis très intéressé par votre proposition, tendant à faire instruire aux États-Unis les hommes destinés à notre corps des chars. Nous sommes en train de l'étudier, et nous vous ferons connaître notre opinion aussitôt que possible.

3° Nous avons élaboré ici nos plans de guerre, non seulement pour la campagne de 1942, mais également pour 1943. Après avoir pourvu à la sécurité des bases essentielles, il est indispensable de mettre sur pied, sur la plus grande échelle possible, les forces nécessaires à la victoire. En gros, notre premier objectif doit être d'intensifier le blocus et la propagande. Ensuite, nous devons soumettre l'Allemagne et l'Italie à un bombardement aérien incessant et de plus en plus intense. Il est possible que ces mesures produisent par elles-mêmes des convulsions internes ou un effondrement. Mais il y a également lieu de dresser des plans en vue de venir au secours des populations opprimées, en débarquant des armées de libération dès que l'occasion sera propice. A cet effet, il sera nécessaire d'avoir non seulement un grand nombre de chars, mais également des navires capables de les transporter et de les débarquer directement sur les plages. Il ne devrait pas être difficile pour vous d'apporter les modifications nécessaires à quelques-uns des innombrables navires de commerce que vous construisez, de manière à en faire des navires rapides aptes au débarquement des chars.

4° Si vous êtes d'accord sur les grandes lignes de ce programme destiné à mettre l'Allemagne à genoux, nous devrions sans perdre une minute :

a) Établir une évaluation conjointe de nos besoins en armes de guerre essentielles, c'est-à-dire avions, chars, etc...

b) Ensuite étudier comment ces besoins pourront être satisfaits par nos productions réunies.

5° En attendant, je propose que nos comités mixtes à Londres se mettent au travail le plus tôt possible sur a), et qu'ensuite nos experts techniques s'attaquent à b).

26-7-1941.

*Premier Ministre à général Ismay et colonel Hollis,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Il y a lieu d'attacher une grande importance à la fourniture au commandant en chef des Forces métropolitaines d'un nombre beaucoup plus important de batteries de D. C. A. mobiles, en particulier de canons pour tir à basse altitude, pour coopérer avec les divisions de campagne et accompagner les troupes et les colonnes blindées.

Les Allemands ont tout à fait raison de maintenir leur flak toujours à l'avant. Une grande masse d'hommes de troupes ne devrait jamais être rassemblée ou en formation de marche, sans batteries mobiles de Bofors pour la protéger.

Dois-je comprendre que les 218 canons seront employés de cette manière? Dans l'affirmative, j'estime que cette disposition est très sage. Sinon, j'aimerais que les chefs d'état-major étudiasent ce point.

A part cela, j'approuve tout à fait le redéploiement proposé.

27-7-1941.

Premier Ministre à ministre du Ravitaillement.

Je crois savoir que vous avez à l'étude, pour le cas où il deviendrait nécessaire de rationner les aliments secondaires, un système assoupli de tickets polyvalents valables pour l'achat d'une certaine variété de marchandises au choix de l'intéressé, sans inscription chez un commerçant déterminé. Bien qu'un rationnement rigide soit peut-être plus commode au point de vue administratif, un système qui laisserait au consommateur une certaine liberté de choix semblerait bien préférable. Les goûts individuels ont une merveilleuse tendance à se neutraliser mutuellement. En outre, le pouvoir que vous avez de faire varier la valeur des diverses denrées, à la fois en argent et en tickets, vous permettrait d'exercer un contrôle sérieux sur la demande.

Au cas où vous décideriez que l'extension du rationnement est inévitable, il semblerait donc que le système de tickets polyvalents se recommande à bien des égards. Je serais désireux d'avoir votre opinion sur ce point en temps utile.

27-7-1944.

Premier Ministre au lord Président du Conseil privé, ministre du Travail et du Service national et secrétaire d'État à la Guerre.

Les preuves s'accumulent, montrant que le chiffre de 2 195 000 hommes est trop faible pour les besoins de l'armée, et que ce nombre devrait être accru aussi tôt que possible; le secrétaire d'État à la Guerre a dès à présent entrepris un examen détaillé de ses besoins supplémentaires.

2^e En conséquence, la révision complète de la question par le Comité de la main-d'œuvre, révision qui a déjà été prescrite par le Cabinet de guerre, doit être activée sans perdre un instant. Dès que les données principales auront été rassemblées, et sans attendre le rapport complet, j'aimerais que le lord Président du Conseil privé, en consultation avec les ministres intéressés examinât, d'urgence, les demandes additionnelles de l'armée à la lumière de la situation générale du potentiel humain, et fit un rapport sur les mesures qui seront nécessaires en vue de satisfaire ces demandes.

30-7-1944.

Premier Ministre à ministre de la Production aéronautique.

J'attendrai avec intérêt et impatience des nouvelles du succès, ou, à défaut, des tribulations du moteur Whittle, à l'issue de cette période d'essais de quinze jours. J'espère que ces nouvelles seront favorables mais j'ai déjà retenu de ce que vous m'avez communiqué, que les pales de turbine actuelles donnaient satisfaction. Il ne faut pas que le désir qu'a l'inventeur d'y apporter de nouvelles améliorations soit une cause de perte de temps. Chaque nerf doit être tendu pour que ces avions soient en ligne l'été prochain, quand l'ennemi commencera probablement à bombarder à haute altitude.

31-7-1944.

Premier Ministre à général Ismay.

J'aurai besoin d'une quantité de photographies de Port-Soudan, de Massaouah, du nouveau port qu'on est en train de créer sur la mer Rouge, d'Asmara, de Bassora, de Tobrouk, etc...

AOUT

9-8-1941.

Premier Ministre à lord Président.

J'apprends qu'il est question de prévoir des poursuites correctionnelles contre les automobilistes touchant une ration supplémentaire d'essence, qui ne tiendront pas de carnet de bord portant mention de tous leurs déplacements.

Créer et multiplier des délits qui ne sont pas condamnés par l'opinion publique, qui sont difficiles à déceler et ne peuvent être sanctionnés que d'une manière capricieuse, est impolitique. Tel pourrait bien être le cas du délit consistant à ne pas tenir de carnet de bord, d'autant plus que l'affaire ne porte que sur un vingt-cinquième de notre consommation de pétrole.

Je crois savoir qu'il existe une autre proposition qui consisterait à prévenir les intéressés qu'au cas où ils ne seraient pas en mesure de produire un carnet de bord, ils risqueraient de se voir supprimer ou restreindre leur attribution supplémentaire. Cela ne serait-il pas suffisant?

9-8-1941.

Premier Ministre à président du Comité exécutif des Importations.

J'apprends que le Comité exécutif des Importations va bientôt étudier les dispositions prises en vue de fournir des cargaisons aux navires supplémentaires qui seront prochainement mis à notre disposition par les États-Unis. Il est de première importance que toute la capacité de transport supplémentaire dont nous pourrions disposer, soit de source américaine, soit du fait d'une amélioration dans la situation des transports maritimes, soit intégralement utilisée pour nous apporter des cargaisons qui renforceront notre effort de guerre et fourniront à la population un régime alimentaire sain et varié.

2^o Les cargaisons devront être toutes prêtes à être embarquées dès que l'occasion s'en présentera, et il devra être établi immédiatement un rapport faisant apparaître les mesures prises à cet effet, notamment par l'accroissement de nos commandes et la constitution de stocks de réserve au voisinage des ports d'outre-mer.

3^o Je vois qu'on se propose d'importer 748 000 tonnes de bois tendre et 422 000 tonnes de bois dur au cours du second semestre. C'est bien plus que les chiffres mentionnés lors d'une récente réunion du Comité de la Bataille de l'Atlantique. Est-ce parce qu'il n'y a pas de cargaisons plus utiles à transporter qu'on importe une si grosse quantité de bois? A-t-on donné au ministre de l'Agric-

culture l'occasion de suggérer autre chose? Par exemple un demi-million de tonnes de maïs (qu'on devrait pouvoir se procurer aux États-Unis) serait précieux pour maintenir en forme la population de nos poulailleurs.

16-8-1941.

*Premier Ministre à Premier Lord de l'Amirauté,
secrétaire d'État à l'Air et ministre de la Production aéronautique.*

Ceci est une triste histoire. A la lecture des notes de service, vous verrez qu'on nous avait promis des Grummans, à ailes repliables, à raison de 20 par mois, à partir d'avril. Nous n'en avons encore aucun, et pas d'autre promesse que le programme exposé dans la note du Premier Lord en date du 26 juillet (1).

2^o Je considère comme de première importance la livraison de 6 à 12 Grummans au *Victorious* et à l'*Ark Royal*. Il en est d'ailleurs de même pour tout porte-avions opérant en Méditerranée. L'effet de surprise sur l'ennemi, lorsque ces chasseurs rapides décolleront pour l'attaquer, nous donnera, presque immédiatement, les coudées beaucoup plus franches.

La neutralisation des attaques des bombardiers ennemis en mer dépasse de loin en importance et en urgence toute autre tâche susceptible d'être accomplie par un porte-avions en Méditerranée. Même si les chasseurs ne peuvent opérer qu'à moins de 40 à 50 milles du navire porteur, ils pourront s'acquitter de tout ce qu'on leur demandera. Il faut que l'ennemi sente qu'à s'approcher d'un navire convoyé par un porte-avions il risque des pertes presque aussi lourdes de la part de l'aviation embarquée, que s'il s'agissait de chasseurs basés à terre.

3^o Nous n'avons actuellement aucun porte-avions en Méditerranée orientale. Il n'y a donc pas lieu, pour l'instant, d'y envoyer des Grummans à ailes repliables. Les contingents de Grummans actuellement destinés au Royaume-Uni pour août, septembre et octobre (total 22), plus les 24 destinés au Moyen-Orient sur les contingents de septembre et octobre — total 46 — devraient tous être mis à la disposition du Royaume-Uni pour l'équipement de nos porte-avions. Des livraisons au Moyen-Orient après le mois d'octobre, pourront être envisagées plus tard.

Adressez-moi un rapport mensuel sur l'équipement des porte-avions en Grummans.

4^o Quand aurons-nous notre prochain porte-avions neuf, l'*Indomitable*?

5^o A moins qu'il y ait une raison que j'ignore pour ne pas

(1) Au sujet des livraisons d'avions Martlet II.

le faire, il y aurait lieu de donner maintenant l'ordre suivant :

« Les lots de 12 Grummans à ailes repliables de septembre et octobre devront être envoyés au Royaume-Uni et *non* (répéter *non*) au Moyen-Orient.

16-8-1941.

Premier Ministre à général Ismay.

COMMANDOS

1^o J'ai décidé avec le général Auchinleck que les trois navires Glen demeureront tous au Moyen-Orient et seraient rééquipés le plus tôt possible en vue d'opérations amphibies.

2^o Que les commandos seraient reconstitués autant que possible, avec des volontaires, et avec l'appoint de tous ceux de leurs anciens membres qui désireront se faire muter des unités dans lesquelles ils ont été dispersés ; enfin, que le général Laycock en aurait le commandement et serait nommé directeur des opérations combinées.

3^o Le D. O. C. et les commandos seront placés sous le commandement direct du général Auchinleck. Ceci annule l'arrangement que j'avais proposé antérieurement, consistant à les placer sous l'autorité du commandant en chef naval.

(Pour exécution ce jour même.)

19-8-1941.

*Premier Ministre à chef d'état-major impérial
et général Ismay, pour Conseil des chefs d'état-major.*

La chose importante n'est pas tant de réduire nos effectifs en Islande que de faire de cette île un terrain d'entraînement pour les unités alpines. Ne pouvez-vous pas donner quelques canons de montagne à l'artillerie, au lieu d'en retirer ? Faites-moi parvenir un projet relatif à la fourniture de skis, de mocassins, etc..., pour le plus grand nombre possible d'hommes qui pourront être entraînés au combat de montagne dans un climat glacial. Le fait que quelques Américains de plus soient venus, devrait rendre l'entraînement d'autant plus facile. Je considère la création de ces unités alpines comme un élément vital dans notre organisation. Je demande que cette question soit prise en main avec la dernière énergie.

19-8-1941.

Premier Ministre au chef d'état-major de l'air.

Je vous remercie beaucoup pour vos explications très complètes (1). Même si les aviateurs avaient été dans l'erreur, ils n'auraient pas été à blâmer parce que c'est le système lui-même qui est en faute. Le manque de contact effectif et intime entre l'aviation et les troupes au sol appelle une réforme rigoureuse. Les besoins de l'armée de terre devraient être pris en considération par le ministère de l'Air dans un esprit de coopération. Il incombe aux forces aériennes de satisfaire l'armée de terre, maintenant que les ressources s'améliorent. J'espère recevoir de vous l'assurance que vous vous efforcez, jour et nuit, de mettre fin à cette lamentable défaillance de la machine de guerre. Nous n'avons pas besoin de revenir sur le passé, mais si l'armée de terre n'est pas bien traitée à l'avenir, le ministère de l'Air aura failli à une partie essentielle de son devoir.

(Pour exécution ce jour même.)

20-8-1941.

Premier Ministre à ministre de la Production.

Veuillez prendre connaissance du document ci-annexé (relatif aux gaz de combat et aux armes à gaz), établi sur ma demande par les soins de lord Cherwell. Nous devons nous attendre à une guerre des gaz sur une formidable échelle. Elle peut éclater à tout moment. Veuillez vous rendre compte de l'alarmante restriction qu'il a fallu imposer à la production de gaz moutarde et de l'explication qui en est donnée. A quoi pense le ministère de l'Air en arrêtant le chargement des bombes de 250 livres? Cette attitude paraît extrêmement imprévoyante, elle est contraire à plusieurs décisions du Cabinet, indiquant qu'il y avait lieu de produire le plus possible de gaz et de le charger dans des véhicules appropriés ou de le stocker de quelque autre manière.

Je vous invite à accorder personnellement votre attention à ce nouvel aspect de la guerre. L'ensemble de l'affaire est dangereux et urgent au suprême degré.

(1) Au sujet de l'action de la 2^e division blindée au cours de la retraite de Cyrénaïque en mars et avril 1941.

20-8-1941.

Premier Ministre à lord Président.

Je ne suis nullement convaincu qu'il y ait des raisons suffisantes pour imposer au public cette nouvelle obligation (l'obligation pour les automobilistes de tenir un carnet de bord). On s'irrite de plus en plus, et à juste titre, de la multiplication des formules à remplir et du nouveau terrain que l'on prépare sur lequel d'autres tribus de fonctionnaires pourront venir proliférer. Si vous croyez qu'il n'y a pas d'autre moyen pour atteindre vos objectifs, il serait préférable de porter la question devant le Cabinet.

20-8-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État pour l'Inde.

Certainement, faites envoyer une invitation, pourvu que, de toute manière, vous voyiez U. Saw.

En réponse à une note de M. Amery concernant la situation en Birmanie, et une visite que le Premier Ministre birman, U. Saw, avait l'intention de nous rendre en Angleterre.

25-8-1941.

Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.

Voulez-vous, s'il vous plaît, me faire parvenir, sur une seule feuille de papier, une liste des unités effectivement utilisables de la flotte et des flottilles japonaises, en indiquant également les dates de construction et les navires qui sont actuellement en état de prendre la mer.

(Pour exécution ce jour même.)

26-8-1941.

Premier Ministre à ministre de l'Agriculture.

Il circule de fâcheuses nouvelles à propos de la moisson. Où en sommes-nous en ce moment? Il y a maintenant quarante jours que saint Swithin (1) est passé. Si nous avons du beau temps, quels sont vos pronostics? Nous avons, hélas! parlé trop vite.

(1) Le 15 juillet. Saint Swithin a les mêmes vertus que notre saint Médard (N. du T.)

26-8-1941.

Premier Ministre à Comité exécutif de la Production.

Je suis inquiet en raison de la main-d'œuvre considérable et des quantités importantes de matières premières qui continuent d'être employées à des travaux de construction. Le programme de construction d'usines et d'immeubles absorbe annuellement 2,25 millions de tonnes de matériaux importés (fer, acier et bois d'œuvre) et il immobilise 375 000 hommes.

Le moment n'est-il pas venu de rejeter tout nouveau projet de construction d'usines, sauf dans des cas absolument exceptionnels? Pouvons-nous justifier de nouvelles dépenses lorsque tant d'installations déjà existantes ne fonctionnent qu'à demi rendement?

Est-ce que les ressources affectées à la construction ne trouveraient pas un meilleur emploi dans l'aménagement de foyers et de commodités pour les travailleurs dont nous avons besoin pour constituer des équipes supplémentaires, destinées à travailler dans les ateliers existants? Les dépenses militaires devraient également faire l'objet des plus sévères économies, car, dans ce domaine, on a facilement tendance à se montrer plus prodigue que l'exigent les besoins du moment et que le permettent les ressources disponibles.

Je suis sûr qu'il existe un procédé pour empêcher l'adoption des projets entraînant un gaspillage de produits importés.

Faites-moi savoir, s'il vous plaît, de quels moyens vous disposez pour garantir : a) que la construction de nouvelles usines et de nouveaux immeubles est entreprise seulement en cas de besoin absolu ; b) que les plans et les projets relatifs à de telles constructions présentent le caractère le plus économique ; c) qu'il est tiré le meilleur parti de la main-d'œuvre affectée à la construction.

27-8-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

J'ai eu l'impression très nette que le ministère de l'Air s'était montré, dans le passé, extrêmement dur et peu serviable aussi bien envers l'armée de terre qu'envers la marine, lorsqu'il s'est agi de satisfaire leurs besoins particuliers. La marine a réussi à se rendre indépendante avant la guerre, mais l'armée ne peut s'empêcher de penser qu'on lui a refusé les moyens de protection aérienne auxquels elle avait droit. On peut, dans une certaine mesure, trouver une excuse à cela dans le fait que la nécessité de développer la R. A. F. primait alors toute autre considération.

Maintenant que cette nécessité a perdu son caractère d'urgence, j'espère que les griefs et les doléances de l'armée de terre seront entendus.

On croit communément que nous n'avons pas développé nos bombardiers en piqué en raison de la crainte, éprouvée par le ministère de l'Air, qu'une arme de ce genre, agissant spécialement en coopération avec l'armée pût amener la création d'une escadre spéciale pour l'armée de terre.

Tout cela s'est passé avant votre arrivée, mais nous sommes aujourd'hui en présence des résultats.

27-8-1941.

Premier Ministre à ministère des Affaires étrangères.

Donnez-moi en quelques lignes les raisons qui ont amené le Siam à se donner le nom de Thaïlande. Quels sont les arguments historiques en faveur de chacun de ces deux noms?

27-8-1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Il existe dans plusieurs secteurs des indices d'une avance allemande en direction de Mourmansk. Il apparaît que, bien que nous n'ayons pas trouvé de transports lors de notre attaque aérienne manquée, il y en a maintenant de grandes quantités en route. Quelles mesures allons-nous prendre à cet égard? Est-il bien entendu que nous ne pouvons rien faire de plus dans le nord? Quand nos deux groupes atteindront-ils Mourmansk? Ne peut-on rien faire sur mer pour barrer la route aux transports allemands?

28-8-1941.

Premier Ministre à chancelier de l'Échiquier.

Combien d'or nous reste-t-il effectivement dans cette île, ou sous notre contrôle, en Afrique du Sud? Ne vous alarmez pas : je n'ai pas l'intention de vous demander quoi que ce soit.

28-8-1941.

Premier Ministre à sir Edward Bridges.

1^o M. Harcourt Johnstone présidera un comité interministériel groupant des représentants des services intéressés, chargé de

mettre au point le meilleur plan possible en vue de l'assouplissement des consignes pour le black-out au cours de l'accalmie relative qui se manifeste actuellement dans l'offensive aérienne de l'ennemi. Cela concerne :

a) les véhicules nécessaires aux services vitaux pour la conduite de la guerre ;

b) les usines et les ports.

L'objectif est d'assurer une production maximum dans les secteurs travaillant pour la guerre.

2^o Le comité devra étudier, entre autres, les questions suivantes :

a) les catégories de véhicules qui bénéficieront des assouplissements ;

b) l'éclairage réduit qui leur permettra de circuler à une vitesse raisonnable ;

c) les itinéraires et les secteurs particuliers où ces assouplissements pourront être spécialement demandés par le ministère de la Production, le ministère de la Production aéronautique et l'Amirauté ; et finalement :

d) les moyens de revenir rapidement à l'état de choses actuel, si l'activité de l'ennemi l'exige, soit dans une zone quelconque, soit dans tout le pays.

3^o Le comité devra faire son rapport au Premier Ministre dans un délai d'une semaine. Je compte que tous les départements serviront de leur mieux l'intérêt général. La mise au point du meilleur plan possible doit être considérée comme un travail de techniciens et n'implique pas nécessairement son adoption par les ministres des départements intéressés. Celle-ci pourra être soumise à la décision d'un comité des ministres du Cabinet de guerre, pour des raisons de politique générale.

(Pour exécution ce jour même.)

29-8-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Je dois attirer votre attention sur la situation des chars moyens (en Grande-Bretagne).

Cette semaine, sur 408 chars, il y en a plus de la moitié qui sont hors de service. Ce chiffre et la méthode dont il procède, appellent manifestement un sérieux coup de barre. La proportion des chars inutilisables s'accroît chaque semaine.

Faites-moi savoir qui est responsable, et ce que vous allez faire à ce propos.

(Pour exécution ce jour même.)

29-8-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

La perte de 7 Bleinheims sur 17, subie au cours de l'attaque de jour sur des navires marchands et des docks à Rotterdam, est extrêmement sévère. On pourrait admettre des pertes de ce genre lorsqu'il s'agit d'attaquer le *Scharnhorst*, le *Gneisenau* ou le *Tirpitz*, ou un convoi voguant vers le sud en direction de Tripoli, car, sans parler des dommages causés, nous poursuivons alors un objectif stratégique de premier ordre. Mais ces pertes semblent exagérées pour une attaque sur des navires marchands qui ne sont pas affectés à un service d'approvisionnement d'importance vitale. Nos pertes en bombardiers ont été très lourdes ce mois-ci, et notre aviation de bombardement ne se développe pas comme nous l'avions espéré. J'admire beaucoup la bravoure des pilotes, mais je ne veux pas qu'on exige trop d'eux. On peut choisir plus souvent des objectifs plus faciles, permettant d'inscrire à notre actif des dégâts importants en regard de nos pertes.

Faites-moi parvenir une statistique indiquant tous les bombardiers rayés des contrôles au mois d'août, pour quelque motif que ce soit, y compris les accidents d'atterrissage ; indiquer également le nombre des bombardiers livrés par le ministère de la Production aéronautique, ainsi que le nombre des appareils fabriqués chez nous et des appareils importés.

(Pour exécution ce jour même.)

30-8-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Que fait-on actuellement pour accroître la protection par les chasseurs de nuit au Moyen-Orient ? J'apprends que nos appareils n'y sont nullement dotés des derniers perfectionnements, et pourtant Alexandrie, Suez et le canal de Suez sont des positions de la plus haute importance.

Faites-moi, je vous prie, parvenir un rapport succinct. Le général Pile pourrait nous aider en dressant une liste des dernières innovations en matière de dispositifs, d'organisation et d'approvisionnements de la chasse de nuit. Tout cela est très important. La vitesse est essentielle.

30-8-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Le chiffre de 1 700 appareils, auquel on évalue les pertes allemandes en Russie devrait entrer en ligne de compte dans les résultats de la seconde étude Singleton, concernant les effectifs respectifs des forces aériennes britanniques et allemandes sur tous les théâtres d'opérations. Faites-moi connaître le résultat dès que cela vous sera possible.

30-8-1941.

Premier Ministre à chef-adjoint de l'état-major de l'Air.

Bien.

« Le dévouement et la bravoure manifestés au cours des attaques sur Rotterdam et sur d'autres objectifs sont au-dessus de tout éloge. La charge de la brigade légère à Balaklava pâlit à côté de ces actions d'éclat quasi journalières. »

Faites-en part aux groupes et rendez-le public si vous le jugez bon (1).

30-8-1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Bien que personnellement très satisfait des explosifs existant actuellement, je pense que nous ne devons pas nous arrêter sur la voie des perfectionnements ; j'estime, en conséquence, que des mesures devraient être prises dans le sens proposé par lord Cherwell, et que le ministre responsable au sein du Cabinet devrait être sir John Anderson (2).

Je serai heureux de connaître l'avis du Conseil des chefs d'état-major.

31-8-1941.

Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.

Si vous le jugez bon, et si les navires sont rentrés sans encombre au port, transmettez, s'il vous plaît, à l'état-major de guerre de

(1) Se rapporte à une note concernant les attaques effectuées par des Blenheims sur des navires marchands dans le port de Rotterdam.

(2) Concerne les premiers plans relatifs aux recherches sur la bombe atomique, plans pour lesquels nous utilisons le nom de code : « tube Alloys ».

l'Amirauté, à sa section commerciale, au commandant en chef des atterrages occidentaux, au commandement de l'aviation côtière et aux autres intéressés, mes compliments pour la vigilance, l'ingéniosité et la souplesse d'organisation qui, la semaine dernière, ont permis à un si grand nombre de navires de passer au travers d'une concentration de sous-marins exceptionnellement forte.

31-8-1941.

Premier Ministre à ministre de l'Information.

1^o Où en sont les travaux de notre grand émetteur radiophonique qui doit surclasser les stations étrangères? On a mis du temps avant de les entreprendre, mais j'ai appris qu'on leur avait accordé une priorité absolue. Faites-moi, s'il vous plaît, un rapport succinct — une demi-page.

2^o Il est, à mon avis, très important que les films allemands sur l'invasion de la Russie soient projetés en Angleterre, et aussi qu'ils soient envoyés aux États-Unis. M. Winant est pleinement d'accord sur ce dernier point. Je vous ai adressé, la semaine dernière, un message où je vous disais que dix minutes de ces atrocités allemandes constitueraient la meilleure introduction possible à la rencontre de l'Atlantique et aux films sur l'Islande. Qu'a-t-on fait à ce sujet?

3^o Les Islandais ont-ils reçu un exemplaire du film qui a été tourné sur leur pays?

SEPTEMBRE

8-9-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

Faites-moi parvenir, s'il vous plaît, un rapport succinct sur la situation actuelle de nos fusées à retardement.

A la fin de la dernière guerre, les Allemands en avaient fait un usage massif en vue de rendre inutilisables les lignes de chemins de fer, et de tendre des pièges lorsqu'ils avaient quitté la France.

Les délais d'éclatement devraient aller de quelques jours à plusieurs mois, de telle sorte qu'on ne sache jamais à quoi s'en tenir et que les perturbations sur les lignes de chemins de fer soient incessantes. Je crois savoir que le dispositif consistait en une petite boîte de métal, pas beaucoup plus grande qu'un étui à cigares, dans laquelle un acide rongeaient peu à peu un fil métallique, établissant ainsi un contact ou découvrant un orifice. De nombreux progrès ont sans aucun doute été faits. En considérant notre situation en Orient dans son ensemble, j'en viens à penser qu'il

faudrait constituer un stock très considérable de ces engins. Nous sommes en train d'aménager des aérodromes en Anatolie, en Syrie, en Perse, à Chypre, etc..., nous améliorons et développons les chemins de fer et les routes. Il faudrait que nous ayons les moyens de les rendre inutilisables pour l'ennemi pendant une période considérable, si nous nous trouvions dans l'obligation de nous replier. Le meilleur moyen d'y parvenir serait de poser les mines à l'avance, en ménageant un petit orifice fermé hermétiquement, grâce auquel on pourrait introduire l'amorce appropriée, au cas où il deviendrait nécessaire d'armer ces mines. Chaque aérodrome devrait être garni de 20 ou 30 mines. S'il était nécessaire de l'évacuer, on pourrait mettre les amorces en place et égaliser le terrain par-dessus. La période dangereuse devrait sans aucun doute être d'au moins six mois ; les voies ferrées devraient, tout au moins sur leur tronçon le plus avancé, avoir au moins 2 ou 3 mines par kilomètre et tous les ponts et tunnels devraient être minés. Il est plus démoralisant de ne pas savoir quand une ligne de chemin de fer ou une route sera mise hors de service, que d'enregistrer des destructions même étendues sur lesquelles il n'y a plus à revenir ensuite.

Faites-moi, je vous prie, connaître votre avis à ce sujet.

8-9-1941.

Premier Ministre à ministre du Travail.

Y a-t-il du vrai dans les propos des journalistes selon lesquels, parmi ceux qu'on appelle les « Témoins de Jéhovah », il y a de nombreux jeunes gaillards, bien bâtis, qui ne prennent pas part à notre effort de guerre?

10-9-1941.

Premier Ministre à ministre de la Production.

(Copie au secrétaire d'État à l'Air.)

Dans votre note en date du 29 août, vous me dites que la commande de 50 000 bombes Jefferis (« vesses-de-loup ») ne peut pas être exécutée et que vous ne pouvez en fournir que 10 000.

Je suppose que cela est dû au manque d'explosif. On me dit que le contenu de 9 bombes collantes permettra de remplir 2 « vesses-de-loup ». Nous pourrions ainsi obtenir les 40 000 « vesses-de-loup » manquantes en différant le chargement de 180 000 bombes collantes. Ceci ne représente, à ce que je crois savoir, que la production de six semaines environ au rythme actuel, et c'est pourquoi je consens à ce que nous retardions, comme je viens de le dire, le chargement des bombes collantes.

La production du mortier antichar ne devrait subir aucune modification.

(Pour exécution ce jour même.)

10-9-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

Veillez, s'il vous plaît, trouver ci-joint une lettre de lord Beaverbrook (concernant le chemin de fer transiranien). En raison du danger que présente le passage par Mourmansk et du volume considérable des envois que nous envisageons de faire à la Russie, ainsi que des difficultés que nous éprouvons à prolonger le chemin de fer à travers la Perse tout en effectuant les transports, il semble extrêmement urgent de rechercher toutes les possibilités de transport par route. Je pourrais demander par câble à M. Hopkins les camions et les conducteurs qui nous sont nécessaires ainsi que des mécaniciens, s'il en est besoin, et il ne fait guère de doute, à mon avis, que les États-Unis nous les expédient par mer à Bassora, sans traîner. Je ne sais rien en ce qui concerne les routes, mais la question devra être examinée dans son ensemble, en même temps qu'on élaborera un plan pour améliorer les routes en attendant que les véhicules arrivent d'Amérique.

Faites-moi connaître votre point de vue à ce sujet, si possible d'ici demain, afin que je puisse agir.

12-9-1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

1^o Il ne sera pas possible à l'ensemble de l'armée britannique (abstraction faite des troupes du Moyen-Orient) de rester indéfiniment inerte et passive, en tant que garnison protégeant notre île contre une invasion. En dehors même de toute considération militaire, une telle attitude jetterait le discrédit sur l'armée. Je n'ai pas besoin d'insister sur ce point.

2^o Un corps expéditionnaire de la valeur de 6 divisions devrait être constitué en vue d'opérations outre-mer.

3^o A moins que des événements imprévus créent en Espagne ou au Maroc un nouveau théâtre d'opérations, ou qu'une invasion devienne imminente, nous devrions tenter de libérer la Norvège dès qu'une occasion favorable se présentera.

4^o Il faudra établir un plan, en vue d'agir au point qui sera jugé le plus favorable. Ce plan devra être soumis au Comité de Défense avant la fin de ce mois.

13-9-1941.

Premier Ministre à sir Edward Bridges et à général Ismay.

Il est certain qu'il se produira des confusions entre Bender Chapour et Bender Chah qui se trouvent aux deux extrémités du chemin de fer transiranien. C'est pourquoi ces deux villes devront, dans tous les textes officiels britanniques, être désignées sous les noms de « Bender Caspienne » et « Bender Golfe ». Veuillez faire donner des instructions en ce sens.

13-9-1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Il est sans aucun doute nécessaire de mettre à jour cette étude (sur l'ensemble de notre stratégie, à l'intention des premiers ministres des Dominions). Elle ne fait pas état de l'occupation de la Perse par nos troupes, ni de l'importance de la route qui nous relie directement aux Russes, à qui nous avons donné la main. Il sera beaucoup plus facile vers la fin septembre ou à la mi-octobre de se faire une opinion sur les perspectives en Russie. Il n'est fait aucune allusion à la possibilité d'une attaque ou d'une pression dirigées contre la Turquie, ni aux conséquences qui en découleraient.

Qu'est-ce qui nous presse d'envoyer ce document? Sous sa forme actuelle, il ne fera que provoquer des remous et des inquiétudes dans les Dominions. Prenez, par exemple, cette idée que l'une de nos raisons de tenir l'Égypte, c'est le désir d'empêcher la flotte italienne de se lancer à travers le canal de Suez pour chasser la flotte britannique de l'océan Indien. Je serais vraiment navré de recourir à un tel argument pour justifier notre occupation de l'Égypte.

13-9-1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Je n'ai jamais demandé un second voyage (des navires américains envoyés pour escorter les renforts à destination du Moyen-Orient), ce qui n'empêche pas que je l'espérais. Mais cela nous serait d'un grand secours pour nous débarrasser des quantités de troupes destinées au Moyen-Orient, qui sont ici en souffrance. Tout cela est extrêmement réconfortant. Je serais heureux d'avoir bientôt des détails afin d'exprimer nos remerciements. Faites-moi, s'il

vous plaît, un rapport sur les avantages à attendre de ce second voyage.

13-9-1941.

Premier Ministre à ministre de l'Information.

Il aurait certainement fallu donner plus de retentissement à l'affaire des syndicalistes norvégiens fusillés par Hitler ou condamnés à de longues peines de travaux forcés. Est-ce que le Congrès des Trade-Unions ne devrait pas faire voter des motions de sympathie? Pourquoi ne vous mettez-vous pas en relation avec Citrine afin de déclencher une vigoureuse campagne de protestation? La plus large publicité devrait être faite autour du nom des deux martyrs.

13-9-1941.

Premier Ministre à sir Andrew Duncan.

A ma demande, lord Cherwell a rédigé une note succincte sur les prévisions d'importations. Vous étudiez actuellement les programmes au Comité exécutif des Importations. Je suis le calendrier pour établir nos prévisions annuelles, et le budget d'importation que je désire faire doit s'appliquer à l'année 1942. J'aimerais fixer ce budget au plus tard en novembre. D'ici là il est utile de faire des comparaisons entre la première et la deuxième année de guerre, et des prévisions pour la troisième.

Vous ne devez pas perdre de vue que je puis avoir à faire une nouvelle grosse demande de tonnage, au cas où il y aurait lieu de mettre en route un corps expéditionnaire. Vous voudrez bien me communiquer vos idées préliminaires, pour lesquelles le document du professeur constitue une base commode.

13-9-1941.

Premier Ministre à lord Cherwell.

Il sera nécessaire d'éviter toute réduction des effectifs de l'armée en 1942, et des mesures très strictes devront être adoptées à cette fin. Il ne peut être question de stopper temporairement l'approvisionnement de l'armée en munitions. J'ai demandé qu'un corps expéditionnaire de six divisions, en plus des deux en partance pour l'est, soit mis sur pied. Sa destination dépendra des événements. Ce qui restera sera à peine suffisant pour assurer la sécurité de la métropole.

Nous aurons de grandes difficultés à trouver les hommes nécessaires. J'espère cependant que la D. A. T., la Défense passive, la Défense côtière et l'artillerie lourde, ainsi que quelques-uns des

services de l'arrière, pourront céder 2 ou 300 000 hommes. Nous puiserons largement parmi les affectés spéciaux.

A l'heure actuelle, nous risquons fort d'avoir à dissoudre plusieurs divisions.

Je vous serais obligé de faire votre profit de ce qui précède.

(Pour exécution ce jour même.)

14-9-1941.

*Premier Ministre à général Ismay,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

1^o Les demandes (de personnel) des forces aériennes dénotent un gaspillage effréné de personnel au sol. Nous projetons d'avoir 80 groupes au Moyen-Orient au printemps de 1942. Or, il y a déjà là-bas 45 000 non-navigants, et l'on propose maintenant d'en ajouter encore 40 000, soit un total de plus de 1 000 hommes pour chaque groupe de 16 avions de première ligne. Il est évident qu'il faut faire une enquête sur la composition des effectifs de ces formations qui, si elles doivent demeurer sur un pied pareil, vont ruiner notre effort de guerre.

En attendant, on ne pourra pas inclure plus de 20 000 hommes des forces aériennes dans les convois d'ici la fin de décembre.

Il y a lieu d'observer que c'est 13 groupes seulement qui partent d'ici, et non 17, comme l'indiquent ces documents.

2^o Les divisions supplémentaires doivent partir au complet, conformément à ce que j'ai déclaré dans ma demande au président Roosevelt. Il ne m'aurait jamais accordé ce tonnage supplémentaire, sans l'intérêt que représentent deux fortes divisions d'appoint au Moyen-Orient. Je ne peux pas me permettre de lui demander ses navires pour transporter des isolés et des recrues.

3^o Ce qui précède fait un total de 60 000 hommes. Il semble que ce doive être ensuite le tour des troupes destinées à l'Inde, eu égard aux quatre divisions supplémentaires que nous obtiendrons en échange. L'artillerie antichar et antiaérienne aurait naturellement le pas sur l'artillerie de campagne et de moyen calibre, dont le Moyen-Orient est déjà si abondamment pourvu. Dxi-huit mille hommes de plus pour le Train, voilà une demande pour le moins difficile à justifier. A quelle tâche définie ces effectifs, presque équivalents à une division, numériquement, sont-ils destinés?

4^o En ce qui concerne les recrues. L'armée du Nil n'a pas combattu récemment, et, bien qu'il y ait le déchet normal par maladie, je ne parviens pas à me convaincre que les recrues destinées à compléter les premiers renforts — à savoir 10 % de recrues à la base, en sus de l'effectif complet des unités, ou destinés à couvrir les pertes supplémentaires prévues — doivent prendre le pas sur

les troupes combattantes organisées. Les recrues devront être casées dans les convois selon la place disponible.

5^o En attendant, faites-moi parvenir un tableau indiquant l'effectif actuel de chacun des bataillons ou régiments d'artillerie (britanniques) auxquels ces 31 000 recrues supplémentaires seraient soi-disant nécessaires. Les recrues d'infanterie devraient avoir la priorité sur les autres armes.

6^o Il y a quelque temps, j'avais vu des chiffres indiquant la proportion des troupes combattantes par rapport aux services de l'arrière au Moyen-Orient. Ces chiffres pourraient-ils être mis à jour, dans l'hypothèse où il serait possible de transporter la totalité de ce qu'on nous demande maintenant, soit 142 000 hommes?

20-9-1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

(Copie au secrétaire d'État à l'Air.)

Je crois que nous pourrions obtenir un résultat important, à l'heure actuelle, en arrosant l'Italie de tracts faisant ressortir, en particulier, le fait que des centaines de milliers d'Italiens ont été arrachés à leurs demeures ensoleillées et envoyés mourir dans la boue glacée de l'Ukraine. Veuillez faire examiner cette suggestion par le Comité exécutif de la Guerre politique.

J'adresse une copie de la présente note au secrétaire d'État à l'Air, afin que l'aspect technique de l'affaire puisse également être examiné.

(Pour exécution ce jour même.)

21-9-1941.

Premier Ministre à colonel Hollis.

Un nombre important de mortiers antichars est maintenant livré. Qu'a-t-il été fait au sujet de leur emploi tactique? Il y aurait lieu de mettre sur pied immédiatement une batterie ou un régiment témoin de mortiers antichars, en vue d'étudier l'emploi tactique de cette arme et d'en préparer la distribution aux troupes. Faites-moi parvenir des propositions en vue de la réalisation de ce projet.

21-9-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Est-ce que ceux de nos pilotes de chasse qui survolent la France sont munis d'une provision suffisante d'argent français? On me

dit qu'on ne leur remet que 50 francs. A mon avis, c'est 3 000 francs au moins que les pilotes devraient avoir sur eux comme faisant partie de leur équipement, et se passer de main en main.

21-9-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

Je ne suis pas disposé à laisser tomber cette affaire ni à permettre qu'elle soit escamotée ou étouffée. Il faut bien autre chose que des remontrances lorsqu'on laisse 600 légionnaires allemands rejoindre la France de Vichy pour être utilisés à nouveau par les Allemands contre nous. Cela peut coûter la vie à 600 Britanniques d'avoir maintenant à mettre hors d'état de nuire ces hommes que nous avons laissé nous glisser entre les doigts avec tant de négligence et de légèreté. Le War Office devrait adresser un message officiel au commandant en chef au Moyen-Orient, lui demandant quelles mesures il a prises, et insistant sur la gravité du préjudice que cette carence du commandement en Syrie porte aux intérêts britanniques. Lorsque un sergent ou un caporal commet une peccadille, il est puni ou réprimandé. Les officiers de l'état-major du général Wilson sont coupables de n'avoir pas soulevé le lièvre et de n'avoir pas compris ce qui se passait. Si le général Wilson prend sur lui la responsabilité, la faute peut être pardonnée en considération de ses bons services dans d'autres domaines, mais on ne doit pas lui laisser ignorer le mal qui a été fait. Les explications détaillées les plus complètes devront être fournies (1).

21-9-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

Merci. Je suis heureux de voir par des télégrammes plus récents qu'on se propose de réorganiser la zone de l'avant, de telle manière qu'un mouvement similaire de l'ennemi puisse être contre-attaqué par les troupes de l'avant. Je crois savoir que ce remaniement doit être terminé vers le 23 courant. Si cette mesure est judicieuse aujourd'hui, je ne vois toujours pas pourquoi elle ne l'était pas hier. La perte de dix chars, etc..., que l'ennemi a subie du fait de simples automitrailleuses non suivies de chars, montre qu'on aurait pu monter un fameux coup. Peut-être aurons-nous une deuxième chance. Peut-être pas. La fortune est une garce.

(1) Les explications conclurent à une responsabilité partagée dans une mesure telle qu'aucune action disciplinaire ne put s'ensuivre.

25-9-1941.

Premier Ministre à chefs d'état-major.

Je joins à la présente note un résumé de la correspondance officielle échangée depuis quinze mois, en ce qui concerne les mesures offensives et défensives dans la guerre chimique, ainsi qu'un tableau montrant l'état des stocks des projectiles à gaz les plus importants. Veuillez me faire savoir si vous êtes satisfaits de la situation actuelle et des moyens que nous avons de rendre aux Allemands coup pour coup si besoin est.

Il peut y avoir des difficultés à maintenir les stocks en raison des détériorations chimiques. Normalement, s'il y avait consommation, les stocks pourraient être remplacés. Veuillez me donner votre avis sur cet aspect du problème également.

25-9-1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

Nous savons maintenant que le Grand Mufti est à la légation du Japon à Téhéran. Il semble extrêmement important d'obtenir qu'il nous soit livré et, en attendant, je présume qu'on prend toutes mesures pour l'empêcher de s'évader. Voulez-vous, s'il vous plaît, faire tout ce qui sera possible.

25-9-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

On dresse beaucoup de plans en vue de distraire les troupes au cours de l'hiver. Elles sont autorisées à utiliser les transports de l'armée dans certaines limites, pour se rendre à la ville la plus proche. Les officiers ne jouissent pas de ce privilège. Il serait peut-être possible de faire en sorte que les officiers pussent se servir raisonnablement des moyens de transport disponibles de l'armée, en payant l'essence. Nombre d'entre eux ne sont pas assez riches pour louer d'autres moyens de transport, mais cette solution serait juste et acceptable. L'utilisation des véhicules pourrait être contrôlée par l'état-major divisionnaire du corps?

Veuillez me donner votre avis à ce sujet.

25-9-1941.

*Premier Ministre à Premier Lord
et Premier Lord de la Mer.*

Pourquoi ne pas donner le sous-marin allemand *Graph* à la marine yougoslave, quand il sera réparé? Il y a un équipage de

sous-marin yougoslave qui est arrivé à Alexandrie, mais leur navire était en trop mauvais état pour que l'amiral l'autorisât à prendre la mer. L'idée d'armer un sous-marin allemand capturé avec un équipage yougoslave me plait assez (1).

27-9-1941.

Premier Ministre à ministre des Travaux publics.

Je doute fort qu'il me soit jamais possible d'habiter Walmer Castle ou même que quiconque puisse habiter de tels palais après la guerre. J'ai fait part de cela au roi lorsque j'ai accepté le titre de lord Gardien des Cinq Ports, que je considère comme un hommage. Il est évident que je ne peux pas envisager d'y résider à l'heure actuelle, étant donné que ce château est à portée des batteries ennemies de la côte française, et que la seule nouvelle que j'y réside suffirait à en provoquer la destruction complète. Dans ces conditions, je pense qu'il serait tout à fait judicieux que le Service des Travaux publics s'en chargeât pour la durée de la guerre, et l'affectât à ce qui lui paraîtrait le plus conforme à l'intérêt public. J'espère donc que, du moment que je n'utilise absolument pas le château et que je n'en tire aucun profit, le château et les jardins pourraient être entretenus par les soins de l'État. Après la guerre, on pourra reconsidérer la situation.

Je vous serais obligé de me faire connaître ce qu'on peut faire à votre avis.

(Pour exécution ce jour même.)

30-9-1941.

*Premier Ministre à colonel Hollis,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Lorsque j'ai visité l'*Indomitable* la semaine dernière, j'ai été surpris d'apprendre que le modeste contingent de Hurricanes destinés à être affectés à cette unité navale de tout premier ordre n'étaient que du modèle le plus médiocre, Hurricane I. J'espère sincèrement qu'on pourra s'arranger pour ne mettre sur les porte-avions que les meilleurs avions adaptés à la tâche. Tout au cours de cette année, il a été manifeste que si la flotte était capable de lancer de ses porte-avions les chasseurs les plus modernes, elle verrait se rouvrir les vastes perspectives stratégiques qui se sont fermées devant elle. Les porte-avions devraient avoir la priorité

(1) Il s'agissait du sous-marin capturé par un avion Hudson dans les atterrages occidentaux en août 1941. (Cf. T. III, L. II, chap. VII, p. 149).

suprême en matière de qualité et de caractéristiques des modèles d'avions susceptibles de leur convenir (1).

OCTOBRE

(Pour exécution ce jour même.)

1-10-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre
et chef d'état-major impérial.*

1^o Le danger de voir nos forces s'organiser selon une structure tellement encombrante qu'elles seront inaptes à des opérations efficaces au delà des mers ou amphibies, est maintenant devenu très redoutable. L'état des divisions blindées a récemment appelé l'attention. A mesure que les idées nouvelles et les nouvelles exigences se développent, la tendance vers le gigantisme s'accroît. En vue de sauvegarder l'efficacité de l'armée, il est indispensable de poursuivre une politique d'émondage.

2^o Le pressant besoin de trouver des hommes pour maintenir les unités combattantes sur un pied convenable rend impérative une économie sévère et continuelle dans les services de l'arrière. Je fais de mon mieux pour maintenir les effectifs de l'armée, en dépit de la marée montante des critiques contre ses dimensions prétendument excessives et sa passivité, aussi manifeste que forcée. Je me vois donc dans l'obligation de réclamer le concours du War Office, et j'espère pouvoir compter sur vous pour m'aider.

3^o A cet effet, il y aurait lieu de créer un comité d'officiers au courant des questions d'effectifs, qui aurait l'ordre de dresser un plan en vue d'une réduction de 25 % des effectifs des services de l'arrière et des troupes non combattantes, plan faisant apparaître comment ce résultat peut être obtenu avec le minimum de dégâts. Ce travail devra être achevé pour le 15 courant, et le Comité de Défense sera alors en mesure de se rendre compte des incidences des compressions proposées. Je désire être consulté quant à la composition de ce Comité. S'il échoue, je serai obligé de faire appel à un organisme extérieur, car je sais combien il est difficile pour un département de se réformer lui-même.

(1) A cette époque, la R. A. F. ne pouvait pas se dessaisir des modèles plus récents de chasseurs britanniques au bénéfice de la marine. (Cf. également note de service du 16-8-1941.)

3-10-1941.

Premier Ministre à ministre des Transports de guerre.

J'aimerais que vous soumettiez à la prochaine réunion du Comité de la Bataille de l'Atlantique, un rapport faisant apparaître les progrès réalisés en ce qui concerne la mise au point d'installations portuaires de secours, pour le cas où l'un des grands ports sur lesquels nous comptons actuellement serait mis hors de service.

(Pour exécution ce jour même.)

4-10-1941.

*Premier Ministre à colonel Hollis,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

J'attache la plus extrême importance à ce que des chars et des avions parviennent à Arkhangelsk au début d'octobre. Il est capital que la livraison commence immédiatement. Je vous prie de veiller à ce que des propositions et des préparatifs à cet effet soient faits sans délai, et de m'adresser un rapport lundi soir. Un convoi spécial sera probablement nécessaire.

Je ne saurais trop insister sur l'importance vitale et l'extrême urgence de cette opération.

(Pour exécution ce jour même.)

6-10-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

J'ai quelque inquiétude au sujet du programme qu'est en train d'exécuter le nouveau Bureau des Affaires courantes de l'armée. La question est de savoir si la discussion d'affaires de ce genre, par des officiers de corps, va affaiblir ou renforcer cette discipline mitigée sans laquelle nos armées ne peuvent se mesurer aux armées sévèrement disciplinées de l'Allemagne. Les aptitudes requises pour mener des discussions du genre indiqué ne sont pas nécessairement celles qui font les chefs sur le champ de bataille. Ce genre de discussions fera-t-il autre chose que de donner l'occasion de se mettre en avant à des rouspéteurs ou à des agitateurs professionnels à la langue bien pendue? Elles semblent n'avoir rien de commun avec les conférences éducatives par des professeurs ou des experts qualifiés.

Je vous prie de bien vouloir examiner cette question et de me communiquer votre opinion personnelle. En attendant, veuillez suspendre l'exécution.

8-10-1941.

Ex-personnalité navale à président Roosevelt.

Après en avoir discuté avec l'ambassadeur Winant, je vous adresse cette note, exposant le résultat de notre discussion de Cabinet au sujet de l'affaire qui nous a causé quelques difficultés.

Nous avons étudié avec soin quelle devrait être la prochaine mesure relativement à la conférence du blé, qui doit reprendre ses délibérations la semaine prochaine. J'ai une certaine inquiétude quant aux répercussions qu'aura le projet d'accord sur le blé, dans sa forme actuelle, sur la situation de la guerre. Le projet semble donner l'impression qu'on envisage d'imposer aux pays d'Europe importateurs de blé, comme condition d'une aide immédiate après la guerre, une série d'obligations dont une sévère restriction de leur production de blé, ce qui compromettrait irrémédiablement leurs systèmes agricoles. Cela ne manquera pas de toucher un point sensible de la politique de maints pays. Tout accord sur le blé susceptible d'une telle interprétation serait, à notre avis, extrêmement dangereux. Il fournirait à la propagande nazie une arme qu'elle s'empresserait d'utiliser. Il susciterait un peu partout des suspensions quant à l'esprit dans lequel les États-Unis et le Royaume-Uni entendent user de leur pouvoir quand la guerre sera finie, et provoquerait confusion et découragement parmi les éléments qui, en Europe, espèrent actuellement la défaite de l'Allemagne et y travaillent. Nous considérons donc comme indispensable de supprimer dans le projet d'accord toutes dispositions impliquant une ingérence anglo-américaine dans la politique agricole européenne.

La position de la Russie vis-à-vis d'un accord quelconque soulève également une difficulté. La Russie était encore neutre à l'époque où les dispositions ont été prises en vue de la conférence du blé. Mais étant donnée la situation actuelle, il nous paraît moralement hors de question aussi bien de conclure, sans la consulter, un accord qui affecterait sérieusement ses intérêts, que de lui faire des avances sur un tel sujet à une époque où elle est engagée dans une lutte à mort, et où ses plus riches champs de blé sont dans la zone des combats.

Nous avons étudié quelles instructions nous pouvions donner à nos délégués, qui sont maintenant en route pour Washington, en vue de faire face à ces difficultés, mais nous n'avons pas pu trouver de solution véritablement satisfaisante dans le cadre du projet d'accord, tel qu'il se présente pour l'instant. Une révision importante serait certainement nécessaire; et nous nous rendons parfaitement compte du danger, que nous sommes très désireux d'éviter, des négociations qui s'étirent indéfiniment, et risquent de se terminer par un échec. Pour notre part, nous accueillons avec satisfaction les propositions tendant à créer un fonds commun (*pool*) de blé en vue de soulager les détresses de l'après-guerre. Il y a d'autres dispositions importantes de l'accord qui ne sont pas préjudiciables — ou qui pourraient facilement revêtir une forme qui ne serait pas préjudiciable — aux intérêts des pays non représentés, à savoir l'accord des quatre pays exportateurs représentés

quant au rapport de leurs contingents respectifs d'exportation et les mesures tendant à la création d'un grenier « toujours normalement alimenté ».

Les autres questions pendantes pourraient utilement être explorées par la conférence en vue de préparer le terrain pour des décisions ultérieures. Mais il me semble que nous serions mal avisés de nous efforcer de parvenir dès à présent à des conclusions fermes sur ce point. En dehors du fait que des pays importants non représentés à la conférence sont affectés, il semble qu'il y ait intérêt à essayer d'intégrer ces questions dans les discussions plus larges, sur la collaboration anglo-américaine au sujet des problèmes économiques généraux d'après-guerre, discussions que, comme lord Halifax pourra vous l'expliquer plus complètement, nous espérons être en mesure d'entamer prochainement.

Si vous êtes d'accord en principe avec mon opinion, je donnerai des instructions en conséquence à notre délégation.

8-10-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre
et secrétaire d'État à l'Air.*

(Copie à secrétaire d'État pour les Dominions.)

Je crois que le temps est maintenant venu de constituer une brigade irlandaise, ainsi qu'une escadre ou un groupe irlandais à la R. A. F. Si l'on prenait l'affaire en main, il faudrait s'arranger pour que ce soit un vrai succès. Le pilote Finucane pourrait jouer un rôle de premier plan (1).

Faites-moi tenir, je vous prie, vos propositions. Cette décision pourrait avoir par la suite d'importantes répercussions politiques.

(1) Le lieutenant-colonel « Paddy » Finucane, D. S. O., D. F. C. avec deux palmes, a été tué en juillet 1942, à l'âge de vingt et un ans, alors qu'après d'incessants exploits, il conduisait une escadre de chasseurs à une attaque massive contre des objectifs ennemis en France. On avait toujours dit que la Luftwaffe ne parviendrait jamais à le descendre et ce fut effectivement la balle d'une mitrailleuse isolée, partie d'un emplacement au sol inhabituel qui atteignit son Spitfire. Il mit lentement le cap sur la mer, tout en bavardant tranquillement avec ses camarades. Et finalement, parvenu à 10 milles de la côte française, il envoya son dernier message, au moment probablement où son moteur calait : « Ça y est, les copains. » Il s'abattit d'une hauteur de 10 pieds environ au-dessus de la mer et son appareil coula aussitôt.

Finucane avait toujours juré qu'on ne le ferait pas prisonnier et c'est sans doute la raison pour laquelle il choisit de prendre la direction de la mer, plutôt que de survoler la terre ferme où il aurait eu des chances appréciables de s'en tirer.

(Pour exécution ce jour même.)

9-10-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre
et chef d'état-major impérial.*

Veillez me faire connaître votre point de vue et, si possible, vos projets concernant la constitution d'une brigade irlandaise.

10-10-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Je vois dans les journaux les comptes rendus de jugements bien étranges dans les cours martiales. Tout d'abord un sergent qui a dit, en présence des troupes, à un lieutenant de la Home-Guard : « Et puis quoi? » et : « Va te faire fiche » a simplement reçu un blâme. Il aurait certainement dû être cassé. Secondement, des soldats que l'on a entendu appeler les sergents « bâtards à trois ficelles » et qui ont été apparemment acquittés avec honneur, pour la raison que c'était une expression courante dans l'armée. Le commandant qui déposait a déclaré qu'il avait souvent fait semblant de ne pas entendre des soldats qui s'exprimaient de cette manière sur son compte.

Inversement, deux Canadiens qui ont déserté au Canada et sont parvenus en Angleterre, après mille aventures, dans l'intention de se battre, ont été gratifiés de soixante jours de prison.

Tout cela me paraît requérir de votre part et de celle des autorités militaires des directives très claires.

(Pour exécution ce jour même.)

11-10-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air,
ministre de la Production et ministre de la Production aéronautique.*

J'ai relu le rapport de la commission d'enquête au sujet des Albemarle, et je crois qu'il faut y faire une réponse beaucoup plus précise et catégorique que celles qui m'ont été soumises jusqu'à présent. J'aimerais connaître quels témoignages vont apporter les deux ministres de la Production, en ce qui concerne notamment le côté financier; et je désire que le secrétaire d'État à l'Air me fasse savoir : a) à quel usage sera destiné cet appareil lorsque les 500 premiers spécimens seront achevés. Peut-il me dire si c'est un appareil sur lequel on pourra compter l'été prochain? Quelles

parties de l'Allemagne pourrait-il bombarder? Ou bien ne peut-il être utilisé que contre les ports français d'invasion? *b)* en bref, quelles sont les raisons pour refuser la publication du rapport? Quels renseignements, en particulier, contient-il, qui auraient une valeur pour l'ennemi?

Étant donné que cette question va être débattue mercredi et que, selon toute vraisemblance, je devrai m'en occuper moi-même, je veux savoir exactement à quoi m'en tenir. Il y a urgence.

12-10-1941.

Premier Ministre à ministre de la Production.

Durant votre absence, j'ai réfléchi aux questions que vous avez soulevées devant moi concernant l'arme U. P. (1) et les variantes subsidiaires de la fusée fonctionnant au passage, c'est-à-dire les fusées photo-électriques et radio-électriques. Ce que nous avons grand besoin de fabriquer, ce sont les fusées contre avions pour les 50 batteries déjà en place. Les fusées photo-électriques et radio-électriques en sont au stade de la recherche et de l'expérimentation; mais ces recherches devraient être activées le plus possible en raison des immenses avantages pour la flotte, qui découleraient de leur aboutissement.

Je prends sur moi tout ce qui a été fait jusqu'à présent. Vous désirez, en tant que ministre de la Production, avoir la haute main, tant sur la fabrication que sur les recherches et je serai très heureux si, à compter de la date de cette note, vous vous chargez de cette tâche. Comme cela intéresse les trois armes, je ne doute pas que vous procédiez à toutes les consultations nécessaires.

15-10-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État pour l'Inde.

Veuillez me faire connaître combien de messages le représentant de Sa Majesté à Kaboul a télégraphiés, depuis le jour où il a été mis au courant de la question de l'expulsion des Allemands d'Afghanistan.

16-10-1941.

Premier Ministre à sir Edward Bridges.

Il conviendrait de faire une enquête sur le point de savoir qui est responsable des différents messages envoyés par radio aux

(1) Projectile sans rotation. Nom camouflé pour fusée. Voir la note de la minute en date du 6 décembre 1941.

Allemands au sujet des échanges de prisonniers. Ces messages contenaient des formules de remerciements et ils étaient rédigés sous la forme de communications directes avec l'ennemi. L'enquête doit être faite sous une forme officielle et un rapport doit m'être présenté, en tant que ministre de la Défense nationale.

Veuillez m'envoyer des suggestions concernant la composition de la commission d'enquête.

(Pour exécution ce jour même.)

17-10-1941.

Premier Ministre à lord Président.

Le programme de construction d'abris a assez bien marché depuis mars et quoique, peut-être, tous les objectifs fixés ne soient pas atteints, la réalisation en sera bien avancée par rapport à l'an passé. Eu égard à la situation du point de vue des raids aériens et de la défense passive, les responsables du programme peuvent s'attendre à devoir apporter une contribution sérieuse à la pénurie d'hommes, notamment en ce qui concerne l'armée. On devrait pouvoir libérer du personnel dans ce domaine. Avant d'envoyer une note sur cette question au secrétaire d'État à l'Intérieur et à d'autres, j'aimerais que vous en teniez compte dans votre plan général et que vous me fassiez parvenir un rapport.

17-10-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Je ne suis pas partisan de ce système qui consiste à encourager, dans l'armée, les discussions politiques entre soldats, en tant que tels. Les indications fournies pour guider les officiers, dans ces notes succinctes, sont désespérément au-dessous du niveau de ce qu'on peut trouver dans la presse quotidienne. Des discussions au cours desquelles on ne souhaite pas voir s'élever de controverse sont pure comédie. Il ne peut y avoir de débat contradictoire sans que la discipline en souffre. Le seul principe sain est : « Pas de politique dans l'armée. »

J'espère que vous allez liquider cette affaire avec promptitude et doigté et affecter les personnes qui s'en occupent à des travaux utiles.

(Pour exécution ce jour même.)

18-10-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

1^o Au cours de ma visite à la batterie mixte de D. C. A. de Richmond, j'ai appris avec grande surprise que le principe en vigueur pour le moment dans le Corps métropolitain d'auxiliaires féminins (Women's Auxiliary Territorial Service) était que le personnel de l'A. T. S. dans les batteries mixtes ne devait pas se considérer comme appartenant à la batterie et qu'aucun « esprit de corps (1) de batterie » ne devait y être autorisé. Voilà qui est très blessant pour le personnel de l'A. T. S. qui a été dépouillé de ses insignes, aiguillettes, etc., dont il était fier. Étant donné qu'il partage, en fait, les risques et les peines de la batterie, rien ne peut justifier le refus de les incorporer réellement.

2^o Dans la conjoncture présente, il se peut également que toute l'efficacité d'une batterie soit réduite à néant à la suite d'un ordre du ministère de la Guerre, quartier général de l'A. T. S., mutant un membre d'une équipe de pointage dans une autre unité. Le commandement de la D. C. A. n'a pas voix au chapitre. Il est évident que cela ne peut continuer ainsi, alors que nous comptons sur ces batteries mixtes, comme sur une partie intégrante de notre défense.

3^o J'ai rencontré dans la troupe le désir universel de voir les femmes qui défendent leur pays en servant les pièces d'artillerie appelées « canonnières » et « membres du régiment royal d'artillerie ». Rien ne s'opposerait à ce que l'on conservât les initiales (A. T. S.).

18-10-1941.

Premier Ministre à Chief Whip (2).

1^o Si la Chambre désire voter en comité secret, il faudra qu'elle organise elle-même le vote et qu'elle prévoie non seulement des scrutateurs ordinaires, mais aussi des députés qui fassent office de secrétaires et soient chargés de cocher les listes. Ces listes de votes seraient des pièces privilégiées, confiées à la garde de M. le Président.

2^o Si, néanmoins, la Chambre décidait, à la majorité, sur une proposition du gouvernement ou de tout autre manière, qu'il est nécessaire dans l'intérêt public ou en raison des répercussions du

(1) En français dans le texte. (N. du T.)

(2) *Whip* : secrétaire parlementaire d'un parti. (N. du T.)

vote sur le plan constitutionnel de publier la liste des votes et des questions posées, elle aurait également à se prononcer, par l'intermédiaire d'une conférence entre les chefs des partis, sur la version, conforme à l'intérêt public, qu'il conviendrait de publier en même temps des débats au cours de la séance secrète. Les délibérations entre les chefs des partis ou les membres désignés par la Chambre seraient soumises à la même procédure que celles qui ont lieu en cas de différend avec la Chambre des lords, ou peut-être, que les conférences prévues par le Parliament Act. Mais, dans ce cas, il serait nécessaire que les termes du procès verbal des débats en séance secrète destiné à être publié fussent discutés et approuvés mot par mot par la Chambre, comme s'il s'agissait d'un projet de loi, et avec pleine et entière faculté de présenter des amendements.

3^e Ainsi, la Chambre, qui est la seule autorité, serait, à tout moment, maîtresse de ses propres actes et exprimerait sa volonté à la majorité des voix. Je suis d'avis qu'elle approuverait une telle procédure.

19-10-1941.

Premier Ministre à ministre du Commerce.

Je vous suis très reconnaissant du rapport clair et détaillé concernant les prévisions pour 1942, que vous m'avez fait parvenir, conformément à ma note du 13 septembre. Vous me paraissez être suffisamment paré en ce qui concerne le blé et l'acier et l'Office du pétrole nous a également transmis un rapport très encourageant en ce qui concerne le pétrole. J'approuve le projet d'importation de 33 millions de tonnes, que nous devons nous efforcer de réaliser par tous les moyens en notre pouvoir. Je serais très heureux que la ration de viande puisse être augmentée. Je suppose que les engagements vis-à-vis de la Russie ne seront pas compris dans le chiffre de 33 millions de tonnes que nous devons considérer comme une limite minimum dans toutes nos discussions avec les États-Unis. Vous devriez maintenant préparer pour le Cabinet de guerre un rapport, qui, après examen par le Conseil du lord Président, puisse être discuté dans le courant du mois de novembre.

19-10-1941.

Premier Ministre à représentant de Sa Majesté à Kaboul.

J'ai été très satisfait de la manière dont vous vous y êtes pris pour évincer les Allemands et les Italiens, mais j'estime nécessaire que vous sachiez qu'entre le 11 septembre, date à laquelle cette mission vous fut confiée et le 17 octobre, vous avez envoyé 6 639 groupes chiffrés. On ne devrait jamais oublier le travail et les frais qui résultent de cet abus du

télégraphe, ni l'embouteillage produit aux échelons supérieurs de l'administration par des messages d'une telle longueur. La clarté et la force peuvent, j'en suis sûr, s'accommoder d'une plus grande concision.

(Pour exécution ce jour même.)

20-10-1941.

Premier Ministre à ministre du Travail.

1^o Sur mon document concernant les effectifs de l'armée, document que vous avez vu, le total des hommes absorbés par l'armée de terre était de 278 000, y compris 50 000 pour compenser les pertes. Ce chiffre représente la période de neuf mois qui nous sépare de la fin de juin 1942. Comment faites-vous cadrer ces chiffres avec vos 355 000 hommes pour la période de douze mois qui se termine à cette date?

2^o Les demandes de la R. A. F. ne peuvent être acceptées telles quelles. On met de plus en plus de « rampants » au service du pilote. Vous êtes-vous réservé le droit d'entrer dans les détails et d'opérer des restrictions sévères ou devez-vous accepter ces chiffres tels qu'ils vous sont présentés? Je serais d'avis que 50 000 hommes pourraient être supprimés là.

3^o A première vue, je ne suis pas disposé à admettre la nécessité d'augmenter les effectifs de la Défense passive. Comment est-on arrivé à ce chiffre? A-t-il fait l'objet d'un contrôle quelconque? Loin d'accroître le personnel de la Défense passive, j'espère qu'en 1942 nous verrons de ce côté s'intensifier le ratissage.

24-10-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Je ne suis pas satisfait des dispositions prises en ce qui concerne les deux groupes de Mourmansk. Je pensais qu'ils allaient se rendre, avec leurs appareils, au sud du front où ils auraient pu entrer en action aux côtés de l'aviation russe. Au lieu de cela, on n'envoie que le personnel. Quand pense-t-on que ces deux groupes entreront de nouveau en action, et où? La plus lourde erreur que nous ayons commise avec les Russes a été de ne pas envoyer huit groupes de chasse qui nous auraient valu une grosse popularité, qui auraient détruit de nombreux appareils allemands et auraient exercé une influence extrêmement reconfortante sur tout le front. Parmi les nombreuses critiques qui ont été formulées, celle-ci est la seule qui, à mon sens, touche juste.

24-10-1941.

Premier Ministre à directeur des Renseignements militaires.

Mon impression d'ensemble est que l'intensité des combats (en Russie) a diminué des deux côtés et que le nombre des divisions engagées devient de jour en jour beaucoup plus faible qu'il y a un mois. Qu'en dites-vous?

A quelle date pense-t-on que l'hiver fera sérieusement son apparition dans la région de Moscou?

A-t-on constaté que l'on creuse des tranchées en quelque point du front?

Quelles chances y a-t-il, à votre avis, de voir Moscou pris avant l'hiver? Je croirais assez que les chances sont égales.

29-10-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Il me semble que tout cela complique beaucoup une question assez simple. Les femmes devraient être enrôlées dans l'A. T. S. et devraient toujours en porter l'insigne. Elles sont ainsi assurées que les personnalités féminines responsables de l'A. T. S. leur garantiront, pour leurs besoins particuliers en matière de soins, de logement, etc..., le minimum indispensable, et cela partout où elles pourront se trouver. Mais lorsqu'elles sont affectées à une unité combattante et qu'elles partagent pratiquement avec les hommes les dangers et les rigueurs auxquels est inévitablement exposée cette unité, elles devraient être à tous égards assimilées à ses membres. Outre leur insigne de l'A. T. S. elles devraient porter toutes les marques distinctives du régiment, en rapport avec leur grade. Les autorités de l'A. T. S. auraient encore à veiller à leur bien-être, mais il faudrait néanmoins les considérer comme détachées dudit corps et faisant partie intégrante de l'unité combattante. Cela n'implique pas le moindre changement dans leur statut légal, cela n'exige pas non plus de débat parlementaire (encore que l'autorisation du Parlement puisse être facilement obtenue en cas de besoin).

2^o Étant donné qu'il est d'une extrême importance d'avoir un grand nombre de femmes dans les batteries de D. C. A. et que l'efficacité de ces batteries est liée à l'existence d'équipes de servants soigneusement organisées, il est indispensable que ces femmes ne soient pas mutées sans que le commandement de la batterie soit consulté. La conception suivant laquelle l'A. T. S. constitue, sous les ordres de son propre commandant en chef, une armée qui détache une partie de ses membres dans certaines

batteries où ils donnent de temps en temps un coup de main, est contraire à notre intérêt essentiel, lequel consiste à augmenter le nombre des batteries de D. C. A. tout en diminuant le nombre des hommes qui y sont affectés.

3^e Vous avez la bonté de dire que j'ai été mal informé sur différents points. J'aimerais approfondir cette question. Je serai heureux d'assister, mardi 4 novembre, à 17 heures, à une réunion à laquelle seraient présents le général Pile et d'autres officiers de la Défense antiaérienne du territoire, ainsi que des représentants de l'A. T. S., et j'espère que le chef d'état-major et vous-même y viendrez également.

(Pour exécution ce jour.)

31-10-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial.

1^o Je suis très heureux de voir la 50^e division quitter Chypre, et je suis heureux qu'elle puisse être relevée par des éléments de la 5^e division indienne. Cependant, aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne l'envoi de la 50^e division dans le Caucase. Où sera-t-elle stationnée dans l'intervalle?

2^o Rien dans ces mouvements de troupes ne doit, en aucune manière, gêner l'opération « Crusader ». Donnez-moi, je vous prie, tous apaisements à ce sujet.

NOVEMBRE

5-11-1941.

*Premier Ministre à Premier Lord
et à Premier Lord de la Mer.*

Je regrette beaucoup que l'on ait publié le nombre des prisonniers faits sur les sous-marins ennemis. Je me suis montré hostile à cette publication, il y a six mois. Le chiffre est si maigre qu'il fait connaître au monde l'échec de tous nos efforts contre les sous-marins. Il n'était absolument pas nécessaire de faire une telle révélation, par laquelle nous encourageons gratuitement l'ennemi tout en décourageant nos amis.

Étiez-vous, à l'avance, au courant de cette décision?

5-11-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air.

Votre réponse à ma note.

J'estime que vous ne devriez pas écarter aussi légèrement une

question de ce genre. (Il s'agissait des mécaniciens et des ajusteurs travaillant en vue d'obtenir des certificats d'aptitude pour la fabrication des différentes marques de moteurs). A ce qu'on me dit, c'est cette façon de procéder qui explique le régime beaucoup plus économique obtenu par les Allemands pour l'entretien de leur aviation.

Je dois vous demander de soumettre cette question à un examen plus approfondi.

7-11-1941.

Premier Ministre à Premier Lord de l'Amirauté.

1^o Les 20 unités de débarquement (assaut), les 20 unités lourdes de soutien et les 127 péniches de débarquement pour chars me semblent insuffisantes. Pour l'établissement de ce programme, il faudra vous concerter soigneusement avec l'armée de terre. Des opérations de très grande envergure peuvent être nécessaires en 1943 (1)...

3^o Si l'on construit un petit dock flottant aux Indes, combien de temps cela demandera-t-il et à quelle autre construction devra-t-on, par suite, renoncer?

4^o Étant donnée la triste histoire arrivée aux navires de la classe

(1) Ces lignes se rapportent au programme de constructions navales établi par l'Amirauté pour l'année 1942. De nombreuses modifications y ont été apportées par la suite. Les indications ci-dessous font apparaître l'ampleur de notre effort.

1^o *Navires escorteurs de convois* : plus de 100 frégates, commandées vers cette époque et construites dans les chantiers américains, nous furent livrées avant le milieu de 1941.

2^o Il est fait ici pour la première fois allusion au porte-avions *Eagle*. Il fut mis en chantier à la fin de 1942 et sa construction devait, pensait-on, demander près de quatre ans. En fait, ce navire n'est pas encore achevé.

3^o *Croiseurs armés de pièces de 6 pouces*. Deux des navires mentionnés devinrent le *Defence* et le *Superb*. Le croiseur armé de pièces de 8 pouces ne fut jamais construit.

4^o *Destroyers*. Les suivants se trouvaient soit en commande, soit à différents stades de construction.

<i>Type</i>	<i>En commande</i>	<i>Production annuelle</i>
Destroyers de ligne.	74	8 puis 15
Destroyers classés comme frégates.	50	30
Destroyers canadiens.	4	tous pour la fin de l'année 1943
Ex-étrangers.	2	début de l'année 1942

5^o *Flottille de débarquement*. La construction de tous les types de navires de débarquement a été considérablement intensifiée dans les années suivantes.

King George V, ce serait une erreur de poursuivre la construction du *Lion* et, à plus forte raison, des plus récents, sans que les plans aient été examinés dans leur ensemble par une conférence d'officiers de marine qui aient commandé ces navires ou servi dessus. Je suis partisan d'adopter trois tourelles triples armées de canons de 16 pouces. Quelles sont vos demandes en blindages pour 1942? Si la question des plans était résolue d'une manière satisfaisante, je serais d'avis que l'on débutât par les tourelles et les plates-formes, pourvu naturellement que notre programme de chars n'en soit pas affecté.

5^o Faites-moi parvenir la liste des 100 navires escorteurs de convois qui doivent être construits aux États-Unis.

6^o Faites-moi parvenir la liste des 11 navires de ligne neufs ou modernisés dont on crédite l'Allemagne, l'Italie et le Japon pour la fin de 1943, ainsi que la liste des 11 nôtres. Il semble probable que la guerre sera terminée avant que d'autres navires de cette classe puissent être construits, c'est-à-dire 1947. Si nous gagnons la guerre, nous désarmerons l'ennemi. Si nous perdons, c'est lui qui nous désarmera.

7^o Il faut mettre en balance ce qu'exigera la construction du nouveau porte-avions avec les autres demandes de tôles de blindage et de main-d'œuvre pour les chantiers maritimes. Combien de temps faudra-t-il pour le construire?

8^o Je suis d'accord pour les trois croiseurs armés de canons de 6 pouces et pour les tourelles triples de 8 pouces de l'unique croiseur armé de ce calibre.

9^o Faites-moi parvenir la notice explicative relative aux « navires de soutien lourd ».

10^o Les destroyers ne figurent pas dans votre programme. Je suppose que c'est parce que tous les chantiers sont surchargés de commandes d'unités de ce type. Faites-moi parvenir un état de ce que vous avez fait mettre en chantier, en les divisant en trois classes et en faisant apparaître la cadence à laquelle les unités de chaque classe peuvent être construites.

(Pour exécution ce jour même.)

9-11-1941.

*Premier Ministre à général Ismay et chef d'état-major de l'Air,
pour Conseil des chefs d'état-major.*

Prenons d'urgence les dispositions relatives à l'envoi d'avions et d'équipages de volontaires pour rejoindre le détachement Chennault (Force aérienne internationale en Chine). Faites-moi connaître ce qui est proposé.

(Pour exécution ce jour même.)

11-11-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air
et chef d'état-major de l'Air.*

1^o Les pertes subies tant par les bombardiers de nuit que par les chasseurs de jour ont été très lourdes ces temps derniers. Il n'y a pas lieu de pousser plus que de raison l'offensive de la chasse au-dessus de la France ; deux sorties massives par mois au lieu de quatre devraient suffire, en combinaison avec la poursuite des attaques contre les transports maritimes. On peut réduire l'intensité de l'attaque tout en maintenant l'impression de sa continuité.

2^o A plusieurs reprises, au Cabinet, je me suis élevé contre le maintien coûte que coûte du bombardement nocturne de l'Allemagne, sans égard suffisant aux conditions météorologiques. Il n'y a pas pour le moment d'intérêt spécial à bombarder Berlin. Les pertes subies la semaine dernière ont été extrêmement sévères. Nous n'avons pas les moyens de nous permettre un taux de pertes aussi élevé, étant donné le retard du programme américain de bombardiers. Des pertes qui sont acceptables dans une bataille ou pour atteindre un objectif militaire décisif, ne sont pas admissibles dans le cas du simple traintrain quotidien. Il n'y a nul besoin de se battre à la fois contre l'ennemi et contre les éléments.

3^o Il incombe maintenant à l'un et l'autre commandement, chasse et bombardement, de regrouper leurs forces pour le printemps.

4^o Adressez-moi un rapport circonstancié au sujet des lourdes pertes de bombardiers subies la nuit du dernier raid massif sur Berlin.

(Pour exécution ce jour même.)

11-11-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Cette déperdition d'avions, en regard de la production, est très grave. Faites-moi parvenir chaque semaine un état précis, classé par types, de tous les avions basés dans le Royaume-Uni rayés des contrôles, soit du fait de l'ennemi, soit pour toute autre cause. Envoyez-moi également, bien que ce soit moins urgent, une liste des avions endommagés chaque semaine, et dont la réparation ne peut être exécutée par les unités.

11-11-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air.

Est-il vrai que, pendant la première quinzaine d'octobre, l'aviation de bombardement a suspendu ses attaques contre la navigation pour participer à des manœuvres de l'armée, de telle sorte que l'ennemi n'a subi aucune perte pendant cette période?

Quand cette décision d'abandonner les opérations offensives pour des manœuvres a-t-elle été prise, et par qui?

12-11-1941.

Premier Ministre à vice-roi des Indes.

1^o J'ai été extrêmement surpris d'apprendre jusqu'où vous étiez allé dans l'affaire de l'élargissement du reste des prisonniers Satyagrahi. Comme vous ne l'ignorez pas, j'ai toujours estimé qu'un homme tel que Nehru devait être traité comme un « détenu » (1) politique et non comme un criminel, et j'ai accueilli avec satisfaction tout adoucissement de son sort. Mais cet élargissement massif me fait l'impression d'une capitulation à l'heure de la victoire. Sans aucun doute, la remise en liberté de ces détenus par mesure de clémence sera proclamée comme une victoire pour le parti de Gandhi. Nehru et d'autres vont commettre de nouveaux délits, ce qui nous obligera à recommencer toute la procédure de jugement et de condamnation. Vous ne recevrez de remerciements d'aucun côté. Les objections de Hope et de Hallett ne devraient pas être rejetées à la légère.

2^o Le Cabinet, auquel j'en ai parlé ce soir, a estimé qu'il lui faudrait le temps de réfléchir après qu'il aurait reçu votre avis officiel. Il ne nous sera pas possible d'envoyer une réponse avant lundi au plus tôt; j'ai donc demandé au secrétaire d'État de vous prier de retarder de quelques jours la motion prévue pour le 17. Nous procédons souvent ainsi à la Chambre des communes quand nous devons attendre des réponses d'autres gouvernements.

3^o Cordialement vôtre.

(Pour exécution ce jour même.)

13-11-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Je vous serais obligé de prendre connaissance du résumé ci-annexé du rapport de Beveridge sur la main-d'œuvre qualifiée

(1) En français dans le texte (N. du T.)

dans l'armée, ainsi que de la lettre du ministre du Travail. De toute évidence le rapport est très sévère pour le War Office, et avant qu'il puisse être publié, il est indispensable que des propositions claires et judicieuses soient formulées par le War Office en vue de réparer le mal, et publiées en même temps que le rapport.

Personne ne s'avise d'exiger de l'armée de terre, dont le volume est vingt fois ce qu'il était avant guerre, qu'elle ait une organisation aussi bien au point que la marine, qui n'a fait que doubler. Mais vous devriez prendre modèle sur la R. A. F., qui elle aussi s'accroît rapidement.

Je vous conseillerais de créer un petit comité, qui pourrait être présidé par le secrétaire aux Finances, en vue d'élaborer un bon plan. Ce plan devrait être prêt dans une quinzaine, et quand je l'aurai approuvé, l'ensemble du dossier pourra être soumis au Cabinet.

(Pour exécution ce jour même.)

14-11-1941.

*Premier Ministre à Premier Lord
et à Premier Lord de la Mer.*

1^o Les faits suivants m'inquiètent beaucoup. Nous coulons moins de deux sous-marins par mois (1). Leur nombre augmente de près de vingt. La faillite de nos méthodes, dont l'Amirauté faisait tant de cas avant la guerre, est péniblement manifeste. Je présume que, depuis le début de la guerre, nous avons perdu une proportion de sous-marins bien plus forte que l'ennemi.

Faites-moi parvenir les chiffres précis.

2^o Je considère l'ensemble de la situation comme tellement grave que je désire réunir prochainement une conférence spéciale en vue d'examiner l'ensemble du problème et d'étudier si l'on peut faire quelque chose en dehors des mesures actuelles.

Faites-moi connaître de combien d'unités on peut espérer que notre flottille de chasseurs de sous-marins s'augmentera chaque mois. Faites rassembler et étudier toutes les considérations relatives aux difficultés qu'ont les Allemands à instruire des équipages et à d'autres aspects de la question. Faites-moi savoir quand vous serez prêts.

(1) Les études faites après la guerre montrent que les pertes allemandes en submersibles, pendant cette période, s'établissaient comme suit :

Septembre.	2	Novembre.	5
Octobre.	2	Décembre.	9

Pendant la même période, 3 sous-marins britanniques furent perdus.

15-11-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Intérieur.

Je serai heureux d'apprendre quelles mesures vous avez prises en vue de permettre que les douze ménages d'internés mariés soient incarcérés par couples. Maintenant que l'ordre a été rétabli dans l'île de Man, il n'y a pas de raison spéciale pour qu'on ne les y mette pas. Sinon, il doit sûrement y avoir en Angleterre des prisons dans lesquelles on pourrait faire des aménagements en vue d'une cohabitation raisonnable de deux époux. Est-il exact que lorsque des étrangers sont internés, le mari et la femme le sont au même lieu? S'il en est ainsi, cela paraît odieux d'établir une discrimination à l'encontre des ressortissants britanniques.

Il existe un fort mouvement d'opinion contre l'article 18 B et je ne serais pas disposé à soutenir indéfiniment ce texte s'il est appliqué d'une manière aussi brutale. C'était l'internement plutôt que l'emprisonnement qui était envisagé.

Voilà dix-huit mois que la femme de sir Oswald Mosley est en prison et séparée de son mari sans qu'il reste la moindre indication d'une charge contre elle.

A-t-on étudié l'éventualité de libérer un certain nombre de ces internés sur parole ou à condition qu'ils fournissent des garants de leur bonne conduite, etc.?

J'aimerais que vous fassiez des propositions au Cabinet avant que le débat vienne devant la Chambre.

17-11-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre
et à chef d'état-major impérial.*

Il semble regrettable que les 9 divisions de plages ou de comté soient classées à un niveau inférieur à celui des divisions de campagne. Les seuls éléments qui leur manquent sont deux compagnies du génie et un régiment d'artillerie pour chacune; elles n'ont pas non plus d'aussi puissants moyens de transport. Je vous serais obligé de me faire tenir un plan en vue d'élever ces formations au niveau des divisions de campagne pour le 31 mars, ou si cela est impossible, pour la fin de juin 1942; faites-moi également connaître quels seraient les effectifs nécessaires à cet effet et si l'équipement voulu sera disponible.

Au rythme de sortie des camions, etc., les moyens supplémentaires de transport devraient être disponibles à bref délai, surtout si on procède à un élagage convenable des excédents de l'armée.

17-11-1941.

*Premier Ministre à lord Cherwell,
sir Edward Bridges et général Ismay.*

Je désire qu'avant la fin de l'année, le budget de la production de guerre pour 1942 soit entièrement mis sur pied, afin de le soumettre à l'approbation du Cabinet. A cet effet, les programmes de la marine, de l'armée et de la R. A. F., qui sont déjà très avancés, doivent être définitivement fixés, et le ministère de la Production doit en être saisi et se mettre à l'œuvre.

En même temps le programme d'importations, déjà arrêté à un total de 33 millions de tonnes, ainsi que la production métropolitaine, devront être passés en revue. Je proposerais que, sur les 2 millions de tonnes supplémentaires disponibles à l'importation, un demi-million soit consacré à l'alimentation des hommes et du bétail et le restant, soit un million et demi, aux munitions, de manière à compenser l'énorme brèche de cette année. Mais cela ne veut pas dire qu'on doive laisser se gonfler indûment des importations inutiles telles que du bois d'œuvre. L'accent doit être mis sur un regain d'énergie dans l'effort de guerre.

Le troisième élément capital est le potentiel humain ; le problème fait actuellement l'objet des discussions du Cabinet, mais il est en bonne voie de solution.

Il devrait être possible de formuler cela à grands traits dans une directive qui serait envoyée aux intéressés vers le 15 décembre. Vous voudrez bien m'en communiquer une étude préliminaire. La directive devrait tenir sur une feuille double de mon format carré, et se conformer au modèle de l'année dernière.

22-11-1941.

Premier Ministre à ministre de l'Éducation nationale.

Faites-moi parvenir une note succincte faisant apparaître le nombre des garçons qui sortent des écoles primaires publiques à quinze ans et au-dessus, sous le régime de guerre de 1941.

Combien d'entre eux prennent un emploi immédiatement dans l'industrie ou ailleurs ? Combien y en a-t-il entre quinze et dix-huit ans et demi dans les fabrications de guerre ? Combien entrent dans les écoles militaires de toutes sortes ? Combien poursuivent leurs études dans les écoles secondaires ou dans les universités ?

Je désire vivement que les aspects culturels et disciplinaires de la vie de ces jeunes gens tiennent au moins la même place dans nos esprits que le besoin de trouver un personnel nombreux pour la défense passive, la D. A. T., etc.

23-11-1941.

Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.

Quel est le plan actuel en ce qui concerne la répartition des porte-avions? Depuis la réception de ces télégrammes, nous avons perdu l'*Ark Royal*, mais nous en avons encore quatre, neufs et en bon état. Je ne tiens pas à en gaspiller un en l'envoyant faire ce grand tour par le Cap, à moins qu'un tel voyage coïncide avec une période inévitable d'intense activité. Pour l'instant, j'attends de voir ce qui va se passer en Méditerranée. Bien entendu, si l'amiral Cunningham va se poster en Méditerranée centrale, ou si nous prenons Tripoli, ou encore si l'Afrique du Nord française entre dans la danse, cela vaudrait la peine d'envoyer là-bas au moins deux porte-avions. Pour l'instant, nous ne voyons pas encore assez clair dans l'avenir. Je suppose que vous allez envoyer un des plus anciens dans l'océan Indien et le Pacifique.

Veuillez m'adresser une note succincte.

27-11-1941.

Premier Ministre à commandant de la « Force K ».

Tous mes compliments pour le beau travail que vous avez accompli depuis votre arrivée à Malte; voulez-vous, s'il vous plaît, dire de ma part à tous les officiers et équipages que les deux exploits auxquels ils ont pris part, à savoir l'anéantissement du convoi ennemi le 8 novembre et celui de deux pétroliers lundi dernier, ont joué un rôle incontestable dans la grande bataille qui fait rage en Libye en ce moment. L'action de la « Force K » a été extrêmement fructueuse, et tous les intéressés peuvent être fiers d'avoir apporté une aide précieuse à la Grande-Bretagne et à notre cause.

28-11-1941.

*Premier Ministre à général Ismay, pour Conseil
des chefs d'état-major et chef d'état-major de l'Air.*

Tout ce qui est humainement possible doit être fait (pour aider les partisans en Yougoslavie). Veuillez rendre compte de ce qui est possible.

28-11-1941.

Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.

Je ne peux pas m'empêcher de penser que votre estimation de 36 sous-marins allemands opérant dans l'Atlantique nord au

15 décembre est excessive (1). J'espère que vous étudierez la possibilité de renforcer notre flotte de la Méditerranée avec au moins une douzaine de destroyers. Il ne sera peut-être pas nécessaire qu'ils y demeurent très longtemps, car la victoire en Libye pourra modifier la situation. Cependant c'est le nombre qui est le facteur essentiel du succès en matière de chasse aux sous-marins, et nous devrions obtenir de bons résultats.

Veuillez me faire connaître si on peut faire quelque chose de plus.

Faites-moi parvenir le relevé des sous-marins coulés en novembre.

29-11-1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Je ne suis pas satisfait de la manière dont ce projet relatif aux officiers polonais en Afrique occidentale, projet auquel je m'étais personnellement intéressé, a été réalisé. Il était évidemment nécessaire qu'une prime d'équipement convenable fût payée à ces officiers polonais se rendant dans les régions tropicales. Cependant voilà des mois qui se passent à barguigner. On propose d'abord 5 livres, puis finalement 15... Je suppose que cela n'est qu'un exemple de la manière dont toute l'expérience a été menée.

J'ai prescrit dans une note, que 200 autres officiers polonais devaient être invités à se présenter en vue d'être examinés. Un rapport hebdomadaire devra m'être adressé personnellement sur la marche de cette affaire, tant en Afrique occidentale que dans la métropole. Veuillez me rendre compte de tout indice d'obstruction systématique et pousser vous-même à la roue du côté du Bureau de la Défense. Donnez-moi le nom de l'officier du War Office responsable de l'exécution, et assurez-vous par des enquêtes fréquentes, qu'il se maintient à la hauteur de sa tâche.

30-11-1941.

Premier Ministre à secrétaire aux Affaires étrangères.

J'estime qu'il est très important que les États-Unis continuent à entretenir des relations avec Vichy et à ravitailler l'Afrique du Nord, et qu'ils maintiennent discrètement tous les autres contacts

(1) Les chiffres établis après la guerre montrent que le nombre moyen des submersibles allemands opérant dans l'Atlantique nord en décembre 1941, était de huit. En plus, il y en avait toujours beaucoup d'autres qui retournaient dans leurs ports ou les quittaient.

Les pertes causées à nos bâtiments par les submersibles en novembre 1941 furent de 61 700 tonnes, les plus faibles depuis mai 1940.

pour le moment. Ce serait une grave erreur que de couper des contacts quelconques avant de connaître l'issue de la bataille de Libye et ses incidences. C'est vite fait de rompre, mais il est plus difficile de reprendre le contact.

DÉCEMBRE

6-12-1941.

*Premier Ministre à chef d'état-major de l'Air
et commandant en chef de l'aviation de chasse.*

Les instructions suivantes sont les principales conclusions auxquelles nous sommes parvenus dans notre conversation d'hier soir.

1^o L'opération « Gee » (1) doit démarrer le 1^{er} février 1942 à moins que l'examen montre que la moyenne des conditions météorologiques pour les dix ou douze dernières années est nettement en faveur de mars plutôt que de février. Dans ce cas, l'affaire devra m'être soumise de nouveau pour décision.

2^o Tous les efforts devront être faits en vue d'élargir le front de la chasse. A cet effet, des réserves de pilotes et d'appareils devront être constituées en groupes de manière à assurer un « roulement » (2) plus étendu, dans l'éventualité d'une période d'engagement prolongée.

3^o A titre d'expérience, une escadre de chasse de nuit devra être constituée avec des appareils de jour, en vue d'instaurer un système de groupes de chasse à deux fins, au cas où l'expérience réussirait.

6-12-1941.

Premier Ministre à ministre du Ravitaillement.

Parmi vos nombreux succès dans le domaine plein d'embûches qui est le vôtre, le plan de distribution des œufs semble être une exception. Je reçois des doléances de tous côtés, et la pénurie d'œufs est manifeste.

Je vous transmets une note relative à ce problème, que le ministre de l'Agriculture a rédigée en se plaçant à son point de vue.

Voulez-vous avoir l'obligeance de m'adresser un exposé très succinct de vos plans et de votre politique.

(1) *Gee* était le nom donné à un appareil radar grâce auquel nos bombardiers pouvaient déterminer leur position, lorsqu'ils opéraient au-dessus de l'Allemagne.

(2) En français dans le texte. (N. du T.)

6-12-1941.

Premier Ministre à ministre de la Production.

J'espère pouvoir aller à Schoeburness jeudi après-midi, 11 décembre, et je vous serais obligé de vouloir bien organiser une démonstration des types suivants de projectiles sans rotation (1) :

- 1^o Type K ;
- 2^o Dispositif A. D., type L ;
- 3^o Dispositif A. D., type J ;
- 4^o Fusée U, 5 pouces ;
- 5^o Fusée U, 3 pouces.

Avant de prendre une décision en ce qui concerne les propositions de priorité formulées dans votre note du 2 décembre, il est désirable, à mon sens, de voir ces diverses armes et d'apprécier leurs mérites respectifs. J'espère en conséquence que vous pourrez m'accompagner.

Bien entendu, si le temps est couvert, la démonstration devra être décommandée.

7-12-1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Qu'a-t-on fait des fusils italiens qui ont été capturés en Abyssinie, à Gondar et ailleurs ? Combien y en avait-il, et combien de munitions ?

9-12-1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.**(Personnel.)*

J'ai étudié soigneusement la note de service que vous m'avez adressée au sujet de l'A. T. S. et je suis disposé à ce que les

(1) Type K : fusée antiaérienne.

Dispositif A. D. (défense antiaérienne) type L { fusées destinées à la défense
— type J { des aérodromes et autres lieux
similaires contre les avions volant à basse altitude.

Fusée U, 5 pouces : le projet initial était destiné à l'émission d'un gaz de combat, mais par la suite cette fusée devint une arme de barrage sur zone.

Fusée U, 3 pouces : arme de barrage antiaérien.

principes que vous proposez soient mis à l'épreuve. Il dépend de vous que les meilleurs éléments de l'A. T. S. et celles qui sont maintenant contraintes de s'enrôler dans l'A. T. S. se sentent attirées par ce service. Je crains qu'il y ait une prévention contre la collaboration des femmes à une tâche meurtrière. Il faut la dissiper. Il y a également une idée qui prévaut chez les dirigeants de l'A. T. S., à savoir que rien ne doit entrer en conflit avec le loyalisme à l'égard de l'A. T. S. et que « l'esprit de corps » (1) de batterie irait à l'encontre de leur intérêt ou de leur principe. Un tel point de vue ne saurait être toléré. Le rôle primordial des dirigeantes féminines est d'assurer le bien-être de leurs subordonnées et cela devrait absorber la majeure partie de leurs efforts.

Les conditions matérielles sont très mauvaises et très dures, et je suppose qu'elles empireront encore, maintenant que des effectifs de plus en plus importants affluent du War Office par contrainte ou par l'ombre de la contrainte. Vous avez, en tant que secrétaire d'État, la grave responsabilité de veiller à ce que toutes ces jeunes femmes ne soient pas traitées trop rudement. Mme Knox et ses assistantes devraient être admirables dans tout cela, mais ne les laissez pas diminuer la joie de la vie active au sein des batteries, ou priver les femmes de ce qui les pousserait à s'enrôler dans les batteries et à aimer autant leur batterie que l'A. T. S.

Je serai très heureux d'avoir de vous un nouveau rapport montrant comment sont appliqués, en fait, les principes énoncés dans votre note. Toutes sortes d'encouragements et de petits insignes devraient être accordés à celles qui rendent de bons services dans les batteries.

9-12-1941.

Premier Ministre à président de la Commission forestière.

La presse se fait l'écho de ce que des entreprises d'exploitation forestière sont en train de raser impitoyablement, pour en tirer profit, un grand nombre de nos forêts. Quelles mesures avez-vous prises pour vous assurer que quelques-uns de nos plus beaux arbres resteront debout et qu'il est dûment tenu compte de l'aspect du paysage? Je sais que nous sommes obligés de pratiquer des coupes très importantes, mais il n'y a aucune raison pour ne pas conserver un certain nombre d'arbres.

Faites-moi connaître en quelques lignes ce que vous faites en matière de reboisement. Je ne doute pas que vous replantiez deux ou trois jeunes sujets pour chaque grand arbre abattu.

(1) En français dans le texte (N. du T.)

9-12-1941.

Premier Ministre à ministre du Ravitaillement.

Vous dites que vous auriez préféré intégrer les sucreries et bonbons de chocolat dans le système des tickets, et que vous espérez le faire par la suite. Ne vaudrait-il pas mieux en ajourner le rationnement jusqu'à ce que vous soyez en mesure de le faire? Si vous instituez maintenant un rationnement des sucreries, toutes les forces du conservatisme et tous les arguments de l'économie administrative se dresseront contre toute tentative ultérieure pour modifier la situation.

J'ai cru comprendre qu'il avait été admis au Conseil du lord Président qu'un rationnement des sucreries se prêterait plus aisément aux irrégularités que nos autres restrictions. Tout ce qui contribue à saper le respect pour la réglementation en matière de rationnement est fâcheux. Si nous créons des délits artificiels que nous ne pourrions pas réprimer facilement et qui ne seront pas condamnés par l'opinion publique, l'habitude de l'indiscipline risque de s'étendre à des cas où elle serait préjudiciable.

Nous nous sommes passés si longtemps de rations de sucreries et de chocolat qu'on peut bien tolérer encore un petit délai. Nous devrions éviter de sanctionner des exceptions au principe voulant que tout rationnement des aliments secondaires que vous estimerez indispensable d'instituer devra être intégré dans le système des tickets.

(Pour exécution ce jour même.)

10-12-1941.

Premier Ministre à ministre du Travail.

J'apprends que vous prétendez que les membres du Parlement sont susceptibles d'être appelés comme tout le monde. La règle que j'ai établie, qui avait été suivie pendant la dernière guerre, et qui doit l'être aussi pendant celle-ci, est que le service au Parlement se classe au même rang que le service le plus élevé dans l'État. Tout membre de la Chambre des communes ou de la Chambre des lords a le droit de décider en toute liberté s'il remplira sa mission de parlementaire ou s'il sera volontaire pour une autre forme de service. Les membres de l'une et l'autre Chambre sont libres, si à une époque quelconque ils estiment que leur devoir politique l'exige, et moyennant un préavis raisonnable, de quitter les forces armées ou toute autre forme de service pour siéger au Parlement.

Je ne saurais accepter aucune entorse à ce principe.

12-12-1941.

*Premier Ministre à lord du Sceau privé
et ministre du Ravitaillement.*

Ce serait une erreur, à mon avis, d'annoncer maintenant ces réductions de rations. Cela sentirait la panique. Notre situation s'est incomparablement améliorée depuis que les États-Unis se sont engagés à plein. Les réserves sont satisfaisantes. Nous sommes maintenant tous dans le même bain, et les Américains mangent mieux que nous.

Je compte qu'aucune annonce de ce genre ne sera faite dans un avenir immédiat, et j'espère être consulté avant qu'une décision définitive soit prise par le Cabinet de guerre.

18-12-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial (sir Alan Brooke).

(Votre note de service relative à la possibilité de constituer une division blindée polonaise.)

J'estime que la livraison de chars aux Polonais ne doit pas être retardée jusqu'à ce que toutes les divisions blindées britanniques aient non seulement reçu leur dotation complète, mais encore disposent à l'arrière d'une vaste réserve de chars. Je croyais qu'il était convenu qu'en premier lieu les divisions devaient recevoir leur dotation de base, et qu'ensuite la réserve se constituerait à mesure que le matériel affluerait. Les Polonais devraient être traités sur le même pied que les divisions britanniques. Je ne vois pas comment la date du 1^{er} avril 1943 pourrait être acceptée par le général Sikorski comme résolvant le problème d'une manière équitable. J'espère en conséquence que vous me ferez des propositions sur la base que j'ai indiquée.

2^o Il devrait sûrement être possible d'accorder aux Polonais un bon contingent de chars, tout en les laissant s'organiser entre eux, de manière à former un corps. Il est commode, mais non indispensable, que toutes les unités de l'armée aient la même organisation. Il n'est pas nécessaire que les Polonais aient exactement le même équipement, c'est-à-dire la totalité des 3 500 véhicules dont disposent maintenant les divisions blindées britanniques. Une solution pratique serait de leur fournir, dans les six mois qui viennent, quelque 200 chars de plus et de compléter la dotation plus tard, pour atteindre le même niveau que les formations normales. Il serait sûrement possible d'utiliser, comme un tout, les forces polonaises et de ne pas séparer du reste la formation de chars.

J'espère que vous voudrez bien me faire de nouvelles propositions.

21-12-1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Votre note concernant le rapport Beveridge.

1^o Le mémorandum qui doit être publié par le ministère de la Guerre, en même temps que le rapport Beveridge sur l'utilisation des spécialistes dans les trois armes, doit être à la fois plus vigoureux et plus précis que celui qui est actuellement proposé.

2^o Le ministre de la Guerre devrait également défendre le point de vue suivant : il est de son devoir de créer une machine de guerre efficace, plutôt qu'un établissement industriel bien géré. Rien ne doit donc être fait qui soit de nature à briser gravement la cohésion des escouades, sections et compagnies et, étant donné le danger d'invasion, aucun bouleversement de l'ensemble du système des forces armées stationnées dans les ports métropolitains ne saurait être toléré.

3^o Il convient néanmoins de bien montrer comment sont utilisés les spécialistes dans les unités telles qu'elles existent actuellement, et comment ils seront mieux utilisés encore dans l'avenir. Le mémorandum devra ensuite repousser les suggestions du rapport Beveridge, qui seraient de nature à affecter la cohésion et l'efficacité militaire de l'armée.

4^o Cela ne veut pas dire que le ministère de la Guerre pourra se retrancher derrière l'excuse de l'efficacité militaire pour jeter un voile sur les graves déficiences mises en lumière par le rapport. Le mémorandum ne devrait pas se contenter de passer l'éponge sur les erreurs, mais plutôt montrer qu'un effort vraiment sérieux a été fait pour y porter remède. Le Parlement et le public ne seront rassurés que si le ministère de la Guerre peut indiquer d'une manière concrète, plutôt que dans l'abstrait, quelles améliorations sont actuellement apportées. Le mémorandum devrait donc étudier séparément et d'une manière qui soit aisément accessible au profane, les points principaux du rapport, c'est-à-dire :

5^o a) Le réservoir des compétences inutilisées dans l'armée est suffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures de spécialistes, sauf en ce qui concerne les artificiers ;

b) une économie de spécialistes pourrait être réalisée grâce à un contrôle des effectifs de nombreuses unités de première ligne ;

c) des mesures plus efficaces pourraient être prises en vue d'utiliser les compétences des hommes qui appartiennent à des unités dont la présence sera nécessaire sur le front, mais qui ne sont pas actuellement engagées ;

d) de grandes améliorations sont possibles en matière d'examen, de regroupement et de transfert des spécialistes ;

e) un corps spécial mobile d'ingénieurs doit être constitué pour mettre fin aux doubles emplois actuels ;

f) les hommes doivent être incorporés dans l'armée considérée comme un tout et non pas dans des unités ou des corps spéciaux.

6^o La réponse du ministère de la Guerre devra être étudiée soigneusement si l'on veut qu'elle porte. Vous devriez constituer un petit comité comprenant par exemple le secrétaire aux Finances, sir James Grigg, et le chef d'état-major, pour la préparer. J'aimerais que cette réponse me fût soumise vers le 10 janvier afin que l'affaire puisse, en cas de besoin, être évoquée au Cabinet en temps utile.

22-12-1941.

*Premier Ministre à commandant en chef
des Forces métropolitaines (général Paget).*

C'est une étude absolument magnifique (l'étude du général Utterson-Kelso sur l'instruction de l'infanterie) et dont j'approuve chaque terme. Je suis heureux à la pensée que vous allez avoir dans vos nouvelles et importantes fonctions, l'occasion de mettre en pratique les nombreux principes sages et stimulants qu'elle renferme. Vous pouvez compter sur mon appui à tous égards. J'ai déjà fait tout ce qui était en mon pouvoir pour qu'on ne bouleverse pas inutilement les escouades et les sections et pour qu'on n'utilise pas les fantassins à des travaux civils, si ce n'est en cas d'urgence et à l'occasion de la moisson. Tout en admirant grandement la conception d'un bataillon d'infanterie bien équipé, opérant avec « l'élan » (1) et l'individualisme discipliné d'une meute de chiens, je m'inquiète aussi du côté pratique des choses. J'espère que cela ne va pas entraîner de modifications inconsidérées dans le maniement d'armes et que le « briquage » ne sera pas incompatible avec un entraînement efficace.

2^o Veuillez me faire parvenir une nouvelle note faisant ressortir la manière dont vous appliquez les idées de cette étude, et renvoyez-moi cette dernière. Elle m'a énormément plu.

22-12-1941.

Premier Ministre à ministre du Ravitaillement.

Votre note concernant le projet de distribution d'œufs.

Le fait que 370 000 petits producteurs ont été assez débrouillards pour élever des poules, mérite qu'on les félicite ; dans ce domaine, la seule plainte que j'aie enregistrée est que cette pra-

(1) En français dans le texte. (N. du T.)

tique n'est pas suffisamment encouragée. Après tout, les volailles élevées dans les arrière-cours mangent une grande quantité de déchets et économisent ainsi des céréales. Je me rends pleinement compte de vos difficultés avec vos importations réduites des 2/3, mais j'espère que vous pourrez faire entrer la quantité projetée de manière que cette importante protéine animale, essentielle pour l'alimentation, ne vienne pas à manquer.

22-12-1941.

Premier Ministre à chef d'état-major impérial (sir Alan Brooke).

Cela a vraiment été une idée étrange de créer ces régiments baroques de dragons, de hussards et de lanciers dont aucun n'a de carabines, d'épées ou de lances, alors qu'il existe déjà un 18^e, un 20^e et 19^e hussards, un 5^e et un 21^e lanciers qui ont été groupés. On aurait certainement mieux fait de rappeler ces unités à la vie plutôt que de créer ces nouvelles appellations qui sont artificielles et ne correspondent à aucune réalité. J'aimerais que vous me donniez des explications sur ce qui a bien pu passer par la tête du ministère de la Guerre quand il a fait cela.

ANNEXE B

TÉLÉGRAMMES DU PREMIER MINISTRE AU GOUVERNEMENT D'AUSTRALIE

29-8-1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie (1).

1^o Maintenant que vous avez pris possession de vos hautes fonctions, je vous envoie mes vœux de succès les plus cordiaux et vous donne l'assurance que mes collègues et moi-même ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour collaborer avec vous dans le même esprit de camaraderie et de compréhension qu'avec M. Menzies, qui, à notre grand plaisir, occupe dans votre gouvernement le poste de ministre pour la Coordination de la Défense.

2^o Nous avons été les témoins attentifs des difficultés suscitées en Australie par la question de votre représentation ici et peut-être sera-t-il de quelque utilité pour vous que je vous indique comment nous envisageons la question et quelle est notre position.

3^o Depuis les déclarations de la Conférence impériale de 1926, consignées dans le statut de Westminster, tous les gouvernements des Dominions se trouvent placés sur un pied d'égalité avec le gouvernement de la mère patrie et tous ont un accès direct à la couronne. Le Cabinet du gouvernement de Sa Majesté de Grande-Bretagne et d'Irlande, que j'ai actuellement l'honneur de présider est responsable devant notre propre Parlement et il est nommé par le Roi, eu égard à la majorité dont il dispose à la Chambre des communes. Il ne serait donc pas possible — à moins de changements organiques, sur lesquels tous les Dominions devraient être consultés — d'accueillir dans notre sein un ministre australien qui est responsable devant le Parlement de son pays. Le précédent du général Smuts au cours de la dernière guerre n'est pas valable, car il faisait partie intégrante du Cabinet de guerre de cette époque, dont il avait été nommé membre par le Roi, en

(1) Voir T. II, l. II, chap. II, p. 37.

raison de ses aptitudes personnelles et non pas en tant que porte-parole de l'Union Sud-Africaine ou des Dominions.

4^o En pratique, cependant, chaque fois que le Premier Ministre d'un Dominion rend visite à notre pays — et de telles visites ne peuvent être ni trop fréquentes ni trop longues — nous l'invitons toujours à siéger avec nous et à prendre une part active à nos délibérations. Et cela, parce qu'il est le chef du gouvernement d'un de nos frères Dominions, engagé avec nous dans la lutte commune et qu'il est considéré comme ayant qualité pour parler au nom du Dominion en question, non seulement sur des points au sujet desquels il a reçu des instructions de son pays, mais également sur un grand nombre d'autres questions qui peuvent surgir en cours de discussion. C'est pour nous un grand avantage et le travail en est accéléré.

5^o La situation d'un ministre d'un Dominion autre que le Premier Ministre serait très différente, car il ne serait pas le chef responsable, mais un simple délégué. De nombreux ministres des Dominions, qui n'étaient pas Premiers Ministres, sont venus, au cours de la présente guerre, d'Australie, du Canada, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud, pour nous rendre visite, et je suis toujours prêt à m'entretenir avec eux ou à les mettre en étroit contact avec les ministres titulaires des divers départements avec lesquels ils ont affaire. Normalement, le secrétaire d'État pour les Dominions et le haut commissaire pour le Dominion intéressé s'occupent d'eux et leur assurent toutes facilités pour s'acquitter de la tâche qu'ils peuvent avoir à accomplir. A ma connaissance, cette manière de faire a donné satisfaction à tous les intéressés.

6^o J'ai examiné la suggestion suivant laquelle chacun des Dominions devrait avoir un ministre autre que le Premier Ministre, chargé de siéger à nos côtés au sein du Cabinet du Royaume-Uni pendant la période actuelle de guerre. Les Premiers Ministres du Canada, d'Afrique du Sud, et de Nouvelle-Zélande m'ont fait savoir qu'ils ne désiraient pas une telle représentation et qu'ils étaient parfaitement satisfaits de l'état de choses actuel. Certains des Premiers Ministres des Dominions se sont même montrés résolument hostiles à cette suggestion, soutenant que personne, en dehors du Premier Ministre, ne pouvait parler au nom de leur gouvernement à moins d'avoir reçu des instructions précises, et que leur propre liberté d'action pourrait avoir à souffrir de décisions — dont certaines doivent être prises très rapidement en temps de guerre — dans lesquelles leur ministre se trouverait engagé.

7^o La question, si nous l'envisageons de notre point de vue intérieur, en qualité de fonctionnaires de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, soulève de nombreuses difficultés. Nous sommes actuellement huit et l'on a beaucoup bataillé pour que nous ne soyons pas plus de cinq. Pour ajouter quatre représentants des Dominions, il faudrait automatiquement retirer du Cabinet de

guerre un nombre au moins égal de ministres britanniques. Vivant en régime parlementaire et démocratique, nous relevons, tout comme vous, des lois de la politique. Personnellement, je ne m'estimerai pas en mesure de recommander à Sa Majesté, comme vous le conseillez en ce moment, de faire entrer quatre ministres des Dominions au sein du Cabinet du Royaume-Uni, car nous serions alors trop nombreux pour travailler utilement, ni d'exclure du Cabinet un certain nombre de mes collègues actuels qui sont les personnalités dirigeantes de leurs partis politiques respectifs.

8^o Si vous désirez nous envoyer quelqu'un d'Australie à titre de délégué, en vue de discuter n'importe quel aspect particulier de notre commun effort de guerre, votre représentant aurait naturellement droit à tous nos égards et à toute notre considération, mais il ne serait pas, il ne pourrait pas être pour nous un partenaire responsable dans le travail quotidien de notre gouvernement.

9^o Il vous appartiendrait de décider quelle serait sa situation vis-à-vis du haut commissaire pour l'Australie et du secrétaire d'État pour les Dominions. Il semble néanmoins que, dans l'hypothèse où un tel envoyé demeurerait ici à titre permanent, ses fonctions feraient, dans une certaine mesure, double emploi avec celles du haut commissaire et que l'ensemble des relations du secrétaire d'État avec les hauts commissaires pourrait en être affecté. De telles difficultés ne sont pas insurmontables, mais il est préférable de les envisager. Toute la méthode de travail consistant à assurer des contacts quotidiens entre les hauts commissaires et le secrétaire d'État pour les Dominions a donné de bons résultats et je suis sûr que les trois autres Dominions s'opposeraient à tout changement.

10^o Naturellement, nous accepterions volontiers de réunir les Premiers Ministres des Dominions si une telle réunion était matériellement possible, mais, comme vous le savez, la question de la distance et du moment favorable soulève de grosses difficultés. Nous sommes également tout prêts à examiner, si vous le désirez, la question de la formation d'un Cabinet de guerre impérial. Un changement d'une telle ampleur ne saurait néanmoins être réalisé de manière fragmentaire, mais seulement en réponse à un vœu unanime de tous les gouvernements qui servent actuellement Sa Majesté.

7-9-1941.

Premier Ministre à Premier Ministre d'Australie.

Notre situation en Syrie et en Irak peut être menacée par une avance allemande :

- a) en direction de la Syrie à travers l'Anatolie ;
- b) en direction de l'Irak à travers le Caucase et la Perse (Iran) ;
- c) par une combinaison de a) et b).

A travers l'Anatolie. Si la Turquie n'accorde pas le passage aux armées allemandes, les importantes forces terrestres et aériennes nécessaires à la conquête de la Turquie ne pourront guère être retirées de Russie, réorganisées et regroupées en moins de six à huit semaines. Les conditions atmosphériques en Anatolie interdisent pratiquement toutes les opérations militaires entre le 1^{er} décembre et la fin de mars. Aussi avons-nous l'impression que la concentration, sur la frontière turque, de troupes allemandes capables de venir à bout de la Turquie est actuellement improbable, et le restera jusqu'à une date assez lointaine pour qu'une attaque sur la Syrie à travers l'Anatolie ait peu de chances de se produire avant le printemps.

Si pourtant, contre toute attente, la Turquie devait livrer passage aux troupes allemandes, trois ou quatre divisions allemandes pourraient atteindre la frontière syrienne avant la fin de l'année, et recevoir des renforts à la cadence d'une division par mois. Ces troupes pourraient être renforcées, dans le cas où il serait possible d'utiliser les itinéraires maritimes empruntant les eaux territoriales turques. La situation dépend donc, dans une large mesure, de l'aide que les Turcs peuvent attendre de nous. A ce sujet, nous avons chargé nos attachés à Ankara de faire des déclarations conformes aux directives ci-après :

a) Si la Turquie résiste, nous viendrons immédiatement à son secours avec des forces substantielles. Notre objectif essentiel au Moyen-Orient est la destruction de l'Afrika Korps allemand et la reconquête de la Cyrénaïque, mais nous espérons que, le 1^{er} décembre au plus tard, nous pourrions envoyer à la Turquie quatre divisions et au moins une brigade blindée. Notre aide aérienne sera considérable, et des préparatifs devraient être faits en vue de recevoir des forces se montant à huit groupes de chasseurs, un groupe de soutien de l'armée de terre, deux groupes de bombardiers lourds et six groupes de bombardiers moyens.

b) Nous consacrerons d'importantes unités d'artillerie de D. C. A. à la défense de nos propres troupes et à celle des aérodromes qui nous sont attribués ; nous allons de plus faire parvenir immédiatement aux Turcs un envoi spécial de 100 canons de D. C. A. de 3,7 pouces. Ils s'ajouteront à l'allocation normale de 6 pièces par mois.

A travers le Caucase et la Perse. Même dans l'éventualité d'un écroulement prochain de la Russie, une irruption massive des armées allemandes en Perse et en Irak, à travers le Caucase, ne serait pas possible cette année. En nous assurant le contrôle de la Perse, nous avons considérablement augmenté la sécurité de notre flanc droit dans ces régions.

Pour en venir maintenant à notre propre action en vue de faire face à une avance allemande, d'où qu'elle puisse venir, nous avons tout d'abord besoin d'installations pour nos opérations aériennes, offensives et défensives. En conséquence, on prend des disposi-

tions en vue d'améliorer les aérodromes et d'en augmenter le nombre dans tout ce secteur et, avec l'assentiment des Turcs, en Anatolie. Notre aviation au Moyen-Orient y gagnera une plus grande souplesse.

Il nous faut en second lieu améliorer les communications, à la fois par route et par fer, dans tous les territoires qui sont sous notre contrôle. On y procède actuellement en toute hâte.

De plus, des dispositions sont prises en vue d'augmenter aussi rapidement que possible nos moyens de ravitaillement dans le secteur de Bassora, entre autres par la construction de nouveaux ports, ce qui permettra de ravitailler les troupes qu'on a décidé d'envoyer en plus grand nombre dans le secteur du golfe Persique.

Désert de Libye. Il nous faut nettoyer la Cyrénaïque orientale aussitôt que possible non seulement pour assurer la défense de notre base d'Égypte, mais également pour conserver le contrôle de la Méditerranée orientale. La situation est la suivante :

On estime que l'ennemi possède actuellement en Cyrénaïque deux divisions allemandes (une division blindée et une division motorisée légère) ainsi que six divisions italiennes (dont une motorisée et une blindée). Nous ne pensons pas qu'il puisse, avec ces forces, déclencher une offensive de grand style contre le delta. Ses approvisionnements lui causent de grosses difficultés et il est à court de véhicules motorisés. De plus, nous lui coulons une bonne partie des renforts en hommes et en matériel qu'il fait venir d'Italie. S'il était néanmoins capable de s'établir solidement sur la ligne Halfaya - Capuzzo - Bardia, et de rassembler les approvisionnements et les véhicules motorisés qui lui sont nécessaires, il est possible qu'une offensive limitée soit lancée contre Sidi-Barani.

Notre but est de prendre l'offensive dès qu'une occasion favorable se présentera, mais le commandant en chef ne désire pas s'exposer à un repli qui rééditerait l'affaire « Battleaxe », ni s'avancer avant d'être sûr qu'il peut foncer droit devant lui. Il estime que, pour cette offensive, il ne devra pas disposer de moins de deux divisions blindées. Celles-ci ne seront pas prêtes à entrer en action avant le 1^{er} novembre, mais cela ne l'empêcherait pas d'attaquer plus tôt si une occasion favorable s'offrait à lui. Il a été clairement démontré combien il était important de tenir Tobrouk.

ANNEXE C

LA COMMISSION D'ACHATS BRITANNIQUE

Le 11 août 1941.

La Grande-Bretagne a déjà passé une grande quantité de commandes de munitions et d'autres articles aux États-Unis. Une répartition harmonieuse a été opérée à la fois entre les départements ministériels britanniques, et entre la production métropolitaine et les commandes passées en Amérique. M. Purvis a été rendu responsable en dernier ressort et tous les différends devront lui être soumis pour règlement dans les services du ministre de la Défense nationale. Mais il est maintenant nécessaire d'établir d'importants programmes supplémentaires, notamment en ce qui concerne la marine marchande, les bombardiers et les chars, tant pour notre propre compte qu'à l'intention des forces armées des États-Unis. En outre, l'apparition de la Russie en tant qu'associée active dans la lutte contre Hitler exigera non seulement certains rajustements des commandes britanniques, tant initiales que complémentaires, mais aussi dans le programme à plus long terme, un développement très considérable de l'équipement et des installations industrielles.

2° En ce qui concerne le programme complémentaire britannique, il n'est nul besoin de se préoccuper de la question de priorité entre la fabrication des chars et celle des bombardiers lourds. Nous ne considérons plus que le facteur temps soit prédominant dans l'établissement de l'ordre de priorité; nous préférons procéder par attributions quantitatives simultanées.

Cela posé, si nos collègues américains veulent bien indiquer quelles sont les perspectives d'obtenir une augmentation importante de la production, soit grâce à une amélioration du rendement des installations existantes, soit par la mise en chantier de nouveaux établissements, et qu'ils veuillent bien nous faire connaître leur point de vue sur la manière dont cette production devrait être répartie entre les besoins britanniques et ceux des États-Unis, nous ferons nous-mêmes notre répartition entre les départements ministériels britanniques. Par exemple, nous ne pensons pas que la nécessité où nous nous trouvons de mettre sur pied un programme complémentaire de construction de bombardiers lourds doive exclure tout développement simultané de la production de chars.

Pour l'ensemble du programme, le rapport entre bombardiers lourds et chars devrait être, mettons, de 6 à 4 ou de 6 1/2 à 3 1/2, les deux types de production progressant simultanément le plus rapidement possible. Cette façon de procéder est proposée comme étant la plus commode.

3° Nous accueillons avec grand plaisir une nouvelle attribution de 150 000 fusils. Bien que nous soyons très à court de munitions, ces fusils sont absolument nécessaires pour armer le personnel qui défend les terrains de l'aviation de chasse. Au moins 150 000 de ces hommes doivent se contenter de piques, de masses d'armes et de grenades. Alors même que les cartouches de 300 sont rares en Grande-Bretagne et ne dépassent pas 80 par fusil, la production américaine se développe actuellement à notre profit (puisque nous allons pouvoir payer, ce mois-ci, les 50 millions de cartouches qui nous avaient été livrées à crédit) et devrait atteindre 20 à 25 millions de cartouches par mois. Même si nous ne pouvions distribuer que 10 cartouches par fusil aux hommes de certains terrains d'aviation, cela vaudrait cent fois mieux que le matériel de fortune qu'il nous faut actuellement employer et nous pourrions donner à tout le personnel en uniforme l'ordre le plus formel de combattre jusqu'à la mort, ce que nous ne pouvons guère faire avec l'espoir d'être obéis, quand nous ne pouvons mettre aucune arme dans les mains des soldats et aviateurs dont il s'agit.

Nous espérons donc que les 150 000 fusils nous seront livrés le plus rapidement possible, car la période postérieure au 15 septembre est tout à fait favorable à une invasion. Au cas où nous aurions à annoncer au Président que l'ennemi est en train de procéder à des préparatifs d'invasion caractérisés et importants dans les ports hollandais, belges et français — ce que rien ne laisse présager actuellement — nous lui demanderions de nous expédier d'urgence, eu égard aux circonstances, une quantité supplémentaire de cartouches de 300, à récupérer plus tard sur notre quote-part mensuelle de production.

4° Il semblerait qu'il fût indispensable d'étudier immédiatement et sur une grande échelle, la question du rééquipement des armées russes. Après des conférences préliminaires entre les départements britannique et américain de la Production il semblerait qu'il fût opportun et même inévitable de réunir une nouvelle conférence à Moscou. A cette fin, et pour toute conférence préliminaire qui serait jugée nécessaire, le Premier Ministre désignerait lord Beaverbrook, ministre de la Production, — qui devrait arriver ici aujourd'hui — comme représentant britannique avec pleins pouvoirs pour agir au nom de tous les départements britanniques (1).

(1) Voir T. II, l. II, chap. iv, p. 73.

ANNEXE D

LA CONFÉRENCE ANGLO - AMÉRICANO - RUSSE (1)

22 septembre 1941.

*Directives générales du Premier Ministre,
ministre de la Défense nationale.*

1^o La situation au terme des conversations Beaverbrook - Harriman est exposée dans le rapport de lord Beaverbrook en date de ce jour. Nous devons nous considérer comme tenus de fournir notre part des chars et des avions qui ont été promis à la Russie, et lord Beaverbrook sera, dans une très large mesure, libre de déterminer les quantités d'autres équipements et de matériel qui doivent être offertes aux Russes, lors des conversations de Moscou.

2^o Il faut donner à la Russie l'assurance que nos livraisons iront en augmentant du 1^{er} juillet 1942 au 30 juin 1943. C'est pendant cette période que la production de guerre britannique aura atteint son maximum et que celle des Américains entrera dans sa troisième année de développement. Il vaudrait mieux ne pas être liés par des chiffres précis, basés sur des évaluations optimistes de la future production anglo-américaine. Il est également dangereux de promettre aux Russes un pourcentage de la production britannique et américaine, dont ils peuvent demander immédiatement la majoration. Nous ne devons pas divulguer des chiffres hypothétiques relatifs à notre production commune, alors que les Russes n'en révèlent aucun. On doit néanmoins les inviter à faire connaître les ressources qui leur resteront, en fonction des différentes lignes de résistance sur lesquelles ils peuvent espérer tenir. Lord Beaverbrook doit être laissé libre d'encourager la Russie à prolonger sa résistance en adoptant, à propos de ces perspectives plus lointaines, un point de vue raisonnablement optimiste.

3^o Il faudrait attirer l'attention des Russes sur les restrictions apportées à la navigation et plus encore aux transports, à partir des différents ports d'accès. Il faudrait mettre l'accent sur la destruction rapide du tonnage mondial, sur les efforts nécessaires pour y porter remède et

(1) Voir T. II, l. II, chap. v, p. 93.

sur les besoins vitaux de notre pays, encore que nous ayons réduit nos demandes à l'extrême.

4^o Il faudrait, avec l'approbation des Américains, encourager les Russes à maintenir ouverte la route de Vladivostok et à tenir, à cet effet, le Japon en respect. Il faudrait particulièrement souligner les moyens considérables et l'activité intense déployée pour l'établissement de communications par route et par fer, entre le golfe Persique et la Caspienne. Il faudrait expliquer le ralentissement que la saison impose en fait au trafic sur le chemin de fer transiranien et à la construction de l'autostrade. Il faut faire ressortir la difficulté que présente le transport simultané d'approvisionnements et de troupes avec leur matériel par cette voie pendant une période donnée. Les Russes indiqueront sans aucun doute leurs propres estimations en ce qui concerne Arkhangelsk, le volume de son trafic, les installations qu'il offre et ses relations ferroviaires avec la Russie centrale, compte tenu à la fois des glaces de l'hiver et des actions que tentera probablement l'ennemi.

5^o La Conférence doit partir du principe que les États-Unis ne sont pas une nation belligérante. Le fardeau imposé aux ressources en hommes de la Grande-Bretagne est déjà bien lourd, et elles seront mises à rude épreuve au cours des années 1942 et suivantes. Nos ressources en hommes sont intégralement utilisées, sans parler de l'aide que nous recevons des Dominions, de l'Inde et des colonies. Pour nous nourrir et assurer notre existence, il nous faut imposer un trafic incessant à d'importantes flottes marchandes. Nous avons à défendre les îles Britanniques contre une invasion pour laquelle les Allemands peuvent à tout moment réunir une armée supérieure à la nôtre, et contre une offensive aérienne qui revêt les formes les plus dangereuses et à laquelle l'ennemi consacre le gros d'une aviation qu'il peut, à son gré, transférer rapidement de l'est à l'ouest. Nous avons à entretenir nos armées au Moyen-Orient et à tenir une ligne qui s'étend de la Caspienne au désert de Libye. Nous espérons aligner sur ce front, en 1942, approximativement 25 divisions britanniques, indiennes et des Dominions, soit au total environ un million d'hommes, compte tenu de tous les services spéciaux de l'arrière, nécessaires dans ces régions peu évoluées, et d'une aviation proportionnée c'est-à-dire fort puissante. Il faudrait donner, s'il est nécessaire, des explications détaillées sur les efforts que nous imposons à nos navires en les envoyant ravitailler ces forces, le plus souvent par la route du Cap, et ne pas oublier le temps que les délais de déchargement font perdre aux bâtiments utilisables.

6^o Pour la défense des îles Britanniques, nous avons une armée légèrement supérieure à 2 millions d'hommes, renforcée par environ un million et demi de Home Guards. Nous ne disposons que d'environ 3 millions et demi de fusils et nous n'en aurons l'année prochaine qu'approximativement 100 000 de plus. Sur ces 2 millions d'hommes, 900 000 constituent les troupes de ligne, soit 20 divisions d'infanterie mobile, 9 divisions de comté ou de défense côtière, moins mobiles, et 6 divisions blindées, dont 3 sont seulement en cours de formation, ainsi que 5 brigades de chars, dont une seulement est jusqu'à présent complète. La puissante aviation que nous sommes en train de constituer exigera presque un million d'hommes; 750 000 sont d'ores et déjà sous les drapeaux. La marine absorbe déjà un demi-million de marins et de soldats d'infanterie de marine. Si l'on ajoute à cela la construction des navires, la production aéronautique, les fabrications d'armements, les industries alimentaires nécessaires dans la métropole et les autres

industries travaillant pour le secteur civil, le tout réduit au minimum, on s'apercevra que la main-d'œuvre masculine et la fraction disponible de la main-d'œuvre féminine d'un pays de 44 millions d'habitants sont déjà, ou seront bientôt, utilisées au maximum.

7^o Lorsque, sur les 1 100 000 hommes qui n'appartiennent pas aux troupes de ligne, on a défalqué la Défense aérienne du territoire, la Défense côtière, la garnison d'Irlande du Nord, les unités affectées à la formation des recrues et les écoles d'instruction, la défense des aérodromes et des points vulnérables, il reste bien peu de chose.

8^o Il ne sera pas possible d'augmenter les effectifs des troupes de ligne métropolitaines au delà du nombre de divisions déjà mentionné — moins de 40 — et il faudra se donner beaucoup de mal pour maintenir les effectifs stationnés dans la métropole tout en fournissant des recrues au Moyen-Orient, à l'Inde et à nos autres garnisons d'outre-mer : l'Islande, Gibraltar, Malte, Aden, Singapour, Hong-Kong.

9^o Nous ne pourrions pas laisser les troupes, qui nous sont nécessaires en Grande-Bretagne pour repousser une invasion, tomber audessous de 25 divisions d'infanterie et de 4 ou 5 divisions blindées. Il convient de remarquer que l'ennemi peut, en utilisant les grandes voies ferrées qui traversent l'Europe d'est en ouest, déplacer des troupes incomparablement plus vite que nous ne pourrions, nous, rappeler l'une quelconque de nos divisions d'outre-mer. Le nombre des divisions disponibles pour des opérations offensives outre-mer est donc réduit.

10^o En plus des 25 divisions britanniques et impériales qui doivent être mises sur pied au Moyen-Orient dans le courant de 1942, on ne peut pas espérer consacrer plus de 7 divisions, dont 2 blindées, à un corps expéditionnaire britannique. Ce dernier est en cours de formation. Même si nous disposions d'une plus grande quantité d'hommes, nous n'aurions pas les navires nécessaires pour transporter des effectifs plus importants outre-mer, et les y approvisionner. Toutes les hypothèses suivant lesquelles la Grande-Bretagne lancerait 20 à 30 divisions à l'assaut des rivages occidentaux du continent, ou les enverrait par mer se battre en Russie, n'ont absolument aucun fondement. Il faut que ce point soit bien nettement établi.

11^o Nous avons la ferme intention d'intervenir sur le continent au printemps prochain, si la chose est faisable. Toutes les possibilités sont examinées, y compris une action sur les flancs nord et sud du front russe. Au nord, une incursion en Norvège provoquerait un sérieux soulèvement et pourrait, en cas de succès, gagner à notre cause le gouvernement suédois et son excellente armée. Ce plan a été étudié dans le détail. On ne voit cependant pas quelle aide les troupes russes pourraient nous fournir ; en fait leur intervention serait le meilleur moyen de nous aliéner la Suède. Quant à la Finlande, son hostilité est déjà un fait acquis.

12^o A tout moment nous pouvons être appelés à faire face à l'hostilité de l'Espagne et à la pénétration des Allemands au Maroc, en Algérie et en Afrique occidentale. Si les Français résistaient en Afrique, nous pourrions envoyer à leur secours nos forces disponibles. Dans les deux éventualités, les routes maritimes sont incomparablement plus courtes que le long trajet par le Cap.

13^o Au Moyen-Orient, sur le flanc méridional de la Russie, nous déploierons les puissantes forces mentionnées ci-dessus. Une fois que le désert de Libye et la Cyrénaïque seraient débarrassés des armées allemandes et italiennes actuellement très actives, nos forces du Moyen-

Orient auraient les coudées franches. Si elles tendent de plus en plus la main droite aux Russes, que ce soit dans le Caucase ou à l'est de la Caspienne, il faut bien se rendre compte que les convois de ravitaillement embouteilleront la voie ferrée et la route venant du golfe Persique. De l'autre côté, ce serait pour nous une affaire d'or si nous pouvions gagner la Turquie à notre cause. Non seulement de puissantes armées turques barreraient aux Allemands la route de la Syrie et de l'Égypte, mais encore la flotte pourrait continuer de contrôler la mer Noire, ce qui nous procurerait de grands avantages et contribuerait ainsi à la défense du Caucase. L'attitude de la Turquie, dans un sens ou dans l'autre, peut être déterminée dans un proche avenir par notre promesse de l'aider, au cas où elle serait entraînée dans la guerre, en lui fournissant des troupes et un équipement moderne, comprenant particulièrement des aérodromes, des chars, de l'artillerie antichar et antiaérienne, etc... Il faudrait préciser aux Russes qu'une grande partie de ce matériel et la plus grande partie des troupes seraient naturellement prélevés sur les livraisons que nous tenons à la disposition de la Russie et qui représentent tout ce que nous pouvons donner. Cependant, la perspective d'amener la Turquie à rallier notre camp, et cela dans un proche avenir, vaudrait bien la peine que la Grande-Bretagne et la Russie revisent leurs accords.

14° Nous nous intéressons beaucoup au développement des armées polonaises et tchèques en Russie — l'armée tchèque étant d'ailleurs peu importante — et nous aimerions contribuer à leur équipement. Il faudrait faire remarquer que les Polonais et les Tchèques ont aux États-Unis des colonies influentes. Si une partie de notre équipement pouvait être réservée aux Polonais et aux Tchèques, cela ferait bon effet.

15° Les Russes demanderont certainement comment vous comptez gagner la guerre, ce à quoi nous devons répondre : « En poursuivant la lutte jusqu'à ce que le régime nazi s'écroule, tout comme le régime du kaiser s'est écroulé la dernière fois. » A cet effet, nous combattons l'ennemi partout où nous pourrions le rencontrer dans des conditions favorables. Nous le minerons par la propagande, nous l'affaiblirons par le blocus et, par-dessus tout, nous bombarderons ses territoires sans trêve et sans pitié, avec un poids de bombes sans cesse croissant. La dernière fois, nous ne pouvions pas dire quand et comment nous gagnerions la guerre, mais, en n'abandonnant pas la partie et en ne nous décourageant pas, nous avons mené l'entreprise à bonne fin. Pendant toute l'année dernière, nous n'avons pas hésité à affronter seuls l'Allemagne et l'Italie, et la résolution du peuple britannique d'anéantir la puissance nazie est inébranlable. Des expressions telles que « la tyrannie nazie » et « le militarisme prussien » sont pour nous des objectifs à viser plutôt qu'une condamnation globale et sans appel du peuple allemand. Tout comme le gouvernement russe, nous espérons diviser les Allemands et isoler le criminel régime nazi.

16° Nous ne pouvons évidemment pas prédire ce que feront les États-Unis. Les mesures qui ont déjà reçu l'approbation du président Roosevelt et de son gouvernement peuvent à tout moment, dans un proche avenir, entraîner effectivement les États-Unis dans la lutte, avec ou sans déclaration de guerre. Nous pourrions dans ce cas espérer une offensive générale contre l'Allemagne pour 1943. Si l'unité et le moral allemands se trouvaient sérieusement affaiblis, et que l'Allemagne desserrât son étreinte sur les pays européens qu'elle a conquis, il

serait peut-être possible de débarquer simultanément un grand nombre de formations blindées, sur les côtes de plusieurs des pays conquis et de provoquer des révoltes de grande ampleur. Les états-majors britanniques mettent actuellement au point des plans à cet effet.

ANNEXE E

DISPOSITIONS NAVALES DANS L'Océan Indien

25-8-1941.

*Premier Ministre à Premier Lord
et Premier Lord de la Mer.*

Il devrait être possible, dans un proche avenir, de poster à titre préventif une escadre dans l'océan Indien. Cette force consisterait en un très petit nombre des meilleurs navires. Il n'est que de nous rappeler toutes les préoccupations que nous cause le *Tirpitz*, seul navire de ligne que les Allemands possèdent encore en regard de nos 15 ou 16 cuirassés ou croiseurs lourds, pour imaginer l'effet que produirait sur l'Amirauté japonaise la présence en Orient d'une force peu nombreuse mais très puissante et très rapide. On peut tenir pour moralement certain que le *Tirpitz* ne sortira pas de la Baltique tant que la flotte russe existera, car il est la seule unité qui empêche les Russes d'y dominer. Néanmoins, en prenant des dispositions qu'on ne pourra ensuite modifier très rapidement, nous devons prévoir deux bâtiments de la classe *King George V* et un de la classe *Nelson* qui serait le navire amiral. Ce dispositif fait la part des accidents, des radoub et des permissions. Un porte-avions, de préférence l'un de ceux qui ne sont pas cuirassés, devrait également faire partie du dispositif en haute mer.

2° La solution la plus économique serait d'envoyer le *Duke of York* en Orient via La Trinité et Simonstown, aussitôt qu'il aura été remédié à ses vices de construction. Le *Repulse* ou le *Renown* pourraient se joindre à lui ainsi qu'un porte-avions rapide. Cette puissante formation pourrait évoluer dans le triangle Aden - Singapour - Simonstown. Elle exercerait une influence paralysante sur l'intervention de la marine japonaise. Le *Duke of York* pourrait achever sa mise au point au cours de son long et facile voyage vers l'est, en laissant le commandant en chef de la Home Fleet avec deux navires de la classe *King George V*, qui sont à toute épreuve. Ce serait, à mon avis, une utilisation plus judicieuse et

plus fructueuse de nos ressources que d'expédier le *Prince of Wales* loin de régions où il a des chances, si faibles soient-elles, de rencontrer le *Tirpitz*.

3^o Je n'approuve pas l'idée d'envoyer en Orient, au stade actuel de la guerre, des vieux cuirassés de la classe « R ». Le problème des équipages est sérieusement aggravé par la nécessité de maintenir des flottes numériquement importantes dans des eaux lointaines, en raison du plus grand nombre d'hommes transportés. En outre, nos vieux navires seraient une proie facile pour les bâtiments japonais modernes, étant incapables à la fois de combattre et de fuir. Par contre, ils pourraient être utilisés pour escorter des convois si nous devons en arriver là, ce qui n'est pas encore certain, et même, à mon sens, peu probable.

4^o Cependant, je suis partisan, en principe, de placer dans ledit triangle, pour la fin d'octobre, une escadre formidable, rapide, très moderne, et d'en avertir à la fois l'Amérique et l'Australie. Il paraît probable que les négociations américano-japonaises vont traîner encore quelque temps. Les Américains parlent maintenant d'un délai de quatre-vingt-dix jours, et les Japonais trouveront peut-être avantageux d'attendre pour voir comment les événements tourneront en Russie.

5^o Ce serait toujours un avantage, si possible, de substituer le porte-avions cuirassé *Victorious* à l'*Ark Royal* pour opérer dans les eaux resserrées de la Méditerranée, et je suppose que vous envisagerez de renforcer la « Force H » avec un navire de la classe *Nelson* en plus du *Repulse* ou du *Renown*.

6^o Bien entendu, le commandant en chef de la Home Fleet aura la priorité pour le choix d'un porte-avions, de préférence l'*Ark Royal*. Le *Furious* devra continuer à assurer le transport des avions à destination de Takoradi. Le *Victorious* serait tout à fait à sa place dans la « Force H ». Cette répartition laisserait l'*Illustrious*, le *Formidable* et l'*Indomitable* à mesure qu'ils seront disponibles, ainsi que l'*Eagle* et l'*Argus*, pour les besoins du triangle oriental et de la Méditerranée. Vous devriez être très bien pourvus pour la fin de l'année.

Je vous serais obligé de me faire connaître votre opinion sur ce qui précède.

28-8-1941.

Premier Lord de la Mer à Premier Ministre.

J'ai l'honneur de vous présenter les propositions ci-jointes en ce qui concerne la répartition des navires de ligne et des porte-avions :

1^o Cette question avait déjà été étudiée antérieurement à la réception de votre note de service et elle a été reconsidérée postérieurement.

2^o La principale différence entre votre suggestion et le dispositif proposé consiste dans la répartition des classes *King George V* et *Nelson*. Je me rends parfaitement compte de ce qu'aurait de séduisant l'envoi

dans l'océan Indien d'un navire de la classe *King George V* lorsqu'il sera complètement mis au point, mais, après avoir soigneusement étudié cette solution, je ne puis la recommander pour les raisons exposées dans le présent mémorandum.

3° J'estime qu'aucun navire de la classe *King George V* ne devrait être envoyé dans des mers lointaines avant d'être complètement mis au point pour les raisons suivantes :

a) Un navire ne peut pas être mis au point s'il n'a pas à sa disposition les cibles nécessaires.

b) Un navire qui n'a pas disposé d'une période ininterrompue de mise au point s'en ressentira toujours.

c) La complexité de la machinerie et de l'appareillage électrique jointe au fait que 60 % des membres de l'équipage ont moins de vingt et un ans et n'ont encore jamais navigué, a inévitablement pour effet que des erreurs de manœuvre se produisent au début. Il est donc indispensable que la mise au point se fasse à proximité d'un arsenal ou d'un chantier naval.

4° Il est regrettable que nous ne soyons pas en mesure d'effectuer plus tôt la redistribution des navires de ligne, mais nous en sommes empêchés par le nombre de navires en réparation ou en radoub. Tant que le *Bismarck* et le *Tirpitz* étaient tous deux à flot, nous avons dû ajourner les radoubs.

5° La situation en ce qui concerne les porte-avions n'est pas plus satisfaisante, mais elle résulte des dégâts subis au cours d'opérations par l'*Illustrious* et le *Formidable*, et à la nécessité de radoubler le *Furious* et l'*Ark Royal*.

DISPOSITIF DES NAVIRES DE LIGNE ET PORTE-AVIONS

NOTE. — La date entre parenthèses en regard du nom d'un navire est la date à laquelle ledit navire sera en station au point prévu.

RÉPARTITION DÉFINITIVE VERS LAQUELLE IL FAUT TENDRE.

	Navires de ligne	Porte-avions
<i>Home Fleet</i>	2 <i>King George V</i> (3 sept.) <i>Malaya</i> (21 sept.)	<i>Victorious</i> (présent) <i>Furious</i> (février)
<i>Force H</i>	1 <i>King George V</i> (début décembre?)	<i>Indomitable</i> (nov.)
<i>Méditerranée</i>	<i>Queen Elisabeth</i> (présent) <i>Valiant</i> (présent) <i>Barham</i> (présent) <i>Warspite</i> (fin janv.)	<i>Illustrious</i> (janv.) <i>Formidable</i> (fév.)
<i>Trincomali</i>	<i>Nelson</i> (fin novembre) <i>Rodney</i> (fin janvier) <i>Renown</i> (mi-janvier)	<i>Hermes</i> (présent) <i>Ark Royal</i> (avr. 42) <i>Indomitable</i> (en cas de besoin)
<i>Escorte des convois de troupes dans l'océan Indien</i>	<i>Revenge</i> (mi-sept.) <i>Royal Sovereign</i> (mi-nov.?) <i>Ramillies</i> (mi-déc.) <i>Resolution</i> (début janv.)	
<i>Navire de réserve</i>	<i>Repulse</i>	

Justification de la « Répartition définitive » proposée.

Home Fleet et Force H.

1^o L'Atlantique constitue le secteur vital, le seul dans lequel nous soyons susceptibles de perdre la guerre navale.

2^o Tant que le *Tirpitz* existera, il sera nécessaire de disposer de deux navires de la classe *King George V* pour opérer de conserve.

3^o L'accouplement d'un *King George V* et d'un *Nelson* n'est pas une combinaison satisfaisante, en raison des vitesses différentes de ces navires.

4^o Pour pouvoir disposer à tout moment de deux *King George V*, il est nécessaire d'avoir trois navires de cette classe dans les eaux métropolitaines, afin de faire la part de l'éventuelle indisponibilité de l'un d'eux par suite de torpille, bombe, mine ou pour radoub.

5^o On estime que le troisième de ces navires pourrait se trouver dans la « Force H » à Gibraltar et qu'il n'est pas nécessaire qu'ils soient mouillés tous les trois à Scapa-Flow.

6^o Si le *Tirpitz* réussissait à prendre le large, il pourrait paralyser notre commerce dans l'Atlantique nord à un point tel qu'il deviendrait indispensable de le prendre à partie le plus tôt possible ; et dans ce cas nous ne pourrions pas nous offrir le luxe d'avoir l'un des *King George V* absent du théâtre d'opérations.

7^o Les navires de ligne faisant partie de la « Force H » devraient non seulement pouvoir résister à des attaques aériennes, mais également être rapides. Cette double condition n'est réalisée que par la classe *King George V*.

8^o Le *Malaya* est affecté à la Home Fleet car il est nécessaire de disposer dans l'Atlantique, outre les unités de la classe *King George V*, d'un navire de ligne pour assurer les fonctions suivantes :

- a) escorter les convois de troupes importants ;
- b) couvrir, en cas de nécessité, les convois à l'est du 26^e degré de longitude ouest ;
- c) appuyer la « Force H » en vue d'opérations en Méditerranée occidentale s'il y a lieu.

9^o a) L'*Ark Royal* ne figure pas dans le dispositif, étant donné qu'il devra radoubler lorsqu'il aura été relevé par l'*Indomitable*, et ne sera pas disponible avant avril 1942 ;

b) L'*Eagle* n'y figure pas non plus, étant maintenu en réserve dans les eaux métropolitaines en vue de l'opération « Pilgrim » (occupation des îles Canaries).

Trincomali.

10^o Il est proposé d'envoyer le *Nelson*, le *Rodney* et le *Renown* à Trincomali ou à Singapour, pour les raisons suivantes :

a) le *Nelson* et le *Rodney* feront, en fin de compte, partie de l'escadre d'Orient lorsqu'il sera possible d'en constituer une, ce qui dépend des croiseurs, et surtout des destroyers, dont on pourra disposer ;

b) le *Nelson* et le *Rodney* sont les plus aptes à soutenir la classe « R », lorsque l'escadre d'Orient sera formée, et cette combinaison constituera, pour la vitesse, la flotte la plus homogène que nous puissions rassembler ;

c) Jusqu'à ce que nous puissions constituer en Extrême-Orient une flotte capable d'affronter la puissante escadre que les Japonais enverront probablement au sud, il est nécessaire de décourager toute intervention japonaise dans l'océan Indien.

En faisant escorter par des navires de ligne nos convois dans l'océan Indien, nous espérons détourner les Japonais d'y envoyer eux-mêmes des cuirassés.

Par la présence d'un croiseur de bataille et d'un porte-avions dans l'océan Indien, nous espérons décourager les Japonais d'envoyer leurs croiseurs armés de canons de 8 pouces attaquer notre commerce dans ce secteur.

On n'estime pas que le supplément de sécurité assuré par le remplacement de l'une des unités visées ci-dessus par un cuirassé de la classe *King George V* justifierait le désavantage qu'il y aurait à se priver de celui-ci dans le secteur métropolitain, étant donné que sa vitesse ne lui permet pas de forcer à la course un croiseur japonais armé de canons de 8 pouces.

d) eu égard à la situation du moment, et si la guerre avec le Japon n'a pas éclaté, il sera peut-être judicieux d'envoyer le *Nelson*, le *Rodney*, le *Renown* et le porte-avions à Singapour en premier lieu, car leur présence en Extrême-Orient donnerait plus encore à réfléchir aux Japonais. Mais, en cas de guerre déclarée, il y aurait lieu de les ramener à Trincomali.

e) étant donnée la nécessité de radoubler l'*Ark Royal*, il ne sera pas possible d'envoyer un grand porte-avions rejoindre cette escadre avant avril 1942, à moins d'amputer la « Force H » de l'*Indomitable*.

Escorte des convois de troupes dans l'océan Indien.

Il est proposé d'envoyer maintenant les 4 navires de la Classe « R » dans l'océan Indien pour les raisons suivantes :

a) ils ne sont plus nécessaires à l'escorte des convois dans l'Atlantique nord ;

b) ils sont destinés à être rattachés en fin de compte à l'escadre d'Orient, et, en attendant, il est avantageux de les maintenir dans des eaux où ils ne seront pas à la merci d'attaques aériennes et sous-marines ;

c) en participant à l'escorte des convois de troupes ils contribueront à résoudre la pénurie de croiseurs ;

d) leur présence dans l'océan Indien, aux côtés des *Nelson*, *Rodney* et *Renown*, contribuera à satisfaire les vœux de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui réclament le renforcement de notre position en Extrême Orient.

Dispositions transitoires en vue de renforcer notre position dans l'océan Indien.

Il est nécessaire de conserver le *Repulse* dans les eaux métropolitaines jusqu'à ce que le *King George V* soit de nouveau disponible, le 3 septembre. Le *Repulse* escortera le convoi W. S. 11 et arrivera à Trincomali le 7 octobre.

29-8-1941.

Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.

1^o C'est sûrement une erreur stratégique que de créer dans l'océan Indien une escadre nombreuse, coûteuse en entretien et en effectifs, mais composée exclusivement d'unités lentes, vieilles ou non modernisées, qui ne pourraient ni engager une bataille navale contre le gros de la flotte des Japonais, ni tenir en respect leurs croiseurs lourds modernes et rapides, s'ils naviguaient en corsaire, isolément ou par paires. Un tel dispositif pourrait nous être imposé par les circonstances, mais il est intrinsèquement vicieux.

2^o L'utilisation des quatre navires de la classe « R » pour escorter les convois est satisfaisante tant que la partie adverse n'oppose que des croiseurs armés de 8 pouces. Mais, si les événements évoluent de telle manière que l'ennemi n'ait pas peur de détacher en corsaire un cuirassé isolé, moderne et rapide, tous nos vieux navires et les convois qu'ils protègent seront une proie facile. Les classes « R » dans leur état actuel, seraient des cercueils flottants. Pour justifier l'emploi des classes « R » en escorte de convois dans l'océan Indien et le Pacifique, il serait nécessaire de disposer d'une ou deux unités lourdes, rapides, qui empêcheraient l'ennemi d'envoyer des corsaires lourds par crainte de désastre. Nous devrions nous en tenir aux véritables principes de la stratégie navale dont l'un consiste assurément à se mesurer avec une force supérieure en alignant un nombre réduit des navires les meilleurs et les plus rapides.

3^o L'intérêt du dispositif que je me suis permis de préconiser dans ma note de service est illustré par l'émoi extraordinaire que l'Amirauté elle-même manifeste à propos du *Tirpitz*. Le *Tirpitz* produit sur nous exactement le même effet qu'un *King George V* produirait sur la marine japonaise dans l'océan Indien. Il entretient une atmosphère d'inquiétude latente et menace tous les points à la fois. Il apparaît et disparaît, provoquant chez l'adversaire des réactions et des perturbations immédiates.

4^o Le fait que l'Amirauté estime devoir aligner trois *King George V* pour contenir le seul *Tirpitz* met terriblement en relief les erreurs de construction commises dans nos navires les plus récents qui, armés de calibres insuffisants et affaiblis par des hangars à avions au milieu de leur réduit, sont évidemment jugés incapables à affronter leurs homologues en combat singulier. Cependant, même en tenant compte de ce qui précède, je ne parviens pas à me convaincre qu'il soit judicieux de conserver trois *King George V* dans l'Atlantique, étant donnés : a) les préparatifs des Américains sur lesquels nous pouvons compter dès à présent ; b) le

pouvoir, confirmé par l'expérience, qu'ont les porte-avions de ralentir un navire tel que le *Tirpitz* s'il venait à sortir de ses ports. D'ailleurs il paraît peu probable que le *Tirpitz* quitte la Baltique tant que la flotte russe existera ; en outre, la fin tragique du *Bismarck* et de tous ses ravitailleurs doit sûrement hanter l'esprit des Allemands. Ils seraient bien sots d'envoyer le *Tirpitz* au dehors, alors qu'en demeurant où il est, il neutralise les trois cuirassés les plus puissants et les plus modernes que nous ayons et fait la loi dans la Baltique par-dessus le marché ! J'ai donc le sentiment que nous accordons trop au secteur de l'Atlantique, et que le dispositif prévu est incomparablement plus dispendieux que tout ce que nous avons pu nous offrir jusqu'à présent dans cette guerre.

5° Le meilleur usage qu'on pourrait faire des classes « R » serait, bien qu'il soit déjà tard, de renforcer leur blindage contre les attaques aériennes et d'en faire une escadre lente, qui pourrait nous rendre notre liberté de mouvement en Méditerranée, et défendre Malte indéfiniment.

6° Je dois ajouter que je n'ai pas le sentiment que le Japon, déjà engagé en Chine, s'avise d'affronter la coalition qui est en train de s'organiser contre lui, comprenant les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie. Il est extrêmement probable qu'il négociera avec les États-Unis pendant au moins trois mois sans faire un nouveau geste agressif, et sans se joindre activement à l'Axe. Rien n'accroîtrait plus ses hésitations que l'apparition de l'escadre que j'ai mentionnée, et par-dessus tout celle d'un *King George V*. En vérité, cela pourrait constituer un facteur décisif.

ANNEXE F

CHARS POUR LE MOYEN-ORIENT

11 juillet 1941.

*Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre
et à ministre de la Production.*

Sur 1 441 chars d'accompagnement et chars moyens affectés aux troupes (métropolitaines), 391 sont « hors de service ». Ce chiffre est beaucoup trop élevé et je suis sûr qu'on pourrait le réduire en prévoyant un système de réparations analogue à celui qui a été introduit l'an dernier dans l'aviation.

Voulez-vous, s'il vous plaît, vous concerter et me soumettre un projet en vue d'accélérer la cadence de ces réparations. Le nombre des chars hors de service ne devrait jamais excéder 10 % du total des chars stationnés en Grande-Bretagne. Cette règle s'impose d'autant plus maintenant, que nous approchons de la période où notre degré de préparation devra atteindre son plus haut point.

19 août 1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à la Guerre.

Votre note en date du 15 juillet 1941 (concernant les réparations des chars dans la métropole) pose un certain nombre de conditions qu'on ne saurait prétendre réaliser toutes, sans cela, la vie serait trop belle. Il faudra mettre tout en œuvre pour satisfaire vos différents desiderata, mais ce qui compte surtout dans cette affaire, c'est un effort sincère et une bonne organisation. Je suis révolté en voyant qu'au bout d'un mois nous avons encore 25 % de chars d'accompagnement en mauvais état et que, sur 400 chars moyens, il n'y en a pas moins de 157 hors de service.

Je suis sûr qu'il est possible de fournir une foule d'explications à un tel échec, mais l'échec n'en est pas moins réel.

Ne donnez pas, je vous en prie, l'impression que vous vous accommodez d'un tel résultat. Si vous vous contentez de chercher à le justifier, il n'y aura aucun espoir d'amélioration.

27 août 1941.

Premier Ministre à secrétaire d'État à l'Air.

Votre note du 6 août montre que l'arme dont on peut actuellement attendre le plus pour l'attaque aérienne contre les chars est la bombe Jefferis, et je remarque avec satisfaction que vous en avez commandé 50 000.

Je crois savoir que ces engins entrent dans le corps de la bombe légère ordinaire ; dans ces conditions, il serait possible de les utiliser immédiatement, et je serais partisan de suspendre jusqu'à nouvel ordre la fabrication de la bombe collante, et, partiellement, celle des munitions de mortier antichar afin de réaliser immédiatement une production suffisante de ces bombes aériennes. Il y a apparemment toute probabilité pour que, lorsque la tactique aura été mise au point et que les pilotes auront un certain entraînement, ces derniers augmentent considérablement leurs chances de toucher le but, par rapport aux premiers essais. Nous devrions immédiatement nous procurer une grande quantité de bombes factices et faire subir à un groupe de pilotes d'élite un entraînement intense contre des objectifs au sol. Si les progrès attendus sont effectivement réalisés, nous devrions examiner immédiatement la possibilité d'envoyer prochainement par la Méditerranée sur un navire de guerre des quantités suffisantes de ces bombes ainsi que les pilotes qui se seront exercés avec les bombes factices. Il serait peut-être également intéressant de voir si les Russes pourraient se mettre rapidement à fabriquer ces bombes, auquel cas nous leur communiquerions tous les détails.

(Pour exécution ce jour même.)

27 juillet 1941.

*Premier Ministre à ministre de la Production
et à chef d'état-major impérial.*

1^o Nous devrions de temps en temps essayer de songer à l'avenir. Des chars allemands armés de pièces de 6 (1) ont fait leur apparition

(1) Pièces tirant des projectiles de 6 livres et dont le calibre est d'environ 76 mm (N. du T.)

en Libye ; je suppose que nous aurions tout de même pu, avec un peu de bon sens, imaginer que l'ennemi allait faire quelque chose pour démolir le char d'accompagnement du type ordinaire. Il avait pris les Italiens au dépourvu à Bardia, etc... Les Allemands avaient entre les mains des spécimens pris à Dunkerque, ils avaient également quelques chars moyens ; il ne leur était donc pas difficile de préparer des armes capables de venir à bout de nos chars.

2^o J'essaie, pour le moment, de penser à l'avenir ; en ce qui nous concerne, je voudrais que nous eussions des troupes alpines formées pour la Norvège, et que nous fussions en mesure de surprendre l'ennemi en Libye avec nos chars. Tout le monde se fait aussitôt tirer l'oreille, de telle sorte que, dans trois ou quatre mois, si nous voulons passer à l'action, nous nous heurterons, comme d'habitude, à une impossibilité absolue. Nous devrions être capables d'aligner d'ici janvier ou, au plus tard, d'ici février, au moins 100 chars du type A 22 équipés pour le désert. Il est nécessaire, à cet effet, d'en avoir terminé avec tous les aménagements de détail qu'exige une campagne dans le désert. Pourquoi ne les mènerait-on pas de front avec les derniers perfectionnements que l'on est en train d'apporter au char lui-même ? Nos militaires d'Égypte ne voudront jamais croire que le char est équipé pour le désert à moins de l'avoir essayé sur le terrain. Les différents perfectionnements mis au point dans la métropole peuvent être envoyés là-bas par avion, ou expliqués par télégramme. Au lieu de cela, nous devons attendre le début de 1942 et envoyer ensuite deux chars en Égypte ; on va alors les flairer, en faire l'essai, et les autorités du Nil y trouveront encore toute une quantité de défauts.

3^o Voici ce que j'ai demandé : que deux de ces chars partent dès maintenant avec un certain nombre de spécialistes et de pièces de rechange ; que ces hommes soient tenus soigneusement au courant des perfectionnements réalisés ici et qu'en même temps ils s'occupent de la question des aménagements « pour utilisation dans le désert », et nous fassent connaître le résultat de toute amélioration à laquelle ils procèdent. J'aurais volontiers accepté que ce double processus se déroulât dans la métropole, mais si cela doit durer ici de toute manière jusqu'en 1942 et qu'ensuite il faille tout recommencer au Moyen-Orient, j'ai bien l'impression que ma première idée était la bonne.

Apportez-moi, je vous prie, votre concours dans cette affaire.

Où pense-t-on que ces chars combattront au printemps de 1942, en dehors du Moyen-Orient ?

Ces deux chars « Churchill » furent embarqués à destination du Moyen-Orient à la fin de septembre, et arrivèrent le 12 décembre. Le général Auchinleck avait promis de s'occuper personnellement de leurs essais dans le désert, et c'est pourquoi ce fut un coup pour moi lorsque je reçus de lui, le 25, le télégramme suivant :

Ces véhicules ont été placés dans le coffre avant, sans avoir été bâchés, ni verrouillés. Les chars ont, par suite, été exposés à l'eau de mer et, à l'arrivée, ils avaient l'un et l'autre de l'eau sur leurs planchers et présentaient des traces de rouille jusqu'à une hauteur de 9 pouces sur les cloisons.

Des dommages considérables ont été causés aux appareils électriques et

de radio, exigeant un examen de quinze jours par des spécialistes avant que les chars soient en état de marche. Méthodes d'expédition et d'arrimage tout à fait défectueuses. Tous les chars américains sont expédiés avec tous les orifices et les fentes des portes bouchés avec de la toile collante...

Je priai immédiatement M. le juge Singleton d'ouvrir une enquête. Le 10 mars 1942, il me communiquait : « L'affaire révèle une stupéfiante incurie. » Les chars avaient été chargés à même le pont avec leurs portes non verrouillées et sans avoir été graissés ni même recouverts de toiles imperméables. « Les dégâts, disait-il, proviennent de ce que (les chars) n'ont pas été préparés pour l'embarquement de la manière habituelle. On aurait pu éviter — et en fait on aurait évité — de nombreux dégâts si les deux monteurs avaient accompagné les chars. » Or, c'était précisément ce que lord Beaverbrook et moi-même avions recommandé de faire et ce que le ministère de la Guerre avait ordonné. M. le juge Singleton dit qu'il était difficile de trouver un responsable, attendu que le général qui avait la charge de cette affaire au ministère de la Guerre, était mort. Il continuait en ces termes :

Les dispositions qui avaient été prises ont été modifiées dans des circonstances quelque peu étranges et difficilement explicables. L'administrateur délégué de la fabrique et le général de division se rencontrèrent le 15 septembre, au cours d'un déjeuner au Savoy, et le premier demanda s'il ne serait pas possible d'envoyer ses monteurs au Moyen-Orient par avion, car ils pourraient être employés utilement, et se tenir au courant des perfectionnements. Le général invita alors le ministre de la Production à prendre des dispositions pour que les deux hommes prennent l'avion pour le Moyen-Orient au lieu de perdre plusieurs semaines à bord d'un bateau.

Aucun délégué de la fabrique n'assista même à l'embarquement des chars. L'officier chargé du matériel dans le port ne mit les pieds ni dans l'un ni dans l'autre et ne savait rien de l'état où ils se trouvaient. Son sergent, secrétaire d'état-major, entra dans l'un d'eux et remarqua qu'il n'était pas bien « graissé », mais n'en rendit compte à personne. Mais lorsque l'enquête fut terminée, la guerre avait, dans l'intervalle, suivi son cours, et, le 1^{er} juin 1942, j'envoyai une note au général Ismay :

Hélas ! j'ai trop à faire, je ne peux pourchasser ces lapins comme ils le méritent, et aucun autre que moi ne fera quoi que ce soit.

(Pour exécution ce jour même.)

21 octobre 1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Veillez vérifier et me préciser les points suivants pour la réunion de ce soir :

1^o Des éclaircissements sont nécessaires au sujet des télégrammes du Moyen-Orient. Le général Auchinleck dit que les 150 chars qu'il attendait pour septembre ne sont *arrivés* que du 4 au 14 octobre. En fait, ils sont arrivés le 2 octobre, soit seulement un jour plus tard qu'il les attendait. Le déchargement de tous ces chars a demandé douze jours. Qu'est-ce qui leur est arrivé ensuite? On nous dit qu'on avait dû les démonter pour les rendre aptes aux opérations dans le désert et renforcer leurs essieux avant. Nous savons maintenant que ce n'était pas nécessaire en ce qui concerne les essieux et que les aménagements exigés pour des opérations dans le désert auraient pu être exécutés dans les unités en un jour ou deux. Mais nous ignorons ce qu'on a fait au Moyen-Orient. Est-ce qu'ils ont, en réalité, déjà mis ces chars en pièces détachées et commencé à renforcer les essieux? Dans ce cas, il est possible que le délai de trois semaines dont ils parlent soit inévitable, alors même que l'opération n'était pas nécessaire. Comment se fait-il que personne ne soit parti avec les chars pour dire aux gens de là-bas ce qu'il en était?

2^o Il ressort d'autres discussions et télégrammes qu'une brigade ou une division blindée dotée de nouveaux véhicules a besoin d'un délai d'un mois afin de pouvoir procéder à des exercices de tir et des manœuvres combinées. Jusqu'à quel point cela s'applique-t-il à la 22^e brigade blindée, qui, avant son départ, avait subi un entraînement complet avec ces mêmes chars? Je suppose que ses chefs diront qu'elle a besoin d'un peu d'expérience supplémentaire du désert, ce qui paraît raisonnable.

3^o Mais si le débarquement des 150 chars n'a été terminé que le 14 octobre, et qu'il faille ensuite trois semaines pour les adapter aux opérations dans le désert, cela nous mènerait jusqu'au 7 novembre. Que devient alors le mois — ou la période peut-être un peu plus courte — nécessaire pour que la troupe les prenne bien en main et manœuvre avec eux dans le désert sous la direction de ses chefs? L'histoire qu'on nous a racontée, telle qu'elle a été maintenant reconstituée, ne tient pas debout, même dans sa version remaniée. Nous devons nous efforcer de découvrir : 1^o ce qui a été fait, ou est fait, actuellement dans le domaine mécanique et dans quel état se trouve présentement chacun des 150 chars ; 2^o quels changements seront apportés au traitement qu'on leur fait subir à la suite du télégramme du ministère de la Guerre au sujet des essieux, et s'il sera possible de réduire le délai ; 3^o où en est l'entraînement dans le désert de la 22^e brigade blindée.

Mettez-moi de l'ordre dans tout cela et rédigez-moi le télégramme nécessaire pour que je l'examine ce soir.

24 novembre 1941.

Premier Ministre à général Ismay.

Faites-moi parvenir votre rapport complet concernant le restant de la 1^{re} division blindée. Quand est-il arrivé et dans quel état sont ses chars? Dans quelle mesure sont-ils aptes à des opérations dans le désert? Comment sont leurs essieux? A quel stade de leur entraînement en sont-ils? Peut-on faire quelque chose pour presser le mouvement ou pour accélérer leur déchargement?

Je publie ces détails afin de montrer combien il est difficile d'obtenir ce qu'on veut, même lorsqu'on a un pouvoir étendu, une idée claire des besoins, et des collaborateurs pleins de bonne volonté.

ANNEXE G

DIRECTIVES ET NOTES DE SERVICE NAVALES

Mars - décembre 1941.

PROGRAMMES DE CONSTRUCTIONS NAVALES

La puissance de feu de nos nouveaux cuirassés m'a toujours profondément intéressé. Dans le tome I, j'ai résumé mes discussions avec l'Amirauté en 1937, lorsque le plan de la classe *King George V* fut remis à l'étude (1). Les pièces de ces cinq navires étaient, à mon avis, infiniment trop faibles. Les quatre navires de la classe *Lion* qui devaient les suivre étaient destinés à porter le canon de 16 pouces, et les deux premiers avaient effectivement été mis en chantier avant la déclaration de guerre, mais tous les travaux avaient été arrêtés en octobre 1939. Je revins sur ce sujet dans ma directive du 27 mars 1941, où j'exposais mes idées générales sur notre futur programme de constructions navales, à la lumière des nombreux autres engagements pressants qui réclamaient notre attention.

PROGRAMME NAVAL, 1941.

27 mars 1941.

Directive du ministre de la Défense nationale.

Les programmes navals se sont succédé sans interruption depuis le début de la guerre, toutes les cales étant réoccupées à mesure qu'elles sont évacuées. Il est cependant opportun à cette époque de l'année que l'Amirauté fasse connaître ses besoins actuels de constructions

(1) Cf. T. I, l. I, chap. ix.

neuves sur une liste d'ensemble et obtienne la sanction du Cabinet pour ses projets.

2° Il est hors de doute que la construction de petites unités destinées à la guerre antisous-marine, au dragage des mines, au combat contre le vedettes rapides et aux débarquements en force, devrait s'intensifier jusqu'à la limite de nos ressources. Il est essentiel cependant que l'ensemble de ce programme de petites unités soit régi par les trois principes suivants : simplicité de dessin, rapidité de construction, plus grand nombre possible d'unités. La construction d'un destroyer ne devrait en aucun cas excéder quinze mois. Je tiens du lord Contrôleur que, sauf action ennemie ou grèves, il peut garantir ce délai en ce qui concerne les 40 unités actuellement projetées.

3° Nous ne pouvons, à l'heure actuelle, envisager aucune mise en chantier de navires lourds qui ne seraient pas achevés en 1942. Cela exclut la poursuite des travaux sur le *Lion* et le *Temeraire* ainsi que la mise en chantier du *Conqueror* et du *Thunderer*. Il est de ce fait également impossible de commencer les quatre croiseurs lourds envisagés au programme de 1940. Les travaux se borneront donc à l'achèvement des trois derniers cuirassés de la classe *King George V* et à la construction des trois croiseurs légers du programme de 1941, qui tous, estime-t-on, pourront être achevés avant la fin de 1942. Un monitor supplémentaire, pour lequel il existe déjà des canons, pourra également être achevé avant la fin de 1942.

4° La nécessité de concentrer la main-d'œuvre sur les réparations aux navires de commerce et aux navires de guerre rend impossible la mise en chantier de nouveaux porte-avions après que les *Victorious*, *Indomitable* et *Indefatigable* auront été achevés. Au reste ces nouveaux porte-avions ne pourraient en aucun cas être prêts avant 1944.

5° Les besoins de la marine en tôles de blindage pourront être conciliés, sur la base de ce qui précède, avec ceux du programme de chars de l'armée, et pourront être limités à 16 500 tonnes en 1941 et à 25 000 tonnes en 1942. Il n'y a nul besoin, à l'heure actuelle, de monter une nouvelle usine pour tôles de blindage.

6° L'unique exception aux principes ci-dessus est le *Vanguard*, qui pourra être achevé en 1943, et qui est, de toutes manières, le seul navire de ligne que nous puissions obtenir avant 1945. Étant donné que nous avons déjà les canons et les tourelles destinés au *Vanguard*, il est éminemment souhaitable que la construction du navire lui-même puisse être poussée, à condition que cela puisse se faire dans les limites du programme de tôles de blindage fixé au § 5.

7° Rien de ce qui précède ne devrait ralentir les travaux des bureaux d'étude en ce qui concerne les navires ajournés, y compris surtout le nouveau porte-avions.

8° Étant donnée la nécessité d'affecter une plus forte proportion de la main-d'œuvre aux réparations, la construction de navires de commerce neufs pourra être réduite de 1 250 000 tonnes, objectif actuel, à 1 100 000 tonnes en 1942, et nous ne devrions pas, pour le moment, poursuivre la construction de navires de commerce qui ne seraient pas achevés à la fin de 1941. C'est vers les chantiers américains que nous devons nous tourner pour obtenir de l'aide en 1942.

9° L'ensemble de la construction de nos navires lourds sera reconsidéré, le 1^{er} septembre 1941, à la lumière :

a) de la bataille de l'Atlantique ;

b) de l'attitude des États-Unis à l'égard de la guerre.

16 août 1941.

*Premier Ministre à Premier Lord,
Premier Lord de la Mer et lord Contrôleur.*

1^o Je m'intéresse vivement aux plans proposés pour le *Lion* et le *Temeraire*. Renseignez-moi sur le point exact atteint dans la construction générale et dans les dessins.

2^o Il est extrêmement important de ne pas reproduire dans ces deux navires les erreurs qui sont manifestes dans les cinq *King George V*, à savoir :

a) la substitution du calibre de 14 pouces à celui de 15 pouces qui avait fait ses preuves ;

b) le défigurement de la structure par l'installation d'un aérodrome au beau milieu du navire. A seule fin de disposer d'une couple d'avions de qualité médiocre, on a rejeté tout le principe du réduit, si bien illustré dans le *Nelson* et le *Rodney*.

Cet espace de 40 pieds environ au milieu du navire nécessite un lourd blindage de cette partie vitale, qui constitue un handicap du fait qu'il conduit à cuirasser moins fortement d'autres sections qui s'étendent aussi loin que possible vers l'avant et l'arrière. C'est peut-être 1 000 ou 1 500 tonnes de blindage qui sont ainsi mal placées du fait de cet hiatus dans le réduit du navire.

3^o Je crois savoir — et j'espère — que le *Lion* et le *Temeraire* porteront neuf canons de 16 pouces en trois tourelles triples, avec six canons tirant vers l'avant à champ dégagé, et la tourelle arrière reportée le plus à l'avant possible. Ces trois tourelles devraient être rapprochées le plus possible, de manière à former ce réduit central, comprenant les cheminées et la tour de contrôle, et couvrant, par les tourelles elles-mêmes et le blindage le plus épais, les soutes à munitions et les compartiments vitaux de la machinerie. Si cela était réalisé, il serait possible de prévoir un pont blindé de 6 pouces en carapace de tortue au-dessous de la flottaison, prolongé très loin vers l'avant, si possible jusqu'à l'étrave, ce qui garantirait ainsi la vitesse du navire contre tout dégât à l'étrave.

4^o Bien que la possibilité de faire décoller deux avions du pont d'un cuirassé ait semblé constituer un grand progrès, le prix payé au détriment du reste de la structure a été, tout compte fait, excessif. Il serait peut-être possible, toutefois, dans un navire équipé d'un réduit du modèle indiqué, de prévoir le lancement d'un ou deux avions de la plage arrière, mais cela ne justifierait aucun sacrifice sérieux dans la structure. Un navire de ligne de l'importance du *Lion* et du *Temeraire* doit obligatoirement être accompagné d'un porte-avions, ou tout au moins d'un croiseur capable de catapulter un avion. On ne doit sous aucun prétexte l'abîmer à seule fin de lui faire porter des avions.

5^o Je serais très heureux de voir pousser l'étude de ces deux navires au delà du programme actuellement approuvé. Cependant, avant de prendre une décision définitive en ce qui concerne les plans, on devrait réunir une conférence d'un certain nombre d'officiers de marine, y compris l'ancien et le nouveau commandant en chef qui ont servi sur le *King George V* ou le *Prince of Wales*. Le projet très réussi de

l'Arethusa a pris naissance à la suite d'une conférence des amiraux réunie, sur mon initiative, pendant l'hiver de 1911.

Veuillez me faire connaître votre opinion.

Le Premier Lord de la Mer me confirma que ces navires seraient armés de 9 canons de 16 pouces en trois tourelles triples, et que les commandants en chef avaient été consultés au sujet des plans. Il soutenait que les hangars à avions n'affaiblissaient pas le réduit de la classe *King George V*. Ce réduit devait assurer en même temps la protection des chambres de machines, qui étaient considérablement plus étendues sur ces navires que sur ceux de la classe *Nelson*.

L'éventualité de la reprise des travaux sur le *Lion* et le *Teme-raire* fut étudiée avec soin, mais elle fut finalement repoussée pour les raisons suivantes :

a) La construction des tourelles compromettrait la production du matériel antiaérien et des plates-formes de canons de défense côtière.

b) Les demandes de tôles de blindage seraient incompatibles avec la production de chars.

c) La construction de ces navires drainerait d'une façon prohibitive la main-d'œuvre des chantiers navals.

Ce qui emporta finalement la décision fut le fait qu'il n'y avait aucune chance raisonnable d'achever ces navires avant la fin de la guerre. La commande fut donc annulée.

J'étais anxieux de savoir comment notre classe *King George V* se comportait à côté des cuirassés américains de la même époque.

1^{er} septembre 1941.

Premier Ministre à Premier Lord de la Mer.

Je ne peux m'empêcher de regretter amèrement que nous n'ayons pas les tourelles triples de 16 pouces sur les cinq navires de la classe *King George V*. Regret purement platonique et nécessairement sans effet. Néanmoins, n'ayant cessé de réfléchir à ces questions depuis trente ans, j'aimerais connaître ce que l'on sait à l'Amirauté des cuirassés américains contemporains des *King George V*. L'amiral Stark m'a dit qu'ils avaient trois tourelles triples de 16 pouces. Quand je lui ai demandé si l'on n'avait pas dépassé la limite de 35 000 tonnes, il a répondu : « Non, mais on a renoncé à la marge de 500 tonnes pour virer et pour haler. »

Je vous serais obligé de me communiquer les caractéristiques de ces navires américains dans la mesure où vous en avez connaissance à l'Amirauté.

Faites-moi également connaître la solution qu'ils ont adoptée au sujet du logement des avions embarqués, ainsi que tous les avantages que possèdent les *King George V* quant à la conception et à l'efficacité, en compensation de l'infériorité de leur puissance de feu...

Le Premier Lord de la Mer répondit que le navire américain équivalent (U. S. S. *North-Carolina*) avait un armement principal plus important, mais un armement secondaire un peu plus faible. Le cuirassé britannique avait un blindage un peu plus épais, et une vitesse légèrement supérieure. Il préférerait, quant à lui, la méthode britannique, consistant à porter deux avions dans des hangars au milieu du navire, à la pratique américaine consistant à installer deux catapultes à découvert sur la plage arrière. La discussion se poursuivit dans ma note de service du 22 septembre et la réponse du Premier Lord de la Mer, en date du 2 octobre.

22 septembre 1941.

*Premier Ministre à Premier Lord de la Mer,
à lord Contrôleur et à directeur des Constructions navales.*

COMPARAISON ENTRE LE NAVIRE AMÉRICAIN « NORTH CAROLINA »
ET LE NAVIRE BRITANNIQUE « KING GEORGES V »

1^o Étant un partisan convaincu des navires forts de côté, je suis naturellement très satisfait des 1 370 tonnes de blindage que nous avons en plus, et des 790 autres tonnes supplémentaires dans le poids de la coque. La cuirasse de ceinture plus basse et l'étrave renforcée sont de bonnes choses. On doit être très satisfait quand on peut, comme cela a été le cas, combiner ces caractéristiques avec une vitesse supérieure. Je ne suis néanmoins toujours pas convaincu que l'allongement du réduit, résultant du fait qu'on a intercalé l'aérodrome au milieu du navire et non à l'arrière, n'a pas absorbé une grande quantité de ce beau blindage, sans avantage pour le principe du « réduit », sur lequel repose la puissance de combat aussi bien que la flottaison. J'aimerais m'étendre davantage sur ce point dans d'autres notes.

2^o Notre navire est plus long, plus étroit, et plus profond que l'américain. Je suppose que cela contribue à sa vitesse.

3^o Nous avons dépassé de 1 750 tonnes la limite imposée par le traité, tandis que les Américains avec les canons de 16 pouces, ou bien sont restés dans les limites fixées, ou ne les dépassent que de 200 tonnes. Cela peut-il être vrai?

Il y a autant d'arguments en faveur de 20 canons de D. C. A. de 5 pouces et d'un armement secondaire, qu'en faveur de 16 canons de 5,25 pouces; en fait, certains préféreraient des emplacements de canons plus nombreux pour pouvoir faire face à des attaques aériennes multiples.

5^o C'est lorsqu'on en vient à comparer 9 pièces de 16 pouces avec 10 pièces de 14 pouces qu'on a le cœur serré, ou du moins qu'on devrait l'avoir. Neuf pièces de 16 pouces à raison de 2 700 livres par coup, font au total 24 300 livres. Dix pièces de 14 pouces, à 1 590 livres par coup font 15 900 livres. Différence : 8 400 par bordée.

6^o Il est intéressant de noter que les Allemands ont adopté sur le *Bismarck* 4 tourelles de deux pièces de 15 pouces, tandis que nous sommes passés à l'autre extrême : 3 tourelles, dont deux de 4 pièces,

mais d'un calibre plus petit. Les Américains, qui ont adopté la solution intermédiaire, ont peut-être trouvé le juste milieu, tout en réalisant le maximum de puissance de feu.

2 octobre 1941.

Premier Lord de la Mer à Premier Ministre.

Ci-joint quelques nouvelles observations se rapportant, paragraphe par paragraphe, aux questions que vous avez soulevées.

LE NAVIRE AMÉRICAIN « NORTH CAROLINA »
ET LE CUIRASSÉ BRITANNIQUE « KING GEORGES V »

1^o Le plan adopté sur le *King George V* où l'espace réservé aux avions se trouve au milieu du navire, a été repris pour le *Lion* et le *Temeraire*. Cet espace, de 55 pieds de long, donne l'impression d'un hiatus, mais en fait il n'entraîne aucune solution de continuité dans le réduit, au-dessous du pont blindé. L'espace compris entre l'extrémité avant de la tourelle « A » et la partie arrière de la tourelle « Y » est entièrement occupé par des soutes à munitions, des soutes à obus, et les machines du navire, toutes choses qui doivent être protégées par un épais blindage. Si l'on déplaçait les avions, on ne pourrait pas récupérer le moindre blindage pour en disposer ailleurs.

2^o Ce point est confirmé.

3^o En ce qui concerne le *King George V*, nous sommes partis avec l'intention de construire un navire d'un déplacement normal de 35 000 tonnes, mais certaines choses ont été ajoutées en cours de construction et on ne s'en est pas toujours tenu aux poids figurant dans le projet (en particulier pour l'artillerie). C'est ce qui explique les 1750 tonnes de dépassement accusées par le navire à sa sortie des chantiers.

Il se peut que le navire américain ait également dépassé la limite de poids. Mais si nous voulions adopter l'échantillon de coque dont il est question, ainsi que le blindage du navire américain, nous pensons que nous pourrions construire un navire ayant un déplacement normal de 35 200 tonnes.

4^o C'est aux dépens des pièces de D. C. A. à faible portée qu'on a augmenté le nombre des canons de 5 pouces sur le navire américain.

5^o Je suis d'accord dans l'ensemble. Le *King George V* devait avoir 12 pièces de 14 pouces, mais on renonça à deux de ces pièces pour augmenter le blindage. Il est probable que la cadence de tir des pièces de 14 pouces est légèrement plus élevée.

6^o On estime le déplacement normal du *Bismarck* à 41 150 tonnes. Il semblerait que, dès qu'ils ont pu mettre en chantier un navire qui fût véritablement à leur goût, avec des pièces de 16 pouces, les Américains sont allés jusqu'à 45 000 tonnes, dans la classe *Iowa*.

ANNEXE H

NOMINATIONS MINISTÉRIELLES POUR L'ANNÉE 1941

(Les noms des membres du Cabinet de guerre sont marqués d'un astérisque.)

Premier Ministre et Premier Lord de la Trésorerie (1), ministre de la Défense nationale :

* M. WINSTON S. CHURCHILL.

Premier Lord de l'Amirauté :

M. A. V. ALEXANDER.

Ministre de l'Agriculture et des Pêcheries :

M. R. S. HUDSON.

Secrétaire d'État à l'Air :

SIR ARCHIBALD SINCLAIR.

Ministre de la Production aéronautique :

a) * Lord BEAVERBROOK,

b) Lieutenant-colonel J. T. C. MOORE-BRABAZON (nommé le 1^{er} mai).

Secrétaire d'État pour la Birmanie :

M. L. S. AMERY.

Secrétaire d'État aux Colonies :

a) Lord LLOYD (jusqu'au 4 février),

b) Lord MOYNE (nommé le 8 février).

Secrétaire d'État aux Dominions :

Vicomte CRANBORNE.

Ministre de l'Économie de guerre :

M. Hugh Dalton.

Ministre de l'Éducation nationale :

a) M. HERWALD RAMSBOTHAM,

b) M. R. A. BUTLER (nommé le 20 juillet).

Chancelier de l'Échiquier :

* SIR H. KINGSLEY WOOD.

(1) Président du Conseil. (N. du T.)

Ministre du Ravitaillement :

LORD WOOLTON.

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères :

* M. ANTHONY EDEN.

Ministre de la Santé publique :

a) M. MALCOLM J. MACDONALD,

b) M. A. E. BROWN (nommé le 8 février).

Secrétaire d'État à l'Intérieur, ministre de la Sécurité nationale :

M. HERBERT S. MORRISON.

Secrétaire d'État pour les Indes :

M. L. S. AMERY.

Ministre de l'Information :

a) M. A. DUFF COOPER,

b) M. BRENDAN BRACKEN (nommé le 20 juillet).

Ministre du Travail et du Service national :

* M. ERNEST BEVIN.

Chancelier du duché de Lancastre :

a) LORD HANKEY,

b) M. A. DUFF COOPER (nommé le 20 juillet).

CONSEILLERS JURIDIQUES DE LA COURONNE

Attorney général :

SIR DONALD SOMERVELL.

Procureur général pour l'Écosse :

a) M. T. M. COOPER,

b) M. J. S. C. REID (nommé le 6 juin).

Avocat général :

SIR WILLIAM JOWITT.

Avocat général pour l'Écosse :

a) M. J. S. C. REID,

b) SIR DAVID KING MURRAY (nommé le 6 juin).

Lord grand Chancelier :

Vicomte SIMON.

Lord Président du Conseil privé :

* SIR JOHN ANDERSON.

Lord du Sceau privé :

* M. CLEMENT R. ATTLEE.

Ministre d'État résidant au Moyen-Orient :

* M. Oliver Lyttelton (nommé le 1^{er} juillet).

Ministre d'État :

* LORD BEAVERBROOK (du 1^{er} mai au 29 juin).

Ministre sans portefeuille :

* M. ARTHUR GREENWOOD.

Trésorier payeur général :

- a) Vicomte CRANBORNE,
- b) Lord HANKEY (nommé le 20 juillet).

Ministre des Pensions :

Sir WALTER WOMERSLEY.

Ministre des P. T. T. :

M. W. S. MORRISON.

Secrétaire d'État pour l'Écosse :

- a) M. A. E. BROWN,
- b) M. THOMAS JOHNSTON (nommé le 8 février).

Ministre de la Marine marchande (1) :

M. R. H. CROSS (a démissionné le 1^{er} mai).

Ministre de la Production :

- a) Sir ANDREW DUNCAN,
- b) * Lord BEAVERBROOK (nommé le 29 juin).

Ministre du Commerce :

- a) M. OLIVER LYTTELTON,
- b) Sir ANDREW DUNCAN (nommé le 29 juin).

Ministre des Transports (1) :

Lieutenant-colonel J. T. C. MOORE-BRABAZON (a démissionné le 1^{er} mai).

Secrétaire d'État à la Guerre :

Capitaine H. D. R. MARGESSON.

Ministre des Transports de guerre (1) :

Lord LEATHERS (nommé le 1^{er} mai).

Ministre des Travaux publics :

Lord REITH.

(1) Les portefeuilles de ministre des Transports et de ministre de la Marine marchande furent fusionnés, et un nouveau portefeuille de ministre des Transports de guerre fut créé le 1^{er} mai 1941.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

- 1 Mitrailage d'une tête de pont par des soldats allemands. (*Atlantic*)
- 2 Matériel russe abandonné. (*B. N. Estampes*)
- 3 Patrouille allemande sur le Dniepr. (*Presse Bild Zentrale*)
- 4 Eclaireurs allemands. (*B. N. Estampes*)
- 5 Prisonniers russes près de Smolensk. (*Scherl*)
- 6 Attaque de fantassins allemands. (*Weltbild*)
- 7 Retraite allemande après la bataille de Moscou, décembre 1941. (*Novosti, Moscou*)
- 8 Attaque d'un train blindé soviétique. (*B. N. Estampes*)
- 9 Découverte des corps de 7000 Russes fusillés par les Allemands près de Kertch. (*Novosti, Moscou*)
- 10 Bombes sur Malte. (*Ullstein, Berlin*)
- 11 Artillerie allemande en Roumanie. (*Ullstein*)
- 12 Bombardiers allemands au-dessus de Malte. (*Ullstein*)
- 13 Les Anglais occupent en Perse les plus importantes raffineries de pétrole. (*Ullstein*)
- 14 A Malte, fumée des réservoirs incendiés par les bombardements. (*Ullstein*)
- 15 Explosion d'une bombe près d'un char anglais. (*War Museum*)
- 16 Avance des fantassins anglais. A l'horizon explosent les mines sur lesquelles est venu s'échouer un autre groupe. (*War Museum*)
- 17 Explosion de mines. (*War Museum*)
- 18 La brigade polonaise avance vers Tobrouk. (*War Museum*)
- 19 Prisonniers anglais à Tobrouk. (*Presse Bild Zentrale*)
- 20 Sentinelles anglaises sur la côte. (*War Museum*)
- 21 Campement allemand. (*Hoffmann*)
- 22 Patrouille de blindés allemands. (*B. N. Estampes*)

- 23 Mécaniciens de chars allemands à Tobrouk. (*Scherl*)
- 24 Avion allemand camouflé. (*Safara*)
- 25 Attaque anglaise. (*War Museum*)
- 26 Reddition d'un groupe d'Allemands et d'Italiens. (*War Museum*)
- 27 Attaque d'un convoi anglais: un cargo brûle. (*War Museum*)
- 28 Naufrage d'un cargo torpillé. (*Atlantic*)
- 29 Panorama d'une bataille aéronavale: attaque de navires par bombardiers et attaque des bombardiers par des chasseurs ennemis. (*Photographie véritable. War Museum*)
- 30 Un avion allemand s'écrase au sol dans le désert de Libye. (*War Museum*)
- 31 Naufrage du porte-avions "Ark Royal". Un destroyer recueille des survivants. (*War Museum*)
- 32 Pearl Harbor: naufrage du cuirassé "Arizona". (*Centre Culturel Américain*)
- 33 Le port au soir, 7 décembre 1941. (*Centre Culturel Américain*)
- 34 Pearl Harbor: explosions dans la nuit. (*Centre Culturel Américain*)
- 35 Bateaux-pompes en action, 7 décembre 1941. (*Centre Culturel Américain*)
- 36 En Malaisie, un Japonais traverse un pont de lianes. (*Fulgur*)
- 37 Débarquement japonais en Malaisie. (*Fulgur*)
- 38 Porte-avions japonais dans le Pacifique. (*Centre Culturel Américain*)
- 39 Sir Winston Churchill en 1941. (*Centre Culturel Américain*)
- 40 Roosevelt signe la déclaration de guerre au Japon. (*Centre Culturel Américain*)
- 41 M. Molotov. (*Centre Culturel Américain*)
- 42 M. Menzies, Premier ministre australien. (*Keystone*)

TABLE DES CARTES

	Pages
Attaque de la Russie par les Allemands	24-25
Opérations en Perse	110
La Cyrénaïque	191
Dispositif ennemi le 18 novembre (phase initiale 18-19 novembre)	193
Première bataille de Sidi Rezeg	196
Attaque de Rommel, 24-28 novembre. Deuxième bataille de Sidi Rezeg, 29-30 novembre	206
Mer de Chine méridionale	216-217
La Malaisie	256

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

NOTRE ALLIÉ SOVIÉTIQUE

Le plan de Hitler pour l'invasion de la Russie. — Les exigences soviétiques envers la Grande-Bretagne. — « Un second front tout de suite. » — Les Russes ignorent tout de la guerre amphibie. — Je m'adresse à Staline. — Une mission militaire part pour Moscou. — Contacts entre nos marines. — Proposition d'une alliance de guerre. — Staline insiste pour la création d'un second front. — Nous lui faisons une réponse mesurée. — Nos efforts pour ravitailler l'armée russe. — Dix mille tonnes de caoutchouc. — Vaines tentatives pour établir des relations amicales avec Staline. — Les progrès de l'attaque allemande. — L'attitude de la Russie envers la Pologne. — Notre point de vue. — La Russie constitue tout d'abord un fardeau pour nous 1

CHAPITRE II

UN TEMPS D'ARRÊT EN AFRIQUE : LA DÉFENSE DE TOBROUK

Le général Auchinleck prend le commandement le 2 juillet. — Nécessité d'une offensive dans le désert de Libye. — Mon télégramme du 6 juillet. — Demandes exorbitantes d'Auchinleck. — Les divisions « britanniques ». — Un délai de quatre mois et demi. — Inquiétudes injustifiées pour le flanc nord. — Le télégramme des chefs d'état-major en date du 19 juillet. — Mon télégramme de la même date. — Réponse assez sèche d'Auchinleck, le 23 juillet. — Il vient à Londres. — Je ne suis pas convaincu, mais je donne mon accord. — Jugement allemand sur la situation de Rommel et les perspectives en Afrique du Nord. — M. Menzies rentre en Australie. — Nos divergences d'opinion sur la constitution du Cabinet de guerre. — Chute de M. Menzies. — Je lui télégraphie. — Rapports avec le gouvernement de M. Fadden. — Le retrait des divisions australiennes de

Tobrouk est réclamé. — Relève d'une brigade australienne. — Les Australiens insistent pour obtenir une relève totale. — Mon télégramme du 17 septembre au général Auchinleck. — Il menace de démissionner. — Nouveaux appels à M. Fadden. — Refus. — Chute du gouvernement de M. Fadden. — Le parti travailliste de M. Curtin prend le pouvoir. — Nouvel appel au sujet de Tobrouk. — Nouveaux refus. — Nous satisfaisons aux demandes australiennes. — Pertes sensibles au cours de la relève. — L'œuvre de la marine royale dans la défense de Tobrouk 19

CHAPITRE III

MA RENCONTRE AVEC ROOSEVELT

Divergences d'opinions dans notre cercle. — Le problème de l'invasion en 1941. — La note de sir John Dill en date du 6 mai. — Effectifs et état de nos forces blindées dans la métropole. — Nouveaux motifs d'inquiétude. — Ma réponse du 13 mai. — Mon avis prévaut. — Deuxième visite de Harry Hopkins. — Inquiétudes américaines au sujet de l'invasion et doutes sur nos possibilités de conserver le Moyen-Orient. — Notre conférence du 24 juillet. — Opinions des officiers américains — La solidarité britannique. — Singapour ou Le Caire? — Mission de M. Duff Cooper en Extrême-Orient. — Nous pensons à installer un ministre d'État à Singapour comme au Caire. — Pression sur le Japon. — Projet pour me rencontrer avec le Président à Terre-Neuve. — La mission de Hopkins à Moscou. — Un agréable voyage. — Arrivée du *Prince of Wales* au rendez-vous. — Rencontres avec le Président. — Une matinée dominicale, le 10 août 46

CHAPITRE IV

LA CHARTE DE L'ATLANTIQUE

Je présente la première rédaction de la Charte de l'Atlantique. — Les modifications proposées par le Président. — Nos discussions du 11. — Nécessité de sauvegarder la clause préférentielle à l'intérieur de l'Empire. — Mes rapports du 11 août au ministère des Affaires étrangères et au Cabinet. — Le Cabinet répond aussitôt. — Les îles de l'Atlantique. — Nous mettons au point une politique commune à l'égard du Japon. — Forme définitive de la Charte de l'Atlantique. — Message anglo-américain à Staline. — Mon mémorandum sur les fournitures américaines. — M. Purvis est tué dans un accident d'aviation. — Rapport du 12 août au Cabinet. — Félicitations du Roi et du Cabinet. — Rapport du Premier Ministre d'Australie. — Voyage en Islande. — Je rentre à Londres le 19 août 61

CHAPITRE V

L'AIDE A LA RUSSIE

La bravoure russe et l'approche de l'hiver. — Lord Beaverbrook se fait le champion de l'aide à la Russie. — Nos sacrifices en matériel

de guerre vital. — La mission Beaverbrook-Harriman. — Ma lettre du 29 août à Staline. — Sa réponse. — Entretien avec l'ambassadeur Maisky. — Le ton s'élève. — Ma réponse à Staline. — Je fais part de mes inquiétudes à Roosevelt. — Lettre du 5 septembre à sir Stafford Cripps. — Nouveau message de Staline. — Une proposition ahurissante. — Ma réponse. — Lord Beaverbrook part pour Arkhangelsk à bord du *London*. — Ma lettre du 21 septembre à Staline. — La mission Beaverbrook arrive à Moscou. — Une réception glaciale. — Contacts cordiaux avec les Américains. — Protocole pour les livraisons à la Russie. — Une chaîne ininterrompue de convois pour Arkhangelsk. — Moscou exige la création d'un second front. — La crise du front oriental. — Mon télégramme du 28 octobre à sir Stafford Cripps. — Une déclaration nette. — L'hiver place son bouclier devant les armes russes. — Le fonds pour l'« Aide à la Russie » de Mme Churchill

79

CHAPITRE VI

LA PERSE ET LE MOYEN-ORIENT

Été et automne de 1941.

Ce que les Britanniques et les Soviets attendent de la Perse. — Nécessité d'une action commune. — Le général Wavell exprime son opinion avec vigueur. — Note de M. Eden en date du 22 juillet. — Je me renseigne avant d'agir. — Rapport du Conseil du lord Président. — Nous décidons d'agir avec la Russie. — Les forces opposées. — Le combat s'engage. — Le chah se soumet. — Les conditions imposées au gouvernement persan. — Le chah abdique et son jeune fils lui succède. — Les accords anglo-soviétiques. — Développement de la nouvelle route de ravitaillement vers la Russie. — Les convois de Malte. — Opinion allemande sur la lutte en Méditerranée. — Des bâtiments de surface à Malte sont indispensables. — Naissance de la « Force K ». — Nous projetons de constituer une réserve mobile. — Je fais appel au Président. — Des transports américains pour deux divisions britanniques. — Prompte réponse du Président. — Son aide dans l'Atlantique. — L'effectif de l'armée du Nil s'accroît. — Inquiétudes des chefs d'état-major. — Ma note du 18 septembre. — La bataille du désert a la priorité. — Mon télégramme du 20 septembre au général Smuts. — Ma note sur la tactique au combat. — Il faut rendre à l'artillerie la place qui lui revient. — Canons contre chars. — Protection des troupes terrestres par la « flak ». — Rapports entre les chefs terrestres et aériens pendant la bataille

105

CHAPITRE VII

LE DÉVELOPPEMENT
DE LA PUISSANCE BRITANNIQUE*Automne de 1941.*

Coup d'œil sur notre situation militaire. — Ma note du 4 octobre. — Il est indispensable de maintenir la valeur militaire des forces de la

métropole. — Restrictions apportées à la défense antiaérienne de la Grande-Bretagne. — Énormes progrès de notre aviation de chasse. — Nous limitons nos bombardements offensifs. — Les effectifs de l'armée : mes instructions du 9 octobre. — Le problème des ressources en hommes : mon mémoire du 6 novembre. — Je mets en doute la menace d'une invasion. — Nos projets concernant la Home Guard. — Mission et rapport du général Embick. — Mes commentaires. — Notre ligne de communication vitale à travers l'Atlantique. — Le Président donne l'ordre, le 11 septembre, de « tirer les premiers ». — Télégramme au général Smuts. — La sécurité des convois est mieux assurée. — Destruction du *Reuben James*, le 31 octobre. — Notre offensive aérienne dans le golfe de Gascogne. — Un sous-marin se rend à un avion. — Les routes maritimes vers la Russie. — Notre premier convoi pour la Russie, le 12 août. — Les Focke-Wulf domptés. — Nous créons le porte-avions d'escorte. — Des sous-marins en Méditerranée. — Notre meilleur « tueur de sous-marins ». — La guerre contre les corsaires allemands de surface. — Tableau des pertes de navires. — La puissance britannique à l'automne de 1941

131

CHAPITRE VIII

CONTACTS PLUS ÉTROITS AVEC LA RUSSIE

Automne et hiver de 1941.

Les relations anglo-soviétiques. — Difficultés d'une entente militaire. — Nous nous efforçons d'apporter notre aide dans le Caucase. — L'Angleterre déclarera-t-elle la guerre à la Finlande, à la Roumanie et à la Hongrie? — Mon télégramme du 4 novembre à Staline. — Sa réponse du 8. — Conversation du 20 novembre entre M. Eden et l'ambassadeur soviétique. — Je propose d'envoyer M. Eden à Moscou. — Staline accepte. — Je ne suis pas partisan d'une rupture avec la Finlande, la Roumanie et la Hongrie. — Mon appel au maréchal Mannerheim. — La mission de M. Eden à Moscou. — Mes instructions du 5 décembre. — Le premier échec de la guerre-éclair

155

CHAPITRE IX

LA ROUTE A PRENDRE

Les plans britanniques pour l'automne de 1941. — Nous espérons remporter une victoire décisive dans le désert de Libye. — Le seul « second front » possible. — Lord Louis Mountbatten succède à sir Roger Keyes. — Auchinleck réclame un nouveau délai. — La visite de M. Attlee à Washington. — Ma lettre du 20 octobre au Président. — L'exposé de mes intentions militaires. — Je suggère d'envoyer des troupes américaines en Irlande du Nord. — Les profondes répercussions d'une éventuelle victoire dans le désert. — Des navires spéciaux pour le débarquement des chars sont indispensables en vue d'une invasion de l'Europe. — Mon télégramme du 25 octobre au ministre d'État dans le Moyen-Orient. — Réaction des commandants

en chef du Moyen-Orient. — Nous abandonnons le projet de Sicile. — Ma note du 28 octobre. — Projets allemands pour le cas d'une défaite russe. — Période de faiblesse pour les Allemands en Méditerranée. — Les sous-marins allemands entrent en scène. — Un message au sujet de la bataille du désert 170

CHAPITRE X

L'OPÉRATION « CRUSADER »

Sur terre, sur mer et dans l'air.

Les batailles modernes ont perdu leur caractère dramatique. — Les armées et les plans en présence. — La 8^e armée attaque. — L'effet de surprise est obtenu. — Les trois premiers jours. — Le 13^e corps perce la ligne frontière. — Compte rendu du général Auchinleck sur la bataille. — Coup d'audace de Rommel. — La lutte est indécise. — Auchinleck se rend en avion au quartier général du désert. — Ses ordres au général Cunningham sauvent la situation. — Il décide de remplacer ce général. — Ma lettre du 20 novembre au Président. — Le danger vichyssois. — Attaques navales contre les convois ennemis. — Attaque résolue de Sidi Rezeg par la division néo-zélandaise. — Rommel bat en retraite, en abandonnant ses garnisons de la frontière. — Tobrouk dégagé. — Les pertes. — Pessimisme à Rome. — Désastres sur mer. — L'*Ark Royal* et le *Barham* sont coulés. — Des « torpilles humaines » attaquent le port d'Alexandrie. — La *Queen Elizabeth* et le *Valiant* sont gravement endommagés. — La « Force K » est brisée. — Perte du *Neptune*. — Notre flotte de la Méditerranée orientale est pratiquement éliminée. — Hitler ramène des forces aériennes de Russie en Sicile. — Nous touchons au point le plus bas dans la Méditerranée 189

CHAPITRE XI

LE JAPON

Le Japon et le xix^e siècle. — Un prodige d'adaptation. — Le vieux Japon sous le masque. — Impénétrable. — Hiérarchie de l'armée nipponne. — Celle de la marine. — Les instructeurs britanniques et allemands. — Les classes commerçantes. — La constitution de 1889. — Les « nouveaux Genro ». — Le Pacte antikomintern de 1936. — Le pacte de non-agression Hitler-Staline d'août 1939. — Tension au Japon après la chute de la France. — Le prince Konoye prend le gouvernement. — Le Pacte tripartite. — La résistance britannique incite à la réflexion pendant l'hiver. — La fermentation des esprits augmente. — L'Empereur et les princes impériaux. — Effet des sanctions économiques décrétées le 26 juillet 1941. — Inquiétudes constantes des Britanniques. — Nous courons le danger d'avoir à nous battre seuls contre le Japon. — Mes notes des 23 et 29 août. — Stratégie navale. — Mon rapport du 30 août à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande et à l'Afrique du Sud. — Le prince Konoye démissionne en octobre 1941. — Le général Tojo prend le gouvernement. — Un appel de Chang Kai Chek. — Mon télégramme du 5 novembre

au président Roosevelt. — Sa réponse. — Mon télégramme du 9 novembre au général Smuts. — Discours du 10 novembre au Guildhall. — Ma note du 23 novembre au secrétaire aux Affaires étrangères. — Le Président rend compte de ses négociations. — Le *modus vivendi* et la Note des dix points. — La décision de M. Hull. — Les Britanniques ne sont pas complètement renseignés. — *Magics*. — Mon télégramme du 30 novembre 1941. — Les dés sont jetés (1^{er} décembre). — Ma note du 2 décembre. — Menace contre l'isthme de Kra. — Une page extraordinairement importante de l'histoire américaine. — L'unanimité des dirigeants américains. — « Le Seigneur les a livrés entre nos mains. » — Culpabilité du Japon. — Un avantage de la folie 213

CHAPITRE XII

PEARL HARBOR!

Le dimanche 7 décembre, aux Chequers. — Mes hôtes américains. — Le bulletin d'information de 21 heures à la radio. — Le Japon attaque les États-Unis. — Je téléphone au Président. — Mon message à M. de Valera. — Je me réjouis. — La victoire est certaine. — Je décide de me rendre à Washington. — Ma lettre au Roi. — Le Président est inquiet au sujet de la traversée de retour. — Déclaration de guerre de la Grande-Bretagne au Japon. — Ma lettre à l'ambassadeur japonais. — Le Parlement approuve la déclaration de guerre à l'unanimité. — Désignation de M. Duff Cooper. — L'ampleur du désastre américain. — L'attaque des Philippines. — La surprise de Hitler. — Nous discutons l'emploi du *Prince of Wales* et du *Repulse*. — Projet aventureux de l'amiral Phillips. — Absence de protection aérienne. — L'amiral fait demi-tour. — Nouvelle tentative. — La meurtrière attaque japonaise. — « Tout a disparu sous les vagues. » — De terribles nouvelles arrivent à l'aube. — Mes préparatifs de départ. — Mon exposé du 11 décembre à la Chambre des communes. — M. Eden part pour Moscou. — Je lui annonce un certain nombre de nouvelles 242

CHAPITRE XIII

VOYAGE DANS UN MONDE EN GUERRE

Notre voyage à bord du *Duke of York*. — Ma suite. — Nos messages et nos contacts avec Londres. — Faut-il insister auprès des Soviets pour qu'ils déclarent la guerre au Japon? — Les conversations de M. Eden avec Staline et Molotov (16-18 décembre). — Projets de Staline pour le règlement d'après la guerre. — Les Soviets réclament les États baltes. — Ma protestation est appuyée par le Cabinet. — Nouvelles conversations à Moscou. — La Russie et le Japon. — Un départ cordial. — Nos relations avec Vichy : bénédiction ou anathème. — L'attaque de Hong-Kong par les Japonais. — Vaillante résistance de la garnison. — Capitulation. — Les débarquements nippons en Malaisie. — Mon télégramme du 12 décembre à Wavell. — Une grave question stratégique. — L'avis de Duff Cooper et ma conviction personnelle. — Progrès de l'offensive dans le désert. —

Rommel bat en retraite sur El Agheila. — L'aviation allemande revient en Méditerranée. — Inquiétudes au sujet de l'attitude américaine. — L'optimisme de lord Beaverbrook. — Craintes sans fondement.

264

CHAPITRE XIV

LE PLAN PROPOSÉ POUR LE DÉROULEMENT
DE LA GUERRE

Mes trois notes pour le Président. — Première partie : le théâtre d'opérations de l'Atlantique. — L'échec et les pertes de Hitler en Russie. — Je fonde des espoirs injustifiés sur une victoire du général Auchinleck en Cyrénaïque. — Possibilité d'une poussée allemande à travers le Caucase. — Pressante nécessité de nous gagner l'Afrique du Nord française. — Les renforts britanniques et américains pour l'Afrique du Nord. — Demande d'envoi de troupes américaines en Irlande du Nord. — Demande de groupes américains de bombardement pour participer à l'offensive sur l'Allemagne à partir de la Grande-Bretagne. — Vichy refusera peut-être de coopérer avec nous en Afrique du Nord. — Campagne anglo-américaine de 1942 provoquée par cette éventualité. — Nos relations avec le général de Gaulle. — Le problème espagnol. — Les objectifs principaux de 1942. — Deuxième partie : le théâtre d'opérations du Pacifique. — Supériorité navale des Japonais. — Le ravitaillement leur pose un problème crucial. — Nous avons besoin de reconquérir la supériorité sur mer. — La Grande-Bretagne offre le *Nelson* et le *Rodney* à l'Amérique. — La guerre des porte-avions. — L'improvisation est une nécessité vitale. — Les dangers d'une armée américaine trop nombreuse. — J'affirme la nécessité d'engager de vastes opérations sur le continent. — Troisième partie : la campagne de 1943. — Situation probable au début de 1943. — L'Afrique septentrionale et occidentale sous le contrôle anglo-américain. — La Turquie effectivement dans le camp allié. — Têtes de pont en Italie et en Sicile. — Nécessité de préparer des débarquements dans l'Europe de l'Ouest et du Sud. — L'assaut principal prévu pour 1943. — C'est avant tout une opération amphibie. — Poursuite de la préparation par le bombardement de l'Allemagne et de l'Italie. — Espoir de terminer la guerre en 1943 ou 1944. — Les opinions des chefs d'état-major concordent avec les miennes. — Tous les objectifs finalement atteints. — Un ajournement heureux de l'assaut final

282

CHAPITRE XV

WASHINGTON ET OTTAWA

Arrivée à la Maison-Blanche. — Un accueil chaleureux. — Un tourbillon d'affaires. — L'intervention anglo-américaine en Afrique du Nord française. — Je rends compte au Cabinet de guerre de la première conversation. — Naissance du projet de la Grande Alliance. — M. Hull et les Français Libres. — M. Knox et l'île de Wake. — Les inquiétudes australiennes. — Mon rapport du 25 décembre à M. Curtin. — Noël à la Maison-Blanche. — Je parle devant le Congrès. — Un

moment émouvant le lendemain de Noël. — Le commandement du Pacifique sud-ouest. — Nomination du général Wavell. — Une tâche ingrate. — Je prolonge mon séjour. — Voyage à Ottawa. — Mon discours du 30 décembre au Parlement canadien. — Sir Harry Lauder. — Prévisions sur le déroulement de la guerre. — Je passe le dernier jour de l'année dans le train. 299

CHAPITRE XVI

ACCORDS ANGLO-AMÉRICAINS

Signature du Pacte des Nations Unies. — Les terreurs de Litvinov. — Des troupes américaines pour l'Irlande du Nord. — Rapport du 3 janvier au Cabinet de guerre. — Le Conseil mixte des chefs d'état-major. — Sa parfaite efficacité. — Les Russes n'y sont pas représentés. — Situation particulière de sir John Dill. — Le « ferment » de lord Beaverbrook. — L'« Histoire du Comité des Fabrications de guerre » américaine. — Vaste accroissement de la production américaine. — Et de la construction des navires marchands. — Repos à Palm Beach. — Le secret est bien gardé. — Mauvaises nouvelles d'Alexandrie. — Les « torpilles humaines » italiennes. — Notre flotte de ligne en Méditerranée est mise hors de combat. — Renforts aériens pour l'Égypte. — Propositions inopportunes au sujet d'un gouvernement autonome de l'Inde. — La Russie et les États baltes. — Mon télégramme du 8 janvier à M. Eden. — Wendell Willkie, un incident amusant. — Retour à la Maison-Blanche. 319

CHAPITRE XVII

RETOUR VERS LA TEMPÊTE

Nouvelles notes sur la guerre consécutives aux discussions anglo-américaines. — Extension de l'armée des États-Unis. — Et de l'aviation. — Accroissement des fabrications d'armements et des constructions navales. — Importance de l'envoi d'une armée américaine en Irlande du Nord. — La résistance acharnée de Rommel retarde nos projets concernant l'Afrique du Nord. — Nécessité d'user la puissance aérienne allemande en l'engageant continuellement. — La résistance victorieuse des Russes dans le sud nous délivre d'un grave souci. — Menaces sur le Caucase. — La guerre contre le Japon. — Il nous faut reprendre l'initiative. — Une force mobile pour attaquer les conquêtes japonaises. — Dernière conférence à la Maison-Blanche (12 janvier). — Accord complet entre Américains et Britanniques. — La question du général Marshall. — Nous partons pour l'Angleterre. — Les inquiétudes du Président. — L'hydravion Boeing. — Mon désir de l'utiliser. — Avis compétents de Portal et de Pound. — Je parle devant l'Assemblée des Bermudes. — Il est décidé de rentrer par avion et non par le *Duke of York*. — Un vol très long. — Moment critique à l'aube. — Arrivée à Plymouth (17 janvier). 337

ANNEXES.

349

TABLE DES CARTES

453

TABLE DES ILLUSTRATIONS

455

Cet ouvrage,
composé en caractères Didot corps 9,
a été achevé d'imprimer sur les presses
de l'Imprimerie Royale Erven J. J. Tijl, à Zwolle.
Le tirage a été exécuté sur
papier volumineux des Papeteries Breughel, pour le texte,
et sur papier satiné mat des Papeteries Van Dijk
pour les illustrations

Septembre 1965



Edition hors commerce
réservée aux membres du Cercle du Bibliophile



WINSTON



CHURCHILL

